

**RECUEIL
DES
CIRCULAIRES**

**INSTRUCTIONS ET
AUTRES ACTES**

**ÉMANÉS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
OU RELATIFS A CE DÉPARTEMENT**

**TROISIÈME SÉRIE
ANNEE 1956**

**VERZAMELING
DER
OMZENDBRIEVEN**

**DIENSTVOORSCHRIFTEN
EN ANDERE BESCHEIDEN**

**DOOR
HET MINISTERIE VAN JUSTITIE UITGEGEVEN
OF DIT DEPARTEMENT BETREFFENDE**

**DERDE REEKS
JAAR 1956**

BRUXELLES
IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Directeur : Bourlard, L.-A.-J.
Rue de Louvain, 40

BRUSSEL
DRUKKERIJ VAN HET BELGISCH STAATSBLAAD
Directeur : Bourlard, L.-A.-J.
Leuvense weg, 40

1957

3937.

VREDEGERECHT

VAN HET KANTON

, de

Wij,

Vrederechter

van het

kanton

Machtigen de **Algemene Spaarkas** onder waarborg van de Staat te storten aan

M

wonende te

het bedrag van

af te nemen van het spaarboekje N^o

Reeks

geopend op zijn/haar naam.

RECUEIL
DES
CIRCULAIRES

INSTRUCTIONS ET
AUTRES ACTES

ÉMANÉS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
OU RELATIFS A CE DÉPARTEMENT

TROISIÈME SÉRIE
ANNEE 1956

VERZAMELING
DER
OMZENDBRIEVEN

DIENSTVOORSCHRIFTEN
EN ANDERE BESCHEIDEN

DOOR
HET MINISTERIE VAN JUSTITIE UITGEGEVEN
OF DIT DEPARTEMENT BETREFFENDE

DERDE REEKS
JAAR 1956

BRUXELLES
IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Directeur : Bourlard, L.-A.-J.
Rue de Louvain, 40

BRUSSEL
DRUKKERIJ VAN HET BELGISCH STAATSBLAD
Directeur : Bourlard, L.-A.-J.
Leuvense weg, 40

RECUEIL DES CIRCULAIRES

**INSTRUCTIONS ET
AUTRES ACTES**

**ÉMANÉS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
OU RELATIFS A CE DÉPARTEMENT**

•

ANNÉE 1956



VERZAMELING VAN OMZENDBRIEVEN

**DIENSTVOORSCHRIFTEN
EN ANDERE BESCHEIDEN**

**DOOR
HET MINISTERIE VAN JUSTITIE UITGEGEVEN
OF DIT DEPARTEMENT BETREFFENDE**

•

JAAR 1956

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. Cultes, D. L. F., 1^{re} section, n° 32005.

4 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier dit Park van Genk à Hout-halen, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Albert à Zwartberg, commune de Genk.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 20897c.

4 janvier 1956. — Un arrêté royal érige la chapellenie Notre-Dame, Reine de la Paix, au quartier de la Station, à Kessel, en paroisse-succursale, sous le même vocable. Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir de la limite séparative des communes de Nijlen et de Kessel, par l'axe du chemin de fer d'Herentals à Lierre, jusqu'au ruisseau dit Elsebeek, A.-B.; l'axe de ce ruisseau et des fossés du fort de Kessel, jusqu'à l'extrémité sud de celui-ci, B.-C.; une ligne droite jusqu'au croisement de la chaussée de Kessel à Emblem avec la route dite Groot Puttingbaan, cette dernière route les deux côtés exclusivement, D.-E.; la limite séparative de la commune de Kessel, d'une part, et de la ville de Lierre ainsi que des communes d'Emblem et de Nijlen, d'autre part, E.-A., conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 22836A.

4 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la chapellenie de Boekt, à Zolder, en paroisse-succursale, sous le vocable du Sacré-Cœur.

Cette paroisse est circonscrite, à partir de la limite séparative des communes d'Heusden et de Zolder, par : l'axe de la route de l'Etat de Beringen à Hasselt, A.-B.; l'axe du chemin communal n° 131, B.-C.; l'axe des chemins communaux n°s 181 et 180, C.-D.; le ruisseau dénommé Laambeek, les deux rives inclusivement, D.-E.; l'axe de la route de l'Etat de Zolder à Stevoort, E.-F.; l'axe des chemins communaux n°s 31, 14 et 5, F.-G.; le ruisseau dénommé Winterbeek, les deux rives inclusivement, G.-H.; l'axe des chemins communaux n°s 47 et 295, H.-I.; la limite séparative des communes d'Heusden et de Zolder, I.-A., conformément au plan annexé au dit arrêté.

-CHAPELLERIE. — ÉRECTION. — ANNEKE. — SUPPRESSION (3).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 23701.

4 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de l'annexe de Fonds-de-Saint-Servais, à Saint-Servais, en chapellenie ressortissant à la paroisse-succursale Sainte Croix, en cette commune.

(1) *Moniteur belge*, 8 février 1956, n° 39.(2) *Moniteur belge*, 16 mars 1956, n° 76.(3) *Moniteur belge*, 15 mars 1956, n° 75.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 32005.

4 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit, is de wijk Park van Genk te Hout-halen, opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van de Heilige Alber-tus te Zwartberg, gemeente Genk.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 20897c.

4 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit, is de kapelanij van Onze-Lieve-Vrouw, Koningin van de Vrede, op de wijk van het Station, te Kessel, opgericht tot hulp-parochie, onder dezelfde aanroeping. Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeenten Nijlen en Kessel, door : de as van de spoorweg van Herentals naar Lier, tot aan de Elsebeek, A.-B.; de as van die beek en van de vestingswaters van het fort van Kessel tot aan zijn zuidelijk uiteinde, B.-C.; een rechte lijn tot aan het kruispunt van de steenweg van Kessel naar Emblem met de Groot-Puttingbaan, de beide zijden van die laatste baan uitgesloten, C.-D.; dezelfde baan, de beide zijden uitgesloten, D.-E.; de grens-scheiding tussen de gemeente Kessel, enerzijds, en de stad Lier alsmede de gemeen-ten Emblem en Nijlen, anderzijds, E.-A., overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 22836A.

4 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der kapelanij van Boekt, te Zolder, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van het Heilig Hart.

Die parochie is begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeen-ten Heusden en Zolder, door : de as der Staatsbaan van Beringen naar Hasselt, A.-B.; de as van de gemeenteweg, n^o 131, B.-C.; de as van de gemeentewegen n^os 181 en 180, C.-D.; de Laambeek, de beide oevers inbegrepen, D.-E.; de as der Staatsbaan van Zolder naar Stevoort, E.-F.; de as der gemeentewegen n^os 31, 14 en 5, F.-G.; de Winterbeek, de beide oevers inbegrepen, G.-H.; de as der gemeenteweg n^os 47 en 295, H.-I.; de grensscheiding tussen de gemeenten Heus-den en Zolder, I.-A., overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

KAPELANIJ. — OPRICHTING. — ANNEXE. — AFSCHAFFING (3).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 23701.

4 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der annexe van Fonds-de-Saint-Servais, te Saint-Servais, opgericht tot kapelanij afhangende van de hulp-parochie van het Heilig Kruis aldaar.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 8 Februari 1956, n^o 39.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 16 Maart 1956, n^o 76.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 15 Maart 1956, n^o 75.

4 janvier 1956.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 31906.

4 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de Haantjeshock, à Heule, sous le vocable de Notre-Dame de Fatima, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Eutrope, en cette commune.

DOSSIERS D'ÉCROU.

Bureau d'étude, litt. R., n° VI.

Bruxelles, le 6 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires,

Il a été constaté, au cours d'inspections récentes, que la tenue des dossiers d'érou laissait parfois à désirer. Des erreurs en ce domaine sont de nature à engager la responsabilité pénale et administrative des agents en cause. Je vous prie, dès lors, de procéder vous-même de temps à autre à des vérifications de dossiers et de donner aux agents du greffe les directives nécessaires pour qu'il soit remédié, sans retard, aux déficiences qui seraient ainsi constatées.

Il conviendra notamment d'attirer l'attention des agents intéressés sur les points suivants :

1° Il est de pratique courante d'inscrire l'une ou l'autre annotation importante sur l'extérieur de la chemise du dossier d'érou de manière à attirer l'attention du personnel. Cette façon de procéder devient inefficace si les annotations se multiplient ou si on les dispose sans aucun ordre. Par conséquent, il convient de les limiter aux seuls renseignements de réelle importance et elles seront inscrites de manière claire et méthodique;

2° Des rubriques spéciales sont prévues pour les renseignements relatifs à la dactyloscopie, à la photographie, à la fiche de contrôle, aux séjours à l'annexe psychiatrique, etc. De nombreuses lacunes ont été relevées dans ces colonnes. Il est indispensable de compléter les dossiers à cet égard;

3° Le mandat d'arrêt, en vertu duquel un prévenu est incarcéré, porte généralement l'indication du jour et de l'heure de l'arrestation. Ce renseignement est indispensable pour pouvoir calculer avec certitude la date de l'expiration de la peine et il importe que la copie du mandat d'arrêt en fasse mention. Au besoin, cette indication sera demandée sans retard aux autorités judiciaires compétentes;

4° J'attire également votre attention sur les instructions contenues aux §§ 9 et 10 de la page 179 du Recueil des formules concernant les peines subsidiaires qui apparaissent comme ne pouvant être soldées. Il faut éviter que par suite de négligence ou d'oubli l'exécution de ces peines ne soit pas demandée ou le soit tardivement. La mise à exécution intervenant lorsque le condamné est déjà libéré cause préjudice à l'intéressé et peut être de nature à compromettre son reclassement;

5° Enfin, j'insiste tout particulièrement pour que le plus grand soin soit apporté au calcul des peines. Les instructions relatives à cette matière engagent la responsabilité de tous les agents chargés de la tenue ou du contrôle des écritures de l'érou. Elles doivent donc être scrupuleusement observées.

Lors des prochaines inspections de greffe, il sera vérifié si ces directives ont été suivies.

Pour le Ministre :
Le directeur général,
J. DUPRÉEL.

(1) *Moniteur belge*, 15 mars 1956, n° 75.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 31906.

4 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk Haantjeshoek, te Heule, opgericht, onder de aanroeping van Onze-Lieve-Vrouw van Fatima, tot annexe afhange van de hulpparochie van de Heilige Eutropius aldaar.

OPSLUITINGSDOSSIEERS.

Studiebureau, litt. R. n^o VI.

Brussel, de 6 Januari 1956.

Aan de heren Bestuurders van de strafinrichtingen,

Tijdens onlangs gedane inspecties werd vastgesteld dat het houden van de opsluitingsdossiers soms te wensen overliet. Wegens op dit stuk begane vergissingen kunnen de betrokken personeelsleden strafrechtelijk en administratief-rechtelijk verantwoordelijk gesteld worden. Ik verzoek u derhalve af en toe zelf dossiers na te zien en aan de personeelsleden van de griffie de nodige richtlijnen te geven om de aldus eventueel vastgestelde tekortkomingen onverwijld te verhelpen.

De aandacht van de betrokken personeelsleden dient onder meer gevestigd op de volgende punten :

1^o Het is algemeen gebruikelijk dat op de buitenkant van de omslag van het opsluitingsdossier een of andere bijzondere aantekening wordt gemaakt om de aandacht van het personeel te trekken. Deze handelwijze is niet meer doeltreffend wanneer die aantekeningen te talrijk worden of worden aangebracht zonder enige orde. Bijgevolg dienen zij beperkt tot de werkelijk belangrijke inlichtingen en dienen zij klaar en methodisch aangebracht;

2^o Er bestaan bijzondere rubrieken voor de inlichtingen betreffende de dactyloscopie, de fotografie, de controlefiche, het verblijf in de psychiatrische afdeling, enz. In die kolommen werden talrijke leemten vastgesteld. Het is volstrekt noodzakelijk de dossiers op dit stuk aan te vullen;

3^o Het bevel tot aanhouding krachtens hetwelk een verdachte is opgesloten, vermeldt doorgaans dag en uur van de aanhouding. Deze inlichting is volstrekt nodig om met juistheid de datum van het verstrijken der straf te kunnen berekenen, en het is van belang dat het opschrift van het bevel tot aanhouding er melding van maakt. Zo nodig dient die inlichting onverwijld aan de bevoegde rechterlijke overheden gevraagd te worden;

4^o Ik vestig eveneens uw aandacht op de onderrichtingen, vervat in de §§ 9 en 10 op bladzijde 179 van het formulierenboek in verband met de vervangende straffen waarvan blijkt dat zij niet kunnen ten uitvoer gelegd worden. Er dient vermeden dat ingevolge nalatigheid of verzuim de tenuitvoerlegging van die straffen niet of laattijdig gevraagd wordt. De tenuitvoerlegging wanneer de veroordeelde reeds in vrijheid werd gesteld, is voor de betrokkene nadelig en kan zijn reclassering in de weg staan;

5^o Ten slotte dring ik er bijzonder op aan dat de straffen met de grootste zorg zou berekend worden. Krachtens de onderrichtingen dienaangaande zijn al de personeelsleden die belast zijn met het houden of het nazien van de stukken betreffende de gevangenrol daarvoor verantwoordelijk. Zij moeten dan ook stipt nageleefd worden.

Bij de volgende inspecties van de griffie zal worden nagegaan of deze richtlijnen werden nageleefd.

Voor de Minister :
De directeur-generaal,
J. DUPRÉEL.

(1) Belgisch Staatsblad, 15 Maart 1956, n^o 75.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Bureau d'étude. Litt. R. n° VIII.

Bruxelles, le 13 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires,

J'ai pu constater que des détenus s'abonnent parfois à des publications périodiques susceptibles de nuire à leur rééducation morale.

Par ailleurs, les instructions relatives au mode d'abonnement et à la distribution des périodiques sont quelquefois mal interprétées.

Il me paraît donc utile de préciser ces deux questions.

A. Nature des publications admises.

Périodiques édités en Belgique.

Sont autorisées :

- a) les publications qui poursuivent un but éducatif ou d'information générale;
- b) les publications religieuses relevant des cultes reconnus.

En vertu du principe de la liberté d'opinion, les publications belges à caractère politique peuvent être admises, mais en tout état de cause, la circulation parmi les détenus en est interdite.

II. Publications éditées à l'étranger.

L'autorisation est limitée aux revues exclusivement scientifiques, techniques ou littéraires. Les publications religieuses sont également autorisées pour autant qu'elles répondent aux critères fixés ci-dessus.

Le directeur peut, en vertu de son droit de censure, retenir un numéro d'un périodique belge ou étranger, s'il l'estime nécessaire, mais il n'est pas habilité à interdire une publication à titre définitif sans en référer à l'administration centrale.

Les abonnements à des publications ne répondant pas aux critères repris ci-dessus seront maintenus jusqu'à l'expiration de leur terme mais ils ne pourront plus être renouvelés.

B. Mode d'abonnement et distribution.

Il n'est rien modifié aux dispositions de ma circulaire du 22 avril 1950, n° 373 R/VIII, qui détermine les règles à observer.

Cette réglementation n'empêche pas la bibliothèque de l'établissement d'accepter des dons, conformément aux instructions du 15 mai 1906 relatives à la formule n° 73, à condition de les soumettre à la censure habituelle. C'est en vertu de ce principe que les aumôniers des divers cultes reconnus ont la faculté de verser à la bibliothèque des publications périodiques religieuses et des livres de religion qui viendront y rejoindre ceux que l'administration peut acheter annuellement. Je rappelle à cet égard que les instructions se rapportant à la formule n° 74 prévoient que pour établir la liste annuelle des ouvrages dont l'acquisition est jugée nécessaire, le directeur se consulte avec les aumôniers des divers cultes, les médecins et les instituteurs.

En ce qui concerne la distribution des publications et livres religieux, les règles suivantes seront dorénavant observées.

Ces ouvrages doivent constituer une section de la bibliothèque de l'établissement et en porter le signe. Pour les obtenir en lecture, les détenus auront l'obligation d'en faire la demande écrite, comme pour toute autre publication, mais ils auront la faculté d'adresser leur demande soit aux aumôniers, soit directement à la bibliothèque. Dans le premier cas, la bibliothèque remettra les livres et brochures aux ministres des cultes, pour distribution. Si au contraire la demande a été transmise à la bibliothèque, la distribution se fera à l'intervention de cette dernière.

Pour le Ministre :
Le directeur général,
J. DUPRÉEL.

TIJDSCHRIFTEN.

Studiebureau, litt. R., n° VIII.

Brussel, de 13 Januari 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ik heb kunnen vaststellen dat gedetineerden zich soms abonneren op tijdschriften die hun zedelijke wederopvoeding kunnen schaden.

Anderzijds, worden de onderrichtingen betreffende de wijze van abonneren en de uitdeling van de tijdschriften somtijds verkeerd geïnterpreteerd.

Het lijkt mij derhalve nuttig beide kwesties nader te bepalen.

*A. Aard van de toegelaten publicaties.**I. In België uitgegeven tijdschriften.*

Worden toegelaten :

a) de publicaties die een opvoedend doel of een doel van algemene informatie nastreven;

b) de godsdienstige publicaties die van de erkende erediensten uitgaan.

Krachtens het principe van de vrijheid van opinie mogen de Belgische publicaties van politieke aard toegelaten worden, doch in elk geval is de circulatie ervan onder de gedetineerden verboden.

II. In het buitenland uitgegeven publicaties.

De toelating wordt beperkt tot de uitsluitend wetenschappelijke, technische of letterkundige tijdschriften. Voor zover zij aan de hiervoren bepaalde criteria beantwoorden, worden ook de godsdienstige uitgaven toegelaten.

Krachtens zijn censuurrecht kan de bestuurder een nummer van een Belgisch of buitenlands tijdschrift inhouden indien hij het nodig acht, maar hij is er niet toe gerechtigd een publicatie definitief te verbieden zonder het hoofdbestuur erover te raadplegen.

De abonnementen op publicaties die niet aan bovenvermelde criteria beantwoorden, blijven behouden totdat de termijn ervan verstreken is, maar zij zullen niet meer mogen vernieuwd worden.

B. Wijze van abonneren en uitdelen.

Aan de bepalingen van mijn omzendbrief van 22 April 1950, n° 373 R/VIII, die de in acht te nemen regels bepaalt, wordt niets gewijzigd.

Deze regeling verhindert de bibliotheek van de inrichting niet giften te aanvaarden, overeenkomstig de onderrichtingen van 15 Mei 1906 betreffende het formulier n° 73, mits onderwerping aan de gewone censuur. Krachtens dit principe mogen de aalmoezeniers van de verschillende erkende erediensten aan de bibliotheek godsdienstige tijdschriften en boeken over godsdienst afgeven die aldaar, deze welke het bestuur jaarlijks mag kopen, zullen vervoegen. Ik herinner er dienaangaande aan dat de onderrichtingen betreffende het formulier n° 74 bepalen dat de bestuurder om de jaarlijkse lijst op te maken van de werken waarvan de aankoop nodig geacht wordt, met de aalmoezeniers van de verschillende erediensten, de geneesheren en de onderwijzers overleg pleegt.

Wat de uitdeling van de godsdienstige tijdschriften en boeken betreft, dienen voortaan de volgende regels in acht genomen.

Deze werken moeten een afdeling van de bibliotheek der inrichting uitmaken en er het teken van dragen. Om ze ter lezing te bekomen, moeten de gedetineerden dit schriftelijk aanvragen, zoals voor elke andere publicatie, maar zij mogen hun aanvraag ofwel tot de aalmoezeniers, ofwel rechtstreeks tot de bibliotheek richten. In het eerste geval overhandigt de bibliotheek de boeken en brochures aan de bedienaars der erediensten om ze uit te delen. Wordt integendeel de aanvraag aan de bibliotheek overgemaakt, dan geschiedt de uitdeling door bemiddeling van deze laatste.

Voor de Minister :
De directeur-generaal,
J. DUPRÉEL.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

—
Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 31916.

14 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier des Hougnes, à Verviers, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Joseph, en cette ville, sous le vocable de Marie Médiatrice de toutes les Grâces.

ARRÊTÉ ROYAL PRIS EN EXÉCUTION DE LA LOI DU 27 JUILLET 1953 DÉTERMINANT
LES EFFETS DE L'APPLICATION DE LA LOI ALLEMANDE DANS LA PARTIE DU TERRI-
TOIRE BELGE ANNEXÉ ABUSIVEMENT A L'ALLEMAGNE EN MAI 1940 (2).

—
BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi hypothécaire du 16 décembre 1851;

Vu la loi du 27 juillet 1953, notamment les articles 10 et 14;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A moins qu'elles n'aient eu lieu avant la mise en vigueur de la loi allemande, la transcription, l'inscription et la radiation dans les registres hypothécaires des actes juridiques, soumis à ces formalités selon la loi du 16 décembre 1851, qui ont été passés sous l'occupation et qui se rapportent à des immeubles situés dans la partie du territoire visée à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1953, sont réglées par les dispositions du présent arrêté.

Art. 2. La transcription ou l'inscription dans les registres hypothécaires des actes qui ont été inscrits au livre foncier (Grundbuch) ou dont la présentation à l'inscription du dit livre a été admise, produit effet à la date soit de l'inscription au livre foncier, soit de l'ordonnance du dépôt des pièces nécessaires à cette inscription, à la condition d'être requise, par les personnes intéressées, au bureau des hypothèques compétent, avant le 1^{er} juillet 1956.

La formalité a lieu sur présentation d'une expédition de l'acte ou, à défaut d'expédition, d'une copie délivrée par le détenteur de la minute. Le conservateur des hypothèques peut également requérir la production de la notification faite par le service du livre foncier.

Art. 3. Sous la même condition que celle fixée à l'article 2 du présent arrêté, la transcription ou l'inscription dans les registres hypothécaires des actes passés en Belgique, en dehors de la partie du territoire visée à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1953, auxquels les autorités allemandes ont refusé ou interdit de donner la formalité pour un motif quelconque autre que ceux prévus par la loi belge, produit effet à la date de l'acte. Cette disposition ne peut toutefois préjudicier

(1) *Moniteur belge*, 19-20 mars 1956, n° 79-80.

(2) *Moniteur belge*, 27 janvier 1956, n° 27.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 31916.

14 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk genaamd « Les Hougnes », te Verviers, opgericht onder de aanroeping van Onze-Lieve-Vrouw-Middelares van alle Genaden, tot annexe afhangende van de hulpparochie van de Heilige Jozef, aldaar.

KONINKLIJK BESLUIT GENOMEN TER UITVOERING VAN DE WET VAN 27 JULI 1953
TOT BEPALING VAN DE GEVOLGEN VAN DE TOEPASSING DER DUITSE WET IN HET
GEDeelTE VAN HET BELGISCH GRONDGEBIED DAT IN MEI 1940 WEDERRECHTELIJK
BIJ DUITSLAND WERD INGELIJFD (2).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de hypotheekwet van 16 December 1851;

Gelet op de wet van 27 Juli 1953, inzonderheid de artikelen 10 en 14;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tenzij ze gedaan waren vóór de inwerkingtreding van de Duitse wet, worden de overschrijving, de inschrijving en de doorhaling in de hypotheekregisters van juridische handelingen, aan deze formaliteiten onderworpen overeenkomstig de wet van 16 December 1851, die verleden werden gedurende de bezetting, en die betrekking hebben op onroerende goederen, gelegen in het deel van het grondgebied, bedoeld door artikel 1 van de wet van 27 Juli 1953, geregeld volgens de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. De overschrijving of de inschrijving in de hypotheekregisters van de akten, die in het grondboek (Grundbuch) werden ingeschreven, of voor dewelke het voorleggen tot inschrijving in bedoeld boek werd toegestaan, heeft uitwerking op de datum, hetzij van de inschrijving in het grondboek, hetzij van het bevelschrift tot neerlegging der stukken nodig voor deze inschrijving, op voorwaarde dat er om verzocht wordt door de belanghebbenden, op het bevoegd kantoor der hypotheek, vóór 1 Juli 1956.

De formaliteit heeft plaats op overlegging van een uitgifte der akte of, bij ontstentenis van uitgifte van een afschrift afgegeven door de houder der minuut. De hypotheekbewaarder mag eveneens de overlegging van de door de dienst van het grondboek gedane betekening eisen.

Art. 3. Onder dezelfde voorwaarde als deze gesteld door artikel 2 van dit besluit, heeft de overschrijving of de inschrijving in de hypotheekregisters van de in België, buiten het deel van het grondgebied bedoeld door artikel 1 van de wet van 27 Juli 1953, verleden akten, voor welke de Duitse autoriteiten geweigerd of verboden hebben de formaliteiten te verlenen om gelijk welke reden, andere dan die bepaald bij de Belgische wet, uitwerking vanaf de datum van de akte. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de rechten van derden, houders van een titel met

(1) *Belgisch Staatsblad*, 19-20 Maart 1956, n^os 79-80.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 27 Januari 1956, n^o 27.

aux droits des tiers dont le titre non postérieur en date aurait été régulièrement inscrit — ou admis à l'inscription — au livre foncier ou transcrit ou inscrit dans les registres hypothécaires.

La formalité a lieu sur présentation de l'expédition de l'acte ou, à défaut d'expédition, sur production d'une copie délivrée par le détenteur de la minute.

Art. 4. § 1^{er}. L'acte authentique ou considéré comme tel en droit allemand passé dans la partie du territoire visée à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1953 est admis à la formalité, encore qu'il ne contienne pas la déclaration de dessaisine-saisine.

§ 2. Dans le cas où l'acte passé dans la forme prévue par la législation allemande et la requête en inscription au livre foncier ne contiennent pas la demande d'inscription d'une hypothèque garantissant le paiement du prix ou de la soulte et des charges éventuelles, le conservateur est dispensé de prendre l'inscription d'office prévue par l'article 35 de la loi du 16 décembre 1851.

Art. 5. § 1^{er}. Dans le cas où les parties intéressées ne possèdent pas d'expédition de l'acte translatif ou déclaratif de propriété et qu'elles se trouvent dans l'impossibilité de se faire délivrer une copie de cet acte par le détenteur de la minute, elles peuvent requérir la transcription de la notification qui leur a été adressée par le juge du livre foncier. Cette transcription, à la condition d'être requise avant le 1^{er} juillet 1956, produit effet à la date de l'inscription au livre foncier lorsque celle-ci peut être déterminée ou, sinon, à la date de l'ordonnance de dépôt des pièces indiquée sur la notification.

§ 2. Dans le cas où il ne reste d'autres traces de l'acte translatif ou déclaratif de propriété que la liste des mutations transmise par le service du livre foncier à l'administration du cadastre, les parties intéressées peuvent demander au conservateur des hypothèques d'assurer la formalité de la transcription au vu de cette liste. Cette transcription, à la condition d'être requise avant le 1^{er} juillet 1956, produit effet soit à la date de l'inscription au livre foncier ou à celle de l'ordonnance de dépôt des pièces nécessaires à cette inscription, soit, lorsque cette date ne peut pas être déterminée, à celle de l'envoi de la liste susvisée.

Art. 6. Les actes de mainlevée passés dans la forme prévue par la législation allemande peuvent donner lieu à la radiation d'inscriptions hypothécaires s'ils renferment les indications suffisantes pour permettre de déterminer, avec certitude, les inscriptions auxquelles ils se rapportent.

Ces radiations sont effectuées sur production d'une expédition de l'acte ou du jugement accordant mainlevée ou d'une copie délivrée par le détenteur de la minute; pour les actes de mainlevée dont l'original est annexé au dossier du livre foncier, ces radiations peuvent être effectuées sur production d'une copie délivrée par le conservateur des hypothèques de Malmédy.

Art. 7. Les transcriptions, inscriptions et radiations effectuées dans les registres hypothécaires avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, soit d'office, soit à la requête des personnes intéressées, produisent les mêmes effets que celles qui sont requises en vertu des articles précédents.

Art. 8. Les conservateurs des hypothèques de Verviers et de Marche-en-Famenne peuvent exiger une traduction en langue française, certifiée exacte, par un traducteur juré, des actes et pièces en langue allemande qui leur sont présentés, en exécution du présent arrêté.

geen latere datum, die regelmatig ingeschreven werd — of toegelaten werd tot inschrijving — in het grondboek of overgeschreven of ingeschreven werd in de hypotheekregisters.

De formaliteit heeft plaats op overlegging van de uitgifte der akte of, bij ontstentenis van uitgifte, op grond van een kopij, afgeleverd door de houder van de minuut.

Art. 4. § 1. De authentieke of, in het Duitse recht, als dusdanig beschouwde akte, verleden in het deel van het grondgebied bedoeld door artikel 1 van de wet van 27 Juli 1953, wordt tot de formaliteit toegelaten, zelfs wanneer ze de verklaring van buitenbezitstelling en inbezitstelling niet bevat.

§ 2. Ingeval de akte, verleden in de vorm bepaald door de Duitse wetgeving en het verzoekschrift tot inschrijving in het grondboek, de aanvraag tot inschrijving van een hypotheek tot zekerheid van de betaling van de prijs of de opleg en van de gebeurlijke lasten niet bevatten, wordt de bewaarder ervan ontslagen de door artikel 35 van de wet van 16 December 1851 bedoelde ambtshalve inschrijving te nemen.

Art. 5. § 1. Ingeval de betrokken partijen geen uitgifte van de akte van overdracht of van aanwijzing van eigendom bezitten en zij in de onmogelijkheid zijn zich een afschrift van deze akte door de houder van de minuut te doen afleveren, mogen zij de overschrijving vorderen van de betekening die hen door de rechter van het grondboek toegestuurd werd. Deze overschrijving, op voorwaarde dat er om verzocht wordt vóór 1 Juli 1956, heeft uitwerking op de datum van de inschrijving in het grondboek, wanneer deze kan bepaald worden of, zoniet, op de in de betekening aangeduide datum van het bevelschrift tot neerlegging van de bescheiden.

§ 2. In geval van de akte van overdracht of van aanwijzing van eigendom geen ander spoor overblijft dan de door de dienst van het grondboek aan het bestuur van het kadaster overgemaakte lijst der overgangen, mogen de betrokken partijen aan de hypotheekbewaarder vragen dat hij de formaliteit der overschrijving op zich van deze lijst zou verzekeren. Deze overschrijving, op voorwaarde dat er om verzocht wordt vóór 1 Juli 1956, heeft uitwerking, hetzij op de datum van de inschrijving in het grondboek of op deze van het bevelschrift tot neerlegging van de tot deze inschrijving noodzakelijke bescheiden, hetzij, wanneer deze datum niet kan bepaald worden, op deze van de verzending van hogerbedoelde lijst.

Art. 6. De akten van handlichting verleden in de door de Duitse wetgeving bepaalde vorm kunnen aanleiding geven tot doorhaling van hypothecaire inschrijvingen, indien ze genoegzame aanduidingen bevatten om de inschrijvingen, waarop zij betrekking hebben, met zekerheid te kunnen bepalen.

Deze doorhalingen worden gedaan op overlegging van een uitgifte der akte of van het vonnis, dat de doorhaling toestaat, of van een afschrift, afgeleverd door de houder van de minuut; voor de akten-handlichting waarvan het origineel aan het dossier van het grondboek gehecht is, mogen deze doorhalingen gedaan worden op overlegging van een afschrift, afgegeven door de hypotheekbewaarder van Malmedy.

Art. 7. De overschrijvingen, inschrijvingen en doorhalingen, die vóór het in voege treden van dit besluit in de hypotheekregisters gedaan werden, hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de betrokkenen, hebben dezelfde gevolgen als deze welke overeenkomstig de vorige artikels worden aangevraagd.

Art. 8. De hypotheekbewaarders van Verviers en van Marche-en-Famenne mogen een vertaling in het Frans eisen, echt verklaard door een beëdigde vertaler, van de akten en stukken opgesteld in het Duits, die hun worden aangeboden ter uitvoering van dit besluit.

14-16 janvier 1956.

Art. 9. Les actes et pièces à transcrire ou à inscrire en vertu des articles 2, 3, 5 et 6 du présent arrêté sont dispensés de la formalité de l'enregistrement et, le cas échéant, du droit d'hypothèque, lorsqu'il est établi que l'impôt dû en vertu de la législation allemande a été payé du chef de ces actes.

Art. 10. Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Grasse (Alpes-Maritimes), le 14 janvier 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

H. LIEBAERT.

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

VENTILATION DES DÉPENSES.

Comptabilité. Litt. E, n° 113, 1 annexe.

Bruxelles, le 16 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Pour satisfaire aux instructions du Ministère des Finances, les comptables devront, à partir de l'exercice 1956, fournir à l'appui de leurs états n° 177 un tableau du modèle ci-joint.

Ce tableau sera établi en triple exemplaire et se rapportera uniquement aux articles 6 à 14 du budget.

La ventilation des dépenses à imputer sur ces articles sera faite suivant les rubriques reprises ci-après.

Il est à noter qu'en général seules les rubriques soulignées sont susceptibles de comprendre des dépenses liquidées par avances de fonds.

Art. 6-2 :

- 1° Honoraires des avocats;
- 2° *Honoraires des médecins;*
- 3° Honoraires des experts étrangers à l'administration;
- 4° *Prestations de tiers.*

Art. 7-2 :

- 1° *Commissions diverses, jetons de présence, frais de route et de séjour;*
- 2° *Prestations supplémentaires, fonctions supérieures, surqualification;*
- 3° *Indemnités couvrant des charges réelles.*

Art. 9-2 :

- 1° Eau, vapeur;
- 2° Gaz, *électricité;*
- 3° *Correspondance;*

Art. 9. De akten en stukken die, overeenkomstig de artikelen 2, 3, 5 en 6 van dit besluit dienen overgeschreven of ingeschreven, zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie en, in voorkomend geval, van het hypotheekrecht, wanneer het bewezen is dat de belasting verschuldigd krachtens de Duitse wetgeving, vóór deze akten werd betaald.

Art. 10. Onze Ministers van Financiën en van Justitie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Grasse (Alpes-Maritimes), de 14 Januari 1956.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
H. LIEBAERT.
De Minister van Justitie,
A. LILAR.

VENTILATIE DER UITGAVEN.

Comptabiliteit. Litt. E, n° 113, 1 bijlage.

Brussel, de 16 Januari 1956.

Aan de Heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ter nakoming van de onderrichtingen van de Minister van Financiën moeten de rekenplichtigen van het dienstjaar 1956 af, tot staving van hun staten n° 177, een tabel naar het hierbijgevoegd model verstrekken.

Die tabel dient in drievoud opgemaakt en zal enkel op de artikelen 6 tot 14 van de begroting betrekking hebben.

De ventilatie van de op die artikelen aan te rekenen uitgaven zal geschieden volgens de hierna vermelde rubrieken.

Er valt op te merken dat in 't algemeen alleen in de onderlijnde rubrieken bij geldvoorschotten vereffende uitgaven zullen kunnen begrepen worden.

Art. 6-2 :

- 1° Erelonen van de advocaten;
- 2° *Erelonen van de geneesheren;*
- 3° Erelonen van de niet tot administratie behorende deskundigen;
- 4° *Prestaties van derden.*

Art. 7-2 :

- 1° *Verschillende commissies, presentiegelden, reis- en verblijfkosten;*
- 2° *Bijkomende prestaties, hogere functies, hogere qualificering;*
- 3° *Vergoedingen die werkelijke lasten dekken.*

Artikel 9-2 :

- 1° Water, stoom;
- 2° Gas, *electriciteit;*
- 3° *Briefwisseling;*

- 4° *Téléphone, télégrammes;*
- 5° *Transports;*
- 6° *Location et impositions;*
- 7° *Taxes, redevances et divers.*

Art. 10-2 :

- 1° *Locaux, mobilier, matériel : entretien et renouvellement;*
- 2° *Salaires des nettoyeuses et des détenus affectés à l'entretien des locaux, mobilier et matériel;*
- 3° *Fournitures de bureau;*
- 4° *Impressions;*
- 5° *Reliures;*
- 6° *Journaux, publications, achat et abonnements;*
- 7° *Achat d'ouvrages;*
- 8° *Mobilier et fournitures de bureau livrés par les établissements relevant du Ministère de la Justice ainsi que les travaux exécutés par ces établissements;*
- 9° *Achat de mobilier et de matériel didactique.*

Art. 11 :

- 1° *Recueil des circulaires;*
- 2° *Recueil de la Législation;*
- 3° *Recueil des anciennes lois et ordonnances;*
- 4° *Bulletin des prisons;*
- 5° *Cours de l'Ecole de criminologie et de police scientifique;*
- 6° *Cahiers de l'Office de la Protection de l'Enfance.*

Art. 12 :

- 1° *Combustibles;*
- 2° *Fournitures de bureau, papier, impressions, reliures;*
- 3° *Machines de bureau : acquisitions et location;*
- 4° *Mobilier et équipement, acquisitions et location;*
- 5° *Habillement;*
- 6° *Produits d'entretien.*

Art. 13-1 :

- 1° *Acquisition de véhicules;*
- 2° *Frais de consommation;*
- 3° *Frais d'entretien;*
- 4° *Achat de matériel, outillage et pneumatiques;*
- 5° *Location de garages.*

Art. 14-2 :

- 1° *Abonnements, titres de transport et autres frais de transport;*
- 2° *Indemnités kilométriques;*
- 3° *Frais de route et de séjour;*
- 4° *Missions à l'étranger.*

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

- 4° Telefoon, telegrammen;
- 5° Vervoer;
- 6° Huur en belastingen;
- 7° Taxes, rechten en diversen.

Art. 10-2 :

- 1° Lokalen, meubilair, materieel : onderhoud en vernieuwing;
- 2° Loon van de schoonmaaksters en der gedetineerden voor het onderhoud van lokalen, meubilair, materieel;
- 3° Bureelbenodigdheden;
- 4° Drukwerken;
- 5° Inbindingen;
- 6° Dagbladen, publicaties, aankoop en abonnementen;
- 7° Aankoop van werken;
- 8° Meubilair en bureelbenodigdheden geleverd door de inrichtingen die van het Ministerie van Justitie afhangen alsmede de door die inrichtingen uitgevoerde werken;
- 9° Aankoop van meubilair en didactisch materieel.

Art. 11 :

- 1° Verzameling der omzendbrieven;
- 2° « Recueil de la Législation »;
- 3° « Recueil des anciennes lois et ordonnances »;
- 4° Bulletin der gevangenen;
- 5° Cursussen van de School voor criminologie en criminalistiek;
- 6° « Cahiers de l'Office de la Protection de l'Enfance ».

Art. 12 :

- 1° Brandstoffen;
- 2° Bureelbenodigdheden, papier, drukwerken, inbindingen;
- 3° Bureelmachines : aanschaffing en huur;
- 4° Meubilair en uitrusting, aanschaffing en huur;
- 5° Kleding;
- 6° Onderhoudsproducten.

Art. 13-1 :

- 1° Aankoop van voertuigen;
- 2° Verbruikskosten;
- 3° Onderhoudskosten;
- 4° Aankoop van materieel, gereedschap en luchtbanden;
- 5° Huur van garages.

Art. 14-2 :

- 1° Abonnementen, reisbewijzen en andere reiskosten;
- 2° Kilometervergoedingen;
- 3° Reis- en verblijfkosten;
- 4° Opdrachten naar het buitenland.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

ANNEXE.

Prison à

Exercice 19..

Ventilation des dépenses introduites dans l'état n° 177
au par M., comptable en cet établissement.

Numéro du relevé.	Art. 6-2	Art. 7-2	Art. 9-2		Art. 10-2		Art. 13-1		Art. 14-2
	état 168	état 168	état 168	Fac- tures	état 168	Fac- tures	état 168	Fac- tures	état 168
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
Totaux									

Certifié sincère et véritable :
Le comptable,

Vu et approuvé :
Le directeur,

18

16 janvier 1956.

BIJLAGE.

Gevangenis te

Dienstjaar 19..

Ventilatie van de op
door de heer, rekenplichtige in die inrichting, in de staat n° 177 opgenomen uitgaven.

[illegible]

Naar waarheid opgemaakt :
De rekenplichtige,

Mij bekend en goedgekeurd :
De bestuurder,

16 Januari 1956.

17-21 janvier 1956.

HEURE D'OUVERTURE DE L'ÉTABLISSEMENT.
INCIDENCE SUR LE CALCUL DE L'HEURE DE LIBÉRATION DES DÉTENUIS.

Bureau d'étude, litt. R., n° V/VI.

Bruxelles, le 17 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

J'ai pu constater que l'heure d'ouverture des établissements n'est plus respectée de manière uniforme, ce qui peut entraîner des différences préjudiciables dans le calcul du jour et de l'heure à fixer pour l'élargissement de certains condamnés dont la peine a pris cours entre le moment de la fermeture et celui de l'ouverture de la prison.

Dans un but d'unification et par dérogation à l'article 174 du règlement général, j'ai décidé de fixer l'ouverture de l'établissement à 6 heures du matin en toute saison.

Il en résulte que les instructions reprises au § 43 de la formule n° 39 (page 129 du recueil des formules) doivent être interprétées de la manière indiquée ci-après.

Sous réserve de l'application des dispositions des §§ 31 à 33 des instructions susvisées, il convient de libérer à 18 heures :

1° le jour même de l'expiration de la peine, les condamnés dont la peine a pris cours entre 22 heures et minuit;

2° la veille de l'expiration de la peine, ceux dont la peine a pris cours entre minuit et 6 heures du matin.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS. — EXERCICE 1956.

Comptabilité, litt. E, n° 113.

Bruxelles, le 21 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Je porte à votre connaissance que le libellé des articles du budget des voies et moyens pour l'exercice 1956 reste identique à celui détaillé dans ma circulaire du 28 décembre 1950 (414 R/XVI).

Quant à la numérotation, elle n'a changé que pour les deux derniers articles qui deviennent 302/5 et 302/1 au lieu de 303/5 et 303/1 précédemment.

Les parties versantes continueront à inscrire sur le talon du bulletin de versement les renseignements précisant le service bénéficiaire, le motif du versement et l'article du budget.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

OPENINGSUUR VAN DE INRICHTING.
WEERSLAG OP DE BEREKENING VAN HET UUR WAAROP DE GEDETINEERDEN IN VRIJHEID
GESTELD WORDEN.

—
Studiebureau, litt. R., n° V/VI.

Brussel, de 17 Januari 1956.

Aan de Heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ik heb kunnen vaststellen dat het openingsuur van de inrichtingen niet meer op eenvormige wijze wordt in acht genomen, hetgeen nadelig uitvallende verschillen kan opleveren bij de berekening van de dag en het uur welke dienen bepaald voor de invrijheidstelling van sommige veroordeelden, wier straf tussen het sluitings- en het openingsuur der gevangenis, een aanvang heeft genomen.

Met het oog op eenvormigheid en in afwijking van artikel 174 van het algemeen reglement, heb ik beslist de opening der inrichting in elk seizoen op 6 uur 's morgens vast te stellen.

Hieruit volgt dat aan de onderrichtingen, vermeld in § 43 van formulier n° 39 (blz. 129 van het formulierenboek) de navermelde interpretatie dient gegeven.

Behoudens toepassing van het bepaalde bij de §§ 31 en 33 van bovenbedoelde onderrichtingen, past het, te 18 uur, in vrijheid te stellen :

1° de dag zelf waarop de straftijd verstrijkt, de veroordeelden wier straf tussen 22 uur en middernacht een aanvang heeft genomen;

2° de dag vóór die waarop de straftijd verstrijkt, degenen wier straf tussen middernacht en 6 uur 's morgens een aanvang heeft genomen.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

—
RIJKSMIDDELENBEGROTING. — DIENSTJAAR 1956.

Comptabiliteit, litt. E, n° 113.

Brussel, de 21 Januari 1956.

Aan de Heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ik breng u ter kennis dat de tekst van de artikelen der rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1956 dezelfde blijft als de in mijn omzendbrief van 28 December 1950 (414 R/XVI) omstandig beschrevene.

Wat de nummering betreft, deze is enkel veranderd voor de laatste twee artikelen die 302/5 en 302/1 worden in plaats van 303/5 en 303/1 zoals voorheen.

De partijen welke stortingen verrichten, zullen voort op de strook van het stortingsformulier de inlichtingen schrijven, waarbij nader bepaald wordt ten voordele van welke dienst de storting geschiedt, welke de reden is van de storting en welk het artikel is van de begroting.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

23 janvier 1956.

ACTION DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION DES FORCES ARMÉES
AUPRÈS DES MILITAIRES INCARCÉRÉS.

Bureau d'étude, litt. R., n° VIII.

Bruxelles, le 23 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Comme suite à ma circulaire du 8 octobre 1955, n° 565 R/VIII, et pour satisfaire à une demande de la Direction de l'Education des Forces armées, j'ai décidé d'autoriser à titre expérimental les militaires détenus préventivement ou condamnés à suivre des cours par correspondance.

Cette faveur pourra être accordée aux conditions suivantes :

1° l'organisation des cours, l'inscription des élèves, le contrôle de leur assiduité et les frais à exposer incombent au département de la Défense Nationale;

2° une demande individuelle écrite vous sera adressée par le service compétent de ce département et mentionnera l'identité du militaire en cause, le cours choisi et le nom de l'institut qui devra le donner;

3° si vous estimez pouvoir réserver une suite favorable à ces propositions, vous voudrez bien en informer l'autorité dont elles émanent. Dans la négative, il vous appartiendra d'en référer à l'Administration centrale (Service du Contentieux) au moyen d'un état n° 58 justificatif;

4° la correspondance échangée entre les détenus et les instituts d'enseignement doit être soumise à la censure habituelle.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,

J. DUPRÉEL.

REMISE AU MAGASIN DU COMPTABLE
DES OBJETS MOBILIERS HORS D'USAGE OU DE SERVICE.

Office de la Protection de l'Enfance, services administratifs, comptabilité.
N° 101 C 5.

Bruxelles, le 23 janvier 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Les Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat ont tendance à maintenir en usage des objets mobiliers détériorés, démodés ou devenus vétustes. De ce fait, ces objets ne rendent pas les services qu'on peut en attendre; d'autre part, ils confèrent aux locaux où ils se trouvent un aspect désordonné et peu attrayant.

Il convient, tout d'abord, que les directions des établissements examinent quels sont, parmi les objets en usage, ceux qui doivent être réparés ou remplacés.

Les objets à réparer seront inscrits à l'état trimestriel des réparations du mobilier.

Quant aux objets à remplacer, les directions sont priées de vérifier si leur renouvellement a été prévu à l'« Etat annuel des propositions de dépenses pour l'achat de mobilier » relatif à l'exercice 1956. Dans la négative, elles devront en prévoir le remplacement à l'état annuel se rapportant à l'exercice 1957. Toutefois, si le renouvellement doit, dans l'intérêt du service, être réalisé avant le 1^{er} janvier 1957, elles voudront bien me le signaler dès à présent.

23 januari 1956.

23

WERKING VAN DE DIRECTIE OPVOEDING VAN DE KRIJGSMACHT
BIJ DE OPGESLOTEN MILITAIRES.

Studiebureau, litt. R., n° VIII.
Brussel, de 23 januari 1956.

Aan de Heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ingevolge mijn omzendbrief van 8 October 1955, n° 565 R/VIII, en ten einde te voldoen aan een verzoek van de Directie Opvoeding van de Krijgsmacht, heb ik besloten bij wijze van proef aan de preventief gedetineerde of veroordeelde militairen toe te laten schriftelijke cursussen te volgen.

Deze gunst kan tegen de volgende voorwaarden worden toegestaan :

1° de inrichting van de cursussen, de inschrijving van de leerlingen, de controle over hun vlijt en de te besteden kosten vallen ten laste van het departement van Landsverdediging;

2° een schriftelijke individuele aanvraag zal u door de bevoegde dienst van dit departement worden toegezonden en de identiteit van de betrokken militair, de gekozen cursus en de naam van de instelling die hem zal moeten geven, vermelden;

3° indien gij meent aan die voorstellen een gunstig gevolg te kunnen geven, gelieve daarvan aan de overheid, waarvan zij uitgaan, kennis te geven. In het tegenovergesteld geval behoort gij daarover bij het Hoofdbestuur (Dienst der Geschillen) door middel van een verantwoordingsstaat n° 58 verslag uit te brengen;

4° de tussen de gedetineerden en de onderwijsinstellingen gevoerde briefwisseling moet aan de gebruikelijke censuur onderworpen worden.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

AFGIFTE IN HET MAGAZIJN VAN DE REKENPLICHTIGE VAN DE BUITEN GEBRUIK
OF BUITEN DIENST GESTELDE MOBILAIRE VOORWERPEN.

Dienst voor Kinderbescherming, administratieve diensten, comptabiliteit.
N° 101 C 5.

Brussel, de 23 januari 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

De Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten zijn geneigd beschadigde, ouderwetse of verouderde mobiele voorwerpen in gebruik te houden. Daaruit volgt dat die voorwerpen niet de diensten bewijzen die men er mag van verwachten; anderzijds, verlenen zij aan de lokalen waar zij zich bevinden een slordig en weinig aantrekkelijk uitzicht.

De directies van de gestichten moeten allereerst nagaan welke in gebruik zijnde voorwerpen moeten hersteld of vervangen worden.

De te herstellen voorwerpen dienen ingeschreven in de driemaandelijks staats voor het herstellen der mobiele voorwerpen.

Wat de voorwerpen betreft die moeten vervangen worden, verzoek ik de directies na te gaan of in hun vernieuwing voorzien werd in de « Jaarstaat van voorgestelde uitgaven voor aankoop van mobiliair » betreffende het dienstjaar 1956. Zo dit niet het geval is, moet in de vervanging van die voorwerpen voorzien worden in de jaarlijkse staat voor het dienstjaar 1957. Indien de vernieuwing echter, in het belang van de dienst, moet geschieden vóór 1 januari 1957, verzoek ik de directies mij reeds van nu af daarvan kennis te geven.

Il faut, ensuite, que les directions des établissements, afin de donner un aspect convenable aux locaux, en écartent sans plus tarder les objets vétustes, hors d'usage ou de service.

Le Règlement de comptabilité prévoit, à ce sujet, ce qui suit :

« Article 229. Le mobilier qui, par suite de vétusté ou de détérioration ou pour toute autre cause, se trouve hors d'usage ou de service, est pris en charge par le comptable et déposé au magasin. »

« Article 242. Les objets *momentanément hors d'usage ou de service* sont remis au magasin, à titre de *dépôt*, avec leur valeur. »

« Article 243. Les objets usés, détériorés et *complètement hors d'usage ou de service*, sont mis au *rebut*, sans valeur. »

Je vous prie de vouloir bien inviter les agents placés sous vos ordres et responsables du mobilier en usage à ne pas conserver des objets hors d'usage ou de service, mais à les déposer immédiatement au magasin du comptable. Cette remise peut, en effet, être faite à n'importe quel moment de l'année. Le comptable ne peut refuser de les prendre en charge. Le comptable inscrira les dits objets sur l'état n° 220 des denrées, matières, effets fabriqués ou confectionnés, meubles, outils, ustensiles, etc., sans emploi, séjournant dans ses magasins et transmettra cet état à l'Administration centrale, comme il est prévu à l'article 196 du Règlement de comptabilité.

*
* *

Vous voudrez bien inviter les membres de votre personnel à prendre connaissance des instructions qui précèdent et à parapher ensuite le registre dans lequel la réception de la présente circulaire aura été consignée.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

FRAIS DE SÉJOUR DE CERTAINS FONCTIONNAIRES.

Comptabilité, litt. E., n° 113.
Bruxelles, le 24 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Depuis le 1^{er} janvier 1951, les Directeurs de prison de 4^e classe, les Directeurs adjoints de 2^e classe et les chefs de pavillon sont rétribués, d'accord avec M. le Premier Ministre, d'après des barèmes figurant dans le groupe F. Précédemment, ils bénéficiaient de barèmes du groupe IV G.

Tant que les traitements dont jouissent les agents des services extérieurs des prisons n'auront pas fait l'objet d'un arrêté royal publié au *Moniteur belge*, la Cour des Comptes s'opposera à ce que ces fonctionnaires reçoivent des indemnités de séjour autres que celles prévues pour le groupe IV à l'article 2 de l'arrêté royal du 16 février 1953 (*Moniteur belge* du 19 février 1953, p. 950).

C'est donc sur la base de 80 et non plus de 90 francs par jour qu'il y aura lieu de calculer provisoirement leurs indemnités de séjour.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

Vervolgens moeten de directies van de gestichten onverwijld de verouderde, buiten gebruik of buiten dienst gestelde voorwerpen verwijderen, ten einde aan de lokalen een behoorlijk uitzicht te geven.

Het Reglement op de comptabiliteit bepaalt dienaangaande wat volgt :

« Artikel 229. Het mobiliair dat ingevolge ouderdom, beschadiging of een andere oorzaak buiten gebruik of buiten dienst is, wordt door de rekenplichtige in ontvangst genomen en in het magazijn geplaatst. »

« Artikel 242. De voorwerpen die *tijdelijk buiten gebruik of buiten dienst* zijn worden in het magazijn *ter bewaring* afgegeven, met aanduiding van hun waarde. »

« Artikel 243. De versleten, beschadigde en *volledig buiten gebruik of buiten dienst* gestelde voorwerpen worden in *uitschot* gesteld, zonder aanduiding van de waarde. »

Gelieve uw personeel, dat verantwoordelijk is voor het in gebruik zijnde mobiliair, te verzoeken de buiten gebruik of buiten dienst gestelde voorwerpen niet te bewaren, doch onmiddellijk af te geven in het magazijn van de rekenplichtige. Deze afgifte mag immers op gelijk welk tijdstip van het jaar geschieden. De rekenplichtige mag niet weigeren die voorwerpen in ontvangst te nemen. De rekenplichtige moet die voorwerpen inschrijven in de lijst n° 220 van de ongebruikte eetwaren, grondstoffen, gefabriceerde of vervaardigde kledingstukken, mobiliair, werkgerief, keukengerief, welke in zijn magazijnen berusten.

Hij moet die lijst aan het Hoofdbestuur overmaken, zoals bepaald in artikel 196 van het Reglement op de comptabiliteit.

*
* *

Gelieve de leden van uw personeel te verzoeken van de onderrichtingen hiervoren kennis te nemen en vervolgens het register te paraferen waarin de ontvangst van deze omzendbrief zal worden opgetekend.

Voor de Minister :

De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

VERBLIJFSKOSTEN VAN SOMMIGE AMBTENAREN.

Comptabiliteit, litt. E., n° 113.
Brussel, de 24 Januari 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Sedert 1 Januari 1951 worden de gevangenisbestuurders 4° klasse, de adjunct-bestuurders 2° klasse en de paviljoenchefs, in overleg met de heer Eerste-Minister, bezoldigd volgens in de groep F voorkomende weddeschalen. Voorheen genoten zij weddeschalen van de groep IV G.

Zolang nopens de wedden, die de personeelsleden van de buitendiensten der gevangenissen genieten, geen koninklijk besluit werd genomen, dat in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt, zal het Rekenhof er zich tegen verzetten dat deze ambtenaren andere verblijfsvergoedingen ontvangen dan die, bepaald voor de groep IV in artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 Februari 1953 (*Belgisch Staatsblad* van 19 Februari 1953, blz. 950).

Derhalve dienen hun verblijfsvergoedingen voorlopig op de grondslag van 80 en niet meer van 90 frank per dag berekend.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

CHAPELLENIE. — ÉRECTION. — ANNEXE. — SUPPRESSION (1).

Adm. Cultes, D. L. F., 1^{re} section, n° 20527c.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de l'annexe du Hornay, à Sprimont, en chapellenie ressortissant à la paroisse Saint Martin, en cette commune.

PAROISSES-SUCCURSALES. — MODIFICATIONS DES CIRCONSCRIPTIONS (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 20304B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal :

1. Annexe à la paroisse-succursale Saint Jean-Vianney, à Wilrijk :

1° le territoire circonscrit, à partir de la limite séparative des communes de Wilrijk et de Hoboken, par : le chemin de fer d'Anvers-Sud à Vieux-Dieu, les deux côtés inclusivement, A-A1; la rue dite Valkstraat, les deux côtés inclusivement, A1-A11; l'axe de l'avenue J. Moretus, A11-A;

2° la partie de la paroisse-succursale Notre Dame du Saint Rosaire, à Wilrijk, circonscrite, à partir de la rue dite Valkstraat, par : le chemin de fer d'Anvers-Sud à Vieux-Dieu jusqu'à la chaussée de Boom, les deux côtés inclusivement, A1-A11; la chaussée de Boom, les deux côtés exclusivement, A11-A1V; l'axe de l'avenue J. Moretus jusqu'à la rue dite Valkstraat, A1V-A11; la rue dite Valkstraat, les deux côtés exclusivement, A11-A1;

3° la partie de la paroisse-succursale Saint Bavon, à Wilrijk, circonscrite, à partir de la chaussée de Boom, par : le chemin de fer d'Anvers-Sud à Vieux-Dieu jusqu'à un point situé au nord de la maison n° 151 de l'avenue J. Moretus et en face du coin nord-est de la rue du Roi Albert, parcelle, section A, 200v11, du cadastre, A111-B; une ligne droite partant de ce point vers le coin nord-est de la rue du Roi Albert, B-B1; l'axe de l'avenue J. Moretus, B1-A1V; la chaussée de Boom, les deux côtés inclusivement, A1V-A111;

4° la partie de la paroisse-succursale Saint Bavon, à Wilrijk, circonscrite, à partir de la rue du Roi Albert, par : la chaussée dite Kleine steenweg, les deux côtés inclusivement, C-D; la rue dite Vuurmolenstraat, les deux côtés inclusivement, D-E; la rue dite Boekstraat, les deux côtés inclusivement, E-F; la rue dite Oude straat, les deux côtés inclusivement, F-G; l'avenue Gallait, les deux côtés inclusivement, G-H; le chemin dit Laaglandweg, les deux côtés inclusivement, H-I; une ligne droite partant de l'extrémité du chemin dit Laaglandweg, parcelle, section D, 394g, du cadastre, vers la limite séparative des communes de Wilrijk et d'Aartselaar, parcelle, section D, 522, du cadastre, I-J; cette limite séparative, J-J1; l'axe de la rue dite Kleine Doornstraat, J1-I1; l'axe du chemin dit Laaglandweg, I1-H1; l'axe de l'avenue Gallait, H1-G1; l'axe de la rue J. Cuyvers, G1-E1; une ligne droite partant à l'extrémité de la rue J. Cuyvers vers le coin sud-est de la rue du Roi Albert, E1-C, conformément au plan y annexé.

2. Annexe à la paroisse-succursale Saint Nicolas, à Hemiksem, la partie de la paroisse-succursale Saint Jean Vianney, à Wilrijk, circonscrite, à partir de la jonction des limites séparatives des communes de Wilrijk, de Hemiksem et de Hoboken, par : l'avenue dite Moerelei jusqu'au chemin de servitude, parcelle, section D, 167a, du cadastre, les deux côtés exclusivement, N-M; ce chemin de servitude, longeant du côté ouest les parcelles, section D, 167a, 168a, 169b, 170, 158, 63a et 65b, du cadastre, les deux côtés inclusivement, M-L; une ligne droite perpendiculaire vers la parcelle 77 du cadastre, aux confins de la limite séparative des communes de Wilrijk et de Hemiksem, L-K; cette limite séparative, K-N, conformément au plan y annexé.

(1) *Moniteur belge*, 19-20 mars 1956, n°s 79-80.

(2) *Moniteur belge*, 31 mars 1956, n° 91.

KAPELANIJ. — OPRICHTING. — ANNEXE. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 20527c.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der annexe van Hornay, te Sprimont, opgericht tot kapelanij afhankelijk van de parochie van de Heilige Martinus, aldaar.

HULPPAROCHIE. — GRENSWIJZIGINGEN (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 20304B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit :

1. Is aan de hulpparochie van Sint Johannes-Vianney, te Wilrijk, gehecht :

1^o het grondgebied begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeenten Wilrijk en Hoboken, door : de spoorweg van Antwerpen-Zuid naar Oude-God, de beide zijden inbegrepen, A-A1; de Valkstraat, de beide zijden inbegrepen, A1-A11; de as der J. Moretuslei, A11-A;

2^o het gedeelte der hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw van de Heilige Rozenkrans, te Wilrijk begrensd, te beginnen van de Valkstraat, door : de spoorweg van Antwerpen-Zuid naar Oude-God, de beide zijden inbegrepen, A1-A11; de Boomse steenweg, de beide zijden uitgesloten, A11-A1V; de as van de J. Moretuslei tot aan de Valkstraat, A1V-A11; de Valkstraat, de beide zijden uitgesloten, A11-A1;

3^o het gedeelte der hulpparochie van de Heilige Bavo, te Wilrijk begrensd, te beginnen van de Boomse steenweg, door : de spoorweg van Antwerpen-Zuid naar Oude-God tot aan een punt gelegen ten noorden van het huis n^o 151 van de J. Moretuslei en tegenover de noord-oosthoek van de Koning Albertstraat, perceel, sectie A, 200v11, van het kadaster, A111-B; een rechte lijn van uit dit punt naar de noord-oosthoek van de Koning Albertstraat, B-B1; de as van de J. Moretuslei, B1-A1V; de Boomse steenweg, de beide zijden inbegrepen, A1V-A111;

4^o het gedeelte der hulpparochie van de Heilige Bavo, te Wilrijk begrensd, te beginnen van de Koning Albertstraat, door : de Kleine steenweg, de beide zijden inbegrepen, C-D; de Vuurmolenstraat, de beide zijden inbegrepen, D-E; de Boekstraat, de beide zijden inbegrepen, E-F; de Oude straat, de beide zijden inbegrepen, F-G; de Gallaitlaan, de beide zijden inbegrepen, G-H; de Laaglandweg, de beide zijden inbegrepen, H-I; een rechte lijn vanaf het einde van de Laaglandweg, perceel, sectie D, 394g, van het kadaster, naar de grensscheiding tussen de gemeenten Wilrijk en Aartselaar, perceel, sectie D, 522, van het kadaster, I-J; deze grensscheiding, J-I1; de as van de Kleine Doornstraat, I1-I1; de as van de Laaglandweg, I1-I1; de as van de Gallaitlaan, H1-G1; de as van de J. Cuyverstraat, G1-E1; een rechte lijn vanaf het einde van de J. Cuyverstraat naar de zuid-oosthoek van de Koning Albertstraat, E1-C, overeenkomstig het bijgevoegd plan.

2. Is aan de hulpparochie van Sint Niklaas, te Hemiksem, gehecht het gedeelte der hulpparochie van Sint Johannes-Vianney, te Wilrijk begrensd, te beginnen van de samenkomst van de grensscheidingen tussen de gemeenten Wilrijk, Hemiksem en Hoboken, door : de Moerelei tot aan de servituutweg, perceel, sectie D, 167a, van het kadaster, de beide zijden uitgesloten, N-M; deze servituutweg, westelijk lopend langs de percelen, sectie D, 167a, 168a, 169b, 170, 158, 63a en 65b, van het kadaster, de beide zijden inbegrepen, M-L; een loodrechte lijn naar perceel 77 van het kadaster, palend aan de grensscheiding tussen de gemeenten Wilrijk en Hemiksem, L-K; deze grensscheiding, K-N, overeenkomstig het bijgevoegd plan.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 19-20 Maart 1956, n^os 79-80.(2) *Belgisch Staatsblad*, 31 Maart 1956, n^o 91.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 23315 B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige la chapellenie du Sacré-Cœur de Jésus, formée par les quartiers dénommés Heuvel, Zwarte-Heuvel et Acht-Zaligheden, à Kalmthout, en paroisse-succursale, sous le même vocable.

Cette paroisse est circonscrite, à partir du chemin de fer de Kapellen à Essen, par : la limite sud de la propriété des fabriques Dura, prolongée en ligne droite jusqu'au sentier dénommé Heuvelspad, A.-B.; ce sentier, les deux côtés inclusivement, jusqu'au ruisseau passant sous la rue dite Statiestraat, B.-B'; l'axe de ce ruisseau jusqu'à la chaussée dite Essensteenweg, B'-C; cette chaussée, les deux côtés exclusivement, C.-C'; la rue dite Frans Raatstraat, les deux côtés inclusivement, C'-D; une ligne englobant entièrement les ruelles latérales dénommées Anne-Mieke et Straatje, D.-D'; la rue dite Frans Raatstraat, les deux côtés inclusivement D'-E; la route dite Hoekse baan, les deux côtés inclusivement, E.-F'; la rue dite Groenendriesstraat, les deux côtés inclusivement, F.-F'; un chemin reliant cette rue à la frontière belgo-néerlandaise, F'-G.; cette frontière, jusqu'au chemin dit Zwarte Heuvelse weg, G.-H.; l'axe de ce chemin, H.-I.; une ligne droite en direction du sud-est, jusqu'à la grille entourant le domaine de M. J. Meurisse, I.-J.; cette grille jusqu'au débouché dans la chaussée dite Putsesteenweg du prolongement de la rue dénommée Kijkuitstraat, J.-K; le prolongement de cette rue, les deux côtés inclusivement, jusqu'au premier chemin sablonneux qui le traverse, K.-L.; ce chemin sablonneux, les deux côtés inclusivement, jusqu'à proximité des maisons situées le long du côté est de la chaussée dite Putsesteenweg, L.-M.; une ligne longeant le derrière de ces maisons et des terrains de l'Œuvre nationale de l'Enfance, jusqu'à la rue dite Vogelenzangstraat, M.-N.; l'axe de cette dernière rue, N.-O.; l'axe du chemin de fer de Kapellen à Essen, O.-A.; conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31813.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le hameau d'Oostveld, à Eeklo, en paroisse-succursale, sous le vocable de Notre-Dame de l'Assomption.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir du chemin de fer d'Eeklo à Bruges, par : la rue dite de Roze (Kerkstraat), les deux côtés exclusivement, A.-B.; la rue dénommée Vrombautstraat, les deux côtés exclusivement, B.-C.; la limite séparative entre la ville d'Eeklo et la commune de Lembeke, C.-D.; la limite séparative entre la ville susdite et la commune de Waarschoot, D.-E.; l'axe de la route de l'Etat Gand-Eeklo, jusqu'à la place Reine Astrid, E.-F.; l'axe de la place Reine Astrid jusqu'à la rue dite Statiestraat, F.-G.; une ligne perpendiculaire à l'axe du chemin de fer d'Eeklo à Bruges, G.-G'; l'axe de ce chemin de fer jusqu'à la rue dite de Roze (Kerkstraat), G'-A, conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 23069B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige la chapellenie formée par les hameaux d'Heesveld, de Spurk et d'Eyk, à Bilzen, en paroisse-succursale, sous le vocable de Saint Joseph.

(1) *Moniteur belge*, 25 mars 1956, n° 85.(2) *Moniteur belge*, 21 mars 1956, n° 81.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 23315 B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit, is de kapelanij van het Heilig Hart van Jezus, gevormd door de wijken Heuvel, Zwarte-Heuvel en Acht-Zaligheden, te Kalmthout, opgericht tot hulpparochie, onder de zelfde aanroeping.

Die parochie is begrensd, te beginnen van de spoorweg van Kapellen naar Essen, door : de zuidelijke grens van het eigendom der fabrieken Dura, verlengd in rechte lijn tot aan het Heuvelspad, A.-B.; dit pad, de beide zijden inbegrepen, tot aan de beek die onder de Statiestraat loopt, B.-B'; de as van die beek tot aan de Essensteenweg, B'.-C.; die steenweg, de beide zijden uitgesloten, C.-C'; de Frans Raatstraat, de beide zijden inbegrepen, C'.-D.; een lijn omvattende in 't geheel de zijstraatjes Anne-Mieke en Straatje, D.-D'; de Frans Raatstraat, de beide zijden inbegrepen, D'.-E.; de Hoekse baan, de beide zijden inbegrepen, E.-F.; de Groenen-driesstraat, de beide zijden inbegrepen, F.-F'; een weg die deze straat met de Belgisch-Nederlandse grens verbindt, F'.-G.; die grens tot aan de Zwarte Heuvelseweg, G.-H.; de as van die weg, H.-I.; een rechte lijn, in Zuid-Oostelijke richting, tot aan de afrastering van de domeinen van de heer J. Meurisse, I.-J.; die afrastering tot het uiteinde in de Putsesteenweg van de verlenging der Kijkuitstraat, J.-K.; de verlenging van die straat, de beide zijden inbegrepen tot aan de eerste dwarszandweg, K.-L.; die zandweg, de beide zijden inbegrepen, tot in de nabijheid van de huizen liggende langs de Oostelijke zijde van de Putsesteenweg, L.-M.; een lijn lopende langs de achterzijde van die huizen en van de terreinen van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, tot aan de Vogelenzangstraat, M.-N.; de as van die laatste straat, N.-O.; de as van de spoorweg van Kapellen naar Essen, O.-A., overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 31813.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit, is het gehucht Oostveld te Eeklo, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de spoorweg van Eeklo naar Brugge, door : de Roze (Kerkstraat), de beide zijden uitgesloten, A.-B.; de Vrombautstraat, de beide zijden uitgesloten, B.-C.; de grensscheiding tussen de stad Eeklo en de gemeente Lembeke, C.-D.; de grensscheiding tussen de hierbovenge-noemde stad en de gemeente Waarschoot, D.-E.; de as van de Staatsbaan Gent-Eeklo tot aan het Koningin Astridplein, E.-F.; de as van het Koningin Astridplein tot aan de Statiestraat, F.-G.; een loodrechte lijn op de as van de spoorweg van Eeklo naar Brugge, G.-G'; de as van deze spoorweg tot aan de Roze (Kerkstraat), G'-A, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 23069B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de kapelanij gevormd door de gehuchten Heesveld, Spurk en Eyk, te Bilzen, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van de Heilige Jozef.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 25 Maart 1956, n^o 85.(2) *Belgisch Staatsblad*, 21 Maart 1956, n^o 81.

Cette paroisse est circonscrite, à partir de la limite séparative des communes de Bilzen et de Beverst, par : l'axe du chemin de fer de Hasselt à Maastricht, A.-B.; la limite séparative des communes de Bilzen et de Munsterbilzen, B.-C.; la limite séparative de la commune de Bilzen, d'une part, et des communes de Genk et de Beverst, d'autre part, C.-D.-A., conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 21871B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la chapellenie de Tomberg, à Uccle, en paroisse-succursale, sous le vocable de Saint Joseph.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir du chemin de fer de Charleroi à Schaerbeek, par : la limite méridionale du cimetière communal d'Uccle, A.-B.; une ligne droite depuis l'angle sud-est de ce cimetière jusqu'à l'extrémité nord de l'axe du chemin de la Forêt, B.-C.; l'axe de ce chemin, C.-D.; une ligne droite dans le prolongement du dit chemin, depuis son extrémité sud jusqu'à la limite séparative entre les communes d'Uccle et de Linkebeek, E.-F.; l'axe du chemin de fer de Charleroi à Schaerbeek, F.-A., conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C.D.L.F., 1^{re} section, n° 31599.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Hille à Zwevezele, réuni au quartier limitrophe de la commune de Wingene, en paroisse-succursale, sous le même vocable.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir de l'angle est de la parcelle inscrite au cadastre, section C, n° 364c, à la limite des communes de Zwevezele et de Wingene, par : une ligne droite jusqu'à l'intersection de deux chemins, étant l'angle nord de la parcelle, section C, n° 229/2b, A.-B.; l'axe du chemin allant jusqu'à la chaussée de Courtrai à Bruges, et prolongé jusqu'à l'axe de cette chaussée, B.-C.; une ligne droite jusqu'à la limite sud de la parcelle, section B, n° 540f, et prolongée par cette limite sud, C.-D.; la limite ouest des parcelles, même section, n°s 540f et 524a, D.-E.; une ligne droite depuis l'angle nord-ouest de la parcelle, n° 524a, jusqu'au croisement de la chaussée de Zwevezele à Hille avec la rue dite De Rutstraat, E.-F.; une ligne droite jusqu'à l'angle nord-ouest de la parcelle, section B, n° 694, au chemin dit Diksmuide Boterweg, F.-G.; une ligne droite jusqu'à l'angle ouest de la parcelle, même section, n° 225, G.-H.; une ligne droite jusqu'au point d'intersection de la limite, prolongée vers l'est, entre les parcelles, section A, n°s 658 et 659, avec le côté est de la rue dite Bossenveldstraat, H.-I.; une ligne droite de ce point d'intersection à la limite nord de la dite parcelle et de la parcelle n° 661a, I.-K.; l'axe d'un petit chemin allant jusqu'à la rue dite de Meerlaanstraat, K.-L.; une ligne droite jusqu'à l'angle sud-ouest de la parcelle, section A, n° 502a, à la limite séparative entre les communes de Zwevezele et de Ruddervoorde, L.-M.; la limite séparative entre ces deux communes, d'une part, et entre les communes de Ruddervoorde et de Wingene, d'autre part, jusqu'au chemin qui aboutit à la rue dite Munkelstraat, M.-N.; l'axe du chemin précité, N.-O.; l'axe de la rue dite Munkelstraat jusqu'à son point d'intersection avec la limite sud-ouest, prolongée, de la parcelle, section A, n° 277, O.-P.; la dite limite jusqu'à l'angle sud de la parcelle, n° 277, P.-Q.; la limite nord-ouest des parcelles, n°s 314, 315, 317b, 318, 319, Q.-R.; l'axe du chemin vers le chemin dénommé Hondsweg, R.-S.; l'axe de

(1) *Moniteur belge*, 26 avril 1956, n° 117.

Die parochie is begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeenten Bilzen en Beverst, door : de as van de spoorweg van Hasselt naar Maastricht, A.-B.; de grensscheiding tussen de gemeenten Bilzen en Munsterbilzen, B.-C.; de grensscheiding tussen de gemeente Bilzen, enerzijds, en de gemeenten Genk en Beverst, anderzijds, C.-D.-A., overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 21871B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der kapelanijs van Tomberg, te Ukkel, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van de Heilige Jozef.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de spoorweg van Charleroi naar Schaarbeek, door de zuidelijke grens van het gemeentelijk kerkhof te Ukkel, A.-B.; een rechte lijn van de zuid-oostelijke hoek af van dat kerkhof tot het noordelijke uiteinde van de as van de weg genaamd « chemin de la Forêt », B.-C.; de as van die weg, C.-D.; een rechte lijn in de verlenging van die weg, van zijn zuidelijke uiteinde af tot aan de gemeentelijke grens, D.-E.; de grensscheiding tussen de gemeenten Ukkel en Linkebeek, E.-F.; de as van de spoorweg van Charleroi naar Schaarbeek, F.-A., overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 31599.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der kapelanijs van de Heilige Jozef op het gehucht Hille te Zwevezele, met de aanpalende wijk der gemeente Wingene, opgericht tot hulpparochie, onder dezelfde aanroeping.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de oostelijke hoek van het perceel bekend ten kadaster, sectie C, n^o 364c, op de grensscheiding tussen de gemeenten Zwevezele en Wingene, door : een rechte lijn tot het kruispunt van twee landwegen, zijnde de noordelijke hoek van het perceel, sectie C, n^o 229/2b, A.-B.; de as van de landweg naar de steenweg van Kortrijk naar Brugge, en verlengd tot aan de as van deze steenweg, B.-C.; een rechte lijn naar de zuidelijke grens van het perceel, sectie B, n^o 540f, en verlengd door deze zuidelijke grens, C.-D.; de westelijke grens van de percelen, zelfde sectie, n^o 540f en 524a, D.-E.; een rechte lijn vanaf de noordwestelijke hoek van het perceel, n^o 524a, tot het kruispunt van de steenweg van Zwevezele naar Hille met de De Rutstraat, E.-F.; een rechte lijn tot de noordwestelijke hoek van het perceel, sectie B, n^o 694, aan de Diksmuide Boterweg, F.-G.; een rechte lijn tot de westelijke hoek van het perceel, zelfde sectie, n^o 225, G.-H.; een rechte lijn tot het snijpunt van de in oostelijke richting verlengde grens tussen de percelen, sectie A, n^o 658 en 659 met de oostelijke zijde van de Bossenveldstraat, H.-I.; een rechte lijn van bedoeld snijpunt naar de noordelijke grens van voormeld perceel, n^o 659, de noordelijke grens aan dit perceel en van het perceel n^o 661a, I.-K.; de as van een kleine landweg naar de Meerlaanstraat, K.-L.; een rechte lijn tot de zuid-westelijke hoek van het perceel, sectie A, n^o 502a, op de grensscheiding tussen de gemeenten Zwevezele en Ruddervoorde, L.-M.; de grensscheiding tussen deze twee gemeenten, enerzijds, en tussen de gemeenten Ruddervoorde en Wingene, anderzijds, tot aan de landweg naar de Munkelstraat, M.-N.; de as van de voornoemde landweg, N.-O.; de as van de Munkelstraat tot het snijpunt ervan met de verlengde zuidwestelijke grens van het perceel, sectie A, n^o 277, O.-P.; bedoelde grens tot aan de zuidelijke hoek van het perceel, n^o 277, P.-Q.; de noordwestelijke grens van de percelen, n^o 314, 315, 317b, 318, 319, Q.-R;

(1) *Belgisch Staatsblad*, 26 April 1956, n^o 117.

ce dernier chemin jusqu'à la chaussée de Hille à Wingene, S-T; l'axe de cette chaussée jusqu'à son intersection avec le chemin allant vers le quartier dit Boekhout, T-U; l'axe de ce dernier chemin, U-V; l'axe du chemin en direction sud jusqu'à la limite de la parcelle, section F, n° 216f, V-W; la limite nord de cette parcelle jusqu'à la parcelle, section F, n° 217, W-X; la limite sud-ouest de cette dernière parcelle jusqu'à l'axe prolongé d'un chemin allant vers la limite séparative entre les communes de Zwevezele et de Wingene, X-Y; l'axe de ce chemin et son prolongement, Y-Z; la limite séparative entre les communes de Zwevezele et de Wingene, Z-A; conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31814.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier dit Zwijnaardse steenweg à Gand en paroisse-succursale, sous le vocable du Christ-Roi.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir de la limite séparative entre la ville de Gand et la commune de Zwijnaarde, par : l'axe de l'avenue dite De Pintelaan jusqu'à la rue dite Onderwijsstraat, A-B; la rue dite Onderwijsstraat, les deux côtés exclusivement, B-C; la rue dite Noendries, les deux côtés exclusivement, C-D; la rue dite Moutstraat, les deux côtés exclusivement, D-E; l'axe du cours de l'Escaut coïncidant avec la limite séparative entre la ville de Gand et la commune de Ledeborg, E-F; l'axe du même cours d'eau coïncidant avec la limite séparative entre la ville susvisée et la commune de Merelbeke, E-G; la limite séparative entre cette ville et la commune de Zwijnaarde, G-A; conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31893.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier dit « De Paanders » à Meulebeke en paroisse-succursale sous le vocable du Cœur Immaculé de Marie.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir de l'intersection de la rue dite Ooigemstraat avec la limite séparative entre les communes de Meulebeke et d'Oostrozebeke, par : l'axe de la rue dite Ooigemstraat, A-B; l'axe de la chaussée de Meulebeke vers Oostrozebeke jusqu'à la rue dite Oude Paandersstraat, B-C; l'axe de cette rue jusqu'au sentier allant vers le nord, C-D; l'axe de ce sentier jusqu'au ruisseau dit Citroenbeek, D-E; l'axe de ce ruisseau jusqu'à la rue dite Hondenkerkstraat, E-F; l'axe de cette rue jusqu'au chemin dit Diksmuide Boterweg, F-G; l'axe de ce chemin, G-H; l'axe de la chaussée de Meulebeke vers Dendergem jusqu'à la chaussée de Tielt vers Oostrozebeke, H-I; l'axe de cette dernière chaussée jusqu'à la limite séparative entre les communes de Meulebeke et Oostrozebeke, I-K; cette limite séparative, K-A; conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 22415B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la chapellenie de Heikant à Rotselaar en paroisse-succursale, sous le vocable de Notre-Dame du Perpétuel Secours.

(1) *Moniteur belge*, 26 avril 1956, n° 117.

(2) *Moniteur belge*, 25 avril 1956, n° 116.

de as van de landweg naar de Hondsweg, R-S; de as van deze laatste weg tot de as van de steenweg van Hille naar Wingene, S-T; de as van deze steenweg tot aan het kruispunt met de landweg naar de wijk Boekhout, T-U; de as van deze laatste landweg, U-V; de as van de landweg in zuidelijke richting tot aan de grens van het perceel, sectie F, n° 216f, V-W; de noordelijke grens van dat perceel tot aan het perceel, sectie F, n° 217, W-X; de zuidwestelijke grens van dit laatste perceel tot aan de verlengde as van een landweg gaande naar de grensscheiding tussen de gemeenten Zwevezele en Wingene, X-Y; de as van deze landweg en zijn verlenging, Y-Z; de grensscheiding tussen de gemeenten Zwevezele en Wingene, Z-A; overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING (1).

Bestuur der E. S. L. S., 1° sect., n° 31814.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk Zwijnaarde steenweg te Gent opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van Christus-Koning.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de stad Gent en de gemeente Zwijnaarde, door : de as van de De Pintelaan tot aan de Onderwijsstraat, A-B; de Onderwijsstraat, de beide zijden uitgesloten, B-C; de Noendries, de beide zijden uitgesloten, C-D; de Moutstraat, de beide zijden uitgesloten, D-E; de middellijn van de Schelde, overeenstemmend met de grensscheiding tussen de stad Gent en de gemeente Ledeberg, E-F; de middellijn van dezelfde waterloop, overeenstemmend met de grensscheiding tussen de hierboven genoemde stad en de gemeente Merelbeke, F-G; de grensscheiding tussen die stad en de gemeente Zwijnaarde, G-A; overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING (1).

Bestuur der E. S. L. S., 1° sect., n° 31893.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk De Paanders te Meulebeke, opgericht tot hulpparochie onder de aanroeping van het Onbevlekt Hart van Maria.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van het kruispunt van de Ooigemstraat en de grensscheiding tussen de gemeenten Meulebeke en Oostrozebeke, door : de as van Ooigemstraat, A-B; de as van de steenweg van Meulebeke naar Oostrozebeke tot aan de Oude Paandersstraat, B-C; de as van deze straat tot aan het voetpad gaande in noordelijke richting, C-D; de as van dit voetpad tot aan de Citroenbeek, D-E; de as van de Citroenbeek tot aan de Hondenkerkhofstraat, E-F; de as van deze straat tot aan de Diksmuidse Boterweg, F-G; de as van deze weg, G-H; de as van de steenweg van Meulebeke naar Dentergem tot aan de steenweg van Tielt naar Oostrozebeke, H-I; de as van deze laatste steenweg tot aan de grensscheiding tussen de gemeenten Meulebeke en Oostrozebeke, I-K; deze grensscheiding, K-A; overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (2).⁶

Bestuur der E. S. L. S., 1° sect., n° 22415B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der kapelanij van Heikant te Rotselaar, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van Onze-Lieve-Vrouw van Altijddurende Bijstand.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 26 April 1956, n° 117.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 25 April 1956, n° 116.

Cette paroisse est circonscrite, à partir de la Winghe, par : la limite séparative de la commune de Rotselaar, d'une part, et des communes de Werchter et de Betekom, d'autre part, A-B; la limite séparative de la commune de Rotselaar, d'une part, et des communes de Gelrode et de Wesemaal, d'autre part, B-C; l'axe de la Winghe, C-A; conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSES-SUCCURSALES. — MODIFICATION DE CIRCONSCRIPTION (1).

Adm. C.D.L.F., 1^{re} section, n° 22105B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal annexe à la paroisse-succursale Saint Nicolas à Messines, la partie de la paroisse-succursale Saint Médard à Wijtschate, circonscrite, à partir de la limite séparative des communes de Messines et de Wijtschate, par : l'axe du ruisseau dénommé Sterrebeek, A-B; l'axe du sentier dit Kerkewegel, B-C; l'axe du chemin dénommé Binnenweg de Kemmel à Messines, C-D; l'axe du sentier dit Kerkewegel, F-G; l'axe de la rue dite Galgestraat, G-H; l'axe du chemin de terre vers la rue dite Groenestraat, H-I; l'axe de cette dernière rue, I-J-K; la limite séparative des communes de Messines et de Wijtschate, K-A, conformément au plan y annexé.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 23592B.

24 janvier 1956. — Un arrêté royal érige la chapellenie Saint Charles au quartier dénommé Hoogstraat à Ruishbroek, en paroisse-succursale, sous le même vocable.

Cette paroisse est circonscrite à partir de la limite séparative entre les communes de Puurs et de Ruishbroek par : l'axe du chemin de fer de Puurs à Anvers, A-B; l'axe du chemin de fer d'Anvers à Willebroek, B-C; la limite séparative entre les communes de Ruishbroek et de Willebroek, C-D; l'axe du canal de Willebroek, D-E; l'axe de l'autostrade d'Anvers à Bruxelles, E-F; l'axe du chemin de fer de Malines à Terneuzen jusqu'à la rue dite Olmstraat, F-G; l'axe de cette rue, G-H; la limite séparative entre la commune de Ruishbroek, d'une part, et les communes de Puurs et Breendonk, d'autre part, H-A; conformément au plan annexé au dit arrêté.

GREFFIERS. — CHOMEURS CITÉS A COMPARAÎTRE. — ATTESTATION DE PRÉSENCE.

Administration de la législation, litt. L., n° 2623.

Bruxelles, le 26 janvier 1956.

MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel de Bruxelles et de Gand,

L'arrêté ministériel du 13 juin 1945 relatif au contrôle des chômeurs prévoit, en son article 11, § 2, que le chômeur est dispensé de se présenter au contrôle communal « lorsqu'il est cité à comparaître devant les tribunaux, sous réserve de produire une déclaration visée par le greffier attestant qu'il s'y est réellement présenté ».

(1) *Moniteur belge*, 25 avril 1956, n° 116.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de Winghe, door : de grensscheiding tussen de gemeente Rotselaar, enerzijds, en de gemeenten Wechter en Betekom, anderzijds, A-B; de grensscheiding tussen de gemeente Rotselaar, enerzijds, en de gemeenten Gelrode en Wesemaal, anderzijds, B-C; de as van de Winghe, C-A, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIËN. — GRENSWIJZIGING (1).

Bestuur der E. S. L. S., 1^e sect., n^o 22105B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is aan de hulpparochie van Sint Niklaas te Mesen, gehecht het gedeelte der hulpparochie van Sint Medardus te Wijtschate, begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeenten Mesen en Wijtschate, door : de as van de Sterrebeek, A-B; de as van de Kerkeweg, B-C; de as van de binnenweg van Kemmel naar Mesen, C-D; de as van de Kerkeweg, D-E; de as van de steenweg van Mesen naar Wijtschate, E-F; de as van de Kerkeweg, F-G; de as van de Galgestraat, G-H; de as van de aardeweg naar de Groenestraat, H-I; de as van deze laatste straat, I-J-K; de grensscheiding tussen de gemeenten Mesen en Wijtschate, K-A, overeenkomstig het bijgevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (1).

Bestuur der E. S. L. S., 1^e sect., n^o 23592B.

24 Januari 1956. — Bij koninklijk besluit is de kapelanij van de H. Carolus op de wijk genaamd Hoogstraat te Ruisbroek, opgericht tot hulpparochie, onder dezelfde aanroeping.

Die parochie is begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeenten Puurs en Ruisbroek door : de as van de spoorweg van Puurs naar Antwerpen, A-B; de as van de spoorweg van Antwerpen naar Willebroek, B-C; de grensscheiding tussen de gemeenten Ruisbroek en Willebroek, C-D; de as van de Willebroekvaart, D-E; de as van de autobaan van Antwerpen naar Brussel, E-F; de as van de spoorweg van Mechelen naar Terneuzen tot aan de Olmstraat, F-G; de as van deze straat, G-H; de grensscheiding tussen de gemeente Ruisbroek, enerzijds, en de gemeenten Puurs en Breendonk, anderzijds, H-A, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

GRIFFIERS. — WERKLOZEN GEDAGVAARD.
AFLEVERING VAN EEN BEWIJSSCHRIFT VAN TEGENWOORDIGHEID.

Bestuur der Wetgeving, litt. L., n^o 2623.

Brussel, de 26 Januari 1956.

Aan de heren Procureuren-Generaal bij de Hoven van beroep te Brussel en Gent.

Het ministerieel besluit dd. 13 Juni 1945 betreffende de controle over de werklozen bepaalt in zijn artikel 11, § 6, dat de werkloze er van ontslagen wordt zich ten gemeentelijke controle aan te bieden « wanneer hij op een rechtbank wordt gedagvaard, onder voorbehoud een verklaring, door de griffier geviseerd af te leveren, waarbij wordt bevestigd dat hij er werkelijk tegenwoordig was ».

(1) *Belgisch Staatsblad*, 25 April 1956, n^o 116.

26-27 janvier 1956.

L'Office national du placement et du chômage me signale que certains greffiers de tribunaux, se basant sur certaines instructions d'avant-guerre lesquelles n'admettaient de dispense de contrôle que lorsque le chômeur était cité à comparaître comme témoin, refusent de délivrer une déclaration de présence lorsque le chômeur est cité à comparaître comme prévenu ou comme partie.

La réglementation actuellement en vigueur en matière de dispense de contrôle étant plus large que celle applicable avant-guerre, en ce sens qu'elle accorde une dispense dans tous les cas où les chômeurs sont cités à comparaître devant les tribunaux à quelque titre que ce soit, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien informer MM. les greffiers de cette évolution de la réglementation et de les inviter à remettre dorénavant une attestation de présence chaque fois qu'un chômeur, cité à comparaître pour un motif quelconque, comme prévenu, témoin ou comme partie intéressée, en sollicitera la délivrance.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
CH. GÉRARD.

INSCRIPTION DANS LES REGISTRES COMMUNAUX DES ARTISTES ÉTRANGERS.

Administration de la Sûreté publique. Police des étrangers.

Bureau d'études, n° 33 C 44 B.

Bruxelles, le 27 janvier 1956.

A MM. les Gouverneurs de province,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir par la voie du *Mémorial administratif de la Province*, porter à la connaissance de MM. les bourgmestres et échevins du royaume, la circulaire dont vous trouverez le texte ci-dessous et qui est relative à l'« Inscription dans les registres communaux des artistes étrangers se trouvant régulièrement en Belgique, en vue de leur permettre d'introduire une demande en prorogation et/ou en modification de cartes professionnelles ».

L'artiste étranger qui a pénétré en Belgique sous le couvert des documents requis pour l'entrée dans le royaume et qui, titulaire d'une carte professionnelle obtenue par la voie diplomatique ou consulaire, vient pour y exercer sa profession dans les liens d'un contrat de louage d'entreprise, ne peut être considéré comme effectuant un voyage d'affaires dans le royaume.

En conséquence, la dispense de l'obligation de s'inscrire aux registres de l'administration communale prévue à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 décembre 1953, relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, ne lui est pas applicable.

Il est donc tenu de se faire inscrire aux dits registres.

L'inscription dans les registres communaux, effectuée dans ces conditions, n'entraînera pas la délivrance du certificat d'inscription au registre des étrangers, mais de l'attestation d'immatriculation prévue à l'article 14 de l'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif à l'exécution de la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers et de l'arrêté royal du 3 décembre 1953 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique.

Pour le Ministre :
L'Administrateur-Directeur général,
DE FOY.

De Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid maakt er mij opmerkzaam op dat sommige griffiers van rechtbanken de aflevering van een verklaring van aanwezigheid weigeren wanneer de werkloze als beklaagde of partij gedagvaard wordt, en zij steunen zich te dien einde op bepaalde vooroorlogse onderichtingen waarbij ontslag van de controle slechts verleend werd wanneer de werkloze als getuige gedagvaard was.

De huidige reglementering betreffende het ontslag van de controle is ruimer dan deze die vóór de oorlog toepasselijk was; zo staat zij het ontslag toe telkens de werklozen, uit welken hoofde ook, op rechtbanken gedagvaard worden. Dienvolgens, heb ik de eer u te verzoeken de heren griffiers van deze evolutie in de reglementering te willen verwittigen en hen tot de aflevering van een bewijsschrift van tegenwoordigheid uit te nodigen telkens voortaan een werkloze, die om welke reden ook, als beklaagde, getuige of belanghebbende partij gedagvaard wordt, daarom verzoeken zal.

Voor de Minister :

De Directeur-Generaal,
CH. GÉRARD.

INSCHRIJVING IN DE GEMEENTEREGISTERS VAN VREEMDE ARTISTEN.

Administratie der Openbare Veiligheid. Vreemdelingenpolitie.

Studiebureau, n° 33 C44 B.

Brussel, de 27 Januari 1956.

Aan de heren Provinciegouverneurs,

Ik heb de eer u te verzoeken de heren burgemeesters en schepenen, bij wege van het *Provincieblad*, te willen kennis geven van de omzendbrief waarvan u de tekst hieronder vindt en die betrekking heeft op de « Inschrijving in de gemeenteregisters van vreemde artisten, die op regelmatige wijze in België vertoeven, ten einde hen toe te laten een aanvraag te doen met het oog op de verlenging en/of de wijziging van beroepskaarten ».

De vreemde artist die het land binnen gekomen is op vertoon van de vereiste bescheiden en die, voorzien van een aannemingscontract en van een langs diplomatieke of consulaire weg bekomen beroepskaart, alhier zijn beroep komt uitoefenen, kan niet beschouwd worden als zijnde op zakenreis in het Rijk.

Bijgevolg is de vrijstelling van de verplichting zich te laten inschrijven in de gemeenteregisters voorzien bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 December 1953 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, op hem niet van toepassing.

Hij is er dan ook toe gehouden zich te laten inschrijven.

De in dergelijke voorwaarden uitgevoerde inschrijving in de gemeenteregisters is geen aanleiding tot het afleveren van het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister; aan de betrokkene zal integendeel het attest van immatriculatie, voorzien bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 6 December 1955, betreffende de uitvoering van de wet van 28 Maart 1952 op de vreemdelingenpolitie en het koninklijk besluit van 3 December 1953 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, afgeleverd worden.

Voor de Minister :

De Administrateur-Directeur-Generaal,
DE FOY.

COMPTABILISATION DES DÉPENSES PAR RUBRIQUES DU PROGRAMME BUDGÉTAIRE.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs. Comptabilité, n° 101 A 31.

Bruxelles, le 28 janvier 1956.

Aux Directions des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat.

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministère des Finances, Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses, a donné des instructions pour que, à partir du 1^{er} janvier 1956, les dépenses imputables sur les articles 6 à 14 du budget soient ventilées suivant les rubriques du programme budgétaire.

Le budget mentionne le montant des crédits par article et littéra, mais le projet de loi relatif au budget comprend une deuxième partie, appelée « Programme justificatif », dans laquelle le crédit par article et littéra est subdivisé suivant la nature des dépenses. Ces subdivisions sont dénommées « Rubriques du programme budgétaire ».

Je joins à la présente le relevé de ces rubriques pour chacun des articles 6 à 14.

Les établissements devront suivre les instructions du Ministère des Finances pour les dépenses faites au moyen des avances de fonds. L'Administration centrale se charge de la ventilation, par rubrique, des dépenses comprises dans les bordereaux n° 170.

Les directives données ci-après visent donc uniquement les paiements faits par les comptables de nos établissements :

1° à partir de l'exercice 1956, le comptable joindra, à chaque compte n° 177 (compte justificatif de l'emploi des avances de fonds), trois exemplaires d'un « Etat récapitulatif indiquant, par article du budget, la ventilation des dépenses d'après les rubriques du programme budgétaire ». Cet état sera dressé suivant le modèle joint à la présente. L'Administration centrale mettra bientôt à la disposition des établissements un stock de formulaires de ce modèle;

2° si un compte n° 177 comprend des dépenses de deux exercices, deux états récapitulatifs distincts devront être établis : un pour les dépenses intéressant l'exercice ancien et un pour les dépenses intéressant le nouvel exercice. Cette règle est applicable à partir de l'exercice 1957;

3° afin de pouvoir compléter l'état récapitulatif, le comptable procédera comme suit :

Avant de rendre son compte, lorsque toutes les dépenses y ont été portées, le comptable indiquera, à l'encre rouge, sur l'un des exemplaires du compte n° 177, en dessous ou en regard de chaque dépense, le numéro de la rubrique correspondante du programme budgétaire. Pour les dépenses inscrites aux états n° 168, la mention en question sera portée sur ces états mêmes. Mais, à la fin de chaque état n° 168, une récapitulation des dépenses par rubrique devra être donnée.

Le travail de ventilation étant effectué, le comptable additionnera à la machine, pour chaque article, les dépenses groupées par rubrique du programme budgétaire. L'addition doit être faite séparément :

- a) pour les dépenses faites sur l'avoir au compte de chèques postaux;
- b) pour les dépenses effectuées au moyen de la « caisse espèces ».

Les bandes d'addition doivent être annexées au compte n° 177 qui porte les inscriptions à l'encre rouge et être complétées par les indications permettant à l'Administration centrale un contrôle rapide des opérations.

COMPTABILISATIE VAN DE UITGAVEN.
PER RUBRIEK VAN HET BEGROTINGSPROGRAMMA.

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n° 101 A 31.

Brussel, de 28 Januari 1956.

*Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedings-
gestichten.*

Ik heb de eer u ter kennis te brengen dat het Ministerie van Financiën, Bestuur van de Begroting en van de Controle op de Uitgaven, onderrichtingen heeft gegeven opdat de op de artikelen 6 tot 14 van de begroting aan te rekenen uitgaven met ingang van 1 Januari 1956 volgens de rubrieken van het begrotingsprogramma zouden geventileerd worden.

De begroting vermeldt het bedrag van de kredieten per artikel en per letter, doch het wetsontwerp betreffende de begroting omvat een tweede deel « Verantwoordingsprogramma » genaamd, waarin het krediet per artikel en per letter volgens de aard der uitgaven wordt onderverdeeld. Die onderverdelingen worden « Rubrieken van het begrotingsprogramma » genaamd.

Ik voeg bij deze omzendbrief de lijst van die rubrieken voor elk der artikelen van 6 tot 14.

De gestichten moeten voor de door middel van de geldvoorschotten gedane uitgaven de onderrichtingen van het Ministerie van Financiën in acht nemen. Het Hoofdbestuur belast zich met de ventilering per rubriek van de in de bordereellen n° 170 begrepen uitgaven.

De hierna gegeven richtlijnen doelen dus alleen op de door de rekenplichtigen van onze gestichten gedane betalingen :

1° met ingang van het dienstjaar 1956 voegt de rekenplichtige bij elke rekening n° 177 (Rekening tot verantwoording van het gebruik der geldvoorschotten) drie exemplaren van een « Verzamelstaat, waarin de ventilering van de uitgaven per artikel van de begroting volgens de rubrieken van het begrotingsprogramma opgegeven wordt ». Deze staat dient naar het hierbijgevoegd model opgemaakt. Het Hoofdbestuur zal eerlang een voorraad van dergelijke formulieren ter beschikking van de gestichten stellen;

2° indien in een rekening n° 177 uitgaven van twee dienstjaren begrepen zijn, moeten twee onderscheiden verzamelstaten worden opgemaakt : een voor de uitgaven van het oud dienstjaar en een voor de uitgaven van het nieuw dienstjaar. Deze regel is met ingang van het dienstjaar 1957 van toepassing;

3° om de verzamelstaat aan te vullen, zal de rekenplichtige als volgt te werk gaan :

Vooraleer zijn rekening in te dienen, wanneer al de uitgaven er op aangebracht zijn, geeft de rekenplichtige op een der exemplaren van de rekening n° 177, onder of naast elke uitgave, met rode inkt, het nummer op van de overeenstemmende rubriek van het begrotingsprogramma. Voor de in de staten n° 168 ingeschreven uitgaven wordt bedoelde vermelding op die staten zelf aangebracht.

Doch op het einde van elke staat n° 168 moeten de uitgaven per rubriek gerecapituleerd worden.

Als de ventilering geschied is, telt de rekenplichtige voor elk artikel de per rubriek van het begrotingsprogramma gegroepeerde uitgaven met de machine samen. De samenstelling moet afzonderlijk geschieden :

- a) voor de op het tegoed van de postrekening gedane uitgaven;
- b) voor de door middel van de « kasvoorraad in baar geld » verrichte uitgaven.

De samentellingsstroken moeten gehecht worden aan de rekening n° 177, waarop de inschrijvingen in rode inkt voorkomen en aangevuld worden met de aanduidingen, waardoor het Hoofdbestuur de verrichtingen vlug kan controleren;

4° le comptable reportera sur l'état récapitulatif les totaux obtenus par les additions susvisées.

L'état récapitulatif distingue trois catégories de dépenses :

- a) les dépenses réelles;
- b) les mouvements de fonds;
- c) le reversement au Trésor des avances de fonds non utilisées.

On entend par « dépenses réelles », les dépenses constituées par des paiements faits à des tiers, le mot « tiers » étant pris dans son sens le plus large.

On entend par « mouvements de fonds », les opérations effectuées par le comptable et qui n'intéressent que lui; par exemple, un prélèvement de fonds à son compte de chèques postaux pour alimenter sa « caisse espèces ». Les frais portés en compte par l'Office des chèques postaux pour pareille opération sont à considérer comme constituant une dépense réelle. Dans un but de simplification, les dits frais seront, à l'avenir, toujours imputés sur l'article 9.3, rubrique 7 du programme budgétaire.

La troisième catégorie de dépenses : « Reversement au Trésor des avances de fonds non utilisées » ne nécessite pas d'explications.

Seules les « dépenses réelles » doivent être subdivisées par rubriques du programme budgétaire.

L'état récapitulatif mentionne comme rubrique les n° 1 à 9.

En ce qui concerne l'article 6.3, le total des dépenses afférentes à des prestations de tiers sera inscrit en regard de la rubrique n° 4 de l'état récapitulatif, les prestations de tiers étant prévues sous la rubrique n° 4 du programme budgétaire.

En ce qui concerne l'article 9.3, le total des dépenses résultant de communications téléphoniques et de l'abonnement au téléphone sera inscrit également en regard de la rubrique n° 4 de l'état récapitulatif, cette catégorie de dépenses étant prévue sous la rubrique n° 4 du programme budgétaire.

Quant à l'article 10.3, le total des dépenses occasionnées par l'achat (abonnement de journaux et publications, sera porté en regard du n° 6 de l'état récapitulatif, ce genre de dépenses étant prévu sous la rubrique n° 6 du programme budgétaire.

Je prie les directeurs des établissements de vouloir bien veiller à ce que le comptable effectue la ventilation des dépenses avec tous les soins requis. Il importe, en effet, d'éviter des erreurs dans la présentation de l'état récapitulatif, sous peine de lui faire perdre toute signification au point de vue statistique.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

Rubriques du programme budgétaire.

SECTION 1^{re}. — Ministère de la Justice proprement dit.

Art. 6 :

- 1° Honoraires des avocats;
- 2° Honoraires des médecins;
- 3° Honoraires des experts étrangers à l'Administration (aucun crédit en 1956);
- 4° Prestations de tiers.

Art. 7 :

- 1° Commissions diverses, jetons de présence, frais de route et de séjour;
- 2° Prestations supplémentaires, fonctions supérieures, surqualification;
- 3° Indemnités couvrant des charges réelles.

Art. 8 :

- 1° Interventions individuelles :
 - a) à fonds perdus : interventions pour des cas particuliers; y compris les interventions de naissance;
 - b) récupérables;

4° De rekenplichtige draagt de door bovenbedoelde samentellingen verkregen totalen over op de verzamelstaat.

Op de verzamelstaat wordt een onderscheid gemaakt tussen drie categorieën uitgaven :

- a) de werkelijke uitgaven;
- b) de overboekingen;
- c) de terugstorting aan de Schatkist van niet aangewende geldvoorschotten.

Met verstaat onder « werkelijke uitgaven » de uitgaven bestaande uit aan « derden » gedane betalingen, waarbij het woord « derden » in zijn ruimste betekenis wordt genomen.

Men verstaat onder « overboekingen » de verrichtingen die door de rekenplichtige gedaan worden en alleen hem aangaan; bij voorbeeld een afneming van geld op zijn postrekening om zijn « kasvoorraad in baar geld » te stijven. De door het Bestuur der Postchecks in rekening gebrachte kosten voor dergelijke verrichting dienen als werkelijke uitgave beschouwd. Ter vereenvoudiging dienen bedoelde kosten voortaan altijd aangerekend op artikel 9.3, rubriek 7, van het begrotingsprogramma.

Voor de derde categorie uitgaven « Terugstorting aan de Schatkist van niet aangewende geldvoorschotten » is geen uitleg nodig.

Alleen de « werkelijke uitgaven » moeten per rubriek van het begrotingsprogramma onderverdeeld worden.

De verzamelstaat vermeldt de n^o 1 tot 9 als rubrieken.

Wat artikel 6.3 betreft, dient het totaal der uitgaven betreffende prestaties van derden ingeschreven naast de rubriek n^o 4 van de verzamelstaat, daar de prestaties van derden onder n^o 4 van het begrotingsprogramma voorkomen.

Wat artikel 9.3 betreft, dient het totaal der uitgaven die voortvloeien uit telefoongesprekken en uit het abonnement op de telefoon, eveneens ingeschreven naast de rubriek n^o 4 van de verzamelstaat, daar deze categorie uitgaven onder de rubriek n^o 4 van het begrotingsprogramma vermeld wordt.

Wat artikel 10.3 betreft, dient het totaal der uitgaven, teweeggebracht door de aankoop (abonnement) van dagbladen en publicaties ingeschreven naast n^o 6 van de verzamelstaat, daar die soort van uitgaven onder de rubriek n^o 6 van het begrotingsprogramma vermeld staat.

Ik verzoek de bestuurders van de gestichten erop te waken dat de rekenplichtige de ventilering van de uitgaven met al de vereiste zorg zou verrichten. Het is immers van belang dat bij de inkleding van de verzamelstaat vergissingen vermeden worden, anders verliest hij op het stuk van de statistiek alle betekenis.

Voor de Minister :

De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

Rubrieken van het begrotingsprogramma.

SECTIE I. — *Eigenlijk Ministerie van Justitie.*

Art. 6 :

- 1° Erelonen van de advocaten;
- 2° Erelonen van de geneesheren;
- 3° Erelonen van de niet tot de Administratie behorende deskundigen (geen krediet voor 1956);
- 4° Prestaties van derden.

Art. 7 :

- 1° Verschillende commissies, presentiegelden, reis- en verblijfkosten;
- 2° Bijkomende prestaties, hogere functies, hogere qualificering;
- 3° Vergoedingen die werkelijke lasten dekken.

Art. 8 :

- 1° Individuele tegemoetkomingen :
 - a) niet terugvorderbaar : tegemoetkomingen voor particuliere gevallen, met inbegrip van de geboortetoelagen;
 - b) terugvorderbaar.

- 2° Interventions en faveur des groupements sportifs, culturels, etc.;
- 3° Interventions en faveur des restaurants, mess, etc. :
 - a) frais généraux (eau, gaz, électricité, entretien);
 - b) rémunération du personnel (y compris les charges sociales);
 - c) dépenses de premier équipement et de renouvellement;
- 4° Interventions en faveur des cabinets médicaux;
- 5° Autres interventions.

Art. 9 :

- 1° Eau, vapeur;
- 2° Gaz, électricité;
- 3° Correspondance;
- 4° Téléphone, télégrammes;
- 5° Transports;
- 6° Location et impositions;
- 7° Taxes, redevances et divers.

Art. 10 :

- 1° Locaux, mobilier, matériel : entretien et renouvellement;
- 2° Salaires des nettoyeuses;
- 3° Fournitures de bureau;
- 4° Impressions;
- 5° Reliures;
- 6° Journaux, publications, achat et abonnements;
- 7° Achat d'ouvrages;
- 8° Mobilier et fournitures de bureau livrés par les établissements relevant du Ministère de la Justice ainsi que les travaux exécutés par ces établissements;
- 9° Achat de mobilier et de matériel didactique.

Art. 11 :

- 1° Recueil des Circulaires;
- 2° Recueil de la Législation;
- 3° Recueil des anciennes lois et ordonnances;
- 4° Bulletin des prisons;
- 5° Cours de l'Ecole de criminologie et de police scientifique;
- 6° Cahiers de l'Office de la Protection de l'Enfance.

Art. 12 :

- 1° Combustibles;
- 2° Fournitures de bureau, papier, impressions, reliures;
- 3° Machines de bureau : acquisitions et location;
- 4° Mobilier et équipement, acquisitions et location;
- 5° Habillement;
- 6° Produits d'entretien;

Art. 13 :

- 1° Acquisition de véhicules;
- 2° Frais de consommation;
- 3° Frais d'entretien;
- 4° Achat de matériel, outillage et pneumatiques;
- 5° Location de garages.

Art. 14 :

- 1° Abonnements, titres de transports et autres frais de transports;
- 2° Indemnités kilométriques;
- 3° Frais de route et de séjour;
- 4° Missions à l'étranger.

- 2° Tegemoetkomingen ten gunste van sportgroeperingen, culturele groeperingen, enz.
- 3° Tegemoetkomingen ten gunste van de restauraties, messen, enz.
 - a) algemene kosten (water, gas, electriciteit, onderhoud);
 - b) bezoldiging van het personeel (met inbegrip van de maatschappelijke lasten);
 - c) uitgaven voor eerste uitrusting en vernieuwing;
- 4° Tegemoetkomingen ten gunste van de medische kabinetten;
- 5° Andere tegemoetkomingen.

Art. 9 :

- 1° Water, stoom;
- 2° Gas, electriciteit;
- 3° Briefwisseling;
- 4° Telefoon, telegrammen;
- 5° Vervoer;
- 6° Huur en belastingen;
- 7° Taxes, rechten en diversen.

Art. 10 :

- 1° Lokalen, meubilair, materieel : onderhoud en vernieuwing;
- 2° Loon van de schoonmaaksters;
- 3° Bureelbenodigdheden;
- 4° Drukwerken;
- 5° Inbindingen;
- 6° Dagbladen, publicaties, aankoop en abonnementen;
- 7° Aankoop van werken;
- 8° Meubilair en bureelbenodigdheden geleverd door de inrichtingen die van het Ministerie van Justitie afhangen alsmede van de door die inrichtingen uitgevoerde werken;
- 9° Aankoop van meubilair en didactisch materieel.

Art. 11 :

- 1° Verzameling der omzendbrieven;
- 2° « Recueil de la Législation »;
- 3° « Recueil des anciennes lois et ordonnances »;
- 4° Bulletin der gevangenen;
- 5° Cursussen van de School voor criminologie en criminalistiek;
- 6° « Cahiers de l'Office de la Protection de l'Enfance ».

Art. 12 :

- 1° Brandstoffen;
- 2° Bureelbenodigdheden, papier, drukwerken, inbindingen;
- 3° Bureelmachines, aanschaffing en huur;
- 4° Meubilair en uitrusting, aanschaffing en huur;
- 5° Kleding;
- 6° Onderhoudsproducten.

Art. 13 :

- 1° Aankoop van voertuigen;
- 2° Verbruikskosten;
- 3° Onderhoudskosten;
- 4° Aankoop van materieel, gereedschap en luchtbanden;
- 5° Huur van garages.

Art. 14 :

- 1° Abonnementen, reisebewijzen en andere reiskosten;
- 2° Kilometervergoedingen;
- 3° Reis- en verblijfkosten;
- 4° Opdrachten naar het buitenland.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
OFFICE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

ETAT RECAPITULA
d'après les rubriques

Etablissement

Concerne le compte n°

Gestion des avances — Exercice 19....

NATURE DES DÉPENSES ET VENTILATION PAR RUBRIQUE	ARTICLE 6-3		
	Opérations Ch. postaux	Opérations espèces	Total (ch. post. + esp.)
1	2	3	4
I. Dépenses réelles :			
A charge de la rubrique n° 1			
n° 2			
n° 3			
n° 4			
n° 5			
n° 6			
n° 7			
n° 8			
n° 9			
Total des dépenses réelles			
II. Mouvements de fonds (Voir note 1)			
III. Reversement au Trésor des avances non utilisées			
Totaux des dépenses			
	(Voir note 2)	(Voir note 2)	

NOTE 1 : On entend par « mouvements de fonds », les transferts de fonds, les mouvements de fonds, les sommes prélevées par le comptable à son compte de être consignées en regard du poste II de la colonne n° 1 de l'état récapitulatif sur lesquels des prélèvements ont été opérés.

NOTE 2 : Les totaux visés doivent correspondre, par article, aux totaux « opérations à charge du compte de chèques postaux », soit à la fin de la par de chèques postaux » suivant le cas.

MINISTERIE VAN JUSTITIE
DIENST VOOR KINDERBESCHERMING

VERZAMELSTAAT,
volgens de rubrieken

Gesticht :

Betreft de rekening n°

Beheer der voorschotten — Dienstjaar 19....

AARD DER UITGAVEN EN VENTILERING PER RUBRIEK	ARTIKEL 6-3		
	Postcheck- verrichtingen	Geld- verrichtingen	Totaal (postch. + geldv.)
1	2	3	4
I. Werkelijke uitgaven :			
Ten laste van de rubriek n° 1			
n° 2			
n° 3			
n° 4			
n° 5			
n° 6			
n° 7			
n° 8			
n° 9			
Totaal der werkelijke uitgaven			
II. Overboekingen			
(Zie nota 1)			
III. Terugstorting aan de Schatkist van de niet aangewende voorschotten			
Totaal der uitgaven	(Zie nota 2)	(Zie nota 2)	

NOTA 1 : Men verstaat onder « overboekingen » de overbrengingen van ge
Zijn dus overboekingen, de sommen, door de rekenplichtige van zijn postrekening
moeten worden opgetekend naast post II van kolom n° 1 van de verzamelstaat
de begroting, waarop die afnemingen verricht werden.

NOTA 2 : Bedoelde totalen moeten, per artikel, overeenstemmen met de to
« Verrichtingen der checkrekening » of deel « Verrichtingen gedaan door middel

30 janvier 1956.

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL.

Bureau d'étude, litt. R., n° VIII. — 1 annexe.

Bruxelles, le 30 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

En vue d'éviter toute confusion avec le centre de documentation réservé aux détenus, je vous prie de noter que le centre de documentation pour le personnel fonctionnant à la prison de Nivelles portera désormais la dénomination de « Centre de perfectionnement du personnel ».

Cette nouvelle dénomination devra figurer sur toute la correspondance adressée à la prison de Nivelles en vue de prêts de livres.

Je vous transmets en annexe la liste des ouvrages acquis en 1955 à l'intention du personnel. Cette nouvelle documentation complète celle dont la liste vous a été communiquée par ma circulaire du 13 mai 1955 (559 R/VIII).

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

Première liste complémentaire des ouvrages disponibles
au Centre de perfectionnement du Personnel à la prison de Nivelles.

Auteur	Titre
En langue française.	
Buttgenbach	Manuel de Droit administratif.
Doucy & Delannois	Problèmes de Relations humaines dans l'Industrie.
Institut de Sociologie Solvay.	Guide méthodologique d'Investigation sociale dans l'Industrie.
E. Dupréel	La Pragmatologie.
Giansdorf	Théorie générale de la Valeur.
Louwage	Psychologie et Criminalité.
Alexander	Questions de Pathologie criminelle.
Institut de Sociologie Solvay.	Mont-Saint-Guibert. Analyse de la Vie sociale dans une Commune.
G. Degreef	Lokeren. Emploi et Chômage dans la Ville de Lokeren.
Institut de Sociologie Solvay.	L'Alimentation. Compte rendu de la XXIV ^e semaine sociale alimentaire consacrée aux problèmes de l'alimentation.
R. de Falleur	Les Rémunérations des Salariés.
	Contribution à l'étude de la comptabilité nationale de la Belgique.
Picard	Délinquants anormaux et Récidivistes.
Damoiseau	Les Institutions nationales de la Belgique.
Rubens	Edouard Ducpétiaux.
Legrand	Précis de Sociologie.
Stevens	Les Prisons cellulaires en Belgique.
Calaber	La Dactyloscopie en Belgique.
Wauters & Poll	Du régime des Malades mentaux en Belgique.
Centre de recherche scientifique de France	Travaux de la semaine internationale de Strasbourg (18 au 22.5.1954).
	Les Orientations nouvelles des sciences criminelles et pénitentiaires.

VOLMAKINGSCENTRUM VAN HET PERSONEEL.

Studiebureau, litt. R., n° VIII. — 1 bijlage.

Brussel, de 30 Januari 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Om elke verwarring met het documentatiecentrum, dat aan de gedetineerden is voorbehouden, te vermijden, verzoek ik u er op te letten dat het documentatiecentrum voor het personeel, dat in de gevangenis te Nijvel is ingericht, voortaan « Volmakingscentrum van het Personeel » zal genoemd worden.

Deze nieuwe benaming moet voortaan voorkomen op elke briefwisseling, die aan de gevangenis te Nijvel wordt gezonden met het oog op het ontfangen van boeken.

Ik maak u hierbij de lijst over van de boekwerken die in 1955 ten behoeve van het personeel werden aangekocht. Deze nieuwe documentatie is een aanvulling van de lijst die u bij mijn omzendbrief van 13 Mei 1955 (559 R/VIII) werd medegedeeld.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

Eerste aanvullende lijst van de boekwerken die in het Volmakingscentrum van het personeel in de gevangenis te Nijvel ter beschikking zijn.

Auteur	Titel
In het Frans.	
Buttgenbach	Manuel de Droit administratif.
Doucy & Delannois	Problèmes de Relations humaines dans l'Industrie.
Institut de Sociologie Solvay.	Guide méthodologique d'Investigation sociale dans l'Industrie.
E. Dupréel	La Pragmatologie.
Glansdorff	Théorie générale de la Valeur.
Louwage	Psychologie et Criminalité.
Alexander	Questions de Pathologie criminelle.
Institut de Sociologie Solvay.	Mont-Saint-Guibert. Analyse de la Vie sociale dans une Commune.
G. Degreef	Lokeren. Emploi et Chômage dans la Ville de Lokeren.
Institut de Sociologie Solvay.	L'Alimentation. Compte rendu de la XXIV ^e semaine sociale alimentaire consacrée aux problèmes de l'alimentation.
R. de Falteur	Les Rémunérations des Salariés.
	Contribution à l'étude de la comptabilité nationale de la Belgique.
Picard	Délinquants anormaux et Récidivistes.
Damoiseau	Les Institutions nationales de la Belgique.
Rubens	Edouard Ducpétiaux. .
Legrand	Précis de Sociologie.
Stevens	Les Prisons cellulaires en Belgique.
Calaber	La Dactyloscopie en Belgique.
Wauters & Poll	Du régime des Malades mentaux en Belgique.
Centre de recherche scientifique de France	Travaux de la semaine internationale de Strasbourg (18 au 22.5.1954).
	Les Orientations nouvelles des sciences criminelles et pénitentiaires.

Auteur	Titre
Ouvrage général	Les Nouvelles. Principes généraux de Droit pénal. Tome I, volume I.
Fontegne & Geneste	Formation professionnelle du Menuisier.
Boison	L'Industrie du Meuble.
Chanat	Manuel pratique de l'Ouvrier relieur.
Darcy	Pour le Forgeron.
Périodique	Revue internationale de Criminologie et de Police technique (année 1956).
Périodique	Revue de Droit pénal et de Criminologie (1955- 1956).
En langue néerlandaise.	
Van Bemmelen	Gedenkt der Gevangenen.
N. Muller	Straffen en Helpen, opstellen over berechting en reclassering.
Dr A. Terruwe	De Neurose in het licht van de rationele psycho- logie.
Towle	Algemeen menselijke mode.
Buntinck	Handboek voor de Meubelmaker.
Paasman & Dijkstra	Beknopte Constructieleer voor de Timmerman.
Peeters	Handboek voor de Boekbinder.
Blaauw	Uniforme Leerstof-Drukken.
Van Dongen	Handboek voor Smeden.
En langue anglaise.	
Slavson	Re-educating the Delinquent.

DEMANDE D'AVANCES A L'ARTICLE 7-2. — EXERCICE 1955.

Comptabilité, litt. E., n° 113.

Bruxelles, le 31 janvier 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

L'Administration centrale ne pourra dans la majorité des cas satisfaire aux demandes d'avances de fonds sollicitées à l'article 7-2 pour l'exercice 1955.

Pour cette raison, la situation actuelle étant due au fait de l'Administration, les comptables sont exceptionnellement autorisés, contrairement aux circulaires du 11 décembre 1950 (407 R/XVI) et 29 décembre 1951 (443 R/XVI), à clôturer en avance l'article 7-2 dans leur dernier compte de 1955.

Toutefois, au moment d'opérer le reversement au Trésor du reliquat inemployé de l'exercice 1955, il y aura lieu de défalquer de l'ensemble des postes reliquataires l'import déficitaire du 7-2, de façon à ne reverser, abstraction faite des articles, que l'excédent de caisse réel.

Pour permettre la réalisation de cette opération, vous recevrez incessamment, mais imputé à l'article 28-1, le montant qui a été sollicité à l'article 7-2.

La situation sera régularisée ultérieurement par les soins de l'Administration centrale.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

Auteur.	Titel.
Ouvrage général	Les Nouvelles. Principes généraux de Droit pénal. Tome I, volume I.
Fontegne & Geneste	Formation professionnelle du Menuisier.
Boison	L'Industrie du Meuble.
Chanat	Manuel pratique de l'Ouvrier relieur.
Darcy	Pour le Forgeron.
Périodique	Revue internationale de Criminologie et de Police technique (année 1956).
Périodique	Revue de Droit pénal et de Criminologie (1955-1956).
In het Nederlands.	
Van Bemmelen	Gedenkt der Gevangenen.
N. Muller	Straffen en Helpen, opstellen over berechting en reclassering.
Dr A. Terruwe	De Neurose in het licht van de rationele psychologie.
Towle	Algemeen menselijke mode.
Buntinck	Handboek voor de Meubelmaker.
Paasman & Dijkstra	Beknpte Constructie voor de Timmerman.
Peeters	Handboek voor de Boekbinder.
Blauw	Uniforme Leerstof-Drukken.
Van Dongen	Handboek voor Smeden.
In het Engels.	
Slayson	Re-educating the Delinquent.

AANVRAAG OM VOORSCHOTTEN OP ARTIKEL 7-2. — DIENSTJAAR 1955.

Comptabilité, litt. E., n° 113.

Brussel, de 31 Januari 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

In de meeste gevallen zal het hoofdbestuur niet kunnen voldoen aan de voor het dienstjaar 1955 op artikel 7-2 aangevraagde geldvoorschotten.

Om deze reden, daar de huidige toestand aan de administratie is te wijten, wordt aan de rekenplichtigen, in strijd met de omzendbrieven van 11 December 1950 (407 R/XVI) en 29 December 1951 (443 R/XVI), uitzonderlijk machtiging verleend om artikel 7-2 in hun laatste rekening van 1955 met overschrijding van de voorschotten af te sluiten.

Bij het terugstorten aan de Schatkist van het ongebruikt overschot van het dienstjaar 1955 evenwel dient het deficitair beloop van artikel 7-2 afgetrokken van het totaal der verschillende posten, waarop overschot is zodat, de artikelen buiten beschouwing gelaten, slechts het werkelijk kasoverschot teruggestort wordt.

Om u tot deze verrichting in staat te stellen, zult gij verlang, doch aangerekend op artikel 28-1, het bedrag ontvangen dat op artikel 7-2 werd aangevraagd.

De toestand zal later door het hoofdbestuur geregulariseerd worden.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

BUDGET ORDINAIRE. — PROGRAMME BUDGÉTAIRE :
BASE DE COMPTABILISATION DE CERTAINES DÉPENSES.

Office de la Protection de l'Enfance.

Service économique, n° 172/56.

Bruxelles, le 1^{er} février 1956.

*Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education
de l'Etat.*

Lors de l'élaboration des propositions budgétaires pour l'exercice 1956, le Ministère des Finances, Administration du Budget et du Contrôle des dépenses, a tout d'abord attiré l'attention sur les modifications décidées par le Comité du Budget, et visant la présentation des notes justificatives.

C'est ainsi que les programmes budgétaires des articles 6 à 14 notamment sont présentés désormais sous une forme identique pour tous les départements ministériels.

Ces modifications tendent :

- 1° à procurer une information plus claire aux membres du parlement;
- 2° à permettre des comparaisons plus judicieuses;
- 3° à fixer les statistiques de dépenses sur des bases réellement comparables.

Afin de pouvoir réaliser les buts poursuivis par cette réforme, la comptabilisation des dépenses s'opérera, à partir du 1^{er} janvier 1956, sur base de la ventilation des dépenses telle qu'elle est prévue dans les programmes budgétaires appuyant les crédits des articles 6 à 14.

L'imputation des dépenses sur les bordereaux d'accompagnement des titres de paiement sera complétée par la rubrique correspondante du programme budgétaire.

Les autorisations de crédit et les crédits accordés par des états annuels ou trimestriels feront mention de l'article du budget auquel les dépenses devront être imputées, ainsi que de la rubrique correspondante du programme budgétaire.

*
* *

Jusqu'à présent, des crédits globaux furent inscrits à certains articles, sans faire la moindre distinction entre les diverses rubriques du programme budgétaire et sans tenir compte des crédits partiels de ces rubriques.

Lors des exercices précédents il fallait seulement veiller à ne pas dépasser le crédit global prévu à chaque article du budget.

Par suite de l'application de la nouvelle réglementation, il sera souhaitable de ne pas dépasser non plus les montants partiels figurant à chaque rubrique du programme justificatif.

*
* *

On trouvera ci-dessous les rubriques du programme budgétaire avec indication des dépenses à imputer à chaque rubrique.

Art. 6, litt. 3. Honoraires des avocats et des médecins. Rémunération d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers.

1. Honoraires des avocats.
2. Honoraires des médecins.
Rémunération des médecins remplaçant les médecins effectifs rappelés sous les armes.
3. Honoraires des experts étrangers à l'Administration.

GEWONE BEGROTING. — BEGROTINGSPROGRAMMA :
COMPTABILISATIEBASIS VAN SOMMIGE UITGAVEN.

Dienst voor Kinderbescherming.

Economische dienst, n° 172/56.

.Brussel, de 1 Februari 1956.

*Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedings-
gestichten.*

Bij het opmaken van de begrotingsvoorstellen voor het dienstjaar 1956 heeft het Ministerie van Financiën, Bestuur van de Begroting en van de Controle op de Uitgaven, vooreerst gewezen op de wijzigingen waartoe het Begrotingscomité besloten had met betrekking tot het voorleggen van de verantwoordende nota's. Aldus worden inzonderheid de begrotingsprogramma's van de artikelen 6 tot 14 voortaan voorgesteld onder een zelfde vorm voor al de ministeriële departementen.

Door deze wijzigingen wordt beoogd :

- 1° de inlichtingen verstrekt aan het parlement te verduidelijken;
- 2° betere vergelijkingsmogelijkheden te bieden;
- 3° de uitgavestatistieken op werkelijk vergelijkbare grondslagen te laten steunen.

Ten einde de door deze hervorming beoogde doeleinden te kunnen verwezenlijken, zal de comptabilisatie van de uitgaven, vanaf 1 Januari 1956, geschieden op grond van de ventilering van de uitgaven zoals ze in de begrotingsprogramma's ter staving van de kredieten van de artikelen 6 tot 14 voorzien is.

De aanrekening van de uitgaven op de bij de betalingsstukken gevoegde borderellen zal aangevuld worden met de overeenstemmende rubriek van het begrotingsprogramma.

De kredietmachtigingen en de kredieten die toegekend worden bij jaarlijkse of driemaandelijks staten zullen benevens de aanduiding van het begrotingsartikel waarop de uitgaven zijn aan te rekenen eveneens melding maken van de overeenstemmende rubriek van het begrotingsprogramma.

*
* *

Tot nog toe werden op bepaalde artikelen globale kredieten toegekend, zonder onderscheid te maken tussen de diverse rubrieken van het begrotingsprogramma en zonder de gedeeltelijke rubrieken van het begrotingsprogramma en zonder de gedeeltelijke kredieten van deze rubrieken in acht te nemen.

Bij voorgaande dienstjaren mocht enkel het globaal krediet per artikel zoals voorzien in de begrotingswet niet overschreden worden.

Ingevolge de toepassing van de nieuwe regeling zal het tevens wenselijk zijn de gedeeltelijke bedragen per rubriek aangewezen in het verantwoordingsprogramma niet te boven gaan.

*
* *

Hierna volgen de rubrieken van het begrotingsprogramma met de aanduiding van de uitgaven die op elke rubriek aan te rekenen zijn.

Art. 6, litt. 3. Erelonen van advocaten en geneesheren. Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden.

1. Erelonen van de advocaten.
2. Erelonen van de geneesheren :
Bezoldiging van de geneesheren die de effectieve geneesheren gedurende hun wederoproeping onder de wapens vervangen;
3. Erelonen van de niet tot de Administratie behorende deskundigen;

4. Prestations de tiers :
- a) frais d'organisation de retraites spirituelles;
 - b) rétribution des ministres des cultes dissidents;
 - c) rétribution des prêtres confesseurs étrangers;
 - d) indemnité au chantre-organiste de l'Etablissement d'Education de l'Etat à Saint-Hubert et du Home scolaire de l'Etat à Jumet;
 - e) indemnité aux acolytes des établissements de Bruges et de Saint-Servais.

Art. 7, litt. 3. Allocations et indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat (y compris les jetons de présence, les frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de l'Etat).

- 1. commissions diverses, jetons de présence, frais de route et de séjour;
- 2. prestations supplémentaires, fonctions supérieures, surqualification :
 - a) indemnité aux chantres-organistes (agents appartenant à l'Administration);
 - b) indemnité de garde du parc (Etablissement d'Education de l'Etat à Saint-Hubert);
 - c) indemnité de direction de la chorale (Ruisseledé et Saint-Hubert);
 - d) indemnité pour l'exercice de fonctions supérieures;
 - e) rétribution de la fonction supplémentaire de maître d'éducation physique (Etablissement central d'Observation à Mol);
 - f) rétribution du professeur de dessin (Jumet).

3. Indemnités couvrant des charges réelles :

- a) indemnités de changement de résidence;
- b) frais de route et de séjour des ministres des cultes dissidents.

Art. 8, litt. 2. Indemnités pour soins médicaux aux membres des Communautés religieuses attachés aux établissements pénitentiaires et à l'Office de la Protection de l'Enfance.

Art. 9, litt. 3. Eau, vapeur, gaz et électricité, autres dépenses de consommation, affranchissement de correspondances, télégrammes, abonnements et communications téléphoniques, transports, loyers, impositions, redevances.

- 1. Eau, vapeur :
 - a) consommation d'eau et location des compteurs;
 - b) déferrisation de l'eau (Etablissement central d'Observation à Mol);
 - c) concession d'eau (Saint-Hubert).
- 2. Gaz, électricité :
 - a) consommation de gaz et d'électricité et location des compteurs;
 - b) fourniture de lampes électriques, fusibles, etc. par l'intermédiaire du Ministère des Travaux publics (Administration de l'électricité et d'électromécanique);
 - c) achat de gaz butane et propane.
- 3. Correspondance :
 - affranchissement de la correspondance des bureaux.
- 4. Téléphone, télégramme :
 - a) abonnement au réseau téléphonique;
 - b) communications téléphoniques;
 - c) entretien du commutateur-inséreur téléphonique (Saint-Servais).
- 5. Transports :
 - a) frais d'enlèvement d'immondices;
 - b) frais de port et de transport;
 - c) prestations de la Ferme-école de l'Etat à Mol (transports).
- 6. Location et impositions :
 - a) location du jardin (Etablissement central d'Observation à Mol);
 - b) location de prairie (Jumet).

4. Prestaties van derden :

- a) kosten voor de organisatie van geestelijke afzonderingen;
- b) retributie van de bedienaars der afgescheiden erediensten;
- c) retributie van de vreemde biechtvaders;
- d) vergoeding toegekend aan de zanger-orgelist van het Rijksopvoedingsgesticht te Saint-Hubert en het Rijkstehuis voor Onderwijs te Jumet;
- e) vergoeding toegekend aan de koorknapen van de gestichten te Brugge en de Saint-Servais.

Art. 7, litt. 3. Allerhande toelagen en vergoedingen aan het Rijkspersoneel (met inbegrip van de presentiegelden, reis- en verblijfkosten van de niet tot de Rijksdiensten behorende personen).

1. Verschillende commissie's, presentiegelden, reis- en verblijfkosten.

2. Bijkomende prestaties, hogere functies, hogere qualificering :

- a) vergoedingen toegekend aan de zangers-orgelisten (tot de Administratie behorende personeelsleden);
- b) vergoeding van de parkwachter (Rijksopvoedingsgesticht te Saint-Hubert);
- c) vergoeding voor de leiding van het zangkoor ((Ruisselede en Saint-Hubert);
- d) vergoeding voor de uitoefening van hogere functies;
- e) vergoeding voor de bijkomende functie van turnleraar (Centraal Observatiegesticht te Mol);
- f) vergoeding aan de tekenleraar (Jumet).

3. Vergoedingen die werkelijke lasten dekken :

- a) vergoedingen voor standplaatsverandering;
- b) reis- en verblijfkosten toegekend aan de bedienaars van de afgescheiden erediensten.

Art. 8, litt. 2. Vergoedingen wegens geneeskundige zorgen aan de leden van kloostergemeenschappen gehecht aan de strafinrichtingen en aan de inrichtingen van de Dienst voor Kinderbescherming.

Art. 9, litt. 3. Water, stoom, gas en electriciteit, andere verbruiksuitgaven, frankering van brieven, telegrammen, abonnementen op de telefoon en telefoon-gesprekken, vervoer, huur, belastingen, retributies.

1. Water, stoom :

- a) waterverbruik en meterhuur;
- b) onderhoud ontijzering van het water (Centraal Observatiegesticht te Mol);
- c) waterconcessie (Saint-Hubert).

2. Gas, electriciteit :

- a) gas- en electriciteitsverbruik en meterhuur;
- b) leveren van elektrische lampen, smeltzekeringen, enz. door tussenkomst van het Ministerie van Openbare Werken en van Wederopbouw (Bestuur voor Electriciteit en Electromechanica);
- c) aankoop van butaan- en propaangas.

3. Briefwisseling :

frankering van de briefwisseling der burelen.

4. Telefoon, telegrammen :

- a) abonnement op het telefoonnet;
- b) telefonische gesprekken;
- c) onderhoud van de telefoonstroomwisselaar (Saint-Servais).

5. Vervoer :

- a) onkosten verwijderen vuilnis;
- b) vervoer- en verzendingskosten;
- c) dienstverstrekingen door de Rijksschoolhoeve te Mol (vervoer).

6. Huur en belastingen :

- a) huur van hof (Centraal Observatiegesticht te Mol);
- b) huur van weide (Jumet).

7. Taxes, redevances et divers :

- a) taxe plaque de vélo, charrette;
- b) achat dans le commerce de paille et de pétrole;
- c) redevance au service d'incendie de la ville de Namur (Etablissement d'Education de l'Etat à Saint-Servais);
- d) insertion d'avis d'adjudication, etc. (dans les journaux et dans le bulletin des adjudications);
- e) prélèvements en espèces (C. C. P.);
- f) achat de carburant pour la motopompe et le motoculteur.

Art. 10, litt. 3. Dépenses d'entretien de locaux, mobilier et matériel. Acquisition d'ouvrages et de publications. Abonnement aux journaux et publications officielles. Menues dépenses de matériel, de fournitures de bureau, d'impression, de reliure et de produits d'entretien. Mobilier et fournitures de bureau livrés par les établissements relevant du Ministère de la Justice. Travaux exécutés par ces établissements. Matériel technique et didactique : machines, outillage, matières premières, etc., nécessaires à ces établissements.

1. Locaux, mobilier, matériel : entretien et renouvellement :

- a) location des appareils « Sicli »;
- b) entretien des bâtiments (entretien locatif);
- c) entretien du mobilier et du matériel;
- d) entretien des habitations de l'Etat (entretien locatif);
- e) achat d'arbres et de plantes d'ornement; élagage et vaporisation des arbres fruitiers;
- f) vidanges des citernes (Jumet);
- g) achat de pièces de rechange pour machines à coudre et à tricoter;
- h) accordage des orgues et pianos;
- i) revision des lessiveuses et essoreuses;
- j) achat de produits d'entretien (articles non fournis par l'O.C.F.);
- k) réparation des machines de bureau;
- l) achat de matières premières pour les réparations du mobilier et des bâtiments.

2. Salaires des nettoyeuses (uniquement pour l'Administration centrale).

3. Fournitures de bureau :

- a) achat d'articles de bureau non fournis par l'O.C.F.;
- b) achat de lettres de voiture, imprimés du Service des Chèques postaux, etc.

4. Impressions (à exécuter par le secteur privé : pas de crédit prévu au budget de l'exercice 1956).

5. Reliures (à exécuter par le secteur privé : pas de crédit prévu au budget de l'exercice 1956);

6. Journaux, publications, achat et abonnements :

- a) achat de publications pour le service administratif;
- b) achat de publications pour le service pédagogique.

7. Achat d'ouvrages :

- a) achat de livres pour la bibliothèque des élèves;
- b) achat de livres pour la bibliothèque du personnel;
- c) achat de tests psychologiques.

8. Mobilier et fournitures de bureau livrés par les établissements relevant du Ministère de la Justice ainsi que les travaux exécutés par ces établissements :

- a) imprimés;
- b) reliures.

7. Taxes, rechten en diversen :

- a) taxe fietsplaten en stootkarren;
- b) aankoop in de handel van stro en petroleum;
- c) vergoeding aan de brandweerdienst van de stad Namen (Rijksopvoedingsgesticht te Saint-Servais);
- d) inlassen van berichten van aanbesteding, enz. (in dagbladen en in het bulletin der aanbestedingen).
- e) afnemingen in speciën (Postchecks);
- f) aankoop van brandstof voor de motorbrandspuit, de motorgrastondeuse en de motortrekker.

Art. 10, litt. 3. Onderhoudsuitgaven voor lokalen, meubilair en materieel. Aanschaffen van werken en publicaties. Abonnementen op dagbladen en officiële publicaties. Kleine uitgaven voor materieel, bureelbenodigdheden, drukwerken, inbindingen en onderhoudsprodukten. Meubilair en bureelbenodigdheden geleverd door de inrichtingen die van het Ministerie van Justitie afhangen. Door die inrichtingen uitgevoerde werken. Technisch en didactisch materieel : machines, uitrusting, grondstoffen, enz. welke die inrichtingen nodig hebben.

1. Lokalen, meubilair, materieel : onderhoud en vernieuwing :

- a) huurgeld der « Sicli » apparaten;
- b) onderhoud der gebouwen (huurdersonderhoud);
- c) onderhoud van het meubilair en van het materieel;
- d) onderhoud van de Staatswoningen (huurdersonderhoud);
- e) aankoop van bomen en sierplanten; snoeien en besproeien der fruitbomen;
- f) ledingen der aalputten (Jumet);
- g) aankoop van wisselstukken voor brei- en naaimachines;
- h) stemmen van orgels en piano's;
- i) nazicht van droog- en wastoestellen;
- j) aankoop van onderhoudsprodukten (artikelen niet door het C.B.B. geleverd);
- k) herstellen van bureelmachines;
- l) aankoop van grondstoffen voor het uitvoeren van herstellingen aan het meubilair en aan de gebouwen.

2. Loon van de schoonmaaksters (enkel voor het Hoofdbestuur).

3. Bureelbenodigdheden :

- a) aankoop van bureelartikelen niet door het C.B.B. geleverd;
- b) aankoop van vrachtbrieven, drukwerken van de Postcheckdienst, enz.

4. drukwerken (door de private sector uit te voeren : geen krediet voorzien in de begroting voor 1956).

5. inbindingen (door de private sector uit te voeren : geen krediet voorzien in de begroting voor 1956).

6. Dagbladen, publicaties : aankoop en abonnementen :

- a) aankoop van publicaties ten behoeve van de administratieve diensten;
- b) aankoop van publicaties ten behoeve van de pedagogische diensten.

7. Aankoop van werken :

- a) aankoop van boeken ten behoeve van de bibliotheek van de leerlingen;
- b) aankoop van boeken ten behoeve van de bibliotheek van het personeel;
- c) Aankoop van psychologische testen.

8. Meubilair en bureelbenodigdheden geleverd door de inrichtingen die van het Ministerie van Justitie afhangen alsmede van de door die inrichtingen uitgevoerde werken :

- a) drukwerk;
- b) inbindingen.

9. Achat de mobilier et de matériel didactique :
- a) achat de mobilier ordinaire dans le commerce;
 - b) achat de matières premières pour la fabrication d'objets mobiliers dans les ateliers de l'établissement;
 - c) achat de machines pour les ateliers;
 - d) achat d'outillage pour les ateliers;
 - e) achat de matériel pour les cuisines;
 - f) achat de matériel pour les buanderies;
 - g) achat d'articles pour la clinique (seringues, etc.);
 - h) achat de matières premières pour l'enseignement professionnel des élèves.

Art. 12. Fournitures effectuées à l'intervention de l'Office central des Fournitures :

- 1. Combustibles;
- 2. Fournitures de bureau, papier, impressions, reliures;
- 3. Machines de bureau : acquisitions et location;
- 4. Mobilier et équipement : acquisitions et location;
- 5. Habillement;
- 6. Produits d'entretien.

Art. 13, litt. 2. Achat et utilisation des véhicules automoteurs, propriété de l'Etat.

- 1. Acquisition de véhicules;
- 2. Dépenses de consommation : achat d'essence et d'huile;
- 3. Frais d'entretien :
 - a) achat de graisse;
 - b) contrôle technique automobile;
 - c) abonnement Touring-Secours;
 - d) achat de pièces de rechange;
 - e) exécution de réparations par le secteur privé;
 - f) achat de pneumatiques (provisoirement pour 1956).
- 4. Achat de matériel, outillage et pneumatiques (pas de crédit pour 1956).
- 5. Location de garages.

Art. 14, litt. 3. Dépenses afférentes aux déplacements :

- 1. Abonnements, titres de transport et autres frais de transports :
 - a) tickets de tram et d'autobus avancés par le personnel;
 - b) remboursement à la S.N.C.B. du prix des coupons forfaitaires délivrés.
- 2. Indemnités kilométriques (moyennant autorisation ministérielle) :
 - a) indemnité pour l'emploi d'une auto ou motocyclette personnelles;
 - b) indemnité pour l'emploi d'une bicyclette personnelle;
 - c) indemnité pour l'emploi d'une bicyclette appartenant à l'administration.
- 3. Frais de route et de séjour :
 - a) frais de route et de séjour;
 - b) indemnité de détachement.
- 4. Missions à l'étranger (pas de crédit pour 1956).

*
* *

Je vous prie de vouloir bien veiller à la stricte observation de ces directives. Chaque difficulté qui pourrait se présenter en ce qui concerne l'imputation d'une dépense me sera soumise afin de pouvoir y donner une solution exacte.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

9. Aankoop van meubilair en didactisch materieel :
- a) aankoop van gewoon meubilair in de handel;
 - b) aankoop van grondstoffen voor het vervaardigen, in de werkhuizen van het gesticht, van meubilaire voorwerpen;
 - c) aankoop van machines voor de werkhuizen;
 - d) aankoop van gereedschap voor de werkhuizen;
 - e) aankoop van materieel voor de keukens;
 - f) aankoop van materieel voor de wasserijen;
 - g) aankoop van kliniekbenodigdheden, recordspuiten, enz.);
 - h) aankoop van grondstoffen voor het vakonderricht der leerlingen.

Art. 12. Benodigdheden geleverd door tussenkomst van het Centraal Bureau voor Benodigdheden :

- 1. Brandstoffen;
- 2. Bureelbenodigdheden, papier, drukwerken, inbindingen.
- 3. Bureelmachines, aanschaffing en huur.
- 4. Meubilair en uitrusting : aanschaffing en huur.
- 5. Kleding.
- 6. Onderhoudsproducten.

Art. 13, litt. 2. Aankoop en gebruik van motorvoertuigen, eigendom van de Staat.

- 1. Aankoop van voertuigen.
- 2. Verbruiksuitgaven : aankoop van benzine en olie.
- 3. Onderhoudskosten :
 - a) aankoop van vet;
 - b) schouwing van de auto's;
 - c) abonnement wegehulp;
 - d) aankoop van wisselstukken;
 - e) uitvoeren van herstellingen door de private sector;
 - f) aankoop van luchtbanden (voorlopig voor 1956).
- 4. Aankoop van materieel, gereedschap en luchtbanden (geen krediet voor 1956).
- 5. Huur van garages.

Art. 14, litt. 3. Uitgaven in verband met de verplaatsingen.

- 1. Abonnementen, reisbewijzen en andere reiskosten :
 - a) tram- en autobustickets voorgeschoten door het personeel;
 - b) terugbetaling aan de N.M.B.S. van de prijs der uitgereikte reisevorderingen.
- 2. Kilometervergoedingen (mits ministeriële machtiging) :
 - a) vergoeding voor het gebruik van een persoonlijk autovoertuig of motorrijtuig;
 - b) vergoeding voor het gebruik van een persoonlijke fiets;
 - c) vergoeding voor het gebruik van een fiets toebehorende aan de Administratie
- 3. Reis- en verblijfkosten :
 - a) reis- en verblijfkosten;
 - b) vergoeding voor detachering.
- 4. Opdrachten naar het buitenland (geen krediet voor 1956).

*
* *

Gelieve er op te waken, Mijnheer de Bestuurder, opdat bovenstaande richtlijnen stipt nageleefd worden. Elke moeilijkheid die u mocht ondervinden wat de aanrekening van een uitgave betreft zal mij worden voorgelegd; ten einde er een juiste oplossing te kunnen aan geven.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

FICHE INDIVIDUELLE DE SIGNALEMENT.

Office de la Protection de l'Enfance.
Services administratifs. Personnel.
Bruxelles, le 6 février 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 août 1939, sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, mon administration a prescrit aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat, par sa circulaire du 5 janvier 1955, l'usage systématique des *fiches individuelles*, pour l'élaboration des bulletins de signalement des membres du personnel.

Cette instruction s'inspirait du souci de recueillir le maximum de renseignements sur la manière de servir et le comportement des titulaires, en vue d'établir leur bulletin de signalement en connaissance de cause et en toute équité.

Il apparaît toutefois que les directions locales ne tiennent pas encore suffisamment compte de ces dispositions, en négligeant trop fréquemment de consigner à la fiche individuelle les faits favorables ou défavorables qui doivent servir d'éléments d'appréciation pour un signalement déterminé.

Or, l'élaboration de cette fiche est absolument indispensable, *en particulier lorsqu'il s'agit de justifier un abaissement ou un relèvement de cote*, afin de mettre les chefs hiérarchiques compétents en mesure de statuer de manière adéquate sur la mention définitive à attribuer.

En conséquence, j'insiste à nouveau de la façon la plus formelle sur l'impérieuse nécessité de dresser la fiche individuelle, dès que celle-ci est susceptible d'expliquer et de motiver un changement quelconque par rapport au signalement antérieur.

Je souligne au surplus que cette pratique engage la responsabilité du chef de l'établissement, étant donné que seule l'élaboration consciencieuse de la fiche individuelle peut garantir l'objectivité de la décision finale de l'Administration, en même temps qu'elle sauvegarde les intérêts de l'agent qui en fait l'objet.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

NOTARIAT. — RÉSIDENCE (1).

Serv. gén. Personnel.

9 février 1956. — Par arrêté royal, la résidence de M. Van Winckel (Jan-Maria-Adhemar), notaire à O.-L.-V.-Lombeek, est transférée à Pamel.

PRISE EN RECETTE, DANS LA COMPTABILITÉ, DES MATIÈRES ET OBJETS DESTINÉS A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEMBRES DU PERSONNEL.

Office de la Protection de l'Enfance.
Services administratifs. Comptabilité, n° 101 B 18.
Bruxelles, le 9 février 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

J'ai l'honneur d'attirer l'attention des directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat sur le fait que les matières et objets destinés à la formation professionnelle des membres du personnel, doivent être inscrits dans la

(1) *Moniteur belge*, 13-14 février 1956, n° 44-45.

PERSOONLIJKE SIGNALEMENTSFICHE.

Dienst voor Kinderbescherming.
Administratieve Diensten. Personeel.

Brussel, de 6 Februari 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, heeft mijn bestuur bij zijn omzendbrief van 5 Januari 1955 aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten het stelselmatig gebruik voorgeschreven van de *persoonlijke fiches* voor het opmaken van de signalementstaten van de personeelsleden.

Deze onderrichting werd ingegeven door de bezorgdheid om zo volledig mogelijk ingelicht te worden omtrent de wijze van dienen en over het gedrag van de betrokkenen, ten einde hun signalementstaat met kennis van zaken en in alle billijkheid op te maken.

Het blijkt echter dat de plaatselijke directies met deze bepalingen nog niet voldoende rekening houden, daar zij al te vaak verwaarlozen op de persoonlijke fiche de gunstige of ongunstige feiten te vermelden die als beoordelingsgrond voor een bepaald signalement moeten dienen.

Welnu, het opmaken van die fiche is volstrekt noodzakelijk, *voornamelijk wanneer het er om gaat een betere of een minder goede vermelding te verantwoorden*, ten einde de bevoegde hiërarchische meerderen in staat te stellen met kennis van zaken te beslissen over de definitief toe te kennen vermelding.

Bijgevolg wijs ik er nogmaals met de meeste nadruk op dat het volstrekt noodzakelijk is de persoonlijke fiche op te maken zodra hierdoor om het even welke wijziging van het vorige signalement kan verduidelijkt en gemotiveerd worden.

Ik wijs er bovendien op dat hierbij het hoofd van het gesticht verantwoordelijk gesteld wordt, daar alleen het gewetensvol opmaken van de persoonlijke fiche een waarborg kan zijn voor de objectieve eindbeslissing van het bestuur, terwijl hierdoor tevens de belangen van het betrokken personeelslid gevrijwaard worden.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

NOTARIAAT. — STANDPLAATS (1).

Alg. Diensten. Personeel.

9 Februari 1956. — Bij koninklijk besluit, is de standplaats van de heer Van Winckel (Jan-Maria-Adhemar), notaris te O.-L.-V.-Lombeek, naar Pamel overgebracht.

INONTVANGSTNEMING IN DE COMPTABILITEIT, VAN DE STOFFEN EN VOORWERPEN
DIE BESTEMD ZIJN VOOR DE BEROEPSOPLEIDING DER PERSONEELSLEDEN.

Dienst voor Kinderbescherming.
Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n° 101 B 18.
Brussel, de 9 Februari 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Ik heb de eer de aandacht van de directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten te vestigen op het feit dat de stoffen en voorwerpen die bestemd zijn voor de beroepsopleiding van de personeelsleden, moeten geboekt worden in

(1) *Belgisch Staatsblad*, 13-14 Februari 1956, n° 44-45.

comptabilité des matières, conformément aux prescriptions du Règlement de Comptabilité. Cette instruction doit être observée en tout cas à partir du 1^{er} janvier 1956.

Les *matières* seront inscrites au compte « Articles divers » du Livre de Magasin. Les *objets* (à savoir : les meubles, le matériel, les appareils, outils et ustensiles) seront portés au compte « Mobilier » ou au compte « Articles divers », suivant la distinction opérée ci-après :

a) doivent être compris dans le compte « Mobilier » et sortir des écritures par « mise en usage », les objets dont la durée d'utilisation dépasse un an;

b) doivent être compris dans le compte « Articles divers » et doivent sortir des écritures par « consommation », les objets, outils et ustensiles de peu d'importance, sujets à une prompte usure, à un renouvellement fréquent, ou non susceptibles d'être réparés.

*
* *

A partir du 1^{er} janvier 1956, toutes les dépenses se rapportant à la formation professionnelle des membres du personnel doivent être mentionnées aux bordereaux n° 170 qui sont envoyés à l'Administration centrale, Office de la Protection de l'Enfance, Comptabilité. Les factures en faisant partie doivent être produites *en triple expédition*.

Les factures d'achat ou de cession, les billets d'entrée n° 211 et les lettres de voiture n° 216 doivent indiquer le compte du Livre de Magasin auquel les matières et objets figurant sur ces documents ont été inscrits.

Lorsqu'il s'agit d'objets portés au compte « Mobilier » de la comptabilité des matières, les factures d'achat ou de cession doivent indiquer, en outre, ce qui suit :

« Les objets mobiliers mentionnés à la présente déclaration ont été inscrits à l'inventaire des biens de l'Etat. Le Directeur. » (Voir dans ce sens la circulaire du 18 mars 1953, Office de la Protection de l'Enfance, Etablissements d'Education de l'Etat, Comptabilité, n° 101 C 4.)

*
* *

Les objets repris au compte « Mobilier » de la comptabilité des matières doivent, lors de leur délivrance par le comptable, être inscrits au « Livre-inventaire du mobilier » (registre n° 231).

Les objets mobiliers, mis en usage avant le 1^{er} janvier 1956, qui sont encore utilisés et qui, abusivement, n'ont pas été mentionnés dans le « Livre-inventaire du mobilier » doivent, actuellement, être inscrits dans ce registre. L'inscription doit être faite sous la rubrique « Entrée-objets mis en usage ou en service ». Il devra être expressément spécifié qu'il s'agit d'objets mis en usage avant le 1^{er} janvier 1956.

*
* *

Je vous prie de vouloir bien :

1° veiller à ce que les matières et objets destinés à la formation professionnelle des membres du personnel soient effectivement déposés dans les magasins du comptable et qu'ils soient délivrés aux consommateurs ou utilisateurs uniquement suivant les nécessités du service;

2° communiquer la présente circulaire au comptable des matières de votre établissement et l'inviter à la parapher, pour visa. La copie ci-jointe serait utilement remise à cet agent.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

de warencomptabiliteit, overeenkomstig de voorschriften van het Reglement op de Comptabiliteit. Deze onderrichting moet, in ieder geval, vanaf 1 Januari 1956 nageleefd worden.

De *stoffen* zullen ingeschreven worden onder de rekening « Diverse artikelen » van het magazijnboek. De *voorwerpen* (te weten, de meubelen, het materieel, de apparaten en de gereedschappen), zullen onder de rekening « Mobilair » of onder de rekening « Diverse artikelen » vermeld worden, volgens het onderscheid dat hierna wordt gemaakt :

a) moeten in de rekening « Mobilair » van de warencomptabiliteit opgenomen worden en daaruit door « ingebruikstelling » worden afgeboekt : de voorwerpen waarvan de gebruiksduur één jaar te boven gaat;

b) moeten in de rekening « Diverse artikelen » opgenomen worden en daaruit door « verbruik » afgeboekt worden : de weinig belangrijke voorwerpen en gereedschappen die spoedig verslijten, vlug moeten vernieuwd worden, of niet kunnen worden hersteld.

*
* *

Van 1 Januari 1956 af, moeten al de uitgaven die betrekking hebben op de beroepsopleiding der personeelsleden ingeschreven worden op de borderellen n° 170 die aan het Hoofdbestuur, Dienst voor Kinderbescherming, Comptabiliteit, worden toegezonden. De daarin vermelde facturen moeten in *triplo* overgelegd worden.

De aankoopfacturen, de overlatingsfacturen, de inkombewijzen n° 211 en de vrachtbrieven n° 216 moeten de rekening van het magazijnboek aanduiden waaronder de op bedoelde bescheiden voorkomende stoffen en voorwerpen werden geboekt.

Wanneer het voorwerpen geldt die onder de rekening « Mobilair » van de warencomptabiliteit werden ingeschreven, dienen de aankoop- of overlatingsfacturen, bovendien, het volgende te vermelden :

« De mobiele voorwerpen aangeduid op onderhavige verklaring werden in de inventaris van de goederen van de Staat opgenomen. De Bestuurder. » (Zie in die zin de omzendbrief van 18 Maart 1953, Dienst voor Kinderbescherming, Rijksopvoedingsgestichten, Comptabiliteit, n° 101 C 4.)

*
* *

De voorwerpen opgenomen in de rekening « Mobilair » van de warencomptabiliteit moeten, bij hun aflevering door de rekenplichtige, ingeschreven worden in het « Inventarisboek van het mobilair » (register n° 231).

De mobiele voorwerpen die vóór 1 Januari 1956 in gebruik werden genomen, nog in gebruik zijn en ten onrechte niet in het « Inventarisboek van het mobilair » vermeld werden, moeten thans in bedoeld register ingeschreven worden. Deze inschrijving zal geschieden onder de rubriek : « Ingekomen voorwerpen, in gebruik of in dienst gesteld. » Er zal uitdrukkelijk moeten worden op gewezen dat het voorwerpen geldt die vóór 1 Januari 1956 in gebruik werden genomen.

*
* *

Ik verzoek u :

1° er te willen voor waken dat de stoffen en voorwerpen bestemd voor de beroepsopleiding van de personeelsleden, werkelijk in de magazijnen van de rekenplichtige worden opgeborgen en dat de aflevering er van aan de verbruikers of gebruikers slechts geschiede volgens de noodwendigheden van de dienst;

2° van onderhavige omzendbrief te willen kennis geven aan de rekenplichtige der waren van uw inrichting en deze agent te willen uitnodigen dit bescheid voor visum te paraferen. Hierbijgaand afschrift zou best aan de rekenplichtige worden ter hand gesteld.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

ARRÊTÉ ROYAL INSTITUANT UNE COMMISSION PERMANENTE DE DÉFENSE SOCIALE
AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une commission permanente de défense sociale est instituée au Ministère de la Justice. Elle a pour mission de donner un avis sur les questions soulevées par l'application de la loi du 9 avril 1930 qui lui sont soumises par le Ministre de la Justice.

Art. 2. La commission est composée d'un président et d'un vice-président, de quatorze membres et de deux membres secrétaires nommés par arrêté royal pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Tout membre nommé en remplacement d'un autre, par suite de décès ou de démission, achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 3. Le Ministre de la Justice assiste, lorsqu'il le juge opportun, aux réunions de la commission. Dans ce cas, il prend la présidence.

Art. 4. Le secrétaire général du Ministère de la Justice, le directeur général de l'Administration des Etablissements pénitentiaires et de Défense sociale et le directeur général du Service de la législation sont membres de droit de la commission.

Art. 5. Le Ministre de la Justice désigne un fonctionnaire de son département en qualité de secrétaire adjoint de la commission.

Art. 6. La commission peut demander au Ministre de la Justice que des experts lui soient adjoints pour l'examen d'une question déterminée.

Art. 7. La commission se réunit sur convocation du président, suivant les instructions du Ministre de la Justice.

Art. 8. La commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre de la Justice.

Art. 9. Les frais de route et de séjour du président, du vice-président, des membres, des membres-secrétaires, ainsi que ceux des personnes éventuellement consultées en vertu de l'article 6, leur sont remboursés sur la base de l'arrêté royal du 30 novembre 1950.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 février 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

EXTRADITIONS (2).

22 février 1956. — Loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions.

(1) *Moniteur belge*, 10 mars 1956, n° 70.

(2) *Moniteur belge*, 8 mars 1956, n° 68.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE INSTELLING VAN EEN VASTE COMMISSIE
TOT BESCHERMING VAN DE MAATSCHAPPIJ BIJ HET MINISTERIE VAN JUSTITIE (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een vaste commissie tot bescherming van de maatschappij wordt opgericht bij het Ministerie van Justitie. Zij heeft tot opdracht advies uit te brengen over de naar aanleiding van de toepassing van de wet van 9 April 1930 opgezen kwesties die haar door de Minister van Justitie worden voorgelegd.

Art. 2. De commissie bestaat uit een voorzitter en een ondervoorzitter, veertien leden en twee leden-secretarissen, bij koninklijk besluit voor een termijn van vier jaar benoemd. Hun mandaat kan hernieuwd worden. Een lid, benoemd ter vervanging van een overleden of ontslagnemend lid, voleindt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 3. De Minister van Justitie woont, wanneer hij zulks wenselijk acht, de bijeenkomsten van de commissie bij. In dat geval neemt hij het voorzitterschap waar.

Art. 4. De secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie, de directeur-generaal van het Bestuur der Strafinrichtingen en der Inrichtingen tot bescherming van de Maatschappij en de directeur-generaal van de Dienst der wetgeving zijn van rechtswege lid van de commissie.

Art. 5. De Minister van Justitie wijst een ambtenaar van zijn departement aan als adjunct-secretaris van de commissie.

Art. 6. De commissie kan de Minister van Justitie verzoeken dat haar voor het onderzoek van een bepaalde kwestie deskundigen zouden toegevoegd worden.

Art. 7. De commissie vergadert op bijeenroeping van de voorzitter, volgens de onderrichtingen van de Minister van Justitie.

Art. 8. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Minister van Justitie voor.

Art. 9. De reis- en verblijfkosten van de voorzitter, van de ondervoorzitter, van de leden, van de leden-secretarissen, alsmede deze van de eventueel krachtens artikel 6 geraadpleegde personen, worden hun terugbetaald volgens het bepaalde in het koninklijk besluit van 30 November 1950.

Art. 10. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 19 Februari 1956.

BOUDEWIJN,

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
A. LILAR.

UITLEVERINGEN (2).

22 Februari 1956. — Wet tot wijziging van het artikel 1 van de wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 10 Maart 1956, n° 70.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 8 Maart 1956, n° 68.

HUISSIERS. — ALLOCATIONS FAMILIALES POUR TRAVAILLEURS NON SALARIÉS.
APPLICATION DE LA LOI DU 10 JUIN 1937. — RECOUVREMENT.

Adm. de la Législation, Litt. L., n° 2512/II.

Bruxelles, le 24 février 1956.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel, Gand,
Bruxelles, Liège.

Il a été signalé à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale que certains huissiers, malgré rappels et démarches, n'accomplissent pas la mission qui leur est confiée en matière de recouvrements de cotisations dues en application de la loi du 10 juin 1937 relative aux allocations familiales pour travailleurs non salariés.

Il ne vous échappera pas que cela a pour conséquence de nuire au financement du régime en cause et ne peut avoir qu'une influence défavorable quant au comportement des assujettis en retard de paiement des cotisations qu'ils doivent à la caisse mutuelle dont ils relèvent.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de vous prier, à la demande de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, de bien vouloir rappeler aux huissiers qu'il est désirable qu'ils mettent toute la célérité voulue à l'accomplissement des missions de recouvrement de cotisations qui leur sont confiées par les caisses mutuelles d'allocations familiales.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
CH. GÉRARD.

TRIBUNAUX DE POLICE ET TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.
DÉLAI DE CITATION (1).

27 février 1956. — Loi modifiant le délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels.

MOBILIER DE CELLULE.

Bureau d'étude, litt. R., n° XV.

Bruxelles le 3 mars 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Des instructions ont été données pour compléter le nouveau mobilier de cellule par un panneau destiné à recevoir les photographies ou gravures que les détenus fixent actuellement au mur. Ce système évitera les dégradations causées par l'utilisation de clous, colle, etc. Etant donné que l'administration améliore progressivement la qualité de la peinture des cellules, il importe de prendre dès maintenant toutes mesures utiles pour éviter des détériorations.

Il vous appartient de placer ce panneau, à une hauteur appropriée, de préférence entre la fenêtre et le globe lumineux. Il doit être solidement fixé au mur et de telle façon qu'il puisse, grâce aux deux charnières dont il est muni, être soulevé sans difficulté à l'occasion des fouilles.

(1) *Moniteur belge* du 18 mars 1956, n° 78.

DEURWAARDERS. — KINDERTOESLAGEN VOOR NIET-LOONTREKKENDEN.
TOEPASSING VAN DE WET VAN 10 JUNI 1937. — INVORDERING.

Bestuur der Wetgeving, litt. L., n° 2512/II.

Brussel, de 24 Februari 1956.

*Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep te Gent,
Brussel, Luik.*

Mijnheer de Procureur-Generaal,

Er werd aan de heer Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ter kennis gebracht dat sommige deurwaarders, ondanks herhaald herinneren en aandringen, niet de opdracht vervullen die hun is toevertrouwd in zake invordering van de bijdragen die, bij toepassing van de wet van 10 juni 1937 betreffende de kindertoeslagen voor niet-loontrekkenden, verschuldigd zijn.

Het zal u niet ontgaan dat zulks schade berokkent aan de financiering van het betrokken stelsel en enkel ongunstig kan inwerken op de houding van de onder de wet vallende personen die ten achter zijn met de betaling van de bijdragen welke zij aan de onderlinge kas, waarbij zij zijn aangesloten, verschuldigd zijn.

Om die redenen heb ik de eer u, ingevolge de aanvraag van de heer Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, te verzoeken de deurwaarders in herinnering te brengen dat het wenselijk is dat zij de opdrachten tot invordering van de bijdragen, hun toevertrouwd door de onderlinge kassen voor kindertoeslagen, met de nodige spoed zouden uitvoeren.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
CH. GERARD.

POLITIËRECHTBANKEN EN CORRECTIONELE RECHTBANKEN.
TERMIJN VAN DAGVAARDING (1).

27 Februari 1956. — Wet tot wijziging van de termijn van dagvaarding voor de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken.

CELMEUBILAIR.

Studiebureau, litt. R., n° XV.
Brussel, de 3 Maart 1956.

Aan de Heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Onderrichtingen werden gegeven om het nieuw celmeubilair aan te vullen met een bord waarop de gedetineerden de foto's of gravures die zij thans aan de muur bevestigen, zouden kunnen schikken. Door dit systeem zal beschadiging, veroorzaakt door nagels, lijm, enz., vermeden worden. Aangezien de administratie de hoedanigheid van het schilderwerk der cellen geleidelijk verbetert, is het van belang reeds nu alle dienstige maatregelen te treffen om beschadiging te voorkomen.

Gij behoort dit bord op een gepaste hoogte te plaatsen, bij voorkeur tussen het venster en de lichtbol. Het moet stevig en zodanig aan de muur worden vastgehecht dat het, dank zij de beide scharnieren waarmee het voorzien is, bij het doorzoeken der cel, zonder moeite kan opgelicht worden.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 18 Maart 1956, n° 78.

3-7 mars 1956.

Pour éviter toutes plaintes ou récriminations, vous êtes autorisé à différer le placement de ce tableau dans les cellules nouveau modèle déjà installées dont la décoration actuelle aurait été réalisée par leur occupant d'une manière convenable et de bon goût. Dans de tels cas le panneau ne sera placé qu'à l'occasion d'un nouveau peinturage ou d'un changement de détenu.

A l'avenir, le panneau fera toujours partie du mobilier des cellules nouveau modèle lors de l'aménagement de celles-ci. Le détenu conserve la faculté de placer sur l'étagère se trouvant au-dessus du lit ou sur la table, des photographies ou gravures montées sur chevalet.

Il est bien entendu que dans les cellules où le panneau aura été placé, aucun tableau, photographie ou gravure ne pourra plus être accroché aux murs.

Je vous prie de bien vouloir me faire rapport, après trois mois de mise en usage, sur les observations que suggérerait à vous-même, au personnel ou éventuellement aux détenus, la mise en service de ce nouveau matériel.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

TRANSMISSION D'ACTES JUDICIAIRES A DES PERSONNES
RÉSIDENT SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE.

Adm. de la législation, n° 754/1.29-6L.

Bruxelles, le 7 mars 1956.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

En l'absence de relations diplomatiques entre la Belgique et la République démocratique allemande, les actes judiciaires destinés à des personnes résidant sur le territoire de cet Etat leur sont adressés par la voie postale, conformément à l'article 69bis du Code de procédure civile.

J'ai l'honneur de vous faire savoir, à toutes fins utiles, que la Mission belge à Berlin vient d'attirer l'attention du Ministre des Affaires étrangères sur l'incertitude qui s'attache à ces envois, les autorités de la République démocratique interdisant aux habitants de leur territoire toute communication avec des autorités ou des organismes officiels étrangers. Il en résulte que fréquemment les correspondances par voie postale n'arrivent pas à destination ou n'y parviennent qu'avec un retard considérable.

La Mission cite l'exemple d'une assignation à comparaître devant le président du tribunal de première instance d'Anvers, qui a été adressée le 17 octobre sous pli postal à une personne résidant en Allemagne orientale, et qui est arrivée le 16 décembre seulement, l'enveloppe ayant été mutilée et recollée à plusieurs reprises, probablement par les autorités policières de la zone où le destinataire habite.

Il s'agit là d'un inconvénient auquel je ne vois pas la possibilité de remédier, aucun autre mode de transmission ne pouvant être envisagé.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
CH. GÉRARD.

Om klachten of protest te voorkomen, wordt gij ertoe gemachtigd het plaatsen van dit bord in de reeds ingerichte cellen van het nieuw model, waarvan de huidige versiering door hen die ze betrekken op behoorlijke wijze en met goede smaak zou uitgevoerd zijn, uit te stellen. In dergelijke gevallen zal het bord slechts geplaatst worden wanneer de cel opnieuw geschilderd wordt of door een andere gedetineerde betrokken wordt.

Voortaan zal dit bord altijd deel uitmaken van het meubilair der cellen, nieuw model, wanneer zij ingericht worden. De gedetineerde behoudt het vermogen om de op staander gemonteerde foto's of gravures op het rek dat zich boven het bed bevindt of op de tafel te plaatsen.

Het is wel verstaan dat er in de cellen waar het bord geplaatst werd geen schilderij, foto of gravure meer aan de muren zal mogen gehangen worden.

Ik verzoek u mij, drie maanden nadat het in gebruik is genomen, verslag uit te brengen over de opmerkingen die het in dienst stellen van dit nieuw materieel bij uzelf, het personeel of eventueel de gedetineerden zouden doen opkomen.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

VERZENDING VAN GERECHTELIJKE AKTEN AAN PERSONEN
DIE OP HET GRONDGEBIED VAN DE DUITSE DEMOCRATISCHE REPUBLIEK VERBLIJVEN.

Bestuur der wetgeving, n° 754/1.29-6 L.

Brussel, de 7 Maart 1956.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Daar er tussen België en de Duitse Democratische Republiek geen diplomatieke betrekkingen bestaan, worden de gerechtelijke akten, bestemd voor personen die op het grondgebied van bedoelde Staat verblijven hun langs de post toegezonden overeenkomstig artikel 69bis van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Ik heb de eer u dienstigheidshalve ter kennis te brengen dat de Belgische Zending te Berlijn zopas de aandacht van de Minister van Buitenlandse Zaken heeft gevestigd op de onzekerheid die daaraan verbonden is, daar de overheden van de Democratische Republiek aan de inwoners van hun grondgebied elk contact met buitenlandse overheden of officiële organismen verbieden. Hieruit volgt dat de langs de post verzonden briefwisseling vaak niet of slechts met aanzienlijke vertraging ter bestemming komt.

De Zending haalt het voorbeeld aan van een dagvaarding om vóór de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen te verschijnen, die op 17 October onder omslag langs de post aan een in Oost-Duitsland verblijvende persoon werd toegezonden en slechts op 16 December is toegekomen nadat de omslag, waarschijnlijk door de politiekoverheden van de zone waar de bestemming woont, herhaaldelijk werd geschonden en opnieuw dichtgeplakt.

Het gaat hier om een bezwaar dat, naar ik meen, niet kan verholpen worden, daar de verzending niet anders kan geschieden.

Voor de Minister :
De Directeur-generaal,
CH. GÉRARD.

TRANSMISSION DE BULLETINS AU SUJET DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES DU CHEF
D'INFRACTIONS A LA LOI DU 4 AOÛT 1890 ET AUX ARRÊTÉS PRIS EN EXÉCUTION
DE CETTE LOI CONCERNANT LA FAUSIFICATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES.

Casier judiciaire, 180 D.

Bruxelles, le 8 mars 1956.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

Pour information : à M. l'Auditeur général.

Le Service du Casier judiciaire central de mon département a constaté que certains greffiers omettent de transmettre un bulletin au sujet des condamnations prononcées du chef d'infractions à la loi du 4 août 1890 et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci concernant la falsification des denrées alimentaires.

La circulaire du 6 décembre 1894 prévoit la mention aux extraits du casier judiciaire des condamnations à des peines de police pour infractions aux dispositions du Code pénal. Mon département estime en effet que les infractions aux dispositions de ce Code, donnant lieu à des peines de police, sont suffisamment graves pour qu'une condamnation éventuelle en l'espèce soit mentionnée aux extraits du casier judiciaire.

Les peines prévues pour réprimer les moins graves des infractions à la loi du 4 août 1890 et aux arrêtés pris en exécution de cette loi, sont celles comminées par l'article 561-2° du Code pénal. D'autre part, les condamnations prononcées en vertu de cet article doivent être inscrites sur les extraits du casier judiciaire central.

Il en résulte donc que les peines prononcées par application de la loi du 4 août 1890 et des arrêtés pris en exécution de cette loi doivent figurer aux extraits du casier judiciaire.

J'ai, en conséquence l'honneur de vous prier de bien vouloir inviter MM. les greffiers de la Cour et des tribunaux de votre ressort à me faire parvenir dorénavant un bulletin relatif à chaque condamnation prononcée en vertu de la législation précitée.

Pour le Ministre :

Le secrétaire général,

P. CORNIL.

CLOTURE DES ÉCRITURES DE L'EXERCICE 1955.

Comptabilité, litt. E, n° 113.

Bruxelles, le 9 mars 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

La loi du 22 février 1956 publiée au *Moniteur belge* du 24 février 1956 autorise des régularisations, augmente ou réduit certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et alloue des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs.

Elle ne prolonge pas le délai dans lequel les opérations relatives à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses de l'exercice 1955 doivent s'effectuer.

Ce délai reste donc fixé au 31 mars de l'année qui suit la fin de l'exercice.

OVERMAKEN VAN BULLETINS OMTRENT DE VEROORDELINGEN, UITGESPROKEN WEGENS OVERTREDING VAN DE WET VAN 4 AUGUSTUS 1890 EN VAN DE TER UITVOERING VAN DIE WET GENOMEN BESLUITEN BETREFFENDE DE VERVALSING VAN LEVENSMIDDELEN.

Strafregister, 180 D.

Brussel, 8 Maart 1956.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Voor kennisgeving : aan de heer Auditeur-Generaal.

De Dienst Centraal Strafregister van mijn departement heeft bevonden dat sommige griffiers verzuimen een bulletin omtrent veroordelingen, uitgesproken wegens overtredingen van de wet van 4 Augustus 1890 en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten betreffende de vervalsing van levensmiddelen, over te maken.

Bij de omzendbrief van 6 December 1894 wordt voorgeschreven dat de veroordelingen tot politiestraffen wegens overtredingen van het Wetboek van Strafrecht op de uittreksels uit het strafregister dienen vermeld. Mijn departement is immers van oordeel dat de overtredingen der bepalingen van dit wetboek, die aanleiding geven tot politiestraffen, zwaar genoeg zijn opdat een eventuele veroordeling in dit geval op de uittreksels uit het strafregister zou vermeld worden.

De straffen, bepaald om de minst zware van de overtredingen van de wet van 4 Augustus 1890 en van de ter uitvoering van die wet genomen besluiten te beteugelen, zijn die gesteld door artikel 561-2° van het Wetboek van strafrecht. Ter andere zijde, moeten de krachtens dit artikel uitgesproken straffen op de uittreksels uit het centraal strafregister ingeschreven worden.

Daaruit volgt dus, dat de straffen, uitgesproken bij toepassing van de wet van 4 Augustus 1890 en van de ter uitvoering van die wet genomen besluiten, op de uittreksels uit het strafregister moeten voorkomen.

Dienvolgens heb ik de eer u te verzoeken de heren griffiers van het Hof en van de rechtbanken van uw rechtsgebied te verzoeken mij voortaan een bulletin betreffende elke veroordeling, uitgesproken krachtens voormelde wetgeving, te doen toekomen.

Voor de Minister :

De secretaris-generaal,
P. CORNIL.

AFSLUITEN VAN DE SCHRIFTUREN VAN HET DIENSTJAAR 1955.

Comptabiliteit, litt. E, n° 113.

Brussel, de 9 Maart 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

De wet van 22 Februari 1956, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 Februari 1956, verleent machtiging tot regularisatiën, verhoogt of vermindert sommige voor het dienstjaar 1955 uitgetrokken kredieten en kent bijkredieten toe voor de uitgaven met betrekking tot 1954 en de vorige dienstjaren.

Zij verlengt de termijn niet binnen welke de verrichtingen betreffende de vereffening en de ordonnancering van de uitgaven van het dienstjaar 1955 moeten geschieden.

Die termijn blijft dus vastgesteld op 31 Maart van het jaar dat op het einde van het dienstjaar volgt.

9-10 mars 1956.

En conséquence, toutes les créances à charge de l'Etat, se rapportant à l'exercice 1955, devront être introduites le 15 mars 1956 au plus tard.

La justification des avances de fonds octroyées pour l'exercice 1955 doit avoir lieu immédiatement et les reliquats non utilisés reversés au Trésor.

L'urgence est d'autant plus grande que l'Administration centrale doit régulariser les imputations déficitaires à l'article 7-2, comme l'ont prévu les deux derniers alinéas de la circulaire ministérielle du 31 janvier 1956 (678 R/XVI) et qu'elle doit en connaître le montant avant la clôture de l'exercice.

En ce qui concerne la constatation et la perception des produits, il conviendra d'arrêter au 31 mars 1956 le facturier des ventes et cessions n° 160, ainsi que le journal des recettes n° 162, et d'annexer éventuellement l'état 204 des créances non recouvrées à l'état 183 du premier trimestre 1956.

Pour le Ministre :
L'inspecteur général,
M. VAN HELMONT.

COLLECTES A DOMICILE.

Adm. de la Législation, 1^{re} section, AP., 131.534.
Bruxelles, le 9 mars 1956.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

En vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823, contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises ou à domicile, les collectes de bienfaisance faites à domicile sont soumises à l'autorisation préalable et écrite de l'administration communale, si la collecte n'a lieu que dans une commune, de l'administration provinciale quand la collecte se fait dans plus d'une commune et du Roi si la collecte s'étend sur plus d'une province.

Je signale à votre attention que, par sa circulaire du 8 août 1955, publiée au *Moniteur belge* du 12 août 1955, mon collègue M. le Ministre de l'Intérieur, a donné aux autorités administratives intéressées des instructions nouvelles à ce sujet.

Vous remarquerez l'importance de ces instructions.

A elle seule, l'action administrative ne suffirait pas à enrayer les abus. Elle doit s'accompagner de l'action de la justice.

De la part des autorités judiciaires la vigilance et la fermeté dans la répression des infractions s'imposent impérieusement.

Le Ministre,
A. LILAR.

FRAIS DE SÉJOUR DE CERTAINS FONCTIONNAIRES.

Comptabilité, litt. E, n° 113.
Bruxelles, le 10 mars 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

La publication au *Moniteur belge* du 4 mars 1956 de l'arrêté royal du 14 février 1956 fixant les échelles des grades particuliers du Ministère de la Justice, rend sans objet ma circulaire du 24 janvier 1956 (676 R/XVI).

Pour le Ministre :
L'inspecteur général,
M. VAN HELMONT.

Bijgevolg moeten al de schuldvorderingen ten laste van de Staat die betrekking hebben op het dienstjaar 1955 uiterlijk op 15 Maart 1956 ingediend worden. De verantwoording van de voor het dienstjaar 1955 toegekende geldvoorschotten moet onmiddellijk geschieden en de niet gebruikte overschotten moeten aan de Schatkist teruggestort worden.

Dit is des te meer dringend daar het Hoofdbestuur de deficitaire aanrekeningen op artikel 7-2 moet regulariseren, zoals zulks in het vooruitzicht werd genomen in de laatste twee leden van de ministeriële omzendbrief van 31 Januari 1956 (678 R/XVI), en het beloop ervan moet kennen vóór de afsluiting van het dienstjaar.

Wat de vaststelling en de inning van de opbrengsten betreft, dienen het factuurboek der verkopen en afstanden n° 160, evenals het dagboek der ontvangsten n° 162, op 31 Maart 1956 afgesloten en dient de staat 204 van de niet ingevorderde schuldvorderingen eventueel bij de staat 183 van het eerste kwartaal 1956 gevoegd.

Voor de Minister :
De inspecteur-generaal,
M. VAN HELMONT.

COLLECTEN AAN HUIS.

Bestuur der Wetgeving, 1^e sectie, AP., 131.534.
Brussel, de 9 Maart 1956.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Krachtens het koninklijk besluit van 22 September 1823, behelzende schikkingen ten opzichte van de collecten in de kerken en aan huis, is er voor de collecten niet weldadige doeleinden, die aan huis geschieden, een voorafgaande en schriftelijke vergunning van de gemeenteoverheid vereist, zo de collecte enkel in één gemeente plaats heeft, van de provinciale overheid, zo de collecte gehouden wordt in meer dan één gemeente, en van de Koning zo de collecte zich uitstrekt tot meer dan één provincie.

Ik wil er uw aandacht op vestigen dat mijn collega, de heer Minister van Binnenlandse Zaken, bij zijn omzendbrief van 8 Augustus 1955, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 Augustus 1955, aan de betrokken administratieve overheden nieuwe onderrichtingen ter zake heeft verstrekt. Het belang van die onderrichtingen zal u wellicht niet ontgaan zijn.

De administrative actie alleen zou niet volstaan om de misbruiken tegen te gaan. Zij moet gepaard gaan met het ingrijpen van het gerecht.

Vanwege de rechterlijke overheden is dan ook dwingend vereist dat zij de misdrijven waakzaam en met vaste hand zouden te keer gaan.

De Minister,
A. LILAR.

VERBLIJFSKOSTEN VAN SOMMIGE AMBTENAREN.

Comptabiliteit, litt. E, n° 113.
Brussel, de 10 Maart 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Door de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van 4 Maart 1956 van het koninklijk besluit van 14 Februari 1956 tot vaststelling van de schalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Ministerie van Justitie, is mijn omzendbrief van 24 Januari 1956 (676 R/XVI) overbodig geworden.

Voor de Minister :
De inspecteur-generaal,
M. VAN HELMONT.

ARRÊTÉ ROYAL RELATIF A L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 4 AOÛT 1955
CONCERNANT LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE (1).

Bruxelles, le 14 mars 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre de la Défense Nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Article 1^{er}. Les recherches, les matières et les méthodes de production nucléaires effectuées ou utilisées par les institutions, les établissements et les personnes morales ou physiques, qui ont à leur disposition des renseignements, documents ou matières qu'ils ont obtenus soit directement du gouvernement, soit avec son autorisation, sont soumises aux mesures de sûreté déterminées ci-après :

Art. 2. § 1^{er}. L'application de ces mesures de sûreté est assurée, sous l'autorité du Commissaire à l'énergie atomique, par un directeur de la sécurité nucléaire qui est assisté par un officier de sécurité.

Le directeur de la sécurité nucléaire et l'officier de sécurité peuvent avoir un ou plusieurs adjoints. Ils sont nommés par Nous, ainsi que leurs adjoints, sur la proposition de Nos Ministres des Affaires étrangères et de la Justice.

§ 2. Les institutions, les établissements et les personnes visés à l'article 1^{er} sont tenus d'appliquer les mesures de sûreté et de donner à leur personnel les instructions nécessaires pour en assurer l'observation.

Ils désignent la personne physique responsable de l'exécution des prescriptions contenues dans l'alinéa précédent.

Cette désignation est soumise à l'agrément du directeur de la sécurité nucléaire.

CHAPITRE II. — *Classification des informations et matières.*

Art. 3. Les informations et matières requérant l'application de mesures de sûreté sont celles qui ont le caractère « très secret », « secret » ou « confidentiel ».

Art. 4. Les informations et matières reçues d'autorités étrangères, en exécution d'un accord, ont en Belgique le caractère qui leur est donné par ces autorités.

Ont ce même caractère :

1° les documents ou ensembles de documents contenant ces informations ou concernant ces matières ainsi que les copies de ces documents;

2° les documents ou ensembles de documents concernant des recherches ou productions effectuées au moyen de ces informations ou matières ainsi que les copies de ces documents.

Art. 5. § 1^{er}. La classification des documents établis en Belgique est faite par les personnes qui les établissent, sous le contrôle du directeur de la sécurité nucléaire.

(1) *Moniteur belge*, 17 mars 1956, n° 77.

KONINKLIJK BESLUIT AANGAANDE DE UITVOERING VAN DE WET VAN 4 AUGUSTUS 1955
BETREFFENDE DE VEILIGHEID VAN DE STAAT OP HET GEBIED VAN DE KERNENERGIE (1).

Brussel, de 14 Maart 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet van 4 Augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene beschikkingen.*

Artikel 1. de opzoekingen, de materialen en de productiemethode inzake kernenergie, verricht of gebruikt door de instellingen, inrichtingen, natuurlijke of rechtspersonen, die over berichten, documenten of materialen beschikken, die zij hetzij rechtstreeks van de regering, hetzij met haar instemming, bekomen hebben, zijn onderworpen aan de hierna bepaalde veiligheidsmaatregelen.

Art. 2. § 1. De toepassing van die veiligheidsmaatregelen wordt, onder het gezag van de Commissaris voor de atoomenergie, verzekerd door een directeur van de veiligheid inzake kernenergie, die wordt bijgestaan door een veiligheids-officier.

De directeur van de veiligheid inzake kernenergie en de veiligheidsofficier kunnen een of meer adjuncten hebben. Zij worden, evenals hun adjuncten, door ons benoemd op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie.

§ 2. De in artikel 1 bedoelde instellingen, inrichtingen en personen moeten de veiligheidsmaatregelen toepassen en aan hun personeel de nodige onderrichtingen geven om de naleving er van te verzekeren.

Zij wijzen de natuurlijke persoon aan die verantwoordelijkheid is voor de uitvoering van de voorschriften bepaald in voorgaande alinea.

Voor deze aanwijzing moet de instemming van de directeur van de veiligheid inzake kernenergie worden gevraagd.

HOOFDSTUK II. — *Indeling van de informaties en materialen.*

Art. 3. De informaties en materialen, waarvoor de toepassing van veiligheidsmaatregelen vereist is, zijn die met het kenmerk « uiterst geheim », « geheim » of « vertrouwelijk ».

Art. 4. De ter uitvoering van een overeenkomst van buitenlandse overheden ontvangen informaties en materialen hebben in België het kenmerk dat er door die overheden aan gegeven wordt.

Hebben ditzelfde kenmerk :

1° de documenten of stellen documenten welke die informaties behelzen of die materialen betreffen, alsook de afschriften van die documenten;

2° de documenten of stellen documenten betreffend opzoekingen of producties, verricht door middel van die informaties of materialen, alsook de afschriften van die documenten.

Art. 5. § 1. De indeling van de in België opgemaakte documenten geschiedt door de personen die ze opmaken, onder de controle van de directeur van de veiligheid inzake kernenergie.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 17 Maart 1956, n° 77.

§ 2. Les règles suivantes doivent être observées pour la classification des documents :

- a) les documents doivent être classifiés d'après leur contenu;
- b) les documents ne peuvent porter qu'une seule classification générale, nonobstant le fait que des pages, paragraphes, sections ou parties composantes portent des classifications différentes et cette classification générale doit être aussi élevée que la plus haute classification des parties constituantes;
- c) la classification d'un ensemble de documents reliés doit être au moins aussi élevée que celle du document ayant la plus haute classification de l'ensemble.

Art. 6. Les documents et matières classifiés doivent être marqués de façon très apparente, de telle sorte que leur degré de classification soit clairement visible et rapidement reconnaissable.

Si une information ou matière est déclassifiée ou s'il y a abaissement ou relèvement du degré de classification, des marques appropriées doivent être apposées de la même manière.

CHAPITRE III. — *Mesures de sûreté applicables au documents et matières classifiés.*

Art. 7. Toute personne qui détient des documents ou matières classifiés ou qui a connaissance d'informations classifiées ne peut, sans l'autorisation du Commissaire à l'énergie atomique, communiquer aucun de ces documents ni remettre aucune de ces matières ni fournir aucune de ces informations à des personnes autres que celles qui ont qualité, en raison de leurs fonctions, pour en prendre connaissance ou pour les recevoir et font partie du même organisme ou exercent leur activité en collaboration avec les mêmes personnes.

Art. 8. Toute personne qui crée un document classifié doit indiquer clairement en tête, le titre, le nom de l'auteur, le nombre d'exemplaires et le numéro de chaque exemplaire.

Elle en transmet sans délai l'original à la personne chargée de la tenue du registre et du fichier prévus à l'article suivant.

Art. 9. La personne désignée en vertu du § 2 de l'article 2 doit tenir, par classe de documents et de matières :

- a) un registre où sont mentionnées chronologiquement toute création de documents classifiés et toute réception et transmission de documents ou de matières classifiés avec, dans ces derniers cas, l'indication des personnes qui ont transmis ou à qui ont été transmis les documents ou matières;
- b) un fichier où sont reproduites, par document ou matière, les mentions inscrites sur le registre.

Elle donne un numéro d'ordre à tout document classifié qu'elle reçoit.

Art. 10. La personne désignée en vertu du § 2 de l'article 2 doit aviser sans délai l'officier de sécurité de toute création de document ou matière classifié ainsi que de toute transmission de document ou matière de l'espèce effectuée, en vertu de l'article 7, avec l'autorisation du Commissaire à l'énergie atomique.

Cette communication se fait par l'envoi d'un formulaire spécial dont le modèle sera établi par le directeur de la sécurité nucléaire et qui contiendra toutes les mentions portées sur le registre.

Art. 11. Toute personne qui reçoit un document ou une matière classifié doit en accuser réception au moyen d'un reçu daté et signé.

S'il s'agit de la transmission d'un document ou d'une matière dont il doit être donné avis à l'officier de sécurité, le reçu est établi en double exemplaire, dont l'un doit être joint au formulaire.

§ 2. Voor de indeling van de documenten moeten de volgende regelen worden nageleefd :

- a) de documenten moeten volgens hun inhoud worden ingedeeld;
- b) op de documenten mag slechts een enkele algemene indeling voorkomen, niettegenstaande het feit dat er op bladzijden, paragrafen, secties of delen, waaruit zij bestaan, verschillende indelingen voorkomen en deze algemene indeling moet ten minste dezelfde graad hebben als de hoogste indeling van de samenstellende delen;
- c) een stel samengevoegde documenten moet ten minste ingedeeld worden in dezelfde graad als het document dat de hoogste indeling van het stel heeft.

Art. 6. De ingedeelde documenten en materialen moeten opvallend gemerkt worden, zodat de graad, waarbij zij ingedeeld werden, duidelijk zichtbaar is en vlug kan herkend worden.

Wordt een informatie of een materiaal uit de indeling verwijderd of wordt de indelingsgraad verlaagd of verhoogd, dan moeten op dezelfde wijze overeenstemmende merktekens aangebracht worden.

HOOFDSTUK II. — Veiligheidsmaatregelen

die op de ingedeelde documenten en materialen van toepassing zijn.

Art. 7. Elke persoon die ingedeelde documenten of materialen onder zich heeft of kennis heeft van ingedeelde informatie mag zonder de machtiging van de Commissaris voor de atoomenergie, geen enkel van die documenten mededelen noch een enkel van die materialen overhandigen, noch een enkel van die informatie verstrekken aan andere personen dan deze welke wegens hun ambt bevoegd zijn om er kennis van te nemen of om ze te ontvangen en deel uitmaken van hetzelfde organisme of hun bedrijvigheid in samenwerking met dezelfde personen uitoefenen.

Art. 8. Elke persoon die een ingedeeld document tot stand brengt, moet bovenaan duidelijk de titel, de naam van de maker, het aantal exemplaren en het nummer van elk exemplaar aanduiden.

Hij maakt het origineel er van zonder verwijl over aan de persoon die belast is met het houden van het register en van de kaartverzameling, bedoeld bij het volgende artikel.

Art. 9. De krachtens § 2 van artikel 2 aangewezen persoon, moet per klasse van documenten en van materialen houden :

- a) een register, waarin elke totstandbrenging van ingedeelde documenten en elke ontvangst en overmaking van ingedeelde documenten of materialen volgens de tijdsorde vermeld worden samen met, in deze laatste gevallen, de opgave van de personen die de documenten of materialen overgemaakt hebben of aan wie zij overgemaakt werden;
- b) een kaartverzameling, waarin de in het register ingeschreven vermeldingen per document of materiaal overgenomen worden.

Hij geeft een volgnummer aan elk ingedeeld document dat hij ontvangt.

Art. 10. De krachtens § 2 van artikel 2 aangewezen persoon moet aan de veiligheidsofficier zonder verwijl bericht geven van elke totstandbrenging van enig ingedeeld document of materiaal, alsook van elke overmaking van enig soortgelijk document of materiaal, krachtens artikel 7 geschied met de machtiging van de Commissaris van de atoomenergie.

Deze mededeling geschiedt door het zenden van een speciaal formulier, waarvan het model zal worden vastgesteld door de directeur van de veiligheid inzake kernenergie en dat al de in het register ingeschreven vermeldingen moet behelzen.

Art. 11. Elke persoon die een ingedeeld document of materiaal ontvangt, moet de ontvangst ervan melden door middel van een gedagtekend en ondertekend ontvangstbewijs.

Gaat het om de overmaking van een document of van een materiaal waarvan aan de veiligheidsofficier bericht moet gegeven worden, dan wordt het ontvangstbewijs opgemaakt in twee exemplaren, waarvan een bij het formulier moet worden gevoegd.

Art. 12. L'officier de sécurité tient un registre par catégorie de documents et de matières, dans lequel il mentionne, par ordre chronologique, tous les renseignements qui lui sont communiqués en vertu de l'article 10.

Il tient, en outre, pour chaque catégorie, deux fichiers reproduisant les mentions de son registre, l'un par document ou matière et l'autre par personne détentrice.

Il procède une fois par an au moins au contrôle des documents et matières et, tous les six mois, à un inventaire complet de tous les documents et matières ayant le caractère « très secret ».

Art. 13. En dehors du temps au cours duquel ils sont utilisés, les documents qui ont le caractère « très secret » ou « secret » doivent être enfermés dans des coffres-forts à combinaison secrète.

Ceux qui ont le caractère « confidentiel » doivent l'être dans des classeurs ou armoires solides pourvus d'une serrure de sûreté.

Art. 14. Les documents ayant le caractère « très secret » ne peuvent être transmis que par courrier spécial.

Les documents ayant le caractère « secret » ou « confidentiel » peuvent être transmis par pli recommandé à la poste.

Art. 15. Les documents et matières ayant le caractère « très secret » ou « secret » ne peuvent être détenus ou utilisés que dans des emplacements protégés par un système de sécurité établi, conformément aux instructions du directeur de la sécurité nucléaire, de manière à en empêcher l'accès aux personnes non autorisées.

Art. 16. Les dispositions des articles 7, 13 et 15 sont applicables aux photographies, enregistrements sonores, brouillons, papiers carbone, notes sténographiques, copies imparfaites, stencils et autres reproductions, écrits ou imprimés se rapportant à des documents classifiés, jusqu'à ce qu'ils soient détruits.

Art. 17. Lorsqu'un document classifié a cessé d'être utile, il est restitué à la personne qui l'a transmis.

Aucun document classifié ne peut être détruit en violation des instructions établies par le directeur de la sécurité nucléaire.

Avis de la destruction de tout document classifié sera donné à l'officier de sécurité, de la manière prévue par l'article 10.

Art. 18. Toute personne qui, ayant accès dans des lieux affectés aux recherches ou productions visées à l'article 1^{er} ou à la garde de documents ou matières classifiés, acquiert la connaissance soit de la perte ou de la disparition d'un document ou d'une matière classifié, soit de la communication d'un document, de la remise d'une matière ou de la divulgation d'une information faite en violation de l'article 7, soit de la possession par une personne non qualifiée d'un document, d'une matière ou d'une information classifié, doit en aviser immédiatement la personne désignée en vertu du § 2 de l'article 2.

Cette dernière informe immédiatement l'officier de sécurité de tout fait de l'espèce qui lui est signalé ou dont elle acquiert personnellement connaissance.

CHAPITRE IV. — *Mesures de sûreté applicables aux terrains et bâtiments affectés à des recherches ou productions pour lesquelles il est fait usage d'informations ou de matières classifiées.*

Art. 19. Les terrains et bâtiments affectés à des recherches ou productions pour lesquelles il est fait usage d'informations ou de matières classifiées doivent être soumis, par la personne désignée en vertu du § 2 de l'article 2, à des mesures de sûreté établies, conformément aux instructions du directeur de la sécurité nucléaire, de manière à en empêcher l'accès aux personnes non autorisées.

Art. 12. De veiligheidsofficier houdt per categorie van documenten en van materialen een register, waarin hij volgens de tijdsorde al de inlichtingen vermeldt, die hem krachtens artikel 10 medegedeeld worden.

Hij houdt bovendien voor elke categorie twee kaartverzamelingen, waarin in de ene per document of materiaal en in de andere per persoon die ze onder zich heeft, de vermeldingen van zijn register overgenomen worden.

Ten minste eenmaal 's jaars controleert hij de documenten en materialen en om de zes maanden maakt hij een volledige inventaris op van al de documenten en materialen met het kenmerk « uiterst geheim ».

Art. 13. Buiten de tijd, waarin zij gebruikt worden, moeten de documenten met het kenmerk « uiterst geheim » of « geheim » in brandkasten met geheim letterslot weggesloten worden.

Deze met het kenmerk « vertrouwelijk » moeten weggesloten worden in stevige sorteerdozen of kasten die van een veiligheidsslot voorzien zijn.

Art. 14. De documenten met het kenmerk « uiterst geheim » mogen slechts bij speciale koerier overgemaakt worden.

De documenten met het kenmerk « geheim » of « vertrouwelijk » mogen bij ter post aangetekende brief overgemaakt worden.

Art. 15. De documenten en materialen met het kenmerk « uiterst geheim » of « geheim » mogen slechts bewaard of gebruikt worden in bergplaatsen beschermd door een veiligheidssysteem, dat overeenkomstig de onderrichtingen van de directeur van de veiligheid inzake kernenergie derwijze werd ingericht, dat niet gemachtigde personen er geen toegang toe kunnen hebben.

Art. 16. Het bepaalde in de artikelen 7, 13 en 15 is van toepassing op de fotografieën, de klankbeeldopnamen, het klad, het carbonpapier, de stenografische nota's, onvolkomen afschriften, stencils en andere reproducties, geschriften of drukwerken, die betrekking hebben op ingedeelde documenten, totdat zij vernietigd zijn.

Art. 17. Wanneer een ingedeeld document geen nut meer oplevert, wordt het teruggegeven aan de persoon die het overgemaakt heeft.

Geen enkel ingedeeld document mag met terzijdestelling van de door de directeur van de veiligheid inzake kernenergie vastgestelde onderrichtingen vernietigd worden.

Van het vernietigen van elk ingedeeld document wordt op de bij artikel 10 bepaalde wijze aan de veiligheidsofficier bericht gegeven.

Art. 18. Elke persoon die toegang heeft tot de plaatsen, bestemd voor de in artikel 1 bedoelde opzoeken of producties of voor de bewaring van ingedeelde documenten of materialen en kennis krijgt ofwel van het verlies of de verdwijning van een ingedeeld document of materiaal, ofwel van de mededeling van een document, van de overhandiging van een materiaal of van de ruchtbaarmaking van een informatie, geschied met schending van artikel 7, ofwel van het bezit door een onbevoegd persoon van een ingedeeld document, materiaal of van een ingedeelde informatie, moet er onmiddellijk bericht van geven aan de krachtens § 2 van artikel 2 aangewezen persoon.

Deze laatste geeft aan de veiligheidsofficier onmiddellijk kennis van elk soortgelijk feit, waarop hij opmerkzaam gemaakt wordt of waarvan hij persoonlijk kennis krijgt.

HOOFDSTUK IV. — *Veiligheidsmaatregelen, toepasselijk op de terreinen en gebouwen, bestemd voor opzoeken of producties, waarvoor gebruik gemaakt wordt van ingedeelde informaties of materialen.*

Art. 19. De terreinen en gebouwen, bestemd voor opzoeken of producties, waarvoor gebruik gemaakt wordt van ingedeelde informaties of materialen moeten door de krachtens § 2 van artikel 2 aangewezen persoon onderworpen worden aan veiligheidsmaatregelen die, overeenkomstig de onderrichtingen van de directeur van de veiligheid inzake kernenergie, derwijze worden vastgesteld dat niet gemachtigde personen er geen toegang toe kunnen hebben.

Art. 20. Nul ne peut être admis à pénétrer dans les lieux visés à l'article 19 qu'après vérification de son identité et suivant les conditions à déterminer par le directeur de la sécurité nucléaire.

CHAPITRE V. — *Mesures de sûreté concernant les personnes.*

Art. 21. Pour être admissible à détenir des documents ou matières classifiés, à exercer une activité dans des locaux renfermant de tels documents ou matières, à prendre connaissance d'informations résultant de ces documents ou matières ou à participer au contrôle des mesures de sûreté organisées par le présent arrêté, il faut :

1. être Belge;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être d'une conduite irréprochable;
4. présenter les aptitudes physiques nécessaires et n'être atteint d'aucune anomalie mentale ou psychique;
5. ne se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité;
6. n'adhérer, ni prêter son concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de la nature désignée sous le 5.

Il peut être dérogé à la condition de nationalité, en raison des connaissances spéciales de l'intéressé, par décision du Commissaire à l'énergie atomique.

Art. 22. § 1^{er}. La décision d'admissibilité est prise par le directeur de la sécurité nucléaire sur l'avis émis, après enquête, par l'officier de sécurité.

§ 2. Cette enquête porte sur la personnalité de l'intéressé. Elle doit permettre de déterminer si l'intéressé répond aux conditions fixées par l'article 21 et offre des garanties absolues au point de vue de la discrétion.

S'il s'agit d'une personne qui, pour l'exercice de ses fonctions, doit avoir accès à des locaux où se trouvent des documents ou matières classifiés ne dépassant pas le caractère « confidentiel » ou prendre connaissance d'informations classifiées ne dépassant pas ce caractère ou détenir des documents ou matières de cette nature, l'enquête de l'officier de sécurité consiste au moins en des recherches au casier judiciaire et dans la documentation des autorités judiciaires et administratives.

S'il s'agit d'une personne qui, pour l'exercice de ses fonctions, doit avoir accès à des locaux où se trouvent des documents ou matières ayant le caractère « très secret » ou « secret » ou prendre connaissance d'informations ayant ce caractère ou détenir des documents ou matières de cette nature, l'officier de sécurité procède à une enquête approfondie.

§ 3. Le commissaire à l'énergie atomique peut, dans des cas exceptionnels, permettre que l'accès aux informations classifiées soit accordé à certaines personnes, avant que ne soit terminée l'enquête approfondie prévue par le dernier alinéa du paragraphe précédent, s'il s'avère que cette décision est conforme à l'intérêt national.

Art. 23. Dès que l'officier de sécurité estime que l'enquête est complète, il en transmet le dossier avec son avis, pour décision, au directeur de la sécurité nucléaire.

Le directeur de la sécurité nucléaire peut faire procéder à un complément d'enquête par l'officier de sécurité.

Art. 24. Les personnes ayant fait l'objet d'une décision favorable du directeur de la sécurité nucléaire doivent, avant d'exercer l'activité pour laquelle cette décision était nécessaire, signer une déclaration par laquelle elles reconnaissent

Art. 20. Er mag aan niemand toelating verleend worden om in de in artikel 19 bedoelde plaatsen binnen te treden dan nadat zijn identiteit nagezien werd en mits naleving van de door de directeur van de veiligheid inzake kernenergie te bepalen voorwaarden.

HOOFDSTUK V. — *Veiligheidsmaatregelen betreffende de personen.*

Art. 21. Om toelating te kunnen verkrijgen ingedeelde documenten of materialen onder zich te hebben, een bedrijvigheid uit te oefenen in lokalen, waarin dergelijke documenten of materialen weggesloten zijn, kennis te nemen van informaties, welke uit die documenten of materialen voortkomen, of deel te nemen aan de controle van de door dit besluit ingerichte veiligheidsmaatregelen :

1. moet men Belg zijn;
2. moet men de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3. moet men van onberispelijk gedrag zijn;
4. moet men de nodige lichamelijke geschiktheid bezitten en mag men niet door enige geestes- of zielsanomalie aangetast zijn;
5. mag men zich niet inlaten met enige bedrijvigheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt;
6. mag men niet toetreden tot, noch zijn medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een bedrijvigheid van de door onder 5 opgegeven aard.

Van de voorwaarde inzake nationaliteit kan bij beslissing van de Commissaris voor de atoomenergie afgeweken worden omwille van de speciale kundigheden van de betrokkene.

Art. 22. § 1. De beslissing betreffende de toelaatbaarheid wordt getroffen door de directeur van de veiligheid inzake kernenergie op het na enquête door de veiligheidsofficier uitgebracht advies.

§ 2. Deze enquête loopt over de persoonlijkheid van de betrokkene. Aan de hand ervan moet kunnen uitgemaakt worden of de betrokkene voldoet aan de bij artikel 21 gestelde voorwaarden en uit oogpunt van discretie volstreekte waarborgen biedt.

Gaat het om een persoon die voor de uitoefening van zijn ambt toegang moet hebben tot lokalen, waarin zich ingedeelde documenten of materialen bevinden, die het kenmerk « vertrouwelijk » niet overschrijden, of kennis moet nemen van ingedeelde informaties, die dit kenmerk niet overschrijden, of documenten of materialen van die aard moet onder zich hebben, dan bestaat de enquête van de veiligheidsofficier ten minste uit opzoeken in het strafregister en in de documentatie van de gerechtelijke en bestuursoverheden.

Gaat het om een persoon die voor de uitoefening van zijn ambt toegang moet hebben tot lokalen, waarin zich documenten of materialen bevinden met het kenmerk « uiterst geheim » of « geheim », of kennis moet nemen van informaties met dit kenmerk, of documenten of materialen van die aard moet onder zich hebben, dan doet de veiligheidsofficier een diepgaande enquête.

§ 3. De Commissaris voor de atoomenergie kan in uitzonderlijke gevallen toelaten dat aan zekere personen toegang tot de ingedeelde informaties verleend wordt, voordat de in het laatste lid van vorige paragraaf bepaalde diepgaande enquête geëindigd is, indien blijkt dat die beslissing met 's lands belang strookt.

Art. 23. Zodra de veiligheidsofficier oordeelt dat de enquête volledig is, maakt hij het dossier ervan, samen met zijn advies, voor beslissing over aan de directeur van de veiligheid inzake kernenergie.

De directeur van de veiligheid inzake kernenergie kan de veiligheidsofficier een aanvullende enquête doen instellen.

Art. 24. De personen nopens wie de directeur van de veiligheid inzake kernenergie een gunstige beslissing heeft getroffen, moeten, vooraleer de bedrijvigheid uit te oefenen, waarvoor deze beslissing vereist was, een verklaring ondertekenen,

avoir reçu connaissance des mesures de sûreté et promettent d'en respecter toutes les prescriptions, s'engagent à garder le secret absolu quant aux informations, matières, recherches et méthodes de production soumises à ces mesures, même après avoir cessé d'exercer toute activité en matière nucléaire.

Lorsque l'une de ces personnes cesse, pour une raison quelconque, d'exercer l'activité pour laquelle une décision d'admissibilité était nécessaire, elle doit signer une déclaration par laquelle elle certifie n'avoir plus en sa possession de documents ou matières classifiés ni de notes, photographies ou copies concernant des documents de l'espèce, relatifs à cette activité.

Art. 25. L'officier de sécurité tient les dossiers de toutes les personnes qui ont fait l'objet d'une enquête.

Il tient également un fichier concernant ces personnes, où sont mentionnés les renseignements principaux figurant dans les dossiers.

Si une information nouvelle lui parvient relativement à l'une de ces personnes, il procède, s'il le juge utile, à une enquête complémentaire et soumet éventuellement, avec son avis, le dossier au directeur de la sécurité nucléaire, pour révision de la décision.

CHAPITRE VI. — Dispositions pénales.

Art. 26. Sont punis des peines prévues par l'article 3 de la loi du 4 août 1955, concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire :

1. quiconque, y étant tenu en vertu du présent arrêté, n'applique pas les règles prévues pour la classification des informations, documents ou matières ou n'applique pas les mesures de sûreté prévues par le présent arrêté et quiconque se rend coupable de négligence dans l'application de ces règles ou mesures de sûreté;

2. quiconque, ayant reçu des instructions en vue de l'application du présent arrêté, s'abstient de les exécuter ou se rend coupable de négligence dans leur exécution.

Art. 27. Sont punis des mêmes peines :

1. quiconque n'ayant pas fait l'objet d'une décision favorable du directeur de la sécurité nucléaire ou à l'égard de qui la décision favorable a été annulée, exerce ou continue à exercer une activité pour laquelle une telle décision est nécessaire;

2. quiconque tolère qu'une personne qui n'a pas fait l'objet d'une décision favorable du directeur de la sécurité nucléaire ou à l'égard de laquelle la décision favorable a été annulée, exerce ou continue à exercer une activité pour laquelle une telle décision est nécessaire.

Art. 28. Le directeur de la sécurité nucléaire, l'officier de sécurité et leurs adjoints sont spécialement chargés de la recherche et de la constatation des infractions à la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire et des infractions au présent arrêté.

Art. 29. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

P.-H. SPAAK.

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

Le Ministre des Affaires économiques,

J. REY.

Le Ministre de la Défense Nationale,

A. SPINOY.

waarbij zij erkennen kennis te hebben gekregen van de veiligheidsmaatregelen en beloven al de voorschriften ervan na te leven, zich ertoe verbinden met betrekking tot de aan deze maatregelen onderworpen informatie, materialen, opzoekingen en productiemethodes het volstrekte geheim te bewaren zelfs nadat zij opgehouden hebben enigerlei bedrijvigheid in zake kernenergie uit te oefenen.

Wanneer een dezer personen, om onverschillig welke reden, ophoudt de bedrijvigheid uit te oefenen waarvoor een beslissing betreffende de toelaatbaarheid vereist was, moet hij een verklaring ondertekenen, waarbij hij bevestigt dat hij geen ingedeelde documenten of materialen, noch nota's, fotografieën of afschriften betreffende soortgelijke documenten met betrekking tot deze bedrijvigheid meer onder zich heeft.

Art. 25. De veiligheidsofficier houdt de dossiers van al de personen die het voorwerp van een enquête zijn geweest.

Hij houdt eveneens een kaartverzameling betreffende deze personen, waarin de voornaamste in de dossiers voorkomende inlichtingen vermeld worden.

Indien hem betreffende een dezer personen een nieuwe informatie toekomt, doet hij, indien hij zulks nuttig acht, een aanvullende enquête en legt eventueel het dossier, samen met zijn advies, voor herziening van de beslissing voor aan de directeur van de veiligheid inzake kernenergie.

HOOFDSTUK VI. — Strafbepalingen.

Art. 26. Met de straffen, bepaald bij artikel 3 van de wet van 4 Augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie worden gestraft :

1. al wie er krachtens dit besluit toe verplicht is en de voor de indeling van de informatie, documenten of materialen bepaalde regels niet toepast of de bij dit besluit bepaalde veiligheidsmaatregelen niet toepast en al wie zich schuldig maakt aan verzuim bij de toepassing van die regels of veiligheidsmaatregelen;

2. al wie onderrichtingen met het oog op de toepassing van dit besluit heeft gekregen en zich ervan onthoudt ze uit te voeren of zich schuldig maakt aan verzuim bij de uitvoering ervan.

Art. 27. Met dezelfde straffen worden gestraft :

1. al wie, terwijl geen gunstige beslissing door de directeur van de veiligheid inzake kernenergie te zijnen opzichte getroffen werd of te zijnen opzichte de gunstige beslissing vernietigd werd, een bedrijvigheid, waarvoor dergelijke beslissing vereist is, uitoefent of voort uitoefent;

2. al wie duidt dat een persoon nopens wie de directeur van de veiligheid inzake kernenergie geen gunstige beslissing getroffen heeft of ten opzichte van wie de gunstige beslissing vernietigd werd, een bedrijvigheid, waarvoor dergelijke beslissing vereist is, uitoefent of voort uitoefent.

Art. 28. De directeur van de veiligheid inzake kernenergie, de veiligheids-officier en hun adjuncten zijn inzonderheid belast met de opzoeking en de vaststelling van de inbreuken op de wet van 4 Augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie en van de inbreuken op dit besluit.

Art. 29. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

BAUDOUIN.

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

P.-H. SPAAK.

De Minister van Justitie,

A. LILAR.

De Minister van Economische Zaken,

J. REY.

De Minister van Landsverdediging,

A. SPINOY.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31982.

16 mars 1956. — Un arrêté royal érige le hameau de Gijmel à Langdorp en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Pierre en cette commune.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — ANNEXE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31318.

16 mars 1956. — Un arrêté royal érige l'annexe de Schaarbeek à Alost en paroisse-succursale, sous le vocable de Sainte Anne.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir du point d'intersection des limites séparatives entre les communes de Erpe et de Lede, d'une part, et la ville d'Alost, d'autre part, par : la limite séparative entre cette ville et la commune de Lede, *A.-B.*; la limite séparative entre la dite ville et la commune de Hofstade jusqu'à l'endroit où le chemin de fer de Gand à Alost traverse pour la troisième fois la frontière entre ces deux localités, *B.-C.*; l'axe de cette ligne de chemin de fer jusqu'à la rue dite Kerrebroekstraat, *C.-D.*; l'axe de cette rue, *D.-E.*; l'axe de la route dite Ledebaan, *E.-F.*; l'avenue dite Sint-Annalaan, les deux côtés exclusivement, *F.-G.*; la rue dite Merestraat, jusqu'à la limite séparative entre la ville d'Alost et la commune de Nieuwerkerken, les deux côtés exclusivement, *G.-H.*; la limite séparative entre la ville d'Alost et la commune de Nieuwerkerke, *H.-I.*; la limite séparative entre cette ville et la commune de Erpe, *I.-A.*, conformément au plan annexé au dit arrêté.

DROIT PÉNAL. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES (2).

19 mars 1956. — Loi modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

CODE PÉNAL (3).

19 mars 1956. — Loi complétant le chapitre II du titre I^{er} du livre II du Code pénal.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL D'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 19 OCTOBRE 1951, INSTITUANT UNE COMMISSION POUR LA RÉVISION DES LOIS COORDONNÉES SUR LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES (4).

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1951, instituant une commission pour la revision des lois coordonnées sur les sociétés commerciales,

(1) *Moniteur belge* 21-22-23 mai 1956, n°s 142-143-144.

(2) *Moniteur belge*, 26-27 mars 1956, n°s 86-87.

(3) *Moniteur belge*, 1^{er} avril 1956, n° 92.

(4) *Moniteur belge*, 30 avril-1^{er} mai 1956, n°s 121-122.

ANNEKE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 31982.

16 Maart 1956. — Bij koninklijk besluit is het gehucht Gijmel te Langdorp opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van Sint Pieter aldaar.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — ANNEXE. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 31318.

16 Maart 1956. — Bij koninklijk besluit is de annexe van Schaarbeek te Aalst, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van de Heilige Anna.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van het snijpunt van de grensscheiding tussen de gemeenten Erpe en Lede, enerzijds, en de stad Aalst, anderzijds, door : de grensscheiding tussen deze stad en de gemeente Lede, *A.-B.*; de grensscheiding tussen bedoelde stad en de gemeente Hofstade, tot aan de plaats waar de spoorweg van Gent naar Aalst de grens tussen deze twee localiteiten de derde maal kruist, *B.-C.*; de as van deze spoorweg tot aan de Kerrebroekstraat, *C.-D.*; de as van deze straat, *D.-E.*; de as van de Ledebaan, *E.-F.*; de Sint-Annalaan, de beide zijden uitgesloten, *F.-G.*; de Merestraat tot aan de grensscheiding tussen de stad Aalst en de gemeente Nieuwerkerken, de beide zijden uitgesloten, *G.-H.*; de grensscheiding tussen de stad Aalst en de gemeente Nieuwerkerken, *H.-I.*; de grensscheiding tussen die stad en de gemeente Erpe, *I.-A.*, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

STRAFRECHT. — VERZACHTENDE OMSTANDIGHEDEN (2).

19 Maart 1956. — Wet tot wijziging van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden.

WETBOEK VAN STRAFRECHT (3).

19 Maart 1956. — Wet tot aanvulling van hoofdstuk II van titel I van boek II van het Wetboek van Strafrecht.

MINISTERIEEL BESLUIT TER UITVOERING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 OCTOBER 1951, TOT INSTELLING VAN EEN COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE SAMENGESCHAKELDE WETTEN OP DE HANDELSVENNOOTSCHAPPEN (4).

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 October 1951 tot instelling van een commissie voor de herziening van de samengeschaalde wetten op de handelsvennootschappen,

(1) *Belgisch Staatsblad* 21-22-23 Mei 1956, n^{os} 142-143-144.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 26-27 Maart 1956, n^{os} 86-87.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 1 April 1956, n^o 92.

(4) *Belgisch Staatsblad*, 30 April-1 Mei 1956, n^{os} 121-122.

Arrête :

Article 1^{er}. Sont désignés pour un nouveau terme de deux ans en qualité de :
Président : M. Struye, P., sénateur, ancien ministre, avocat à la Cour de cassation.

Membres-secrétaires :

MM. :

Dieu, J., magistrat, délégué à l'Administration centrale du Ministère de la Justice;
Van der Gucht, J., référendaire adjoint au tribunal de commerce de Bruxelles;
Warnant, J., magistrat, délégué à l'Administration centrale du Ministère de la Justice.

Membres :

MM. :

Ancot, R., sénateur;
Baeteman, G., substitut du procureur du Roi, à Bruges;
Cloquet, A., référendaire au tribunal de commerce de Saint-Nicolas-Waas;
Coart-Frésart, P., professeur à l'Université de Louvain;
Coppens, P., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
De Bougne, A., notaire, à Kalmthout;
del Marmol, Ch., chargé de cours à l'Université de Liège;
Demeur, P., avocat à la Cour de cassation;
De Schrijver, A., ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants;
De Swaef, C., référendaire au tribunal de commerce de Bruxelles;
Douxchamps, Y., inspecteur des finances;
Feye, M., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Francaux, J., juge au tribunal de 1^{re} instance à Charleroi;
Frack, P.-A., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Gils, A., directeur au Ministère de l'Agriculture;
Heenen, J., conseiller juridique à la Banque de la Société Générale de Belgique;
Hendrickx, L., conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles;
Henrion, R., directeur de la Banque de la Société Générale de Belgique;
Huens, A., substitut du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles;
Hossey, J., membre de la Chambre des Représentants;
Janssens, R., juge au tribunal de 1^{re} instance de Gand;
Kirschen, G.-S., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Lagae, A., docteur en droit à Heverlee;
Leleux, P., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Levie, P., agrégé de l'enseignement supérieur;
Limpens, J., professeur aux Universités de Gand et de Bruxelles;
Linard de Guertechin, Ch., secrétaire général du Centre d'Etudes des Sociétés;
Lindermans, J., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Marchant, E., notaire, à Uccle;
Marissiaux, J., avocat à la Cour d'appel de Liège;
Neuman, H., directeur à la Commission bancaire;
Nyssens, J., administrateur-directeur de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie (Brufina);
Parisis, A., membre de la Chambre des Représentants;
Piret, R., conseiller à la Cour de cassation, professeur à l'Université de Louvain;
Raucq, A., notaire, à Bruxelles;
Renauld, J.-G., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles;
Roose, P., avocat, à Courtrai;
Scheyven, R., membre de la Chambre des Représentants;
Tilmans, F., ingénieur-conseil, à Bruxelles;
Vaes, A., avocat, à Anvers;

Besluit :

Artikel 1. Worden, voor een nieuwe termijn van twee jaar, aangeduid als :
 Voorzitter : de heer Struye, P., senator, gewezen minister, advocaat bij
 het Hof van verbreking.

Leden-secretarissen :

De heren :

Dieu, J., magistraat, afgevaardigd bij het Hoofdbestuur van het Ministerie
 van Justitie;
 Van der Gucht, J., adjunct-referendaris bij de rechtbank van koophandel te
 Brussel;
 Warnant, J., magistraat, afgevaardigd bij het Hoofdbestuur van het Ministerie
 van Justitie.

Leden :

De heren :

Ancot, R., senator;
 Baeteman, G., substituut-procureur des Konings, te Brugge;
 Cloquet, A., referendaris bij de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas-
 Waas;
 Coart-Frèsart, P., professor aan de Universiteit van Leuven;
 Coppens, P., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 De Bougne, A., notaris, te Kalmthout;
 del Marmol, Ch., docent aan de Universiteit van Luik;
 Demeur, P., advocaat bij het Hof van verbreking;
 De Schryver, A., minister van Staat, lid van de Kamer van Volksvertegen-
 woordigers;
 De Swaef, C., referendaris bij de rechtbank van koophandel te Brussel;
 Douchamps, Y., inspecteur van financiën;
 Feye, M., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 Francaux, J., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi;
 Franck, P.-A., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 Gils, A., directeur bij het Ministerie van Landbouw;
 Heenen, J., rechtskundig adviseur bij de bank « Banque de la Société Générale
 de Belgique »;
 Hendrickx, L., raadsheer in het Hof van beroep te Brussel;
 Henrion, R., directeur van de bank « Banque de la Société Générale de
 Belgique »;
 Huens, A., substituut-procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel;
 Hossey, J., lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers;
 Janssens, R., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent;
 Kirschen, G.-S., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 Lagae, A., docteur in de rechten, te Heverlee;
 Leleux, P., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 Levie, P., geaggregeerde van het hoger onderwijs;
 Limpens, J., professor aan de Universiteiten van Gent en van Brussel;
 Linard de Guertechin, Ch., secretaris-generaal van het Studiecentrum der
 Vennootschappen;
 Lindemans, J., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 Marchant, E., notaris te Ukkel;
 Marissiaux, J., advocaat bij het Hof van beroep te Luik;
 Neuman, H., directeur bij de Bankcommissie;
 Nyssens, J., administrateur-directeur van de vennootschap « Société de Bru-
 xelles pour la Finance et l'Industrie (Brufina) »;
 Parisis, A., lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers;
 Piret, R., raadsheer in het Hof van verbreking, professor aan de Universiteit
 van Leuven;
 Raucq, A., notaris, te Brussel;
 Renauld, J.-G., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel;
 Roose, P., advocaat, te Kortrijk;
 Scheyven, R., lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers;
 Tilmans, F., ingenieur-adviseur, te Brussel;
 Vaes, A., advocaat, te Antwerpen;

MM. :

Van de Kerckhove, M., référendaire au tribunal de commerce de Courtrai;
 Van der Mensbrugghe, F., avocat à Bruxelles;
 Van der Plancken, C., avocat, à Anvers;
 Van de Velde-Winant, J., avocat près la Cour d'appel de Gand;
 Van Dievoet, G., avocat, à Louvain;
 Van Dionant, R., directeur au Ministère des Finances;
 Van Hee, Z., professeur à l'Université de Louvain;
 Van Reepinghen, Ch., bâtonnier de l'Ordre des Avocats près la Cour d'appel de Bruxelles;
 Van Reepinghen, P., conseiller juridique à la Fédération des Industries belges (F. I. B.);
 Van Ryn, J., professeur à l'Université de Bruxelles;
 Van Tyghem, K., avocat, à Roulers;
 Vervaeck, G., 1^{er} substitut du procureur du Roi, à Bruxelles;
 Verwilghen, P., conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles.

Art. 2. Sont adjoints au secrétariat de la commission pour être affectés à l'une des sections de celle-ci pour un nouveau terme de deux ans.

MM. :

Hubin, P., secrétaire d'administration au Ministère de la Justice;
 Rouserez, M., magistrat, délégué à l'Administration centrale du Ministère de la Justice;
 Winderickx, D., avocat à la Cour d'appel de Bruxelles.

Art. 3. Le secrétaire général du Ministère de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 1956.

A. LILAR.

LOI DU 27 FÉVRIER 1956 MODIFIANT LE DÉLAI DE CITATION DEVANT LES TRIBUNAUX DE POLICE ET LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

Bureau d'étude, litt. R/N° VI.
 Bruxelles, le 27 mars 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

J'attire votre attention sur la loi du 27 février 1956, parue au *Moniteur belge* du 18 mars 1956, qui modifie le délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels.

Pour le Ministre :
 Le Directeur général,
 J. DUPRÉEL.

COMMISSIONS ROGATOIRES. — CONFRONTATION A LA FRONTIÈRE.

Adm. de la Législation, 1^{re} section C.R.P., n° 31034.

Bruxelles le 29 mars 1956.

A MM. les Procureurs Généraux près les Cours d'appel.

A M. l'Auditeur Général près la Cour militaire à Bruxelles.

En examinant la manière dont sont exécutées les confrontations à la frontière, j'ai pu constater qu'il n'y a pas d'uniformité en cette matière.

De heren :

Van de Kerckhove, M., referendaris bij de rechtbank van koophandel te Kortrijk;
 Van der Mensbrugghe, F., advocaat, te Brussel;
 Van der Plancken, C., advocaat, te Antwerpen;
 Van de Velde-Winant, J., advocaat bij het Hof van beroep te Gent;
 Van Dievoet, G., advocaat, te Leuven;
 Van Dionant, R., directeur bij het Ministerie van Financiën;
 Van Hee, Z., professor aan de Universiteit van Leuven;
 Van Reepinghen, Ch., stafhouder van de Orde der Advocaten bij het Hof van beroep te Brussel;
 Van Reepinghen, P., rechtskundig adviseur bij het Verbond der Belgische Nijverheid (V. B. N.);
 Van Ryn, J., professor aan de Universiteit van Brussel;
 Van Tyghem, K., advocaat, te Roeselare;
 Vervaeck, G., 1^e substituut-procureur des Konings te Brussel;
 Verwilghen, P., raadsheer in het Hof van beroep te Brussel.

Art. 2. Worden voor een nieuwe termijn van twee jaar toegevoegd aan het secretariaat van de commissie om aan een van de secties er van te worden verbonden :

De heren :

Hubin, P., secretaris van administratie bij het Ministerie van Justitie;
 Rouserez, M., magistraat, afgevaardigd bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Justitie;
 Winderickx, D., advocaat bij het Hof van beroep te Brussel.

Art. 3. De secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 Maart 1956.

A. LILAR.

WET VAN 27 FEBRUARI 1956 TOT WIJZIGING VAN DE TERMIJN VAN DAGVAARDING VOOR DE POLITIERECHTBANKEN EN DE CORRECTIONELE RECHTBANKEN.

Studiebureau, litt. R, n^o VI.

Brussel, de 27 Maart 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ik vestig uw aandacht op de wet van 27 Februari 1956, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 18 Maart 1956, waarbij de termijn van dagvaarding vóór de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken wordt gewijzigd.

Voor de Minister :

De Directeur-generaal,
 J. DUPRÉEL.

ROGATOIRE OPDRACHTEN. — CONFRONTATIE AAN DE GRENS.

Bestuur der Wetgeving, 1^e sectie C.R.P. n^o 31034.

Brussel, de 29 Maart 1956.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Aan de heer Auditeur-Generaal bij het Militair Gerechtshof te Brussel.

Bij het nagaan van de uitvoeringswijze der confrontaties aan de grens, heb ik kunnen vaststellen, dat er op dat punt geen eenvormigheid heerst.

Ces confrontations ne se font pas toujours, comme il est prescrit par le Code de l'Extradition d'Olivier et Ernst, n° 218, en vertu d'une commission rogatoire transmise par la voie diplomatique.

Bien que mon département n'ait jamais donné d'autres instructions, dans certains arrondissements les confrontations à la frontière ont lieu à la suite d'une correspondance directe, échangée entre les parquets belges et l'autorité judiciaire étrangère.

D'aucuns ont estimé que cette procédure pouvait être suivie, d'une part, lorsque dans certains cas une action urgente s'impose et, d'autre part, parce que les confrontations à la frontière ne sont pas considérées comme l'exécution d'une commission rogatoire.

Or, lorsqu'un juge d'instruction, à la requête de l'autorité judiciaire étrangère, fait conduire un détenu à la frontière et l'y interroge en présence de cette autorité et selon les indications de celle-ci, son rôle n'est pas purement passif, mais il poursuit activement l'exécution de la commission rogatoire qui lui a été adressée.

En ce qui concerne le manque de célérité résultant éventuellement de la transmission de la commission rogatoire par la voie diplomatique, il peut y être remédié en recourant à la procédure d'urgence, qui consiste dans la transmission directe à l'autorité judiciaire étrangère de l'original de la commission rogatoire, tandis qu'un duplicata est envoyé par la voie diplomatique.

Aussi, convient-il que les parquets, en vue d'obtenir l'autorisation prévue par l'article 139 de la loi du 18 juin 1869, transmettent à mon département les demandes de confrontations à la frontière, qui leur sont adressées directement par l'autorité étrangère.

D'autre part, lorsqu'en raison de l'urgence ils adressent eux-mêmes directement pareilles demandes à l'autorité judiciaire étrangère, il s'indique également qu'ils m'en transmettent un duplicata en vue de son acheminement par la voie diplomatique.

Je vous prie, dès lors, de bien vouloir veiller à ce que les confrontations à la frontière, dans l'un et dans l'autre cas, se fassent toujours en vertu de commissions rogatoires régulières transmises par la voie diplomatique, comme il est prescrit par le Code de l'Extradition, n° 218.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
CH. GÉRARD.

PERSONNEL DE SURVEILLANCE. — RÉGIME DES CONGÉS.

Bureau d'étude, litt. R, n° 111.

Bruxelles, le 31 mars 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

La diminution progressive de l'effectif du personnel de surveillance, résultant de l'arrêt de recrutement, a placé l'administration devant de nombreuses difficultés, notamment en ce qui concerne l'octroi des congés aux surveillants.

Il en est résulté que certains agents n'ont pu bénéficier de l'entièreté du congé auquel ils avaient droit.

Un recrutement partiel est cependant en cours et permet d'espérer une amélioration de la situation.

Pour promouvoir le redressement unanimement souhaité, il est indispensable que les chefs d'établissement consacrent une attention toute spéciale à la question et s'efforcent plus que jamais de réaliser une équitable répartition des congés entre les membres du personnel de surveillance.

A cet effet, je crois utile de vous donner les directives suivantes, qui permettront aux agents de choisir leur congé de manière plus rationnelle et de constater que le principe d'une saine justice distributive est respecté.

Niet steeds geschieden deze confrontaties, zoals voorgeschreven door de « Code de l'Extradition » van Olivier en Ernst, n° 218, ingevolge een langs diplomatieke weg overgemaakte, rogatoire commissie.

Alhoewel mijn departement nooit andere onderrichtingen gegeven heeft, toch hebben in sommige arrondissementen de confrontaties aan de grens plaats na rechtstreekse briefwisseling tussen de Belgische parketten en de vreemde rechterlijke overheid.

Sommigen hebben gemeend dat deze procedure kon aangewend worden, enerzijds, door de noodzakelijkheid in zekere gevallen vlug te handelen en anderzijds, omdat de confrontaties aan de grens niet beschouwd worden als de uitvoering van een rogatoire commissie.

Wanneer evenwel een onderzoeksrechter een gevangene, op verzoek van de buitenlandse rechterlijke overheid, naar de grens doet leiden en hem daar in haar tegenwoordigheid en volgens haar aanduidingen ondervraagt, dan is zijn rol niet louter passief, maar treedt hij actief op om de hem toegestuurde rogatoire opdracht te vervullen.

Wat betreft het gebrek aan vlugheid, dat eventueel zou kunnen gepaard gaan met het volgen van de diplomatieke weg, hieraan kan worden verholpen door het volgen van de spoedprocedure, die erin bestaat de originele rogatoire commissie rechtstreeks aan de bevoegde rechterlijke overheid te sturen, terwijl een kopij langs diplomatieke weg overgemaakt wordt.

Met het oog op het bekomen van de bij artikel 139 van de wet van 18 juni 1869 voorziene machtiging, zullen de parketten aldus aan mijn departement alle aanvragen tot confrontatie aan de grens overmaken, die hun rechtstreeks door de vreemde rechterlijke overheid toegestuurd werden.

Ook wanneer zij zelf, wegens hoogdringendheid, dergelijke aanvragen rechtstreeks tot de vreemde rechterlijke overheid richten, moet mij een kopij daarvan toegestuurd worden die langs diplomatieke weg zal overgemaakt worden.

Ik verzoek u derhalve er de hand te willen aan houden opdat de confrontaties aan de grens, zowel in het ene als in het andere geval, steeds zouden geschieden ingevolge een regelmatig, langs diplomatieke weg overgemaakte rogatoire commissie, zoals voorzien bij de « Code de l'Extradition », n° 218.

Voor de Minister :
De Directeur-generaal,
CH. GÉRARD.

BEWAARDERSPERSONEEL. — VERLOFREGELING.

Studiebureau, litt. R., n° III.

Brussel, de 31 Maart 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen,

Ingevolge de geleidelijke daling van het effectief van het bewaarderspersoneel, welke voortvloeit uit de wervingsstop, ondervond het bestuur talrijke moeilijkheden, onder meer wat het toekennen van verlof aan de bewaarders betreft.

Het gevolg daarvan was dat sommige personeelsleden niet al het verlof, waarop zij recht hadden, hebben kunnen genieten.

Er is evenwel een gedeeltelijke aanwerving aan gang zodat een verbetering van de toestand kan worden verwacht.

Om de eenparig gewenste verbetering te bevorderen, is het onontbeerlijk dat de hoofden van de inrichting aan de kwestie een gans bijzondere aandacht wijden en zich meer dan ooit inspannen om een billijke verdeling van de verloven onder de leden van het bewaarderspersoneel tot stand te brengen.

Te dien einde acht ik het nuttig u de volgende richtlijnen te verstrekken waardoor de personeelsleden hun verlof op rationeler wijze zullen kunnen kiezen en zullen kunnen bevinden dat het principe van een gezonde gerechtigde billijkheid wordt in acht genomen.

A. Repos périodiques.

Le tableau des repos périodiques, établi pour un an conformément au modèle ci-joint (annexe 1), sera affiché cette année dans le plus bref délai possible et, à l'avenir, avant le commencement de l'année à laquelle il se rapporte.

Ce tableau doit être établi d'après les instructions de mes circulaires du 26 juin 1952, n° 461 R/III/IV et du 29 mars 1954, n° 523 R/III.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas limitatives en ce sens que la fréquence des repos le dimanche et les jours fériés devra être élargie dans toute la mesure du possible.

Il est bien entendu que l'affichage du tableau prévu par ma circulaire du 29 mars 1954 reste prescrit.

B. Congés de vacances.

Les règles actuellement en vigueur pour les congés de vacances seront strictement observées.

Lors de l'examen des demandes introduites en vue des congés à prendre dans les limites de la période privilégiée, il convient de prévoir la marge de sécurité strictement indispensable pour faire face aux congés extraordinaires et de maladie.

C. Tableau indicateur des congés de vacances et des congés compensatoires.

Composé de douze tableaux mensuels d'après le modèle ci-joint (annexe 2), cet indicateur mentionnera tous les congés de vacances et congés compensatoires. Il sera affiché dans les délais prévus ci-dessus pour le tableau des repos périodiques et complété par le chef-surveillant ou son remplaçant, au fur et à mesure de l'octroi de ces congés.

Pour autant que possible, il indiquera le nombre de jours de congé qui pourront être octroyés quotidiennement. Cette indication ne peut cependant avoir qu'une valeur relative en raison des congés extraordinaires et de maladie pouvant survenir.

Toutes dispositions utiles seront prises pour placer les tableaux mensuels dans un encadrement vitré muni d'une serrure dont la clef sera conservée par le chef-surveillant ou son remplaçant.

D. Agenda des congés.

Le chef surveillant ou son remplaçant tiendra personnellement dès maintenant un agenda dans lequel il inscrira à l'encre tous les congés des vacances et les congés compensatoires octroyés.

Cet agenda sera visé journallement par le directeur.

Remarque :

Si dans certains grands établissements il s'avérait impossible de respecter intégralement les instructions reprises sous litt. C, il conviendrait cependant d'afficher, à la date du 30 avril de chaque année, le tableau des congés s'étendant sur une période de dix jours consécutifs au moins, accordés dans les limites de la période privilégiée.

En pareille hypothèse, tout agent pourra s'adresser au chef surveillant ou à son remplaçant pour consulter l'agenda des congés dont il est question sous litt. D.

En outre, toujours dans la même hypothèse, un rapport me sera transmis, indiquant les raisons pour lesquelles le système d'affichage prescrit au litt. C n'est pas intégralement appliqué.

Pour le Ministre :
Le directeur général,
J. DUPRÉEL.

A. Periodiek verlof.

De tabel van het periodiek verlof, voor één jaar opgemaakt overeenkomstig het hierbijgevoegd model (bijlage I), dient dit jaar zo spoedig mogelijk en in de toekomst vóór het begin van het jaar waarop zij betrekking heeft, aangeplakt.

Die tabel moet worden opgemaakt volgens de onderrichting van mijn omzendingen van 26 Juni 1952, n° 461 R/III/IV, en van 29 Maart 1954, n° 523 R/III.

Die bepalingen zijn evenwel niet beperkend in die zin dat in de mate van het mogelijke veelvuldiger verlof op Zondag en op de feestdagen zal moeten toegestaan worden.

Het is wel verstaan dat het aanplakken van de tabel, bepaald bij mijn omzending van 29 Maart 1954, voorgeschreven blijft.

B. Vacantieverlof.

De thans geldende regels voor het vacantieverlof dienen strikt nageleefd.

Bij het onderzoeken van de aanvragen, ingediend met het oog op het binnen de perken van de bevoorrechte periode te nemen verlof, dient de zekerheidsmarge in het vooruitzicht genomen die strikt noodzakelijk is om te voorzien in de buitengewone en ziekteverloven.

C. Aanwijzer van het vacantieverlof en van het compensatieverlof.

Samengesteld uit twaalf maandelijks tabellen volgens het hierbijgevoegd model (bijlage 2), zal deze aanwijzer al de vacatie- en compensatieverloven vermelden. Hij dient aangeplakt binnen de hiervoren voor de tabel van het periodiek verlof bepaalde termijnen en aangevuld door de hoofdbewaarder of zijn plaatsvervanger naarmate die verloven toegekend worden.

Voor zover het mogelijk is, zal hij het aantal verlofdagen aanwijzen die dagelijks zullen kunnen toegekend worden. Deze aanwijzing mag echter slechts een betrekkelijke waarde hebben omdat het kan voorvallen dat er buitengewone en ziekteverloven dienen toegekend.

Alle nuttige schikkingen dienen getroffen om de maandelijks tabellen te hangen in een met glas afgedekte lijst, voorzien van een slot, waarvan de sleutel door de hoofdbewaarder of zijn plaatsvervanger dient bewaard.

D. Verlofagenda.

De hoofdbewaarder of zijn plaatsvervanger zal van nu af een agenda houden, waarin hij met inkt al de toegekende vacatie- en compensatieverloven zal inschrijven.

Die agenda dient dagelijks door de bestuurder gevisieerd.

Opmerking :

Moest het in sommige grote inrichtingen onmogelijk blijken de onder litt. C. vermelde onderrichtingen volledig in acht te nemen, dan dient evenwel de tabel der verloven over een periode van ten minste tien opeenvolgende dagen, toegestaan binnen de perken van de bevoorrechte periode, op 30 April van elk jaar aangeplakt.

In dergelijk geval kan elk personeelslid zich tot de hoofdbewaarder of zijn plaatsvervanger wenden om de verlofagenda waarvan sprake is onder litt. D. in te zien.

Daarenboven dient mij, in hetzelfde geval altijd, een verslag overgemaakt, waarin de redenen waarom het in litt. C. voorgeschreven aanplakkingssysteem niet volledig werd toegespast, worden opgegeven.

Voor de Minister,
De directeur-generaal,
J. DUPRÉEL.

94

31 mars 1956.

Tabel van de periodieke rust der personeelsleden die aan de Zondagdienst deelnemen

[illegible]

31 Maart 1956.

Tableau indicateur des congés de vacances et des congés compensatoires.

96

Mois de

		1	2	3	4	5	6	7	etc.
Dimanche	1								
Lundi	2								
Mardi	3								
Mercredi	4								
Jeudi	5								
Vendredi	6								
Samedi	7								
Dimanche	8								
Lundi	9								
etc.									

31 mars 1956.

N. B. 1. Le nombre des jours de congé qui pourront être octroyés quotidiennement sera indiqué au moyen d'un trait à l'encre rouge, comme il est indiqué ci-dessus (Voir ici filets pointillés).

2. Il convient d'inscrire les noms des agents en congé dans la partie supérieure de chaque case, de manière à pouvoir, en cas de nécessité, mentionner en dessous le nom d'un remplaçant.

Aanwijzer van de vakantie- en compensatieverloven.

Maand

		1	2	3	4	5	6	7	enz.
Zondag	1								
Maandag	2								
Dinsdag	3								
Woensdag	4								
Donderdag	5								
Vrijdag	6								
Zaterdag	7								
Zondag	8								
Maandag	9								
enz.									

31 Maart 1956.

N. B. 1. Het aantal verlofdagen die dagelijks kunnen verleend worden, dient aangeduid door een streep met rode inkt, zoals hierboven aangegeven. (Zie puntlijnen.)

2. De namen van de met verlof zijnde personeelsleden dienen in het bovengedeelte van ieder vak ingeschreven, zodat, wanneer dit nodig is, de naam van een plaatsvervanger daaronder kan worden vermeld.

97

14 avril/8 mai 1956.

MENDIANTS ET VAGABONDS. — MASSE DE SORTIE.

Bureau d'étude, litt. R., n° X.
Bruxelles, le 14 avril 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Je vous prie de noter qu'à partir du 15 avril 1956, le chiffre de la masse de sortie, prévu à l'article 17 de la loi du 27 novembre 1891, est porté de 700 francs à 1 000 francs pour les mendiants et vagabonds internés dans une maison de refuge.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

BUDGET (1).

23 avril 1956. — Loi contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956.

PERSONNEL DE SURVEILLANCE. — RÉGIME DES CONGÉS.

Personnel, litt. D., n° 1002.
Bruxelles, le 23 avril 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Comme suite à la circulaire du 31 mars 1956, Bureau d'étude, litt. R., n° III, je vous prie d'inviter le chef surveillant à vous remettre, avec son avis, les demandes de congé, dans les vingt-quatre heures de leur introduction.

Vous voudrez bien statuer le plus tôt possible.

A partir de ce jour, vous êtes compétent pour accorder aux membres du personnel de surveillance, la totalité des congés de vacances et les congés compensatoires.

L'Administration centrale, Service du personnel des établissements pénitentiaires, ne devra plus être consultée qu'en cas de conflit et pour l'octroi de tous les autres congés.

Pour le Ministre :
Le Directeur,
A. MASSART.

CANTON DE JUSTICE DE PAIX DE ROCHEFORT. — NOTARIAT (2).

Serv. gén. Pers., n° 42321.

8 mai 1956. — Par arrêté royal, le nombre des notaires du canton de la justice de paix de Rochefort est réduit à deux.

La troisième résidence de Rochefort, vacante par suite du décès de M. Martin, est supprimée.

(1) *Moniteur belge*, 26 avril 1956, n° 117.

(2) *Moniteur belge*, 13 mai 1956, n° 136.

BEDELAARS EN LANDLOPERS. — UITGANGSMASSA.

Studiebureau, litt. R., n° X.

Brussel, de 14 April 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ik verzoek u er nota te willen van nemen dat, vanaf 15 April 1956, het bedrag van de uitgangsmassa, voorzien door artikel 17 van de wet van 27 November 1891, voor de in een toevluchtshuis geïnterneerde landlopers en bedelaars van 700 frank op 1 000 frank gebracht wordt.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

BEGROTING (1).

23 April 1956. — Wet houdende de begroting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1956.

BEWAKINGSPERSONEEL. — REGIEM DER VERLOVEN.

Personeel, litt. D., n° 1002.

Brussel, de 23 April 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ingevolge de omzendbrief van 31 Maart 1956, Studiebureau, litt. R., n° III, verzoek ik u de hoofdbewaarder uit te nodigen u de aanvragen tot verlof, met zijn advies, binnen de vier en twintig uren voor te leggen.

U zult zo spoedig mogelijk hieromtrent een beslissing willen nemen.

Vanaf heden zijt u competent om al het vacantie- en compensatieverlof aan het bewakingspersoneel te verlenen.

Het Hoofdbestuur, Dienst van het personeel der strafinrichtingen, zal nog slechts in geval van betwisting en voor het toekennen van al de andere verloven dienen geconsulteerd te worden.

Voor de Minister :
De Directeur,
A. MASSART.

KANTON VAN HET VREDEGERECHT ROCHEFORT. — NOTARIAAT (2).

Alg. Diensten, Pers., n° 42321.

8 Mei 1956. — Bij koninklijk besluit, is het aantal notarissen van het kanton van het vrederecht Rochefort op twee teruggebracht.

De derde standplaats, die te Rochefort vacant is ten gevolge van het overlijden van de heer Martin, is afgeschaft.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 26 April 1956, n° 117.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 13 Mei 1956, n° 136.

SÉMINAIRE (FONDATION DE BOURSE D'ÉTUDE). — FABRIQUE D'ÉGLISE.
ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF. — LEGS (1).

Administration des Cultes, Dons et Legs, Fondations.

2^e section, litt. D. L., n° 4816.

Bruxelles, le 12 mai 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le testament du 18 février 1951, par lequel Mme Forthomme (M.), veuve de M. Maurice (Fr.), sans profession, demeurant à Lamorteau, y décédée le 1^{er} mars 1955, dispose notamment comme suit :

- « ... Je lègue à la Fabrique de l'église Saint-Pierre de Bastogne...
- » 4^e la somme de cinquante mille francs pour la célébration de messes basses pour le repos de mon âme;
- » 5^e la somme de cinq mille francs pour la célébration de messes basses pour le repos des âmes de mes parents et de mon frère Pierre Forthomme;
- » 6^e la somme de trois mille francs pour la célébration de messes basses pour le repos de l'âme de mon mari F. Maurice;
- » 7^e la somme de dix mille francs dont les revenus doivent être employés par la dite Fabrique à l'entretien de notre concession au cimetière de Bastogne. Concession Maurice...
- » 8^e la somme de quarante mille francs qui devra être versée à l'Œuvre du Sacerdoce du Grand Séminaire de Namur, pour la fondation d'une bourse d'étude et dont la somme devra être affectée à aider des étudiants en théologie. La préférence étant donnée aux étudiants de Bastogne, puis du doyenné de Bastogne, puis les autres...
- » Je lègue aux Sœurs Conceptionnistes de Bastogne la somme de huit mille francs, libre de tous droits...
- » Je laisse la somme de trois mille francs dont les revenus doivent être employés par la dite Fabrique à l'entretien de notre concession au cimetière de Bastogne : concession de mes parents Forthomme-Hinck
- » ... je veux que le legs fait à la Fabrique de l'église de Bastogne soit acquitté en entier et par préférence aux autres... »;

Vu les délibérations et les avis y relatifs;

Vu les pièces de l'instruction, d'où il résulte que la communauté des Sœurs Conceptionnistes de Bastogne s'identifie avec l'association sans but lucratif « Monastère des Religieuses Conceptionnistes de Bastogne », établie à Bastogne;

Considérant que le legs fait à l'association sans but lucratif précitée est de nature à permettre à celle-ci de réaliser l'objet en vue duquel elle s'est constituée;

Vu les articles 910 et 937 du Code civil, 59 du décret du 30 décembre 1809, 76-3^e de la loi communale, 31 de la loi du 19 décembre 1864, 1^{er} de l'arrêté royal du 19 décembre 1865 et le titre IV du décret du 6 novembre 1813 ainsi que l'article 16 de la loi du 27 juin 1921 et le tarif des services religieux, approuvé par arrêté du Régent du 30 janvier 1946;

(1) *Moniteur belge* des 28-29 mai 1956, n° 149-150.

SEMINARIE (STUDIEBEURZENSTICHTING). — KERKFABRIEKEN.
VERENIGING ZONDER WINSTOOGMERKEN. — LEGATEN (1).

Bestuur der Erediensten, Schenkingen en Legaten, Stichtingen.

2° sectie, litt. S. L., n° 4816.

Brussel, de 12 Mei 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het testament van 18 Februari 1951, waarbij Mevr. Forthomme (M.), weduwe van de heer Maurice (Fr.), zonder beroep, wonende te Lamorteau, aldaar overleden op 1 Maart 1955, onder meer de volgende schikkingen treft :

(Vertaald) « ... Ik vermaak aan de Fabriek der kerk van de Heilige-Petrus, te Bastenaken...

» 4° de som van vijftig duizend frank voor het celebreren van gelezen missen voor mijn zielerust;

» 5° de som van vijf duizend frank voor het celebreren van gelezen missen voor de zielerust van mijn ouders en van mijn broeder Pierre Forthomme;

» 6° de som van drie duizend frank voor het celebreren van gelezen missen voor de zielerust van mijn echtgenoot F. Maurice;

» 7° de som van tien duizend frank waarvan de opbrengst door bedoelde Fabriek moet worden aangewend voor het onderhoud van ons eigen graf op de begraafplaats te Bastenaken. Graf Maurice...

» 8° de som van veertig duizend frank welke aan het Werk van het Priesterschap van het Groot Seminarie te Namen zal moeten worden uitgekeerd voor de stichting van een studiebeurs waarvan het bedrag zal dienen aangewend voor hulp aan studenten in de godgeleerdheid, met voorkeur voor de studenten van Bastenaken, vervolgens die van de dekenij Bastenaken, daarna de anderen...

» Ik vermaak aan de Zusters Conceptionisten te Bastenaken de som van acht duizend frank, vrij van alle rechten...

» Ik vermaak de som van drie duizend frank waarvan de opbrengst door bedoelde Fabriek moet worden aangewend voor het onderhoud van ons eigen graf op de begraafplaats te Bastenaken : eigen graf van mijn ouders Forthomme-Hinck...

» ... wil ik dat het aan de Fabriek der kerk te Bastenaken vermaakte legaat volledig en met voorrang op de andere zou worden uitbetaald... »;

Gezien de desbetreffende beraadslagingen en adviezen;

Gezien de stukken van het onderzoek, waaruit blijkt dat de gemeenschap der Zusters Conceptionisten te Bastenaken overeenstemt met de vereniging zonder winst oogmerken « Monastère des Religieuses Conceptionnistes de Bastogne », gevestigd te Bastenaken;

Overwegende dat het aan voormelde vereniging zonder winst oogmerken vermaakte legaat deze in de gelegenheid kan stellen het doel, waarvoor zij werd opgericht, te bereiken;

Gelet op de artikelen 910 en 937 van het Burgerlijk Wetboek, 59 van het decreet van 30 December 1809, 76-3° van de gemeentewet, 31 van de wet van 19 December 1864, 1 van het koninklijk besluit van 19 December 1865 en op titel IV van het decreet van 6 November 1813, alsmede op artikel 16 van de wet van 27 Juni 1921 en op het tarief van kerkdiensten, goedgekeurd bij besluit van de Regent dd. 30 Januari 1946;

(1) *Belgisch Staatsblad* van 28-29 Mei 1956, n° 149-150.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Fabrique de l'église Saint-Pierre à Bastogne et l'association sans but lucratif « Monastère des Religieuses Conceptionnistes de Bastogne », établie à Bastogne, sont autorisées à accepter les legs qui leur sont faits.

Art. 2. Le bureau administratif du Séminaire de Namur est autorisé à accepter le legs fait en vue d'une fondation de bourse d'étude.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
LILAR.

CULTE PROTESTANT. — PASTEUR-PRÉSIDENT DU SYNODE. — TRAITEMENT (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 22501 A.

15 mai 1956. — Un arrêté royal attache un traitement annuel de 242 000 (deux cent quarante-deux mille) francs, à charge de l'Etat, à partir du 1^{er} janvier 1955, à la place de pasteur-président du Synode de l'Union des Eglises protestantes-évangéliques de Belgique.

NOUVELLE COMPOSITION DES TROUSSEAUX DES ÉLÈVES.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs. Service économique, n° 117.

Bruxelles, le 15 mai 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

La circulaire du 19 septembre 1951, émarginée comme la présente, a fixé la composition des trousseaux fournis aux mineurs placés dans les Etablissements d'Education de l'Etat.

L'expérience a démontré qu'il y a lieu de procéder à une modification des trousseaux, dont vous trouverez ci-après la nouvelle composition :

1. *Trousseau individuel du mineur placé dans un établissement de l'Etat.*

A. Articles attribués en propre à l'élève
(trousseau par élève présent).

1. Vêtements :

- | | | |
|--|---|---|
| 1 pantalon ou culotte | } | costume du dimanche; |
| 1 veste | | |
| 1 veste ou blouson | } | en velours ou en drap, pour la semaine en période froide; |
| 2 pantalons ou culottes | | |
| 2 vestes ou blousons | } | en tissu gabardine, pour la semaine, saison chaude; |
| 3 pantalons ou shorts | | |
| 1 loden ou duffel-coat ou trench-coat; | | |
| 2 pull-over (avec ou sans manches). | | |

(1) *Moniteur belge*, 27 juin 1956, n° 176.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de Fabriek der kerk van de Heilige-Petrus te Bastenaken en aan de vereniging zonder winstoogmerken « Monastère des Religieuses Conceptionnistes de Bastogne », gevestigd te Bastenaken, wordt machtiging verleend tot het aanvaarden van de hun vermaakte legaten.

Art. 2. Aan het bestuurscollege van het Seminarie te Namen wordt machtiging verleend tot het aanvaarden van het met het oog op de stichting van een studiebeurs vermaakte legaat.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

BAUDOUIN.

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
LILAR.

PROTESTANTSE EREDIENST.
PREDIKANT-VOORZITTER VAN DE SYNODE. — WEDDE (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 22501 A.

15 Mei 1956. — Bij koninklijk besluit is, met ingang van 1 Januari 1955, een jaarwedde van 242 000 (tweehonderd twee en veertig duizend) frank, op Staatsgelden verbonden, aan de plaats van predikant-voorzitter van de Synode van de Vereniging der Protestants Evangelische Kerken in België.

NIEUWE SAMENSTELLING VAN DE UITZETTEN DER LEERLINGEN.

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve diensten. Economische dienst, n^o 117.

Brussel, 15 Mei 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Bij omzendbrief van 19 September 1951, zelfde kanttekening als deze, werd de samenstelling bepaald van de uitzetten der minderjarigen geplaatst in de rijksopvoedingsgestichten.

Uit de ondervinding is gebleken dat de samenstelling van de uitzetten moet gewijzigd worden.

Hieronder volgt de nieuwe samenstelling van deze uitzetten.

1. *Individuele uitzet van een minderjarige geplaatst in een rijksopvoedingsgesticht.*

A. Artikelen die eigen zijn aan elke leerling
(uitzet per aanwezige leerling) :

1. Kledingstukken :

- | | | |
|--|---|---|
| 1 vest | } | Zondagse kleren; |
| 1 lange of korte broek | | |
| 1 vest of blouson | } | in fluweel of in laken, voor de week, gedurende de winterperiode; |
| 2 lange of korte broeken | | |
| 2 vesten of blousons | } | in gabardineweefsel, voor de week, gedurende de zomerperiode; |
| 3 lange broeken of shorts | | |
| 1 loden, of duffel-coat, of trench-coat; | | |
| 2 pull-overs (met of zonder mouwen). | | |

(1) *Belgisch Staatsblad*, 27 Juni 1956, n^o 176.

2. Lingerie et sous-vêtements :

- 2 ceintures en cuir;
- 5 chemises (dont 2 de dimanche);
- 5 camisoles;
- 5 caleçons;
- 6 paires de chaussettes ou de bas;
- 6 mouchoirs;
- 2 cravattes;
- 2 pyjamas.

3. Chaussures :

- 2 paires de souliers ou bottines;
- 1 paire de sandales en cuir;
- 1 paire de pantoufles de repos.

4. Articles de toilette :

- 1 peigne;
- 1 brosse à ongles;
- 1 brosse à dents;
- 1 boîte de savon dentifrice;
- 1 nécessaire à raser (1 rasoir de sûreté, 1 blaireau, 1 savonnière avec savon) facultatif;
- 1 peigne de poche.

5. Articles de sport :

- 1 caleçon de bain;
- 2 culottes de gymnastique;
- 2 singlets de gymnastique;
- 1 paire de chaussures de gymnastique (du type bain de mer, tennis ou basketball).

6. Sur-vêtements de travail :

- 3 salopettes (du genre mécanicien, jardinières, pare-poussières, tabliers de cordonnier avec plastron en cuir).

B. Articles non individualisés,
mis à la disposition des sections, des ateliers ou des services.

1. Chaque section dispose pour les besoins de son effectif normal :

a) par élève, de :

- 1 bonnet basque (facultatif);
- 1 écharpe (facultatif);
- 1 brosse à habits;
- 1 brosse à cirage;
- 1 brosse à reluire;
- 5 gants de toilette;
- 5 essuies de toilette;
- 2 paires de draps de lit;
- 4 couvertures (dont 2 au moins en laine);
- 1 couvre-lit;
- 2 serviettes de table;

b) pour son service en propre, de :

- une quantité de chapes en caoutchouc
 - une quantité de draps de lit
 - une quantité de sabots en caoutchouc;
 - 2 serviettes de coiffeur en toile blanche;
 - 3 nappes par table.
- } pour les incontinents;

2. Chaque atelier dispose, par élève :

- 3 essuies d'atelier.

2. Linnen en ondergoed :

- 2 broekriemen in leder;
- 5 hemden (waarvan 2 voor de Zondag);
- 5 onderlijfjes;
- 5 onderbroeken;
- 6 paar sokken of kousen;
- 6 zakdoeken;
- 2 dassen;
- 2 pyjama's.

3. Schoeisel :

- 2 paar schoenen of bottines;
- 1 paar lederen sandalen;
- 1 paar rustpantoffels.

4. Toiletartikelen :

- 1 kam;
- 1 nagelborstel;
- 1 tandenborstel;
- 1 doosje met tandpasta;
- 1 scheergerief (1 veiligheidsscheermes, 1 scheerkwastje, 1 zeepdoosje met zeep) facultatief;
- 1 zakkammetje.

5. Sportartikelen :

- 1 zwembroek;
- 2 turnbroeken;
- 2 borstrokken;
- 1 paar turnpantoffels (van het type bad-, tennis- of basket-ballschoenen).

6. Werkklederen :

- 3 morspakken (van één der volgende types : werktuigkundige, hovenier, stofjas, schoenmakersschort met borstlap in leder).

B. Niet geïndividualiseerde artikelen, ter beschikking gesteld van de secties, de werkhuizen of de diensten.

1. Iedere sectie beschikt, voor de behoeften van haar normaal effectief :

a) per leerling, over :

- 1 alpenmuts (facultatief);
- 1 sjerp (facultatief);
- 1 kleebrorstel;
- 1 blinkborstel;
- 1 schoenborstel;
- 5 washandjes;
- 5 toilethanddoeken;
- 2 paar beddelakens;
- 4 dekens (waarvan ten minste 2 in wol);
- 1 bedsprei;
- 2 tafelservetten.

b) voor haar eigen dienst, over :

- 1 hoeveelheid gummi-overtrekken;
 - 1 voorraad beddelakens
- voor de bedwateraars;
- 1 hoeveelheid gummiklonten;
 - 2 overtrekken voor kapper in wit linnen;
 - 3 tafellakens per tafel.

2. Elke werkplaats beschikt, per leerling, over :

- 3 werkhuishanddoeken.

3. Les services :

La cuisine dispose :

a) d'une dotation d'essuies à vaisselle, de tabliers en caoutchouc et de sabots en caoutchouc;

b) pour chaque élève (aidant dans la cuisine), et pour le cuisinier, de 3 tenues de cuisine composées d'une veste, d'un pantalon et d'un bonnet en toile blanche.

La boulangerie dispose :

a) d'une dotation d'essuies d'atelier;

b) pour chaque élève (aidant dans la boulangerie), et pour le boulanger, de 3 tenues de boulanger composées d'une veste, d'un pantalon, d'un bonnet en toile blanche et d'une paire de sandales-tennis blanches.

L'infirmerie et le cabinet médical disposent :

a) par lit : 1° d'une robe de chambre en molleton;

2° de trois paires de draps de lit;

3° d'une quantité de chapes en caoutchouc;

b) pour le personnel-médecin et infirmier de :

3 blouses en toile blanche } par agent;

6 essuie mains

*
* *

II. Tenue portée par le mineur transféré d'un établissement dans un autre établissement ressortissant à l'Office.

Le mineur emporte les articles suivants *prélevés sur son trousseau individuel* :

- 1 veste
- 1 pantalon ou culotte } costume du dimanche;
- 1 loden, ou duffel-coat, ou trench-coat;
- 1 pull-over;
- 1 ceinture en cuir;
- 1 chemise;
- 1 canisole;
- 1 caleçon;
- 1 paire de chaussettes ou de bas;
- 1 cravate;
- 1 paire de souliers;
- 2 mouchoirs de poche;
- 1 peigne;
- 1 brosse à dents;
- 1 brosse à ongles;
- 1 boîte de savon dentifrice;
- 1 nécessaire à raser (facultatif).

La tenue de transfèrement doit être en très bon état.

*
* *

III. Tenue portée par le mineur appelé à comparaître devant l'autorité judiciaire.

Le mineur appelé à comparaître devant l'autorité judiciaire portera la tenue de transfèrement prévue ci-dessus.

Toutefois, il n'est pas muni des quatre derniers objets mentionnés à la liste.

L'été, le port du loden, ou du duffel-coat, ou du trench-coat et du pull-over, n'est pas obligatoire.

*
* *

3. De diensten :

De keuken beschikt :

- a) over een passend aantal keukenhanddoeken, gummivoorschoten en gummi-klompen;
- b) voor elke leerling (helper in de keuken) en voor de kok : over 3 keukentenuën, samengesteld uit een vest, een broek en een muts, in wit linnen.

De bakkerij beschikt :

- a) over een passend aantal werkhuishanddoeken;
- b) voor elke leerling (helper in de bakkerij) en voor de bakker : over 3 bakkerstenuën, samengesteld uit een vest, een broek, een muts in wit linnen en een paar witte tennissandalen.

De ziekenzaal en het medisch kabinet beschikken :

- a) per bed :
 - 1° over 1 kamerjapon in gemoltonneerd weefsel;
 - 2° over 3 paar beddelakens;
 - 3° een hoeveelheid gummiovertrekken.
 - b) voor de geneesheer en de ziekenverpleger, over :
 - 3 kielen in wit linnen
 - 6 toilethanddoeken
- per beambte.

*
* *

II. Kleding van de minderjarige die van uit een inrichting afhangende van de Dienst voor Kinderbescherming naar een andere inrichting afhangende van dezelfde dienst wordt overgebracht.

De minderjarige neemt bij zijn overbrenging de hiernavermelde artikelen, welke van zijn individuele uitzet worden afgenomen, mede :

- 1 vest
- 1 lange of korte broek } Zondagse kleren;
- 1 loden, of duffel-coat, of trench-coat;
- 1 pull-over;
- 1 broekriem in leder;
- 1 hemd;
- 1 onderlijfje;
- 1 onderbroek;
- 1 paar sokken of kousen;
- 1 das;
- 1 paar schoenen;
- 2 zakdoeken;
- 1 kam;
- 1 tandenborstel;
- 1 nagelborstel;
- 1 doosje met tandpasta;
- 1 scheergerief (facultatief).

Die kleding moet in zeer goede staat zijn.

*
* *

III. Kleding van de minderjarige die vóór de rechterlijke overheid moet verschijnen.

De minderjarige die vóór de rechterlijke overheid moet verschijnen, zal de kleding die hiervoren, voor het geval van overbrenging is voorzien, dragen.

De laatste vier voorwerpen van de lijst mag hij echter niet medenemen.

Gedurende de zomer, is het dragen van de loden, of van de duffel-coat, of van de trench-coat en van de pull-over niet verplichtend.

*
* *

*IV. Trousseau emporté par le mineur
transféré dans une institution privée sans caractère spécial.*

En cas de transfert d'un mineur d'un établissement d'éducation de l'Etat à un établissement privé ordinaire, le trousseau de l'élève, composé comme suit, est prélevé de son trousseau individuel :

1. Vêtements :

- | | | |
|--|---|------------------------|
| 1 veste | } | costume du dimanche; |
| 1 pantalon ou culotte | | |
| 1 veste ou blouson | } | en velours ou en drap; |
| 2 pantalons ou culottes | | |
| 1 loden ou duffel-coat, ou trench-coat, ou canadienne; | | |
| 1 pull-over. | | |

2. Lingerie et sous-vêtements :

- 1 ceinture en cuir;
- 3 chemises (dont une de dimanche);
- 3 camisoles;
- 3 caleçons;
- 3 paires de chaussettes ou de bas;
- 1 cravate;
- 6 mouchoirs de poche;
- 2 pyjamas.

3. Chaussures :

- 2 paires de souliers ou bottines;
- 1 paire de pantoufles de repos.

4. Article de toilette :

- 1 peigne;
- 1 brosse à dents;
- 1 boîte de savon dentifrice;
- 1 nécessaire à raser (facultatif).

A l'avenir, les institutions privées ne recevront plus le subside accordé quelquefois pour couvrir les frais d'habillement des mineurs placés chez elles après avoir séjourné dans un autre établissement. Pour éviter que les établissements privés soient fondés à réclamer une intervention pécuniaire de l'Etat, les effets emportés par le mineur qui quitte l'établissement d'éducation de l'Etat doivent être propres et en bon état.

Les articles du trousseau individuel qui ne répondent pas à ces conditions, doivent être remplacés par les soins de l'établissement d'éducation de l'Etat, par prélèvement d'articles convenables sur la réserve du vestiaire central.

*
* * *

*V. Trousseau emporté par le mineur transféré dans une institution
à caractère spécial (ex : établissement pour anormaux physiques ou mentaux,
établissement d'enseignement technique, etc.).*

Ces institutions exigent parfois que, dès son entrée, le mineur qui leur est confié dispose d'un trousseau dont elles ont fixé elles-mêmes la composition.

Il appartient dès lors à l'établissement d'origine de fournir à l'élève transféré dans une institution à caractère spécial, les articles voulus, pour autant que la demande ne soit pas exagérée. Autant que possible, ces articles seront prélevés sur le trousseau individuel du mineur. Les articles complémentaires seront prélevés sur les réserves du vestiaire ou du magasin.

Les établissements d'éducation de l'Etat qui ne disposeraient pas des articles en question, introduiront une proposition d'achat auprès de l'Administration centrale.

IV. *Uitzet van de minderjarige die naar een private inrichting zonder speciaal karakter wordt overgebracht.*

De uitzet bij overbrenging van een minderjarige uit een rijksopvoedingsgesticht naar een gewone private inrichting, wordt afgenomen van de individuele uitzet van de leerling. Hij bestaat uit :

1. Kledingstukken :

- | | | |
|---|---|-------------------------|
| 1 vest | } | Zondagse kleren; |
| 1 lange of korte broek | | |
| 1 vest of blouson | } | in fluweel of in laken; |
| 2 lange of korte broeken | | |
| 1 loden, of duffel-coat, of trench-coat, of « canadienne »; | | |
| 1 pull-over. | | |

2. Linnen en ondergoed :

- 1 broekriem in leder;
- 3 hemden (waarvan één voor de Zondag);
- 3 onderlijfjes;
- 3 onderbroeken;
- 3 paar sokken of kousen;
- 1 das;
- 6 zakdoeken;
- 2 pyjama's.

3. Schoeisel :

- 2 paar schoenen of bottines;
- 1 paar rustpantoffels.

4. Toiletartikelen :

- 1 kam;
- 1 nagelborstel;
- 1 tandenborstel;
- 1 doosje met tandpasta;
- 1 scheergerief (facultatief).

Zal voortaan niet meer worden verleend : de toelagen die soms aan de private instellingen werd toegekend om de kledingskosten te dekken van de minderjarigen, die bij hen worden uitbesteed, na in een andere inrichting te hebben verbleven. Ten einde, vanwege de private gestichten elke aanvraag om een geldelijke staatstussenkost te vermijden, moeten de artikelen welke de minderjarige die uit een rijksopvoedingsgesticht vertrekt, medeneemt in zeer goede staat en zindelijk zijn. De artikelen deel uitmakende van de individuele uitzet welke aan die voorwaarden niet voldoen, moeten door het rijksopvoedingsgesticht vervangen worden door afneming van passende artikelen op de voorraad der centrale kleedkamer.

*
* *

V. *Uitzet van de minderjarige die naar een inrichting met speciaal karakter (bv. gesticht voor abnormalen of gebrekkigen, inrichting voor technisch onderricht, enz.) wordt overgebracht.*

Deze inrichtingen eisen soms dat de minderjarige die hun wordt toevertrouwd, bij zijn intrede, beschikke over de uitzet waarvan zij zelf de samenstelling bepalen.

Derhalve moet het rijksopvoedingsgesticht waaruit de minderjarige vertrekt aan de inrichting met speciaal karakter de gewenste artikelen afleveren voor zover de aanvraag niet overdreven is. In de mate van het mogelijke, worden die artikelen van de individuele uitzet van de minderjarige afgenomen; de bijkomende artikelen worden afgenomen van de voorraad der kleedkamer of van het magazijn.

Zo bedoelde artikelen niet beschikbaar zijn in het rijksopvoedingsgesticht, zal een voorstel tot aankoop ervan bij het Hoofdbestuur ingediend worden.

En aucun cas, des draps de lit ni des couvertures ne pourront être délivrés sans l'autorisation préalable de l'Administration centrale, Office de la Protection de l'Enfance, Service économique.

*
* * *

VI. Trousseau du mineur.

a) Placé par suite d'une décision des autorités judiciaires chez un particulier ou dans un home de semi-liberté;

b) Placé au travail chez un particulier par l'intermédiaire de la direction de l'établissement d'éducation de l'Etat et qui continue à faire partie de la section de semi-liberté de l'établissement.

Le mineur emporte les articles suivants, prélevés sur son trousseau individuel :

1. Vêtements :

- | | |
|--|--------------------------|
| 1 veste | } costume du dimanche; |
| 1 pantalon ou culotte | |
| 1 veste ou blouson | } en velours ou en drap; |
| 2 pantalons ou culottes | |
| 1 loden, ou trench-coat, ou duffel-coat; | |
| 1 pull-over. | |

2. Lingerie et sous-vêtements :

- 1 ceinture en cuir;
- 3 chemises (dont une du dimanche);
- 3 camisoles;
- 3 caleçons;
- 3 paires de chaussettes ou de bas;
- 2 cravates;
- 2 pyjamas;
- 6 mouchoirs de poche.

3. Chaussures :

- 2 paires de souliers ou bottines;
- 1 paire de pantoufles de repos.

4. Articles de toilette :

- 1 peigne;
- 1 brosse à ongles;
- 1 brosse à dents;
- 1 boîte de savon dentifrice;
- 1 nécessaire à raser;
- 3 essuies de toilette;
- 3 gants de toilette;
- 1 brosse à habits;
- 1 brosse à cirage;
- 1 brosse à reluire.

5. Sous-vêtements de travail :

- 2 salopettes;
- 1 paire de sabots.

Ce trousseau doit être propre et en bon état.

Pendant la période de leur mise au travail chez un particulier, les mineurs faisant partie de la section de semi-liberté de l'établissement, ne pourront recevoir ni vêtement, ni lingerie, ni souliers, etc.

L'achat éventuel de ces effets se fera aux frais du mineur.

Ne pourra déroger à cette règle que l'Administration centrale, Office de la Protection de l'Enfance, Service économique, et ce sur proposition de la direction de l'établissement dont dépend le mineur.

*
* * *

In geen enkel geval, mogen, zonder de voorafgaande machtiging van het Hoofdbestuur, Dienst voor Kinderbescherming, Economische Dienst, beddelakens en dekens afgeleverd worden.

*
* *

VI. Uitzet van de minderjarige.

a) die, ingevolge een beslissing van de rechterlijke overheid, bij een partikulier of in een tehuis voor beperkte vrijheid wordt uitbestedd;

b) die, door tussenkomst van het bestuur van het rijksopvoedingsgesticht waarin hij verblijft, bij een partikulier wordt tewerkgesteld en blijft deel uitmaken van de sectie der halve vrijheid van het gesticht.

De minderjarige neemt hierna vermelde artikelen welke van zijn individuele uitzet dienen afgenomen, mede :

1. Kledingstukken :

- | | |
|--|---------------------------|
| 1 vest | } Zondagse kleren; |
| 1 lange of korte broek | |
| 1 vest of blouson | } in fluweel of in laken; |
| 2 lange of korte broeken | |
| 1 loden, of trench-coat, of duffel-coat; | |
| 1 pull-over. | |

2. Linnen en ondergoed :

- 1 broekriem in leder;
- 3 hemden (waarvan één voor de Zondag);
- 3 onderlijfjes;
- 3 onderbroeken;
- 3 paar sokken of kousen;
- 2 dassen;
- 2 pyjama's;
- 6 zakdoeken.

3. Schoeisel :

- 2 paar schoenen of bottines;
- 1 paar rustpantoffels.

4. Toiletartikelen :

- 1 kam;
- 1 nagelborstel;
- 1 tandenborstel;
- 1 doosje met tandpasta;
- 1 scheergerief;
- 3 toilethanddoeken;
- 3 washandjes;
- 1 kleebrorstel;
- 1 blinkborstel;
- 1 schoenborstel.

5. Werkklederen :

- 2 morspakken;
- 1 paar blokken.

Deze uitzet moet in zeer goede staat en zindelijk zijn.

Aan de minderjarigen, deel uitmakend van de sectie der halve vrijheid van het gesticht, mogen gedurende de periode van tewerkstelling bij een partikulier geen kledingstukken, ondergoed, schoenen, enz., afgeleverd worden.

De eventuele aanschaffing ervan moet geschieden op kosten van de minderjarige.

Van deze regel kan alleen door het Hoofdbestuur, Dienst voor Kinderbescherming, Economische Dienst, op voorstel van het bestuur der inrichting waarvan de minderjarige afhangt, afgeweken worden.

*
* *

VII. *Tenue portée par le mineur libéré dans sa famille*
(libération).

Le mineur libéré emporte les articles suivants prélevés sur son trousseau personnel.

1 veste	}	costume du dimanche;
1 pantalon ou culotte		
1 ceinture en cuir;		
1 chemise;		
1 camisole;		
1 caleçon;		
1 paire de chaussettes ou de bas;		
1 cravate;		
2 mouchoirs de poche;		
1 peigne;		
1 brosse à dents;		
1 boîte de savon dentifrice;		

L'hiver, cette tenue est complétée par :

1 loden ou duffel-coat, ou trench-coat ou 1 canadienne;
1 pull-over.

Le mineur qui refuserait ce trousseau, en déclarant qu'il ne portera pas les effets de l'établissement, ne peut être obligé à l'emporter, mais, en ce cas, il devra être invité à consigner son refus par écrit, déclaration qu'il devra dater et signer.

Cette pièce sera versée au dossier du mineur.

Les parents seront informés de ce refus et invités à procurer les vêtements dont leur enfant a besoin pour quitter l'établissement dans une tenue décente.

Observations générales.

Tant pendant son séjour dans l'établissement que lors de son transfert dans un autre établissement ou chez un particulier, l'habillement du mineur doit être convenable et en parfait état.

Il y a lieu d'attirer instamment l'attention du personnel éducateur sur le fait que l'habillement des élèves doit faire l'objet de soins constants et qu'il assume une grande responsabilité à cet égard.

*
* *

Les instructions ci-dessus entrent immédiatement en vigueur.

*
* *

Je vous prie de bien vouloir inviter les membres du personnel sous votre direction, intéressés à cette nouvelle réglementation, à prendre connaissance de la présente circulaire et à parafer le registre ad hoc.

En outre, une copie de cette circulaire devra être remise à tout agent intéressé.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

*VII. Uitzet van de minderjarige
die aan zijn ouders wordt teruggeschonken (vrijstelling).*

De vrijgestelde minderjarige neemt de hiernavermelde artikelen welke afgenomen worden van zijn individuele uitzet, mede :

- | | | |
|--------------------------|---|------------------|
| 1 vest | } | Zondagse kleren; |
| 1 lange of korte broek | | |
| 1 broekriem in leder; | | |
| 1 hemd; | | |
| 1 onderlijfje; | | |
| 1 onderbroek; | | |
| 1 paar sokken of kousen; | | |
| 1 das; | | |
| 2 zakdoeken; | | |
| 1 kam; | | |
| 1 tandenborstel; | | |
| 1 doosje met tandpasta. | | |

's Winters zal de uitzet worden aangevuld met :

- 1 loden, of duffel-coat, of trench-coat, of « canadienne »;
- 1 pull-over.

De minderjarige die de uitzet van het gesticht zou weigeren, verklarende dat hij die kledingstukken niet zal dragen, mag niet verplicht worden ze mede te nemen; in dit geval, zal hij verzocht worden zijn weigering schriftelijk te bevestigen; zijn verklaring moet door hem worden gedagtekend en ondertekend.

Dit bescheid zal in het dossier van de minderjarige worden gerangschikt. De ouders zullen van de weigering op de hoogte worden gebracht en verzocht worden, die kledingstukken te bezorgen, welke hun jongen nodig heeft om, behoorlijk gekleed, het gesticht te verlaten.

Algemene opmerkingen.

Zowel tijdens zijn verblijf in het gesticht als bij zijn overbrenging naar een andere instelling of bij zijn plaatsing bij een partikulier dient de kledij van de minderjarige passend en in onberispelijke staat te zijn.

Het opvoedend personeel dient vooral gewezen op zijn grote verantwoordelijkheid wat betreft de voortdurende zorg die aan de kledij der leerlingen moet worden besteed.

*
* *

De bovenstaande richtlijnen worden onmiddellijk van kracht.

*
* *

Gelieve de leden van uw personeel die bij deze nieuwe regeling betrokken zijn, uit te nodigen kennis te nemen van onderhavige omzendbrief en het register te paraferen waarin de ontvangst ervan is geboekt.

Een afschrift van deze omzendbrief zal bovendien door u aan elke betrokken agent worden ter hand gesteld.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

17 mai 1956.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR, AU DÉBUT DE CHAQUE ANNÉE,
A L'OFFICE DE DOCUMENTATION DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs. Comptabilité, n° 101 F 36.

Bruxelles, le 17 mai 1956.

*Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education
de l'Etat.*

J'ai l'honneur de vous envoyer, sous ce pli, pour information et exécution, une copie de la dépêche du 10 avril 1956, émanant du Ministère des Finances, Administration des Contributions directes, 5^e Direction, n° Ci.R.15/177.597.

Je vous prie de vouloir bien :

1° établir des fiches du modèle ci-annexé pour chacune des années 1953, 1954 et 1955

2° à l'avenir, dresser, au début de chaque année, les fiches relatives à l'année écoulée.

Les fiches doivent se rapporter :

a) aux fournitures et travaux d'au moins 20 000 francs qui ont été faits pour compte de votre établissement pendant l'année envisagée;

b) aux honoraires alloués, pendant l'année, à des médecins, dentistes, vétérinaires, experts, etc., et ce quel que soit le montant des honoraires.

La colonne « Montant » prévu à la fiche doit recevoir l'inscription de l'import des factures ou des notes d'honoraires.

Dans la colonne « Observations » de la fiche, il y a lieu de mentionner, en regard du montant de chaque facture ou note d'honoraires, la date de celle-ci, de même que, le cas échéant, la date de l'adjudication ou de l'offre et celle de leur approbation. Exemple : fact. du 12.4.55; adj. du 10.2.55; appr. le 15.2.55.

*
* *

Aucune fiche ne doit être établie pour les fournitures ou travaux effectués par des services de l'Etat, par des organismes parastataux, par des services provinciaux ou communaux échappant à l'impôt.

*
* *

Veuillez, je vous prie, transmettre les fiches dûment remplies et groupées par année, à mon Département, Office de la Protection de l'Enfance, Comptabilité. Celui-ci les enverra à l'Office de Documentation de l'Administration des Contributions directes.

*
* *

Il me serait agréable de connaître le nombre de fiches dont vos services ont besoin pour fournir les renseignements relatifs aux années 1953, 1954 et 1955.

Pour le Ministre :

Le directeur,
R. PETIT.

17 Mei 1956.

115

INLICHTINGEN DIE, IN 'T BEGIN VAN IEDER JAAR,
AAN DE DOCUMENTATIEDIENST VAN DE ADMINISTRATIE DER DIRECTE BELASTINGEN
MOETEN VERSCHAFT WORDEN.

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n° 101 F 36.

Brussel, de 17 Mei 1956.

*Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedings-
gestichten.*

Ik heb de eer u hierinliggend, tot kennisgeving en uitvoering, een afschrift te sturen van de ambtsbrief dd. 10 April 1956, uitgaande van het Ministerie van Financiën, Administratie der Directe Belastingen, 5^e Directie, n° Ci.R.15/177.597.

Ik verzoek u :

1° fiches volgens het hierbijgaand model te willen opmaken voor elk der jaren 1953, 1954 en 1955;

2° in de toekomst, in 't begin van elk jaar, de fiches betreffende het verlopen jaar te willen opstellen.

De fiches moeten betrekking hebben op :

a) de leveringen en werken van ten minste 20.000 frank die, gedurende het in aanmerking komend jaar, voor rekening van uw gesticht uitgevoerd werden;

b) de honoraria die, gedurende het jaar, aan geneesheren, tandartsen, veeartsen, deskundigen, enz., werden toegekend, en dit welk ook het bedrag van de honoraria weze.

In de kolom « Bedrag » welke op de fiches is voorzien, moeten, naast het beloop van iedere factuur of staat van honoraria, de datum van dit bescheid, alsmede, desgevallend, de datum van de aanbesteding of van de offerte en de datum van hun goedkeuring vermeld worden. Voorbeeld : fact. van 12.4.55; aanb. van 10.2.55; goedgek. op 15.2.55.

Geen enkele fiche dient opgesteld te worden voor de leveringen of de werken verricht door Rijksdiensten, parastatale organismen, provinciale of gemeentelijke diensten die niet aan de belasting onderworpen zijn.

* *

Gelieve de behoorlijk aangevulde en per jaar gerangschikte fiches aan mijn Departement, Dienst voor Kinderbescherming, Comptabiliteit, te zenden. Deze zal ze aan de Documentatiedienst van de Administratie der directe belastingen overmaken.

* *

Ik vraag u beleefd mij het aantal fiches welke uw diensten nodig hebben te laten kennen. Het geldt de fiches waarbij de inlichtingen betreffende de jaren 1953, 1954 en 1955 zullen worden verschaft.

Voor de Minister :

De directeur,

R. PETIT.

10 avril 1956.

MINISTERE DES FINANCES

Administration
des Contributions directes5^e Direction
N^o Ci. R. 15/177.597

Bruxelles, le 10 avril 1956.

Monsieur le Ministre de la Justice,
4, Place Poelaert, Bruxelles.

Objet :

Impôts sur les revenus application
de l'article 34 de la loi du
20 août 1947 (*Moniteur belge* du
28 août 1947).

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu des dispositions de l'article 57bis, § 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (art. 34, loi du 20 août 1947), les services administratifs de l'Etat, les administrations des provinces et des communes, ainsi que les organismes et établissements publics sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire de l'une des administrations de l'Etat, chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts, de lui fournir tous renseignements en leur possession que le dit fonctionnaire juge nécessaires pour assurer l'exacte perception des dits impôts.

Je vous saurais gré de vouloir bien rappeler les dispositions qui précèdent à tous les services, administrations, organismes et établissements publics dépendant de votre département, auxquels les fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes pourraient s'adresser en vue d'obtenir certains renseignements utiles à la recherche de la matière imposable.

D'autre part, dans le but d'éviter, dans toute la mesure du possible, de nombreux échanges de correspondances entre vos services et les fonctionnaires susdits, je vous prie de faire parvenir, si ce n'est chose faite, à l'Office de documentation de l'Administration des Contributions directes, rue des Palais, n^o 48, à Schaerbeek, pour chacune des années 1953, 1954 et 1955 et de préférence au moyen de fiches qui vous seront fournies, sur demande, par le dit office, les renseignements désignés ci-après que je communiquerai ensuite aux agents intéressés :

1^o entreprises de travaux et de fournitures d'au moins 20 000 francs (noms et adresses des entrepreneurs et des fournisseurs, montants et nature des adjudications);

2^o montant des honoraires alloués à des avocats, avoués, architectes, médecins, experts, etc., avec indication des bénéficiaires (nom et adresse).

Vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, prescrire aux fonctionnaires intéressés de votre département, de fournir dorénavant, au début de chaque année, les mêmes renseignements en ce qui concerne l'année précédente.

Au nom du Ministre :

Pour le Directeur général :

L'Inspecteur général délégué,
SEGBERS.

10 April 1956.

117

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie
der directe belastingen

—
5° Directie
N° Ci.R.15/177,597

Brussel, 10 April 1956.

De heer Minister van Justitie,
te Brussel.

—
Betreft :
Inkomstenbelastingen. Toepassing
van artikel 34 der wet van
20 Augustus 1947 (*Belgisch
Staatsblad* van 28 Augustus 1947)

—
Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer u te melden dat naar luid van de bepalingen van artikel 57bis, § 1, der samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen (artikel 34, wet van 20 Augustus 1947), de administratieve diensten van de Staat, de besturen van de provincies en van de gemeenten, alsmede de openbare organismen en instellingen gehouden zijn, indien zij daartoe worden aangezocht door een ambtenaar van één der Rijksbesturen die belast zijn met de aanslag in of de invordering van de belastingen, hem alle inlichtingen te verstrekken die in hun bezit zijn en die bedoelde ambtenaar nodig acht om de juiste heffing van gezegde belastingen te verzekeren.

Ik zou u dank weten vorenstaande bepalingen in herinnering te willen brengen van alle diensten, besturen, openbare organismen en instellingen die van uw Departement afhangen en tot dewelke de ambtenaren van de Administratie der Directe Belastingen zich zouden kunnen wenden om sommige inlichtingen te bekomen die nuttig kunnen zijn voor het opsporen van de belastbare stof.

Anderdeels om, in de mate van het mogelijke, een omvangrijke briefwisseling tussen uw diensten en hogerbedoelde ambtenaren te vermijden, verzoek ik u, indien zulks nog niet werd gedaan, aan de Documentatiedienst van de Administratie der Directe Belastingen, Paleizenstraat, n° 48, te Schaarbeek, voor elk der jaren 1953, 1954, 1955 en dit liefst door middel van fiches die u op aanvraag door bedoelde dienst zullen verstrekt worden, de volgende inlichtingen te laten geworden die ik vervolgens aan de betrokken personeelsleden zal overmaken :

1° aannemingen van werken en leveringen van ten minste 20 000 frank (namen en adressen van de aannemers en leveranciers; bedragen en aard van de aanbestedingen);

2° bedrag van de honoraria toegekend aan advocaten, pleitbezorgers, architecten, geneesheren, deskundigen, enz., met aanduiding van de begunstigten (naam en adres).

Gelieve, Mijnheer de Minister, aan de betrokken ambtenaren van uw Departement voor te schrijven voortaan bij de aanvang van ieder jaar dezelfde inlichtingen in verband met het voorgaande jaar te verstrekken.

Namens de Minister :

Voor de Directeur-Generaal :
De gedelegeerde Inspecteur-Generaal,
SEGERS.

Recto

N° du répertoire :

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Contrôle des Contributions :

Mesures de contrôle

.....

Adjudications faites par
Honoraires payés par
Fournitures et prestations à

.....

Nom ou raison sociale de l'adjudicataire, fournisseur, bénéficiaire des honoraires, etc.	Adresse (Commune, rue et numéro).	
.....		
.....		
Objet des adjudications, fournitures ou prestations (1).	Montant	Observations (date de l'adjudication, de la facture ou du paiement)
.....		
.....		
.....		

Verso

Objet des adjudications, fournitures ou prestations (1).	Montant	Observations (date de l'adjudication, de la facture ou du paiement)
.....		
.....		
.....		
.....		
.....		

(1) Une seule fiche peut, le cas échéant, mentionner les diverses fournitures faites par une même personne, ou les diverses adjudications faites à une même personne.

10 April 1956.

119

Recto

N° repert :

DIRECTE BELASTINGEN

Controle der Belastingen :

Controlemaatregelen

Leveringen en prestaties aan
Erelonen betaald door
Aanbestedingen gedaan door

Naam of firma van de aannemer, leverancier, genietter van erelonen, enz.		Adres (Gemeente, straat, nummer).	
Voorwerp der aanbestedingen, leveringen of prestaties (1).	Bedrag	Aanmerkingen (datum der aanbesteding, der factuur of der betaling)	

Verso

Voorwerp der aanbestedingen, leveringen of prestaties (1).	Bedrag	Aanmerkingen (datum der aanbesteding, der factuur of der betaling)

(1) Een fiche mag, desvoorkomend, verschillende door dezelfde persoon gedane leveringen of prestaties, of verschillende aan dezelfde persoon gedane toewijzingen vermelden.

CODE DE COMMERCE (1).

18 mai 1956. — Loi modifiant l'article 472 du Code de commerce.

SÉMINAIRE. — FONDATION DE BOURSES D'ÉTUDE.
ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF. — LEGS (2).

Administration des Cultes, Dons et Legs, Fondations.

2^e section, litt. D. L., n° 4853.

Bruxelles, le 18 mai 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le testament du 5 janvier 1955, par lequel Mme Henfling (M. E.), veuve de M. Warsage (Fl. F. L.), sans profession, demeurant à Henri-Chapelle, y décédée le 23 octobre 1955, dispose notamment comme suit :

« ... Je lègue au Bureau administratif du Grand Séminaire de Liège la nue-propriété d'une somme de deux cent mille francs ... Au décès de ... le bureau administratif consacrera cette somme à la création d'une bourse d'études à dénommer « Bourse Warsage-Henfling » en faveur d'un jeune homme d'Henri-Chapelle appartenant à une famille modeste et se destinant à la prêtrise séculière ou dans une congrégation ou ordre religieux.... »

» Je lègue mes meubles meublants aux Sœurs franciscaines de la Miséricorde à Belœil...

» De tout ce qui restera je lègue un quart à l'Association des Sœurs franciscaines de la Miséricorde à Belœil, un quart aux Pères Jésuites à Bruxelles pour leurs missions, un quart aux Pères Rédemptoristes de Liège pour leurs missions et le dernier quart aux Pères des Missions de Scheut, à Scheut-Bruxelles. » ;

Vu les délibérations et l'avis y relatifs ;

Vu les pièces de l'instruction, d'où il résulte :

1^o que le mobilier légué à l'association sans but lucratif « Les Franciscaines de la Miséricorde » est estimé 4 000 francs ;

2^o que chacun des legs *de residuo* consiste en biens meubles évalués à environ 18 050 francs ;

Considérant que les legs faits aux associations sans but lucratif avantagées doivent permettre à celles-ci de réaliser l'objet en vue duquel elles se sont constituées ;

Vu les articles 910 et 937 du Code civil, 31 de la loi du 19 décembre 1864, 1^{er} de l'arrêté royal du 19 décembre 1865 ainsi que le titre IV du décret du 6 novembre 1813, et l'article 16 de la loi du 27 juin 1921 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le séminaire de Liège est autorisé à accepter le legs qui lui est fait en vue de la fondation d'une bourse d'études.

(1) *Moniteur belge*, 13 juin 1956, n° 165.

(2) *Moniteur belge* des 28-29 mai 1956, n° 149-150.

WETBOEK VAN KOOPHANDEL (1).

18 Mei 1956. — Wet tot wijziging van artikel 472 van het Wetboek van koophandel.

SEMINARIE. — STICHTING VAN STUDIEBEURZEN.
VERENIGING ZONDER WINSTOOGMERKEN. — LEGATEN (2).

Bestuur der Erediensten, Schenkingen en Legaten, Stichtingen.

2^e sectie, litt. S. L., n^o 4853.

Brussel, 18 Mei 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het testament van 5 Januari 1955, waarbij Mevr. Henfling (M.-E.), weduwe van de heer Warsage (Fl.-F.-L.), zonder beroep, wonende te Hendrik-Kapelle, aldaar overleden op 23 October 1955, onder meer de volgende schikkingen treft :

(Vertaald) « ... Ik vermaak aan het bestuurscollege van het groot seminarie te Luik de blote eigendom van een bedrag van tweehonderd duizend frank... Bij het overlijden van... zal het bestuurscollege dit bedrag aanwenden voor het stichten van een studiebeurs, « Bourse Warsage-Henfling » te noemen, ten voordele van een jongeling uit Hendrik-Kapelle, die tot een nederige familie behoort en zich tot het seculiere priesterschap of tot een geestelijke congregatie of orde voorbereidt... »

» Ik vermaak mijn stofferend huisraad aan de zusters « Sœurs franciscaines de la Miséricorde », te Belœil...

» Van al hetgeen overblijven zal, vermaak ik een vierde aan de vereniging « Sœurs franciscaines de la Miséricorde », te Belœil, een vierde aan de Paters Jezuïeten, te Brussel, voor hun missies, een vierde aan de Paters Redemptoristen, te Luik, voor hun missies, en het overige vierde aan de Paters van de Missiën van Scheut, te Scheut-Brussel... »;

Gezien de beraadslagingen en het advies desbetreffende;

Gezien de stukken van het onderzoek, waaruit blijkt :

1^o dat het aan de vereniging zonder winst oogmerken « Les Franciscaines de la Miséricorde » vermaakte meubilair geschat wordt op 4 000 frank;

2^o dat elk der legaten *de residuo* bestaat uit roerende goederen, geschat op ongeveer 18 050 frank;

Overwegende dat de aan de begunstigde verenigingen zonder winst oogmerken vermaakte legaten deze in de gelegenheid moeten stellen het doel, waarvoor zij werden opgericht, te bereiken;

Gelet op de artikelen 910 en 937 van het Burgerlijk Wetboek, 31 van de wet van 19 December 1864, 1 van het koninklijk besluit van 19 December 1865, alsmede op titel IV van het decreet van 6 November 1813, en op artikel 16 der wet van 27 Juni 1921;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan het seminarie van Luik wordt machtiging verleend tot het aanvaarden van het hem met het oog op de stichting van een studiebeurs vermaakt legaat.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 13 Juni 1956, n^o 165.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 28-29 Mei 1956, n^{os} 149-150.

Art. 2. Les associations sans but lucratif « Les Franciscaines de la Miséricorde », « Jésuites missionnaires belges », « Les Pères rédemptoristes de Liège » et « Maison des Missions de Scheut », établies respectivement à Henri-Chapelle, à Etterbeek, à Liège et à Anderlecht, sont autorisées à accepter les legs prémentionnés qui les concernent.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
LILAR.

APPLICATION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 5 OCTOBRE 1955
ORGANIQUE DES MARCHÉS DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE TRANSPORTS,
AU NOM DE L'ÉTAT.

Office de la Protection de l'Enfance,

Service économique, n° 33/Adj.

Bruxelles, le 18 mai 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements d'observation et d'éducation
de l'Etat.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention toute particulière sur les dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'Etat et celles de son annexe.

Cet arrêté royal a été publié par le *Moniteur belge* du 12 octobre 1955, n° 285, et remplace les dispositions des articles 91 à 99 inclusivement de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat.

D'autre part, le « Cahier général des charges : clauses et conditions imposées aux entreprises de fournitures à l'Etat » et le « Cahier général des charges : clauses et conditions imposées aux entreprises de travaux de l'Etat », cahiers des charges approuvés tous deux en séance du Conseil des Ministres du 18 mai 1933 (édition 1941), sont remplacés par les « clauses administratives contractuelles » annexées à l'arrêté royal du 5 octobre 1955 organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'Etat.

Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1956.

Tous les marchés de gré à gré, et toutes les adjudications publiques qui ont été conclus depuis cette date et auxquels il sera procédé dorénavant, seront régis par les clauses réglementaires de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 et les « clauses administratives contractuelles ».

Les conditions particulières relatives aux marchés devront être fixées, en outre, dans un cahier spécial des charges. Dans ce cahier spécial des charges seront déterminés :

1. le mode de passation du contrat (adjudication publique ou marché de gré à gré);
2. la nature et l'objet du marché;
3. le maître de l'ouvrage ou l'acheteur (Ministère de la Justice, Office de la Protection de l'Enfance);
4. les conditions particulières à respecter;
5. les délais à observer;
6. les modalités de paiement;
7. le nom et l'adresse de l'administration ou des administrations responsables des paiements (Directeur de l'établissement d'éducation de l'Etat à);
8. les dérogations apportées au cahier général des charges;

Art. 2. Aan de verenigingen zonder winstoogmerken « Les Franciscaines de la Miséricorde », « Jésuites Missionnaires belges », « Les Pères Rédemptoristes de Liège » en « Missiehuis van Scheut », respectievelijk gevestigd te Hendrik-Kapelle, te Etterbeek, te Luik en te Anderlecht, wordt machtiging verleend tot het aanvaarden van de hen betreffende bovenvermelde legaten.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
A. LILAR.

TOEPASSING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 5 OCTOBER 1955
TOT REGELING VAN DE OVEREENKOMSTEN BETREFFENDE DE AANNEMING VAN WERKEN,
LEVERINGEN EN TRANSPORTEN, VOOR REKENING VAN DE STAAT.

Dienst voor Kinderbescherming.

Economische dienst, n° 33/Adj.

Brussel, 18 Mei 1956.

*Aan de heren Bestuurders der Rijksobservatie- en Rijksopvoedings-
gestichten.*

Ik heb de eer uw gans bijzondere aandacht te vestigen op de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 October 1955 en zijn bijlage tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat.

Dit koninklijk besluit is verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 12 October 1955, n° 285, en vervangt de bepalingen van de artikelen 91 tot en met 99 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 houdende algemeen reglement op de Rijkscomptabiliteit.

Anderzijds wordt het « Algemeen kohier van de lasten : bepalingen en voorwaarden voor de aanneming van de leveringen aan de Staat » en het « Algemeen kohier van de lasten : bepalingen en voorwaarden voor de aanneming van werken voor rekening van de Staat », beide kohieren goedgekeurd door de Ministerraad op 18 Mei 1933 (uitgaven 1941), vervangen door de « Contractuele administratieve bepalingen », die als bijlage gevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 5 October 1955 tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat.

Deze nieuwe beschikkingen zijn op 1 Januari 1956 van kracht geworden.

Al de openbare aanbestedingen en onderhandse overeenkomsten vanaf deze datum gesloten en die voortaan worden aangegaan, zullen door de reglementaire bepalingen van het koninklijk besluit van 5 October 1955 en van de « Contractuele administratieve bepalingen » worden beheerst.

Daarenboven moeten de bijzondere voorwaarden, die op de kopen van toepassing zullen zijn, in een bijzonder bestek worden vastgelegd. In dit bijzonder bestek zal worden opgegeven :

1. de wijze van sluiten van de overeenkomst (openbare aanbesteding of onderhandse overeenkomst);
2. de aard en het voorwerp van de overeenkomst;
3. de opdrachtgever van het werk of de koper (Ministerie van Justitie, Dienst voor Kinderbescherming);
4. de na te leven bijzondere voorwaarden;
5. de in acht te nemen termijnen;
6. de wijze van betaling;
7. naam en adres van het bestuur of de besturen, die voor de betaling aansprakelijk zijn (Bestuurder van het Rijksopvoedingsgesticht te);
8. de afwijkingen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden;

9. le lieu, le jour et l'heure de la séance d'ouverture des soumissions;
10. la référence à des cahiers de charges-types ou à des spécifications techniques qui contiennent des clauses concernant certains types d'entreprises;
11. un modèle de soumission qui sera établie sur papier libre.

Les soumissions mentionneront de façon expresse que les clauses réglementaires de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 et les « clauses administratives contractuelles » sont applicables au marché à conclure et renverront aux conditions particulières régissant le marché. Un modèle de soumission est joint en annexe.

Les adjudications publiques aussi bien que les marchés de gré à gré feront l'objet d'un procès-verbal d'ouverture des soumissions.

Conformément aux dispositions de l'article 22, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, l'adjudication publique est obligatoire pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale excède cent mille (100 000) francs.

La publication de l'adjudication publique est obligatoire et s'effectue par voie d'annonce dans le *Bulletin des Adjudications publiques*, publié par l'Etat (adresse : M. le Directeur du *Moniteur belge*, rue de Louvain, 40, à Bruxelles). L'avis d'adjudication sera inséré dans ce bulletin au moins quinze jours ouvrables avant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Le marché de gré à gré avec appel à un nombre limité de concurrents est obligatoire pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale est inférieure à 100 000 francs ou excède 10 000 francs.

Ces contrats résultent :

- soit d'un engagement souscrit à la suite d'un cahier des charges;
- soit d'une soumission souscrite par celui qui propose de traiter;
- soit de la correspondance, suivant l'usage du commerce.

Pour des travaux et fournitures dont la dépense n'excède pas 10 000 francs, de simples factures suffisent; pareils cas nécessitent cependant toujours la délivrance d'un bon de commande avant toute fourniture ou exécution du travail.

*
* *

Le nouveau cahier des charges dont il est question ci-dessus est publié sous forme de brochure et en vente à l'adresse ci-après : « Office des Adjudications, rue du Luxembourg, 49, à Bruxelles », au prix de 10 francs.

Vous êtes autorisé à commander à l'Office précité, pour les besoins du greffe de votre établissement, cinq exemplaires en langue française et un exemplaire en langue néerlandaise.

La dépense sera imputée sur le crédit qui vous a été accordé à l'article 10.3 (rubrique : acquisition d'ouvrages et de publications) et reprise à l'état des dépenses engagées pour l'exercice 1956.

*
* *

Je vous prie de vouloir bien inviter les membres de votre personnel que cette nouvelle réglementation intéresse, à prendre connaissance de la présente circulaire et à parapher le registre en mentionnant la réception.

En outre, une copie de cette circulaire sera remise par vos soins à chacun des agents intéressés.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

9. de plaats, dag en uur van de vergadering waarop de inschrijvingsbiljetten worden geopend;

10. de verwijzing naar typebestekken of naar technische voorschriften, die bepalingen betreffende sommige typen van aannemingen bevatten;

11. het model van inschrijvingsformulier, te stellen op ongezegeld papier.

De inschrijvingsformulieren moeten uitdrukkelijk vermelden dat de reglementaire bepalingen van het koninklijk besluit van 5 October 1955 en de « Contractuele administratieve bepalingen » op de te sluiten koop van toepassing zijn, alsook verwijzen naar de bijzondere voorwaarden die de koop zullen beheersen. Een model van inschrijvingsformulier is in bijlage gevoegd.

Zowel voor een openbare aanbesteding als voor een onderhandse overeenkomst moet een proces-verbaal van het openen der inschrijvingen worden opgesteld.

Overeenkomstig de bepalingen van het artikel 22, § 1, van de wet van 15 Mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat, is de openbare aanbesteding verplicht voor de leveringen, transporten en werken, waarvoor de totale uitgave de honderd duizend (100 000) frank te boven gaat.

De openbaarmaking van de openbare aanbesteding is verplichtend en geschiedt door bekendmaking in het *Bulletijn der Openbare Aanbestedingen*, dat door de Staat wordt uitgegeven (adres : De heer Directeur van het *Belgisch Staatsblad*, Leuvensestraat, 40, te Brussel).

Het aanbestedingsbericht moet tenminste vijftien werkdagen vóór de datum die voor het openen der inschrijvingen is vastgesteld, in dit bulletin worden ingelast.

De onderhandse overeenkomst met beroep op een beperkt aantal mededingers is verplicht voor de leveringen, transporten en werken, waarvan de totale uitgave lager is dan 100 000 frank of de 10 000 frank overtreft.

Deze contracten blijken hetzij :

1. uit een verbintenis op grond van een bestek;
2. uit een inschrijving, ingediend door iemand die een offerte doet;
3. uit de briefwisseling volgens handelsgebruik.

Voor werken en leveringen waarvan de uitgave de 10 000 frank niet overschrijdt, ontstaan eenvoudige facturen; in dergelijke gevallen wordt echter steeds en vóór de levering of de uitvoering van het werk, een bestelbon vereist.

*
* * *

De nieuwe aanbestedingsvoorwaarden waarvan hierboven sprake, worden onder brochurevorm uitgegeven en zijn verkrijgbaar aan het onderstaand adres : « Bureel der Aanbestedingen, Luxemburgstraat, 49, te Brussel », tegen de prijs van 10 frank.

U zijt gemachtigd bij voormelde dienst ten behoeve van de griffie van uwe inrichting, vijf Nederlandstalige exemplaren en één Franstalig exemplaar te bestellen.

De uitgave zal aangerekend worden ten laste van het krediet u toegestaan op artikel 10.3 (rubriek : aankoop van werken en van publicaties), bij de staat der vaste uitgaven voor het dienstjaar 1956.

*
* * *

Gelieve de leden van uw personeel die bij deze nieuwe regeling zijn betrokken, uit te nodigen kennis te nemen van onderhavige omzendbrief en het register te paraferen waarin de ontvangst er van is geboekt.

Een afschrift van deze omzendbrief zal bovendien door u ter hand worden gesteld aan elke betrokken agent.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

Article du budget pour l'exercice 19..

SOUSSION

Adjudication du 19 ..

Lot :

Le soussigné (nom, prénom, qualité) (1)
demeurant à, rue, n°, immatriculé à
l'Office national de la Sécurité sociale, sous le n°, et, le cas
échéant, affilié au Secrétariat social des employeurs à, agréé
par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale sous le n°,
s'engage par la présente sur ses biens meubles et immeubles à effectuer la four-
niture ci-dessous conformément :

1. au cahier général des charges des marchés de l'Etat (clauses administra-
tives contractuelles) approuvé le 5 octobre 1955;
2. aux clauses et conditions du cahier spécial des charges, approuvé le

Il est titulaire du compte de chèques postaux n° ouvert au
nom de : « »
(ou)

Pour toucher les sommes dues à la suite de l'adjudication, est désigné :
M. (banque ou particulier), titulaire du compte de chèques
postaux n° ouvert au nom de « M. ».

Il s'engage à produire dans les quinze jours du calendrier qui suivent le jour
de la notification de l'approbation de sa soumission, une attestation délivrée par
l'O.N.S.S. et certifiant le paiement de ses cotisations à cet organisme.

En cas d'agrément de la présente soumission, il s'engage, en outre, à con-
stituer le cautionnement dans les conditions et délais prescrits (art. 5) au cahier
général des charges (clauses administratives contractuelles).

Les objets, matériaux, matières ou marchandises à mettre en œuvre provien-
dront de (indiquer le lieu de dépôt, de fabrication, de
production ou d'extraction).

(2) Aucun objet ou matériau, aucune matière ou marchandise de provenance
étrangère ne sera mis en œuvre ou livré pour l'exécution de ce marché.

(1) Les soumissions souscrites au nom de sociétés ou de tiers seront unique-
ment rédigées conformément à la formule ci-dessous :

a) La société (anonyme, coopérative, en nom collectif,
en commandite), fondée le, et ayant son siège social à
....., rue, n°, ici représentée
par (son directeur-gérant, son président, son administrateur
délégué, son associé-gérant, son mandataire spécial, suivant procuration du
.....);

b) M. (nom du mandant), ici représenté par
M. (nom du mandataire).

(2) Biffer les mentions inutiles.

Artikel der begroting voor het dienstjaar 19....

INSCHRIJVING

Aanbesteding van 19

Lot :

Ik ondergetekende (naam, voornamen, hoedanigheid) (1)
 wonende te straat n°
 bij de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid geïmmatriculeerd onder
 n° en, bij voorkomend geval, aangesloten bij het Sociaal Secretariaat van werkgevers te dat door het Ministerie van
 Arbeid en Sociale Voorzorg erkend is onder n° verbind
 mij hierbij op mijn roerende en onroerende goederen tot uitvoering van de hierna
 vermelde levering overeenkomstig :

1. de algemene aanbestedingsvoorwaarden inzake overeenkomsten voor rekening van de Staat (contractuele administratieve bepalingen), goedgekeurd de 5 October 1955;

2. de bepalingen en voorwaarden van het bijzonder bestek, goedgekeurd de

Ik ben titularis van postcheckrekening n° onder de benaming
 « »
 (of)

M. (bank of particulier), die ik aanstel om
 de sommen te trekken welke mij wegens de aanneming verschuldigd zijn, is titularis
 van postcheckrekening n° onder benaming « »

Ik verbind mij tot het leveren, binnen een termijn van vijftien kalenderdagen
 volgend op de dag waarop mij van de goedkeuring van mijn inschrijvingsbiljet
 kennis wordt gegeven, van een attest afgeleverd door de R.D.M.Z., en waarin
 wordt verklaard dat ik in regel ben tegenover dit organisme wat de betaling van
 mijn bijdrage betreft.

Ik verbind mij daarenboven, in geval van aanvaarding van deze inschrijving,
 de borgtocht te storten overeenkomstig de voorwaarden en binnen de termijn
 welke in de algemene aanbestedingsvoorwaarden (contractuele administratieve
 bepalingen) is voorzien (art. 5).

De te verwerken voorwerpen, materialen, grondstoffen of waren zullen herkomstig zijn van (de plaats van opslag, van vervaardiging van voortbrenging of van winning opgeven).

(2) Geen enkel voorwerp, materiaal, grondstof of waar van buitenlandse herkomst zal bij de uitvoering van deze overeenkomst worden verwerkt of geleverd.

(1) De namens vennootschappen of derden ingediende inschrijvingen moeten uitsluitend opgesteld zijn volgens onderstaande formule :

a) De vennootschap (naamloze, samenwerkende, onder gemeenschappelijke naam, bij wijze van geldschieting), gesticht de met maatschappelijke zetel te straat, n° hier vertegenwoordigd door (zijn zaakvoerder-bestuurder, zijn voorzitter, zijn gemachtigd-beheerder, zijn vennoot-zaakvoerder, zijn bijzondere lasthebber volgens volmacht van);

b) De heer (naam van de lastgever), hier vertegenwoordigd door de heer (naam van de lasthebber).

(2) Het overbodige schrappen.

(1) Les objets, matériaux, matières ou marchandises de provenance étrangère qui seront mis en œuvre ou livrés pour l'exécution de ce marché interviennent pour un montant de F dans le prix de la soumission, déduction faite des droits de douane, conformément aux indications ci-après :

- Nationalité du soumissionnaire :

Les soumissionnaires demeurant à l'étranger, exception faite pour les Luxembourgeois demeurant au grand-duché de Luxembourg, sont priés de vouloir bien indiquer ci-dessous un domicile élu en Belgique :,
rue, n°

Numéro d'ordre	Indication des articles	Unité	Quantité	Prix (2) de l'unité mentionnée dans la colonne 3		Montant par article
				En toutes lettres	En chiffres	
1	2	3	4	5	6	7
				Total : F		

Total du lot (en toutes lettres) :

A, le 19....

Le soumissionnaire,

NOTARIAT. — SUPPRESSION DE RÉSIDENCE (3).

Serv. gén. Pers.

19 mai 1956. — Par arrêté royal, le nombre des notaires du canton de la justice de paix d'Andenne est réduit à quatre.

La troisième résidence d'Andenne, vacante par suite de la démission de M. Schellinx, est supprimée.

- (1) Biffer les mentions inutiles.
(2) Les prix seront établis en francs et en centimes sans fraction.
(3) *Moniteur belge* des 21-22-23 mai 1956, n°s 142-143-144.

ARRÊTÉ ROYAL RELATIF A LA PHOTOCOPIE DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL
DRESSÉS PENDANT L'OCCUPATION DANS LA PARTIE DU TERRITOIRE BELGE
ANNEXÉE ABUSIVEMENT A L'ALLEMAGNE EN MAI 1940 (1).

—
Bruxelles, le 23 mai 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 27 juillet 1953 déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940, notamment l'article 3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Notre Ministre de la Justice fera établir deux copies photographiques de tous les actes de l'état civil dressés dans la partie du territoire visée à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1953 pendant son annexion abusive à l'Allemagne.

Art. 2. Les photocopies seront remises aux officiers de l'état civil des communes visées à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1953 où, conformément à la loi belge, les actes auraient dû ou pu être dressés.

Les photocopies des actes de mariage seront remises à l'officier de l'état civil de la commune où l'épouse avait son domicile ou sa résidence au moment de la publication du mariage ou, en cas de dispense de publication, au moment du mariage. Si cette commune n'est pas une de celles visées à l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1953, la photocopie de l'acte de mariage sera remise à l'officier de l'état civil de la commune où l'époux avait son domicile ou sa résidence au moment de la publication du mariage ou, en cas de dispense de publication, au moment du mariage.

Art. 3. Les officiers de l'état civil, actuellement détenteurs des registres originaux dresseront en trois exemplaires des tables alphabétiques annuelles comportant tous les actes contenus dans ces registres et indiqueront sur ces tables, pour chaque acte, le nom de la commune belge où la copie photographique sera conservée.

Ils conserveront un exemplaire de ces tables dans leurs archives et en déposeront un autre au greffe du tribunal de première instance; ils annexeront le troisième exemplaire aux registres originaux auxquels les tables se rapportent.

Art. 4. Les officiers de l'état civil, auxquels les photocopies seront remises, attesteront, après vérification, par une mention datée et signée au verso, qu'elles sont tirées sur l'original.

Dans le mois qui suivra la remise, ils constitueront, au moyen des photocopies et par année, des registres en double qu'ils clôtureront après y avoir incorporé des tables alphabétiques annuelles et, en tête des registres, une copie du présent arrêté.

Les registres ainsi constitués seront transmis au président du tribunal de première instance compétent, qui veillera à ce qu'ils soient cotés et paraphés conformément à l'article 41 du Code civil.

L'un des exemplaires sera conservé au greffe du tribunal; l'autre sera déposé aux archives de la commune intéressée.

(1) *Moniteur belge*, 30 mai 1956, n° 151.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE FOTOKOPIE VAN DE AKTEN VAN DE BURGERLIJKE STAND OPGEMAAKT TIJDENS DE BEZETTING IN HET GEDEELTE VAN HET BELGISCH GRONDGEBIED DAT IN MEI 1940 WEDERRECHTELIJK BIJ DUITSLAND WERD INGELIJFD (1).

—
Brussel, de 23 Mei 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 27 Juli 1953 tot bepaling van de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat in Mei 1940 wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd op artikel 3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Justitie doet twee fotografische afdrukken maken van al de akten van de burgerlijke stand welke in het gedeelte van het grondgebied, bedoeld in artikel 1 van de wet van 27 Juli 1953, tijdens de wederrechtelijke inlijving ervan bij Duitsland, werden opgemaakt.

Art. 2. De fotokopieën worden afgegeven aan de ambtenaren van de burgerlijke stand van de gemeenten, bedoeld in artikel 1 van de wet van 27 Juli 1953, waar, volgens de Belgische wet, de akten hadden moeten of kunnen opgemaakt worden.

De fotokopieën van de huwelijksakten worden afgegeven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar de echtgenote woonde of verbleef op het ogenblik van de afkondiging van het huwelijk of, in geval van vrijstelling van afkondiging, op het ogenblik van het huwelijk. Behoort die gemeente niet tot die bedoeld in artikel 1 van de wet van 27 Juli 1953, dan wordt de fotokopie van de huwelijksakte afgegeven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar de echtgenoot woonde of verbleef op het ogenblik van de afkondiging van het huwelijk of, in geval van vrijstelling van afkondiging, op het ogenblik van het huwelijk.

Art. 3. De ambtenaren van de burgerlijke stand die thans de oorspronkelijke registers bewaren, maken, in drievoud, jaarlijkse alfabetische tabellen op, behelzende alle akten welke in die registers voorkomen en zij duiden op die tabellen, voor elke akte, de naam van de Belgische gemeente aan waar de fotografische afdruk zal worden bewaard.

Een exemplaar van die tabellen bewaren zij in hun archief, een ander leggen zij neer ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg; het derde exemplaar voegen zij bij de oorspronkelijke registers waarop de tabellen betrekking hebben.

Art. 4. De ambtenaren van de burgerlijke stand, aan wie de fotokopieën afgegeven worden, bevestigen, na nazicht, door een op de keerzijde aangebrachte vermelding welke zij dagtekenen en ondertekenen, dat zij van het origineel afgedrukt zijn.

Binnen de maand volgende op de afgifte leggen zij met deze fotokopieën per jaar gerangschikte registers in duplo aan, welke zij afsluiten na er de jaarlijkse alfabetische tabellen in opgenomen te hebben en na vooraan in de registers een afschrift van onderhavig besluit ingevoegd te hebben.

De aldus aangelegde registers worden overgemaakt aan de voorzitter van de bevoegde rechtbank van eerste aanleg die er voor zorg draagt dat ze genummerd en geparafeerd worden overeenkomstig artikel 41 van het Burgerlijk Wetboek.

Eén van de exemplaren wordt ter griffie van de rechtbank bewaard, het ander wordt neergelegd in het archief van de betrokken gemeente.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 30 Mei 1956, n° 151.

Art. 5. Les officiers de l'état civil des communes dont une partie seulement a été annexée abusivement à l'Allemagne feront, en outre, dès réception des registres photographiques cotés et paraphés, mention des actes qu'ils contiennent, en marge des registres de l'année et à la date à laquelle les dits actes ont été dressés. Ils en feront également mention aux tables de leurs registres et se conformeront au prescrit de l'article 49 du Code civil.

Art. 6. Si des mentions doivent être faites en marge des actes contenus dans les registres photographiques, elles peuvent être inscrites en regard de ces actes, au verso de la page précédente.

Art. 7. Il ne pourra être délivré des extraits des registres photographiques qu'à partir d'une date que Nous fixerons.

Ces extraits porteront la mention suivante : « Loi du 27 juillet 1953, article 3. Copie ou extrait d'un acte dressé selon la législation allemande pendant l'annexion abusive de la commune ou d'une partie de la commune à l'Allemagne. »

Art. 8. Après la date qu'au fixée l'arrêté visé à l'article précédent, aucun extrait des anciens registres originaux ne pourra plus être délivré.

A partir de cette date également, aucune mention ne pourra plus être faite sur ces registres.

Si, avant cette date et après l'établissement des photocopies, des mentions doivent être effectuées sur les registres originaux, l'officier de l'état civil détenteur de ceux-ci fera les mentions tant sur ces registres que sur les registres photographiques dont il est détenteur.

Si l'officier de l'état civil, détenteur des registres originaux, ne détient plus les registres photographiques contenant la photocopie de l'acte que la mention concerne, il transmettra dans les trois jours une copie littérale de la mention à l'officier de l'état civil détenteur de la photocopie. Celui-ci portera la mention sur les registres photographiques en sa possession.

Lorsque l'un des exemplaires des registres photographiques est déjà déposé au greffe du tribunal de première instance, il sera procédé, à la diligence de l'officier de l'état civil détenteur de l'autre registre photographique, comme il est dit à l'article 49 du Code civil.

Art. 9. Les frais résultant de la photocopie des actes et de la reliure des copies photographiques sont à la charge du budget du Ministère de la Justice.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

Le Ministre des Finances,

H. LIEBAERT.

PÉCULE DE VACANCES A OCTROYER AUX CONVOYEURS (CONVOYEUSES).

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs, comptabilité, n° 101 G 18.

Bruxelles, le 24 mai 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les instructions à suivre pour le calcul du pécule de vacances et du pécule familial de vacances à octroyer aux convoyeurs (convoyeuses) pendant l'année 1956.

Art. 5. De ambtenaren van de burgerlijke stand van de gemeenten, waarvan slechts een gedeelte wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd, maken bovendien, dadelijk na ontvangst van de genummerde en geparafeerde fotografische registers, melding van de hierin vervatte akten, op de rand van de registers van het jaar en op de datum waarop bedoelde akten werden opgemaakt. Zij vermelden ze eveneens in de tabellen van hun registers en schikken zich daarbij naar het bepaalde in artikel 49 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 6. Moeten er op de rand van de akten welke in de fotografische registers voorkomen vermeldingen worden gemaakt, dan mogen die tegenover die akten op de keerzijde van de vorige bladzijde worden ingeschreven.

Art. 7. Uittreksels uit de fotografische registers mogen slechts afgeleverd worden met ingang van een door Ons te bepalen datum.

Op die uittreksels wordt het volgende vermeld : « Wet van 27 Juli 1953, artikel 3. Afschrift of uittreksel uit een akte opgemaakt volgens de Duitse wetgeving, tijdens de wederrechtelijke inlijving van de gemeente of van een gedeelte van de gemeente bij Duitsland. »

Art. 8. Na de datum, welke door het in vorig artikel bedoelde besluit zal zijn vastgesteld, mag geen enkel uittreksel uit de oude oorspronkelijke registers meer worden afgeleverd.

Eveneens met ingang van die datum mag geen enkele vermelding meer worden aangebracht op die registers.

Indien, vóór die datum en na het maken van de fotokopieën, op de oorspronkelijke registers vermeldingen moeten worden aangebracht, voert de ambtenaar van de burgerlijke stand, houder van die registers, de vermeldingen uit zowel op die registers, als op de fotografische registers waarvan hij houder is.

Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand onder wie de oorspronkelijke registers berusten, geen houder meer is van de fotografische registers met de fotokopie van de akte waarop de kanttekening betrekking heeft, zendt hij binnen drie dagen een letterlijk afschrift van de kanttekening aan de ambtenaar van de burgerlijke stand die houder is van de fotokopie. Deze brengt de kanttekening over in de fotografische registers welke hij bezit.

Wanneer één van de exemplaren der fotografische registers reeds ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg is neergelegd, wordt, ten verzoek van de ambtenaar van de burgerlijke stand die houder is van het ander fotografisch register, tewerkgegaan als bepaald in artikel 49 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 9. De kosten waartoe het fotokopiëren van de akten en het inbinden van de fotografische afdrukken aanleiding geven vallen ten laste van de begroting van het Ministerie van Justitie.

Art. 10. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :

De Ministèr van Justitie,

A. LILAR.

De Minister van Financiën,

H. LIEBAERT.

VACANTIEGELD TOE TE KENNEN AAN DE BEGELEIDERS (BEGELEIDSTERS).

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve diensten, comptabiliteit, n° 101.G.18.

Brussel, 24 Mei 1956.

Aan de besturen van de Rijksobservatie- en -opvoedingsgestichten.

Ik heb de eer u kennis te geven van de onderrichtingen die moeten worden nageleefd voor het berekenen van het aan de begeleid(st)ers gedurende het jaar 1956 toe te kennen vacatiegeld en gezinsvacatiegeld.

1. Base légale.

Sont applicables les règles fixées par l'arrêté royal du 20 avril 1956 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances et d'un pécule familial de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume (voir *Moniteur belge* des 23-24 avril 1956).

2. Calcul du pécule de vacances.

Le pécule de vacances est fixé à 2 000 francs pour une période de douze mois de prestations complètes, soit pour 2 500 heures de travail. Il s'élève ainsi à 0,80 F par heure de prestations.

Ce dernier montant servira de base au calcul du pécule dû, en 1956, pour chacun des mois de l'année 1955 pendant lesquels le convoyeur a effectué des prestations.

Il suffira, pour déterminer le montant du pécule afférent à chaque mois de l'année 1955, de multiplier par le taux de 0,80 F l'heure le nombre d'heures de travail prestées effectivement pendant le mois. Il faut, toutefois, tenir compte de la disposition de l'arrêté royal du 20 avril 1956, suivant laquelle, en cas de prestations incomplètes pendant un mois, le pécule ne peut être inférieur à la moitié du pécule mensuel que l'agent obtiendrait pour des prestations complètes. C'est ainsi qu'un convoyeur pourra prétendre, pour chacun des mois pendant lesquels il a effectué des prestations incomplètes, à un pécule minimum de 83 francs.

Remarque importante. — Suivant l'article 8 de l'arrêté royal du 20 avril 1956, le pécule de vacances n'est pas accordé pour les périodes de prestations mensuelles entrant en ligne de compte, même partiellement, pour le calcul d'un pécule de vacances auquel donnent droit d'autres dispositions.

3. Calcul du pécule familial de vacances.

Le pécule familial de vacances est octroyé pour chacun des mois de l'année 1955 pendant lesquels le convoyeur a fait des prestations. Il est calculé d'après le nombre d'enfants : a) ayant fait partie, dans le courant de l'année 1955, du ménage du convoyeur; b) et en raison desquels des allocations familiales ont été octroyées, à bon droit, à charge du budget de l'Office de la Protection de l'Enfance.

Pour chaque mois de prestations, le montant du pécule familial de vacances est égal à 1/12 du montant de l'allocation forfaitaire mensuelle.

Il s'élèvera donc à :

26,25 F par mois, pour le 1^{er} enfant (315 F : 12);

26,25 F par mois, pour le 2^e enfant (315 F : 12);

35,80 F par mois, pour le 3^e enfant (430 F : 12);

43,75 F par mois, pour le 4^e enfant (525 F : 12);

57,90 F par mois, pour le 5^e enfant et chacun des suivants (695 F : 12).

Si le nombre d'enfants ayant bénéficié d'allocations familiales a augmenté ou diminué au cours de l'année 1955, c'est la situation la plus favorable pour le convoyeur qui est prise en considération pour le calcul du pécule familial à octroyer pour chacun des mois de l'année 1955.

Remarque importante. — Le pécule familial de vacances n'est pas accordé pour les périodes de prestations mensuelles entrant en ligne de compte, même partiellement, pour le calcul d'un pécule familial de vacances auquel donnent droit d'autres dispositions.

4. Cas du convoyeur qui, au cours de l'année 1955, a fait des prestations comme remplaçant d'un veilleur de nuit ou d'un éducateur.

Si, au cours de l'année 1955, un convoyeur a assuré non seulement le transfertement d'élèves, mais a aussi remplacé un veilleur de nuit ou un éducateur, ses diverses prestations doivent être cumulées par mois, en vue du calcul du pécule mensuel de vacances.

1. Wettelijke grond.

Zijn van toepassing de regels bepaald bij het koninklijk besluit van 20 April 1956 betreffende de toekenning van een vacantiégeld en een gezinsvacantiégeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur. (Zie *Belgisch Staatsblad* van 23-24 April 1956.)

2. Berekening van het vacantiégeld.

Het vacantiégeld is vastgesteld op 2 000 frank voor een tijdperk van twaalf maanden volledige prestaties, zegge 2 500 werkuren. Het bedraagt derhalve 0,80 F per uur verstrekte dienstprestatie.

Laatstgenoemd bedrag zal tot grondslag dienen voor de berekening van het vacantiégeld dat in 1956 verschuldigd is voor elke maand van het jaar 1955 tijdens welke de begeleider prestaties heeft verstrekt.

Om het bedrag van het aan elke maand van het jaar 1955 verbonden vacantiégeld te bepalen, zal het volstaan het getal van de gedurende de maand werkelijk gepresteerde werkuren te vermenigvuldigen met de waarde « 0,80 F per uur ». Er dient nochtans rekening te worden gehouden met de bepaling van het koninklijk besluit van 20 April 1956 luidens welke, in geval van onvolledige prestaties gedurende een maand, het vacantiégeld niet minder mag bedragen dan de helft van het maandelijks vacantiégeld dat het personeelslid voor volledige prestaties zou verkrijgen. Bijgevolg zal een begeleider voor elk van de maanden tijdens welke hij onvolledige prestaties heeft verstrekt, aanspraak kunnen maken op een bedrag van ten minste 83 frank.

Belangrijke opmerking. — Luidens artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 April 1956 wordt het vacantiégeld niet toegekend voor de termijnen van maandprestaties die, zelfs gedeeltelijk, in aanmerking komen voor de berekening van vacantiégeld waarop andere bepalingen recht geven.

3. Berekening van het gezinsvacantiégeld.

Het gezinsvacantiégeld wordt toegekend voor elke maand van het jaar 1955 tijdens welke de begeleider prestaties heeft verstrekt. Het wordt berekend volgens het aantal kinderen :

a) die in de loop van het jaar 1955 deel hebben uitgemaakt van het huishouden van het personeelslid;

b) en voor wie met recht kinderbijslag is toegekend ten bezware van de begroting van de Dienst voor Kinderbescherming.

Voor elke maand prestatie is het bedrag van het gezinsvacantiégeld gelijk aan 1/12 deel van het bedrag van de maandelijks forfaitaire toeslag. Het belooft dus :

26,25 F per maand voor het 1^e kind (315 F : 12);

26,25 F per maand voor het 2^e kind (315 F : 12);

35,80 F per maand voor het 3^e kind (430 F : 12);

43,75 F per maand voor het 4^e kind (525 F : 12);

57,90 F per maand voor het 5^e kind en elk van de volgende (695 F : 12).

Zo het getal van de kinderen, voor wie kinderbijslag werd uitgekeerd, in de loop van het jaar 1955 vermeerde of verminderde, dan wordt het voor elke maand van het jaar 1955 toe te kennen gezinsvacantiégeld berekend met inachtneming van de toestand welke voor de begeleider het gunstigst uitvalt.

Belangrijke opmerking. — Het gezinsvacantiégeld wordt niet toegekend voor de termijnen van maandprestaties die, zelfs gedeeltelijk, in aanmerking komen voor de berekening van gezinsvacantiégeld waarop andere bepalingen recht geven.

4. Geval van de begeleider die, in de loop van het jaar 1955, prestaties heeft verstrekt als plaatsvervanger van een nachtwaker of van een opvoeder.

Heeft, in de loop van het jaar 1955, een begeleider niet enkel de overbrenging van verpleegden verzekerd, doch tevens een nachtwaker of een opvoeder vervangen, dan dienen zijn verschillende prestaties per maand te worden gecumuleerd met het oog op de berekening van het maandelijks vacantiégeld.

5. Imputation budgétaire et mode de liquidation de la dépense.

Si le pécule de vacances se rapporte exclusivement à des prestations de convoyeur, la dépense est imputable sur l'article 28.2 du budget et doit être soldée au moyen des avances de fonds.

Si le pécule se rapporte, à la fois, à des prestations faites en qualité de convoyeur et à des prestations effectuées en qualité de remplaçant d'un veilleur de nuit ou d'un éducateur, il importe de distinguer :

a) Première hypothèse : le nombre d'heures de travail prestées comme convoyeur pendant l'année 1955 (total pour l'année) est plus élevé que le nombre d'heures prestées comme remplaçant d'un veilleur de nuit ou d'un éducateur.

Dans ce cas, la dépense est imputable sur l'article 28.2 du budget et peut être soldée au moyen des avances de fonds;

b) Deuxième hypothèse : le nombre d'heures de travail prestées pendant l'année 1955 comme remplaçant d'un veilleur de nuit ou d'un éducateur l'emporte sur celui des heures prestées comme convoyeur.

Dans cette hypothèse, la dépense est imputable sur l'article 3.3 du budget et sera soldée à l'intervention de l'Administration centrale.

6. Sécurité sociale et impôts.

A. Le pécule de vacances et le pécule familial de vacances ne donnent pas lieu à perception de cotisations en matière de sécurité sociale;

B. Ils doivent être considérés comme revenu imposable.

L'impôt s'élève à 5 p. c. et doit être prélevé à la source, quel que soit le montant du pécule de vacances et du pécule familial.

7. Procédure à suivre avant de liquider ou de faire liquider le pécule de vacances.

1. Les établissements doivent dresser, pour chaque convoyeur et en *double expédition*, un relevé indiquant le nombre d'heures de travail prestées pendant chacun des mois de l'année 1955.

Les heures seront subdivisées en :

a) heures prestées comme convoyeur;

b) heures prestées comme remplaçant d'un veilleur de nuit;

c) heures prestées comme remplaçant d'un éducateur.

Le relevé mentionnera, en outre, le montant du pécule de vacances et, éventuellement, le montant du pécule familial de vacances afférent à chacun des mois de l'année 1955, le montant annuel de ces péculs, le montant de l'impôt dû à la source et la somme nette à payer au convoyeur.

Il contiendra les renseignements qui doivent faciliter le contrôle de l'Administration centrale. Il devra indiquer, entre autres :

a) l'état civil du bénéficiaire (célibataire, marié, veuf, divorcé, etc.);

b) le nombre maximum d'enfants pour lesquels le bénéficiaire a reçu, à bon droit, des allocations familiales à charge du budget de l'Office de la Protection de l'Enfance, pendant l'année 1955.

Le nom, le prénom et la date de naissance des enfants devront être mentionnés au relevé.

2. Chaque convoyeur qui prétend au pécule de vacances et au pécule familial de vacances à charge du budget de l'Office de la Protection de l'Enfance, doit être invité à signer une déclaration sur l'honneur, suivant laquelle il n'a touché ou ne touchera, en 1956, aucun pécule de vacances, ni aucun pécule familial de vacances, de la part d'autres employeurs, d'une caisse de vacances ou d'une caisse de compensation.

3. Si la dépense constituée par le paiement du pécule de vacances et du pécule familial de vacances est imputable sur l'article 28.2 du budget, le relevé (en double expédition) et la déclaration visés ci-dessus, seront soumis à l'examen de l'Administration centrale. En cas d'accord, mes services renverront à l'établissement un exemplaire du relevé et la déclaration de l'intéressé, aux fins de liquidation sur les avances de fonds.

5. Begrotingsaanwijzing en wijze van vereffenen van de uitgave.

Slaat het vacantiégeld uitsluitend op prestaties van begeleider, dan dient de uitgave aangerekend op artikel 28.2 van de begroting en vereffend door middel van de geldvoorschotten.

Slaat het vacantiégeld tegelijkertijd op prestaties van begeleider en op als plaatsvervanger van een nachtwaker of van een opvoeder uitgevoerde prestaties, dan dient een onderscheid te worden gemaakt :

a) Eerste onderstelling : het aantal uren als begeleider gedurende het jaar 1955 (totaal voor het jaar) gepresteerd overtreft het aantal uren als plaatsvervanger van een nachtwaker of van een opvoeder gepresteerd.

In dit geval dient de uitgave aangerekend op artikel 28.2 van de begroting en mag zij vereffend worden door middel van de geldvoorschotten.

b) Tweede onderstelling : het aantal uren als plaatsvervanger van een nachtwaker of van een opvoeder gedurende het jaar 1955 gepresteerd overtreft het aantal uren gepresteerd als begeleider.

In deze onderstelling dient de uitgave aangerekend op artikel 3.3 van de begroting en vereffend door bemiddeling van het Hoofdbestuur.

6. Maatschappelijke zekerheid en belastingen.

A. Het vacantiégeld en het gezinsvacantiégeld geven geen aanleiding tot het innen van bijdragen in zake maatschappelijke zekerheid.

B. Zij moeten als belastbaar inkomen worden beschouwd.

De belasting bedraagt 5 t. h. en dient aan de bron te worden geheven, welk ook het bedrag zij van het vacantiégeld en van het gezinsvacantiégeld.

7. Procedure met het oog op het vereffenen of het laten vereffenen van het vacantiégeld.

1. Voor ieder begeleider moeten de gestichten *in tweevoud* een staat opmaken waarop het aantal tijdens elk der maanden van het jaar 1955 gepresterde arbeidsuren vermeld is.

De uren dienen te worden onderverdeeld in :

a) uren gepresteerd als begeleider;

b) uren gepresteerd als plaatsvervanger van een nachtwaker;

c) uren gepresteerd als plaatsvervanger van een opvoeder.

De staat moet bovendien het bedrag van het vacantiégeld vermelden en, gebeurlijk, het bedrag van het gezinsvacantiégeld in verband met elk der maanden van het jaar 1955, het jaarlijks bedrag van deze gelden, het bedrag van de aan de bron te innen belastingen en het aan de begeleider uit te betalen netto-bedrag.

Hij dient de inlichtingen te bevatten welke het nazien door het Hoofdbestuur moeten vergemakkelijken en zal onder meer melding dienen te maken van :

a) de burgerlijke stand van de belanghebbende (ongehuwd, gehuwd, weduwnaar, uit de echt gescheiden, enz.);

b) het hoogste aantal kinderen voor wie de belanghebbende, gedurende het jaar 1955, met recht kinderbijslag heeft ontvangen ten bezware van de begroting van de Dienst voor Kinderbescherming.

Naam, voornaam en geboortedatum van de kinderen zullen op de staat moeten aangegeven worden.

2. Elke begeleider die aanspraak maakt op vacantiégeld en gezinsvacantiégeld ten bezware van de begroting van de Dienst voor Kinderbescherming dient ertoe uitgenodigd, op zijn woord van eer, een verklaring te ondertekenen waaruit blijkt dat hij in 1956 noch vacantiégeld, noch gezinsvacantiégeld heeft getrokken of zal trekken van andere werkgevers, van een verlofkas of van een compensatiekas.

3. Indien de door de betaling van het vacantiégeld en van het gezinsvacantiégeld veroorzaakte uitgave dient aangerekend op artikel 28.2 van de begroting, dan moeten bovenbedoelde staat (in tweevoud) en bovenbedoelde verklaring voor onderzoek worden voorgelegd aan het Hoofdbestuur. In geval van instemming zullen mijn diensten een exemplaar van de staat en de verklaring van de betrokkene naar het gesticht terugsturen, met het oog op vereffening door middel van de geldvoorschotten.

Si, par contre, la dépense est imputable sur l'article 3.3 du budget, le relevé (en double expédition) et la déclaration seront compris dans un bordereau n° 170 spécial. La liquidation aura, dans ce cas, lieu par les soins de l'Administration centrale.

Pour le Ministre :
Le directeur,
R. PETIT.

BULLETINS DE RÉQUISITION POUR LA DÉLIVRANCE DE BILLETS EN DÉBET.

Comptabilité, litt. E., n° 134.
Bruxelles, le 26 mai 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements Pénitentiaires.

La Société nationale des Chemins de Fer belges porte à ma connaissance qu'à partir du 3 juin 1956 les trains de voyageurs, tant du service intérieur que du service international, ne comporteront plus que deux classes de voiture dénommées 1^{re} et 2^e classes.

Il importe donc que les stocks de bulletins de réquisition verts (2^e classe actuelle) et de bulletins bruns (3^e classe actuelle), en votre possession ou délivrés par vos soins, portent, à partir de cette date, en regard de la classe, respectivement le chiffre 1 au lieu de 2 et 2 au lieu de 3.

Pour le Ministre :
L'inspecteur général,
M. VAN HELMONT.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR, AU DÉBUT DE CHAQUE ANNÉE, A L'OFFICE DE DOCUMENTATION DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Office de la Protection de l'Enfance.
Services administratifs. Comptabilité, n° 101 F 36.
Bruxelles, le 30 mai 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Subsidiairement à ma dépêche du 17 mai 1956, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous donner ci-dessous quelques précisions :

A. Précisions relatives au littéra a du troisième alinéa de ma dépêche.

Les fiches destinées à l'Office de Documentation doivent, en ce qui concerne les fournitures et les travaux faits pendant l'année envisagée, mentionner toutes les factures dressées par la même personne ou la même firme et dont le montant cumulé atteint au moins 20 000 francs pour l'année.

B. Précisions concernant le dernier alinéa de la première page de ma dépêche.

La date de la facture, qui doit être mentionnée à la fiche en regard de son import, n'est pas la date à laquelle la déclaration administrative n° 166 a été établie, mais bien la date de la facture dressée par le fournisseur ou l'entrepreneur lui-même. A défaut de pareil document, la date de la facture peut être remplacée par la date de la fourniture ou de la prestation. Dans ce cas, la fiche devra indiquer expressément qu'il s'agit de la date de la livraison ou de l'exécution du travail. Si la fourniture ou la prestation a eu lieu à la suite d'une adjudication ou d'une offre, la fiche doit mentionner, en outre, la date de l'adjudication ou de la soumission, de même que la date de son approbation.

Pour le Ministre :
Le directeur,
R. PETIT.

Indien daarentegen de uitgave dient aangerekend op artikel 3.3 van de begroting, dan zullen de staat (in tweevoud) en de verklaring deel uitmaken van een bijzonder borderel n° 170. In dit geval zal de vereffening gebeuren door bemiddeling van het Hoofdbestuur.

Voor de Minister :
De directeur,
R. PETIT.

VORDERINGSBULLETINS VOOR HET AFLEVEREN VAN BIJLETEN IN DEBET.

Comptabiliteit, litt. E., n° 134.
Brussel, de 26 Mei 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen brengt mij ter kennis dat van 3 juni 1956 af, zowel wat het binnenvoer als de internationale dienst betreft, in de reizigerstreinen slechts twee rijtuigklassen meer zullen voorkomen, 1° en 2° klasse genoemd.

De groene vorderingsbulletins (thans 2° klasse) en de bruine bulletins (thans 3° klasse) die u in voorraad hebt of door u afgeleverd worden, dienen dus, van die datum af, tegenover de klasse, respectievelijk het cijfer 1 in plaats van 2 en 2 in plaats van 3 te vermelden.

Voor de Minister :
De Inspecteur-Generaal,
M. VAN HELMONT.

INLICHTINGEN DIE, IN 'T BEGIN VAN IEDER JAAR, AAN DE DOCUMENTATIEDIENST VAN DE ADMINISTRATIE DER DIRECTE BELASTINGEN MOETEN VERSCHAFT WORDEN.

Dienst voor Kinderbescherming.
Administratieve Diensten, Comptabiliteit, n° 101 F 36.
Brussel, de 30 Mei 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

In aansluiting met mijn ambtsbrief van 17 Mei 1956, gekanttekend zoals hierboven, heb ik de eer u hieronder enige ophelderingen te verstrekken :

A. Opheldering nopens littera a van het derde lid van mijn ambtsbrief.

De fiches die voor de Documentatiedienst zijn bestemd moeten, wat de gedurende het in aanmerking komend jaar gedane leveringen en prestaties betreft, al de facturen vermelden die door eenzelfde persoon of firma werden opgemaakt en waarvan het gecumuleerd bedrag ten minste 20 000 frank voor het jaar bereikt.

B. Opheldering nopens het laatste lid van de eerste bladzijde van mijn ambtsbrief.

De datum van de factuur die, op de fiche, naast het beloop van de factuur moet worden aangeduid, is niet de datum waarop de administratieve aangifte van schuldordering n° 166 werd opgesteld, doch de datum van de factuur die door de leverancier of door de aannemer zelf werd opgemaakt. Bij ontstentenis van zulk bescheid, mag de datum van de factuur door die der levering of prestatie vervangen worden. In bedoeld geval, zal de fiche uitdrukkelijk moeten vermelden dat het om de datum der levering of prestatie gaat. Zo de levering of de prestatie ingevolge een aanbesteding of offerte heeft plaats gehad, moet de fiche bovendien de datum van de aanbesteding of van de offerte, alsmede de datum van de goedkeuring dezer, opgeven.

Voor de Minister :
De directeur,
R. PETIT.

5-6 juin 1956.

CONTROLE DES VISITEURS.

Bureau d'étude, litt. R., n° V.

Bruxelles, le 5 juin 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Ma circulaire du 25 juin 1947, Bureau d'étude, litt. R., n° V/1, vous a donné des instructions en ce qui concerne le contrôle des personnes étrangères à l'administration qui se présentent à l'établissement.

Par dérogation à ces dispositions, j'ai décidé que, sur présentation d'une carte spéciale, délivrée par le Conseil de l'Ordre dont ils relèvent, les avocats seront dispensés, dans tous les établissements pénitentiaires, des mesures de contrôle ordinaires.

Cette carte spéciale doit porter les nom, prénom, qualité, adresse, photographie et signature du titulaire et être revêtue en outre du sceau de l'Ordre et de la signature du bâtonnier qui l'aura délivrée.

Au cas où il existerait de sérieuses raisons de croire que le document produit n'est pas authentique ou a été altéré, il appartiendrait au portier de vous prévenir. Les vérifications qui s'avèreraient indispensables ne pourront être faites que par vous, ou votre remplaçant, dans votre cabinet et avec les égards requis vis-à-vis des membres des barreaux.

Les mesures ordinaires de contrôle restent en vigueur pour les avocats non porteurs de l'attestation visée par la présente circulaire.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,

J. DUPRÉEL.

ARRÊTÉ ROYAL MODIFIANT EN CE QUI CONCERNE LA JUSTICE DE PAIX DE FURNES, L'ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JANVIER 1928, DÉTERMINANT LE NOMBRE ET LA DURÉE DES AUDIENCES ORDINAIRES DES JUSTICES DE PAIX ET DES TRIBUNAUX DE POLICE, AINSI QUE LES JOURS ET HEURES D'OUVERTURE DES GREFFES DE CES JURIDICTIONS (1).

Bruxelles, le 6 juin 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 22 juillet 1927, modifiant les lois d'organisation judiciaire, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1928 déterminant le nombre et la durée des audiences ordinaires des justices de paix et des tribunaux de police, ainsi que les jours et heures d'ouverture des greffes de ces juridictions;

Vu les avis du président du tribunal de première instance de Furnes et du procureur du Roi près ce tribunal;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 15 janvier 1928 est modifié comme suit en ce qui concerne la justice de paix du canton de Furnes :

Canton Furnes : Audiences de police : 2 par mois.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

(1) *Moniteur belge*, 19 juillet 1956, n° 201.

TOEZICHT OP DE BEZOEKERS.

Studiebureau, litt. R., n° V.
Brussel, de 5 Juni 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Bij mijn omzendbrief van 25 Juni 1947, Studiebureau, litt. R., n° V/I, werden er onderrichtingen gegeven betreffende de controle van de niet tot de administratie behorende personen die zich in uw inrichting aanmelden.

Bij afwijking van die bepalingen heb ik beslist dat de advocaten, op voorlegging van een speciale kaart, afgegeven door de Raad van de Orde, waaronder zij ressorteren, in al de strafinrichtingen van de gewone controlemaatregelen zullen vrijgesteld zijn.

Op deze speciale kaart moeten naam, voornaam, hoedanigheid, adres, foto en handtekening van de houder voorkomen en bovendien de stempel van de Orde en de handtekening van de stafhouder die ze heeft afgegeven.

Moesten er ernstige redenen bestaan om te menen dat het voorgelegd bescheid niet authentiek is of vervalst werd, dan behoort de portier u te waarschuwen. Indien nazicht onontbeerlijk mocht blijken, mag dit alleen door u of uw plaatsvervanger geschieden, in uw kabinet en niet de eerbied die tegenover de leden van de balies vereist is.

De gewone controlemaatregelen blijven van kracht voor de advocaten die geen houder zijn van het in deze omzendbrief bedoeld attest.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING, WAT HET VREDEGERECHT TE VEURNE BETREFT, VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 15 JANUARI 1928 TOT VASTSTELLING VAN HET GETAL EN DE DUUR VAN DE GEWONE TERECHTZITTINGEN DER VREDEGERECHTEN EN DER POLITIERECHTBANKEN, ALSMEDE VAN DE DAGEN EN UREN WAAROP DE GRIFFIES VAN DIE RECHTBANKEN TOEGANKELIJK ZIJN (1).

Brussel de 6 Juni 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 22 Juli 1927 tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, inzonderheid op artikel I;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 Januari 1928 tot vaststelling van het getal en de duur van de gewone terechtzittingen der vrederechten en der politierechtbanken, alsmede van de dagen en uren waarop de griffies van die rechtbanken toegankelijk zijn;

Gelet op de adviezen van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne en van de procureur des Konings bij die rechtbank;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 15 Januari 1928 wordt, wat het vrederecht van het kanton Veurne betreft, gewijzigd als volgt :

Kanton Veurne : Terechtzittingen in politiezaken : 2 per maand.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

BAUDOUIN.

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
A. LILAR.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 19 Juni 1956, n° 201.

7 juin 1956.

APPLICATION DE L'ARTICLE 36 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LES FRAIS DE JUSTICE
EN MATIÈRE RÉPRESSIVE AUX AGENTS DE L'OFFICE NATIONAL DU LAIT ET DE
SES DÉRIVÉS.

Services généraux, dos. n° 636, Témoins.

Bruxelles le 7 juin 1956.

A M. l'Auditeur général près la Cour militaire à Bruxelles.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu d'un arrangement pris entre mon département et l'Office national du lait et de ses dérivés, cet office payera dorénavant à ses agents qui comparaitissent comme témoins devant les tribunaux pour affaires de service, les indemnités administratives pour frais de route et de séjour.

Par conséquent, le greffe ne paiera aucune indemnité de voyage ni de séjour aux dits agents; seulement, par application de l'article 36 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive, les indemnités prévues aux articles 32 à 35 de ce règlement seront reprises pro-forma au relevé des frais.

Dans le but d'éviter des erreurs, il est souhaitable que l'invitation à comparaître indique que l'intéressé sera entendu en raison des faits dont il a eu connaissance de par ses occupations professionnelles et qu'après l'audition, une attestation portant l'heure de la convocation et celle à laquelle les prestations ont pris fin, soit délivrée pour servir de justification au dépôt d'un état de frais de transport et de séjour.

Je vous prie, Monsieur l'auditeur général (procureur général), de vouloir bien donner les directives nécessaires aux autorités de votre ressort que la question concerne.

Pour le Ministre :

Le Directeur.

J. VAN EESBEEK

SIGNALEMENT.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs. Personnel. n° 92.

Bruxelles, le 7 juin 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous les directives générales concernant l'emploi du bulletin de reconduction du signalement prescrit par l'arrêté royal du 26 novembre 1953.

I. Dispositions statutaires :

1° Dorénavant, un bulletin de reconduction du signalement sera dressé pour les membres du personnel nommés à titre définitif appartenant à la troisième et à la deuxième catégorie, pour autant que l'agent :

ait déjà obtenu un signalement antérieur;

soit resté revêtu du même grade;

n'ait fait l'objet, à sa fiche individuelle, d'aucune mention d'un fait marquant, de nature à justifier une proposition de nouveau signalement;

TOEPASSING VAN ARTIKEL 36 VAN HET ALGEMEEN REGLEMENT OP DE GERECHTSKOSTEN
IN STRAFZAKEN OP DE AGENTEN VAN DE NATIONALE ZUIVELDIENST.

Algemene Diensten, Gerechtskosten. — Dos. n° 636, Getuigen.

Brussel de 7 Juni 1956.

*Aan de heer Auditeur-Generaal, te Brussel.**Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.*

Ik heb de eer u te laten waten dat, overeenkomstig een regeling, getroffen tussen mijn departement en de Nationale Zuiveldienst, deze dienst in het vervolg aan zijn agenten die als getuigen voor de rechtbanken verschijnen inzake dienst-aangelegenheden, de bestuurlijke vergoedingen inzake reis- en verblijfkosten zal betalen.

Dienvolgens zullen ter griffie, aan bedoelde agenten geen reis- noch verblijf-vergoeding worden betaald, maar zullen bij toepassing van artikel 36 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, de bij artikel 32 tot 35 voorziene vergoedingen pro-forma op de onkostenstaat worden vermeld.

Om vergissingen te vermijden is het wenselijk dat op de uitnodiging om te verschijnen vermeld worde dat de betrokkene zal gehoord worden oopens feiten waarvan hij uit hoofde van zijn beroepsbezigheden kennis gehad heeft en dat, na het verhoor, een bewijsstuk waarop het uur van de oproeping en het uur waarop de prestaties een einde genomen hebben voorkomen, zou afgeleverd worden om bij het indienen van een staat van vervoer- en verblijfkosten tot verantwoording te dienen.

Ik verzoek u, Mijnheer de Auditeur-Generaal (Mijnheer de Procureur-Generaal), aan de overheden van uw rechtsgebied wie deze aangelegenheid aanbelangt, de nodige richtlijnen te willen geven.

Voor de Minister :
De Directeur,
J. VAN EESBEEK.

SIGNALEMENT.

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve Diensten. Personeel, n° 92.

Brussel, de 7 Juni 1956.

*Aan de heren Bestuurders van de Rijksobservatie- en Opvoedings-
gestichten.*

Hierbij heb ik de eer u de algemene richtlijnen te verstrekken omtrent het gebruik van het bulletin voor signalementsvernieuwing voorgeschreven bij koninklijk besluit d. d. 26 November 1953.

I. Statutaire beschikkingen :

1° Voortaan dient, voor de in vast verband benoemde personeelsleden die tot de derde en de tweede categorie behoren, een bulletin voor signalementsvernieuwing opgemaakt, voor zover de beambte :

reeds een vroeger signalement bekomen heeft;

dezelfde graad is blijven bekleden;

op zijn individuele fiche geen inschrijving heeft bekomen van een ernstig feit dat van aard is om het voorstellen van een nieuw signalement te wettigen;

2° Les reconductions du signalement sont soumises à la même procédure que l'établissement des nouveaux signalements;

3° Les bulletins de signalement ordinaires restent d'application en ce qui concerne les fonctionnaires et agents définitifs :

a) de la première catégorie;

b) de la deuxième et de la troisième catégorie :

pour lesquels un bulletin de signalement est établi pour la première fois;

qui, depuis l'attribution de leur dernier signalement, ont été nommés à un autre grade;

pour lesquels l'une des autorités compétentes en matière de signalement a proposé l'élaboration d'un nouveau bulletin de signalement.

Je vous rappelle que, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 26 novembre 1953, la question C : « A quelles fonctions l'intéressé est-il apte? », prévue dans le bulletin de signalement, est supprimée;

4° En ce qui concerne les agents *temporaires*, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, le bulletin de signalement ordinaire reste en vigueur;

5° Restent également d'application, les bulletins de conduite pour les membres définitifs du personnel ouvrier appartenant à la quatrième catégorie, ainsi que pour le personnel auxiliaire.

* *

II. Instructions particulières :

En ce qui concerne l'élaboration du bulletin de reconduction du signalement, il y a lieu d'observer strictement les dispositions ci-après, dont la synthèse est reprise au modèle en annexe :

1° en tête du bulletin, les mentions suivantes doivent être soigneusement spécifiées : Etablissement, nom et prénoms, grade, ainsi que la dernière mention de signalement attribuée. Les mentions imprimées qui sont inutiles doivent être biffées;

2° dans la rubrique « Appréciation des fonctionnaires proposant la reconduction du signalement » :

a) le supérieur hiérarchique immédiat biffe l'une des mentions « oui » ou « non » dans la colonne 1, puis date et appose sa signature, en la faisant suivre de son grade, à la rubrique *ad hoc*;

b) le supérieur hiérarchique suivant biffe l'une des mentions et vise dans la colonne 2, avec spécification de son grade.

Si l'un des supérieurs hiérarchiques retient la mention « Non », il convient d'établir un nouveau bulletin de signalement et de le joindre au bulletin de reconduction du signalement;

3° dans la rubrique « Visa des agents », l'agent intéressé appose la mention « D'accord » ou « Pas d'accord », suivie de la date et de sa signature.

Si l'agent estime que la mention proposée à son égard n'est pas justifiée, il est tenu d'introduire une réclamation écrite.

* *

Je mets à profit l'occasion qui m'est offerte pour attirer une nouvelle fois votre particulière attention sur la nécessité d'apporter le plus grand soin à la tenue régulière et consciencieuse du dossier de signalement des membres du personnel, tant en ce qui concerne les inscriptions à la fiche individuelle que l'élaboration des différents documents relatifs au signalement.

* *

Veuillez porter cette instruction à la connaissance de tous les membres de votre personnel et les inviter à parapher le registre dans lequel sa réception aura été consignée.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

2° De signalementsvernieuwingen zijn onderworpen aan dezelfde procedure als voor het vaststellen van nieuwe signalementen;

3° De gewone signalementsstaten blijven in voege wat betreft de vast benoemde ambtenaren en beambten :

a) van de eerste categorie;

b) van de tweede en derde categorie :

voor wie voor de eerste maal een beoordelingsstaat wordt opgemaakt;

die, sedert het bekomen van hun laatste signalement, in een andere graad werden benoemd;

waarvoor een der bij het signalement betrokken overheden het aanleggen van een nieuwe signalementsstaat heeft voorgeschreven.

Ik breng u in herinnering dat, overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit d. d. 26 November 1953, de vraag C : « Voor welke functies is belanghebbende geschikt », voorkomend in de signalementsstaat, is afgeschaft;

4° Wat de tijdelijke personeelsleden betreft, om het even tot welke categorie zij behoren, dient verder het thans vigerend signalementsblad opgemaakt;

5° Ten slotte gelden nog steeds de gebruikelijke gedragsbulletins voor de vastaangestelde leden van het arbeiderspersoneel die tot de vierde categorie behoren, alsmede voor het hulppersoneel.

* * *

II. Bijzondere onderrichtingen :

Bij het opmaken van het bulletin voor signalementsvernieuwing dienen navermelde bepalingen stipt nageleefd, waarvan de synthese vervat is in bijgaand model :

1° op de hoofding van het bulletin dienen volgende vermeldingen nauwkeurig opgegeven : gesticht, naam en voornamen, graad, alsmede de laatst toegekende signalementsvermelding. De niet passende gedrukte vermeldingen dienen geschrapt;

2° in de rubriek « Beoordeling van de ambtenaren die de vernieuwing van het signalement voorstellen » :

a) schrapt de *onmiddellijke* meerdere een der vermeldingen « ja » of « neen » in de kolom 1, en brengt tevens de datum aan, alsmede zijn handtekening gevolgd door zijn graad op de daartoe onderaan de rubriek aangeduide plaats;

b) schrapt de hogere hiërarchische meerdere een der vermeldingen en viseert in de kolom 2 met de vermelding van zijn graad.

Zo een der hiërarchische meerderen de vermelding « neen » weerhoudt, dient een nieuwe signalementsstaat opgemaakt en bij het bulletin voor signalementsvernieuwing gevoegd;

3° In de rubriek « Visum der personeelsleden » brengt de belanghebbende beambte een der vermeldingen aan « stemt er mede in » of « stemt er niet mede in », gevolgd door de datum en zijn handtekening.

Oordeelt het personeelslid dat de voorgestelde vermelding niet gewettigd is, dan is hij ertoe gehouden een schriftelijk bezwaarschrift in te dienen.

* * *

Ik neem de gelegenheid te baat om nogmaals uw aandacht gans bijzonder te vestigen op de noodzakelijkheid de meeste zorg te besteden aan het regelmatig en gewetensvol bijhouden van het signalementsdossier der personeelsleden, zowel wat de inschrijvingen betreft op de individuele fiches als van het opmaken der beoordelingsbescheiden zelf.

* * *

Gelieve deze onderrichting ter kennis te brengen van al de leden van uw personeel en hen vervolgens te verzoeken het register te paraferen waarin de ontvangst ervan werd ingeschreven.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

9-23 juin 1956.

FORMATION PROFESSIONNELLE DES DÉTENUS. — RECLASSEMENT.

Bureau d'étude, litt. R., n° VIII.

Bruxelles, le 9 juin 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

L'Administration pénitentiaire vient d'instituer dans quelques établissements, à l'intention de petits groupes de détenus, des cours de formation professionnelle donnés selon la méthode dite de formation accélérée, utilisée pour la réadaptation des chômeurs.

Cette formation ne portera cependant tous ses fruits que dans la mesure où les détenus professionnellement réadaptés pourront, lors de leur libération, être mis au travail dans la branche qui leur aura été enseignée.

Pour faciliter leur reclassement, l'Office national du Placement et du Chômage me propose la collaboration de ses bureaux régionaux de placement.

Dès lors, il vous appartiendra, en vue de préparer la libération des intéressés, de vous mettre en rapport avec le bureau régional compétent et de lui fournir tous renseignements utiles. Les démarches à entreprendre pourront au besoin être confiées au Service social pénitentiaire.

Pour éviter de perdre le fruit de l'apprentissage, il importera de s'occuper avec le plus grand soin de la mise au travail des détenus en cause. Lorsqu'après le cycle d'enseignement ceux-ci seront transférés vers un autre établissement pour y être libérés ou pour tout autre motif, il conviendra de verser à leur dossier un document mentionnant tous renseignements relatifs aux cours suivis.

Enfin, le fait d'avoir suivi des cours de formation avec succès constitue un élément dont il y aura lieu de tenir compte dans vos propositions de libération. Dans la mesure du possible, il serait souhaitable qu'un élargissement puisse intervenir assez rapidement après la fin des cours.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

PAIEMENT DU PÉCULE DE VACANCES AUX DÉTENUS.

Bureau d'étude, litt. R., n° X.

Bruxelles, le 23 juin 1956.

A MM. les Directeurs des établissements pénitentiaires.

La Caisse nationale des Vacances annuelles m'avait signalé qu'elle n'était plus habilitée à liquider le pécule de vacances aux détenus se trouvant dans l'impossibilité, par suite de leur incarcération, de prendre leurs congés annuels en vue desquels les cotisations avaient cependant été régulièrement versées.

A ma demande, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a revu la question et m'a fait savoir que les caisses de vacances ont été autorisées à payer aux détenus les pécules constitués à leur compte.

Je vous prie d'en informer les détenus intéressés et de veiller à ce que les titres de créance qui vous seront présentés soient régulièrement liquidés.

Pour le Ministre,
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

BEROEPSOPLEIDING VAN DE GEDETINEERDEN. — REKLASSERING.

Studiebureau, litt. R., n° VIII.

Brussel, de 9 Juni 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen,

Het Bestuur der Strafinrichtingen heeft zopas in enkele inrichtingen, ten behoeve van kleine groepen gedetineerden, cursussen van beroepsopleiding ingericht die gegeven worden volgens de methode, genaamd de versnelde opleiding, die aangewend wordt voor de wederaanpassing van de werklozen.

Die opleiding zal echter al haar vruchten slechts afwerpen in zover de op beroepsgebied wederaangepaste gedetineerden bij hun invrijheidstelling kunnen te werk gesteld worden in het vak dat hun werd aangeleerd.

Ten einde hun reklassering te vergemakkelijken heeft de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid mij de medewerking van zijn gewestelijke bureau's voor arbeidsbemiddeling voorgesteld.

Om de invrijheidstelling van de betrokkenen voor te bereiden zult gij u derhalve met het bevoegd gewestelijk bureau behoren in verbinding te stellen en het alle nuttige inlichtingen behoren te verstrekken. Desnoods kan het nodige gedaan worden door de Dienst voor maatschappelijk dienstbetoon bij de gevangenen.

Opdat het onderricht niet vruchteloos zou blijven, dient de grootste zorg besteed aan de tewerkstelling van de betrokken gedetineerden. Wanneer die gedetineerden na de leertijd naar een andere inrichting worden overgebracht om aldaar in vrijheid te worden gesteld of om enige andere reden, dient een bescheid bij hun dossier gevoegd waarop al de inlichtingen in verband met de gevolgde cursussen voorkomen.

Het feit dat een gedetineerde met goed gevolg cursussen van beroepsopleiding heeft gevolgd is, ten slotte, een element waarmede rekening dient gehouden in uw voorstellen tot invrijheidstelling. In zover zulks mogelijk is, ware het wenselijk dat de betrokkenen na het einde van de cursussen vrij spoedig zouden in vrijheid gesteld worden.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

BETALING VAN HET VACANTIEGELD AAN DE GEDETINEERDEN.

Studiebureau, litt. R., n° X.

Brussel, de 23 Juni 1956.

Aan de heren Bestuurders van de strafinrichtingen,

De Rijkskas voor Jaarlijks Verlof had er mij op gewezen dat zij niet meer bevoegd was om het vacatiegeld uit te betalen aan de gedetineerden die, ingevolge hun opsluiting in de onmogelijkheid verkeren hun jaarlijks verlof te nemen waarvoor de bijdragen nochtans geregeld waren gestort.

Na, op mijn aanvraag, de kwestie te hebben herzien, deelt de heer Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg mij mede dat aan de verlofkassen machtiging werd verleend om aan de gedetineerden het op hun rekening gevestigde vacatiegeld uit te betalen.

Ik verzoek u de betrokken gedetineerden hiervan kennis te geven en ervoor te zorgen dat de schuldbewijzen welke u zullen worden overgelegd, regelmatig worden vereffend.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

VICAIRES. — TRAITEMENTS (1).

—
Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 14363.

26 juin 1956. — Un arrêté royal attache un traitement à charge de l'Etat aux places de vicaire dénommées ci-après :

Dans la province d'Anvers :

Première place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Joseph (Battel) à Malines;

Troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Anne à Borgerhout;

Deuxième place de vicaire près la paroisse Notre-Dame à Kalmthout.

Dans la province de Brabant :

Deuxième place de vicaire près la paroisse Saint Nicolas à La Hulpe;

Deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame Médiatrice à Molenbeek-Saint-Jean;

Deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Pierre à Woluwe-Saint-Pierre;

Troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Julien à Audergem.

Dans la province de Flandre orientale :

Troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Amand à Mont-Saint-Amand.

—————
ORGANISATION JUDICIAIRE (2).

—
30 juin 1956. — Loi modifiant l'article 216 de la loi sur l'organisation judiciaire.

—————
CODE CIVIL (3).

—
30 juin 1956. — Loi modifiant le chapitre VIII du titre V du livre I^{er} du Code civil, relatif aux seconds mariages et le titre VI du livre I^{er} du même Code, relatif au divorce.

—————
TRANSPORTS. — VÉHICULES AUTOMOBILES. — ASSURANCE OBLIGATOIRE (3).

—
1^{er} juillet 1956. — Loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

—————
(1) *Moniteur belge*, 2 août 1956, n° 215.

(2) *Moniteur belge*, 11 juillet 1956, n° 193.

(3) *Moniteur belge*, 15 juillet 1956, n° 197.

ONDERPASTOORS. — WEDDEN (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 14363.

26 Juni 1956. — Bij koninklijk besluit is aan de na te noemen plaatsen van onderpastoor op Staatsgelden een wedde verbonden :

In de provincie Antwerpen :

Eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Jozef (Battel) te Mechelen;

Derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Anna te Borgerhout;

Tweede plaats van onderpastoor bij de parochie van Onze-Lieve-Vrouw te Kalmthout.

In de provincie Brabant :

Tweede plaats van onderpastoor bij de parochie van de H. Niklaas te Terhulpen;

Tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw Middelares te Sint-Jans-Molenbeek;

Tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Petrus te Sint-Pieters-Woluwe;

Derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Julianus te Ondergem.

In de provincie Oost-Vlaanderen :

Derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Amandus te Sint-Amandsberg.

RECHTERLIJKE INRICHTING (2).

30 Juni 1956. — Wet tot wijziging van artikel 216 van de wet op de rechterlijke inrichting.

BURGERLIJK WETBOEK (3).

30 Juni 1956. — Wet tot wijziging van hoofdstuk VIII van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de tweede huwelijken, en van titel VI van boek I van hetzelfde Wetboek, betreffende de echtscheiding.

VERKEERSWEZEN. — MOTORRIJTUIGEN. — VERPLICHT VERZEKERING (3).

1 Juli 1956. — Wet betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 2 Augustus 1956, n^o 215.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 11 Juli 1956, n^o 193.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 15 Juli 1956, n^o 197.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — TRIBUNAUX DE POLICE (1).

2 juillet 1956. — Loi portant à quatre le nombre des juges au tribunal de police de Bruxelles.

RELEVÉ DES OPÉRATIONS « HORS COMPTE », A JOINDRE AUX COMPTES N° 177.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs. Comptabilité, n° 101 A 31-D, 1 annexe.

Bruxelles, le 3 juillet 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

J'ai l'honneur d'informer les Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat que la Cour des Comptes a exprimé le désir de recevoir un relevé des opérations en recette ou en dépense qui ont été faites par ces établissements au profit ou à charge du compte de chèques postaux « avances de fonds » et qui sont étrangères à la gestion de ces avances.

Je vous prie de vouloir bien inviter le comptable placé sous vos ordres, à joindre, à l'avenir, à ses comptes n° 177 un relevé dressé suivant le modèle ci-annexé. Ce relevé devra être transmis en triple expédition et être accompagné des avis de crédit relatifs aux recettes et des avis de débit se rapportant aux dépenses.

Si aucune recette et aucune dépense étrangères à la gestion des avances n'ont été opérées, les trois exemplaires du relevé seront revêtus de la mention « néant ».

*
* *

Je donne ci-après quelques indications de nature à éclairer la question :

Les diverses opérations faites par un comptable, au profit ou à charge du compte de chèques postaux spécialement réservé aux avances de fonds, peuvent être classées comme suit :

- 1° opérations intéressant la gestion des avances;
- 2° opérations étrangères à cette gestion.

Les opérations visées *sub* 1° sont consignées au compte n° 177; celles visées *sub* 2° doivent être mentionnées au relevé dont l'introduction est prévue par la présente.

Je crois utile de rappeler que les comptables extraordinaires, c'est-à-dire les agents chargés uniquement de la gestion d'avances de fonds, ne peuvent, en principe, faire aucune opération en dehors de cette gestion. Les comptables des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat auront donc pour souci d'éviter l'utilisation du compte de chèques postaux spécial aux avances, à d'autres fins que celles pour lesquelles ce compte a été créé.

Pour le Ministre :
Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

(1) *Moniteur belge*, 18 juillet 1956, n° 200.

RECHTERLIJKE INRICHTING. — POLITIERECHTBANKEN (1).

2 Juli 1956. — Wet waarbij het getal van de rechters in de politierechtbank te Brussel op vier wordt gebracht.

OPGAVE VAN DE VERRICHTINGEN « BUITEN REKENING », TE VOEGEN BIJ DE REKENINGEN N° 177.

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n° 101 A 31-D, 1 bijlage.

Brussel, de 3 Juli 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Ik heb de eer de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten ter kennis te brengen dat het Rekenhof de wens heeft te kennen gegeven een opgave te ontvangen van de verrichtingen in verband met een ontvangst of een uitgave die door deze inrichtingen gedaan werden ten voordele of ten laste van de postcheckrekening « geldvoorschotten », en die geen verband houden met het beheer van die voorschotten.

Ik verzoek u de onder uw bevelen staande rekenplichtige uit te nodigen voortaan een volgens bijgaand model opgestelde opgave bij zijn rekeningen n° 177 te voegen. Die opgave moet in drievoud worden ingediend, onder bijvoeging van de kennisgevingen van credit wat de ontvangsten betreft en van de kennisgevingen van debet wat de uitgaven betreft.

Indien buiten het eigenlijk beheer der voorschotten geen enkele ontvangst of geen enkele uitgave werd gedaan, moet op de drie exemplaren van de opgave de melding « geen » worden aangebracht.

*
* *

Hieronder volgen enkele gegevens ter verduidelijking :

De verschillende verrichtingen door een rekenplichtige gedaan ten voordele of ten laste van de bijzondere postcheckrekening « geldvoorschotten », kunnen als volgt gerangschikt worden :

- 1° verrichtingen in verband met het beheer der voorschotten;
- 2° verrichtingen die geen verband houden met dit beheer.

De onder 1° bedoelde verrichtingen worden opgetekend in de rekening n° 177; deze bedoeld onder 2° moeten vermeld worden op de opgave die krachtens onderhavige omzendbrief moet worden ingediend.

Ik acht het nuttig er aan te herinneren dat de buitengewone rekenplichtigen, d.w.z. de personeelsleden die uitsluitend met het beheer van geldvoorschotten belast zijn, in principe geen enkele verrichting mogen doen buiten dit beheer.

De rekenplichtigen van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten moeten er bijgevolg voor zorgen dat zij vermijden de bijzondere postcheckrekening « voorschotten » voor andere doeleinden te gebruiken dan deze waarvoor die rekening werd geopend.

Voor de Minister :
De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 18 Juli 1956, n° 200.

3 juillet 1956.

Ministère de la Justice.
Office de la Protection
de l'Enfance.

Etablissement :

Relevé des recettes et des dépenses qui ont eu lieu au
compte de chèques postaux n° des avances de
fonds et qui sont étrangères à la gestion des
avances.

I. Recettes faites au compte de chèques postaux :			Numéro de l'annexe
Montant	Partie versante	Motif du versement	
II. Dépenses faites à charge du compte de chèques postaux (virements et chèques) :			Numéro de l'annexe
Montant	Bénéficiaires	Motif du paiement	

III. Résultat : Montant des recettes F
 Montant des dépenses F
 Excédent des recettes sur
 les dépenses F
 (ou)
 Excédent des dépenses sur
 les recettes F

Certifié sincère et véritable :
 Le (date)
 Le comptable,

Vu et vérifié :
 Le Directeur
 de l'établissement,

Certifié exact :
 L'inspecteur-comptable,

N. B. Le présent relevé doit être transmis en triple expédition à l'appui du
compte n° 177.

Il doit être accompagné des avis de crédit et des avis de débit relatifs aux
recettes et aux dépenses qui y sont mentionnées.

3 Juli 1956.

153

Ministerie van Justitie.
Dienst
voor Kinderbescherming.

Gesticht :

Opgave van de ontvangsten en van de uitgaven die
gedaan werden op postcheckrekening n° der
geldvoorschotten, en die geen verband houden met
het beheer der voorschotten.

I. Ontvangsten op de postcheckrekening :			Nummer van de bijlage
Bedrag	Stortende partij	Reden van de storting	

II. Uitgaven op de postcheckrekening (overschrijvingen en checks) :			Nummer van de bijlage
Bedrag	Rechthebbende	Reden van de betaling	

III. Uitslag : Bedrag der ontvangsten F
 Bedrag der uitgaven F
 Excedent van de ontvang-
 sten ten opzichte van de
 uitgaven F
 (of)
 Excedent van de uitgaven
 ten opzichte van de ont-
 vangsten F

Naar waarheid opgemaakt : De (datum) De rekenplichtige,	Nagezien : De Bestuurder van de inrichting,	Juist bevonden : De inspecteur boek- houding,
---	---	---

N. B. Deze opgave moet in drievoud overgemaakt worden tot staving van de
rekening n° 177.

De kennisgevingen van credit en de kennisgevingen van debet betreffende de
er in vermelde ontvangsten en uitgaven moeten er worden bijgevoegd.

3 juillet 1956.

RELEVÉ DES VALEURS POSTALES A JOINDRE AUX COMPTES N° 177.

Office de la Protection de l'Enfance

Services administratifs, Comptabilité, n° 101, A 31 D, 1 annexe.

Bruxelles, le 3 juillet 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat

Afin de satisfaire à la demande formulée par la Cour des Comptes, les comptables des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat gérant des avances de fonds doivent, à l'avenir, annexer aux comptes n° 177 un relevé des valeurs postales entrées et utilisées au cours de la période à laquelle ces comptes se rapportent.

Le relevé doit être produit en triple exemplaire. Il doit être établi suivant le modèle ci-joint.

Pour le Ministre :

Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

Ministère de la Justice.

Office de la Protection
de l'Enfance.

Relevé des valeurs postales gérées par le comptable
de l'établissement pendant la période allant
du au

Etablissement :

Libellé.	Montants. Francs.
1. Valeurs postales se trouvant dans la caisse du comptable au début de la période :	
2. Valeurs postales achetées pendant la période : à justifier par la production des bordereaux d'achat estampillés par l'Administration des Postes).	
3. Total de l'avoir initial et des achats (1 + 2) :	
4. Valeurs postales délivrées aux utilisateurs pendant la période :	
a) correspondance administrative : francs. (voir état n° 168, article 9.3 du budget n° d'ordre ..).	
b) correspondance des élèves : francs. (voir état n° 168, article 28.2 du budget n° d'ordre ..).	
5. Total des valeurs délivrées (4A + 4B) :	
6. Valeurs postales se trouvant dans la caisse du comptable à la fin de la période (3 moins 5) :	

Certifié sincère et véritable :

Le Comptable,

Vu et vérifié :

Le Directeur,

Instructions : Trois exemplaires du présent relevé doivent être annexés par le comptable à son compte n° 177.

OPGAVE VAN DE POSTWAARDEN, TE VOEGEN BIJ DE REKENINGEN N° 177.

Dienst voor Kinderbescherming.
 Administratieve Diensten, Comptabiliteit, n° 101, A 31 D, 1 bijlage.
 Brussel, 3 Juli 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Ten einde te voldoen aan het verzoek van het Rekenhof, moeten de rekenplichtingen van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten die geldvoorschotten beheren, voortaan bij de rekeningen n° 177 een opgave voegen van de postwaarden die, tijdens de periode waarop die rekeningen betrekking hebben, binnengekomen en gebruikt zijn.

De opgave moet in drievoud worden ingediend. Zij moet opgesteld worden volgens het hierbijgevoegd model.

Voor de Minister :
 De directeur van administratie,
 S. HUYNEN.

Ministerie van Justitie.
 Dienst
 voor Kinderbescherming.
 Gesticht :

Opgave van de postwaarden door de rekenplichtige van de inrichting beheerd gedurende de periode van tot

Tekst.	Bedragen. Frank.
1. Postwaarden in de kas van de rekenplichtige bij de aanvang van de periode :	
2. Postwaarden tijdens de periode aangekocht : (te staven door voorlegging van de door het Bestuur der Posterijen afgestempelde aankoopborderellen).	
3. Totaal van het aanvankelijk bedrag en van de aankopen (1 + 2) :	
4. Postwaarden gedurende de periode aan de gebruikers afgeleverd : a) administratieve briefwisseling : frank. (zie staat n° 168, artikel 9.3 van de begroting, volgnummer).	
b) briefwisseling van de verpleegden : frank. (zie staat n° 168, artikel 28.2 van de begroting, volgnummer).	
5. Totaal van de afgeleverde waarden (4A + 4B) :	
6. Postwaarden in de kas van de rekenplichtige bij het einde van de periode (3 min 5) :	

Naar waarheid opgemaakt :
 De Rekenplichtige,
 Onderrichtingen : De rekenplichtige moet drie exemplaren van deze opgave bij zijn rekening n° 177 voegen.

Nagezien :
 De Bestuurder,

CROIX-ROUGE. — DÉNOMINATIONS, SIGNES ET EMBLÈMES. — PROTECTION (1).

4 juillet 1956. — Loi relative à la protection des dénominations, signes et emblèmes de la Croix-Rouge.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

Comptabilité, litt. E., n° 113.

Bruxelles, le 5 juillet 1956.

A MM. les Directeurs des établissements pénitentiaires,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Cour des Comptes a notifié au Ministère des Finances qu'elle estime erroné d'imputer à l'article 404/5 du budget des voies et moyens — recettes accidentelles de la Trésorerie — les récépissés de versement au Trésor des sommes provenant de la vente d'imprimés ou de l'abonnement à des publications. En effet, les recettes de cette nature font l'objet d'un article spécial : 305/12, libellé comme suit : « Produits de la vente de publications, imprimés, etc. ».

Vous voudrez bien compléter en ce sens ma circulaire du 21 janvier 1956 (674/R/XVI) portant à votre connaissance pour l'exercice 1956 le libellé des articles du budget des voies et moyens.

Le Directeur général,

J. DUPRÉEL.

VOCABLE. — CHANGEMENT. — ANNEXE. — ÉRECTION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32271.

9 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1° érige le quartier situé autour de l'ancienne église de la paroisse-succursale Notre-Dame de l'Assomption à Mariakerke, ville d'Ostende, sous le même vocable, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale en cette localité.

2° place la paroisse-succursale de Mariakerke, ville d'Ostende, sous le vocable de Notre-Dame, Reine du Ciel et de la Terre.

SURETÉ DE L'ÉTAT. — SERVICES EXTÉRIEURS (3).

9 juillet 1956. — Loi relative à la pension de retraite et de survie des fonctionnaires et agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État.

DROIT CIVIL. — HYPOTHÈQUES. — CONSERVATEURS (4).

9 juillet 1956. — Loi mettant fin à la suspension des délais en ce qui concerne la responsabilité des conservateurs des hypothèques.

(1) *Moniteur belge*, 11 juillet 1956, n° 193.

(2) *Moniteur belge*, 3 octobre 1956, n° 277.

(3) *Moniteur belge*, 21 juillet 1956, n° 203.

(4) *Moniteur belge*, 3 août 1956, n° 216.

RODE-KRUIS. — BENAMING, TEKENS EN EMBLEMEN. — BESCHERMING (1).

4 Juli 1956. — Wet tot bescherming van de benaming « Rode-Kruis », van de tekens en emblemen van het Rode-Kruis.

RIJKSMIDDELENBEGROTING.

Comptabiliteit, litt. E., n° 113.

Brussel, de 5 Juli 1956.

Aan de heren Bestuurders van de strafinrichtingen.

Ik heb de eer u ter kennis te brengen dat het Rekenhof aan het Ministerie van Financiën heeft bericht dat het meent dat de ontvangsthewijzen van storting in de Schatkist van de bedragen voortkomend van de verkoop van drukwerken of van abonnementen op publicaties ten onrechte aangerekend worden op artikel 404.5 van de Rijksmiddelenbegroting. De ontvangsten van die aard dienen immers aangerekend te worden op een bijzonder artikel 305/12 waarvan de tekst luidt als volgt : « Opbrengst van de verkoop van publicaties, drukwerken, enz. »

Gelieve mijn omzendbrief van 21 Januari 1956 (674 R/XVI), waarbij u de tekst van de artikelen der Rijksmiddelenbegroting voor 1956 ter kennis werd gebracht, in die zin aan te vullen.

De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

AANROEPING. — WIJZIGING. — ANNEXE. — OPRICHTING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n° 32271.

9 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit is :

1° de wijk gelegen rond de vroegere kerk der hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw-Hemelvaart te Mariakerke, stad Oostende, opgericht, onder dezelfde aanroeping, tot annexe ahangende van de hulpparochie aldaar.

2° de hulpparochie te Mariakerke, stad Oostende, geplaatst onder de aanroeping van Onze-Lieve-Vrouw, Koningin van Hemel en Aarde.

VEILIGHEID VAN DE STAAT. — BUITENDIENSTEN (3).

9 Juli 1956. — Wet betreffende het rust- en overlevingspensioen van de ambtenaren en agenten der buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

BURGERLIJK RECHT. — HYPOTHEEKBEWAARDERS (4).

9 Juli 1956. — Wet waarbij aan de schorsing der termijnen ten aanzien van de aansprakelijkheid van de hypotheekbewaarders een einde wordt gemaakt.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 11 Juli 1956, n° 193.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 3 October 1956, n° 277.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 21 Juli 1956, n° 203.

(4) *Belgisch Staatsblad*, 3 Augustus 1956, n° 216.

ARRÊTÉ ROYAL. — ORGANISATION JUDICIAIRE.
RÉPARTITION DES CANTONS DE JUSTICE DE PAIX D'APRÈS LEUR POPULATION (1).

Bruxelles, le 13 juillet 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 25 novembre 1889, modifiée par celles des 3 mai 1912 et 14 juillet 1951, réorganisant les traitements des juges de paix et des greffiers;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La population de chaque arrondissement judiciaire, celle de chaque canton de justice de paix et la répartition des cantons en quatre classes sont déterminées comme il est indiqué au relevé ci-annexé d'après la population au 31 décembre 1955.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice.

A. LILAR.

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement d'Anvers :</i>		
Anvers I	75 351	1 ^e
Anvers II	75 351	1 ^e
Anvers III	75 351	1 ^e
Anvers IV	75 350	1 ^e
Berchem	97 617	1 ^e
Borgerhout	143 457	1 ^e
Boom	53 103	2 ^e
Brecht	47 485	2 ^e
Ekeren	86 534	1 ^e
Kontich	50 024	2 ^e
Zandhoven	45 673	2 ^e
	825 296	
<i>Arrondissement de Malines :</i>		
Duffel	43 049	2 ^e
Heist-op-den-Berg	48 983	2 ^e
Lierre	42 511	2 ^e
Malines I	47 334	2 ^e
Malines II	47 334	2 ^e
Puurs	33 474	3 ^e
	262 685	
<i>Arrondissement de Turnhout :</i>		
Arendonk	27 554	3 ^e
Herentals	55 994	2 ^e
Hogstraten	25 750	3 ^e
Mol	68 891	1 ^e
Turnhout	56 519	2 ^e
Westerlo	40 219	2 ^e
	274 927	

(1) *Moniteur belge*, 2 septembre 1956, n° 246.

KONINKLIJK BESLUIT. — RECHTERLIJKE INRICHTING.
INDELING VAN DE VREDEGERECHTSKANTONS VOLGENS HUN BEVOLKING (1).

Brussel, de 13 Juli 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 2 der wet van 25 November 1889, gewijzigd bij die van 3 Mei 1912 en 14 Juli 1951, waarbij de jaarwedden der vrederechters en der griffiers opnieuw zijn geregeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bevolking van elk rechterlijk arrondissement, die van elk vrederechtskanton en de indeling der kantons in vier klassen worden, zoals op de hierbijgevoegde lijst is aangeduid, bepaald volgens de bevolking op 31 December 1955.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 Juli 1956.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

A. LILAR.

Kantons	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Antwerpen :</i>		
Antwerpen I	75 351	1 ^e
Antwerpen II	75 351	1 ^e
Antwerpen III	75 351	1 ^e
Antwerpen IV	75 350	1 ^e
Berchem	97 617	1 ^e
Borgerhout	143 457	1 ^e
Boom	53 103	2 ^e
Brecht	47 485	2 ^e
Ekeren	86 534	1 ^e
Kontich	50 024	2 ^e
Zandhoven	45 673	2 ^e
	825 296	
<i>Arrondissement Mechelen :</i>		
Duffel	43 049	2 ^e
Heist-op-den-Berg	48 983	2 ^e
Lier	42 511	2 ^e
Mechelen I	47 334	2 ^e
Mechelen II	47 334	2 ^e
Puurs	33 474	3 ^e
	262 685	
<i>Arrondissement Turnhout :</i>		
Arendonk	27 554	3 ^e
Herentals	55 994	2 ^e
Hogstraten	25 750	3 ^e
Mol	68 891	1 ^e
Turnhout	56 519	2 ^e
Westerlo	40 219	2 ^e
	274 927	

(1) *Belgisch Staatsblad*, 2 September 1956, n° 246.

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement de Bruxelles :</i>		
Anderlecht	123 386	1 ^e
Asse	58 949	2 ^e
Bruxelles I	43 826	2 ^e
Bruxelles II	43 825	2 ^e
Bruxelles III	43 825	2 ^e
Bruxelles IV	43 825	2 ^e
Hal	60 100	1 ^e
Ixelles I	77 517	1 ^e
Ixelles II	77 517	1 ^e
Molenbeek-Saint-Jean	120 332	1 ^e
Saint-Gilles	57 289	2 ^e
Saint-Josse-ten-Noode	152 689	1 ^e
Schaerbeek I	78 539	1 ^e
Schaerbeek II	78 539	1 ^e
Sint-Kwintens-Lennik	39 657	3 ^e
Uccle	140 646	1 ^e
Vilvorde	64 499	1 ^e
Wolvertem	57 202	2 ^e
	1 362 162	
<i>Arrondissement de Louvain :</i>		
Aarschot	37 720	3 ^e
Diest	43 511	2 ^e
Glabbeek-Zuurbemde	18 874	4 ^e
Haacht	37 359	3 ^e
Louvain I	66 344	1 ^e
Louvain II	66 343	1 ^e
Tirlemont	47 299	2 ^e
Léau	17 757	4 ^e
	335 207	
<i>Arrondissement de Nivelles :</i>		
Genappe	18 143	4 ^e
Jodoigne	26 343	3 ^e
Nivelles	71 040	1 ^e
Perwez	17 345	4 ^e
Wavre	57 542	2 ^e
	190 413	
<i>Arrondissement de Charleroi :</i>		
Beaumont	12 018	4 ^e
Binche	68 989	1 ^e
Charleroi I	73 838	1 ^e
Charleroi II	73 837	1 ^e
Châtelct	74 597	1 ^e
Chimay	14 590	4 ^e
Fontaine-l'Evêque	60 192	1 ^e
Gosselies	49 519	2 ^e
Jumet	39 164	3 ^e
Marchienne-au-Pont	42 484	2 ^e
Merbes-le-Château	17 706	4 ^e
Seneffe	44 582	2 ^e
Thuin	23 486	3 ^e
	595 002	

13 Juli 1956.

161

Kantons.	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Brussel :</i>		
Anderlecht	123 386	1 ^e
Asse	58 949	2 ^e
Brussel I	43 826	2 ^e
Brussel II	43 825	2 ^e
Brussel III	43 825	2 ^e
Brussel IV	43 825	2 ^e
Halle	60 100	1 ^e
Elsene I	77 517	1 ^e
Elsene II	77 517	1 ^e
Sint-Jans-Molenbeek	120 332	1 ^e
Sint-Gillis	57 289	2 ^e
Sint-Joost-ten-Node	152 689	1 ^e
Schaarbeek I	78 539	1 ^e
Schaarbeek II	78 539	1 ^e
Sint-Kwintens-Lennik	39 657	3 ^e
Ukkel	140 646	1 ^e
Vilvoorde	64 499	1 ^e
Wolvertem	57 202	2 ^e
	1 362 162	
<i>Arrondissement Leuven :</i>		
Aarschot	37 720	3 ^e
Diest	43 511	2 ^e
Glabbeek-Zuurbemde	18 874	4 ^e
Haacht	37 359	3 ^e
Leuven I	66 344	1 ^e
Leuven II	66 343	1 ^e
Tienen	47 299	2 ^e
Zoutleeuw	17 757	4 ^e
	335 207	
<i>Arrondissement Nijvel :</i>		
Genepiën	18 143	4 ^e
Geldenaken	26 343	3 ^e
Nijvel	71 040	1 ^e
Perwijs	17 345	4 ^e
Waver	57 542	2 ^e
	190 413	
<i>Arrondissement Charleroi :</i>		
Beaumont	12 018	4 ^e
Binche	68 989	1 ^e
Charleroi I	73 838	1 ^e
Charleroi II	73 837	1 ^e
Châtelet	74 597	1 ^e
Chimay	14 590	4 ^e
Fontaine-l'Evêque	60 192	1 ^e
Gosselies	49 519	2 ^e
Jumet	39 164	3 ^e
Marchienne-au-Pont	42 484	2 ^e
Merbes-le-Château	17 706	4 ^e
Seneffe	44 582	2 ^e
Thuin	23 486	3 ^e
	595 002	

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement de Mons :</i>		
Boussu	76 661	1 ^e
Chièvres	15 855	4 ^e
Dour	34 651	3 ^e
Enghien	15 068	4 ^e
La Louvière	54 885	2 ^e
Lens	28 304	3 ^e
Mons	84 216	1 ^e
Pâturages	43 575	2 ^e
Rœulx	41 762	2 ^e
Soignies	36 895	3 ^e
	431 872	
<i>Arrondissement de Tournai :</i>		
Antoing	24 993	3 ^e
Ath	17 967	4 ^e
Celles	12 126	4 ^e
Flobecq	11 376	4 ^e
Frasnes-lez-Buissenal	10 522	4 ^e
Lessines	22 080	3 ^e
Leuze	19 383	4 ^e
Péruwelz	22 748	3 ^e
Quevaucamps	23 721	3 ^e
Templeuve	19 720	4 ^e
Tournai	49 615	2 ^e
	234 251	
<i>Arrondissement de Termonde :</i>		
Alost	102 438	1 ^e
Beveren	29 876	3 ^e
Termonde	61 233	1 ^e
Hamme	29 544	3 ^e
Lokeren	31 369	3 ^e
Sint-Gillis-Waas	33 480	3 ^e
Saint-Nicolas	55 826	2 ^e
Tamise	37 332	3 ^e
Wetteren	38 197	3 ^e
Zeile	32 871	3 ^e
	452 166	
<i>Arrondissement de Gand :</i>		
Assenede	24 171	3 ^e
Deinze	25 762	3 ^e
Eeklo	39 968	3 ^e
Evergem	48 144	2 ^e
Gand I	60 526	1 ^e
Gand II	60 526	1 ^e
Gand III	60 526	1 ^e
Kaprijke	16 160	4 ^e
Kruishoutem	19 497	4 ^e
Ledeberg	43 622	2 ^e
Lochristi	25 937	3 ^e
Nazareth	23 063	3 ^e
Nevele	19 192	4 ^e
Oosterzele	42 798	2 ^e
Waarschoot	14 473	4 ^e
Zomergem	21 631	3 ^e
	545 996	

13 Juli 1956.

163

Kantons.	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Bergen :</i>		
Boussu	76 661	1 ^e
Chièvres	15 855	4 ^e
Dour	34 651	3 ^e
Edingen	15 068	4 ^e
La Louvière	54 885	2 ^e
Lens	28 304	3 ^e
Bergen	84 216	1 ^e
Pâturages	43 575	2 ^e
Rœulx	41 762	2 ^e
Zinnik	36 895	3 ^e
	431 872	
<i>Arrondissement Doornik :</i>		
Antoing	24 993	3 ^e
Aat	17 967	4 ^e
Celles	12 126	4 ^e
Vloesberg	11 376	4 ^e
Frasnes-lez-Buissenal	10 522	4 ^e
Lessen	22 080	3 ^e
Leuze	19 383	4 ^e
Péruwelz	22 748	3 ^e
Quevaucamps	23 721	3 ^e
Templeuve	19 720	4 ^e
Doornik	49 615	2 ^e
	234 251	
<i>Arrondissement Dendermonde :</i>		
Aalst	102 438	1 ^e
Beveren	29 876	3 ^e
Dendermonde	61 233	1 ^e
Hamme	29 544	3 ^e
Lokeren	31 369	3 ^e
Sint-Gillis-Waas	33 480	3 ^e
Sint-Niklaas	55 826	2 ^e
Temse	37 332	3 ^e
Wetteren	38 197	3 ^e
Zele	32 871	3 ^e
	452 166	
<i>Arrondissement Gent :</i>		
Assenede	24 171	3 ^e
Deinze	25 762	3 ^e
Eeklo	39 968	3 ^e
Evergem	48 144	2 ^e
Gent I	60 526	1 ^e
Gent II	60 526	1 ^e
Gent III	60 526	1 ^e
Kaprijke	16 160	4 ^e
Kruishoutem	19 497	4 ^e
Ledeberg	43 622	2 ^e
Lochristi	25 937	3 ^e
Nazareth	23 063	3 ^e
Nevele	19 192	4 ^e
Oosterzele	42 798	2 ^e
Waarschoot	14 473	4 ^e
Zomergem	21 631	3 ^e
	545 996	

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement de Audenarde :</i>		
Grammont	31 182	3 ^e
Herzele	43 713	2 ^e
Nederbrakel	18 116	4 ^e
Ninove	45 531	2 ^e
Audenarde	37 446	3 ^e
Renaix	31 151	3 ^e
Sint-Maria-Horebeke	15 888	4 ^e
Zottegem	28 246	3 ^e
	251 273	
<i>Arrondissement de Bruges :</i>		
Ardoioie	15 847	4 ^e
Bruges I	62 813	1 ^e
Bruges II	62 813	1 ^e
Bruges III	62 812	1 ^e
Gistel	29 415	3 ^e
Ostende	67 610	1 ^e
Ruisselede	12 619	4 ^e
Tielt	18 838	4 ^e
Torhout	52 684	2 ^e
	385 451	
<i>Arrondissement d'Ypres :</i>		
Hooghelede	18 268	4 ^e
Ypres I	22 980	3 ^e
Ypres II	22 979	3 ^e
Messines	16 790	4 ^e
Passendale	18 257	4 ^e
Poperinge	15 876	4 ^e
Wervik	30 004	3 ^e
	145 154	
<i>Arrondissement de Courtrai :</i>		
Avelgem	15 409	4 ^e
Harelbeke	46 070	2 ^e
Izegem	32 552	3 ^e
Courtrai I	48 532	2 ^e
Courtrai II	48 531	2 ^e
Menin	57 736	2 ^e
Meulebeke	17 532	4 ^e
Moorsele	24 663	3 ^e
Mouscron	54 810	2 ^e
Oostrozebeke	19 897	4 ^e
Roulers	42 245	2 ^e
	407 977	

13 Juli 1956.

165

Kantons.	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Oudenaarde :</i>		
Geraardsbergen	31 182	3°
Herzele	43 713	2°
Nederbrakel	18 116	4°
Ninove	45 531	2°
Oudenaarde	37 446	3°
Ronse	31 151	3°
Sint-Maria-Horebeke	15 888	4°
Zottegem	28 246	3°
	251 273	
<i>Arrondissement Brugge :</i>		
Ardoos	15 847	4°
Brugge I	62 813	1°
Brugge II	62 813	1°
Brugge III	62 812	1°
Gistel	29 415	3°
Oostende	67 610	1°
Ruisselede	12 619	4°
Tielt	18 838	4°
Torhout	52 684	2°
	385 451	
<i>Arrondissement Ieper :</i>		
Hooghelede	18 268	4°
Ieper I	22 980	3°
Ieper II	22 979	3°
Mesen	16 790	4°
Passendale	18 257	4°
Poperinge	15 876	4°
Wervik	30 004	3°
	145 154	
<i>Arrondissement Kortrijk :</i>		
Avelgem	15 409	4°
Harelbeke	46 070	2°
Izegem	32 552	3°
Kortrijk I	48 532	2°
Kortrijk II	48 531	2°
Menen	57 736	2°
Meulebeke	17 532	4°
Moorsele	24 663	3°
Moeskroen	54 810	2°
Oostrozebeke	19 897	4°
Roeselare	42 245	2°
	407 977	

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement de Furnes :</i>		
Dixmude	24 775	3 ^e
Nieuport	23 723	3 ^e
Roesbrugge-Haringe	14 871	4 ^e
Furnes	30 218	3 ^e
	93 587	
<i>Arrondissement de Huy :</i>		
Ferrières	4 294	4 ^e
Hannut	18 368	4 ^e
Héron	14 067	4 ^e
Huy	46 009	2 ^e
Jehay-Bodegnée	16 364	4 ^e
Landen	19 917	4 ^e
Nandrin	23 200	3 ^e
	142 219	
<i>Arrondissement de Liège :</i>		
Dalhem	22 978	3 ^e
Fexhe-Slins	36 716	3 ^e
Fléron	59 986	2 ^e
Grivegnée	59 164	2 ^e
Herstal	42 587	2 ^e
Hollogne-aux-Pierres	83 362	1 ^e
Liège I	77 462	1 ^e
Liège II	77 462	1 ^e
Louveigné	21 926	3 ^e
Saint-Nicolas	43 406	2 ^e
Seraing	68 776	1 ^e
Waremme	21 163	3 ^e
	614 988	
<i>Arrondissement de Verviers :</i>		
Aubel	20 372	3 ^e
Dison	19 761	4 ^e
Eupen	25 801	3 ^e
Herve	12 262	4 ^e
Limbourg	23 168	3 ^e
Malmédy	21 645	3 ^e
Saint-Vith	17 489	4 ^e
Spa	36 461	3 ^e
Stavelot	14 279	4 ^e
Verviers	45 770	2 ^e
	236 978	
<i>Arrondissement de Hasselt :</i>		
Beringen	66 507	1 ^e
Hasselt	59 767	2 ^e
Herck-la-Ville	29 581	3 ^e
Neerpelt	43 056	2 ^e
Peer	27 425	3 ^e
Saint-Trond	44 930	2 ^e
	271 266	

13 Juli 1956.

167

Kantons.	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Veurne :</i>		
Diksmuide	24 775	3°
Nieuwpoort	23 723	3°
Roesbrugge-Haringe	14 871	4°
Veurne	30 218	3°
	93 587	
<i>Arrondissement Hoei :</i>		
Ferrières	4 294	4°
Hannuit	18 368	4°
Héron	14 067	4°
Hoei	46 009	2°
Jehay-Bodegnée	16 364	4°
Landen	19 917	4°
Nandrin	23 200	3°
	142 219	
<i>Arrondissement Luik :</i>		
Dalhem	22 978	3°
Fexhe-Slins	36 716	3°
Fléron	59 986	2°
Grivegnée	59 164	2°
Herstal	42 587	2°
Hollogne-aux-Pierres	83 362	1°
Luik I	77 462	1°
Luik II	77 462	1°
Louveigné	21 926	3°
Saint-Nicolas	43 406	2°
Seraing	68 776	1°
Borgworm	21 163	3°
	614 988	
<i>Arrondissement Verviers :</i>		
Aubel	20 372	3°
Dison	19 761	4°
Eupen	25 801	3°
Herve	12 262	4°
Limburg	23 168	3°
Malmédy	21 645	3°
Sankt-Vith	17 489	4°
Spa	36 461	3°
Stavelot	14 279	4°
Verviers	45 770	2°
	236 978	
<i>Arrondissement Hasselt :</i>		
Beringen	66 507	1°
Hasselt	59 767	2°
Herk-de-Stad	29 581	3°
Neerpelt	43 056	2°
Peer	27 425	3°
Sint-Truiden	44 930	2°
	271 266	

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement de Tongres :</i>		
Bilzen	73 352	1 ^e
Looz	33 547	3 ^e
Bree	22 800	3 ^e
Maaseik	28 950	3 ^e
Mechelen-aan-de-Maas	49 951	2 ^e
Tongres	32 628	3 ^e
Zichen-Zussen-Bolder	15 629	4 ^e
	256 857	
<i>Arrondissement d'Arlon :</i>		
Arlon	22 064	3 ^e
Etalle	14 186	4 ^e
Fauvillers	4 119	4 ^e
Florenville	10 469	4 ^e
Messancy	18 149	4 ^e
Virton	18 198	4 ^e
	87 185	
<i>Arrondissement de Marche-en-Famenne :</i>		
Durbuy	7 944	4 ^e
Erezée	5 712	4 ^e
Houffalize	8 648	4 ^e
Laroche-en-Ardenne	8 699	4 ^e
Marche-en-Famenne	13 708	4 ^e
Nassogne	4 545	4 ^e
Vielsalm	8 708	4 ^e
	57 964	
<i>Arrondissement de Neufchâteau :</i>		
Bastogne	12 270	4 ^e
Bouillon	7 285	4 ^e
Neufchâteau	15 834	4 ^e
Paliseul	11 854	4 ^e
Saint-Hubert	10 815	4 ^e
Sibret	7 527	4 ^e
Wellin	5 660	4 ^e
	71 245	
<i>Arrondissement de Dinant :</i>		
Beauraing	12 392	4 ^e
Ciney	22 162	3 ^e
Couvin	16 919	4 ^e
Dinant	25 769	3 ^e
Florennes	13 341	4 ^e
Gedinne	10 412	4 ^e
Philippeville	10 415	4 ^e
Rochefort	14 546	4 ^e
Walcourt	16 981	4 ^e
	142 937	

13 Juli 1956.

169

Kantons.	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Tongeren :</i>		
Bilzen	73 352	1°
Borgloon	33 547	3°
Bree	22 800	3°
Maaseik	28 950	3°
Mechelen-aan-de-Maas	49 951	2°
Tongeren	32 628	3°
Zichen-Zussen-Bolder	15 629	4°
	256 857	
<i>Arrondissement Aarlen :</i>		
Aarlen	22 064	3°
Etalle	14 186	4°
Fauvillers	4 119	4°
Florenville	10 469	4°
Messancy	18 149	4°
Virton	18 198	4°
	87 185	
<i>Arrondissement Marche-en-Famenne :</i>		
Durbuy	7 944	4°
Erezée	5 712	4°
Houffalize	8 648	4°
Laroche-en-Ardenne	8 699	4°
Marche-en-Famenne	13 708	4°
Nassogne	4 545	4°
Vielsalm	8 708	4°
	57 964	
<i>Arrondissement Neufchâteau :</i>		
Bastenaken	12 270	4°
Bouillon	7 285	4°
Neufchâteau	15 834	4°
Paliseul	11 854	4°
Saint-Hubert	10 815	4°
Sibret	7 527	4°
Wellin	5 660	4°
	71 245	
<i>Arrondissement Dinant :</i>		
Beauraing	12 392	4°
Ciney	22 162	3°
Couvin	16 919	4°
Dinant	25 769	3°
Florennes	13 341	4°
Gedinne	10 412	4°
Philippeville	10 415	4°
Rochefort	14 546	4°
Walcourt	16 981	4°
	142 937	

13-23 juillet 1956.

Cantons.	Population.	Classe.
<i>Arrondissement de Namur :</i>		
Andenne	20 269	3 ^e
Eghezée	20 268	3 ^e
Fosse	50 524	2 ^e
Gembloux	30 113	3 ^e
Namur I	50 007	2 ^e
Namur II	50 007	2 ^e
	221 188	

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 13 juillet 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
A. LILAR.

PAROISSE-SUCCURSALE. — VOCABLE (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 20798A.

13 juillet 1956. — Un arrêté royal place la paroisse-succursale Sainte Marguerite à Knokke, sous le vocable du Cœur Immaculé de Marie et de Sainte Marguerite.

PROTECTION DES DÉNOMINATIONS, SIGNES ET EMBLÈMES DE LA CROIX-ROUGE.

Bureau d'étude, litt. R, n° XII.

Bruxelles, le 16 juillet 1956.

A Messieurs les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la loi du 4 juillet 1956, publiée au *Moniteur belge* du 11 juillet, p. 4616, qui prévoit des peines correctionnelles à l'égard de quiconque fait usage d'une des dénominations ou d'un des signes ou emblèmes de la Croix-Rouge ou d'une dénomination, d'un signe ou d'un emblème susceptible de créer la confusion avec ceux utilisés par la Croix-Rouge.

S'il existe à l'établissement sous votre direction un signe ou emblème visé par cette loi, vous voudrez bien le faire supprimer immédiatement.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,

J. DUPRÉEL.

VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 21535B.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1^o supprime le traitement à charge de l'Etat attaché, par arrêté royal du 28 mars 1837, à la place de vicaire près la paroisse-succursale de Kester;

2^o attache un traitement à charge de l'Etat à la seconde place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Etienne, à Sint-Pieters-Leeuw.

(1) *Moniteur belge*, 9 septembre 1956, n° 253.(2) *Moniteur belge*, 24 août 1956, n° 237.

13-23 Juli 1956.

171

Kantons.	Bevolking.	Klasse.
<i>Arrondissement Namen :</i>		
Andenne	20 269	3 ^e
Eghezée	20 268	3 ^e
Fosse	50 524	2 ^e
Gembloux	30 113	3 ^e
Namen I	50 007	2 ^e
Namen II	50 007	2 ^e
	221 188	

Ons bekend en goedgekeurd om gehecht te worden aan Ons besluit van 13 Juli 1956.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
A. LILAR.

HULPPAROCHIE. — AANROEPING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 20798A.

13 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit is de hulpparochie van de Heilige Margareta te Knokke, onder de aanroeping van het Onbevlekt Hart van Maria en de Heilige Margareta geplaatst.

BESCHERMING VAN DE BENAMING « RODE-KRUIS »,
VAN DE TEKENS EN EMBLEMEN VAN HET RODE-KRUIS.

Studiebureau, litt. R., n^o XII.

Brussel, de 16 Juli 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen,

Ik heb de eer uw aandacht te vestigen op de wet van 4 Juli 1956, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 Juli, blz. 4616, waarbij correctionele straffen worden gesteld tegen al wie gebruik maakt van een der benamingen of van een der tekens of emblemen van het Rode-Kruis, of van een benaming, teken of embleem, dat met de door het Rode-Kruis gebruikte kan verward worden.

Indien er in de onder uw directie staande inrichting een door deze wet bedoeld teken of embleem bestaat, gelieve het onmiddellijk te doen verwijderen.

De Directeur-Generaal,
Voor de Minister :
J. DUPRÉEL.

ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 21535B.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit is :

1^o de bij koninklijk besluit van 28 Maart 1837 aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Kester op Staatsgelde verbonden wedde afgeschaft;
2^o aan de tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Stephanus, te Sint-Pieters-Leeuw, een wedde op Staatsgelden verbonden.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 9 September 1956, n^o 253.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 24 Augustus 1956, n^o 237.

23 juillet 1956.

VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 20907C.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1° supprime le traitement à charge de l'Etat attaché, par arrêté royal du 28 mars 1837, à la place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Martin, à Sint-Martens-Lennik;

2° attache un traitement à charge de l'Etat à la place de vicaire près la paroisse-succursale du Saint Esprit, à Anderlecht.

VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 11750/19642.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1° supprime le traitement à charge de l'Etat attaché, par arrêté royal du 28 mars 1837, à la troisième place de vicaire près la paroisse Saint Jacques à Anvers;

2° attache un traitement à charge de l'Etat à la quatrième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Catherine à Anvers.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32030.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal érige le quartier dit Broekstraat, à Hamme, en paroisse-succursale, sous le vocable de la Sainte Famille.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir du point d'intersection de la route de l'Etat projetée et l'axe de la rivière la Durme, par : l'axe de cette rivière, A-B; l'axe de l'Escaut, B-C; la limite séparative entre les communes de Hamme et de Moerzeke jusqu'au sentier dit Vlietwegel, C-D; l'axe de ce sentier jusqu'au cours d'eau n° 6, D-E; l'axe de ce cours d'eau jusqu'au point d'intersection des rues dites Broekstraat et Hooirtstraat, E-F; cette dernière rue jusqu'à la route de l'Etat projetée, les deux côtés inclusivement, F-G; l'axe de la dite route de l'Etat projetée, G-A, conformément au plan annexé au dit arrêté.

ANNEXE. — ÉRECTION (3).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32198.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal érige les quartiers réunis dits Ter Heide et Cockerill, à As, sous le vocable de Sainte Barbe, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale de cette commune.

ANNEXE. — ÉRECTION (3).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31932.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de Belleflamme, à Grivegnée, sous le vocable de Saint Joseph, en annexe ressortissant à la paroisse Notre-Dame, en cette commune.

(1) *Moniteur belge*, 24 août 1956, n° 237.

(2) *Moniteur belge*, 31 août 1956, n° 244.

(3) *Moniteur belge*, 3-4 septembre 1956, n°s 247-248.

ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (1).

Best. E. S. L. S., 1^o sect., n^o 20907C.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit :

1^o de bij koninklijk besluit van 28 Maart 1937 aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Martinus, te Sint-Martens-Lennik, op Staatsgelden verbonden wedde afgeschaft;

2^o aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Geest, te Anderlecht, een wedde op Staatsgelden verbonden.

ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (2).

Best. E. S. L. S., 1^o sect., n^o 11750/19642.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit is :

1^o de bij koninklijk besluit van 28 Maart 1837 aan de derde plaats van onderpastoor bij de parochie van de H. Jacob te Antwerpen, op Staatsgelden verbonden wedde afgeschaft;

2^o aan de vierde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Catharina te Antwerpen, een wedde op Staatsgelden verbonden.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING (2).

Best. E. S. L. S., 1^o sect., n^o 32030.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, is de wijk Broekstraat, te Hamme, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van de Heilige Familie.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van het kruispunt der ontworpen Staatsbaan met de as der Durnerivier, door : de as van deze rivier, A-B; de as van de Schelde, B-C; de grensscheiding tussen de gemeenten Hamme en Moerbeke tot aan de voetweg genaamd Vlietwegel, C-D; de as van deze voetweg tot aan de waterloop n^o 6, D-E; de as van deze waterloop tot aan het kruispunt van de Broekstraat met de Hooftstraat, E-F; deze laatste straat tot aan de ontworpen Staatsbaan, de beide zijden ingesloten, F-G; de as van bedoelde Staatsbaan, G-A, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

ANNEXE. — OPRICHTING (3).

Best. E. S. L. S., 1^o sect., n^o 32198.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, zijn de verenigde wijken Ter Heide en Cockerill, te As, opgericht, onder de aanroeping van de Heilige Barbara, tot annexe afhangende van de hulpparochie aldaar.

ANNEXE. — OPRICHTING (3).

Best. E. S. L. S., 1^o sect., n^o 31932.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, is de wijk genaamd Belleflamme, te Grivegnée, opgericht, onder de aanroeping van de Heilige Jozef, tot annexe afhangende van de parochie van Onze-Lieve-Vrouw, aldaar.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 24 Augustus 1956, n^o 237.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 31 Augustus 1956, n^o 244.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 3-4 September 1956, n^{os} 247-248.

PAROISSES-SUCCURSALES. — MODIFICATION DES CIRCONSCRIPTIONS (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 235504.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal annexe à la paroisse-succursale de Blaasveld, le hameau dénommé Stampaarshoek, à Heffen, circonscrit, à partir de la limite séparative de cette dernière commune et de celle de Tiselt, par : la limite séparative des communes de Blaasveld et de Heffen, A-B; l'axe du chemin rural, n° 25, B-C; la limite séparative des communes de Heffen et de Leest, C-D; la limite séparative des communes de Tiselt et de Heffen, D-A, conformément au plan annexé au dit arrêté.

CHAPELLENIE. — ÉRECTION. — VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32060.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1^{re} érige le quartier situé au nord de la ville de Courtrai, sous le vocable de Saint Joseph, en chapellenie ressortissant à la paroisse-succursale Saint Eloi, en cette ville;

2^{de} transfère à la place de chapelain près cette chapellenie, le traitement à charge de l'Etat, attaché, par arrêté royal du 11 décembre 1895, à la place de vicaire près la paroisse-succursale d'Espierres.

ANNEXE. — ÉRECTION (3).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31986.

23 juillet 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la Station à Liedekerke, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Nicolas en cette commune.

LOI SUR LES ÉCONOMATS.
INCIDENCE SUR LA SITUATION DU PERSONNEL.

Personnel, litt. D., n° 35.

Bruxelles, le 24 juillet 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Je crois utile d'attirer votre attention toute particulière sur la loi du 15 mai 1956 relative aux économats, publiée au *Moniteur belge* du 31 mai 1956, page 3810, qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1956.

Elle a pour conséquence qu'à partir de cette dernière date, il sera défendu, sous peine de poursuites judiciaires, de vendre ou de distribuer des denrées ou marchandises aux membres du personnel et de faire prêter à leur profit, à titre onéreux ou gratuit, des services autres que la fourniture de repas ou de boissons ou que des services de caractère social ou médical.

Il sera donc notamment interdit aux fonctionnaires et agents de faire effectuer des travaux de couture, réparations diverses, lavage et entretien de voitures automobiles ou autres véhicules, d'utiliser le salon de coiffure desservi

(1) *Moniteur belge*, 7 septembre 1956, n° 251.(2) *Moniteur belge*, 8 septembre 1956, n° 252.(3) *Moniteur belge*, 9 septembre 1956, n° 253.

HULPPAROCHIËN. — WIJZIGING DER GEBIEDSOMSCHRIJVINGEN (1).

Best., E. S. L. S., 1^e sect., n° 23550A.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, is aan de hulpparochie Blaasveld gehecht het gehucht Stampaarshoek, te Heffen, begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen die laatste gemeente en de gemeente Tisselt, door : de grensscheiding tussen de gemeenten Blaasveld en Heffen, A-B; de as van de veldweg, n° 25, B-C; de grensscheiding tussen de gemeenten Heffen en Leest, C-D; de grensscheiding tussen de gemeenten Tisselt en Heffen, D-A, overeenkomstig het bijgevoegd plan.

KAPELANIJ. — OPRICHTING. — ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n° 32060.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit is :

1° de wijk aan de noordkant van de stad Kortrijk gelegen, opgericht, onder de aanroeping van de H. Jozef, tot kapelanijschap afhangende van de hulpparochie van de H. Elooi, aldaar;

2° de bij koninklijk besluit van 11 December 1895, aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Spiere op Staatsgeldten verbonden wedde, op de plaats van kapelaan bij de kapelanijschap van de H. Jozef, te Kortrijk, overgedragen.

ANNEXE. — OPRICHTING (3).

Best. E. S. L. S. 1^e sectie, n° 31985.

23 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, is de wijk van het Station te Liedekerke, opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van de H. Nikolaas aldaar.

WET BETREFFENDE DE DIENSTEN VOOR PERSONEELSZORG.
TERUGSLAG OP DE TOESTAND VAN HET PERSONEEL.

Personnel. Litt. D., n° 35.

Brussel, de 24 Juli 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Ik acht het nuttig uw gans bijzondere aandacht te vestigen op de wet van 15 Mei 1956 betreffende de diensten voor personeelszorg, die in het *Belgisch Staatsblad* van 31 Mei 1956, blz. 3810, werd bekendgemaakt en op 1 December 1956 in werking zal treden.

Ten gevolge van die wet zal het vanaf deze laatste datum op straffe van rechtsvervolg verboden zijn waren of goederen te verkopen of uit te delen aan de personeelsleden en te hunnen behoeve kosteloos of onder bezwarende titel diensten te doen verstrekken, met uitzondering van het verschaffen van maaltijden of dranken of van diensten van sociale of medische aard.

Het zal de ambtenaren en beampten dus onder meer verboden zijn naaiwerk, allerhande herstelwerk, was en onderhoudswerk aan auto's of andere voertuigen te doen verrichten, het door een gedetincerde bediende kapperssalon te bezoeken, in

(1) *Belgisch Staatsblad*, 7 September 1956, n° 251.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 8 September 1956, n° 252.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 9 September 1956, n° 253.

par un détenu, d'acheter des articles fabriqués dans les ateliers de la régie ou de confier quelque travail que ce soit à ces ateliers. De même, aucun détenu ne pourra plus pénétrer dans les habitations et jardins du personnel logé à l'établissement si ce n'est pour y effectuer :

1° des travaux d'entretien et de réparation aux bâtiments, sous réserve qu'ils aient été prescrits par l'Administration centrale;

2° des réparations aux bâtiments lorsqu'elles ne souffrent aucun délai (accidents);

3° des travaux de jardinage, à l'exclusion de l'entretien de la basse-cour.

Je tiens à souligner la nécessité de respecter ces instructions dans toute leur rigueur et je vous prie de veiller personnellement à leur stricte application pour éviter que se commettent des infractions mettant votre propre responsabilité en cause.

Il vous appartient de porter la présente circulaire à la connaissance de tous les membres du personnel placé sous vos ordres et de l'afficher, en outre, avec le texte de la loi, pendant dix jours aux valves de l'établissement.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 11750/19642.

24 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1° supprime le traitement à charge de l'Etat attaché, par arrêté royal du 24 février 1897, à la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Victor à Fleurus;

2° attache un traitement à charge de l'Etat à la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale de Gohissart, à Junet.

VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 9561/23751 A.

24 juillet 1956. — Un arrêté royal :

1° supprime le traitement à charge de l'Etat attaché, par arrêté royal du 31 décembre 1858, à la place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame, à Assent;

2° attache un traitement à charge de l'Etat à la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Agathe, à Berchem-Sainte-Agathe.

LÉGISLATION. — VICES ET LACUNES. — RAPPORTS.

Adm. de la Législation, 1^{re} section, L.2594.

Bruxelles, le 26 juillet 1956.

A M. le Procureur général près la Cour de cassation, près les Cours d'appel.

A M. l'Auditeur général près la Cour militaire à Bruxelles.

La circulaire ministérielle du 28 octobre 1846 a chargé MM. les Procureurs généraux près les Cours de cassation et d'appel de faire, à l'expiration de chaque année judiciaire, un rapport sur les affaires à l'occasion desquelles on aurait reconnu l'insuffisance ou les défauts de la législation en vigueur.

(1) *Moniteur belge*, 31 août 1956, n° 244.

(2) *Moniteur belge*, 3-4 septembre 1956, n° 247-248.

de werkplaatsen van de regie vervaardigde artikelen te kopen of hun om het even welk werk toe te vertrouwen. Evenzo zal geen enkel gedetineerde de woningen en tuinen van het in de inrichting gehuisveste personeel nog mogen betreden, tenzij om er :

1° onderhouds- en herstelwerk aan de gebouwen uit te voeren, en mits zij door het Hoofdbestuur zijn voorgeschreven;

2° aan de gebouwen herstellingen uit te voeren wanneer zij geen uitstel dulden (ongevallen);

3° tuinwerk uit te voeren, met uitzondering van het onderhoud van het neerhof. Ik stel er prijs op te onderlijnen dat het noodzakelijk is deze onderrichtingen ten strengste na te leven en ik verzoek u persoonlijk te waken over de stipte toepassing ervan om te vermijden dat inbreuken worden gepleegd welke uw eigen verantwoordelijkheid in het gedrang zouden brengen.

U behoort de onderhavige omzendbrief ter kennis te brengen aan al de onder uw bevelen geplaatste personeelsleden en hem bovendien, samen met de tekst van de wet, gedurende tien dagen in uw inrichting *ad valvas* uit te hangen.

Voor de Minister :
De Directeur-generaal,
J. DUPRÉEL.

ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 11750/19642.

24 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, is :

1° de bij koninklijk besluit van 24 Februari 1897, aan de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Victor, te Fleurus, op Staatsgelden verbonden wedde afgeschaft;

2° aan de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Gohissart, te Jumet, een wedde op Staatsgelden verbonden.

ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 9561/23751 A.

24 Juli 1956. — Bij koninklijk besluit, is :

1° de bij koninklijk besluit van 31 December 1858, aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Assent, op Staatsgelden verbonden wedde, afgeschaft;

2° aan de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Agatha, te Sint-Agatha-Berchem, een wedde op Staatsgelden verbonden.

WETGEVING. — GEBREKEN EN LEEFTEN. — VERSLAGEN.

Bestuur der Wetgeving, 1^e sectie, L.2594.

Brussel, de 26 Juli 1956.

Aan de heer Procureur-Generaal bij het Hof van verbreking, bij de Hoven van beroep.

Aan de heer Auditeur-Generaal bij het Militair Gerechtshof te Brussel.

Door de ministeriële omzendbrief van 28 October 1846, werden de heren Procureurs-Generaal bij het Hof van verbreking en bij de Hoven van beroep er mede belast, bij het verstrijken van elk gerechtelijk jaar, verslag uit te brengen over de zaken bij de behandeling waarvan de ontoereikendheid of de gebreken van de van kracht zijnde wetten aan het licht zijn gekomen.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 31 Augustus 1956, n^o 244.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 3-4 September 1956, n^o 247-248.

Ces directives — tel était leur but — devaient permettre de faire annuellement le point de l'état du droit sur les questions générales qui faisaient l'objet de la législation du temps.

Mais la législation n'est plus maintenant ce qu'elle était alors. Des lois nombreuses et sur les objets les plus divers s'offrent actuellement à la sagacité des magistrats qui, à la lumière de la pratique judiciaire, ont à en relever les vices ou les lacunes. Les observations qu'appellent ces lois diverses et souvent très spéciales se prêtent peu à la synthèse. Il n'y a dès lors plus le même intérêt à les grouper, à la fin de chaque année judiciaire, en un rapport unique.

D'autre part, l'ampleur de la législation et la nécessité de porter parfois d'urgence remède à certains défauts qui l'entachent ne permettent plus de se contenter d'un rapport annuel.

C'est pourquoi je vous prie, Monsieur le Procureur général, de vouloir bien dorénavant faire rapport sur les vices et défauts de la législation au fur et à mesure de leur constatation.

Toutefois, des rapports faits à l'occasion de cas particuliers ne sont pas l'exact équivalent de ceux qui reflètent une expérience plus étendue, les appréciations sur la législation émises à propos d'un cas d'espèce appelant parfois une mise au point au vu d'autres cas.

Si, à la fin de l'année judiciaire, certains éléments des rapports faits au cours de celle-ci vous paraissent appeler une coordination ou une mise au point, il vous sera toujours loisible de les grouper en une étude d'ensemble.

Les rapports de fin d'année judiciaire, prévus par la circulaire du 28 octobre 1846, ne me seront donc plus adressés qu'éventuellement dans les cas et sur les points où vous l'estimerez utile.

Le Ministre,
A. LILAR.

SÉJOUR EN BELGIQUE DES ENFANTS DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE (1).

Bruxelles, le 8 août 1956.

Circulaire à MM. les Gouverneurs de province.

Pour information :

A MM. les Commissaires d'arrondissement;

A MM. les bourgmestres et échevins.

Monsieur le Gouverneur,

Le *Moniteur belge* de ce jour publie un arrêté royal du 13 juillet 1956, modifiant, en ce qui concerne les enfants de 12 à 15 ans, l'arrêté royal du 3 décembre 1953 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique.

Aux termes des dispositions nouvelles, les enfants étrangers devront désormais être mis en possession de la carte d'identité ou du certificat d'inscription au registre des étrangers dès qu'ils atteignent l'âge de douze ans accomplis.

Les administrations communales délivreront ces documents selon que les intéressés sont inscrits aux registres de population ou à celui des étrangers. Il est rappelé à ce sujet que leur immatriculation dans les registres de population ne peut avoir lieu d'office que lorsque leurs père et mère, vivant ensemble ou séparément, y sont tous deux inscrits; en cas d'immatriculation de ceux-ci dans des registres différents et de décès de l'auteur inscrit au registre des étrangers, l'enfant est admis à figurer aux registres de population; dans toutes les autres hypothèses, son immatriculation dans ces derniers est subordonnée à l'autorisation de mon département.

(1) *Moniteur belge*, 8 août 1956, n° 221.

Deze richtlijnen moesten toelaten — dat was althans de bedoeling — elk jaar het bestek op te maken van de stand van het recht in verband met de algemene vraagstukken waarop de wetgeving van dat tijdstip betrekking had.

Thans is de wetgeving echter niet meer wat zij vroeger was.

De magistraten dienen thans rekening te houden met een groot aantal wetten die de meest uiteenlopende gebieden bestrijken, en waarvan zij, aan de hand van de rechtspraak, de gebreken en de leemten moeten aantonen. De opmerkingen waartoe deze uiteenlopende en vaak zeer bijzondere wetten aanleiding geven, kunnen moeilijk in een synthese gevat worden. Men heeft er derhalve niet langer belang bij ze bij het einde van elk gerechtelijk jaar in één enkel verslag samen te brengen.

Daar de wetgeving zo omvankelijk is, en het soms dringend noodzakelijk is bepaalde gebreken van die wetgeving onverwijld te verhelpen, volstaat het anderszits ook niet meer jaarlijks een verslag in te dienen.

Daarom verzoek ik u, Mijnheer de Procureur-Generaal, voortaan over de gebreken en tekortkomingen van de wetgeving verslag uit te brengen telkens als dergelijke gebreken of tekortkomingen worden vastgesteld.

Een verslag dat voor een bijzonder geval wordt opgemaakt is echter niet het volmaakt equivalent van een verslag dat op een langere ervaring wijst; het gebeurt immers dat de mening die men aangaande de wetgeving in een bepaald geval heeft geuit, dient te worden herzien nadat men van andere gevallen heeft kennis genomen.

Indien gij, bij het einde van het gerechtelijk jaar, van mening zijt dat sommige gegevens van de in de loop van het jaar ingediende verslagen dienen gecoördineerd of herzien, staat het u altijd vrij ze in een globale studie te groeperen.

Er zullen mij bijgevolg bij het einde van het gerechtelijk jaar geen verslagen meer toegezonden worden zoals die waren voorgeschreven door de omzendbrief van 28 October 1846, tenzij eventueel in de gevallen en over de punten waarvoor gij het nuttig zoudt achten.

De Minister,
A. LILAR.

VERBLIJF IN BELGIË VAN DE KINDEREN VAN VREEMDE NATIONALITEIT (1).

Brussel, de 8 Augustus 1956.

Omzendbrief aan de heren Provinciegouverneurs.

Ter kennisgeving :

Aan de heren Arrondissementscommissarissen;

Aan de heren burgemeesters en schepenen.

Mijnheer de Gouverneur,

In het *Belgisch Staatsblad* van heden wordt een koninklijk besluit van 13 Juli 1956 bekendgemaakt tot wijziging, wat betreft de kinderen van 12 tot 15 jaar, van het koninklijk besluit van 3 December 1953 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen.

Luidens de nieuwe bepalingen moeten voortaan de vreemde kinderen, zodra zij de leeftijd van volle twaalf jaar hebben bereikt, in het bezit worden gesteld van de identiteitskaart of van het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister.

De gemeentebesturen leveren die bescheiden af naargelang de betrokkenen in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister worden ingeschreven. Er wordt dienaangaande in herinnering gebracht dat hun inschrijving in de bevolkingsregisters slechts dan van ambtswege mag geschieden wanneer hun vader en hun moeder, samenwonend of van elkaar gescheiden, er beiden ingeschreven zijn; ingeval deze laatsten in verschillende registers ingeschreven zijn en ingeval de in het vreemdelingenregister ingeschreven ouder overleden is, mag het kind in de bevolkingsregisters worden ingeschreven; in al de andere gevallen dient mijn departement voor hun inschrijving in deze laatste registers machtiging te verlenen.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 8 Augustus 1956, n° 221.

La taxe de séjour n'étant exigible qu'à partir de l'âge de 15 ans accomplis, la carte d'identité et le certificat d'inscription seront délivrés aux intéressés sans qu'il y ait lieu de la percevoir. Pour couvrir les frais résultant de la délivrance de ces documents, les communes peuvent néanmoins percevoir une imposition à leur profit. Celle-ci ne peut être supérieure à cinq francs et doit faire l'objet d'une délibération du conseil communal qui, conformément à l'article 76, 5°, de la loi communale, sera soumise à approbation par voie d'arrêté royal.

Quant à la durée de validité de la carte d'identité ou du certificat d'inscription ainsi délivrés à ces enfants, il n'a pas paru opportun d'en imposer le renouvellement ou la prorogation au bout de deux ans ou de six mois. Ces titres seront donc rendus valables jusqu'au jour où leurs titulaires atteindront l'âge de quinze ans accomplis. A ce moment, la carte d'identité devra être renouvelée et la nouvelle carte être rendue valable deux ans. Quant au certificat d'inscription, il y aura lieu d'en proroger alors la validité de six en six mois.

Deux exceptions sont apportées aux règles ci-dessus :

1° les enfants qui viennent de l'étranger pour effectuer ou poursuivre en Belgique des études dans un établissement d'enseignement où ils sont admis en qualité d'élèves internes sont dispensés, lorsqu'ils atteignent l'âge de douze ans accomplis, de retirer le certificat d'inscription au registre des étrangers et doivent être mis en possession du document dit « dispense de permis de séjour ».

Le régime commun doit toutefois être appliqué lorsque ces enfants appartiennent à une famille résidant habituellement en Belgique ou lorsque les conditions mises à leur établissement dans le royaume n'ont pas été respectées (défaut du visa d'établissement provisoire);

2° les enfants dont la durée de séjour en Belgique a été expressément limitée et ceux qui accompagnent dans le pays des personnes faisant l'objet d'une mesure analogue ne peuvent obtenir un certificat d'inscription valable jusqu'à l'accomplissement de leur quinzième année. Ce document sera rendu valable pendant la période pendant laquelle eux-mêmes ou la personne qu'ils accompagnent sont autorisés à séjourner en Belgique.

En ce qui concerne, enfin, les cartes d'identité et certificats d'inscription qui, par inadvertance, auraient déjà été délivrés aux enfants étrangers de moins de quinze ans, la règle tracée ci-dessus au sujet de la validité de ces documents devra trouver son application. La date d'expiration indiquée sur ces titres sera, en conséquence, reportée au jour du quinzième anniversaire de leurs titulaires, sauf si elle y était postérieure; en ce cas, elle devra être maintenue.

L'Administrateur-Directeur général,
DE FOY.

ENVOI DES BULLETINS DE CONDAMNATION.

Administration de la Législation.
Statistique, n° 803/23 St.
Bruxelles, le 11 août 1956.

A M. l'Auditeur général, à Bruxelles.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

J'ai l'honneur de vous prier d'inviter à nouveau MM. les greffiers à se conformer strictement aux instructions du 31 décembre 1888 de mon département, rappelées à maintes reprises, en vertu desquelles l'envoi des bulletins de condamnation doit être fait dans les trois jours de la date à laquelle le jugement est devenu définitif.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
P. CORNIL.

Daar de verblijfsbelasting slechts vanaf de leeftijd van volle 15 jaar mag worden gevorderd, dienen de identiteitskaart en het bewijs van inschrijving aan de betrokkenen afgeleverd zonder dat de verblijfsbelasting wordt geheven. Om de kosten wegens aflevering van die bescheiden te bestrijden, mogen de gemeenten evenwel te haren behoefte een recht heffen. Dit recht mag echter niet meer dan vijf frank bedragen, en moet het voorwerp uitmaken van een beraadslaging van de gemeenteraad die, overeenkomstig artikel 76, 5°, van de gemeentewet, door middel van een koninklijk besluit ter goedkeuring dient voorgelegd.

Wat betreft de geldigheidsduur van de identiteitskaart of van het bewijs van inschrijving die aldus aan die kinderen werden afgeleverd, is het niet voegzaam gebleken op te leggen dat zij na twee jaar of zes maanden zouden vernieuwd of verlengd worden. Deze bewijzen dienen dus geldig gemaakt tot de dag waarop de houders ervan de leeftijd van volle vijftien jaar zullen bereiken. Op dit tijdstip moet de identiteitskaart worden vernieuwd en moet de nieuwe kaart voor twee jaar geldig gemaakt worden. Wat het bewijs van inschrijving betreft, de geldigheid ervan dient alsdan om de zes maanden verlengd.

Aan vorenvermelde regels worden twee uitzonderingen voorzien :

1° de kinderen die uit den vreemde komen om in België studien te doen of voort te zetten in een onderwijsinstelling waar zij als internaatsleerlingen worden toegelaten, zijn, wanneer zij de leeftijd van volle twaalf jaar bereiken, ervan vrijgesteld het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af te halen, en moeten in het bezit worden gesteld van het bescheid genoemd « vrijstelling van de verblijfsvergunning... ».

Het gemeen stelsel moet nochtans worden toegepast wanneer die kinderen behoren tot een gezin dat gewoonlijk in België verblijft of wanneer de voor hun vestiging in het Rijk gestelde voorwaarden niet in acht genomen werden (ontbreken van het visum tot voorlopige vestiging);

2° de kinderen wier verblijfsduur in België uitdrukkelijk werd beperkt en de kinderen die personen, ten aanzien van wie dergelijke maatregel genomen werd, in het land vergezellen, kunnen geen bewijs van inschrijving bekomen dat tot hun volle vijftien jaar geldig is. Dit bescheid dient geldig gemaakt gedurende de periode tijdens welke zij zelf op de persoon die zij vergezellen gemachtigd worden om in België te verblijven.

Wat ten slotte de identiteitskaarten en bewijzen van inschrijving betreft die bij onachtzaamheid reeds zouden afgeleverd geworden zijn aan de vreemde kinderen van min dan vijftien jaar oud, moet de hiervoren vermelde regel betreffende de geldigheid van die bescheiden worden toegepast. De op die bewijzen opgegeven verstrijksdatum dient dienvolgens verschoven tot de dag waarop de houders ervan vijftien jaar oud worden, behalve indien die datum erna moest vallen; in dit geval moet hij worden behouden.

De Administrateur-Directeur-generaal,
DE FOY.

OVERMAKING VAN DE BULLETINS VAN VEROORDELING.

Bestuur der Wetgeving.
Statistiek, n° 803/23 St.
Brussel, 11 Augustus 1956.

*Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.
Aan de heer Auditeur-Generaal, Brussel.*

Ik heb de eer u te verzoeken de heren griffiers er opnieuw toe uit te nodigen dat ze zich strikt zouden houden aan de onderrichtingen van 31 December 1888 van mijn Departement, onderrichtingen waaraan reeds meermaals herinnerd werd en krachtens welke de bulletins van veroordeling moeten overgemaakt worden binnen drie dagen na de datum waarop het vonnis definitief is geworden.

Voor de Minister :
De Secretaris-Generaal,
P. CORNIL.

24 août/4 septembre 1956.

DEMANDE D'ACCEPTATION DES MINEURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

Office de la Protection de l'Enfance.

Service pédagogique et d'Inspection, n° 780.

Bruxelles, le 24 août 1956.

*A MM. les Procureurs du Roi.,**A MM. les Juges des Enfants.*

La population de certains établissements d'observation ou d'éducation de l'Etat ne permet pas toujours l'acceptation immédiate de nouveaux mineurs, faute de places disponibles.

Une situation identique peut se présenter dans le secteur privé (établissements privés ordinaires ou spéciaux — homes de semi-liberté).

Afin d'éviter de perturber la bonne marche des établissements et d'entraîner, le cas échéant, des transfèrements inutiles et onéreux, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, avant d'envoyer un mineur dans une institution, vous enquêter auprès de la direction intéressée si des places sont encore disponibles.

Pour le Ministre :

Le directeur d'administration,

S. HUYNEN.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Bureau d'étude, litt. R., n° IX.

Bruxelles, le 29 août 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Mon attention vient d'être attirée sur le manque d'indications dont disposent les tuteurs des condamnés libérés conditionnellement, en ce qui concerne la réparation du préjudice causé à la partie civile.

Je désire qu'à l'avenir la rubrique n° 7 des propositions de libération conditionnelle introduites en faveur de détenus condamnés à des dommages-intérêts et le plan de reclassement annexé à ces propositions soient complétés par l'identité et l'adresse exactes de la partie civile. Ces renseignements sont à demander à l'autorité judiciaire compétente.

Pour le Ministre :

Le Directeur-général,

J. DUPRÉEL.

INSCRIPTION DE LA DATE DE LA COMMANDE
SUR LES DÉCLARATIONS DE CRÉANCE ÉMANANT DES FOURNISSEURS.
APPLICATION DE LA RETENUE POUR RETARD DANS LA FOURNITURE.

Office de la Protection de l'Enfance.

Service administratif. Comptabilité, n° 101 A 50.

Bruxelles, le 4 septembre 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Il est rappelé aux directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat que les déclarations de créance n° 166 relatives aux fournitures faites aux établissements, en exécution d'une adjudication ou d'une soumission approuvée par l'Administration centrale, doivent mentionner la date de l'avis de l'approbation

AANVRAAG TOT OPNEMING VAN DE MINDERJARIGEN IN DE GESTICHTEN.

Dienst voor Kinderbescherming.
Paedagogische Dienst en Inspectie, n° 780.
Brussel, 24 Augustus 1956.

Aan de heren Procureurs des Konings.

Aan de heren Kinderrechters.

Ingevolge de bevolking van sommige Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten is het niet altijd mogelijk onmiddellijk nieuwe minderjarigen op te nemen, omdat er geen plaatsen beschikbaar zijn.

Een gelijkaardige toestand kan zich voordoen in de private sector (gewone of bijzondere private gestichten — tehuizen voor beperkte vrijheid).

Ten einde te voorkomen dat de goede werking van de gestichten verstoord wordt en dat er, eventueel, nutteloze en kostelijke overbrengingen moeten geschieden, heb ik de eer u te verzoeken, vooraleer een minderjarige naar een instelling te sturen, bij de betrokken directie navraag te doen of er nog plaatsen beschikbaar zijn.

Voor de Minister :
De Directeur van Administratie,
S. HUYNEN.

VOORWAARDELIJKE INVRIJHEIDSTELLING. — SCHADEVERGOEDING.

Studiebureau, litt. R., n° IX.
Brussel, 29 Augustus 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Zopas werd mijn aandacht gevestigd op het feit dat de voogden van de voorwaardelijk in vrijheid gestelde veroordeelden, wat betreft de vergoeding van de aan de burgerlijke partij veroorzaakte schade, over geen aanwijzingen beschikken.

Ik wens dat voortaan de rubriek n° 7 van de voorstellen tot voorwaardelijke invrijheidstelling, die worden ingediend ten gunste van de tot schadevergoeding veroordeelde gedetineerden en het bij die voorstellen gevoegde reclasseeringsplan zouden worden aangevuld met de juiste identiteit en het juist adres van de burgerlijke partij. Die inlichtingen dienen bij de bevoegde rechterlijke overheid aangevraagd.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

VERMELDING VAN DE DATUM VAN BESTELLING OP DE SCHULDVORDERINGEN
VAN DE LEVERANCIER.
TOEPASSING VAN DE KORTING WEGENS VERTRAGING BIJ DE LEVERING.

Dienst voor Kinderbescherming..
Administratieve Diensten, Comptabiliteit, n° 101 A 50.
Brussel, 4 September 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

De directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten worden eraan herinnerd dat de verklaringen van schuldvordering n° 166 betreffende aan de gestichten, in uitvoering van een aanbesteding of van een door het Hoofd-bestuur goedgekeurde inschrijving gedane leveringen, naar gelang van het geval,

de la soumission ou la date de la commande, selon le cas (voir à ce sujet le dernier alinéa du n° 2 de la 2^e page de ma circulaire du 23 mars 1953, émargée comme la présente).

Il importe, en effet, de permettre à l'Administration centrale et à la Cour des Comptes d'examiner si la livraison a eu lieu dans le délai convenu et, le cas échéant, si la retenue pour retard dans la fourniture a été effectuée.

Les instructions rappelées ci-dessus doivent également être suivies pour les fournitures partielles d'articles de nourriture effectuées, après une adjudication semestrielle, sur le vu de bons de commande émanant des établissements.

Lorsqu'une fourniture n'aura pas eu lieu dans le délai convenu, les établissements appliqueront les clauses administratives contractuelles reprises à l'annexe de l'arrêté royal organique du 5 octobre 1955 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'Etat (voir notamment l'article 66 des dites clauses) ou, le cas échéant, les clauses dérogatoires insérées dans le cahier spécial des charges relatif au marché.

En cas de retard dans la fourniture, les déclarations de créance n° 166 mentionneront le montant de la retenue effectuée de ce chef, ainsi que les éléments ayant servi à la détermination de ce montant. Les déclarations de créance seront ensuite soumises aux créanciers, aux fins de signature.

*
* *

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'aux termes de l'article 52 des « Clauses administratives contractuelles », les délais de livraisons des fournitures sont comptés à partir du premier jour ouvrable qui suit le jour déterminé par la date de l'avis d'approbation de la soumission ou la date de la commande, selon le cas.

Si des délais de livraisons partielles et l'importance de celles-ci sont indiqués, les pénalités doivent être appliquées à ces livraisons partielles.

*
* *

Lorsque le délai de livraison a été prévu dans le cahier spécial des charges ou dans l'appel d'offres, l'avis d'approbation de la soumission adressé au fournisseur ou le bon de commande émanant de l'établissement, selon le cas, devra mentionner expressément que la livraison doit être effectuée dans le délai convenu. Ce délai sera indiqué dans le document en question.

Pour le Ministre :
Le directeur,
R. PETIT.

—
PRÉCAUTIONS A PRENDRE LORS DE L'ENVOI DE DOCUMENTS COMPTABLES.

Office de la Protection de l'Enfance. Services administratifs.
Comptabilité et Recouvrements, n° 1187-2254/RV.

Bruxelles, le 11 septembre 1956.

A MM. les Juges des Enfants du Royaume.

J'ai l'honneur de vous informer que mon Administration a constaté la disparition d'avis de débit qui avaient été joints par un magistrat à son compte trimestriel du 2^e trimestre 1956. La perte semble s'être produite au cours de l'envoi du compte

de datum van het bericht van aanvaarding der inschrijving of de datum van de bestelling moeten vermelden (zie dienaangaande het laatste lid van n° 2 op bladzijde 2 van mijn omzendbrief dd. 23 Maart 1953, zelfde kanttekening).

Het Hoofdbestuur alsook het Rekenhof moeten immers kunnen nagaan of de levering binnen de overeengekomen termijn is geschied en, in voorkomend geval, of de korting wegens vertraging bij de levering werd toegepast.

De hiervoren in herinnering gebrachte onderrichtingen dienen eveneens nageleefd te worden wanneer het gaat om gedeeltelijke leveringen van voedingswaren die, ingevolge een halfjaarlijkse aanbesteding, gedaan worden volgens de van de gestichten uitgaande bestelbons.

Indien een levering niet binnen de overeengekomen termijn geschiedt, dienen de gestichten de contractuele administratieve bepalingen toe te passen zoals deze voorkomen in de bijlage tot het koninklijk besluit van 5 October 1955 tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat (zie onder meer artikel 66 van die bepalingen) of, in voorkomend geval, de afwijkende bepalingen die voorkomen in het bestek betreffende de overeenkomst.

In geval van vertraging bij de levering, moet op de verklaringen van schuldvordering n° 166 het bedrag vermeld worden van de uit dien hoofde toegepaste korting, alsook de gegevens aan de hand waarvan dit bedrag werd bepaald. Vervolgens zullen de verklaringen van schuldvordering aan de schuldeisers worden voorgelegd om door hen te worden ondertekend.

*
* * *

Het heeft wellicht zijn nut er aan te herinneren dat, luidens de bewoordingen van artikel 51 van de contractuele administratieve bepalingen, de termijnen van uitvoering der bestellingen lopen met ingang van de eerste werkdag na de dag die overeenstemt met de datum van de kennisgeving der goedkeuring van het inschrijvingsbiljet of met de datum van de bestelbrief, volgens het geval.

Wanneer voor de gedeeltelijke leveringen termijnen en hoeveelheden vastgesteld zijn, moeten de boeten toegepast worden op die gedeeltelijke leveringen.

*
* * *

Wanneer de leveringstermijn in het bestek of in het verzoek om aanbiedingen bepaald werd, moet de aan de leverancier gezonden kennisgeving der goedkeuring van het inschrijvingsbiljet of de van het gesticht uitgaande bestelbrief, volgens het geval, uitdrukkelijk vermelden dat de levering binnen de overeengekomen termijn moet geschieden.

Die termijn moet op het betrokken bescheid vermeld worden.

Voor de Minister :
De directeur,
R. PETIT.

—
VOORZORGEN TE NEMEN BIJ HET VERZENDEN VAN COMPTABELE STUKKEN.

Dienst voor Kinderbescherming. Administratieve Diensten.

Comptabiliteit-Invorderingen, n° 1187-2254/RV.

Brussel, 11 September 1956.

Aan de heren Kinderrechters van het Rijk.

Ik heb de eer u te laten weten dat mijn bestuur de verdwijning heeft vastgesteld van kennisgevingen van debet, die door een magistraat bij zijn driemaandelijke rekening van het 2° kwartaal 1956 waren gevoegd. Het verlies schijnt

et de ses annexes. Elle est vraisemblablement due au fait que les divers avis de débit avaient été rassemblés et joints en bloc au compte trimestriel.

Il importe d'éviter le retour de pareil incident.

C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien, à l'avenir, suivre les règles indiquées ci-après :

1. Chaque avis de débit sera agrafé au *premier exemplaire* de l'état de frais d'entretien auquel il se rapporte.

Il est entendu que des paiements distincts seront opérés :

a) pour les mineurs placés en application des dispositions du chapitre I^{er} de la loi du 15 mai 1912;

b) pour les mineurs placés en application des dispositions du chapitre II de la dite loi.

2. Les coupons d'assignations, d'ordres de virement, de mandats-poste, etc., se rapportant aux sommes déduites aux états de frais d'entretien (allocations familiales, etc.) seront attachés au *deuxième exemplaire* de l'état de frais qu'ils concernent.

Il en sera de même des certificats médicaux, états d'honoraires, etc., qui justifient les suppléments ou les frais spéciaux portés en compte à l'état de frais.

Si les diverses pièces énumérées ci-dessus étaient nombreuses, il y aurait lieu de les inclure dans une enveloppe et d'agrafer celle-ci au deuxième exemplaire de l'état de frais.

3. L'extrait de compte, délivré par l'Office des Chèques postaux et mentionnant l'encaisse existant au moment de la reddition du compte, sera agrafé à l'un des trois exemplaires du compte trimestriel.

La même façon de procéder sera suivie pour les avis de crédit relatifs aux avances de fonds faites par le Département et pour toute note de frais délivrée par l'Office des Chèques postaux en cas de fournitures de carnets de virements ou de chèques, d'enveloppes, etc.

4. Les états de frais devront être revêtus d'un numéro d'ordre. Ce numéro sera indiqué sur chacune des deux expéditions destinées à mon Département.

Les deux expéditions de l'état de frais resteront séparées. En effet, le premier exemplaire (celui portant l'avis de débit) est destiné à la Cour des Comptes; le deuxième exemplaire sera conservé au Département.

5. Le compte trimestriel et ses annexes devront être soigneusement ficelés et emballés avant leur envoi sous pli recommandé.

L'envoi portera, en caractères apparents, la mention : « Compte trimestriel ».

*
* * *

Les règles exposées ci-avant s'appliquent également — *mutatis mutandis* — à l'envoi des pièces justificatives de l'emploi des subsides trimestriels alloués pour le paiement de frais de transfèrement, d'enquête ou de surveillance.

Pour le Ministre :

Le directeur,
R. PETIT.

gebeurd te zijn in de loop van de toezending van de rekening en haar bijlagen. Het is hoogst waarschijnlijk te wijten aan het feit dat de verschillende kennisgevingen van debet bijeengebracht waren en gezamenlijk aan de driemaandelijke rekening waren toegevoegd.

Het is van belang dergelijk voorval te vermijden.

Daarom ook verzoek ik u, in de toekomst, de hierna opgegeven regels te willen volgen :

1. Elke kennisgeving van debet zal vastgehecht worden aan het *eerste exemplaar* van de staat van onderhoudskosten waarop zij betrekking heeft.

Het spreekt vanzelf dat de betalingen afzonderlijk zullen gebeuren :

a) voor de minderjarigen die werden geplaatst in toepassing van de bepalingen van hoofdstuk I van de wet van 15 Mei 1912;

b) voor de minderjarigen die geplaatst werden in toepassing van de bepalingen van hoofdstuk II van bedoelde wet.

2. De stroken van assignaties, giro-orders, postwissels, enz. die betrekking hebben op de sommen, afgetrokken op de staten van onderhoudskosten (kinderbijslag, enz.) zullen vastgehecht worden aan het *tweede exemplaar* van de kostenstaat waar ze bijhoren.

Hetzelfde geldt voor de geneeskundige getuigschriften, staten van erelonen, enz. ter verantwoording van de toeslagen of bijzondere kosten die op de kostenstaat in rekening werden gebracht.

Ingeval de hierboven opgesomde stukken vrij talrijk zijn, dienen zij in een omslag gesloten te worden, welke zal vastgehecht worden aan het *tweede exemplaar* van de kostenstaat.

3. Het door het Bestuur der Postchecks verstrekt rekeninguittreksel waarop de kastoestand vermeld is zoals hij zich voordoet op het ogenblik van de aflegging van rekening, zal worden vastgehecht aan een van de drie exemplaren van de driemaandelijke rekening.

Er zal evenzo worden gehandeld voor de kennisgevingen van credit betreffende de door het Departement gedane geldvoorschotten en voor alle onkostennota's toegezonden door het Bestuur der Postchecks bij levering van een boekje voor overschrijvingen of voor checks, van omslagen, enz.

4. De kostenstaten moeten voorzien worden van een volgnummer. Dat nummer zal aangeduid worden op elk van de twee voor mijn Departement bestemde exemplaren.

De twee exemplaren van de kostenstaten moeten afzonderlijk blijven. Het eerste immers (dat met de kennisgeving van debet) is bestemd voor het Rekenhof; het tweede wordt in het Departement bewaard.

5. De driemaandelijke rekening en haar bijlagen dienen zorgvuldig samen gebonden en verpakt te worden vooraleer ze als aangetekende zending verzonden worden. Op de zending moet in duidelijke letters de vermelding « Driemaandelijke rekening » voorkomen.

*
* * *

De hierboven uiteengezette regels zijn *mutatis mutandis* eveneens van toepassing op het toezenden van de stukken tot staving van het gebruik van de driemaandelijke toelagen, verleend voor het betalen van de onkosten van overbrenging, van onderzoek of van toezicht.

Voor de Minister :
De directeur,
R. PETIT.

NOUVELLE ORGANISATION DES ÉCRITURES
RELATIVES A L'EMPLOI DES AVANCES DE FONDS.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs Comptabilité, n° 101 A 31, 3 annexes.

Bruxelles, le 11 septembre 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Les directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat trouveront ci-dessous de nouvelles instructions concernant la justification, par les comptables, de l'emploi des avances de fonds.

1. — *Du compte justificatif de l'emploi des avances de fonds, n° 177.*

Avec l'accord de la Cour des Comptes, mon département a élaboré un nouveau modèle de compte n° 177, où il n'est plus fait de distinction entre :

- a) les opérations faites au profit ou à charge du compte de chèques postaux;
- b) les opérations effectuées en espèces.

Grâce à ce nouveau mode de présentation du compte n° 177, le comptable ne devra plus assurer la concordance entre, d'une part, l'avoir « chèques postaux » résultant des opérations « chèques postaux » inscrites à son compte n° 177, et, d'autre part, l'avoir mentionné à l'extrait de compte délivré par l'Office des chèques postaux. Il suffira que le montant total de l'encaisse du comptable (chèques postaux + espèces) corresponde à l'avoir découlant des diverses opérations reprises au compte n° 177.

La tenue du nouveau modèle de compte n° 177 est organisée comme suit :

A. Recettes.

Dans la partie « Recettes » du compte justificatif, le comptable mentionnera, par exercice et par article du budget :

- a) le reliquat des avances, suivant le compte précédent;
- b) le montant des avances reçues au cours de la période à laquelle le compte se rapporte;
- c) le total des sommes visées sous les littéras a et b ci-avant.

B. Dépenses.

Dans la partie « Dépenses » du compte n° 177, le comptable indiquera, dans l'ordre chronologique des paiements, les dépenses faites pour le compte de l'Etat. Il ventillera les dépenses par exercice et par article du budget. Il ne fera aucune distinction entre les dépenses faites à charge du compte de chèques postaux et les dépenses faites en espèces. Il devra toutefois indiquer, dans les colonnes 3 et 4 de la partie « Dépenses » du compte n° 177, le mode de paiement utilisé (virement, assignation, espèces), ainsi que le numéro de l'ordre de virement ou de l'assignation ayant servi au paiement.

Lorsque le comptable fera un prélèvement sur l'avoir existant au compte de chèques postaux en vue d'alimenter sa « caisse espèces », il inscrira uniquement dans l'état n° 168 (article 9.3 du budget), les frais portés en compte par l'Office des chèques postaux. Le montant prélevé par le comptable ne sera pas mentionné dans son compte n° 177, ni comme dépense « chèques postaux », ni comme recette « espèces ». L'avis de débit relatif au prélèvement devra être annexé à l'état n° 168, comme pièce justifiant des frais de l'opération.

C. Résultat.

A la clôture du compte n° 177, le comptable indiquera le résultat des diverses opérations en recette et en dépense consignées dans ce document, c'est-à-dire les reliquats des avances de fonds. Il détaillera l'encaisse finale en :

- a) avoir au compte de chèques postaux;
- b) avoir en espèces.

NIEUWE REGELING OP HET STUK VAN DE GESCHRIFTEN
IN VERBAND MET HET GEBRUIK DER GELDVOORSCHOTTEN.

Dienst voor Kinderbescherming.

Administratieve Diensten. Comptabiliteit. N° 101 A 31. 3 bijlagen.

Brussel, 11 September 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

De directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten zullen hieronder nieuwe onderrichtingen vinden betreffende de verantwoording, door de rekenplichtigen, van het gebruik der geldvoorschotten.

I. — Rekening tot verantwoording van het gebruik der geldvoorschotten, n° 177.

Met de instemming van het Rekenhof heeft mijn departement een nieuw model van rekening n° 177 uitgewerkt, waarin geen onderscheid meer wordt gemaakt tussen :

- a) de verrichtingen in credit of in debet op de postrekening;
- b) de verrichtingen in specien.

Dank zij deze nieuwe inkleding van de rekening n° 177 zal de rekenplichtige niet maar verplicht zijn te zorgen dat er overeenstemming bestaat tussen, enerzijds het tegoed « postrekening », voortvloeiend uit de in zijn rekening n° 177 geboekte postcheckverrichtingen, en, anderzijds, het tegoed vermeld op het door het Bestuur der postchecks afgeleverd rekeninguitreksel. Het zal volstaan dat het totaal bedrag van het incasso van de rekenplichtige (postchecks + specien) overeenstemt met het tegoed voortvloeiend uit de verschillende in de rekening n° 177 geboekte verrichtingen.

Het houden van het nieuw model van rekening n° 177 geschiedt als volgt :

A. Ontvangsten.

In het gedeelte « Ontvangsten » van de rekening tot verantwoording, dient de rekenplichtige, per dienstjaar en per artikel van de begroting, te vermelden :

- a) het restant van de voorschotten volgens de vorige rekening;
- b) het bedrag van de voorschotten welke hij ontvangen heeft tijdens de periode waarop de rekening betrekking heeft;
- c) het totaal der sommen bedoeld onder littera's a en b hiervoren.

B. Uitgaven.

In het gedeelte « Uitgaven » van de rekening n° 177, dient de rekenplichtige, in de chronologische volgorde van de betalingen, de voor rekening van de Staat gedane uitgaven te vermelden. Hij dient de uitgaven per dienstjaar en per artikel van de begroting te verdelen. Er dient geen enkel onderscheid gemaakt tussen de uitgaven die gedaan werden op de postrekening en de uitgaven in specien. In de kolommen 3 en 4 van de rubriek « Uitgaven » van de rekening n° 177 moet de rekenplichtige evenwel aanduiden hoe de betaling geschiedde (overschrijving, assignatie, specien), en moet hij het nummer vermelden van de overschrijvingsorder of van de assignatie bij middel waarvan de betaling geschiedde.

Wanneer de rekenplichtige van het tegoed op de postrekening een som afneemt om zijn « kas specien » te spijzen, dient hij alleen de door het Bestuur der postchecks in rekening gebrachte kosten in de staat n° 168 (artikel 9.3 van de begroting) te boeken. Het door de rekenplichtige afgenomen bedrag dient niet vermeld in zijn rekening n° 177, noch als uitgave « postchecks », noch als ontvangst « specien ». De kennisgeving van debet betreffende het afgenomen bedrag dient bij de staat n° 168 gevoegd tot staving van de kosten van de verrichting.

C. Uitslag.

Bij het sluiten van de rekening n° 177 dient de rekenplichtige het resultaat te vermelden van de verschillende in dit bescheid geboekte ontvangsten en uitgaven, d.w.z. de restanten van de geldvoorschotten. Hij dient het uiteindelijk incasso te verdelen in :

- a) tegoed op de postrekening;
- b) tegoed in specien.

Pour justifier l'encaisse, il joindra à son compte n° 177 :

1. l'extrait de compte délivré par l'Office des chèques postaux et relatif à la dernière opération « chèques postaux » consignée dans le compte n° 177;
2. une expédition du procès-verbal de situation de caisse établi par le directeur de l'établissement, à la date de la reddition du compte.

D. Documents à joindre au compte n° 177.

Il est rappelé que le compte n° 177 doit être accompagné, entre autres :

1. de trois exemplaires de l'« Etat récapitulatif indiquant, par article du budget, la ventilation des dépenses d'après les rubriques du programme budgétaire » (voir ma circulaire du 28 janvier 1956, Office de la Protection de l'Enfance, Services administratifs, Comptabilité, n° 101 A 31);
2. de trois exemplaires du « Relevé des recettes et des dépenses qui ont eu lieu au compte de chèques postaux des avances de fonds et qui sont étrangères à la gestion des avances ». A ce relevé doivent être annexés les avis de crédit et les avis de débit relatifs aux recettes et aux dépenses qui y sont mentionnées (voir ma circulaire du 3 juillet 1956, Office de la Protection de l'Enfance, Services administratifs, Comptabilité, n° 101 A 31-D);
3. de trois exemplaires du « Relevé des valeurs postales gérées par le comptable ». A ce relevé doivent être joints les bordereaux d'achat de valeurs postales, bordereaux estampillés par l'Administration des Postes (voir ma circulaire du 3 juillet 1956, émargée comme la précédente).

II. — De l'état collectif des frais divers n° 168.

Dans un but de simplification, mes services ont élaboré un nouveau modèle d'état n° 168, permettant l'inscription des menues dépenses à charge de cinq articles du budget.

A l'avenir, il ne sera plus dressé qu'un seul état n° 168 par exercice et par période. Les colonnes 3 et 4 de l'imprimé n° 168 sont prévues pour l'indication du mode de paiement utilisé et du numéro du virement ou de l'assignation.

III. — Introduction d'un nouvel imprimé, le n° 168bis, intitulé : « Copie de l'état 168 ».

Dorénavant, le comptable rédigera, à la date de la reddition de son compte n° 177, deux exemplaires de l'état n° 168bis, intitulé : « Copie de l'état 168 ».

Un exemplaire de l'état n° 168bis sera joint aux expéditions du compte n° 177 destinées à l'Administration centrale. Celle-ci disposera ainsi, dans ses archives, d'une copie de l'état n° 168 transmis à la Cour des Comptes.

Le deuxième exemplaire sera conservé à l'établissement. Il constituera une annexe du facturier des achats et des dépenses n° 169. Dans ce registre, tenu par exercice, le montant total des dépenses inscrites à l'état n° 168 sera mentionné par article du budget. La retranscription de l'état n° 168 dans le facturier n° 169 est superflue.

* * *

Vous trouverez sous ce pli un modèle des imprimés n°s 177, 168 et 168bis, à mettre en usage. Un stock de ces imprimés vous sera envoyé dans quelques jours.

Pour le Ministre :

Le Directeur,
R. PETIT.

Om het incasso te verantwoorden, dient hij bij zijn rekening n° 177 te voegen :

1. het door het Bestuur der postcheques afgeleverd rekeninguittreksel betreffende de laatste postcheckverrichting die in de staat n° 177 werd geboekt;
2. een uitgifte van het proces-verbaal van de kastoestand door de bestuurder van het gesticht opgemaakt op de datum van het afleggen der rekening.

D. Bij de rekening n° 177 te voegen bescheiden.

Er wordt aan herinnerd dat bij de rekening n° 177 onder meer dienen gevoegd :

1. drie exemplaren van de « Verzamelstaat, waarin de ventilering van de uitgaven per artikel van de begroting volgens de rubrieken van het begrotingsprogramma opgegeven wordt » (zie mijn omzendbrief van 28 Januari 1956, Dienst voor Kinderbescherming, Administratieve Diensten, Comptabiliteit, n° 101 A 31);
2. drie exemplaren van de « Opgave van de ontvangsten en van de uitgaven die gedaan werden op de postrekening der geldvoorschotten, en die geen verband houden met het beheer der voorschotten ». Bij die opgave dienen gevoegd de kennisgevingen van credit en de kennisgevingen van debet betreffende de er in vermelde ontvangsten en uitgaven (zie mijn omzendbrief van 3 Juli 1956, Dienst voor Kinderbescherming, Administratieve Diensten, Comptabiliteit, n° 101 A 31-D);
3. drie exemplaren van de « Opgave van de postwaarden door de rekenplichtige van de inrichting beheerd ». Bij die opgave dienen de door het Bestuur der Posterijen afgestempelde aankoopborderellen van postwaarden gevoegd (zie mijn omzendbrief van 3 Juli 1956, zelfde kanttekening als voormelde).

II. — Verzamelstaat der verscheidene kosten, n° 168.

Met het oog op de vereenvoudiging van de geschriften, hebben mijn diensten een nieuw model van staat n° 168 uitgewerkt waarin de geringe uitgaven ten bezware van vijf artikelen van de begroting kunnen geboekt worden.

Voortaan dient nog slechts een enkele staat n° 168 opgemaakt per dienstjaar en per periode. De kolommen 3 en 4 van het drukwerk n° 168 zijn bestemd om aan te duiden hoe de betaling geschiedde en om er het nummer van de overschrijving of van de assignatie in te vermelden.

III. — Invoering van een nieuw drukwerk, n° 168bis, getiteld : « Afschrift van de staat 168 ».

Voortaan dient de rekenplichtige, op de datum waarop hij zijn rekening n° 177 aflegt, twee exemplaren op te stellen van de staat n° 168bis, getiteld : « Afschrift van de staat 168 ».

Een exemplaar van de staat n° 168bis dient gevoegd bij de voor het Hoofdbestuur bestemde uitgaven van de rekening n° 177. Aldus zal in het archief van het Hoofdbestuur een afschrift berusten van de aan het Rekenhof overgemaakte staat n° 168.

Het tweede exemplaar dient in het gesticht te worden bewaard. Het zal als bijlage gevoegd worden bij het factuurboek der aankopen en uitgaven n° 169. In dit register, dat per dienstjaar gehouden wordt, dient het totaal bedrag van de in de staat n° 168 geboekte uitgaven vermeld per artikel van de begroting. Het overschrijven van de staat n° 168 in het factuurboek n° 169 is overbodig.

*
* *

Hierinliggend een model van de in gebruik te nemen drukwerken n° 177, 168 en 168bis. Een voorraad van deze drukwerken zal u binnen enkele dagen worden toegezonden.

Voor de Minister :

De directeur,
R. PETIT.

11 septembre 1956.

MINISTERE DE LA JUSTICE.
—Office de la Protection de l'Enfance.
—Etablissement :
_____**COMPTE**

que rend à la Cour des Comptes, à la date du

conformément à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846,

M., comptable au susdit établissement,

des fonds qui ont été mis à sa disposition pour pourvoir aux menues
dépenses.

11 September 1956.

193

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Dienst voor Kinderbescherming.

Inrichting :

REKENING

overeenkomstig artikel 15 der wet van 29 October 1846,
op, bij het Rekenhof ingediend
door de heer, rekenplichtige bij
voormelde inrichting, over de te zijner beschikking gestelde gelden
om te voorzien in de geringe uitgaven.

Nature et date des opérations	Numéros des ordres de virement d'avances de fonds	Folio de prise en charge dans les livres de la Cour des Comptes
1	2	3
Reliquat au		
Avance nouvelle du ..	Ordre de virement n°	
Avance nouvelle du ..	Ordre de virement n°	
Avance nouvelle du ..	Ordre de virement n°	
Avance nouvelle du ..	Ordre de virement n°	
	TOTAL des sommes à justifier.	

[illegible]

Totaux

1. Avoir au compte chè-	F	
ques		
2. Avoir en espèces	F	
Avoir total	F	

Les *recettes* s'élèvent à :
Les *dépenses* s'élèvent à :
Les *reliquats* s'élèvent à :

Note concernant la colonne 3 : Il y a lieu de porter, dans la colonne 3, l'un des paiements a été fait par virement, par assignation ou en espèces.

195

Recettes.

[illegible]

des abréviations suivantes : « VIR. » - « ASS. » ou « ESP. », suivant que le

197

[illegible]

aangebracht : « OV. » - « ASS. » of « SPEC. » naargelang de betaling geschiedde

11 septembre 1956.

Le comptable soussigné certifie sincère et véritable le présent compte s'élevant :

en recette, à (1)

en dépense, à (1)

Il déclare être reliquataire de la somme de (1) :

A, le

(1) Indiquer le montant en toutes lettres.

(Signature)

Vu et vérifié, A, le, Le Directeur de l'établissement,	Vu et approuvé, Bruxelles, le, Pour le Ministre : Le directeur,
---	--

COUR DES COMPTES

° Direction

N°

Partant, le comptable est déclaré
quitte et libre (1)
reliquataire de la somme de (1) :

Arrêté le

Par ordre,
Le Greffier en chef,

La Cour des Comptes,
Le Premier Président,

Pour expédition conforme :

Le Greffier en chef,

(1) Biffer la mention inutile.

11 September 1956.

199

Door de ondergetekende rekenplichtige wordt deze rekening echt
en deugdelijk verklaard :

als ontvangst, tot een beloop van (1)

als uitgave, tot een beloop van (1)

Hij verklaart bewaarder te zijn van de som van (1) :

Te, de

(1) Bedrag voluit in letters.

(Handtekening)

Deugdelijk verklaard, Te, de De Bestuurder van de inrichting,	Gezien en goedgekeurd, Brussel, de .. Voor de Minister : De directeur,
---	---

REKENHOF

° Directie

N°

Dienvolgens wordt de rekenplichtige
vrij en ontlast (1)
schuldenaar der som van (1)
verklaard.

Afgesloten de

Op bevel,
De Griffier,

Het Rekenhof :
De Voorzitter,

Voor eensluidende uitgifte :
De Griffier,

(1) Doorhalen wat niet past.

200

11 septembre 1956.

Budget de l'exercice 19....

Numéro d'ordre au facturier 169

Articles

{
.....
.....
.....
.....

Loi du

Moniteur belge n°

MINISTERE DE LA JUSTICE

Office de la Protection de l'Enfance.

Etablissement

Gestion des deniers.

Etat collectif des frais divers

payés du au

par le comptable du susdit établissement.

11 September 1956.

201

Begroting van het dienstjaar 19.... Volgnummer in het factuurboek 169

Artikelen

Wet van
Belgisch Staatblad n°

MINISTERIE VAIN JUSTITIE

Dienst voor Kinderbescherming.

Inrichting

Beheer der gelden.

Verzamelstaat der verscheidene kosten

door de rekenplichtige van bovenvermelde inrichting betaald

van tot

N° 168 (artikel 74 van het Reglement op de Comptabiliteit).

[illegible]

[illegible]

11 September 1956.

205

[illegible]

11 septembre 1956.

Certifié sincère et véritable à la somme de

.....

A, le

Le Comptable,

Vu, vérifié et arrêté.

Le

Le Directeur,

11 September 1956.

207

Echt en deugdelijk verklaard tot het bedrag van

.....

Te, de

De Rekenplichtige,

Nagezien en afgesloten.

De

De Bestuurder,

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Copie de l'état 168.

Frais divers payés du au

N° d'ordre au facturier 169 :

208

11 septembre 1956.

[illegible]

Certifié sincère et véritable,
Le Comptable,
N° 168bis.

Vu, vérifié et arrêté,
Le (date)
Le Directeur,

MINISTERIE VAN JUSTITIE
Dienst voor Kinderbescherming.

Beheer der gelden.

Begroting van het dienstjaar 19. .
Volgnummer in het factuurboek 169 :

Inrichting :

Afschrift van de staat 168.

Verscheidene kosten betaald van tot

[illegible]

Echt en deugdelijk verklaard,
De Rekenplichtige,
N^o 168bis.

Nagezien en afgesloten,
De (datum)
De Bestuurder,

11 September 1956.

13-25 septembre 1956.

CENTRE DE DOCUMENTATION.

Bureau d'études, Litt. R., n° VIII.

Bruxelles, le 13 septembre 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Le Centre de Documentation de la prison à Nivelles vous a transmis récemment une brochure contenant la nomenclature des matières et la liste des périodiques. Ce document est destiné à permettre aux détenus de votre établissement de faire un choix parmi les ouvrages susceptibles de les intéresser.

Je vous prie de le mettre de manière permanente à la disposition des détenus et de veiller à ce qu'il en soit de même pour les mises à jour qui vous seront adressées à l'avenir.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

PAROISSES. — MODIFICATION DES CIRCONSCRIPTIONS.
CHAPELLENIE. — ÉRECTION (1).Adm. C. D. L. F., 1^{er} sect., n° 32182.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal :

1^o annexe à la paroisse Saint Sulpice à Diest, la partie de la paroisse-succursale de Molenstede, circonscrite, à partir de la jonction des limites séparatives des communes de Kaggevinne, de Diest et de Molenstede, par : la limite séparative de ces deux dernières communes jusqu'au territoire de la commune de Schaffen, A.B.; la limite séparative des communes de Molenstede et de Schaffen, jusqu'à la rue dénommée Karrestraat, B.C.; cette rue, les deux côtés inclusivement, C.D.; la rue dénommée Kruisstraat, les deux côtés inclusivement, jusqu'à la rue dénommée Broekstraat, D.E.; cette rue, les deux côtés inclusivement, jusqu'à la rue dénommée Hellestraat, E.F.; cette dernière rue, les deux côtés inclusivement, jusqu'à la ligne du chemin de fer de Diest à Aarschot, F.G.; une ligne droite partant de cette ligne de chemin de fer vers la limite séparative des communes de Molenstede et de Kaggevinne, G.H.; cette limite séparative, H.A.; conformément au plan annexé au dit arrêté;

2^o érige le quartier de la gare à Diest, sous le vocable de Sainte Marthe, en chapellenie ressortissant à la paroisse Saint Sulpice à Diest.

CHAPELLENIE. — ÉRECTION. — ANNEXE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{er} sect., n° 31427.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal : érige l'annexe Saint Arnaud au hameau de Plassendale, à Oudenburg, sous le même vocable, en chapellenie ressortissant à la paroisse-succursale Notre Dame en cette commune.

(1) *Moniteur belge*, 11 octobre 1956, n° 285.

DOCUMENTATIECENTRUM.

— Studiebureau, Litt., R., n° VIII.

Brussel, 13 September 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Het Documentatiecentrum van de gevangenis te Nijvel heeft u onlangs een brochure, betreffende de tabel der onderwerpen en de lijst der tijdschriften, overgemaakt. Dit bescheid moet de gedetineerden van uw inrichting in de gelegenheid stellen een keuze te doen onder de tijdschriften die hen belang zouden kunnen inboezemen.

Ik verzoek u het bestendig ter beschikking te stellen van de gedetineerden en er voor te zorgen dat zulks eveneens geschiedt wat betreft de bijwerkingen die u in de toekomst zullen toegezonden worden.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

PAROCHIEËN. — WIJZIGING VAN DE GEBIEDSOMSCHRIJVINGEN.
KAPELANIJ.. — OPRICHTING (1).

— Best. E. S. L. S., 1° sect., n° 32182.

25 September 1956. Bij koninklijk besluit is :

1° aan de parochie van de Heilige Sulpitius te Diest gehecht, het gedeelte van de hulpparochie Molenstede, begrensd te beginnen van het samenkomstpunt der grensscheidingen tussen de gemeenten Kaggevinne, Diest en Molenstede, door : de grensscheiding tussen beide laatste gemeenten tot aan het grondgebied der gemeente Schaffen, A.B.; de grensscheiding tussen de gemeenten Molenstede en Schaffen tot aan de Karrestraat, B.C.; deze straat, de beide zijden inbegrepen, C.D.; de Kruisstraat, de beide zijden inbegrepen, tot aan de Broekstraat, D.E.; deze straat, de beide zijden inbegrepen, tot aan de Hellestraat, E.F.; deze laatste straat, de beide zijden inbegrepen, tot aan de spoorweg van Diest naar Aarschot, F.G.; een rechte lijn vanaf deze spoorweg naar de grensscheiding tussen de gemeenten Molenstede en Kaggevinne, G.H.; deze grensscheiding, H.A.; overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan;

2° de stationswijk te Diest opgericht, onder de aanroeping van de Heilige Martha, tot kapelanijs afhankelijkende van de parochie van de Heilige Sulpitius te Diest.

KAPELANIJ. — OPRICHTING. — ANNEXE. — AFSCHAFFING (1).

— Best. E. S. L. S., 1° sect., n° 31427.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de annexe van de Heilige Arnoldus, op het gehucht Plassendale, te Oudenburg, opgericht, onder dezelfde aanroeping, tot kapelanijs afhankelijkende van de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw aldaar.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 11 October 1956, n° 285.

VICAIRES. — TRAITEMENT (1).

—
Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 14363.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal attache un traitement à charge de l'Etat aux places de vicaire dénommées ci-après :

Dans la province de Brabant :

Première place de vicaire près la paroisse-succursale de Tomberg à Uccle;

Dans la province de Limbourg :

Première place de vicaire près la paroisse-succursale de Kinrooi;

Dans la province de Liège :

Deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale du Plateau à Ans.

CHAPELLENIE. — ÉRECTION. — VICAIRE. — TRAITEMENT. — SUPPRESSION (2).

—
Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32061.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal :

1° érige le hameau du Roctiau à Montignies-sur-Sambre, sous le vocable de Saint Joseph, en chapellenie ressortissant à la paroisse-succursale Saint Remy en cette commune;

2° transfère à la place de chapelain près cette chapellenie le traitement à charge de l'Etat, attaché par arrêté royal du 17 avril 1898 à la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Remy à Montignies-sur-Sambre.

ANNEXE. — ÉRECTION (2).

—
Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32127.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le hameau de Champles à Bierges-lez-Wavre, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saints Pierre et Marcelin en cette commune.

ANNEXE. — ÉRECTION (2).

—
Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 22068B.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la Frontière à Athus en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Etienne en cette commune.

(1) *Moniteur belge*, 11 octobre 1956, n° 285.

(2) *Moniteur belge*, 18 octobre 1956, n° 292.

ONDERPASTOORS. — WEDDE (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 14363.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is aan de na te noemen plaatsen van onderpastoor op Staatsgelden een wedde verbonden :

In de provincie Brabant :

Eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Tomberg te Ukkel;

In de provincie Limburg :

Eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Kinrooi;

In de provincie Luik :

Tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van het Plateau te Ans.

KAPELANIJ. — OPRICHTING. — ONDERPASTOOR. — WEDDE. — AFSCHAFFING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 32061.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is :

1^o het gehucht Roctiau te Montignies-sur-Sambre opgericht, onder de aanroeping van de Heilige Jozef, tot kapelanij afhangende van de hulpparochie van de Heilige Remigius aldaar;

2^o de bij koninklijk besluit van 17 April 1898 aan de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Remigius te Montignies-sur-Sambre, op Staatsgelden verbonden wedde, op de plaats van kapelaan bij die kapelanij overgedragen.

ANNEXE. — OPRICHTING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 32127.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit, is het gehucht Champles te Bierges-bij-Waver, opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van de Heilige Petrus en Marcelinus aldaar.

ANNEXE. — OPRICHTING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 22068B.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de Grenswijk te Athus opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van de Heilige Stephanus aldaar.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 11 October 1956, n^o 285.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 18 October 1956, n^o 292.

CHAPELLENIE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32166.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige les quartiers réunis de Merbraine, de La Barrière, de la cité ouvrière et de Saint-Sébastien à Braine-l'Alleud, en chapellenie ressortissant à la paroisse Saint Etienne en cette commune.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 22493.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la chapellenie de Renoupré, à Andrimont, en paroisse-succursale, sous le vocable de l'Immaculée Conception.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir du Pont de Fil, sur la rivière La Vesdre, par : le cours de cette rivière jusqu'à la rue Gris Chevril, A-B; l'axe de cette rue, B-C; une ligne partant de l'intersection de la dite rue avec la rue Pierre du Mary jusqu'au bras gauche de la rue du Travail et se prolongeant jusqu'à l'autre bras de cette dernière rue, C-D-E; l'axe du sentier suivant la limite sud du bois de Hombiet, E-F; l'axe du sentier contournant le bois du Remblai jusqu'à la ferme Lebot, F-G; une ligne droite traversant la route Andrimont-Renoupré à hauteur de la maison portant le n° 201, pour aller rejoindre la ferme du Château Vos, G-H; l'axe du chemin allant de cette ferme à la ferme Dejalle, H-I; l'axe du sentier et du chemin allant de cette dernière ferme à la rue de Renoupré, I-J-K; le cul-de-sac reliant la dite rue au Pont de Fil, K-A, conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSES-SUCCURSALES. — MODIFICATION DE CIRCONSCRIPTION.
CHAPELLENIE. — ÉRECTION (3).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 23839A.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal :

1° annexe à la paroisse Saint Pierre, à Turnhout, la partie de la paroisse-succursale Saint Michel, à Weelde, formée par le quartier de l'oratoire de Weelde-Station, circonscrite, à partir de la jonction de la frontière et de la limite séparative des communes de Weelde et de Turnhout, par : cette limite séparative,

(1) *Moniteur belge*, 18 octobre 1956, n° 292.

(2) *Moniteur belge*, 21 octobre 1956, n° 295.

(3) *Moniteur belge*, 22-23 octobre 1956, nos 296-297.

KAPELANIJ. — OPRICHTING (1).

Best., E. S. L. S., 1^e sect., n° 32160.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit, zijn de verenigde wijken Merbraine, La Barrière, cité ouvrière en Saint-Sébastien te Eigenbrakel opgericht tot kapelanij afhangende van de parochie van de Heilige Stephanus aldaar.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANIJ. — AFSCHAFFING (2).

Best., E. S. L. S., 1^e sect., n° 22493.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der kapelanij van Renoupré, te Andrimont, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van de Onbevleete Ontvangenis.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de brug genaamd Pont de Fil op de rivier La Vesdre, door : de loop van deze rivier tot de straat genaamd Gris Chevril, A-B; de as van deze straat, B-C; een lijn komend van het kruispunt van bedoelde straat met de straat genaamd Pierre du Mary tot de linker arm van de straat genaamd rue du Travail en verlengd tot aan de andere arm van deze laatste straat, C-D-E; de as van het voetpad lopende langs de zuider grens van het bos genaamd bois de Hombiet, E-F; de as van het voetpad lopend rond het bos genaamd bois du Remblai tot de hoeve genaamd ferme Lebot, F-G; een rechte lijn de baan van Andrimont naar Renoupré snijdend ter hoogte van het huis n° 201 en voortgaand tot de hoeve genaamd Château Vos, G-H; de as van de weg gaande van deze hoeve tot aan de hoeve genaamd ferme Dejalle, H-I; de as van het voetpad en van de weg gaande van deze laatste hoeve tot aan de straat genaamd rue de Renoupré, I-J-K; de steeg verbindend bedoelde straat met de brug genaamd Pont de Fil, K-A, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIËN. — GRENSWIJZING. — KAPELANIJ. — OPRICHTING (3).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n° 23839A.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit :

1° is aan de parochie van de Heilige Petrus, te Turnhout, gehecht, het gedeelte der hulpparochie van Sint Michiel, te Weelde, gevormd door de wijk der bidplaats van Weelde-Station, begrensd te beginnen van het punt waar de Rijks-grens en de grensscheiding tussen de gemeenten Weelde en Turnhout samenkomen, door : deze grensscheiding, A-B; de startbaan van het vliegveld, de beide

(1) *Belgisch Staatsblad*, 18 October 1956, n° 292.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 21 October 1956, n° 295.

(3) *Belgisch Staatsblad*, 22-23 October 1956, n° 296-297.

A-B; la piste de l'aérodrome, les deux côtés inclusivement, *B-C*; le chemin communal au nord de la chaussée de Merksplas jusqu'à la frontière belgo-néerlandaise, les deux côtés inclusivement, *C-D*; cette frontière, *D-A*, conformément au plan y annexé;

2° érige le quartier de l'oratoire de Weelde-Station, avec les parties contiguës du territoire de la ville de Turnhout, sous le vocable du Saint Rosaire, en chapellenie ressortissant à la paroisse Saint Pierre, à Turnhout.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — CHAPELLENIE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 23629B.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de la chapellenie Saint Joseph, au hameau de Keiberg, à Zichem, en paroisse-succursale, sous le même vocable.

Cette paroisse-succursale est circonscrite, à partir de la limite séparative entre les communes de Messelbroek et de Scherpenheuvel, d'une part, et la commune de Zichem, d'autre part, par : la limite séparative entre les communes de Scherpenheuvel et de Zichem, jusqu'au cours d'eau dénommé Vossekothol, *A-B*; l'axe de ce cours d'eau jusqu'au chemin n° 62, dit Raefselrodeweg, *B-C*; ce chemin, les deux côtés exclusivement, *C-C'*; le chemin n° 52, dit Lobbense Molenweg, les deux côtés exclusivement, *C-C''*; le chemin n° 67, dit Heibosvoetweg, les deux côtés exclusivement, *C''-D*; la limite séparative entre les communes de Zichem et de Messelbroek, *D-A*, conformément au plan annexé au dit arrêté.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION. — ANNEXE. — SUPPRESSION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31163.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier de l'annexe de Nouveau Tongres, à Tongres, en paroisse-succursale, sous le vocable de Saint Joseph.

Cette paroisse-succursale est circonscrite à partir du croisement du chemin dit Henisweg et de la rue dite Sacramentstraat, par : la rue dite Sacramentstraat, les deux côtés exclusivement, *A-B*; la rue dite Drie Kruizenstraat, les deux côtés exclusivement, *B-C*; la chaussée dite de Bilzen Steenweg, les deux côtés exclusivement, *C-D*; la limite séparative entre la ville de Tongres et la commune de Henis, *D-E*; une ligne longeant la propriété des Chemins de Fer belges, cette propriété exclue, *E-F-G-H*; la frontière est de la propriété de la Raffinerie tirlémontoise, *H-I-J-K*; une ligne traversant le chemin dit Henisweg, *K-A*, conformément au plan annexé au dit arrêté.

(1) *Moniteur belge*, 22-23 octobre 1956, n° 296-297.

zijden ingesloten, *B-C*; de gemeenteweg ten noorden van de steenweg op Merksplas tot aan de Belgisch-Nederlandse grens, de beide zijden ingesloten, *C-D*; deze grens, *D-A*, overeenkomstig het bijgevoegd plan;

2° is de wijk der bidplaats van Weelde-Station, met de daaraanpalende gedeelten van het grondgebied der stad Turnhout, opgericht, onder de aanroeping van de Heilige Rozenkrans, tot kapelanijs afhangende van de parochie van de Heilige Petrus, te Turnhout.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — KAPELANNIJ. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1° sect., n° 23629B.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der kapelanijs van de Heilige Jozef, op het gehucht Keiberg, te Zichem, opgericht tot hulpparochie, onder dezelfde aanroeping.

Die hulpparochie is begrensd, te beginnen van de grensscheiding tussen de gemeenten Messelbroek en Scherpenheuvel, enerzijds, en de gemeente Zichem, anderzijds, door : de grensscheiding tussen de gemeenten Scherpenheuvel en Zichem tot aan de waterloop Vossekothol, *A-B*; de middellijn van deze waterloop tot aan de veldweg n° 62, genaamd Raetselrodeweg, *B-C*; deze weg, de beide zijden uitgesloten, *C-C'*; de veldweg n° 52, genaamd Lobbense Molenweg, de beide zijden uitgesloten, *C'-C''*; de veldweg n° 67, genaamd Heibosvoetweg, de beide zijden uitgesloten, *C''-D*; de grensscheiding tussen de gemeenten Zichem en Messelbroek, *D-A*, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING. — ANNEXE. — AFSCHAFFING (1).

Best. E. S. L. S., 1° sect. n° 31163.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk der annexe van Nieuw-Tongeren, te Tongeren, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van de Heilige Jozef.

Die hulpparochie is begrensd te beginnen van het kruispunt van de Henisweg en de Sacramentsstraat, door : de Sacramentsstraat, de beide zijden uitgesloten, *A-B*; de Drie Kruizenstraat, de beide zijden uitgesloten, *B-C*; de Bilzen Steenweg, de beide zijden uitgesloten, *C-D*; de grensscheiding tussen de stad Tongeren en de gemeente Henis, *D-E*; een lijn gaande langs de eigendom der Belgische Spoorwegen, deze eigendom uitgesloten, *E-F-G-H*; de oostgrens van de eigendom der Suikerfabriek van Tienen; *H-I-J-K*; een lijn dwars over de Henisweg, *K-A*; overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 22-23 October 1956, n°s 296-297.

CHAPELLENIE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 20738C.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige l'annexe Saint Paul au hameau de Gastuche à Grez-Doiceau, sous le même vocable, en chapellenie ressortissant à la paroisse-succursale Saint Pierre en cette commune.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect. n° 32181.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le hameau de Ginderbuiten à Mol, en annexe ressortissant à la paroisse Saints Pierre et Paul en cette commune.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32163.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier situé au pont n° 8, au-delà du canal d'Anvers à Turnhout, à Rijkevorsel, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Saint Willebrord en cette commune.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32162.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le hameau Molekens à Herentals en annexe ressortissant à la paroisse Sainte Waldegrude en cette commune.

ANNEXE. — ÉRECTION (2).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 32063.

25 septembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier dit Brabanthoek à Poperinge, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Notre-Dame en cette ville.

TRANSFÈREMENT DES DÉTENUS.

Bureau d'étude, litt. R., n° XIV.

Bruxelles, le 27 septembre 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Je vous prie de trouver ci-après un nouveau tableau-horaire à suivre à partir du 1^{er} octobre prochain pour le transfèrement des détenus. Il remplace celui annexé à ma circulaire du 28 octobre 1953, n° 500/R/XIV, dont les autres dispositions restent d'application.

Pour le Ministre :
Le directeur général,
J. DUPRÉEL.

(1) *Moniteur belge*, 26 octobre 1956, n° 300.

(2) *Moniteur belge*, 9 novembre 1956, n° 314.

KAPELANIJ. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 20738C.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de annexe van de Heilige Paulus op het gehucht Gastuche te Grez-Doiceau opgericht, onder dezelfde aanroeping, tot kapelanij afhangende van de hulpparochie van de Heilige Petrus aldaar.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 32181.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is het gehucht Ginderbuiten te Mol, opgericht tot annexe afhangende van de parochie van de Heiligen Petrus en Paulus aldaar.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 32163.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk gelegen aan de brug n^o 8, over het kanaal van Antwerpen naar Turnhout, te Rijkevorsel, opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van de Heilige Willibrordus aldaar.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 32162.

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is het gehucht Molekens te Herentals opgericht tot annexe afhangende van de parochie van de Heilige Walde-trudis aldaar.

ANNEXE. — OPRICHTING (2).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 32063

25 September 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk genaamd Brabanthoek te Poperinge, opgericht tot annexe afhangende van de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw aldaar.

OVERBRENGING VAN DE GEDETINEERDEN.

Studiebureau, litt. R., n^o XIV.

Brussel, de 27 September 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen.

Gelieve hierbij een nieuwe uurtabel te vinden welke met ingang van 1 October e.k. voor de overbrenging der gedetineerden dient nageleefd te worden. Zij vervangt deze welke gevoegd was bij mijn omzendbrief van 28 October 1953, n^o 500/R/XIV, waarvan de andere bepalingen van toepassing blijven.

Voor de Minister :
De directeur-generaal,
J. DUPRÉEL.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 26 October 1956, n^o 300.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 9 November 1956, n^o 314.

*Tableau des transfèvements des détenus en vigueur
à partir du 1^{er} octobre 1956.*

Jour	Départ de	Heure d'arrivée	Heure de départ	
Lundi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Louvain	8,30	8,45	
	Malines	9,45	9,55	
	Anvers	10,40	10,55	
	Hoogstraten	11,45	11,55	
	Wortel	12,05	12,10	
	Merksplas	12,25	14,25	
	Anvers	15,15	15,30	
	Malines	16,—	16,10	
	Louvain	17,—	17,15	
	Saint-Gilles	18,—	18,10	
	Forest	18,20	—	
Lundi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Anvers	9,15	9,30	
	Hoogstraten	10,30	10,35	
	Wortel	10,40	10,45	
	Merksplas	11,—	11,15	
	Turnhout	11,40	11,50	
	Merksplas	12,10	14,10	
	Wortel	14,15	14,20	
	Hoogstraten	14,30	14,40	
	Saint-Gilles	16,45	17,—	
	Forest	17,10	—	
1 ^{er} et 3 ^e Lundi du mois	Forest	—	7,20	Au cas où le 1 ^{er} ou le 3 ^e lundi serait un jour férié, le transfert aurait lieu le lundi suivant.
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Namur	9,15	9,30	
	Saint-Hubert	11,45	13,45	
	Arlon	16,—	—	
Mardi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Termonde	8,30	8,45	
	Gand	9,45	10,—	
	Ruiselede	(éventuellement)		
	Sint-Andries	11,15	11,30	
	Bruges	12,—	14,—	
	Sint-Andries	14,10	14,20	
	Ruiselede	(éventuellement)		
	Gand	15,30	15,45	
	Termonde	16,45	17,—	
	Saint-Gilles	17,45	18,—	
	Forest	18,10	—	
1 ^{er} et 3 ^e Mardi du mois	Arlon	—	8,30	Au cas où le 1 ^{er} ou le 3 ^e mardi serait un jour férié, le transfert aurait lieu le mardi suivant
	Saint-Hubert	10,30	10,45	
	Namur	12,15	14,15	
	Saint-Gilles	15,45	16,—	
	Forest	16,10	—	

*Tabel der overbrengingen van de gedetineerden
die met ingang van 1 October 1956 van kracht is.*

Dag	Vertrek van	Uur van aankomst	Uur van vertrek	
Maandag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Leuven	8,30	8,45	
	Mechelen	9,45	9,55	
	Antwerpen	10,40	10,55	
	Hoogstraten	11,45	11,55	
	Wortel	12,05	12,10	
	Merksplas	12,25	14,25	
	Antwerpen	15,15	15,30	
	Mechelen	16,—	16,10	
	Leuven	17,—	17,15	
	Sint-Gillis	18,—	18,10	
	Vorst	18,20	—	
Maandag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Antwerpen	9,15	9,30	
	Hoogstraten	10,30	10,35	
	Wortel	10,40	10,45	
	Merksplas	11,—	11,15	
	Turnhout	11,40	11,50	
	Merksplas	12,10	14,10	
	Wortel	14,15	14,20	
	Hoogstraten	14,30	14,40	
	Sint-Gillis	16,45	17,—	
	Vorst	17,10	—	
1° en 3° Maandag van de maand	Vorst	—	7,20	Moest de 1° of de 3° Maandag een feestdag zijn, dan zou de overbren- ging de volgende Maandag plaats hebben.
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Namen	9,15	9,30	
	Saint-Hubert	11,45	13,45	
	Aarlen	16,—	—	
Dinsdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Dendermonde	8,30	8,45	
	Gent	9,45	10,—	
	Ruiselede	(gebeurlijk)		
	Sint-Andries	11,15	11,30	
	Brugge	12,—	14,—	
	Sint-Andries	14,10	14,20	
	Ruiselede	(gebeurlijk)		
	Gent	15,30	15,45	
	Dendermonde	16,45	17,—	
	Sint-Gillis	17,45	18,—	
	Vorst	18,10	—	
1° en 3° Dinsdag van de maand	Aarlen	—	8,30	Moest de 1° of de 3° Dinsdag een feestdag zijn, dan zou de overbren- ging de volgende Dinsdag plaats hebben.
	Saint-Hubert	10,30	10,45	
	Namen	12,15	14,15	
	Sint-Gillis	15,45	16,—	
	Vorst	16,10	—	

Jour	Départ de	Heure d'arrivée	Heure de départ
Mercredi	Forest	—	7,20
	Saint-Gilles	7,30	7,45
	Gand	9,15	9,30
	Audenarde	10,15	10,30
	Courtrai	11,30	13,30
	Gand	14,30	14,45
	Malines	16,30	16,45
	Saint-Gilles	17,30	17,45
	Forest	18,—	—
Mercredi	Forest	—	7,20
	Saint-Gilles	7,30	7,45
	Tournai	10,—	10,15
	Courtrai	11,—	13,15
	Audenarde	14,05	14,20
	Saint-Gilles	16,20	16,30
	Forest	16,40	—
Mercredi	Forest	—	7,20
	Saint-Gilles	7,30	7,45
	Nivelles	8,30	8,45
	Charleroi	9,30	9,45
	Mons	10,30	12,45
	Quévy	13,15	13,35
	Mons	14,15	14,30
	Charleroi	15,30	15,45
	Nivelles	16,30	16,40
	Saint-Gilles	17,25	17,35
	Forest	17,45	—
Jeudi	Forest	—	7,20
	Saint-Gilles	7,30	7,45
	Malines	8,30	8,45
	Anvers	9,30	9,45
	Hoogstraten	10,45	10,50
	Wortel	10,55	11,05
	Merksplas	11,20	11,30
	Turnhout	11,50	11,55
	Merksplas	12,20	14,20
	Wortel	14,30	14,40
	Hoogstraten	15,—	15,10
	Anvers	16,10	16,25
	Saint-Gilles	17,30	17,40
	Forest	17,45	—
Jeudi	Forest	—	7,20
	Saint-Gilles	7,30	7,45
	Turnhout	9,30	9,45
	Wortel	10,—	10,10
	Merksplas	10,30	12,30
	Essen	13,15	13,30
	Merksplas	14,15	14,30
	Malines	15,30	15,45
	Saint-Gilles	16,30	16,45
	Forest	16,55	—

Dag	Vertrek van	Uur van aankomst	Uur van vertrek	
Woensdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Gent	9,15	9,30	
	Oudenaarde	10,15	10,30	
	Kortrijk	11,30	13,30	
	Gent	14,30	14,45	
	Mechelen	16,30	16,45	
	Sint-Gillis	17,30	17,45	
	Vorst	18,—	—	
Woensdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Doornik	10,—	10,15	
	Kortrijk	11,—	13,15	
	Oudenaarde	14,05	14,20	
	Sint-Gillis	16,20	16,30	
	Vorst	16,40	—	
Woensdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Nijvel	8,30	8,45	
	Charleroi	9,30	9,45	
	Bergen	10,30	12,45	
	Quévy	13,15	13,35	
	Bergen	14,15	14,30	
	Charleroi	15,30	15,45	
	Nijvel	16,30	16,40	
	Sint-Gillis	17,25	17,35	
	Vorst	17,45	—	
Donderdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Mechelen	8,30	8,45	
	Antwerpen	9,30	9,45	
	Hoogstraten	10,45	10,50	
	Wortel	10,55	11,05	
	Merksplas	11,20	11,30	
	Turnhout	11,50	11,55	
	Merksplas	12,20	14,20	
	Wortel	14,30	14,40	
	Hoogstraten	15,—	15,10	
	Antwerpen	16,10	16,25	
	Sint-Gillis	17,30	17,40	
	Vorst	17,45	—	
Donderdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Turnhout	9,30	9,45	
	Wortel	10,—	10,10	
	Merksplas	10,30	12,30	
	Essen	13,15	13,30	
	Merksplas	14,15	14,30	
	Mechelen	15,30	15,45	
	Sint-Gillis	16,30	16,45	
	Vorst	16,55	—	

Jour	Départ de	Heure d'arrivée	Heure de départ	
Jeudi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Namur	9,15	9,30	
	Huy	10,15	10,25	
	Liège	11,25	11,40	
	Verviers	12,40	14,40	
	Liège	15,40	15,55	
	Saint-Gilles	17,55	18,—	
	Forest	18,05	—	
Vendredi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Namur	9,15	9,30	
	Dinant	10,15	10,30	
	Huy	11,45	12,—	
	Marneffe	12,30	14,30	
	Namur	15,15	15,30	
	Saint-Gilles	17,—	17,15	
	Forest	17,30	—	
Vendredi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Hasselt	9,15	9,30	
	Tongres	10,—	10,10	
	Liège	10,45	12,45	
	Rekem	13,45	14,—	
	Louvain	15,30	15,45	
	Malines	16,30	16,45	
	Saint-Gilles	17,30	17,40	
	Forest	17,50	—	
Vendredi	Forest	—	7,20	
	Saint-Gilles	7,30	7,45	
	Malines	8,30	8,40	
	Louvain	9,25	9,35	
	Tongres	10,15	10,30	
	Rekem	11,30	11,45	
	Liège	12,45	14,45	
	Tongres	15,15	15,30	
	Hasselt	16,—	16,15	
	Saint-Gilles	17,45	18,—	
	Forest	18,10	—	

Dag	Vertrek van	Uur van aankomst	Uur van vertrek	
Donderdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Namen	9,15	9,30	
	Hoei	10,15	10,25	
	Luik	11,25	11,40	
	Verviers	12,40	14,40	
	Luik	15,40	15,55	
	Sint-Gillis	17,55	18,—	
	Vorst	18,05	—	
Vrijdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Namen	9,15	9,30	
	Dinant	10,15	10,30	
	Hoei	11,45	12,—	
	Marneffe	12,30	14,30	
	Namen	15,15	15,30	
	Sint-Gillis	17,—	17,15	
	Vorst	17,30	—	
Vrijdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Hasselt	9,15	9,30	
	Tongeren	10,—	10,10	
	Luik	10,45	12,45	
	Rekem	13,45	14,—	
	Leuven	15,30	15,45	
	Mechelen	16,30	16,45	
	Sint-Gillis	17,30	17,40	
	Vorst	17,50	—	
Vrijdag	Vorst	—	7,20	
	Sint-Gillis	7,30	7,45	
	Mechelen	8,30	8,40	
	Leuven	9,25	9,35	
	Tongeren	10,15	10,30	
	Rekem	11,30	11,45	
	Luik	12,45	14,45	
	Tongeren	15,15	15,30	
	Hasselt	16,—	16,15	
	Sint-Gillis	17,45	18,—	
	Vorst	18,10	—	

COMPTABILITÉ FABRICIENNE.
BUDGETS ET COMPTES ANNUELS. — JUSTIFICATION DES RECETTES ET DÉPENSES.

Administration des cultes, dons et legs, fondations.

1^{re} section, n° 15026.

Bruxelles, le 27 septembre 1956.

A. MM. les Gouverneurs de province.

J'ai constaté à diverses reprises, à l'occasion de l'examen de recours en matière de comptabilité fabricienne, que, lors de la transmission de leurs budgets et comptes annuels aux députations permanentes des conseils provinciaux, des fabriques d'église perdent de vue les dispositions de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ainsi que les instructions contenues dans la circulaire de mon département, du 15 mai 1885, n° 15026, concernant la justification des recettes et des dépenses de ces établissements publics.

Je vous prie de bien vouloir rappeler la loi et les instructions susvisées, par la voie du *Mémorial administratif*, à toutes les fabriques d'églises de la province, en invitant ces administrations à s'y conformer strictement.

Le Ministre,
LIIAR.

PAROISSES-SUCCURSALES. — MODIFICATION DES CIRCONSCRIPTIONS (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 18346.

2 octobre 1956. — Un arrêté royal porte que la limite séparative entre les paroisses-succursales Saint-Amand à Erps, commune de Erps-Kwerps, et Saint Amand à Kortenberg correspond à celle qui sépare le territoire de ces deux communes, telle qu'elle a été fixée par la loi du 7 juillet 1955.

TRANSFÈREMENTS DES DÉTENUÉS. — FORMULAIRE N° 115.

Bureau d'étude, litt. R., n° XIV.

Bruxelles, le 23 octobre 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Depuis la suppression des transfèrements ordinaires par chemin de fer, l'envoi des formulaires n° 115 est tombé en désuétude.

En raison de l'intérêt que présente pour la plupart des établissements l'utilisation de ces imprimés, il convient de les remettre dorénavant en usage.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

(1) *Moniteur belge*, 9 novembre 1956, n° 314.

BOEKHOUDING DER KERKFABRIEKEN. — JAARLIJKE BEGROTINGEN EN REKENINGEN.
VERANTWOORDING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN.

Brussel, 27 September 1956.

Bestuur der erediensten, schenkingen en legaten, stichtingen.

1^e sectie, n^o 15026.

Aan de heren Provinciegouverneurs.

Ik heb herhaaldelijk vastgesteld, naar aanleiding van het onderzoek van bezwaren inzake de boekhouding der kerkfabrieken, dat, bij de overlegging van hun jaarlijkse begrotingen en rekeningen aan de bestendige deputaties der provinciale raden, er kerkfabrieken zijn die de bepalingen der wet van 4 Maart 1870 op het tijdelijke der erediensten alsmede de voorschriften van de omzendbrief van mijn departement, dd. 15 Mei 1885, n^o 15026, betreffende de verantwoording der ontvangsten en der uitgaven van deze openbare besturen, uit het oog verliezen.

Ik verzoek u die wet en die omzendbrief, door middel van het bestuursmemoriaal, aan al de kerkfabrieken der provincie te willen herinneren en deze besturen uit te nodigen ze met stiptheid na te leven.

De Minister,
LILAR.

HULPPAROCHIEËN. — WIJZIGING DER GEBIEDSOMSCHRIJVINGEN (1).

Best. E. S. L. S., 1^e sect., n^o 18346.

2 October 1956. — Bij koninklijk besluit wordt vastgesteld dat de grens-scheiding tussen de hulpparochiën van de Heilige Amandus te Erps, gemeente Erps-Kwerps, en van de Heilige Amandus te Kortenberg samenvalt met degene die het grondgebied van deze beide gemeenten scheidt, zoals deze werd vastgesteld bij de wet van 7 Juli 1955.

OVERBRENGINGEN VAN GEDETINEERDEN. — FORMULIER N^o 115.

Studiebureau, litt. R., n^o XIV.

Brussel, de 23 October 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen,

Sedert de gewone overbrengingen per spoor afgeschaft werden, is het zenden van de formulieren n^o 115 in onbruik geraakt.

Die drukwerken dienen voortaan opnieuw in gebruik te worden genomen omdat het gebruik ervan voor de meeste inrichtingen nut oplevert.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 9 November 1956, n^o 314.

23-29 octobre 1956.

DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT D'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ÉTRANGERS.

Administration de la Sécurité publique.

Police des Étrangers. Bureau d'études, n° 200 C 25/1.

Bruxelles, le 23 octobre 1956.

A. MM. les Gouverneurs de province,

Suite à l'arrêté royal du 13 juillet 1956, en vertu duquel la possession d'une carte d'identité ou d'un certificat d'inscription au registre des étrangers a été rendue obligatoire pour les enfants étrangers dès l'âge de 12 ans, des administrations communales ont estimé que le certificat d'inscription précité devait être délivré aux intéressés même lorsque ceux-ci, leurs parents ou la personne qu'ils accompagnent ne sont pas en possession du visa d'établissement provisoire.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que cette interprétation ne répond pas au prescrit de l'article 3 de l'arrêté royal du 3 décembre 1953, relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique. Le certificat d'inscription au registre des étrangers ne peut, en effet, être délivré aux étrangers que lorsqu'ils sont en possession du visa d'établissement provisoire ou s'ils sont dispensés de celui-ci.

Il s'ensuit que, à défaut et à moins de dispense de ce visa, l'enfant ne peut recevoir le certificat d'inscription précité mais doit, au contraire, être mis en possession du document qui, dans les mêmes circonstances, serait délivré à un étranger de plus de quinze ans.

Je vous serais obligé, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien porter cette particularité de la réglementation du séjour des étrangers en Belgique à la connaissance des administrations communales de la province.

Pour le Ministre :

L'Administrateur adjoint,
POMBA.

AIDE AUX DÉTENUS LIBÉRÉS.

Bruxelles, le 26 octobre 1956.

Bureau d'étude, litt. R., n° XXIII.

Informé MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires que le tableau des jours de permanence des organismes d'action postpénitentiaire, annexé à ma circulaire du 5 janvier 1954, 510 R/XXIII, doit être modifié comme suit :

Ville de Courtrai : Comité de Patronage, le mercredi matin de 10 heures à 11 h 30 m, rue H. Nolf, 6, Chambre I.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.CALCUL DE LA DURÉE DE LA MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT
DES RÉCIDIVISTES ET DÉLINQUANTS D'HABITUDE.

Bureau d'étude, litt. R., n° VIII.

Bruxelles, le 29 octobre 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires,

J'attire votre attention sur la portée de l'arrêt rendu le 27 février 1956 par la Cour de Cassation et dont le texte sera reproduit dans le *Bulletin de l'Administration pénitentiaire*.

AFLEVERING VAN EEN BEWIJS VAN INSCHRIJVING IN HET VREEMDELINGENREGISTER.

Administratie der Openbare Veiligheid.
Vreemdelingenpolitie. Studiebureau, n° 200 C 25/1.
Brussel, de 23 October 1956.

Aan de heren Provinciegouverneurs,

Ingevolge het koninklijk besluit dd. 13 Juli 1956, waarbij het bezit van een identiteitskaart of van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister verplichtend werd gemaakt voor de kinderen van vreemde nationaliteit die de ouderdom van twaalf jaar bereikt hadden, hebben gemeentebesturen geoordeeld dat voornoemd bewijs aan betrokkenen diende afgeleverd zelfs als zij, hun ouders of de persoon die zij vergezellen niet houders waren van het visum tot voorlopige vestiging.

Ik heb de eer u te laten weten dat deze interpretatie niet overeenkomt met de bepaling van artikel 3 van het koninklijk besluit dd. 3 December 1953 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen. Inderdaad mag het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister slechts afgeleverd worden aan de vreemdelingen die in het bezit zijn van het visum tot voorlopige vestiging of die ervan vrijgesteld zijn.

Bij gebrek aan dit visum en met uitzondering van de gevallen waarin dit visum niet vereist is, mag bijgevolg het bewijs van inschrijving niet afgeleverd worden aan deze kinderen en zij dienen integendeel in het bezit gesteld van het bescheid dat, in dezelfde omstandigheden, zou overhandigd worden aan een vreemdeling van meer dan 15 jaar.

Ik zou u dank weten, Mijnheer de Gouverneur, deze bijzonderheid inzake de reglementering van het verblijf der vreemdelingen in België ter kennis te willen brengen van de gemeentebesturen van uw provincie.

Voor de Minister :
De Adjunct-Administrateur,
POMBA.

HULP AAN DE ONTSLAGEN GEDETINEERDEN.

Studiebureau, litt. R., n° XXIII.

Brussel, de 26 October 1956.

Aan de heren Bestuurders der Strafinrichtingen wordt ter kennis gebracht dat de tabel der zitdagen van de organismen voor postpenitentiaire actie, gevoegd bij mijn omzendbrief van 5 Januari 1954, 510 R/XXIII, als volgt moet worden gewijzigd :

Stad Kortrijk : Beschermingscomité, Woensdags, 's morgens van 10 uur tot 11 u 30 m, H. Nolfstraat, 6, Kamer I.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

BEREKENING VAN DE DUUR DER TERBESCHIKKINGSTELLING VAN DE REGERING VAN DE RECIDIVISTEN EN GEWOONTENISDADIGERS.

Studiebureau, litt. R., n° VIII.

Brussel, de 29 October 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen,

Ik vestig uw aandacht op de draagwijdte van het arrest dat op 27 Februari 1956 door het Hof van verbreking werd gewezen en waarvan de tekst in het *Bulletin van het Bestuur der Gevangenen* zal worden overgenomen.

Par cet arrêt, la Cour a décidé que la mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et délinquants d'habitude est suspendue pendant la durée de la peine d'emprisonnement qui est subie après le point de départ de la mesure.

Pour le calcul de la mise à la disposition du gouvernement, il conviendra dès lors de tenir compte de la durée de cette peine.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

PAROISSE-SUCCURSALE. — MODIFICATION DES CIRCONSCRIPTIONS (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 11807.

5 novembre 1956. — Un arrêté royal annexe à la paroisse-succursale de Clabecq, les hameaux de Quarante-Cinq et du Rogissart, tels qu'ils sont incorporés à cette commune par la loi du 7 juillet 1955.

DÉLIVRANCE D'EXTRAITS DE CASIER JUDICIAIRE.
EMPLOI DU NOUVEAU FORMULAIRE.

Services généraux.

Casier judiciaire central. N° 110 D. Plusieurs annexes.

Bruxelles, le 13 novembre 1956.

A. MM. les Procureurs Généraux près les Cours d'appel.

A M. l'Auditeur Général près la Cour militaire de Bruxelles.

Le service du casier judiciaire central du département délivre des extraits sur lesquels sont inscrites des décisions dont la nomenclature figure au verso de ces documents.

Ces inscriptions se font dans des colonnes dont l'intitulé se rapporte uniquement à des condamnations.

Dans le but de mieux approprier les en-têtes des dites colonnes, j'ai cru souhaitable d'apporter quelques modifications dans le sens indiqué aux nouveaux formulaires ci-joints.

(Aux P.G.) Je vous serais très obligé de bien vouloir transmettre, pour information, aux magistrats des tribunaux de votre ressort appelés à introduire des demandes d'extraits de casier judiciaire, un modèle de ce nouveau formulaire.

(A l'A.G.) Je vous serais très obligé de bien vouloir transmettre, pour information, aux magistrats des différentes juridictions militaires appelés à introduire des demandes d'extraits de casier judiciaire, un modèle de ce nouveau formulaire.

(Aux P.G. et à l'A.G.) Les anciens imprimés devront être utilisés jusqu'à épuisement des stocks.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
P. CORNIL.

(1) *Moniteur belge*, 23 novembre 1956, n° 328.

Bij dit arrest heeft het Hof beslist dat de terbeschikkingstelling van de regering van de recidivisten en gewoontemisdadigers wordt opgeschorst tijdens de duur van de gevangenisstraf die wordt ondergaan nadat de maatregel een aanvang heeft genomen.

Derhalve dient er voor de berekening van de terbeschikkingstelling van de regering met de duur van die straf rekening te worden gehouden.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

HULPPAROCHE. — WIJZIGING DER GEBIEDSOMSCHRIJVINGEN (1).

Best. E. S. L. S., 1^o sect., n^o 11807.

5 November 1956. — Bij koninklijk besluit zijn de gehuchten genaamd Quarante-Cinq en Rogissart, zoals zij ingelijfd zijn bij de gemeente Klabeek door de wet van 7 Juli 1955, aan de hulpparochie aldaar gehecht.

AFLEVERING VAN UITTREKSELS UIT HET STRAFREGISTER.
GEBRUIK VAN HET NIEUW FORMULIER.

Algemene Densten.

Centraal Strafregister. N^o 110-D. Verschillende bijlagen.

Brussel, de 13 November 1956.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Aan de heer Auditeur-Generaal bij het Militair Gerechtshof te Brussel.

De Dienst Centraal Strafregister van het departement levert uittreksels af waarop de beschikkingen worden ingeschreven die op de rugzijde van die bescheiden zijn opgesomd.

Die inschrijvingen geschieden in zijn opgesomd.

Die inschrijvingen geschieden in de kolommen waarvan het opschrift alleen op veroordelingen betrekking heeft.

Om de hoofden van bedoelde kolommen beter aan te passen, heb ik gemeend dat het wenselijk was enkele wijzigingen aan te brengen in de zin die in de hierbijgevoegde nieuwe formulieren wordt aangegeven.

(Aan de P.-G.) Gij zoudt mij ten eerste verplichten indien gij aan de magistraten der rechtbanken van uw rechtsgebied, die uittreksels uit het strafregister moeten aanvragen, tot kennisgeving een model van dit nieuw formulier wilde overmaken.

(Aan de A.-G.) Gij zoudt mij ten eerste verplichten indien gij aan de magistraten der verschillende militaire gerechten, die uittreksels uit het strafregister moeten aanvragen, tot kennisgeving een model van dit nieuw formulier wilde overmaken.

(Aan de P.-G. en A.-G.) De oude drukwerken moeten gebezigd worden tot de voorraad opgebruikt is.

Voor de Minister :
De Secretaris-Generaal,
P. CORNIL.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 23 November 1956, n^o 328.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Extrait du Casier judiciaire

Services généraux. — demandé par

Casier judiciaire central. — concernant

N° —

né à, le

fil de et de

Profession

Etat civil

Demeurant à

Dates.	Juri- dictions.	Faits.	Décisions.	Observations Notamment durée du temps d'épreuve, en cas de condamnation conditionnelle.

Bruxelles, le

Le Chef du Casier judiciaire,

MINISTERIE VAN JUSTITIE

—
Uittreksel uit het Strafregister

Algemene Diensten. *aangevraagd door*

—

Centraal Strafregister. *betreffende*

— *geboren te*, *de*

N^r *uit* *en uit*

—

Beroep

Burgerlijke stand

Wonende te

Data.	Gerechten.	Feiten.	Beschik- kingen.	Opmerkingen Onder meer duur van de proeftijd in geval van voorwaardelijke veroordeling.

Brussel, de

Het Hoofd van het Strafregister,

Sont notés au Casier judiciaire :

- 1° Les condamnations à des peines criminelles;
- 2° Les condamnations à des peines correctionnelles;
- 3° Les condamnations rentrant dans les deux catégories ci-dessus qui ont été prononcées par les juridictions militaires pour crimes ou délits de droit commun, ainsi que celles prononcées pour crimes ou délits militaires;
- 4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal, à la loi du 16 août 1887 (ancienne) et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur l'ivresse publique et à la loi du 22 mars 1929 et l'arrêté royal du 28 juin 1929 relatifs à la protection des animaux;
- 5° En ce qui concerne les infractions à la police du roulage et celles commises par les wattmen et les conducteurs de vicinaux : les condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels, par les tribunaux de police et par les juridictions militaires, lorsque la peine atteint un taux correctionnel ou bien lorsque la déchéance du droit de conduire un véhicule est prononcée;
- 6° Les mises à la disposition du gouvernement, sauf celles prévues par l'article 16 et les anciens articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891, et par l'article 72 (ancien) du Code pénal;
- 7° Les décisions prises par les juges des enfants à l'égard des mineurs par application de la loi du 15 mai 1912. Ces décisions ne sont mentionnées que sur les extraits délivrés aux autorités judiciaires en vue de nouvelles poursuites. Elles ne sont, en aucun cas, portées à la connaissance des autorités administratives;
- 8° Les mesures prises à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude par application de la loi du 9 avril 1930. Les mesures prises à l'égard des *anormaux* ne sont mentionnées que sur les extraits délivrés aux autorités judiciaires;
- 9° Les condamnations rentrant dans l'une des catégories ci-dessus prononcées par des tribunaux étrangers à charge de Belges, dans le cas où ces condamnations sont notifiées au gouvernement belge en vertu de traités d'extradition;
- 10° Les arrêts de grâce (remises, réductions ou commutations de peines);
- 11° Les libérations conditionnelles;
- 12° Les renvois de l'armée;
- 13° Les déchéances de droits civils et politiques encourues par application de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, de la loi du 14 juin 1948 et de la loi du 29 février 1952 sur l'épuration civique.

CULTE ISRAËLITE. — REPAS SPÉCIAUX.

Bureau d'étude, litt. R., n° VIII.

Bruxelles, le 22 novembre 1956.

A MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires,

J'ai l'honneur de vous informer que les détenus israélites de stricte observance sont autorisés à recevoir, sans frais pour le Trésor, des repas venant de l'extérieur et préparés suivant les formes rituelles.

Les intéressés devront en faire la demande à l'aumônier de leur culte, à qui il appartiendra de vous soumettre, pour information préalable, la liste des bénéficiaires.

Ces repas seront fournis par les différentes communautés israélites établies dans le pays et devront être de même nature que ceux généralement distribués à l'ensemble des détenus.

Il conviendra de me signaler les abus éventuels qui résulteraient de la distribution de ces repas spéciaux.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,

J. DUPRÉEL.

In het Strafregister worden aangetekend :

- 1° De veroordelingen tot criminele straffen;
- 2° De veroordelingen tot correctionele straffen;
- 3° De tot de twee voormelde categorieën behorende veroordelingen door de militaire rechtscolleges uitgesproken ter zake van gemeenrechtelijke misdaden of wanbedrijven alsmede ter zake van militaire misdaden of wanbedrijven;
- 4° De sedert 1 Januari 1895 uitgesproken veroordelingen tot politiestrafen ter zake van overtredingen van de bepalingen van het Wetboek van Strafrecht, van de vroegere wet van 16 Augustus 1887 en de besluitwet van 14 November 1939 op de openbare dronkenschap, en de wet van 22 Maart 1929 en het koninklijk besluit van 28 Juni 1929 op de dierenbescherming;
- 5° Wat betreft de inbreuken op de verkeerspolitie en deze bedreven door de waltmen en de trambestuurders van buurtspoorwegen : de veroordelingen die worden uitgesproken door de correctionele rechtbanken, de politierechtbanken en de militaire rechtscolleges, wanneer de straf een correctioneel bedrag bereikt ofwel wanneer de ontzetting van het recht om een voertuig te besturen werd uitgesproken;
- 6° Het stellen ter beschikking van de regering, met uitzondering van dit voorzien bij artikel 16, de oude artikelen 24 en 25 der wet van 27 November 1891, en artikel 72 (oud) van het Wetboek van Strafrecht;
- 7° De door de kinderrechtbanken ten aanzien van de minderjarigen genomen beschikkingen bij toepassing van de wet van 15 Mei 1912. Deze beschikkingen worden slechts vermeld in de uittreksels welke met het oog op nieuwe vervolgingen aan de rechterlijke overheden worden afgeleverd. Zij worden in geen geval ter kennis gebracht van administratieve overheden;
- 8° De ten aanzien van abnormalen en gewoontemisdadigers bij toepassing van de wet van 9 April 1930 genomen maatregelen. De ten aanzien van *abnormalen* genomen maatregelen worden slechts vermeld in de aan de rechterlijke overheden afgeleverde uittreksels;
- 9° De tot een van hogervermelde categorieën behorende veroordelingen ten laste van Belgen uitgesproken door buitenlandse rechtbanken, ingeval die veroordelingen krachtens uitleveringsverdragen aan de Belgische regering worden medegedeeld;
- 10° De besluiten tot strafonthefing (kwijtschelding, vermindering of verandering van straf);
- 11° De voorwaardelijke invrijheidstellingen;
- 12° De wegzendingen uit het leger;
- 13° De vervallenverklaringen van burgerlijke en politieke rechten bij toepassing van de besluitwet van 19 September 1945, de wet van 14 Juni 1948 en de wet van 29 Februari 1952 op de epuratie in zake burgertrouw.

ISRAËLIETISCHE EREDIENST. — BIJZONDERE MAALTIJDEN.

Studiebureau, litt. R. n° VIII.

Brussel, de 22 November 1956.

Aan de heren Bestuurders van de Strafinrichtingen,

Ik heb de eer u ter kennis te brengen dat de israëlietische gedetineerden die streng de regels van hun godsdienst volgen, zonder kosten voor 's Lands Kas, maaltijden mogen krijgen die van buiten komen en volgens de rituele vormen zijn toebedeeld.

De betrokkenen moeten dit aanvragen aan de aalmoezenier van hun eredienst die u vooraf de lijst van de begunstigten tot kennisgeving behoort voor te leggen.

Die maaltijden zullen door de verschillende in het land gevestigde israëlietische gemeenschappen verstrekt worden en moeten van dezelfde aard zijn als de maaltijden die over het algemeen aan al de gedetineerden toegekend worden.

Eventuele misbruiken, die uit het toedienen van die bijzondere maaltijden zouden voortvloeien, dienen mij ter kennis te worden gebracht.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

COLIS FAMILIAL POUR LES DÉTENUS.

—
Bureau d'étude, litt. R., n° XI.
Bruxelles, le 23 novembre 1956.

Informé MM. les Directeurs des Etablissements pénitentiaires que ma circulaire du 29 novembre 1948, 2^e Direction générale, Bureau d'étude, n° 236 R/XI/I, doit à nouveau être exécutée cette année.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

—
ARRÊTÉ ROYAL DONNANT COMPÉTENCE A LA COMMISSION DES ASSURANCES PRIVÉES
POUR DONNER UN AVIS SUR LES PROJETS D'ARRÊTÉS ROYAUX D'EXÉCUTION DE LA
LOI DU 1^{er} JUILLET 1956, RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPON-
SABILITÉ CIVILE EN MATIÈRE DE VÉHICULES AUTOMOTEURS (1).

—
Bruxelles, le 24 novembre 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, spécialement l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, et spécialement l'article 2, alinéa 2, de la dite loi;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est donné compétence à la Commission des assurances privées, telle qu'elle est instituée par l'arrêté royal du 22 décembre 1930 et complétée par l'article 1^{er} de l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947 relatif à l'agrération et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat, pour donner un avis sur les projets d'arrêtés royaux d'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Cette compétence s'étend notamment aux conditions d'agrération, de retrait d'agrération et de contrôle des assureurs, aux conditions d'octroi et à l'étendue du droit d'indemnisation des personnes lésées contre le fonds commun de garantie, ainsi qu'aux conditions d'agrération et de contrôle de celui-ci.

Le Ministre de la Justice peut déléguer temporairement auprès de la Commission des assurances privées, pour l'étude des projets d'arrêtés royaux d'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, une ou plusieurs personnes spécialement versées dans ces matières.

Les délégués ainsi désignés ont voix délibérative.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

—
(1) *Moniteur belge*, 12 décembre 1956, n° 347.

FAMILIALE COLLI VOOR DE GEDETINEERDEN.

Studiebureau, litt. R., n° XI.

Brussel, de 23 November 1956.

De heren Bestuurders van de Strafinrichtingen wordt ter kennis gebracht dat mijn omzendbrief van 29 November 1948, 2° Algemene Directie, Studiebureau, n° 236 R/XI/1, dit jaar opnieuw dient uitgevoerd.

Voor de Minister :
De Directeur-Generaal,
J. DUPRÉEL.

KONINKLIJK BESLUIT WAARBIJ DE COMMISSIE VOOR PRIVATE VERZEKERINGEN WORDT BEVOEGD VERKLAARD TOT HET UITBRENGEN VAN EEN ADVIES AANGAANDE DE ONTWERPEN VAN KONINKLIJK BESLUIT TER UITVOERING VAN DE WET VAN 1 JULI 1956, BETREFFENDE DE VERPLICHTE AANSPRAKELIJKHEIDSVERZEKERING IN ZAKE MOTORRIJTUIGEN (1).

Brussel, de 24 November 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 15, § 1, lid 4;

Gelet op de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State, en inzonderheid op artikel 2, lid 2, van bedoelde wet;

Gezien de dringende aard van de zaak;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Commissie voor private verzekeringen, zoals deze werd opgericht bij koninklijk besluit van 22 December 1930 en aangevuld bij artikel 1 van het besluit van de Regent van 14 November 1947 betreffende de machtiging en de controle van de verzekeringsondernemingen en -instellingen die de onder Staatscontrole vallende burgerlijke aansprakelijkheid dekken, wordt bevoegd verklaard tot het uitbrengen van een advies aangaande de ontwerpen van koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen.

Inzonderheid strekt deze bevoegdheid zich uit tot de voorwaarden tot machtiging, intrekking der machtiging en toezicht op de verzekeraars, tot de toekenningsvoorwaarden en de omvang van het recht op schadeloosstelling der benadeelden tegenover het gemeenschappelijk waarborgfonds, evenals tot de machtigingsvoorwaarden van en het toezicht op dit fonds.

De Minister van Justitie kan tijdelijk, bij de Commissie voor private verzekeringen, voor de bestudering van de ontwerpen van koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen, een of meer bijzonder in deze stof beslagen personen afvaardigen.

De aldus aangewezen afgevaardigden zijn stemgerechtigd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 12 December 1956, n° 347.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
A. LILAR.

Le Ministre des Affaires économiques,
J. REY.

Le Ministre des Communications,
E. ANSEELE.

PAROISSE-SUCCURSALE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} sect., n° 31861.

29 novembre 1956. — Un arrêté royal :

1° érige le faubourg Saint-Lazare, à Mons, réuni au quartier Petit-Nimy, en paroisse-succursale, sous le vocable du Sacré-Cœur.

Cette paroisse est circonscrite, à partir de la bifurcation du chemin de fer de Mons à La Louvière et de Mons à Bruxelles, par : une ligne droite jusqu'au coin nord-ouest de l'impasse du Marais, A-B; cette impasse, les deux côtés exclusivement, prolongée en ligne droite à travers l'avenue du Champs-de-Mars, la plaine des manœuvres et l'avenue Maistriau jusqu'à l'axe de la rue Jules Cornet, B-C; l'axe de cette rue jusqu'à l'axe de l'avenue du Tir, C-D; une ligne droite jusqu'à la jonction du chemin de la Procession et du chemin du Canon, D-E; ce dernier chemin, les deux côtés inclusivement, E-F; le chemin des Arbalétriers, les deux côtés inclusivement, F-G; le vieux chemin de Binche, les deux côtés inclusivement, jusqu'au chemin d'Erbelev, G-H; l'axe de ce chemin, H-L; une ligne droite longeant la lisière ouest du bois Doyen jusqu'à la limite séparative de la ville de Mons et de la commune d'Obourg, I-J; cette limite séparative, J-K; la limite séparative de la ville de Mons, d'une part, et des communes de Maisières et de Nimy, d'autre part, jusqu'au chemin de fer de Mons à La Louvière, K-L-M; l'axe de ce chemin de fer, M-N.-A, conformément au plan annexé au dit arrêté.

2° supprime le traitement à charge de l'Etat, attaché par arrêté royal du 26 novembre 1900, à la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Elisabeth, à Mons.

AUDITION DE TÉMOINS. — DÉLIVRANCE D'ATTESTATIONS
PORTANT L'HEURE DE LA CONVOCATION ET CELLE À LAQUELLE
LES PRESTATIONS ONT PRIS FIN.

Frais de justice, n° 636-Témoins.

Bruxelles, le 30 novembre 1956.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

A M. l'Auditeur général à Bruxelles.

Par ma circulaire du 2 septembre 1950, même émargement que la présente, j'exprimais le souhait qu'en vue de l'application des dispositions de l'article 36 du tarif criminel, l'invitation à comparaître indique que le témoin doit être entendu

(1) *Moniteur belge*, 10 janvier 1957, n° 10.

Art. 3. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

BAUDOUIN.

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
A. LILAR.
De Minister van Economische Zaken,
J. REY.
De Minister van Verkeerswezen,
E. ANSELE.

HULPPAROCHIE. — OPRICHTING (1).

Bestuur E. S. L. S., 1^e sect., n^o 31861.

29 November 1956. — Bij koninklijk besluit is :

1^o de voorstad genaamd Saint-Lazare, te Bergen, verenigd met de wijk Petit-Nimy, te Nimy, opgericht tot hulpparochie, onder de aanroeping van het Heilig Hart.

Die parochie is begrensd, te beginnen van de splitsing van de spoorweg van Bergen naar La Louvière en van Bergen naar Brussel, door : een rechte lijn tot aan de noord-westelijke hoek van het slop genaamd « impasse du Marais », A-B; dit slop, de beide zijden uitgesloten, verlengd in rechte lijn door de laan genaamd « avenue du Champs-de-Mars », het oefenterrein en de laan genaamd « avenue Maistriaux » tot aan de as van de straat genaamd « rue Jules Cornet », B-C; de as van die straat, tot aan de as van de laan genaamd « avenue du Tir », C-D; een rechte lijn tot aan het knooppunt van de weg genaamd « chemin de la Procession » en van de weg genaamd « chemin du Canon », D-E; deze laatste weg, de beide zijden inbegrepen, E-F; de weg genaamd « chemin des Arbalétriers », de beide zijden inbegrepen, F-G; de weg genaamd « Vieux chemin de Binche », de beide zijden inbegrepen, tot aan de weg genaamd « chemin d'Erbefeu », G-H; de as van die weg, H-I; een rechte lijn langsheen de westelijke rand van het bos genaamd « bois Doyen » tot aan de grensscheiding tussen de stad Bergen en de gemeente Obourg, I-J; die grensscheiding, J-K; de grensscheiding tussen de stad Bergen, enerzijds, en de gemeenten Maisières en Nimy, anderzijds, tot aan de spoorweg van Bergen naar La Louvière, K-L-M; de as van die spoorweg, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd plan.

2^o de bij koninklijk besluit van 26 November 1900 aan de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Elisabeth, te Bergen, op Staatsgelden verbonden wedde afgeschaft.

VERHOOR VAN GETUIGEN. — AFLEVERING VAN EEN GETUIGSCHRIFT
WAAROP HET UUR VAN DE OPROEPING EN HET UUR WAAROP DE PRESTATIES
EEN EINDE HEBBEN GENOMEN, VOORKOMEN.

Gerechtskosten, n^o 636-Getuigen.

Brussel, de 30 November 1956.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Aan de heer Auditeur-Generaal bij het Militair Gerechtshof te Brussel.

Bij mijn omzendbrief van 2 September 1950, zelfde kanttekening, sprak ik de wens uit dat op de uitnodiging om te verschijnen, met het oog op de toepassing van het bepaalde in artikel 36 van het tarief in strafzaken, zou worden vermeld

(1) *Belgisch Staatsblad*, 10 Januari 1957, n^o 10.

en raison des faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses occupations professionnelles et qu'après l'audition, une attestation soit délivrée portant l'heure de la convocation et celle à laquelle les prestations ont pris fin.

L'omission de cette indication ainsi que la non-délivrance de l'attestation de présence ayant causé des difficultés aux témoins pour la liquidation de leurs frais de route et de séjour par l'administration dont ils dépendent, je vous saurais gré, Monsieur le Procureur général/Monsieur l'Auditeur général, de vouloir bien donner les instructions nécessaires aux autorités que la question concerne afin de rendre ces dispositions obligatoires.

Lorsqu'un témoin comparait comme témoin ordinaire et que dans la suite, il s'avère qu'il doit déposer au sujet de faits visés par l'article 36 du tarif criminel, l'attestation devra être complétée en ce sens.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
P. CORNIL.

TROUSSEAUX D'HABILLEMENT DU PERSONNEL.

Service du matériel, litt. C., n° 304.

Bruxelles, le 30 novembre 1956.

Transmis pour exécution à MM. les directeurs des établissements pénitentiaires les arrêtés ministériels ci-joints relatifs à l'habillement de certaines catégories du personnel.

Ils coordonnent et complètent ceux des 24 janvier 1951, 10 mai 1951 et 3 mai 1954.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

Administration des établissements pénitentiaires.

Service du matériel, litt. C., n° 304.

Bruxelles, le 7 novembre 1956.

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 88, § 2, du règlement général des prisons, en date du 30 septembre 1905;

Revu les arrêtés ministériels du 24 janvier 1951, du 10 mai 1951 et du 3 mai 1954;

Vu l'avis du Comité départemental de Consultation syndicale;

Vu l'accord de M. le Premier Ministre en date du 27 avril 1956;

Arrête :

Article 1^{er}. Le trousseau d'habillement des chefs-éducateurs, chefs-surveillants, éducateurs, surveillants, infirmiers non diplômés, techniciens, infirmiers diplômés, agents préposés au transfèrement des détenus par voiture cellulaire, chauffeurs de voiture particulière, chauffeurs de camion, mécaniciens, surveillantes laïques et infirmières comprend les effets mentionnés ci-dessous que ces membres du personnel reçoivent aux frais de l'Etat :

a) Chefs-éducateurs, chefs-surveillants, éducateurs, surveillants, infirmiers non diplômés, techniciens, infirmiers diplômés et agents préposés au transfèrement des détenus par voiture cellulaire.

2 képis de drap;
2 vareuses de drap;
2 vareuses d'été;

dat de getuige moet worden gehoord nopens feiten waarvan hij bij de uitoefening van zijn beroepsbezigheden kennis heeft gehad, en dat na het verhoor een bewijsstuk zou worden afgeleverd, waarop het uur van de oproeping en het uur, waarop de prestaties een einde genomen hebben, voorkomt.

Aangezien het verzuimen van deze vermelding evenals het niet afleveren van het bewijsstuk van aanwezigheid aan de getuigen moeilijkheden hebben berokkend voor de vereffening van hun reis- en verblijfkosten door het bestuur, waarvan zij afhangen, verzoek ik u, Mijnheer de Procureur-Generaal/Mijnheer de Auditeur-Generaal, aan de overheden wie de kwestie aangaat de nodige onderrichtingen te geven om die bepalingen verplicht te maken.

Wanneer een getuige verschijnt als gewone getuige en het daarna blijkt dat hij getuigenis moet afleggen nopens bij artikel 36 van het tarief in strafzaken bedoelde feiten, moet het bewijsstuk in die zin worden aangevuld.

Voor de Minister,
De Secretaris-Generaal,
P. CORNIL.

KLEDINGUITZET VAN HET PERSONEEL.

Bestuur der Strafinrichtingen.
Dienst materieel, litt. C., n° 304.
Brussel, 30 November 1956.

De ministeriële besluiten betreffende de kleding van sommige categorieën van het personeel, waarbij die van 24 Januari 1951, 10 Mei 1951 en 3 Mei 1954 samengeordend en aangevuld worden, worden hierbij tot uitvoering aan de heren Bestuurders der Strafinrichtingen overgemaakt.

Voor de Minister :
De directeur-generaal :
J. DUPRÉEL.

Bestuur der Strafinrichtingen.
Dienst materieel, litt. C., n° 304.
Brussel, 7 November 1956.

De Minister van Justitie,
Gelet op artikel 88, § 2, van het Algemeen Reglement der gevangenen, dd. 30 September 1905;
Herzien de ministeriële besluiten van 24 Januari 1951, van 10 Mei 1951 en van 3 Mei 1954;
Gelet op het advies van de Departementale Syndicale Raad van advies;
Gelet op het akkoord van de heer Eerste-Minister dd. 27 April 1956;

Besluit :

Artikel 1. De kledinguitzet van de hoofdopvoeders, de hoofdbewaarders, de opvoeders, de bewaarders, de niet gediplomeerde ziekenverplegers, de technici, de gediplomeerde ziekenverplegers, de personeelsleden aangesteld om de gedetineerden per celwagen over te brengen, de personen-autobestuurders, de vrachtwagenbestuurders, de mekaniekers, de leke bewaarders en de ziekenverpleegsters bestaat uit de hiernavermelde kledingstukken, welke die personeelsleden ontvangen op de kosten van de Staat;

- a) Hoofdopvoeders, hoofdbewaarders, opvoeders, bewaarders, niet gediplomeerde ziekenverplegers, technici, gediplomeerde ziekenverplegers en personeelsleden, aangesteld om de gedetineerden per celwagen over te brengen.

- 2 laken kepi's;
- 2 laken vareuzen;
- 2 zomervareuzen;

- 1 burnous;
- 2 pantalons de drap;
- 2 pantalons d'été;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants blancs;
- 2 paires de gants d'hiver;
- 2 écharpes en laine;
- 6 chemises en toile bleue;
- 4 caleçons (longs ou courts, au choix);
- 3 paires de chaussettes de laine;
- 3 paires de chaussures;
- 3 cols de toile bleue;
- 1 col de toile blanche;
- 2 cravates noires;
- 1 protège-képi;
- 4 blouses blanches (pour les infirmiers diplômés ou non diplômés);
- 2 vêtements de travail (pour les techniciens).

b) Chauffeurs de voiture particulière, chauffeurs de camions et mécaniciens.

- 1 képi de drap;
- 1 képi d'été;
- 2 vareuses de drap;
- 2 vareuses d'été;
- 1 canadienne;
- 2 pantalons de drap;
- 2 pantalons d'été;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants blancs;
- 2 paires de gants d'hiver;
- 2 écharpes en laine;
- 6 chemises en toile grise;
- 4 caleçons (longs ou courts, au choix);
- 3 paires de chaussettes de laine;
- 3 paires de chaussures;
- 3 cols de toile grise;
- 1 col de toile blanche;
- 2 cravates noires;
- 1 protège-képi;
- 1 vêtement de travail (pour les chauffeurs d'autos);
- 2 vêtements de travail (pour les mécaniciens).

c) Surveillantes laïques et infirmières.

- 2 bérets de drap;
- 2 tailleurs de drap;
- 2 robes;
- 1 manteau;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants blancs;
- 2 paires de gants d'hiver;
- 2 écharpes en laine;
- 6 chemisiers en toile bleue;
- 3 paires de bas en nylon;
- 3 paires de chaussures;
- 2 cravates noires;
- 4 blouses blanches (pour les infirmières);

- 1 burnoe;
- 2 laken broeken;
- 2 zomerbroeken;
- 1 regenjas;
- 1 paar witte handschoenen;
- 2 paar winterhandschoenen;
- 2 wollen sjerpen;
- 6 blauwe lijnwaden hemden;
- 4 onderbroeken (lange of korte, naar keuze);
- 3 paar wollen sokken;
- 3 paar schoenen;
- 3 boordjes in blauw lijnwaad;
- 1 boordje in wit lijnwaad;
- 2 zwarte dassen;
- 1 kepibeschermer;
- 4 witte kielen (voor gediplomeerde en niet-gediplomeerde ziekenverplegers);
- 2 werkpakken (voor de technici).

b) Personenautobestuurders, vrachtwagenbestuurders en mekaniekers.

- 1 laken kepi;
- 1 zomerkepi;
- 2 laken vareuzen;
- 2 zomervareuzen;
- 1 canadienne;
- 2 laken broeken;
- 2 zomerbroeken;
- 1 regenjas;
- 1 paar witte handschoenen;
- 2 paar winterhandschoenen;
- 2 wollen sjerpen;
- 6 grijze lijnwaden hemden;
- 4 onderbroeken (lange of korte, naar keuze);
- 3 paar wollen sokken;
- 3 paar schoenen;
- 3 boordjes in grijs lijnwaad;
- 1 boordje in wit lijnwaad;
- 2 zwarte dassen;
- 1 kepibeschermer;
- 1 werkpak (voor de personenautobestuurders);
- 2 werkpakken (voor de mekaniekers).

c) Leke bewaarsters en ziekenverpleegsters.

- 2 laken baretten;
- 2 laken mantelpakken;
- 2 japonnen;
- 1 mantel;
- 1 regenjas;
- 1 paar witte handschoenen;
- 2 paar winterhandschoenen;
- 2 wollen sjerpen;
- 6 hemdbloezen in blauw lijnwaad;
- 3 paar nylonkousen;
- 3 paar schoenen;
- 2 zwarte dassen;
- 4 witte kielen (voor de ziekenverpleegsters).

Art. 2. A leur entrée en fonctions, les membres du personnel reçoivent :

a) Les chefs-éducateurs, chefs-surveillants, éducateurs, surveillants, infirmiers non diplômés, techniciens, infirmiers diplômés et agents préposés au transfèrement des détenus par voiture cellulaire.

- 1 képi de drap;
- 1 vareuse de drap;
- 1 vareuse d'été;
- 1 burnous;
- 1 pantalon de drap;
- 1 pantalon d'été;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants blancs;
- 1 paire de gants d'hivers;
- 1 écharpe en laine;
- 3 chemises en toile bleue;
- 2 caleçons (longs ou courts, au choix);
- 3 paires de chaussettes de laine;
- 2 paires de chaussures;
- 3 cols de toile bleue;
- 1 col de toile blanche;
- 2 cravates noires;
- 1 protège-képi;
- 2 blouses blanches (pour les infirmiers diplômés et non diplômés);
- 2 vêtements de travail (pour les techniciens).

b) Les chauffeurs de voiture particulière, chauffeurs de camion et mécaniciens.

- 1 képi de drap;
- 1 képi d'été;
- 1 vareuse de drap;
- 1 vareuse d'été;
- 1 canadienne;
- 1 pantalon de drap;
- 1 pantalon d'été;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants blancs;
- 1 paire de gants d'hiver;
- 1 écharpe en laine;
- 3 chemises en toile grise;
- 2 caleçons (longs ou courts, au choix);
- 3 paires de chaussettes de laine;
- 2 paires de chaussures;
- 3 cols de toile grise;
- 1 col de toile blanche;
- 2 cravates noires;
- 1 protège-képi;
- 1 vêtement de travail (pour les chauffeurs d'autos);
- 2 vêtements de travail (pour les mécaniciens).

c) Les surveillantes laïques et infirmières.

- 1 béret de drap;
- 1 tailleur de drap;
- 1 robe;
- 1 manteau;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants blancs;
- 1 paire de gants d'hiver;
- 1 écharpe en laine;
- 3 chemisiers de toile bleue;
- 3 paires de bas en nylon;
- 2 paires de chaussures;
- 2 cravates noires;
- 2 blouses blanches (pour les infirmières).

Art. 2. Bij hun indiensttreden ontvangen de personeelsleden :

a) De hoofdopvoeders, de hoofdbewaarders, de opvoeders, de bewaarders, de niet-gediplomeerde ziekenverplegers, de technici, de gediplomeerde ziekenverplegers en de personeelsleden, aangesteld om de gedetineerden per celwagen over te brengen.

- 1 laken képi;
- 1 laken vareuze;
- 1 zomervareuze;
- 1 burnoe;
- 1 laken broek;
- 1 zomerbroek;
- 1 regenjas;
- 1 paar witte handschoenen;
- 1 paar winterhandschoenen;
- 1 wollen sjerp;
- 3 hemden in blauw lijnwaad;
- 2 onderbroeken (lange of korte, naar keuze);
- 3 paar wollen sokken;
- 2 paar schoenen;
- 3 boordjes in blauw lijnwaad;
- 1 boordje in wit lijnwaad;
- 2 zwarte dassen;
- 1 kepibeschermer;
- 2 witte kielen (voor gediplomeerde en niet-gediplomeerde ziekenverplegers);
- 2 werkpakken (voor de technici).

b) De personenautobestuurders, de vrachtwagenbestuurders en de mekaniekers.

- 1 laken kepi;
- 1 zomerkepi;
- 1 laken vareuze;
- 1 zomervareuze;
- 1 canadienne;
- 1 laken broek;
- 1 zomerbroek;
- 1 regenjas;
- 1 paar witte handschoenen;
- 1 paar winterhandschoenen;
- 1 wollen sjerp;
- 3 hemden in grijs lijnwaad;
- 2 onderbroeken (lange of korte, naar keuze);
- 3 paar wollen sokken;
- 2 paar schoenen;
- 3 boordjes in grijs lijnwaad;
- 1 boordje in wit lijnwaad;
- 2 zwarte dassen;
- 1 kepibeschermer;
- 1 werkpak (voor de personenautobestuurders);
- 2 werkpakken (voor de mekaniekers).

c) De leke bewaardsters en de ziekenverpleegsters.

- 1 laken baret;
- 1 laken mantelpak;
- 1 japon;
- 1 mantel;
- 1 regenjas;
- 1 paar witte handschoenen;
- 1 paar winterhandschoenen;
- 1 wollen sjerp;
- 3 hemdbloezen in blauw lijnwaad;
- 3 paar nylonkousen;
- 2 paar schoenen;
- 2 zwarte dassen;
- 2 witte kielen (voor de ziekenverpleegsters).

Art. 3. En cas de promotion, les membres du personnel reçoivent immédiatement les insignes attachés à leurs fonctions.

Art. 4. Tous les objets sont marqués du numéro de la personne intéressée. La date à laquelle la mise en usage des effets prend cours est indiquée sous ce numéro.

Art. 5. Durée du trousseau. Propriété.

Les effets d'habillement mentionnés à l'article 1^{er} sont renouvelés comme suit :

1^o pour les catégories d'agents mentionnées au littéra a :

le képi : tous les ans;
la vareuse de drap : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
la vareuse d'été : tous les deux ans;
le burnous : tous les six ans;
le pantalon de drap : tous les ans;
le pantalon d'été : tous les deux ans;
l'imperméable : tous les six ans;
les gants blancs : tous les deux ans;
les gants d'hivers : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
l'écharpe en laine : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
les chemises : trois la seconde année; deux à partir de la troisième année;
les caleçons (longs ou courts, au choix) : deux tous les ans;
les chaussettes : trois paires tous les ans;
les chaussures : une paire tous les ans à partir de la seconde année;
les cols de toile bleue : trois tous les ans;
le col de toile blanche : un tous les ans;
les cravates noires : deux tous les ans;
le protège-képi : un tous les quatre ans;
les blouses blanches (infirmiers) : deux tous les ans;
les vêtements de travail (techniciens) : deux tous les ans :

2^o pour les catégories d'agents mentionnées au littéra b :

le képi de drap : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
le képi d'été : tous les deux ans;
la vareuse de drap : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
la vareuse d'été : tous les deux ans;
la canadienne : tous les quatre ans;
le pantalon de drap : tous les ans;
le pantalon d'été : tous les deux ans;
l'imperméable : tous les six ans;
les gants blancs : tous les deux ans;
les gants d'hivers : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
l'écharpe en laine : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
les chemises : trois la seconde année; deux à partir de la troisième année;
les caleçons (longs ou courts, au choix) : deux tous les ans;
les chaussettes : trois paires tous les ans;
les chaussures : une paire tous les ans à partir de la seconde année;
les cols de toile grise : trois tous les ans;
le col de toile blanche : un tous les ans;
les cravates noires : deux tous les ans;
le protège-képi : un tous les quatre ans;
le vêtement de travail (chauffeurs) : tous les deux ans;
les vêtements de travail (mécaniciens) : deux tous les ans.

Art. 3. In geval van bevordering ontvangen de personeelsleden onmiddellijk de aan hun ambt verbonden insignes.

Art. 4. Al de voorwerpen worden gemerkt met het nummer van de betrokken persoon. De datum, waarop de kledingstukken in gebruik worden genomen, wordt onder dit nummer aangebracht.

Art. 5. Duur van de uitzet. Eigendom.

De onder artikel 1 vermelde kledingstukken worden als volgt vernieuwd :

1° voor de categorieën van personeelsleden vermeld onder littera *a* :

de kepi : ieder jaar;
 de laken vareuze : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar om de twee jaar;
 de zomervareuze : om de twee jaar;
 de burnoe : om de zes jaar;
 de laken broek : ieder jaar;
 de zomerbroek : om de twee jaar;
 de regenjas : om de zes jaar;
 de witte handschoenen : om de twee jaar;
 de winterhandschoenen : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
 de wollen sjerp : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
 de hemden : drie het tweede jaar; twee te rekenen van het derde jaar;
 de onderbroeken (lange of korte, naar keuze) : twee ieder jaar;
 de sokken : drie paar ieder jaar;
 de schoenen : een paar ieder jaar, te rekenen van het tweede jaar;
 de boordjes in blauw lijnwaad : drie ieder jaar;
 het boordje in wit lijnwaad : een ieder jaar;
 de zwarte dassen : twee ieder jaar;
 de kepibeschermer : een om de vier jaar;
 de witte kiel (verplegers) : twee ieder jaar;
 de werkkleren (technici) : twee ieder jaar.

2° voor de categorieën van personeelsleden, vermeld onder littera *b* :

de laken kepi : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
 de zomerkepi : om de twee jaar;
 de laken vareuze : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar om de twee jaar;
 de zomervareuze : om de twee jaar;
 de canadienne : om de vier jaar;
 de laken broek : ieder jaar;
 de zomerbroek : om de twee jaar;
 de regenjas : om de zes jaar;
 de witte handschoenen : om de twee jaar;
 de winterhandschoenen : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
 de wollen sjerp : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar om de twee jaar;
 de hemden : drie het tweede jaar; twee te rekenen van het derde jaar;
 de onderbroeken (lange of korte, naar keuze) : twee ieder jaar;
 de sokken : drie paar ieder jaar;
 de schoenen : een paar ieder jaar, te rekenen van het tweede jaar;
 de boordjes in grijs lijnwaad : drie ieder jaar;
 het boordje in wit lijnwaad : een ieder jaar;
 de zwarte dassen : twee ieder jaar;
 de kepibeschermer : een om de vier jaar;
 het werkpak (autobestuurders) : om de twee jaar;
 de werkkleren (mekanikers) : twee ieder jaar.

3° pour les catégories d'agents mentionnés au littéra c :

le béret de drap : un tous les ans;
 le tailleur de drap : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
 la robe : une tous les ans;
 le manteau : tous les six ans;
 l'imperméable : tous les six ans;
 les gants blancs : tous les deux ans;
 les gants d'hiver : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
 l'écharpe en laine : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
 les chemisiers : trois la seconde année; deux à partir de la troisième année;
 les bas : trois paires tous les ans;
 les chaussures : une paire tous les ans, à partir de la seconde année;
 les cravates noires : deux tous les ans;
 les blouses blanches (infirmières) : deux tous les ans.

Art. 6. Après le premier renouvellement, les membres du personnel sont obligés de maintenir leur trousseau au complet tel qu'il est déterminé à l'article 1^{er}. Les objets qui excèdent le nombre prescrit deviennent la propriété de l'intéressé.

Art. 7. Le terme de durée du trousseau d'habillement prend cours le 1^{er} juillet ou le 1^{er} janvier, selon que l'intéressé est entré en fonctions dans le courant du premier ou du second semestre.

Art. 8. Responsabilité. Entretien du trousseau. Dégradations.

a) Les membres du personnel sont responsables de leur trousseau; ils doivent l'entretenir en bon état et le faire réparer, le cas échéant, à leurs frais.

b) Les objets dégradés ou détériorés avant terme, égarés ou non représentés, sont remplacés d'office, par ordre de la direction, savoir :

1° Aux frais de l'intéressé, lorsque les dégradations ou détériorations sont le fait de sa négligence;

2° Aux frais de l'administration, lorsqu'il est constaté que les dégradations ou détériorations sont le résultat de causes exceptionnelles et indépendantes de la volonté de l'agent en cause;

c) Les retenues à opérer sur le traitement dans le cas prévu au 1° du § b ci-dessus, ne pourront dépasser le taux de 10 %.

Art. 9. Sortie.

Les membres du personnel cessant leurs fonctions sont tenus de conserver leurs effets d'uniforme dont le terme de durée n'est pas atteint et d'en payer la valeur, calculée au prorata du temps pendant lequel ils devaient encore servir.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables en cas de cessation de fonctions par suite de mise en disponibilité, d'admission à la retraite ou de décès. En cas de disparition des intéressés, leurs ayants droit doivent rembourser la valeur des effets emportés, cette valeur étant calculée d'après le terme de durée non accompli.

Les effets ne seront plus délivrés aux membres du personnel l'année de leur admission à la retraite.

Art. 10. Commandes. Fournitures.

Les objets d'habillement nécessaires au personnel sont commandés par l'administration centrale. A cet effet, les directeurs adresseront à l'administration centrale, le 1^{er} décembre, les états n° 20 pour les effets dont le terme de durée prend cours le 1^{er} juillet de l'année suivante, et le 1^{er} juin, les états n° 20 pour les effets dont le terme de durée prend cours le 1^{er} janvier de l'année suivante. En cas de nécessité lors de l'entrée en fonctions d'agents nouvellement nommés des états n° 20 pourront également être envoyés en dehors de ces deux dates.

Le directeur de l'établissement est informé de la suite réservée à l'état n° 20.

Art. 11. Les effets d'habillement sont fournis au prix de revient.

3° voor de categorieën van personeelsleden, vermeld onder littera c :

- de laken baret : een ieder jaar;
- het laken mantelpak : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
- de japon : één ieder jaar;
- de mantel : om de zes jaar;
- de regenjas : om de zes jaar;
- de witte handschoenen : om de twee jaar;
- de winterhandschoenen : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
- de wollen sjerp : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
- de hemdbloezen : drie het tweede jaar; twee te rekenen van het derde jaar;
- de kousen : drie paar ieder jaar;
- de schoenen : een paar ieder jaar, te rekenen van het tweede jaar;
- de zwarte dassen : twee ieder jaar;
- de witte kielen (ziekenverpleegsters) : twee ieder jaar.

Art. 6. Na de eerste vernieuwing zijn de personeelsleden verplicht hun uitzet volledig te houden, zoals hij bij artikel 1 wordt bepaald. De voorwerpen die het voorgeschreven aantal overtreffen, worden eigendom van de betrokkene.

Art. 7. De duur van de kledinguitzet vangt aan op 1 Juli of op 1 Januari, naargelang de betrokkene in dienst is getreden in de loop van het eerste of van het tweede semester.

Art. 8. Verantwoordelijkheid. Onderhoud van de uitzet. Beschadiging.

a) De personeelsleden zijn verantwoordelijk voor hun uitzet; zij moeten hem in goede staat houden en hem in voorkomend geval op hun kosten laten herstellen;

b) De voorwerpen die voor de tijd afgedragen of beschadigd zijn, die zoek geraakt of niet meer voorhanden zijn, worden bij bevel van het bestuur ambtshalve vervangen, in dezer voege :

1° Op de kosten van de betrokkene wanneer de beschadigingen of de slijtage te wijten zijn aan zijn slordigheid;

2° Op de kosten van het bestuur, wanneer bevonden wordt dat de beschadigingen of de slijtage het gevolg zijn van uitzonderlijke oorzaken buiten de wil van het betrokken personeelslid;

c) De afhoudingen, die moeten geschieden op de bezoldigingen in het geval dat bij 1° van § 6 van dit artikel wordt bepaald, mogen niet hoger zijn dan 10 %.

Art. 9. Staken van het ambt.

De leden van het personeel die hun ambt staken, zijn er toe gehouden de uniformstukken, waarvan de gebruiksduur niet is beëindigd, te behouden en er de waarde van te betalen; deze wordt berekend naar rato van de tijd gedurende welke zij nog moesten dienen.

Bovenstaande bepalingen zijn niet toepasselijk in geval van staking van het ambt als gevolg van terbeschikkingstelling, van opruststelling of van overlijden. Bij verdwijning van de betrokkenen, moeten hun rechthebbenden de waarde van de meegenomen kledingstukken terugbetalen, deze waarde wordt berekend volgens de nog niet voltrokken gebruiksduur.

De kledingstukken zullen niet meer worden afgeleverd aan de personeelsleden in het jaar van hun opruststelling.

Art. 10. Bestellingen. Leveringen.

De voor het personeel nodige kledingstukken worden door het hoofdbestuur besteld. Te dien einde zenden de bestuurders aan het hoofdbestuur op 1 December de staten n° 20 voor de kledingstukken, waarvan de duur aanvangt op 1 Juli van het volgend jaar, en op 1 Juni de staten n° 20 voor de kledingstukken waarvan de duur aanvangt op 1 Januari van het volgend jaar. Buiten deze twee data kunnen eveneens staten n° 20 worden toegezonden, zo dit nodig mocht blijken bij het indiensttreden van pas benoemde personeelsleden.

De bestuurder van de inrichting wordt op de hoogte gebracht van het gevolg dat aan de staat n° 20 werd gegeven.

Art. 11. De kledingstukken worden tegen de kostprijs geleverd.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1956.

Art. 13. Les arrêtés ministériels des 24 janvier 1951, 10 mai 1951 et 3 mai 1954, relatifs à l'habillement du personnel de l'Administration, sont abrogés.

Le Ministre de la Justice,
A. LILAR.

Le Ministre des Finances,
H. LIEBAERT.

Administration des Etablissements pénitentiaires.
Service du matériel, litt. C., n° 304.

Bruxelles, le 7 novembre 1956.

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 88, § 2, du règlement général des prisons, en date du 30 septembre 1905;

Revu l'arrêté ministériel du 24 janvier 1951 (ouvriers des exploitations agricoles, du service industriel et veilleurs de nuit);

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'accord de M. le Premier Ministre en date du 27 avril 1956;

Arrête :

Article 1^{er}. Le trousseau d'habillement des ouvriers des exploitations agricoles, des ouvriers du service industriel et des veilleurs de nuit comprend les effets mentionnés ci-dessous que ces agents reçoivent aux frais des établissements (budget pour ordre), où ils exercent leurs fonctions :

a) Les ouvriers des exploitations agricoles :

2 képis de drap;
1 burnous;
1 imperméable;
2 paires de gants d'hiver;
2 écharpes en laine;
3 complets de travail comprenant pantalon et veste;
3 salopettes (overall);
3 paires de chaussures;
1 protège-képi.

b) Les ouvriers du service industriel :

2 képis de drap;
1 burnous;
1 imperméable;
2 paires de gants d'hiver;
2 écharpes en laine;
3 salopettes (overall);
3 paires de chaussures;
1 protège-képi.

c) Les veilleurs de nuit :

2 képis de drap;
1 burnous;
1 imperméable;
2 paires de gants d'hiver;
2 écharpes en laine;
3 paires de chaussures;
1 protège-képi.

Art. 12. Dit besluit zal op 1 Januari 1956 in werking treden.

Art. 13. De ministeriële besluiten van 24 Januari 1951, 10 Mei 1951 en 3 Mei 1954, betreffende de kleding van het personeel van het Bestuur der Strafinrichtingen, worden opgeheven.

De Minister van Justitie,
A. LILAR.

De Minister van Financiën,
H. LIEBAERT.

Bestuur der Strafinrichtingen.
Dienst materieel, litt. C., n° 304.

Brussel, 7 November 1956.

De Minister van Justitie,

Gelet op artikel 88, § 2, van het Algemeen Reglement der gevangenen, dd. 30 September 1905;

Herzien het ministerieel besluit van 24 Januari 1951 (werklieden der landbouwbedrijven, van de nijverheidsdienst en nachtwakers);

Gelet op het advies van de Departementale Syndicale Raad van advies;

Gelet op het akkoord van de heer Eerste-Minister dd. 27 April 1956;

Besluit :

Artikel 1. De kledingsuitzet van de werklieden der landbouwbedrijven, de werklieden van de nijverheidsdienst en de nachtwakers bestaat uit de hiernavermelde stukken, welke die personeelsleden ontvangen op de kosten van de inrichtingen (begroting voor orde) waar zij hun ambt uitoefenen :

a) De werklieden van de landbouwbedrijven :

- 2 laken képi's;
- 1 burnoe;
- 1 regenjas;
- 2 paar winterhandschoenen;
- 2 wollen sjerpen;
- 3 werkpakken bestaande uit broek en jas;
- 3 morspakken (overall);
- 3 paar schoenen;
- 1 kepi-beschermer.

b) De werklieden van de nijverheidsdienst :

- 2 laken kepi's;
- 1 burnoe;
- 1 regenjas;
- 2 paar winterhandschoenen;
- 2 wollen sjerpen;
- 3 morspakken (overall);
- 3 paar schoenen;
- 1 kepi-beschermer.

c) De nachtwakers :

- 2 laken kepi's;
- 1 burnoe;
- 1 regenjas;
- 2 paar winterhandschoenen;
- 2 wollen sjerpen;
- 3 paar schoenen;
- 1 kepi-beschermer.

Art. 2. A leur entrée en fonctions, les agents reçoivent :

a) Les ouvriers des exploitations agricoles :

- 1 képi de drap;
- 1 burnous;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants d'hiver;
- 1 écharpe en laine;
- 2 complets de travail comprenant pantalon et veste;
- 2 salopettes (overall);
- 2 paires de chaussures;
- 1 protège-képi.

b) Les ouvriers du service industriel :

- 1 képi de drap;
- 1 burnous;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants d'hiver;
- 1 écharpe en laine;
- 2 salopettes (overall);
- 2 paires de chaussures;
- 1 protège-képi.

c) Les veilleurs de nuit :

- 1 képi de drap;
- 1 burnous;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants d'hiver;
- 1 écharpe en laine;
- 2 paires de chaussures;
- 1 protège-képi.

Art. 3. Tous les objets sont marqués du numéro de l'intéressé. La date à laquelle la mise en usage des effets prend cours est indiquée sous ce numéro.

Art. 4. Durée du trousseau. Propriété.

Les effets d'habillement mentionnés à l'article 1^{er} sont renouvelés comme suit :

- le képi : tous les ans;
- le burnous : tous les six ans;
- l'imperméable : tous les trois ans;
- les gants d'hiver : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
- l'écharpe en laine : la seconde année; à partir de la seconde année, tous les deux ans;
- les complets de travail comprenant pantalon et veste : un complet tous les ans, à partir de la seconde année;
- les salopettes pour les ouvriers des exploitations agricoles : une tous les ans à partir de la seconde année;
- les salopettes pour les ouvriers du service industriel : deux tous les ans;
- les chaussures : une paire tous les ans, à partir de la seconde année;
- le protège-képi : un tous les ans.

Art. 5. Après le premier renouvellement, les ouvriers et veilleurs de nuit intéressés sont obligés de maintenir leur trousseau au complet, tel qu'il est déterminé à l'article 1^{er}. Les objets qui excèdent le nombre prescrit deviennent la propriété de l'intéressé.

Art. 6. Le terme de durée du trousseau d'habillement prend cours le 1^{er} juillet ou le 1^{er} janvier, selon que l'agent est entré en fonctions dans le courant du premier ou du second semestre.

Art. 2. Bij hun in dienst treden ontvangen de personeelsleden :

a) De werklieden van de landbouwbedrijven :

- 1 laken kepi;
- 1 burnoe;
- 1 regenjas;
- 1 paar winterhandschoenen;
- 1 wollen sjerp;
- 2 werkpakken, bestaande uit broek en jas;
- 2 morspakken (overall);
- 2 paar schoenen;
- 1 kepi-beschermer.

b) De werklieden van de nijverheidsdienst :

- 1 laken kepi;
- 1 burnoe;
- 1 regenjas;
- 1 paar winterhandschoenen;
- 1 wollen sjerp;
- 2 morspakken (overall);
- 2 paar schoenen;
- 1 kepi-beschermer.

c) De nachtwakers :

- 1 laken kepi;
- 1 burnoe;
- 1 regenjas;
- 1 paar winterhandschoenen;
- 1 wollen sjerp;
- 2 paar schoenen;
- 1 kepi-beschermer.

Art. 3. Al de voorwerpen worden gemerkt met het nummer van betrokkene. De datum waarop de stukken in gebruik worden genomen, wordt onder dit nummer aangebracht.

Art. 4. Duur van de uitzet. Eigendom.

De onder artikel 1 vermelde kledingstukken worden als volgt vernieuwd :

- de kepi : ieder jaar;
- de burnoe : om de zes jaar;
- de regenjas : om de drie jaar;
- de winterhandschoenen : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
- de wollen sjerp : het tweede jaar; vanaf het tweede jaar, om de twee jaar;
- de werkpakken, bestaande uit broek en jas : een werkpak ieder jaar te rekenen van het tweede jaar;
- de morspakken voor de werklieden van de landbouwbedrijven : een ieder jaar te rekenen van het tweede jaar;
- de morspakken voor de werklieden van de nijverheidsdienst : twee ieder jaar;
- de schoenen : een paar ieder jaar te rekenen van het tweede jaar;
- de kepi-beschermer : een ieder jaar.

Art. 5. Na de eerste vernieuwing zijn de betrokken werklieden en nachtwakers verplicht hun uitzet volledig te houden, zoals hij bij artikel 1 wordt bepaald. De voorwerpen die het voorgeschreven aantal overtreffen, worden eigendom van de betrokkene.

Art. 6. De duur van de kledingsuitzet vangt aan op de 1^e Juli of op 1 Januari, naargelang het personeelslid in dienst is getreden in de loop van het eerste of van het tweede semester.

Art. 7. Responsabilité. Entretien du trousseau. Dégradations.

a) Les agents sont responsables de leur trousseau; ils doivent l'entretenir en bon état et le faire réparer, le cas échéant, à leurs frais;

b) Les objets dégradés ou détériorés avant terme, égarés ou non représentés, sont remplacés d'office par ordre de la direction, à savoir :

1° Aux frais de l'intéressé, lorsque les dégradations ou détériorations sont le fait de sa négligence;

2° Aux frais de l'établissement, lorsqu'il est constaté que les dégradations ou détériorations sont le résultat de causes exceptionnelles et indépendantes de la volonté de l'agent en cause;

c) Les retenues à opérer sur les rémunérations dans le cas prévu au 1° du § b ci-dessus, ne pourront dépasser le taux de 10 %.

Art. 8. Sortie.

Les ouvriers ou veilleurs de nuit cessant leurs fonctions sont tenus de conserver leurs effets dont le terme de durée n'est pas atteint et d'en payer la valeur, calculée au prorata du temps pendant lequel ils devaient encore servir.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables en cas de cessation de fonctions par suite de mise en disponibilité, d'admission à la retraite ou de décès. En cas de disparition des agents, leurs ayants cause doivent rembourser la valeur des effets emportés, cette valeur étant calculée d'après le terme de durée non accompli. Les effets ne seront plus délivrés aux agents l'année de leur admission à la retraite.

Art. 9. Les objets d'habillement nécessaires aux ouvriers et aux veilleurs de nuit sont commandés par l'Administration centrale. A cet effet, les directeurs adresseront à l'Administration centrale, le 1^{er} décembre, les états n° 20 pour les effets dont le terme de durée prend cours le 1^{er} juillet de l'année suivante, et le 1^{er} juin, les états n° 20 pour les effets dont le terme de durée prend cours le 1^{er} janvier de l'année suivante. En cas de nécessité lors de l'entrée en fonctions d'agents nouvellement recrutés, des états n° 20 pourront également être envoyés en dehors de ces deux dates.

Le directeur de l'établissement est informé de la suite réservée à l'état n° 20.

Art. 10. Les effets d'habillement sont fournis au prix de revient.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1956.

Art. 12. L'arrêté ministériel du 24 janvier 1951, relatif à l'habillement des ouvriers des exploitations agricoles, des ouvriers du service industriel et des veilleurs de nuit, est abrogé.

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

Le Ministre des Finances,

H. LIEBAERT.

Art. 7. Verantwoordelijkheid. Onderhoud van de uitzet. Beschadiging.

a) De personeelsleden zijn verantwoordelijk voor hun uitzet : zij moeten hem in goede staat houden en hem in voorkomend geval op hun kosten laten herstellen;

b) De voorwerpen die vóór de tijd afgedragen of beschadigd zijn, die zoek geraakt of niet meer voorhanden zijn, worden bij bevel van het bestuur ambts-halve vervangen, in dezer voege :

1° Op de kosten van de betrokkene, wanneer de beschadigingen of de slijtage te wijten zijn aan zijn slordigheid;

2° Op de kosten van de inrichting, wanneer bevonden wordt dat de beschadigingen of de slijtage het gevolg zijn van uitzonderlijke oorzaken buiten de wil van het betrokken personeelslid.

c) De afhoudingen, die moeten geschieden op de bezoldigingen in het geval, dat bij 1° van § b van dit artikel wordt bepaald, mogen niet hoger zijn dan 10 %.

Art. 8. Staken van het ambt.

De werklieden of nachtwakers die hun ambt staken, zijn er toe gehouden de kledingstukken, waarvan de gebruiksduur niet is beëindigd, te behouden en er de waarde van te betalen; deze wordt berekend naar rato van de tijd gedurende welke zij nog moesten dienen.

Bovenstaande bepalingen zijn niet toepasselijk in geval van staken van het ambt als gevolg van terbeschikkingstelling, van opruststelling of van overlijden. Bij verdwijning van de personeelsleden moeten hun rechthebbenden de waarde van de meegenomen kledingstukken terugbetalen; deze waarde wordt berekend volgens de nog niet voltrokken gebruiksduur. De kledingstukken zullen niet meer worden afgeleverd aan de personeelsleden in het jaar van hun opruststelling.

Art. 9. De voor de werklieden en nachtwakers nodige kledingstukken worden door het hoofdbestuur besteld. Te dien einde zenden de bestuurders aan het hoofdbestuur op 1 December de staten n° 20, voor de kledingstukken waarvan de duur aanvangt op 1 Juli van het volgend jaar, en op 1 Juni de staten n° 20 voor de kledingstukken waarvan de duur aanvangt op 1 Januari van het volgend jaar. Ruiten deze twee data kunnen eveneens staten n° 20 worden toegezonden, zo dit nodig mocht blijken bij het in dienst treden van pas aangeworven personeelsleden.

De bestuurder van de inrichting wordt op de hoogte gebracht van het gevolg dat aan de staat n° 20 werd gegeven.

Art. 10. De kledingstukken worden tegen de kostprijs geleverd.

Art. 11. Dit besluit treedt op 1 Januari 1956 in werking.

Art. 12. Het ministerieel besluit van 24 Januari 1951 betreffende de kleding van de werklieden der landbouwbedrijven, de werklieden van de nijverheidsdienst en de nachtwakers, wordt opgeheven.

De Minister van Justitie,
A. LILAR.

De Minister van Financiën,
H. LIEBAERT.

SUCCESSIONS VACANTES. — REQUÊTE EN DÉSIGNATION D'UN CURATEUR.
COMMUNICATION A L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

Adm. de la législation, 2^e section, litt. L., n° 2943.

Bruxelles, le 3 décembre 1956.

A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.

Monsieur le Procureur général,

Par ma circulaire n° 4656 du 28 février 1923 qui se référait aux circulaires précédentes du 11 mai 1888 et du 14 mars 1922, j'ai eu l'occasion de préciser deux notions voisines mais bien distinctes, à savoir les successions en déshérence et les successions vacantes. L'objet de la présente circulaire ne concerne que les successions vacantes régies par les articles 811 à 814 du Code civil.

M. le Ministre des Finances me signale qu'il serait souhaitable que l'Etat soit avisé de toute introduction de requête en désignation de curateur à succession vacante afin de pouvoir se prononcer sur l'opportunité d'une demande d'envoi en possession.

De cette manière également, l'Administration de l'enregistrement et des domaines aurait rapidement connaissance de l'existence de successions qui sans cela pourraient échapper aux investigations de ses agents.

Dans le but de satisfaire à ce vœu, je vous prie de vouloir bien inviter MM. les procureurs du Roi de votre ressort à communiquer à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines du domicile du défunt une copie de toute requête en nomination d'un curateur à succession vacante, qu'elle émane du parquet ou d'un particulier.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines disposera, à dater de l'envoi de ce document, d'un délai d'un mois pour faire connaître au parquet si elle envisage ou non de demander l'envoi en possession.

A l'expiration de ce délai, le procureur du Roi pourra transmettre la requête au tribunal même en l'absence de réponse de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Toutefois, dans les cas d'urgence et de nécessité laissés à l'appréciation du procureur du Roi, par exemple lorsque des mesures s'avèrent nécessaires pour assurer la conservation de l'héritage, le procureur du Roi se limitera à l'envoi de la copie de la requête à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et transmettra cette requête au tribunal au moment qu'il juge opportun.

Le Ministre,

A. LILAR.

FOUILLE DES DÉTENUS A CONDUIRE AU PALAIS DE JUSTICE.

Bureau d'étude, litt. R., n° V.

Bruxelles, le 13 décembre 1956.

A MM. les directeurs des Etablissements pénitentiaires.

Je vous prie de rappeler au personnel de surveillance de l'établissement sous votre direction que les détenus extraits pour être conduits au Palais de Justice doivent être visités minutieusement tant à leur départ qu'à leur rentrée.

ONBEHEERDE NALATENSCHAPPEN.
INDIENING VAN EEN VERZOEK TOT AANSTELLING VAN EEN CURATOR.
KENNISGEVING AAN HET BESTUUR DER REGISTRATIE EN DOMEINEN.

Bestuur der wetgeving, 2° sectie. litt. L., n° 2943.
Brussel, de 3 December 1956.

De heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Mijnheer de Procureur-Generaal,

Bij mijn omzendbrief n° 4656 van 28 Februari 1923 die naar de voorgaande omzendbrieven van 11 Mei 1888 en van 14 Maart 1922 verwees, heb ik de gelegenheid gehad twee verwante doch wel onderscheiden begrippen, namelijk de erfloze nalatenschappen en de onbeheerde nalatenschappen, nader te bepalen. Onderhavige omzendbrief betreft enkel de onbeheerde nalatenschappen die door de artikelen 811 tot 814 van het Burgerlijk Wetboek worden beheerst.

De heer Minister van Financiën brengt mij ter kennis dat het wenselijk ware aan de Staat bericht te geven van iedere indiening van een verzoek tot aanstelling van een curator over een onbeheerde nalatenschap, op dat hij zich zou kunnen uitspreken over de gepastheid van een aanvraag tot inbezitstelling.

Zodoende zou ook het Bestuur der Registratie en Domeinen spoedig kennis hebben van het bestaan van nalatenschappen die, anders, aan de navorsingen van zijn beambten zouden kunnen ontsnappen.

Met het doel aan die wens gevolg te geven, verzoek ik u de heren procureurs des Konings van uw rechtsgebied uit te nodigen aan het Bestuur der Registratie en Domeinen van de woonplaats van de overledene een afschrift over te maken van ieder verzoek tot benoeming van een curator over een onbeheerde nalatenschap, om het even of het van het parket of van een particulier uitgaat.

Te rekenen van de toezending van dit bescheid zal het Bestuur der Registratie en Domeinen beschikken over een termijn van één maand om aan het parket te laten weten of het al dan niet overweegt de inbezitstelling aan te vragen.

Bij het verstrijken van die termijn, zal de procureur des Konings het verzoek aan de rechtbank kunnen overmaken zelf als het Bestuur der Registratie en Domeinen niet geantwoord heeft. Evenwel, in de dringende en noodzakelijke gevallen, waarvan de beoordeling aan de procureur des Konings wordt overgelaten, bij voorbeeld als het noodzakelijk blijkt maatregelen te treffen om de bewaring van de erfenis te verzekeren, zal de procureur des Konings zich erbij beperken het afschrift van het verzoek aan het Bestuur der Registratie en Domeinen te zenden en zal hij dit verzoek aan de rechtbank overmaken op het tijdstip dat hij gepast acht.

De Minister,
A. LILAR.

FOUILLEREN VAN DE GEDEFINEERDEN
DIE NAAR HET GERECHTSHOF MOETEN GEBRACHT WORDEN.

Studiebureau, litt. R., n° V.
Brussel, de 13 December 1956.

Mijnheer de Bestuurder,

Ik verzoek u het bewaarderspersoneel van de door u bestuurde inrichting er aan te herinneren dat de gedefineerden die buiten de inrichting gebracht worden om naar het Gerechtshof te worden geleid, grondig aan den lijve moeten onderzocht worden, zowel bij hun vertrek als bij hun terugkeer.

13-18 décembre 1956.

Il y a lieu de veiller notamment à ce qu'ils ne soient pas en possession de tabac, cigarettes, allumettes, etc.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
J. DUPRÉEL.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'EXERCICE 1957.

Office de la Protection de l'Enfance.
Services administratifs. Comptabilité, n° 101 A 24. 1 annexe.

Bruxelles, le 18 décembre 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

J'ai l'honneur de vous informer que des modifications doivent être apportées à ma dépêche du 3 décembre 1956, Office de la Protection de l'Enfance, Services Administratifs, Service Economique, n° 172/57, et relative au Budget des Voies et Moyens de l'Etat pour l'exercice 1957.

Je vous prie de vouloir bien remplacer cette dépêche par la présente.

Les articles du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1957 pouvant intéresser les établissements dépendant de l'Office de la Protection de l'Enfance sont indiqués et commentés au tableau ci-joint.

Je vous saurais gré de vouloir bien inviter le comptable des deniers de votre établissement à suivre les imputations budgétaires prévues à ce tableau.

En ce qui concerne les versements à opérer par le comptable, à partir du 1^{er} janvier 1957, au profit du Trésor (compte de chèques postaux n° 120 du « Ministère des Finances, Trésorerie, Recettes à Bruxelles »), le comptable devra mentionner sur le coupon de l'ordre de virement ou du bulletin de versement (coupon destiné au Ministère des Finances) :

1° le numéro de l'article du Budget des Voies et Moyens sur lequel la somme versé au Trésor doit être imputée;

2° le libellé de cet article;

3° la nature (le motif) du versement.

En outre, le comptable devra spécifier sur le coupon que le récépissé à délivrer par le Ministère des Finances, Trésorerie, devra être envoyé à l'établissement qui a opéré le versement.

Lors de la réception du récépissé de versement établi par le Ministère des Finances, le comptable vérifiera si le numéro de l'article du Budget des Voies et Moyens indiqué sur ce document correspond bien à celui inscrit sur le coupon de l'ordre de virement ou du bulletin de versement. En cas de discordance, le récépissé de versement devra être communiqué à mon Département, Office de la Protection de l'Enfance, Comptabilité, qui fera apporter la modification nécessaire par le Ministère des Finances et renverra ensuite à l'établissement le récépissé dûment rectifié.

Pour le Ministre :
Le Directeur,
R. PETIT.

Er dient onder meer over gewaakt dat zij niet in het bezit zijn van tabak, sigaretten, lucifers, enz.

De Directeur-Generaal,
Voor de Minister :
J. DUPRÉEL.

RIJKSMIDDELBEGROTING VOOR HET DIENSTJAAR 1957.

Dienst voor Kinderbescherming.
Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n° 101 A 24. 1 bijlage.

Brussel, 18 December 1956.

*Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedings-
gestichten.*

Ik heb de eer u ter kennis te brengen dat mijn dienstbrief van 3 December 1956, Dienst voor Kinderbescherming, Administratieve Diensten, Economische Dienst, n° 172/57, betreffende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1957, dient gewijzigd te worden.

Ik verzoek u bedoelde dienstbrief door onderhavige te vervangen.

De artikelen van de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1957 die van belang kunnen zijn voor de van de Dienst voor Kinderbescherming afhangelende inrichtingen zijn in bijgaande tabel aangeduid en nader omschreven.

Ik zou u dank weten wildet gij de rekenplichtige der gelden van uw inrichting verzoeken de in die tabel opgegeven begrotingsaanwijzingen te volgen.

Wat de stortingen betreft welke de rekenplichtige met ingang van 1 Januari 1957 moet doen ten voordele van 's Lands kas (postrekening n° 120 « Ministerie van Financiën, Thesaurie, Ontvangsten, te Brussel »), dient op de strook van de overschrijvingsorder of van het stortingsformulier (strook bestemd voor het Ministerie van Financiën) vermeld :

1° het nummer van het artikel der Rijksmiddelenbegroting waarop de in 's Lands kas gestorte som moet worden aangerekend;

2° de tekst van dit artikel;

3° de aard (de reden) van de storting.

Bovendien moet de rekenplichtige op de strook vermelden dat het door het Ministerie van Financiën af te leveren ontvangstbewijs moet teruggestuurd worden aan de inrichting die de storting heeft gedaan.

Bij de ontvangst van het door het Ministerie van Financiën opgesteld ontvangstbewijs van storting, dient de rekenplichtige na te gaan of het op dit document vermeld artikel der Rijksmiddelenbegroting wel overeenstemt met het nummer dat voorkomt op de strook van de overschrijvingsorder of van het stortingsformulier. Indien er geen overeenstemming is, dient het ontvangstbewijs van storting overgemaakt aan mijn Departement, Dienst voor Kinderbescherming, Comptabiliteit, dat de nodige wijziging door het Ministerie van Financiën zal doen aanbrengen en vervolgens het behoorlijk verbeterd ontvangstbewijs naar de inrichting zal terugzenden.

Voor de Minister :

De Directeur,
R. PETIT.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Office de la Protection de l'Enfance

Comptabilité

Tableau relatif au budget des voies et moyens pour l'exercice 1957.

Nature des versements effectués au profit du Trésor.	Numéro de l'article du Budget des Voies et Moyens.	Libellé de l'article
Bénéfices réalisés par la ferme-école de l'Etat à Mol.	204/3	Produits du Ministère de la Justice. Bénéfices réalisés par les fermes autonomes.
Reversement au Trésor du reliquat des avances de fonds (lors de la clôture de l'exercice).	302/1	Produits de la Trésorerie. Versement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds.
Remboursement au Trésor de traite- ments, pensions, salaires, etc., liqui- dés indûment.	302/ 5	Produits de la Trésorerie. Remboursem. de traitements, pensions, salaires, etc., liquidés indûment.
Allocations familiales payées par les caisses de compensation, les caisses mutuelles, etc., aux Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.	407	Produits du Ministère de la Justice. Allocations familiales et recettes diverses des Eta- blissements d'Observation et d'Education de l'Etat.
Produit de la vente d'objets fabriqués dans les ateliers des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.	407	(Comme ci-dessus).
Indemnités versées par les élèves de ces établissements à la suite de détériorations commises par eux aux biens de l'Etat.	407	(Comme ci-dessus).
Bénéfice réalisé par la cantine des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.	407	(Comme ci-dessus).
Sommes prélevées, au profit de l'Etat, sur les rémunérations dont béné- ficient les mineurs occupés au tra- vail par des tiers.	407	(Comme ci-dessus).
Recettes provenant du paiement, par les membres du personnel des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat, du prix des repas qui leur sont servis.	407	(Comme ci-dessus).
Recettes accidentelles, faites par les comptables (produits autres que ceux énumérés ci-dessus).	404/51	Produits de la Trésorerie. Recettes diverses et acciden- telles de la Trésorerie.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Dienst voor Kinderbescherming

Comptabiliteit

Tabel betreffende de rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1957.

Aard der stortingen ten voordele van 's Lands kas	Nummer van het artikel der Rijksmiddelenbegroting.	Tekst van het artikel
Winst gemaakt door de Rijksschoolhoeve te Mol.	204/3	Opbrengsten van het Ministerie van Justitie. Winsten gemaakt door de zelfstandige boerderijen.
Terugstorting in 's Lands kas van het saldo der geldvoorschotten (bij de afsluiting van het dienstjaar)	302/1	Opbrengsten van de Thesaurie. Storting aan de Schatkist van niet aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van voorschotten.
Terugbetaling aan 's Lands kas van ten onrechte uitgekeerde wedden, pensioenen, salarissen, enz.	302/ 5	Opbrengsten van de Thesaurie. Terugbetaling van wedden, pensioenen, salarissen, enz., ten onrechte uitgekeerd.
Kinderbijslag door de compensatiekassen, de onderlinge kassen, enz., uitbetaald aan de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.	407	Opbrengsten van het Ministerie van Justitie. Kinderbijslag en diverse ontvangsten van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.
Opbrengst van de verkoop van in de werkplaatsen van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten vervaardigde voorwerpen.	407	(Zoals hiervoren).
Schadevergoeding betaald door de in deze gestichten verpleegde minderjarigen voor de door hen aan de goederen van de Staat aangerichte schade.	407	(Zoals hiervoren).
Winst gemaakt door de kantine der Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.	407	(Zoals hiervoren).
Bedragen ten voordele van de Staat afgenomen van de bezoldigingen uitbetaald aan de bij derden te werk gestelde minderjarigen.	407	(Zoals hiervoren).
Ontvangsten voortvloeiend uit de betaling door de personeelsleden der der Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten, van de prijs van de hun vertrekke maaltijden.	407	(Zoals hiervoren).
Toevallige ontvangsten door de rekenplichtigen (andere opbrengsten dan de hiervoren opgesomde).	404/51	Opbrengsten van de Thesaurie. Diverse en toevallige ontvangsten van de Thesaurie.

MEMBRES DE LA POLICE JUDICIAIRE. — DÉPLACEMENTS EN 1^{re} CLASSE.

Services généraux. — Frais de justice. Art. 60, n° 558.

Bruxelles, le 18 décembre 1956.

*A. M. l'Auditeur général, Palais de justice, Bruxelles.**A MM. les Procureurs généraux près les Cours d'appel.*

En vertu de l'arrêté royal du 16 février 1953, les membres de la police judiciaire dont le traitement appartient aux groupes barémiques E, F et G sont autorisés, pour leur déplacements en matière administrative, à voyager en deuxième classe, devenue la première depuis le 3 juin 1956, date de la suppression de la 3^e classe.

Une différence de régime ne pouvant se justifier suivant qu'il s'agit d'une mission administrative ou d'une mission judiciaire, les membres de la police judiciaire dont le traitement est rangé dans un des groupes barémiques précités sont autorisés à effectuer tous leurs déplacements en première classe.

En conséquence, les dispositions de ma circulaire du 7 juin 1929, Sûreté publique, 4^e section, P.J.44, sont abrogées en ce qui concerne le même objet.

Vous êtes autorisé à taxer sur la base de la deuxième classe et, à partir du 3 juin 1956, de la première classe, les états actuellement en suspens pour autant que la date des déplacements soit ultérieure à celle à partir de laquelle les intéressés pouvaient se déplacer dans les classes susdites en matière administrative.

Il est évident qu'en aucun cas, le taux de la taxe ne peut dépasser en cette matière celui de la dépense réellement effectuée et que la classe supérieure ne peut donc être prise comme base que si elle a été réellement utilisée.

Le Ministre,

LILAR.

VICAIRE. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (1).

Adm. C.D.L.F., 1^{er} sect., n° 12548.

18 décembre 1956. — Un arrêté royal :

1° supprime le traitement à charge de l'Etat attaché par arrêté royal du 28 mars 1837 à la place de vicaire près la paroisse-succursale de Baisy-Thy;

2° attache un traitement à charge de l'Etat à la troisième place de vicaire près la paroisse Notre-Dame, à Aarschot.

CRÉATION D'UN NOUVEAU COMPTE AU LIVRE DE MAGASIN,
DANS LES ÉTABLISSEMENTS DISPOSANT DE VÉHICULES AUTOMOBILES.

Office de la Protection de l'Enfance.

Services administratifs. Comptabilité, n° 101 A 5.

Bruxelles, le 19 décembre 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Certains Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat disposent de véhicules automobiles pour le transport de marchandises et de personnes.

L'emploi de ces véhicules entraîne la consommation de carburants et nécessite l'achat de pièces de rechange, etc. Ces matières et objets sont pris en charge dans la comptabilité des matières.

(1) *Moniteur belge*, 10 janvier 1957, n° 10.

LEDEN VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE. — VERPLAATSINGEN IN 1^e KLASSE.

Algemene Diensten. — Gerechtskosten. Art. 66, n^o 558.
Brussel, de 18 December 1956.

Aan de heer Auditeur-Generaal, Paleis van Justitie, te Brussel.

Aan de heren Procureurs-Generaal bij de Hoven van beroep.

Krachtens het koninklijk besluit van 16 Februari 1953, mogen de leden van de gerechtelijke politie wier wedde tot de weddeschaalgroepen E, F en G behoort, voor hun verplaatsingen in administratieve zaken in tweede klasse reizen, en sedert 3 Juni 1956, datum van de afschaffing van de derde klasse, in eerste klasse.

Daar het niet te verantwoorden is dat een verschillend regime zou worden toegepast naargelang het gaat om een administratieve of een gerechtelijke opdracht, mogen de leden van de gerechtelijke politie wier wedde tot een van voormelde weddeschaalgroepen behoort, voor al hun verplaatsingen in eerste klasse reizen.

Bijgevolg worden de bepalingen van mijn omzendbrief van 7 Juni 1929, Openbare Veiligheid, 4^e sectie, G.P. 44, opgeheven wat dit punt betreft.

Het is u toegelaten de nog te betalen staten te begroten op basis van de tweede klasse, en, met ingang van 3 Juni 1956, op basis van de eerste klasse, voor zover de verplaatsingen geschieden na de datum vanaf welke betrokkenen voor administratieve zaken in bovenbedoelde klassen mochten reizen.

Het spreekt vanzelf dat het begrote bedrag te dezer zake niet meer mag belopen dan het werkelijk uitgegeven bedrag, en dat de hogere klasse dus slechts als basis mag genomen worden indien de betrokkene er werkelijk gebruik heeft van gemaakt.

De Minister,
LILAR.

ONDERPASTOOR. — WEDDE. — OVERDRACHT (1).

Bestuur E.S.L.S., 1^e sect., n^o 12548.

18 December 1956. — Bij koninklijk besluit, is :

1^o de bij koninklijk besluit van 28 Maart 1837 aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Baisy-Thy op Staatsgelden verbonden wedde afgeschaft;

2^o aan de derde plaats van onderpastoor bij de parochie van Onze-Lieve-Vrouw te Aarschot, een wedde op Staatsgelden verbonden.

OPRICHTING VAN EEN NIEUWE REKENING IN HET MAGAZIJNBOEK,
IN DE GESTICHTEN DIE OVER AUTOVOERTUIGEN BESCHIKKEN.

Dienst voor Kinderbescherming.
Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n^o 101 A 5.

Brussel, de 19 December 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Sommige Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten beschikken over autovoertuigen voor het vervoer van koopwaar en van personen.

Voor die voertuigen dient brandstof verbruikt en dienen reservestukken, enz., aangekocht. Die waren en voorwerpen worden in de comptabiliteit der waren opgenomen.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 10 Januari 1957, n^o 10.

Afin de réaliser l'uniformité dans la tenue des écritures comptables, je vous prie de vouloir bien, à partir de l'année 1957, faire ouvrir dans le Livre de Magasin un nouveau compte, intitulé : « *Matières et objets pour transports automobiles* ».

Ce compte sera réservé *exclusivement* à l'inscription des matières et des objets nécessaires au garage de l'établissement, à savoir :

- les véhicules automobiles eux-mêmes;
- l'outillage;
- les matières de consommation (essence, huile, etc.);
- les pièces de rechange, etc.

Sortiront des écritures du comptable par « Consommation » : les matières nécessaires à l'utilisation et à l'entretien des véhicules, de même que les objets et outils de peu d'importance, sujets à une prompte usure, à un renouvellement fréquent, ou non susceptibles d'être réparés.

Sortiront des écritures du comptable par « Mise en Usage » : les véhicules eux-mêmes, de même que les objets et outils dont la durée d'utilisation est supérieure à un an. Les dits véhicules, objets et outils seront inscrits au Livre-Inventaire du Mobilier.

Pour le Ministre :
Le directeur,
R. PETIT.

APPLICATION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 10 DÉCEMBRE 1956
FIXANT LE MONTANT DE L'ALLOCATION A ACCORDER AUX CHANTRES-ORGANISTES.

Office de la Protection de l'Enfance.
Services administratifs. Comptabilité, n° 101 F 14.

Bruxelles, le 20 décembre 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

L'arrêté royal du 10 décembre 1956 fixe le montant de l'allocation accordée aux chantres-organistes.

Jusqu'à présent, l'allocation à laquelle pouvaient prétendre les membres du personnel et les religieuses chargées du service de chantre-organiste était payée par le Service des Traitements de mon département. Celui-ci en assurait la liquidation sur base d'une indemnité fixée forfaitairement.

Sous le régime de l'arrêté royal du 10 décembre 1956, le montant de l'allocation n'a plus le caractère de fixité; la liquidation s'opérera par vacations.

C'est pourquoi le Service des Traitements cessera de procéder aux opérations de liquidation.

Il s'ensuit que les établissements devront faire liquider par le Service de comptabilité de l'Office de la Protection de l'Enfance les allocations dues à partir du 1^{er} janvier 1957. A cet effet, ils établiront tous les trimestres (le cas échéant, tous les mois) une déclaration de créance n° 166 au profit des personnes — membres du personnel ou non — qui auront effectué des prestations en qualité de chantre-organiste. La déclaration de créance indiquera notamment : le nombre des messes et des saluts chantés pendant le trimestre (le mois) écoulé, le montant de l'allocation prévue par l'arrêté du 10 décembre 1956 et le montant total dû à chaque intéressé. Les déclarations de créance n° 166 seront comprises dans un bordereau n° 170.

*
* *

L'arrêté royal du 10 décembre 1956 sort ses effets le 1^{er} octobre 1956.

Les établissements qui auront fait appel aux services d'un chantre-organiste pendant le quatrième trimestre 1956 (membre du personnel ou religieuse) devront régulariser les cas de la façon suivante :

1° ils détermineront le nombre des messes et des saluts chantés par chaque membre du personnel ou par la religieuse au cours du quatrième trimestre 1956, ainsi que le montant dû à l'intéressé(e) pour ce trimestre, suivant les bases fixées par l'arrêté royal du 10 décembre 1956;

Teneinde in het houden van de comptabele geschriften eenheid tot stand te brengen, verzoek ik u, vanaf het jaar 1957, in het Magazijnboek een nieuwe rekening, genaamd : « *Waren en voorwerpen voor vervoer per auto* » te doen openen.

Die rekening zal *uitsluitend* dienen voor de inschrijving van de waren en de voorwerpen die voor de garage van het gesticht nodig zijn, namelijk :

- de autovoertuigen zelf;
- de werktuigen;
- de verbruikswaaren (benzine, olie, enz.);
- de reservestukken, enz.

Dienen door « Verbruik » in de geschriften van de rekenplichtige uitgeschreven te worden : de voor het gebruik en het onderhoud van de voertuigen nodige waren, evenals de weinig belangrijke voorwerpen en werktuigen, die vlug verslijten, vaak dienen vernieuwd of niet kunnen hersteld worden.

Dienen door « Ingebruikstelling » in de geschriften van de rekenplichtige uitgeschreven te worden : de voertuigen zelf, evenals de voorwerpen en werktuigen die langer dan een jaar kunnen gebruikt worden. Bedoelde voertuigen, voorwerpen en werktuigen dienen in het Inventarisboek van het Mobilair ingeschreven.

Voor de Minister :

De directeur,
R. PETIT.

TOEPASSING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 10 DECEMBER 1956, WAARBIJ
HET BEDRAG VAN DE AAN DE ZANGERS-ORGELISTEN TOE TE KENNEN TOE-
LAGE WORDT VASTGESTELD.

Dienst voor Kinderbescherming.
Administratieve Diensten. Comptabiliteit, n° 101 F 14.

Brussel, 20 December 1956.

Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten.

Bij koninklijk besluit van 10 December 1956, wordt het bedrag van de aan de zangers-orgelisten toe te kennen toelage vastgesteld.

De toelage waarop de met de dienst van zangers-orgelist belaste personeelsleden en kloosterzusters aanspraak konden maken, werd tot dusver door de Dienst der Wedden van mijn departement uitbetaald. Deze dienst verzekerde de vereffening ervan op de grondslag van een forfaitair vastgestelde vergoeding.

Onder de gelding van het koninklijk besluit van 10 December 1956, is het bedrag van de toelage geen vast bedrag meer; het zal per vacatie uitbetaald worden. Om die reden zal de Dienst Wedden die uitbetalingen niet meer verrichten.

Daaruit volgt dat de gestichten de met ingang van 1 Januari 1957 verschuldigde toelagen zullen moeten doen vereffenen door de Dienst Comptabiliteit van de Dienst voor Kinderbescherming. Te dien einde dienen zij driemaandelijks (bij voorkomend geval, maandelijks) een aangifte van schuldvordering n° 166 op te maken ten voordele van de personen — al dan niet leden van het personeel — die als zanger-orgelist dienst hebben verstrekt.

De aangifte van schuldvordering dient onder meer te vermelden : het aantal tijdens het (de) verlopen kwartaal (maand) gezongen missen en loven; het bedrag van de bij koninklijk besluit van 10 December 1956 vastgestelde toelage; en het aan elke betrokkene verschuldigd bedrag.

De aangiften van schuldvordering n° 166 dienen in een borderel n° 170 opgenomen.

* *

Het koninklijk besluit van 10 December 1956 heeft uitwerking op 1 October 1956.

De gevallen, waarin de gestichten in het vierde kwartaal 1956 op een zanger-orgelist (lid van het personeel of kloosterzuster) beroep hebben gedaan, dienen als volgt geregulariseerd :

1° door de vaststelling van het aantal gedurende het vierde kwartaal door het personeelslid of door de kloosterzuster gezongen missen en loven, alsmede van het aan betrokkene voor dit kwartaal verschuldigd bedrag, volgens de bij het koninklijk besluit van 10 December 1956 vastgestelde grondslagen;

2° ils détermineront le montant *brut* qui aura été liquidé, pour le quatrième trimestre 1956, par le Service des Traitements au profit de l'intéressé(e). *Note* : La somme fixe due pour le mois de décembre 1956 sera payée par le Service des Traitements au début de l'année 1957;

3° la différence entre le montant visé sous le 1° et le montant visé sous le 2° sera payée à l'intéressé(e) ou devra être remboursée à l'Etat, suivant le cas. La différence due par l'Etat sera inscrite sur une déclaration de créance n° 166 à établir au profit de l'intéressé(e) à charge de l'article 7.3 du budget de l'exercice 1956. La déclaration de créance devra comprendre tous les calculs ayant servi à la détermination de la somme restant due par l'Etat. Elle sera transmise par bordereau n° 170 à l'Administration centrale, aux fins de liquidation.

Si la différence est due à l'Etat, l'intéressé(e) devra être invité(e) à en rembourser le montant au compte de chèques postaux n° 120 du « Ministère des Finances, Trésorerie, Recettes, à Bruxelles ».

Le coupon du bulletin de versement (coupon destiné au Ministère des Finances) devra indiquer ce qui suit : « Article 302.5 du Budget des Voies et Moyens. Remboursement de l'allocation pour chante-organiste payée en trop pour 1956. Récépissé de versement à transmettre au Ministère de la Justice, Office de la Protection de l'Enfance, Comptabilité, Bruxelles. »

Pour le Ministre :

Le Directeur,
R. PETIT.

CHAPELLENIE. — VOCABLE. — MODIFICATION (1).

Adm. des C.D.L.F., 1^{re} sect., n° 23839A.

21 décembre 1956. — Un arrêté royal place la chapellenie de Weelde-Station, ressortissant à la paroisse Saint-Pierre à Turnhout, sous le vocable de Notre-Dame du Saint-Rosaire.

CULTE ISRAËLITE. — INDEMNITÉ. — SUPPRESSION. — TRAITEMENT.
CRÉATION (1).

Adm. C.D.L.F., 1^{re} sect., n° 22500A.

21 décembre 1956. — Un arrêté royal remplace, à partir du 1^{er} janvier 1957, l'indemnité annuelle accordée au secrétaire du Consistoire central israélite de Belgique, par un traitement annuel de 70 800 francs à charge de l'Etat.

VICAIRES. — TRAITEMENT. — TRANSFERT (2).

Adm. C.D.L.F., 1^{re} sect., n° 31752.

21 décembre 1956. — Un arrêté royal :

1° supprime le traitement à charge de l'Etat attaché, par arrêté royal du 4 mai 1929, à la place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Thérèse, à Dilbeek;

2° attache un traitement à charge de l'Etat à la place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame de l'Assomption, à Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean.

(1) *Moniteur belge*, 3 février 1957, n° 34.

(2) *Moniteur belge*, 7-8 janvier 1957, n°s 7-8.

2° door de vaststelling van het *bruto bedrag*, dat voor het vierde kwartaal 1956 door de Dienst der Wedden ten voordele van betrokkene vereffend werd. *Nota* : De voor de maand December 1956 verschuldigde vaste som zal door de Dienst der Wedden begin 1957 uitbetaald worden;

3° het verschil tussen het *sub* 1° bedoelde bedrag en tussen het *sub* 2° bedoelde bedrag dient aan betrokkene uitgekeerd of aan de Staat terugbetaald, al naar het geval.

Het door de Staat verschuldigd verschil dient ingeschreven op een aangifte van schuldvordering n° 166, op te maken ten voordele van de betrokkene, ten bezware van artikel 7.3 van de begroting voor het dienstjaar 1956.

In de aangifte van schuldvordering dienen al de berekeningen voor te komen die gediend hebben om de som te bepalen die door de Staat verschuldigd blijft.

Die aangifte van schuldvordering dient bij borderel 170, ter vereffening, aan het Hoofdbestuur overgemaakt.

Is het verschil aan de Staat verschuldigd, dan moet betrokkene verzocht worden het bedrag ervan terug te betalen op de postrekening n° 120 van het « Ministerie van Financiën, Thesaurie, Ontvangsten, te Brussel ».

Op de strook van het stortingsbulletin (strook bestemd voor het Ministerie van Financiën) dient het volgende vermeld : « Artikel 302.5 van de Begroting van 's Rijks middelen. Terugbetaling van de vergoeding voor zanger-orgelist te veel betaald voor 1956. Stortingsbewijs over te maken aan het Ministerie van Justitie, Dienst voor Kinderbescherming, Comptabiliteit, Brussel. »

Voor de Minister :

De directeur,
R. PETIT.

KAPELANIJ. — AANROEPING. — WIJZIGING (1).

Bestuur der E.S.L.S., 1° sect., n° 23839A.

21 December 1956. — Bij koninklijk besluit, is de kapelanij van Weelde-Station, afhangende van de parochie van de Heilige Petrus, te Turnhout, onder de aanroeping van Onze-Lieve-Vrouw van de Heilige Rozenkrans geplaatst.

ISRAËLIETISCHE EREDIENST. — VERGOEDING. — AFSCHAFFING.
WEDDE. — INSTELLING (1).

Bestuur der E.S.L.S., 1° sect., n° 22500A.

21 December 1956. — Bij koninklijk besluit, is met ingang van 1 Januari 1957, de jaarlijkse vergoeding toegestaan aan de secretaris van het Israëlietisch Centraal Consistorie vervangen door een jaarwedde van 70 800 frank ten laste van de Staat.

ONDERPASTOORS. — WEDDE. — OVERDRACHT (2).

Bestuur der E.S.L.S., 1° sect., n° 31752.

21 December 1956. — Bij koninklijk besluit, is :

1° de bij koninklijk besluit van 4 Mei 1929, aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Theresia, te Dilbeek, op Staatsgelden verbonden wedde, afgeschaft;

2° aan de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, te Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek een wedde op Staatsgelden verbonden.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 3 Februari 1957, n° 34.

(2) *Belgisch Staatsblad*, 7-8 Januari 1957, n° 7-8.

ARRÊTÉ ROYAL FIXANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1956
RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN
MATIÈRE DE VÉHICULES AUTOMOTEURS (1).

Bruxelles, le 22 décembre 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, spécialement les articles 23 et 26;

Vu l'avis de la Commission des Assurances privées;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, et spécialement l'article 2, § 2, de la dite loi;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre des Communications et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, à l'exclusion des articles 13, 17 et 18, § 2, alinéa 1^{er}, et § 5, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1957.

Toutefois, en ce qui concerne les bicyclettes pourvues d'un moteur auxiliaire d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm³ et dénommées cyclomoteurs à l'article 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière, l'entrée en vigueur de la loi est fixée au 1^{er} janvier 1958.

Art. 2. La période transitoire prévue à l'article 23 commencera le 1^{er} janvier 1957.

Art. 3. Sont qualifiées pour constater les infractions aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1956 ainsi qu'aux règlements pris en exécution de celle-ci, les personnes désignées à l'article 3 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Communications et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

Le Ministre des Affaires économiques,

J. REY.

Le Ministre des Communications,

E. ANSEELE.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. VERMEYLEN.

(1) *Moniteur belge*, 26-27-28 décembre 1956, n^{os} 361-362-363.

KONINKLIJK BESLUIT DAT DE INWERKINGTREDING BEPAALT VAN DE WET VAN
1 JULI 1956 BETREFFENDE DE VERPLICHTE AANSPRAKELIJKHEIDSVERZE-
KERING INZAKE MOTORRIJTUIGEN (1).

Brussel, de 22 December 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen, inzonderheid op de artikelen 23 en 26;

Gelet op het advies van de Commissie voor Private Verzekeringen;

Gelet op de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State, en inzonderheid op artikel 2, lid 2, van bedoelde wet;

Gelet op de dringende aard van de zaak;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Verkeerswezen en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen, met uitzondering van de artikelen 13, 17 en 18, § 2, lid 1, en § 5, treedt in werking met ingang van 1 Januari 1957.

Wat echter de fietsen betreft, uitgerust met een hulpmotor met een cilinderinhoud van ten hoogste 50 cm³ en rijwiel met hulpmotor genoemd in artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 April 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, wordt de inwerkingtreding van de wet vastgesteld op 1 Januari 1958.

Art. 2. De in artikel 23 bedoelde overgangperiode gaat in op 1 Januari 1957.

Art. 3. Zijn bevoegd om de inbreuken op de bepalingen van de wet van 1 Juli 1956 alsmede op haar uitvoeringsreglementen vast te stellen, de personen aangewezen in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 April 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Art. 4. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

BAUDOUIN.

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

A. LILAR.

De Minister van Economische Zaken,

J. REY.

De Minister van Verkeerswezen,

E. ANSEELE.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. VERMEYLEN.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 26-27-28 December 1956, n° 361-362-363.

ANNEXE. — ÉRECTION (1).

Adm. C. D. L. F., 1^{re} section, n° 32259.

24 décembre 1956. — Un arrêté royal érige le quartier dit Eenbeke-einde à Destelbergen, en annexe ressortissant à la paroisse-succursale Notre-Dame-aux-Neiges en cette commune.

ARRÊTÉ ROYAL DÉSIGNANT L'AUTORITÉ COMPÉTENTE AUX FINS DE DÉLIVRER L'AUTORISATION PRÉVUE PAR LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1956 RELATIVE À L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN MATIÈRE DE VÉHICULES AUTOMOTEURS, CONCERNANT L'ORGANISATION DE COURSES OU DE CONCOURS DE VITESSE, DE RÉGULARITÉ OU D'ADRESSE AU MOYEN DE VÉHICULES AUTOMOTEURS (2).

Bruxelles, le 27 décembre 1956.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 20;

Vu l'avis de la Commission des Assurances privées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'organisation de courses ou de concours de vitesse, de régularité ou d'adresse au moyen de véhicules automoteurs est soumise à une autorisation délivrée par le gouverneur de la province sur le territoire de laquelle la compétition a lieu. Cette autorisation n'est donnée que si le gouverneur constate qu'une assurance spéciale, répondant aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, couvre la responsabilité civile des organisateurs, ainsi que de tout propriétaire, détenteur et conducteur des véhicules participant à ces courses ou concours.

Si la compétition se déroule sur le territoire de plusieurs provinces, l'autorisation du gouverneur de la province dans laquelle le départ est donné est seule requise.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. VERMEYLEN.

Le Ministre des Affaires économiques,

J. REY.

Le Ministre des Communications,

E. ANSEELE.

(1) *Moniteur belge*, 28-29 janvier 1957, n°s 28-29.

(2) *Moniteur belge*, 29 décembre 1956, n° 364.

ANNEXE. — OPRICHTING (1).

Bestuur E. S. L. S., 1^e sectie, n^o 32259.

24 December 1956. — Bij koninklijk besluit is de wijk genaamd Eenbeke-einde te Destelbergen, opgericht tot annexe afhangelende van de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw-ter-Sneeuw aldaar.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE AANWIJZING VAN HET OVERHEIDSORGAAN, BELAST MET HET VERLENEN VAN HET VERLOF, VOORZIEN BIJ DE WET VAN 1 JULI 1956 BETREFFENDE DE VERPLICHTE AANSPRAKELIJKHEIDSVERZEKERING INZAKE MOTORRIJTUIGEN AANGAANDE HET INRICHTEN VAN SNELHEIDS-, REGELMATIGHEIDS- OF BEHENDIGHEIDSRITTEN OF -WEDSTRIJDEN VOOR MOTORRIJTUIGEN (2).

Brussel, 27 December 1956.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 1 Juli 1956, betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 20;
Gelet op het advies van de Commissie voor Private Verzekeringen;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het inrichten van snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidswedrennen of -wedstrijden met motorrijtuigen is onderworpen aan een vergunning afgegeven door de gouverneur van de provincie, op het grondgebied waarvan de competitie plaats heeft. Deze vergunning wordt eerst verleend, nadat de gouverneur heeft vastgesteld dat een bijzondere verzekering, beantwoordend aan de voorschriften van de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekt van de inrichters alsook van iedere eigenaar, houder en bestuurder van motorrijtuigen, die aan deze wedrennen of wedstrijden deelneemt.

Wanneer de competitie over het grondgebied van verschillende provincies gaat, is alleen een vergunning vereist van de gouverneur der provincie waar het vertrek plaats heeft.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Art. 3. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

BAUDOUIN.

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

A. LILAR.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. VERMEYLEN.

De Minister van Economische Zaken,

J. REY.

De Minister van Verkeerswezen,

E. ANSELE.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 28-29 Januari 1957, n^o 28-29.(2) *Belgisch Staatsblad*, 29 December 1956, n^o 364.

PLACEMENT EN SEMI-LIBERTÉ. — PROCÉDURE.

Office de la Protection de l'Enfance.
Service pédagogique et d'inspection, n° 593.

Bruxelles, le 29 décembre 1956.

Aux Directions des Etablissements d'Observation et d'Education de l'Etat.

Afin d'uniformiser la procédure suivie jusqu'à présent par chaque établissement lors du placement en semi-liberté de l'un de ses élèves et afin de me permettre d'informer le magistrat intéressé de la date exacte d'entrée au placement, de changement ou de retrait, je vous saurais gré de vouloir bien vous conformer à l'avenir aux instructions suivantes :

1. Toute proposition de placement en semi-liberté fera l'objet d'un rapport préalable qui me sera transmis pour examen; dès réception de l'autorisation, vous m'enverrez le contrat de placement, *en double exemplaire*, mentionnant la date de l'entrée effective chez l'employeur.

2. En cas de changement de placement, la même procédure devra être suivie et le nouveau contrat mentionnera également la date d'entrée au nouveau placement.

3. Lorsque vous jugerez nécessaire de retirer un mineur de son placement, vous voudrez bien me faire parvenir, *en double exemplaire*, un rapport notifiant les causes de ce retrait et la date de réintégration à votre établissement.

4. Tout mineur placé en semi-liberté à titre d'essai sera également assuré contre les accidents de travail.

Pour le Ministre :

Le directeur d'administration,
S. HUYNEN.

NOTARIAT.

Serv. gén. Pers., n° 42499.

29 décembre 1956. — Le nombre des notaires du canton de la justice de paix de Celles est réduit à deux.

La résidence de Pottes, vacante par suite du décès de M. Pecquereau, est supprimée.

(1) *Moniteur belge*, 6 janvier 1957, n° 6.

PROCEDURE BIJ HET IN BEPERKTE VRIJHEID PLAATSEN VAN EEN VERPLEEGDE.

Dienst voor Kinderbescherming.
Pedagogische dienst en inspectie, n° 593.

Brussel, 29 December 1956.

*Aan de Directies van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedings-
gestichten.*

Ten einde de procedure eenvormig te maken die tot hiertoe door elk gesticht werd gevolgd bij het in beperkte vrijheid plaatsen van een van zijn verpleegden en opdat de betrokken magistraat zou kunnen inlichten over de juiste datum waarop die plaatsing een aanvang nam of waarop een overplaatsing gebeurde of het weghalen geschiedde, zou ik u dank weten u voortaan te schicken naar de hiernavolgende onderrichtingen :

1. Ieder voorstel tot plaatsing in beperkte vrijheid moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaand verslag dat mij voor onderzoek zal worden overgelegd. Na ontvangst van de machtiging dient gij mij onmiddellijk het *in tweevoud* opgestelde plaatsingscontract toe te sturen, dat de *datum* moet vermelden waarop de plaatsing bij de werkgever *werkelijk een aanvang nam*.

2. In geval van overplaatsing moet dezelfde procedure worden gevolgd en dient het nieuw contract eveneens melding te maken van de *datum* waarop de nieuwe plaatsing een aanvang nam.

3. Wanneer gij het nodig acht een minderjarige uit zijn plaatsing weg te halen, dient gij mij een *in tweevoud* opgemaakt verslag te doen toekomen waarin de *redenen* van deze weghaling zijn opgegeven alsmede de *datum* waarop betrokkene opnieuw in uw gesticht *werd opgenomen*.

4. Elk *op proef* in beperkte vrijheid geplaatste minderjarige moet eveneens tegen arbeidsongevallen verzekerd zijn.

Voor de Minister :

De directeur van administratie,
S. HUYNEN.

NOTARIAAT.

Alg. Diensten. Pers., n° 42499.

29 December 1956. — Het aantal notarissen van het kanton van het vrederecht Celles is op twee teruggebracht.

De standplaats, die de Pottes vacant is ten gevolge van het overlijden van de heer Pecquereau, is afgeschaft.

(1) *Belgisch Staatsblad*, 6 Januari 1957, n° 6.

CIRCULAIRES

ÉMANANT DES PARQUETS GÉNÉRAUX



OMZENDBRIEVEN

UITGAANDE VAN DE PARKETTEN-GENERAAL

COUR D'APPEL A BRUXELLES
HOF VAN BEROEP TE BRUSSEL

NATURALISATION : 1° CERTIFICAT DU FISC CONCERNANT LES DÉCLARATIONS DE REVENUS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES; 2° ENQUÊTE SUR L'IDONÉITÉ. — ÉLÉMENTS DE FRAUDE FISCALE. — COMMUNICATION AU FISC.

Parquet de la Cour d'appel
de Bruxelles.

Circ. n° 4/56.

Bruxelles, le 12 janvier 1956.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Mes circulaires n° 5322 C du 4 avril 1939 et 71/54 du 27 décembre 1954 prévoient la jonction à toute demande de naturalisation de certificats de l'administration des contributions directes mentionnant les déclarations de revenus faites par l'impétrant au cours des trois dernières années.

Interprétant d'une manière inadéquate certaines instructions de l'administration, certains de ses préposés avaient mis en doute la possibilité pour eux de délivrer semblables certificats, sauf pour la dernière année. Cette difficulté est à présent aplanie. Désormais les contrôleurs ou chefs de service des bureaux centraux de taxation délivreront aux demandeurs en naturalisation, pour chacune des trois dernières années, un certificat où seront mentionnés (éventuellement dans un tableau annexe) :

- 1° les revenus, par catégorie, imposables ou exonérés à l'impôt complémentaire personnel;
- 2° les charges déductibles;
- 3° le revenu global net (différence entre les postes 1 et 2 ci-dessus);
- 4° les personnes de la famille à charge.

Les renseignements visés sous les n°s 1 à 3 ci-dessus seront, le cas échéant, mentionnés séparément pour l'intéressé, son épouse, et les enfants dont les revenus sont cumulés avec ceux du chef de famille.

Ces certificats seront délivrés indépendamment de ceux qui sont prévus par la circulaire n° 581 du Ministère des Finances en vue de la diminution des droits d'enregistrement à acquitter en cas d'obtention de la naturalisation.

*
* *

D'autre part, il arrive qu'au cours des enquêtes concernant l'idonéité des demandeurs en naturalisation, des indices de fraude fiscale vous apparaissent et sont, à juste titre, mis en évidence dans vos rapport. (Cf. ma circulaire n° 19/55 du 12 mars 1955.) Par exemple, il apparaît que l'intéressé mène un train de vie ou se livre à des dépenses excédant manifestement les revenus déclarés au fisc et admis par celui-ci comme base de taxation. Afin d'éviter dans la mesure du possible la divergence d'appréciation qui pourrait ainsi se manifester, il vous est permis, pour les besoins de votre enquête, de vous mettre en rapport avec l'administration fiscale compétente et de lui faire connaître les indices de fraude fiscale qui vous apparaîtraient.

Toutefois, il va de soi que dans le cas où le fisc désirerait prendre connaissance de votre dossier, il y aurait lieu d'observer l'article 57bis des lois coordonnées sur les impôts sur les revenus.

Le Procureur général,
DE LE COURT.

NATURALISATIE : 1° GETUIGSCHRIFT VAN DE FISCUS BETREFFENDE DE AANGIFTEN VAN INKOMSTEN VOOR DE DRIE LAATSTE JAREN; 2° ONDERZOEK OMTRENT DE GESCHIKTHEID. — BESTANDELEN VAN FISCAAL BEDROG. — MEDEDELING AAN DE FISCUS.

Parket van het Hof van beroep
te Brussel.

Omz. n° 4/56.

Brussel, 12 Januari 1956.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Mijn omzendbrieven n° 5322 C van 4 April 1939 en 71/54 van 27 December 1954 schrijven voor bij elk naturalisatieverzoek een getuigschrift van het Bestuur der directe belastingen te voegen met opgave van de aangiften der inkomsten door de verzoeker tijdens de drie laatste jaren gedaan.

Wegens een ongepaste interpretatie van zekere onderrichtingen van het bestuur, betwijfelden sommige ambtenaren van dit bestuur of het hun mogelijk was dergelijke getuigschriften af te leveren, behalve voor het laatste jaar. Deze moeilijkheid is thans opgelost. Voortaan zullen de controleurs of dienstleiders van de centrale taxatiekantoren aan de personen die een naturalisatieaanvraag indienen, voor elk der drie laatste jaren een getuigschrift afleveren waarop zullen worden vermeld (eventueel in een bij te voegen tabel) :

1° de inkomsten, per categorie, belastbaar in of vrijgesteld van aanvullende personele belasting;

2° de aftrekbare lasten;

3° het netto globaal inkomen (verschil tussen 1° en 2°);

4° de gezinsleden ten laste.

De sub 1° tot 3° bedoelde inlichtingen zullen eventueel afzonderlijk worden vermeld voor de betrokkene, zijn echtgenote en de kinderen wier inkomsten met die van het gezinshoofd werden samengevoegd.

Deze getuigschriften zullen uitgereikt worden afgezien van deze voorzien bij de omzendbrief n° 581 van het Ministerie van Financiën, met het oog op de vermindering van de registratierechten verschuldigd bij het bekomen der naturalisatie.

*
* * *

Anderzijds gebeurt het dat tijdens het onderzoek omtrent de geschiktheid van de naturalisatieaanvragers, aanwijzingen van fiscaal bedrog aan het licht komen, waarop uw verslagen terecht de nadruk leggen. (Cf. mijn omzendbrief n° 19/55 van 12 Maart 1955.) Men komt, bij voorbeeld, tot de bevinding dat belanghebbende een leven leidt of uitgaven doet die merkkelijk niet in verhouding zijn tot de aan de fiscus aangegeven inkomsten en door deze laatste als taxatiebasis aangenomen.

Ten einde, in de mate van het mogelijke, de beoordelingsverschillen te vermijden die aldus zouden kunnen ontstaan, is het u toegelaten, voor de noodwendigheden van uw onderzoek, rechtstreeks met het bevoegd fiscaal bestuur in voeling te treden en de aan het licht gekomen aanwijzingen van fiscaal bedrog te signaleren.

Het spreekt echter vanzelf dat, zo de fiscus uw bundel wenst in te zien, artikel 57bis der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen dient nageleefd.

De Procureur-Generaal,
DE LE COURT.

EXPOSÉ DES FAITS A INSÉRER DANS LE BULLETIN DE COMPTABILITÉ MORALE.

Parquet de la Cour d'appel
de Bruxelles.

Circ. n° 41/56.

Bruxelles, le 22 mai 1956.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort.

L'examen des dossiers de libération conditionnelle m'a amené à constater que les exposés des faits qu'ils contiennent ne sont pas toujours rédigés de manière assez complète.

Ces exposés ne sont que la reproduction de ceux que les magistrats du parquet — généralement les magistrats audienciers — rédigent en vue de leur insertion dans le bulletin de comptabilité morale. Ce bulletin est transmis au directeur de la prison où se trouve le détenu et il constitue une pièce fondamentale du dossier relatif à l'exécution de la peine, qui repose au greffe de la prison.

Lorsque la condamnation est définitive, le dossier répressif est, en effet, classé au greffe correctionnel. Les renseignements qu'il contient au sujet du condamné et des faits qu'il a commis ne pourront donc être utilisés que dans la mesure où ils seront connus par l'exposé des faits rédigé par le magistrat du parquet.

L'exposé des faits est, d'autre part, un des éléments essentiels qui gouvernent l'exécution de la peine.

Il doit pouvoir éclairer l'administration pénitentiaire dans le choix de l'établissement où la peine sera exécutée; les établissements pénitentiaires sont en effet de plus en plus spécialisés et leur régime est adapté aux différentes catégories de détenus.

Tous les fonctionnaires qui collaborent à l'exécution de la peine peuvent prendre connaissance de l'exposé des faits et s'en inspirer dans le traitement du condamné, dans l'appréciation de son comportement et dans les décisions à prendre à son égard.

Il se conçoit sans peine que, dans ces conditions, l'exposé des faits peut jouer un rôle important dans les avis et les décisions concernant la libération conditionnelle. Des libérations qui ont pu susciter un certain étonnement peuvent trouver leur explication dans des exposés des faits insuffisants.

Il convient dès lors d'apporter un soin particulier à la rédaction des exposés à insérer dans les bulletins de comptabilité morale. Ils ne peuvent se limiter à une paraphrase de la prévention, mais doivent indiquer les circonstances concrètes de l'infraction. Il sera bon de souligner les charges principales qui ont entraîné la condamnation, afin que le condamné ne puisse, en se fondant sur un exposé incomplet ou imprécis, créer abusivement un doute au sujet de sa culpabilité.

Mais l'exposé des faits ne peut être tendancieux. Il doit souligner avec objectivité aussi bien les éléments favorables au condamné que ceux qui lui sont défavorables. S'il doit permettre d'apprécier la gravité des faits et le danger social que constitue le condamné, il faut aussi qu'il révèle les possibilités d'amendement et de reclassement de celui-ci. Sans verser dans des appréciations subjectives, il devra donc rapporter les faits et les circonstances résultant de l'instruction pénale qui pourront mieux faire connaître la personnalité du condamné, ainsi que sa situation familiale et sociale.

En consacrant vos efforts à rédiger des exposés aussi complets que possible, vous contribuerez à rendre l'exécution des peines plus équitable et plus efficace et à remédier dans une certaine mesure à la césure que l'on a souvent déplorée entre le procès répressif et l'exécution de la peine.

UITEENZETTING DER FEITEN IN TE LASSEN IN HET BULLETIN VAN MORELE BOEKHOUDING.

—
Parket van het Hof van beroep
te Brussel.

—
Omz. n° 41/56.
—

Brussel, 22 Mei 1956.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Het onderzoek van de dossiers in zake voorwaardelijke invrijheidstelling liet mij toe vast te stellen dat de erin berustende uiteenzettingen der feiten vaak onvolledig zijn.

Deze uiteenzettingen zijn enkel de overname van deze die doorgaans door de zittingsmagistraten van het parket opgesteld worden met het oog op hun inlassing in het bulletin van morele boekhouding. Dit bulletin wordt toegestuurd aan de bestuurder van de strafinrichting waar de gedetineerde zich bevindt, en is een essentieel bestanddeel van het dossier aangaande de uitvoering der straf dat ter griffie van de gevangenis berust.

Eens de veroordeling definitief, wordt de straffundel inderdaad ter correctionele griffie gerangschikt. De erin vervatte inlichtingen aangaande de veroordeelde en de door hem gepleegde feiten zullen dus enkel kunnen gebruikt worden voor zover zij gekend zijn door de uiteenzetting der feiten opgesteld door de magistraat van het parket.

De uiteenzetting der feiten is anderzijds een der essentiële elementen die de strafuitvoering beheersen.

Zij moet het beheer der strafinrichtingen kunnen leiden in de keuze van de inrichting waar de straf zal uitgevoerd worden; de strafinrichtingen zijn inderdaad steeds meer en meer gespecialiseerd en hun regime is aan de verschillende categorieën van gedetineerden aangepast.

Al de bij de tenuitvoerlegging der straf betrokken ambtenaren kunnen inzage nemen van de uiteenzetting der feiten en zich er door laten leiden wat betreft de behandeling van de veroordeelde, de beoordeling van diens gedrag en de te zijnen opzichte te treffen beslissingen.

In deze omstandigheden lijkt het geen twijfel dat de uiteenzetting der feiten van overwegend belang kan zijn voor de adviezen en de beslissingen omtrent de voorwaardelijke invrijheidstelling. Vrijlatingen die met een zekere verwondering onthaald werden kunnen misschien uitgelegd worden door de ontoereikende uiteenzetting der feiten.

Er dient dan ook een gans bijzondere zorg besteed aan de redactie van de in de bulletins van morele boekhouding in te lassen uiteenzettingen der feiten. Een parafrase van de betichting volstaat niet; de concrete omstandigheden van het misdrijf dienen vermeld te worden. Het behoort de bijzonderste telastleggingen die de veroordeling voor gevolg hadden te onderlijnen om te voorkomen dat de veroordeelde, zich steunend op een onvolledige of onnauwkeurige uiteenzetting, verkeerdelijk twijfel omtrent zijn schuld zou kunnen stichten.

De uiteenzetting der feiten mag echter niet tendentiekus zijn. Zij moet, op objectieve wijze, zowel de voor de veroordeelde voordelige als nadelige elementen in het licht stellen. Zo zij moet toelaten zich rekenschap te geven van de zwaarwichtigheid der feiten en van het gevaar dat de veroordeelde voor de gemeenschap biedt, dient er tevens gewezen op zijn mogelijkheden tot verbetering en herklasering. Zonder zich niet subjectieve beoordeling in te laten, moet zij dus een weergave zijn van de door het strafrechtelijk onderzoek in het licht gestelde feiten en omstandigheden die de persoonlijkheid van de veroordeelde en zijn familiale en sociale toestand beter doen kennen.

Door u er op toe te leggen de uiteenzettingen zo volledig mogelijk op te stellen, zult u bijdragen tot meer billijke en afdoende tenuitvoerlegging der straffen en, in een zekere mate, de vaak tussen het strafrechtelijk proces en de tenuitvoerlegging der straf betreurde cesuur verhelpen.

Enfin, d'un point de vue pratique, la rédaction d'un exposé réalisé dans de semblables conditions facilitera la rédaction ultérieure de vos avis sur les recours en grâce, et contribuera aussi à améliorer l'exercice du droit de grâce.

Le Procureur général,
DE LE COURT.

NOTAIRES. — COMMERÇANTS. — CONTRATS DE MARIAGE.
EXTRAITS A TRANSMETTRE AU GREFFE.

Parquet de la Cour d'appel
de Bruxelles.

Circ. n° 58/56.

Bruxelles, le 21 septembre 1956.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Je crois devoir attirer votre attention sur la loi du 3 juillet 1956 (*Moniteur belge* du 25 juillet 1956) portant modification du titre II du livre 1^{er} du Code de commerce concernant les conventions matrimoniales des commerçants.

Suivant le texte de l'article 12 précédemment en vigueur (combiné avec l'article 13), le notaire qui recevait un contrat de mariage entre époux dont l'un est commerçant devait, à peine des sanctions comminées par l'article 13, transmettre un extrait du contrat de mariage, dans le mois de sa date, au seul greffe du tribunal de commerce ou, à défaut, du tribunal civil exerçant la juridiction consulaire du domicile du mari.

A présent, un extrait doit être transmis, à peine des mêmes sanctions, dans le même délai, au greffe de chaque tribunal dans le ressort duquel l'époux commerçant est inscrit au registre du commerce.

Cette disposition nouvelle doit être rapprochée de celle de l'article 4 de la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce non encore entrée en vigueur, qui prévoit l'immatriculation obligatoire dans chaque ressort de tribunal où l'intéressé exerce une activité commerciale quelconque, même par l'exploitation d'une simple succursale ou agence.

Les notaires devront donc s'informer avec un soin minutieux de l'inscription ou, éventuellement, des diverses inscriptions au registre du commerce dont l'un des contractants ou dont les deux contractants pourront faire l'objet dans divers ressorts.

Il ne serait sans doute pas inutile que vous attiriez l'attention de M. le président de la Chambre des notaires sur l'incidence de cette modification législative.

Par ailleurs, l'article 2 de la loi du 3 juillet 1956 portant modification du titre II du livre 1^{er} du Code de commerce a, d'une manière concordante, modifié l'article 14 de ce titre. Désormais tout époux marié sous un régime autre que celui de la communauté légale qui, postérieurement à son mariage deviendrait commerçant ou entreprendrait une activité commerciale nouvelle, sera tenu de remettre l'extrait de son contrat de mariage au greffe de chaque tribunal (de commerce ou, à défaut, civil) dans le ressort duquel il devra introduire une demande d'immatriculation. La sanction reste celle prévue par l'article 14 précédemment : banque-route simple facultative en cas de faillite.

Le Procureur général,
DE LE COURT.

Practisch gezien, ten slotte, zal een aldus opgestelde uiteenzetting der feiten in de toekomst het opmaken van uw adviezen omtrent de genadeverzoeken vergemakkelijken en tevens de uitoefening van het genaderecht bevorderen.

De Procureur-Generaal,
DE LE COURT.

NOTARISSEN. — HANDELAARS. — HUWELIJKSOVEREENKOMSTEN.
UITTREKSELS AAN DE GRIFFIE OVER TE MAKEN.

Parket van het Hof van beroep
te Brussel.

Omz. n° 58/56.

Brussel, 21 September 1956.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtgebied.

Ik meen uw aandacht te moeten vestigen op de wet van 3 Juli 1956 (*Belgisch Staatsblad* van 25 Juli 1956) houdende wijziging van titel II van boek I van het Wetboek van koophandel betreffende de huwelijksovereenkomsten van de handelaars.

Volgens de vroeger van kracht zijnde tekst van artikel 12 (gecombineerd met art. 13), moest de notaris vóór dewelke een huwelijksovereenkomst werd verleden tussen toekomstige echtgenoten waarvan één koopman is, op straf van de sancties voorzien bij artikel 13, binnen de maand na zijn dagtekening, een uittreksel van de huwelijksovereenkomst toesturen aan de griffie van de rechtbank van koophandel of, in voorkomend geval, aan de burgerlijke griffie van de rechtbank die de consulaire rechtsmacht uitoefent in het arrondissement waar de echtgenoot zijn woonplaats heeft.

Voortaan moet, op straf derzelfde sancties en binnen dezelfde termijn, een uittreksel toegestuurd worden aan de griffie van iedere rechtbank in welker rechtsgebied de handeldrijvende echtgenoot in het handelsregister ingeschreven is.

Deze nieuwe bepaling dient vergeleken met deze van artikel 4 der wet van 3 Juli 1956 betreffende het handelsregister, die nog niet in voege is, waarbij de verplichte inschrijving voorzien wordt in elk rechtsgebied waar betrokkene enigerlei handelsbedrijvigheid uitoefent, zelfs door uitbating van een gewoon bijhuis of agentschap.

De notarissen zullen dus een gans bijzondere aandacht moeten besteden aan het inwinnen van de inlichtingen betreffende de inschrijving of, in voorkomend geval, de verschillende inschrijvingen in het handelsregister waarvan de contractanten of een hunner het voorwerp zouden kunnen uitmaken in de verscheidene rechtsgebieden.

Het zou wellicht ook van belang zijn dat u de aandacht van de heer voorzitter van de Kamer van notarissen zouft vestigen op de draagwijdte van deze wetswijziging.

Daarenboven heeft artikel 2 der wet van 3 Juli 1956, houdende wijziging van titel II van boek I van het Wetboek van koophandel, op overeenstemmende wijze artikel 14 van deze titel gewijzigd. Voortaan zal elke persoon gehuwd onder een ander regime dan de wettelijke gemeenschap die, na zijn huwelijk, handelaar zou worden of een nieuwe handelsbedrijvigheid zou ondernemen, ertoe gehouden zijn een uittreksel van zijn huwelijksovereenkomst neer te leggen ter griffie van elke rechtbank van koophandel of, in voorkomend geval, van de burgerlijke rechtbank in wier rechtsgebied hij een vraag tot inschrijving zal moeten indienen. De sanctie blijft deze teertijds voorzien bij artikel 14 : eenvoudige, facultatieve bankbreuk bij faillissement.

De Procureur-Generaal,
DE LE COURT.

5 octobre 1956.

AVIS DE NON-LIEU.

Parquet de la Cour d'appel
de Bruxelles.

Circ. n° 60/56.

Bruxelles, le 5 octobre 1956.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Une circulaire du 8 juin 1893, n° 21488, vous a fait connaître, pour votre information et direction, une circulaire de M. le Ministre Le Jeune, du 25 mai 1893 (3^e Direction générale, 1^{re} section, 1^{er} bureau, n° 768), qui prescrit d'aviser les inculpés, par une lettre, des ordonnances de non-lieu dont ils bénéficient.

En fait, cependant, la pratique des parquets en ce domaine manque d'uniformité.

Plusieurs parquets même ne donnent plus aucun avis aux prévenus.

Quant à la forme de l'avis, il semble que l'envoi d'une lettre, prescrit par la circulaire ministérielle, soit devenu exceptionnel. Les parquets invitent généralement le commissaire de police ou le bourgmestre à aviser l'intéressé de l'ordonnance de non-lieu intervenue, en indiquant la juridiction qui l'a rendue, la date de la décision et la nature de la prévention.

*
* *

Or, l'envoi d'un avis se justifie par les arguments suivants :

il peut y avoir un intérêt moral pour le prévenu à ne pas demeurer dans l'incertitude au sujet du sort de l'instruction ouverte à sa charge et à être avisé immédiatement de la décision de non-lieu;

le règlement d'intérêts civils ou la poursuite d'une procédure civile peuvent être tenus en suspens par l'instruction répressive, dont il est, dès lors, utile de connaître l'issue;

l'absence d'avis de non-lieu peut donner à certains une impression de négligence dans l'administration de la justice et nuire ainsi au prestige de celle-ci.

De nombreuses raisons militent, d'autre part, contre l'envoi des avis de non-lieu.

L'arrêté royal n° 258 du 24 mars 1936, qui a modifié le § XV de l'article unique de la loi du 25 octobre 1919, a prévu que lorsqu'il n'y avait pas de partie civile en cause, la Chambre du conseil pouvait rendre des ordonnances de non-lieu sans autre formalité que le rapport du juge d'instruction. Dans ce cas, les prévenus ne doivent donc pas être convoqués; la loi permet ainsi de leur éviter une perte de temps et des déplacements inutiles. Les convoquer à la police pour leur donner connaissance de la décision intervenue paraît aller à l'encontre du but de simplification poursuivi par le législateur.

Dans beaucoup de cas, d'autre part, il ne sera pas possible de donner l'avis de non-lieu sans risquer de causer un trouble familial ou social, qui peut être grave. Le seul moyen d'éviter certaines divulgations serait de convoquer personnellement les intéressés au commissariat de police et de leur faire une communication verbale. Cette convocation peut cependant attirer inutilement l'attention outre qu'elle paraît, comme il a été dit ci-dessus, aller à l'encontre du but de simplification poursuivi par le législateur.

Dans les villages, les avis adressés aux bourgmestres peuvent de plus donner lieu à des indiscretions.

BERICHTEN VAN BUITENVERVOLGINGSTELLING.

Parket van het Hof van beroep
te Brussel.

Omzendbr. n° 60/56.

Brussel, 5 October 1956.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Bij omzendbrief n° 21488 van 8 Juni 1893 werd u, tot kennisneming en richtsnoer, een rondschrijven medegedeeld van de heer Minister Le Jeune van 25 Mei 1893 (3° Direction générale, 1° section, 1^{er} bureau, n° 768) dat voorschrijft dat de betichten bij brief dienen verwittigd van de beschikkingen tot buitenvervolginstelling die zij genieten.

In feite echter, is de ter zake door de parketten gevolgde practijk lang niet eenvormig.

Meerdere parketten sturen zelfs geen enkel bericht meer aan de betichten.

Wat de vorm van het bericht aangaat, lijkt het dat het sturen van de brief zoals door de ministeriële omzendbrief voorgeschreven, uitzonderlijk geworden is. De parketten verzoeken doorgaans de politiecommissaris of de burgemeester betrokkene te verwittigen van de tussengekomen beschikking tot buitenvervolginstelling, met aanduiding van de rechtsmacht die ze verleende, de datum van de beslissing en de aard van de betichting.

*
* *

Volgende argumenten wettigen deze berichtgeving :

de betichte kan er een moreel belang bij hebben niet in de onzekerheid te blijven omtrent de afloop van het te zijnen laste ingesteld onderzoek en onmiddellijk verwittigd te worden van de beslissing tot buitenvervolginstelling;

de regeling van burgerlijke belangen of de voortzetting van een burgerlijk geding kunnen hangend gebleven zijn door het strafrechtelijk onderzoek waarvan de uitslag dan ook nuttigerwijze dient gekend te zijn;

het gebrek aan berichtgeving van buitenvervolginstelling kan de indruk verwekken van een zekere nalatigheid in het rechtsbeleid en aldus het prestige van het gericht schaden.

Anderzijds pleiten talrijke redenen tegen de berichtgeving van buitenvervolginstelling.

Het koninklijk besluit n° 258 van 24 Maart 1936 waarbij de § XV van het enig artikel van de wet van 25 October 1919 gewijzigd werd, heeft voorzien dat, wanneer geen burgerlijke partij in de zaak betrokken was, de raadkamer, zonder verdere formaliteit dan het verslag van de onderzoeksrechter, bevelen van buitenvervolginstelling kan verlenen. In dit geval dienen de betichten dus niet te worden opgeroepen; de wet laat aldus toe hun tijd en nutteloze verplaatsingen te besparen. De betrokkenen oproepen ten politiebureau om hen kennis te geven van de tussengekomen beslissing, lijkt in te gaan tegen de door de wetgever nagestreefde vereenvoudiging.

In tal van gevallen zal het, anderzijds, niet mogelijk zijn het bericht van buitenvervolginstelling te sturen zonder gevaar een mogelijk erge familiale of sociale verwarring te stichten. Het enig middel om sommige ruchtbaheden te verheffen zou erin bestaan de betrokkenen op het politiecommissariaat te ontbieden waar hun een mondelinge mededeling zou gedaan worden. De oproeping kan echter nutteloos de aandacht weerhouden en lijkt bovendien, zoals hierboven reeds aangestipt, strijdig met de door de wetgever beoogde vereenvoudiging.

In de dorpen kunnen de aan de burgemeesters toegestuurde berichten bovendien aanleiding geven tot onbescheidenheden.

Enfin, les avis de non-lieu peuvent, d'autre part, donner à des personnes malhonnêtes un sentiment d'impunité. Des décisions de non-lieu sont rendues parfois parce que des agissements malhonnêtes ne sont pas suffisamment caractérisés pour permettre l'application de la loi pénale. L'avis de non-lieu donné spontanément par le parquet peut être interprété par certains comme un brevet d'impunité et les inciter à continuer ou à reprendre des agissements répréhensibles.

*
* *

En présence de ces arguments opposés, il est assez délicat de fixer une solution. Il a cependant paru souhaitable d'unifier la pratique des parquets en ce domaine. M. le Ministre de la Justice m'a fait connaître qu'il est d'accord pour considérer la circulaire ministérielle du 25 mai 1893 comme n'étant plus d'application et admettre les directives ci-après :

En principe, il convient d'aviser les avocats qui ont été indiqués ou qui se sont fait connaître, sans donner d'avis aux prévenus. Assurément il sera, en outre, répondu à toutes demandes de renseignements émanant des prévenus.

Si l'intéressé demande personnellement, avant la décision, d'être tenu au courant, il devra être satisfait à cette demande dès que la décision interviendra.

S'il se désintéresse de l'affaire, il ne paraît pas nécessaire de lui faire connaître d'office la décision intervenue, à moins que les inconvénients qui pourraient justifier l'abstention n'existent manifestement pas.

Vous voudrez bien tenir la main à l'exécution de ces directives.

Le Procureur général,
DE LE COURT.

RAPPORTS JOURNALIERS CONCERNANT LA TENUE DES AUDIENCES CIVILES
ET CORRECTIONNELLES. — RÉDACTION. — TRANSMISSION.

Parquet de la Cour d'appel
de Bruxelles.

Circ. n° 65/56.

(Personnelle.)

Bruxelles, le 26 octobre 1956.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Il me paraît utile d'attirer votre attention sur la rédaction des rapports journaliers destinés à me permettre de veiller à la régularité du service des audiences civiles et correctionnelles, ainsi que me le prescrit l'article 156 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Les formulaires destinés à cette fin doivent être remplis d'une manière scrupuleuse et complète. Je constate assez souvent, en effet, l'omission de mentions telles que : date de l'audience; numéro de la chambre; heures d'ouverture, de levée ou de suspension d'audience; les motifs de suspension prolongée ou de levée d'audience prématurée. Il est exceptionnel qu'une décision de principe intéressante soit signalée.

Je souhaite, d'autre part, — en ce qui concerne spécialement les audiences civiles, — que dorénavant MM. les magistrats occupant le siège du ministère public indiquent dans leurs rapports, dans la case « observations du ministère public » le nombre des affaires fixées, le nombre des affaires plaidées, ainsi que le temps consacré au règlement du rôle et aux plaidoiries. Il me sera ainsi possible de vérifier d'une manière complète si les dispositions réglementaires relatives à la durée des audiences sont observées.

Ten slotte kunnen de berichten van buitenvervolginstelling ook bij oneerlijke personen een gevoel van ongestraftheid teweegbrengen. Beslissingen van buitenvervolginstelling worden soms uitgesproken omdat oneerlijke daden niet genoegzaam gekenmerkt zijn om de toepassing van de strafwet toe te laten. Het spontaan door het parket toegestuurd bericht van buitenvervolginstelling kan door sommigen uitgelegd worden als een impunitésbrevet en hen ertoe aansporen hun laakbare handelingen voort te zetten of te hernemen.

*
* *

Ten overstaan van deze tegenstrijdige argumenten is het nogal kies een gedragslijn vast te leggen. Een eenvormige praktijk van de parketten is ter zake echter wenselijk gebleken. De heer Minister van Justitie heeft mij doen kennen dat hij het eens is om de ministeriële omzendbrief van 25 Mei 1893 te beschouwen als niet meer van toepassing zijnde en volgende richtlijnen aan te nemen.

In beginsel dienen de aangewezen advocaten of deze die zich deden kennen verwittigd zonder verdere mededeling aan de betichten. Bovendien blijft het geboden alle vragen om inlichtingen vanwege de betichten te beantwoorden.

Zo de betrokkene, vóór de beslissing, persoonlijk vraagt op de hoogte gehouden te worden, zal aan deze vraag moeten voldaan worden zodra de beslissing tussengekomen is.

Indien hij evenwel geen belang stelt in de zaak, lijkt het niet nodig hem ambtshalve de tussengekomen beslissing mede te delen, tenzij de bezwaren die de onthouding zouden kunnen wettigen, klaarblijkelijk niet bestaan.

Gelieve de hand te houden aan de uitvoering dezer richtlijnen.

De Procureur-generaal,
DE I.E. COURT.

DAGELIJKSE VERSLAGEN BETREFFENDE HET HOUDEN DER BURGERLIJKE
EN CORRECTIONELE RECHTSZITTINGEN. — OPMAKEN. — OVERMAKING.

Parket van het Hof van beroep
te Brussel.

Omzendbr. n° 65/56.

(Persoonlijk.)

Brussel, 26 October 1956.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Ik acht het nuttig uw aandacht te vestigen op het opmaken van de dagelijkse verslagen die mij moeten in staat stellen de regelmatigheid na te gaan van de dienst der burgerlijke en correctionele zittingen, zoals me zulks voorgeschreven wordt bij artikel 156 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

De hiertoe bestemde formulieren dienen nauwgezet en volledig ingevuld. Inderdaad, ik stel al te vaak vast dat meldingen zoals : zitting van ...; nummer der kamer; geopend, geheven of geschorst te ... uur; redenen waarom de zitting vroegtijdig geheven of langdurig geschorst werd, niet behoorlijk zijn aangevuld. Slechts uitzonderlijk wordt een belangwekkende principeskwestie signaleerd.

Anderzijds — speciaal wat de burgerlijke zittingen betreft — zou ik wenselijk vinden dat de magistraten die de zetel van het openbaar ministerie bekleden, voortaan in hun verslagen, in het vak « Opmerkingen van het openbaar ministerie » zouden melding maken van het getal vastgestelde zaken, het getal gepleite zaken alsmede de tijd besteed aan de rolregeling en de pleidooien. Zulks zou mij toelaten met kennis van zaken na te gaan of de reglementsbepalingen betreffende de duur der zittingen nageleefd worden.

26 octobre/8 avril 1956.

Enfin, pour vous permettre de veiller personnellement à la stricte application des instructions qui précèdent et d'avoir en même temps une vue plus complète et plus exacte de l'activité des diverses chambres du tribunal de votre siège, je vous prie, désormais, de ne plus me transmettre ces rapports qu'une fois pas mois, au plus tard le 5 du mois suivant. Les rapports devront être classés par chambre et chronologiquement.

L'examen d'ensemble qu'il vous sera possible d'en faire de la sorte vous permettra, sans nul doute, de mieux apprécier la situation et les mesures qu'elle devrait appeler.

Le Procureur général,
DE LE COURT.

ORGANISATION DES TUTELLES. — AVIS A DONNER PAR LES OFFICIERS DE L'ÉTAT CIVIL
AUX JUGES DE PAIX EN CAS DE DÉCÈS, NAISSANCES, MARIAGES, ADOPTIONS.

Parquet de la Cour d'appel
de Bruxelles.

Circ. n° 67/56.

1 annexe.

Bruxelles, le 8 novembre 1956.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort (sauf Tournai).

Je vous prie de bien vouloir inviter MM. les officiers de l'état civil de votre arrondissement à se conformer aux directives que comporte la circulaire de M. le procureur du Roi de Tournai, datée du 8 avril 1956, et dont je vous ai communiqué le texte par ma dépêche du 24 avril 1956, n° E. C. VI/10-2. Vous voudrez bien, en même temps, en informer MM. les juges de paix de votre arrondissement.

Je crois utile de joindre une traduction de la dite circulaire.

Le Procureur général,
DE LE COURT.

Annexe.

Parquet de Tournai.

N° 1377 B.

Tournai, le 8 avril 1956.

Le Procureur du Roi de l'arrondissement.

A M. l'Officier de l'état civil à...

Pour information ✓

A M. le Juge de paix du canton de..., à...

Objet : Organisation des tutelles. — Décès. — Naissances. — Mariages. — Adoptions. — Avis à donner à MM. les Juges de Paix.

Vous n'ignorez pas que la loi charge le juge de paix de l'organisation des tutelles ouvertes dans son canton. Divers événements susceptibles d'engendrer l'ouverture d'une tutelle, des modifications à son organisation ou sa suppression font l'objet d'actes de l'état civil reçus par vous. Il en résulte que, par vos fonctions, vous êtes un auxiliaire précieux de ce magistrat et à même de le documenter régulièrement et rapidement.

26 October/8 April 1956.

289

Ten slotte, om u in de mogelijkheid te stellen persoonlijk de hand te houden aan de stipte toepassing van onderhavige onderrichtingen en tezelfdertijd zich een vollediger en juister gedacht te vormen van de bedrijvigheid van de verscheidene kamers van de rechtbank van uw zetel, verzoek ik u mij voortaan deze verslagen slechts eenmaal per maand, uiterlijk de vijfde van de volgende maand, toe te sturen. Deze verslagen zullen chronologisch en per kamer gerangschikt zijn.

Het algemeen overzicht dat u aldus zult krijgen zal u ongetwijfeld toelaten de toestand beter te overschouwen en de maatregelen te treffen die wenselijk mochten zijn.

De Procureur-generaal,
DE LE COURT.

INRICHTING DER VOOGDIJEN. — BERICHT VAN DE AMBTENAREN VAN DE BURGERLIJKE
STAND AAN DE VREDERECHTERS IN GEVAL VAN OVERLIJDEN, GEBOORTE, HUWELIJK,
AANNEMING.

Parket van het Hof van beroep
te Brussel.

Omz. n° 67/56.

1 bijlage.

Brussel, 8 November 1956.

*Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied (behalve
Doornik).*

Ik verzoek u de heren ambtenaren van de burgerlijke stand in uw arrondissement te willen uitnodigen zich te gedragen naar de richtlijnen vervat in de omzendbrief van de heer procureur des Konings te Doornik dd. 8 April 1956 waarvan de tekst u medegedeeld werd bij mijn dienstbrief van 24 April 1956, n° E. C. VI/10-2. Gelieve er tezelfdertijd de heren vrederechters in uw arrondissement van te verwittigen.

Ik acht het nuttig u hierbij de vertaling toe te zenden van deze omzendbrief.

De Procureur-Generaal,
DE LE COURT.

Bijlage.
(Vertaling.)

Parket te Doornik.

N° 1377 B.

Doornik, 8 April 1956.

De Procureur des Konings van het arrondissement.

Aan de heer Ambtenaar van de burgerlijke stand te...

Tot kennisgeving :

Aan de heer Vrederechter van het kanton....

Voorwerp : Inrichting der voogdijen. — Overlijdens. — Geboorten. — Huwelijken. — Aannemingen. — Bericht aan de heren Vrederechters.

Zoals u weet wordt de vrederechter door de wet belast met de inrichting van de in zijn kanton opengevallen voogdijen. Tal van gebeurtenissen die van aard zijn een voogdij te doen openvallen, haar inrichting te wijzigen of af te schaffen, maken het voorwerp van door u ontvangen akten van de burgerlijke stand. Hieruit volgt dat u, omwille van uw ambt, een kostbare medewerker zijt van deze magistratuur en tevens in staat zijt hem regelmatig en spoedig te documenteren.

C'est dans cet esprit que la loi vous impose certaines obligations que la pratique révèle cependant insuffisantes. L'intérêt des personnes sous tutelle postule que votre collaboration avec MM. les juges de paix dépasse, dans l'intérêt d'une bonne administration du régime tutélaire, vos obligations purement légales. Je suis persuadé pouvoir obtenir de votre sens social que vous teniez la main à ce que soient suivies les directives suivantes :

1. Décès.

L'article II de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, complétant l'article 79 du Code civil, prescrit à l'officier de l'état civil du lieu du décès de donner, *dans les vingt-quatre heures*, connaissance de l'acte de décès au juge de paix du domicile du décédé en lui faisant connaître, autant que possible, s'il y a des héritiers mineurs ou absents.

J'ai pu constater que de nombreux officiers de l'état civil n'avisent pas directement et dans le délai fixé M. le juge de paix du *domicile* du défunt, mais adressent leur avis à leur collègue de ce domicile en l'invitant à en compléter les mentions et à le transmettre ensuite au magistrat cantonal. Ce procédé, prôné par Roland et Wouters dans leur *Guide pratique de l'officier de l'état civil* (édition 1950, n° 969), entraîne des retards parfois considérables dans l'organisation des tutelles.

Je vous prie de veiller dorénavant à satisfaire strictement au prescrit légal et à envoyer l'avis de décès *directement* au magistrat cantonal compétent (celui du domicile du décédé) dans le délai prévu de vingt-quatre heures.

Les officiers de l'état civil qui ont pris l'habitude d'adresser cet avis par l'entremise de leur collègue du domicile peuvent continuer cet usage *sans négliger* l'avis direct prescrit par la loi. Ils s'astreignent simplement à envoyer deux formulaires : l'un directement au juge de paix du domicile, l'autre à leur collègue du même domicile.

2. Enfant posthume.

Il peut arriver qu'une femme mariée soit enceinte au moment du décès de son mari. A la naissance de l'enfant, sa tutelle doit être organisée. A cette fin, il importe que l'officier de l'état civil qui a reçu la déclaration de naissance de l'enfant posthume en avise, dans les trois jours, le juge de paix du domicile de la mère.

3. Enfant naturel.

L'article 57*bis* du Code civil (art. 1^{er} de la loi du 7 mars 1938) vous impose d'aviser, dans les trois jours, le juge de paix de la déclaration de naissance d'un enfant naturel. Cet avis doit être envoyé au magistrat cantonal du lieu de la naissance.

Des événements ultérieurs peuvent entraîner des modifications dans l'organisation de la tutelle de cet enfant ou même sa suppression. Il importe que MM. les juges de paix soient avertis de ces événements.

Je prie en conséquence l'officier de l'état civil qui a acté soit une reconnaissance soit une *légitimation* d'enfant naturel, d'en aviser, dans les trois jours, M. le juge de paix du domicile de l'enfant mineur.

Il appartiendra à ce magistrat d'examiner sa compétence et de transmettre éventuellement l'avis à son collègue compétent.

Lors du décès d'un enfant naturel ou de son auteur, l'article 79 du Code civil vous enjoint déjà d'en aviser le juge de paix du domicile du décédé dans les vingt-quatre heures.

Veillez noter que les parquets ont mission d'aviser MM. les juges de paix de l'existence d'une décision judiciaire définitive en désaveu de paternité ou en contestation de légitimité. Il n'est donc pas nécessaire pour vous d'aviser ce magistrat de la transcription du dispositif d'une telle décision judiciaire.

In die geest legt de wet u zekere verplichtingen op waarvan de praktijk de ontoereikendheid heeft aangetoond. Het belang van de bevoogden eist, met het oog op een goed beleid van het voogdijregime, dat uw samenwerking met de heren vrederechters zich niet beperke tot de louter wettelijke verplichtingen. Ik ben ervan overtuigd dat uw sociaal gevoel u er zal toe aanzetten de hand te houden aan de naleving van volgende richtlijnen :

1. Overlijdens.

Artikel II der hypothecaire wet van 16 December 1851 tot aanvulling van artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek schrijft aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het overlijden voor, *binnen vier en twintig uren*, kennis te geven van de overlijdensakte aan de vrederechter van de woonplaats van de overledene, hem, zoveel mogelijk, te kennen gevende of er minderjarige of afwezige erfgenamen zijn.

Ik heb kunnen vaststellen dat tal van ambtenaren van de burgerlijke stand de vrederechter der woonplaats van de overledene niet rechtstreeks en binnen de gestelde termijn verwittigen, doch hun bericht toesturen aan hun collega van die woonplaats met verzoek de meldingen ervan aan te vullen en het vervolgens aan de kantonnale magistraat over te maken. Deze doenwijze, vooropgesteld door Roland en Wouters in hun *Practische Gids van de ambtenaar van de burgerlijke stand* (uitgave 1950, n° 969), verwekt soms aanzienlijke vertragingen bij het inrichten der voogdijen.

Ik verzoek u voortaan te waken op de stipte naleving van de wettelijke voorschriften en het bericht van overlijden *rechtstreeks* toe te sturen aan de bevoegde kantonnale magistraat (deze der woonplaats van de overledene) binnen de voorziene termijn van vier en twintig uur.

De ambtenaren van de burgerlijke stand die de gewoonte aangenomen hebben dit bericht door toedoen van hun collega der woonplaats over te maken, mogen dit gebruik voortzetten *zonder* het door de wet voorziene rechtstreeks bericht *te verwaarlozen*. Zij verbinden er zich eenvoudig toe twee formulieren toe te sturen, één rechtstreeks aan de vrederechter der woonplaats en één aan hun collega der zelfde woonplaats.

2. Nageboren kind.

Het kan gebeuren dat een gehuwde vrouw zwanger is op het ogenblik van het overlijden van haar echtgenoot. Bij de geboorte van het kind moet de voogdij ingericht worden. Te dien einde moet de ambtenaar van de burgerlijke stand die de geboorteaangifte van het nageboren kind ontvangen heeft, binnen drie dagen, de vrederechter van de woonplaats der moeder ervan verwittigen.

3. Natuurlijk kind.

Artikel 57bis van het Burgerlijk Wetboek (art. 1 der wet van 7 Maart 1938) gebiedt u, binnen drie dagen, de vrederechter te verwittigen van de geboorteaangifte van een natuurlijk kind. Dit bericht dient gestuurd aan de kantonnale magistraat van de geboorteplaats.

Latere gebeurtenissen kunnen wijzigingen in de inrichting van de voogdij van dit kind of zelfs de afschaffing der voogdij voor gevolg hebben. Het is noodzakelijk dat deze gebeurtenissen aan de heren vrederechters signaleerd worden.

Dienvolgens verzoek ik de ambtenaar van de burgerlijke stand die hetzij een erkenning, hetzij een wettiging van een natuurlijk kind geacteerd heeft er, binnen drie dagen, de heer vrederechter der woonplaats van het minderjarig kind over in te lichten.

Het zal deze magistraat behoren zijn bevoegdheid na te gaan en het bericht gebeurlijk aan zijn bevoegde collega over te maken.

Bij overlijden van een natuurlijk kind of van zijn ouder, gebiedt artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek u reeds hiervan de vrederechter van de woonplaats van de overledene binnen vier en twintig uren te verwittigen.

Gelieve op te merken dat de parketten opdracht hebben de heren vrederechters te verwittigen van het bestaan van een definitieve gerechtelijke beslissing van ontkenning van vaderschap of van betwisting van wettigheid. U hoeft dus deze magistraat niet te verwittigen van de overschrijving van het beschikkend gedeelte van dergelijke gerechtelijke beslissing.

4. Mariages et remariages.

Vous n'ignorez pas qu'une fille-mère qui veut se marier et qu'une veuve qui veut contracter une nouvelle union perdent la tutelle de leurs enfants mineurs, si avant la célébration du mariage, le conseil de famille n'a pas été convoqué pour décider leur maintien dans la tutelle (art. 395 du Code civil). Il importe dès lors pour le juge de paix qui organisa la tutelle d'être averti sans retard de ces projets matrimoniaux.

Lorsque donc une future épouse, mère naturelle ou veuve, veut contracter mariage et se présente à l'administration communale en vue de faire procéder aux publications légales, il y a lieu pour vous d'en aviser, dans les vingt-quatre heures, le juge de paix du domicile de cette personne.

5. Adoptions.

Le juge de paix doit également être averti lorsqu'un mineur sous tutelle jouit du bénéfice d'une adoption. Il y a donc lieu pour l'officier de l'état civil qui transcrit le dispositif d'une décision judiciaire homologuant une adoption d'en aviser dans les trois jours le juge de paix du domicile de l'adopté.

Le Procureur du Roi,
CH. MAUROY.

4. Huwelijken en nieuwe huwelijken.

Het is u niet onbekend dat een ongehuwde moeder die wenst te huwen en een weduwe die wenst opnieuw in het huwelijk te treden, de voogdij over hun minderjarige kinderen verliezen wanneer, vóór de voltrekking van het huwelijk, de familie-raad niet werd bijeengevoepen om te beslissen over het behoud der voogdij (art. 395 van het Burgerlijk Wetboek). Het is dus wenselijk dat de vrederechter die de voogdij inrichtte onverwijld zou verwittigd worden van deze huwelijksplannen.

Wanneer dus een aanstaande echtgenote, natuurlijke moeder of weduwe, wenst te huwen en zich bij het gemeentebestuur aanbiedt om tot de wettelijke bekendmakingen te doen overgaan, dient u hiervan, binnen vier en twintig uren, de vrederechter van de woonplaats van deze persoon te verwittigen.

5. Aannemingen.

De vrederechter moet eveneens verwittigd worden wanneer een bevoegd minderjarige het voordeel van een aanneming geniet. De ambtenaar van de burgerlijke stand die het beschikkend gedeelte van een gerechtelijke beslissing tot bekrachtiging van een aanneming overschrijft, moet dus hiervan, binnen drie dagen, de vrederechter der woonplaats van de aangenomene verwittigen.

De Procureur des Konings,
CH. MAUROY.

COUR D'APPEL A GAND
HOF VAN BEROEP TE GENT

NOTAIRES. — DISCIPLINE.

Parquet de la Cour d'appel
de Gand.

D. 48/3 - D. 48/4
R. n° 15/56.

Gand, le 1^{er} mars 1956.

Destination : Procureurs du Roi, substituts du Procureur du Roi.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Il me paraît utile et opportun d'attirer votre attention sur un jugement rendu le 10 novembre 1955 en matière de discipline notariale par le tribunal de première instance de Courtrai.

Le texte de ce jugement a été publié dans la revue *Tijdschrift voor Notarissen*, n° 12, décembre 1955, pages 219 à 226. Cette décision, qui n'a fait l'objet d'aucun recours, contient un exposé à la fois exact et remarquable des principes auxquels le notaire doit nécessairement se conformer, tant du point de vue professionnel que moral, dans l'exercice d'une charge qu'il y a lieu de considérer comme étant l'une des personifications de la foi publique.

Le fait que le tribunal de Courtrai applique ces principes au comportement effectif du notaire en question permet aux parquets d'adopter dans la pratique cette décision judiciaire comme ligne de conduite dans les cas de jour en jour plus nombreux où ils se voient contraints d'introduire devant leur juridiction une action disciplinaire contre des notaires.

Je vous saurais gré, par conséquent, de vouloir bien inviter MM. les magistrats de votre parquet, et notamment ceux chargés spécialement de la discipline notariale, à lire attentivement le jugement du tribunal de Courtrai, à le méditer et surtout à le retenir, en vue de l'exercice de leur contrôle sur le comportement d'officiers ministériels dont actuellement le corps n'est que trop souvent amené à constater, parmi ses membres, la perte ou même l'oubli du sens de l'honneur, de la délicatesse, de l'honnêteté, de la dignité, de l'intégrité, de la probité et de l'autorité.

Je pense pouvoir formuler la même recommandation à l'égard d'un jugement rendu le 29 juin 1955 par le tribunal de première instance de Huy, jugement insistant notamment sur la grave méconnaissance de la dignité inhérente aux fonctions notariales par le notaire qui a fait preuve, en matière d'honoraires non tarifés, d'une incontestable légèreté, d'une négligence inqualifiable et d'un manque de pondération hautement blâmable dans la détermination des sommes à lui revenant, et a en même temps et par la même occasion, cherché à égarer le client dont il était le conseiller.

Le texte de ce jugement a été publié dans la *Revue pratique du Notariat belge*, livraison n° 2394, 10, 20, 30 décembre 1955, pages 397 à 403.

Le Procureur général,
HERMANN BEKAERT.

NOTARISSSEN. — TUCHT.

Parket van het Hof van beroep
te Gent.

D. 48/3 - D. 48/4
R. n° 15/56.

Gent, 1 Maart 1956.

Bestemming : Procureurs des Konings, substituten Procureur des Konings.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Ik acht het nuttig en gepast uw aandacht te vestigen op een vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 10 November 1955, in zake notariële tucht.

De tekst van dit vonnis werd gepubliceerd in het *Tijdschrift voor Notarissen*, n° 12, December 1955, blz. 219 tot 226. Deze beslissing, waartegen geen beroep werd ingesteld, omvat een juiste en tevens merkwaardige uiteenzetting van de principes betreffende de professionele en morele vereisten bij de uitoefening door de notaris van een ambt, dat als een der verpersoonlijkingen van de openbare trouw moet worden beschouwd.

In verband met de door de rechtbank te Kortrijk gemaakte toepassing van deze principes op de feitelijke gedragingen van de betrokken notaris, kan deze rechterlijke beslissing werkelijk als leidraad dienen voor de parketten in de met de dag toenemende gevallen waarin zij ertoe genoopt worden de tuchtvoordering tegen notarissen vóór hun rechtbank in te stellen.

Ik zou u dan ook dank weten de heren magistraten van uw parket, en o.m. dezen in het bijzonder belast met de tucht ten opzichte van de notarissen, te willen uitnodigen het vonnis van de rechtbank te Kortrijk aandachtig te lezen, te overpeinzen en vooral te onthouden, met het oog op de uitoefening van hun toezicht over de gedragingen van ministeriële officieren, waarvan het korps thans maar al te dikwijls moet vaststellen dat onder zijn leden de begrippen van eer, kiesheid, rechtschapenheid, waardigheid, onbaatzuchtigheid, achting en gezag, uit het oog worden verloren, of zelfs over het hoofd worden gezien.

Ik meen dezelfde aanbeveling te mogen doen ten opzichte van een vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Hoei, op 29 Juni 1955, waarbij o.m. de nadruk gelegd werd op de grove miskenning van de waardigheid, aan de notariële functies verbonden door de notaris die, in zake niet getarifeerde honoraria, blijk gegeven heeft van een onbetwistbare lichtzinnigheid, een ongehoorde nalatigheid en een volstrekt af te keuren gemis aan matigheid bij het bepalen van het ereloon dat hem toekomt, en tevens hierbij gepoogd heeft zijn cliënt, waarvan hij de raadgever is, op een dwaalspoor te brengen.

De tekst van dit vonnis werd gepubliceerd in de *Revue pratique du Notariat belge*, aflevering n° 2394, 10, 20, 30 December 1955, blz. 397 tot 403.

De Procureur-Generaal,
HERMANN BEKAERT.

NATURALISATION. — ÉTAT CIVIL. — PERSONNES DÉPLACÉES. — RÉFUGIÉS.

Parquet de la Cour d'appel de Gand.

D. 145 - D. 131/6 - D. 162 - D. 83/14
R. n° 18/56.

Gand, le 16 mars 1956.

Destination : Procureurs du Roi, substituts du Procureur du Roi.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Il arrive qu'après avoir introduit une demande de naturalisation, l'intéressé la retire parce qu'il ne désire pas donner suite à l'invitation des autorités consulaires de son pays le priant de se présenter personnellement en vue de l'obtention des documents nécessaires.

A ce propos, M. le Ministre de la Justice m'a prié d'attirer votre attention sur ce qui suit.

Certaines pièces, telles que l'acte de naissance, le certificat de coutume et des documents militaires, qui doivent être présentées par des réfugiés et des personnes y assimilées, peuvent être remplacées respectivement par un acte de notoriété, un certificat délivré par le Ministère des Affaires étrangères, avenue des Arts, 25, à Bruxelles, et une déclaration solennelle dans laquelle le requérant expose la façon dont il a satisfait à ses obligations militaires ou les raisons pour lesquelles il en fut légalement exempté.

Ma circulaire D. 131/6, R. n° 118/48, relative à l'état civil, concernait la dispense de légalisation en faveur de réfugiés et de personnes déplacées hostiles au gouvernement de leur pays et privés, de ce chef, de la protection des représentants diplomatiques et consulaires de ces gouvernements.

M. le Ministre de la Justice estime qu'il importe d'étendre ces instructions à toute personne d'un des pays de l'Est qui ne désire point entrer en contact avec les autorités de son pays.

Le Procureur général,
HERMANN BEKAERT.

CHÈQUES POSTAUX.

(Traduction.)

Parquet de la Cour d'appel
de Gand.

D. 229/1-2.
R. n° 44/56.

Gand, le 19 juin 1956.

Destination : Procureurs du Roi, substituts du Procureur du Roi, officiers-commissaires aux délégations judiciaires, commissaire en chef aux délégations judiciaires, commissaires de police, commandants de district et de brigade de gendarmerie.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Le *Moniteur belge* du 13 juin 1956, p. 4050, a publié le texte de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal dont certaines dispositions intéressent spécialement les magistrats du ministère public et les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

NATURALISATIE. — BURGERLIJKE STAND. — VERPLAATSTE PERSONEN. — VLUCHTELINGEN.

Parket van het Hof van beroep te Gent.

D. 145 - D. 131/6 - D. 162 - D. 83/14
R. n° 18/56

Gent, 16 Maart 1956.

Bestemming : Procureurs des Konings, substituten Procureur des Konings.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Het is reeds voorgekomen dat, na een aanvraag tot naturalisatie te hebben ingediend, de betrokkene later van dit verzoek afzag omdat hij geen gevolg wenste te geven aan de uitnodiging van de consulaire overheid van zijn vaderland om zich persoonlijk aan te melden tot het bekomen van de vereiste bescheiden.

In verband hiermee heeft de heer Minister van Justitie mij verzocht uw aandacht te vestigen op het volgende :

Zekere bescheiden die door vluchtelingen en gelijkgestelden moeten voorgelegd worden, zoals geboorteakte, wetscertificaat en militaire bewijsstukken, mogen respectievelijk vervangen worden door een akte van bekendheid, een getuigschrift afgeleverd door het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Kunstlaan, 25, te Brussel, en een plechtige verklaring waarin de aanvrager uiteenzet op welke wijze hij aan zijn militaire verplichtingen heeft voldaan of om welke reden hij er wettelijk van ontslagen werd.

Mijn omzendbrief D. 131/6, R. n° 118/48, in zake burgerlijke stand, had betrekking op de vrijstelling van legalisatie ten gunste van uitgeweken en verplaatste personen die weerspanning zijn tegenover de regering van hun land en uit dien hooft niet genieten van de bescherming der diplomatieke en consulaire tegenwoordigers van die regeringen.

De heer Minister van Justitie acht het noodzakelijk dat deze aanwijzingen uitgebreid worden tot iedere persoon uit een der Oostlanden die niet wenst in voeling te treden met de overheden van zijn land.

De Procureur-Generaal,
HERMANN BEKAERT.

POSTCHECK.

Parket van het Hof van beroep
te Gent.

D. 229/1-2.
R. n° 44/56.

Gent, 19 Juni 1956.

Bestemming : Procureurs des Konings, substituten Procureurs des Konings, O. R., hoofdcommissarissen R. O., politiecommissarissen, commandanten rijkswachtdistricten en -brigades.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied.

Het *Belgisch Statsblad* van 13 Juni 1956, blz. 4050, publiceert de tekst van de wet van 2 Mei 1956 op de *postcheck*, waarvan sommige bepalingen de magistraten van het openbaar ministerie en de officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de Procureur des Konings, in het bijzonder aanbelangen.

Il y a lieu toutefois d'attirer dès maintenant leur attention sur la dernière disposition de la dite loi, à savoir l'article 29, qui laisse au *Roi* la faculté de décider de la *date d'entrée en vigueur* de la loi. Restent par conséquent applicables *jusqu'alors* non seulement les dispositions de la loi du 20 juin 1873 sur les chèques et autres mandats de paiements qui s'appliquent au chèque postal, mais également celles de la loi du 25 mars 1929 réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision (actuel article 509bis - C.P.), dans la mesure où les dispositions de cette dernière loi sont d'application au chèque postal.

La remise de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le chèque postal jusqu'à la date qui sera fixée par arrêté royal trouve son explication dans le fait que cette nouvelle loi doit nécessairement entrer en vigueur le *même jour* que la loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque bancaire, dont le projet, modifié par le Sénat, est encore en discussion actuellement à la Chambre des Représentants (voir *Doc. parl.*, session 1950-1951, Chambre, n° 298, 22 février 1951). L'article 71 de ce projet de loi dispose en effet que les lois précitées des 20 juin 1873 et 25 mars 1929 sont remplacées par cette loi (sur le chèque bancaire) sauf en matière de chèque postal.

Il s'indiquait donc que la nouvelle loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal et la loi uniforme sur le chèque entrassent *simultanément* en vigueur (voir *Doc. parl.*, session 1951-1952, Sénat, n° 431, 1^{er} juillet 1952. Exposé des motifs, p. 11, art. 29).

D'où la nécessité de conférer au Roi le droit de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, date qui coïncidera forcément avec celle de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi uniforme sur le chèque bancaire (voir : *Doc. parl.*, session 1954-1955, Sénat, n° 197. Rapport de la Commission des Communications, 31 mars 1955, p. 2).

*
* *

La nouvelle loi du 2 mai 1956 confère au chèque postal proprement dit ainsi qu'à l'assignation postale et au virement postal un statut légal particulier, par voie de coordination de l'ancienne législation éparse et parfois fragmentaire ainsi qu'en complétant et en améliorant ses dispositions, là où la chose s'avérerait nécessaire ou opportune.

Le chèque postal proprement dit, l'assignation postale et le virement postal sont cependant restés, quant à leur *nature* et à leur *forme*, ce qu'ils étaient antérieurement.

Ceci ressort d'ailleurs de la définition de ces titres, donnée par la nouvelle loi sous les articles 1^{er} (chèque postal proprement dit), 9 (assignation postale) et 12 (virement postal).

*
* *

La définition de ces titres ainsi que les mentions qui doivent y figurer et sont prescrites à peine de nullité, sont les suivantes :

1. Chèque postal :

A. Définition :

C'est le titre — nominatif ou au porteur — par lequel le titulaire d'un compte de chèques postaux donne ordre à l'Office des chèques postaux d'effectuer un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles.

B. Conditions de validité :

- a) Signature du titulaire du compte de chèques postaux ou de son mandataire;
- b) Date;
- c) Indication de la somme à payer, en chiffres et en lettres;
- d) Présentation au paiement ou, si le chèque est nominatif, transmission aux fins de paiement à l'Office des chèques postaux dans les six mois de la date d'émission.

Van meetaf dient echter hun aandacht te worden gevestigd op de laatste bepaling van bedoelde wet, te weten het *artikel 29*, waarbij de *datum van het inwerkingtreden* van de wet aan de beslissing van de *Koning* wordt overgelaten. *Tot dan toe* blijven dienvolgens toepasselijk niet alleen de bepalingen der wet van 20 Juni 1873 op de checks en andere betalingsmandaten, die op de postcheck toepasselijk zijn, maar ook de bepalingen van de wet van 25 Maart 1929 tot bestraffing der uitgifte van checks zonder dekking (huidig art. 509bis S.W.B.), in de mate waarin haar bepalingen op de postcheck toepasselijk zijn.

Deze verdaging van het inwerkingtreden der nieuwe wet op de postcheck tot op de datum die door koninklijk besluit zal worden bepaald, vindt haar uitlegging in het feit dat deze nieuwe wet noodzakelijk in werking dient te treden *dezelfde dag* als de wet betreffende het *invoeren in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de bankcheck*, waarvan het door de Senaat gewijzigde ontwerp thans nog vóór de Kamer der Volksvertegenwoordigers aanhangig is (zie : *Parl. Besch.*, zitting 1950-1951, Kamer, n° 298, 22 Februari 1951); artikel 71 van dit wetsontwerp bepaalt inderdaad dat de hierboven reeds vermelde wetten van 20 Juni 1873 en van 25 Maart 1929, door deze wet (op de bankcheck) vervangen worden, behoudens wat de postcheck betreft.

Het was dus nodig dat de nieuwe wet (van 2 Mei 1956) op de postcheck en de eenvormige wet op de check *gelijktijdig* in werking zouden treden (zie : *Parl. Besch.*, zitting 1951-1952, Senaat, n° 431, 1 Juli 1952, memorie van toelichting, blz. 11, sub., art. 29).

Vandaar de noodzakelijkheid aan de Koning het recht te verlenen de datum van inwerkingtreding van de wet van 2 Mei 1956 op de postcheck te bepalen, datum die noodzakelijk zal samenvallen met die van het inwerkingtreden van de nieuwe eenvormige wet op de bankcheck (zie : *Parl. Besch.*, zitting 1954-1955, Senaat, n° 197. Verslag Commissie van Verkeerswezen, 31 Maart 1955, blz. 2).

*
* *

De nieuwe wet van 2 Mei 1956 verstrekt aan de *eigenlijke postcheck*, alsmede aan de *postassignatie* en aan de *postoverschrijving*, een *afzonderlijk wettelijk statuut*, bij wijze van samenschakeling van de vroegere verspreide en soms fragmentarische wetgeving en tevens door aanvulling of verbetering hiervan, waar zulks nodig of gepast gebleken is.

Evenwel, zijn de *eigenlijke postcheck*, de *postassignatie* en de *postoverschrijving*, wat *aard* en *vorm* betreft, gebleven wat zij vroeger waren.

Zulks blijkt trouwens uit de begripsomschrijving van deze titels, door de nieuwe wet gegeven in de *artikelen 1 (eigenlijke postcheck)*, *9 (postassignatie)*, en *12 (postoverschrijving)*.

*
* *

De *begripsomschrijving* van deze titels, alsmede de *vermeldingen* die erop *moeten* voorkomen, en voorgeschreven worden op *straf van nietigheid*, zijn de volgende :

1. Postcheck :

A. Begripsomschrijving :

Is de titel — op naam of aan toonder — waarbij de houder van een postcheckrekening aan het Bestuur der postchecks order geeft op het beschikbaar tegood een gereede betaling op zicht te verrichten.

B. Geldigheidsvoorwaarden :

a) Handtekening van de houder van de postcheckrekening of van diens lasthebber;

b) Dagtekening;

c) Vermelding van de te betalen som in cijfers *en* in letters;

d) Aanbod ter betaling, of indien zij op naam is, toezending ter betaling aan het Bestuur der postchecks binnen zes maanden na de datum van uitgifte.

2. Assignment postale :

A. Définition :

C'est un *chèque postal nominatif* validé par l'Office des chèques postaux en vue de son paiement par l'Office ou par un bureau de poste et payable uniquement au bénéficiaire ou à son mandataire, qui doivent justifier de leur identité.

B. Conditions de validité :

(Voir celles qui sont requises pour le chèque postal.)

3. Virement postal :

A. Définition :

C'est le titre par lequel le titulaire d'un compte de chèques postaux donne ordre à l'Office des chèques postaux de transférer tout ou partie de son avoir préalablement disponible au compte d'un autre titulaire de compte de chèques postaux. Il est individuel ou collectif, selon que le montant doit être transféré au compte d'un ou de plusieurs bénéficiaires.

B. Conditions de validité :

- a) Signature du titulaire du compte de chèques postaux ou de son mandataire;
- b) Date;
- c) Indication de la somme à payer;
- d) Transmission pour exécution à l'Office des chèques postaux dans les six mois de l'émission.

*
* *

Bien que, comme l'a fait remarquer le Conseil d'Etat dans son avis, la propriété d'un chèque ne pourrait, à la vérité, être transmise par voie d'endossement que si la loi le prévoyait expressément, la nouvelle loi dispose de façon formelle et dans le but de faire ressortir la nette distinction existant en la matière entre le chèque postal et le chèque bancaire, que le *chèque postal* — qu'il s'agisse d'un chèque proprement dit, d'une assignment postale ou d'un virement postal — *n'est pas susceptible d'endossement (articles 2 et 9, 3^e alinéa)*.

Des *dispositions communes (article 15 à 19 y compris)* règlent : la responsabilité du titulaire d'un compte de chèques postaux quant aux ordres émis par lui et aux conséquences résultant de la perte, du vol ou de l'emploi abusif des formules de chèques ou de virements postaux; l'opposition en cas de perte, de vol ou d'emploi abusif de ces formules; l'exonération de toute responsabilité de l'Administration des Postes dans des cas déterminés; la prescription de l'avoir des comptes au profit du Trésor, si aucune opération n'a été effectuée pendant une durée de dix ans.

Enfin — et c'est sans doute la principale innovation de la nouvelle loi — *les articles 20 à 27 y compris* règlent le *recours du bénéficiaire* d'un chèque postal nominatif ou d'un virement postal *en cas de non-paiement*.

Cette réglementation est en corrélation avec les articles 40 et suivants du projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque bancaire d'où elle élimine cependant toutes les dispositions en matière de droits et de devoirs des endosseurs, des avaliseurs et des autres obligés, le chèque postal n'étant, en effet, pas susceptible d'endossement.

*
* *

2. Postassignatie :

A. Begripsomschrijving :

Is een *postcheck op naam*, die door het Bestuur der postchecks is geldig gemaakt om door het Bestuur of een postkantoor te worden uitbetaald, en die slechts betaalbaar is aan de rechthebbende of zijn mandataris, die van hun identiteit moeten doen blijken.

B. Geldigheidsvoorwaarden :

(Zie deze vereist voor de postcheck.)

3. Postoverschrijving :

A. Begripsomschrijving :

Is de titel, waarbij de houder van een postcheckrekening aan het Bestuur der postchecks order geeft zijn voorafgaandelijk beschikbaar tegoed, geheel of gedeeltelijk, op de rekening van een andere houder van een postcheckrekening over te boeken; zij is individueel of collectief, naargelang het bedrag op de rekening van één of van meer rechthebbenden moet worden overgeboekt.

B. Geldigheidsvoorwaarden :

a) Handtekening van de houder van de postcheckrekening of van diens mandataris;

b) Dagtekening;

c) Vermelding van het te betalen bedrag;

d) Toezending voor uitvoering aan het Bestuur der postchecks binnen zes maanden na de uitgifte.

*
* *

Alhoewel, zoals de Raad van State het in zijn advies heeft doen opmerken, de eigendom van een check door middel van endossement slechts zou kunnen worden overdragen zo de wet zulks uitdrukkelijk voorziet, heeft de nieuwe wet, ten einde het duidelijk onderscheid welk in dat opzicht tussen postcheck en bankcheck bestaat te doen uitkomen, uitdrukkelijk bepaald dat de *postcheck*, — om het even of het een eigenlijke check, een postassignatie of een postoverschrijving geldt, — niet kan geëndosseerd worden (art. 2 en 9, lid 3).

Gemeenschappelijke bepalingen (art. 15 tot en met 19) regelen : de aansprakelijkheid van de houder van een postcheckrekening voor de door hem gegeven orders en voor de gevolgen die voortspruiten uit verlies, diefstal of verkeerd gebruik van de postcheck- of postoverschrijvingsformulieren; het aantekenen van verzet in geval van verlies, diefstal of verkeerd gebruik van deze formulieren; de opheffing van alle aansprakelijkheid van het Bestuur der posterijen in bepaalde gevallen; het verval van het tegoed der rekeningen ten behoeve van de Schatkist, zo gedurende tien jaren geen enkele verrichting gedaan werd.

Ten slotte, — en zulks is wel de hoofdzakelijke nieuwigheid van de nieuwe wet — regelen de *artikelen 20 tot en met 27 het verhaal van de rechthebbende van een postcheck op naam of van een postoverschrijving in geval van wanbetaling*.

Deze regeling leunt aan bij de artikelen 40 en volgende van het wetsontwerp betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de bankcheck, waaruit echter al de bepalingen betreffende de rechten en plichten van de endossanten, avalgevers en andere verbonden weggelaten werden, daar immers de postcheck niet kan geëndosseerd worden.

*
* *

L'article 28 de la loi du 2 mai 1956 offre toutefois pour les parquets et les officiers de police judiciaire un intérêt plus particulier, du fait qu'il comble une lacune de notre législation pénale en prévoyant pour le Code pénal un nouvel article 509bis qui punit, en effet, *de façon formelle*, l'émission sans provision d'un virement postal.

En effet, jusqu'à présent cette extension traduisait simplement le point de vue de la jurisprudence, qui était basé sur les travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1929 (art. 509bis Code pénal) (voir notamment : *Pasinomie*, 1929, pp. 143, 146 à 149; *J. Constant*, deuxième partie, II, n° 1238; *Bruxelles*, 6 mai 1934, R.P.P. 1934, 713; *Gand*, 5^e chambre, 5 décembre 1952, en cause du M. P. contre Van Der Taelen, Eduard, non publié).

L'article 28 de la nouvelle loi dispose à présent :

« L'article 509bis du Code pénal est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 509bis. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de vingt-six à trois mille francs :

» Celui qui *sciemment* émet sans provision *suffisante préalable et disponible*, un *chèque postal* ou un *virement postal*;

» 2° Celui qui *cède* un de ces titres, *sachant* que la provision n'est pas suffisante et disponible;

» 3° Celui qui, *ayant émis* un de ces titres, retire *sciemment*, dans les six mois de leur émission, tout ou partie de leur provision;

» 4° Celui qui, *ayant émis* un de ces titres, en rend, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, tout ou partie de la provision indisponible. »

Il y a lieu de faire remarquer, quant à la nouvelle disposition précitée qui *n'entrera en vigueur qu'à la date fixée par arrêté royal*, que le projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque prévoit à l'article 65 des *sanctions spéciales* en ce qui concerne le *chèque bancaire* et dispose en même temps que l'article 509bis du Code pénal ne s'appliquera plus à l'avenir qu'au *chèque postal*.

Rien ne semble indiquer que la Chambre des Représentants s'écartera des amendements apportés en la matière par le Sénat au projet de loi en question. Aussi la nouvelle loi du 2 mai 1956 contient-elle une disposition tendant à remplacer l'article 509bis du Code pénal par un texte nouveau, dont l'application a été *expressément* limitée au *chèque postal* et au *virement postal*.

Je considère cette manière de procéder comme très regrettable, car la tâche du pouvoir judiciaire ne s'en trouvera nullement facilitée, étant donné que des dispositions différentes réprimeront un même *comportement* et devront, en outre, être recherchées dans des lois différentes.

*
* *

Dans le but d'éviter toute méprise, mon office veillera à attirer votre attention sur la publication de l'arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 mai 1956, date qui coïncidera vraisemblablement avec celle de l'entrée en vigueur des dispositions à adopter sous peu par le parlement et à sanctionner par le Roi et qui sont proposées en matière d'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque.

Le Procureur général,

HERMANN BEKAERT.

Artikel 28 van de wet van 2 Mei 1956 biedt echter voor de parketten en officieren van gerechtelijke politie een meer bepaalde interesse, omdat het een leemte van onze strafwetgeving aanvult door een nieuw artikel 509bis van het Strafwetboek te voorzien dat namelijk de uitgifte van de postoverschrijving zonder dekking *uitdrukkelijk* strafbaar stelt.

Tot nogtoe immers was deze uitbreiding enkel de zienswijze van de rechtspraak, gegrond op de voorbereidende werken der wet van 25 Maart 1929 (art. 509bis S.W.B.) (zie o.m. : *Pasinomie*, 1929, blz. 143, 146 tot 149; *J. Constant*, tweede deel, II, n° 1238; *Brussel*, 6 Mei 1934, R.D.P. 1934, 713; *Gent*, 5^e kamer, 5 December 1952, in zake O. M. tegen Van Der Taelen, Eduard, niet gepubliceerd).

Thans bepaalt het artikel 28 van de nieuwe wet :

« Artikel 509bis van het Strafwetboek wordt *vervangen* door de volgende bepaling :

« Artikel 509bis. Met gevangenisstraf van één maand tot twee jaar en niet » geldboete van zes en twintig frank tot drie duizend frank wordt gestraft :

» 1° hij die *wetens*, zonder *toereikende*, *voorafgaande* en *beschikbare* dekking » een *postcheck* of een *postoverschrijving* uitgeeft;

» 2° hij die één van deze titels *afstaat*, *wetende* dat de dekking ontoereikend » en onbeschikbaar is;

» 3° hij die, *na* één van deze titels te hebben *uitgegeven*, *wetens* hun dekking » geheel of gedeeltelijk binnen zes maanden na hun uitgifte afhaalt;

» 4° hij die, *na* één van deze titels te hebben *uitgegeven*, met bedrieglijk opzet » of met de bedoeling te schaden, de dekking geheel of gedeeltelijk onbeschikbaar » maakt. »

In verband met voormelde nieuwe bepaling, *die enkel van toepassing zal worden op de datum bij koninklijk besluit vastgesteld*, past het te doen opmerken dat het wetsontwerp betreffende het invoeren van de eenvormige wet op de check in 's lands wetgeving, in zijn artikel 65 *bijzondere strafbepalingen* voorziet ten opzichte van de *bankcheck*, en tevens bepaalt dat artikel 509bis, S.W.B., *in de toekomst* enkel op de *postcheck* van toepassing zal zijn.

Niets schijnt erop te wijzen dat de Kamer der Volksvertegenwoordigers van de door de Senaat aan dit wetsontwerp aangebrachte amendementen terzake zal afwijken. Daarom werd in de nieuwe wet van 2 Mei 1956 een bepaling voorzien om artikel 509bis S.W.B. te vervangen door een nieuwe tekst, waarvan de toepassing *uitdrukkelijk* beperkt werd tot de *postcheck* en de *postoverschrijving*.

Deze werkmethode is mijns inziens zeer betreutenswaardig daar zij de taak van de rechterlijke macht in geen geval zal vergemakkelijken, vermits verschillende bepalingen een zelfde *gedraging* zullen beteugelen en daarbij zullen dienen opgezocht te worden in verschillende wetten.

*
* *

Ten einde elke vergissing te voorkomen, zal mijn ambt erover waken dat uw aandacht er op gevestigd worde van zodra een koninklijk besluit de datum zal bepalen waarop de wet van 2 Mei 1956 in werking zal treden, hetzij wellicht bij de inwerkingtreding van de door de Kamers eerlang aan te nemen en door de Koning te bekrachtigen bepalingen, voorgesteld in zake het invoeren in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de check.

De Procureur-Generaal,
HERMANN BEKAERT.

SECONDS MARIAGES. — VIDUITÉ. — DIVORCE.

(Traduction.)

Parquet de la Cour d'appel
de Gand.D. 36-D. 218/1-D. 411.
R. n° 64/56.

Gand, le 18 août 1956.

Destination : Procureurs du Roi. — Substituts du Procureur du Roi. —
Officiers de l'état civil.

Monsieur le Procureur du Roi du ressort,

Le *Moniteur belge* du 15 juillet 1956 (p. 4713) a publié le texte de la loi du 30 juin 1956 modifiant le chapitre VIII du titre V du livre I^{er} du Code civil, relatif aux seconds mariages et le titre VI du livre I^{er} du même Code, relatif au divorce.

Cette loi, qui a apporté des modifications importantes aux articles 228, 295, 296 et 298 du Code civil et a abrogé l'article 297 du même Code, revêt pour les praticiens du droit en général et plus spécialement pour les magistrats du ministère public près les cours et tribunaux et pour les officiers de l'état civil un intérêt notoire m'incitant à commenter ces nouvelles dispositions de loi sous réserve d'instructions complémentaires si besoin en était.

*
* *

La nouvelle loi poursuit essentiellement un triple but :

1° l'assouplissement, dans des cas exceptionnels et bien déterminés, du principe régissant le *délai de viduité*, principe qui est cependant maintenu;

2° la suppression du délai de trois ans imposé aux époux divorcés par consentement mutuel avant de pouvoir contracter un nouveau mariage;

3° l'adaptation à l'économie générale de la nouvelle loi du délai prohibitif de trois ans qui a été maintenu et est imposé à l'époux divorcé pour cause d'adultère avant de pouvoir contracter avec son complice un nouveau mariage, ainsi que de la procédure particulière permettant, pour motif grave, l'abréviation de ce délai (loi du 16 avril 1935).

*
* *

1° Délai de viduité.

A. Le Code civil admet que la grossesse a une durée de cent quatre-vingts à trois cents jours; l'article 228 de ce Code dispose dès lors que la femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

La seule raison de l'interdiction légale et de la durée du délai de viduité est donc purement d'ordre physiologique. Aucune autre cause ne paraît avoir été retenue dans notre droit pas plus que dans ceux dont il est issu. En tout état de cause, il ne s'agit pas d'un principe d'ordre moral, puisque le délai de viduité ne vaut pas pour les deux époux. Il suffit, du reste, de rappeler que la doctrine et la jurisprudence unanimes se prononcent actuellement en faveur de la légitimité d'un enfant né après le mariage de son père alors que l'époque de la conception de cet enfant se place nécessairement à un moment où le père se trouvait encore dans les liens d'un mariage antérieur. (Voir : *Documents parlementaires*. Sénat. Session de 1954-1955. Rapport de la Commission de la Justice du Sénat, n° 310, 6 juillet 1955.) L'unique but de l'article 228 du Code civil est donc d'éviter le danger de la « confusio sanguinis » en cas de survenance d'enfants.

TWEDE HUWELIJKEN. — WEDUWSCHAP. — ECHTSCHIEDING.

Parket van het Hof van beroep
te Gent.

D. 36-D. 218/1-D. 411.
R. n° 64/56.

Gent, 18 Augustus 1956.

Bestemming : Procureuren des Konings. — Substituten van de Procureur des Konings. — Ambtenaren burgerlijke stand.

Mijnheer de Procureur des Konings van het rechtsgebied,

Het *Belgisch Staatsblad* van 15 Juli 1956 (blz. 4713) heeft de tekst bekendgemaakt van de *wet van 30 Juni 1956*, tot wijziging van hoofdstuk VIII van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de tweede huwelijken, en van titel VI van boek I van hetzelfde wetboek, betreffende de echtscheiding.

Deze wet, waardoor aan de artikelen 228, 295, 296 en 298 van het Burgerlijk Wetboek belangrijke wijzigingen worden gebracht en artikel 297 van hetzelfde wetboek opgeheven wordt, vertoont voor de rechtspractici over 't algemeen, en meer bepaald voor de magistraten van het O.M. bij de hoven en rechtbanken en voor de ambtenaren van de burgerlijke stand een opvallende interesse, die mij ertoe aanzet deze nieuwe wetsbepalingen te bespreken, onder voorbehoud van latere aanvullende voorlichting, zo zulks nodig mocht blijken.

* * *

De nieuwe wet heeft *hoofdzakelijk* een *drievoudig voorwerp* :

1° Het lenigen, in buitengewone en welbepaalde gevallen, van het evenwel gehandhaafde beginsel nopens de zogenoemde *termijn van weduwschap*;

2° De afschaffing van de termijn van drie jaar opgelegd aan de echtgenoten gescheiden door onderlinge toestemming vooraleer een nieuw huwelijk te kunnen aangaan;

3° De aanpassing aan de algemene inrichting van de nieuwe wet van de gehandhaafde verbodstermijn van drie jaar opgelegd aan de wegens overspel uit de echt gescheiden echtgenoot vooraleer met zijn medeplichtige een nieuw huwelijk te kunnen aangaan, alsmede van de bijzondere procedure om, wegens ernstige redenen, die termijn in te korten (wet van 16 April 1935).

* * *

1° Termijn van weduwschap.

A. Het Burgerlijk Wetboek neemt aan dat zwangerschap van honderd tachtig tot driehonderd dagen duurt; *artikel 228* van dit wetboek bepaalt derhalve dat de vrouw geen nieuw huwelijk kan sluiten, tenzij nadat tien volle maanden sedert de ontbinding van het vorig huwelijk verlopen zijn.

Het wettelijk verbod en de duur van de termijn van weduwschap zijn dus gegrond op een louter physiologische reden. Blijkbaar werd geen andere oorzaak in aanmerking genomen in ons recht, en overigens ook niet in andere waaruit het is ontstaan, allermint een moreel beginsel, vermits de termijn van weduwschap niet voor beide echtgenoten geldt. Het volstaat trouwens eraan te herinneren dat rechtsleer en rechtspraak thans eenparig de wettigheid aanvaarden van een kind dat na het huwelijk van zijn vader geboren is, niettegenstaande de verwekking noodzakelijk plaats heeft gehad terwijl de vader nog door een vorig huwelijk gebonden was. (Zie : *Parlementaire bescheiden*. Senaat. Zitting 1954-1955. Verslag Senaatscommissie voor Justitie, n° 310, 6 Juli 1955.) Het doel van artikel 228, Burgerlijk Wetboek, is dus enkel het gevaar voor « *confusio sanguinis* » te voorkomen, zo er kinderen geboren werden.

En effet, en vertu du jeu des présomptions légales sur la durée possible des grossesses, il existe un intervalle de 120 jours dans lequel se place nécessairement la conception. Si la femme pouvait se remarier dès la dissolution du premier mariage et si elle donnait ensuite le jour à un enfant moins de trois cents jours après la dissolution de ce premier mariage, cet enfant pourrait être attribué à ses deux maris, puisque la période de cent vingt jours avait commencé pendant le premier mariage et n'était pas encore terminée au moment du second mariage. (Voir : *De Page*, tome I^{er}, n° 615, p. 669; *Kluyskens*, « *Personen en Familie-recht* », 2^e édition, n° 238, p. 243, petits caractères.)

Il fallait donc conserver le principe du délai de viduité afin d'éviter que le doute subsiste au sujet de la paternité d'un enfant et d'empêcher ainsi les conséquences de toutes espèces que ce doute pourrait entraîner, tant pour l'ordre des familles que pour les dévolutions successorales. (Voir : *Documents parlementaires*, Chambre, session 1955-1956. Rapport de la Commission de la Justice, n° 471/2, 12 juin 1956, p. 2.)

C'est pourquoi le principe de l'article 228 du Code civil a été *maintenu* au premier alinéa du nouvel article 228 :

« La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après trois cents jours révolus depuis la dissolution du mariage précédent. » (Art. 1^{er}. Loi du 30 juin 1956.)

La loi vise aussi bien le cas de dissolution du mariage par divorce que le cas de dissolution du mariage par le décès du mari. (Voir : *Documents parlementaires*. Sénat. Session de 1954-1955. Rapport de la Commission de la Justice du Sénat, n° 310, 6 juillet 1955, p. 3.)

B. Le délai de viduité perd cependant toute utilité si la femme a accouché dans les trois cents jours qui suivent la dissolution du mariage; dans pareil cas, la « *confusio sanguinis* » n'est plus à craindre. La doctrine avait d'ailleurs admis jusqu'ici que si la dite naissance avait lieu, le délai de viduité disparaissait, faute d'objet. (*De Page*, tome I^{er}, n° 616, p. 670; *Planiol et Ripert*, tome II, n° 116.)

A l'exemple du législateur français, la nouvelle loi a sanctionné cette manière de voir très judicieuse au moyen d'une disposition formelle. En effet, le nouvel article 228 comprend actuellement un second alinéa, libellé comme suit :

« Ce délai prend fin en cas d'accouchement. » (Art. 1^{er}, loi du 30 juin 1956.)

C. Enfin la nouvelle loi a tenté de restreindre autant que possible l'inégalité de l'homme et de la femme en matière de délai de viduité, chaque fois notamment qu'à la lumière de circonstances particulières il pourrait paraître que le dit délai ne répond plus effectivement au but fixé et que l'attribution légale de deux filiations paternelles à un même enfant peut quasiment être exclue.

Les alinéas trois à six y compris du nouvel article 228, introduits par la loi du 30 juin 1956, ont instauré une procédure permettant à la femme dont le mari s'est trouvé dans l'impossibilité physique de cohabiter avec elle soit par cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, d'obtenir la réduction ou la suppression du délai de viduité.

Si, en effet, lors de la dissolution du mariage par suite du décès du mari, les époux n'étaient pas en instance de divorce, il peut se faire néanmoins que ceux-ci vivaient effectivement séparés ou éloignés depuis un temps fort long.

Si la veuve requiert l'abréviation ou la suppression du délai de viduité, elle devra, en pareil cas, *apporter la preuve* de l'impossibilité *physique* de cohabiter avec son mari, et si elle requiert la suppression du délai, elle devra apporter la preuve que cette impossibilité a duré au moins trois cents jours.

Inderdaad, ter wille van de werking der wettelijke vermoedens over de mogelijke duur van de zwangerschap, bestaat er een tijdsruimte van honderd twintig dagen binnen dewelke de ontvangenis noodzakelijk is geschied. Mocht de vrouw onmiddellijk na de ontbinding van het eerste huwelijk hertrouwen, en moest zij vervolgens het leven schenken aan een kind minder dan driehonderd dagen na de ontbinding van dit eerste huwelijk, zou dat kind aan haar beide echtgenoten kunnen toegeschreven worden, vermits de tijdspanne van de honderd twintig dagen een aanvang genomen had gedurende het eerste huwelijk en nog geen einde genomen had toen het tweede huwelijk aangegaan werd. (Zie : *De Page*, B. 1., n° 615, blz. 669; *Kluyskens, Personen- en Familierecht*, 2° dr., n° 238, blz. 243, kleine druk.)

Het beginsel van de termijn van weduwschap diende dus te worden gehandhaafd, ten einde te vermijden dat enige twijfel zou blijven bestaan omtrent het vaderschap van een kind, en aldus allerhande gevolgen te voorkomen die er zouden kunnen uit voortspuiten, zowel voor de bestaande gezinstoestanden als voor de erfopvolging. (Zie *Parlementaire bescheiden*. Kamer. Zitting 1955-1956. Verslag Commissie voor Justitie, n° 471/2, 12 juni 1956, blz. 2.)

Daarom werd het principe van artikel 228 van het Burgerlijk Wetboek in de eerste alinea van het *nieuw artikel 228 behouden* :

« De vrouw kan geen nieuw huwelijk sluiten tenzij nadat driehonderd volle dagen sedert de ontbinding van het vorige huwelijk verlopen zijn. » (Art. 1, wet van 30 juni 1956.)

De wet beoogt zowel het geval van ontbinding van het huwelijk door echtscheiding als het geval van ontbinding door het overlijden van de man. (Zie : *Parlementaire bescheiden*. Senaat. Zitting 1954-1955. Verslag Senaatscommissie voor Justitie, n° 310, 6 juli 1955, blz. 3.)

B. De termijn van weduwschap verliest evenwel zijn nut, zo de vrouw binnen driehonderd dagen sedert de ontbinding van het huwelijk een kind ter wereld brengt; voor « *confusio sanguinis* » dient in dergelijk geval niet meer gevreesd te worden. De rechtsleer had trouwens tot nogtoe aanvaard dat bij de verwezenlijking van bedoelde geboorte, de termijn van weduwschap een einde nam bij gebrek aan voorwerp (*De Page*, B. 1., n° 616, blz. 670; *Plantol et Ripert*, B. II, n° 116).

Naar het voorbeeld van de Franse wetgever, heeft de nieuwe wet deze redelijke zienswijze door middel van een uitdrukkelijke bepaling bekrachtigd. Het nieuw artikel 228 omvat thans inderdaad een tweede alinea, luidend als volgt : « *Die termijn neemt een einde bij bevalling.* » (Art. 1, wet van 30 juni 1956.)

C. De nieuwe wet heeft er ten slotte naar gestreefd de ongelijkheid tussen man en vrouw inzake termijn van weduwschap zoveel mogelijk in te krimpen, meer bepaald telkens uit bijzondere omstandigheden zou kunnen blijken, dat bedoelde termijn eigenlijk niet meer beantwoordt aan het beoogde doel, en wettelijke toekenning van twee vaderlijke afstammelingen aan één zelfde kind, nagenoeg uitgesloten kan worden.

De alinea's drie tot en met zes van het *nieuw artikel 228*, ingevoerd door de wet van 30 juni 1956, hebben een procedure ingericht waarbij de vrouw, wier man uit oorzaak van verwijdering of ten gevolge van enig toeval in de fysische onmogelijkheid is geweest om met haar gemeenschap te hebben, inkorting of opheffing van de termijn van weduwschap kan bekomen.

Immers, hoewel, bij de ontbinding van het huwelijk door het overlijden van de man, geen vordering tot echtscheiding tussen de echtgenoten aanhangig was, kunnen zij niettemin toch gedurende vrij lange tijd feitelijk gescheiden of ver van elkaar geleefd hebben.

De weduwe zal, bij verzoek om inkorting of opheffing van de termijn van weduwschap, in zulkdanig geval moeten *bewijzen* dat het haar *fysisch* onmogelijk was met haar echtgenoot gemeenschap te hebben, en in geval van verzoek van opheffing van de termijn, dat die onmogelijkheid ten minste driehonderd dagen heeft geduurd.

Si une procédure en divorce ou une action en séparation de corps était en cours au moment du décès du mari, la veuve pourra invoquer une présomption « *juris tantum* » d'impossibilité *morale* de cohabiter avec son époux. Cette impossibilité morale, assimilée par conséquent à une impossibilité physique, prendra cours à partir de l'ordonnance par laquelle le juge a assigné à l'épouse un domicile séparé, conformément aux articles 268 du Code civil et 875 du Code de procédure civile.

Toutefois, s'il est établi que malgré la présomption résultant de cette ordonnance, il y a eu réunion *de fait* des époux, cette présomption d'impossibilité morale de cohabiter ne jouera pas, et la requête tendant à l'abréviation ou à la suppression du délai sera rejetée. Toute requête de ce genre et les documents joints à l'appui devant toujours être communiqués d'abord au ministère public afin qu'il puisse donner son avis en chambre du conseil avant que la cour ou le tribunal ne statue en audience publique sur cette requête, il appartiendra au dit ministère public de faire la preuve de cette réunion éventuelle des époux. (*Documents parlementaires*. Sénat. Session de 1954-1955, n° 310. Rapport de la Commission de la Justice du Sénat, 6 juillet 1955, p. 4; *Documents parlementaires*. Chambre. Session 1955-1956, n° 471/2. Rapport de la Commission de la Justice de la Chambre, 12 juin 1956, p. 2.)

En vue de l'établissement de cette preuve, il suffira généralement que le magistrat du ministère public ouvre une information dont il fournira les éléments à la cour ou au tribunal en même temps que ses conclusions, après cependant avoir pris soin, au préalable, de communiquer ces éléments, par l'intermédiaire du greffe, à la requérante et à son conseil, qui pourront ainsi, le cas échéant, les discuter ou les réfuter et verront par là leur droit à la défense rigoureusement respecté.

Le nouveau texte prévoit enfin qu'une demande rejetée par un jugement passé en force de chose jugée pourra ultérieurement être réintroduite sur faits nouveaux.

Les dispositions des alinéas 3 à 6 de l'article 228 du Code civil, remplacé en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1956, sont dès lors libellées comme suit :

« En outre, un délai moindre peut être fixé sur requête de la femme par le tribunal de son domicile lorsque celle-ci prouve que son mari s'est trouvé de *manière continue*, soit par cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec elle. Le délai peut être supprimé si cette impossibilité de cohabiter a duré au moins trois cents jours.

» Sera assimilée à l'impossibilité physique, l'impossibilité morale de cohabiter résultant du fait qu'au cours de la procédure en divorce qui a conduit à la dissolution du mariage ou de la procédure en divorce ou en séparation de corps qui était pendante au moment du décès du mari, la femme a été *autorisée judiciairement* à avoir une résidence distincte. Toutefois, dans ce dernier cas, la demande ne sera pas admise s'il est établi qu'il y eut réunion *de fait* des deux époux.

» Le tribunal statue sur la requête, le ministère public entendu et le mari étant appelé. La cause s'instruit en chambre du conseil et les dispositions des trois derniers alinéas de l'article 298 sont applicables (1).

(1) C'est-à-dire :

- 1° L'appel ne peut être formé que par la requérante;
- 2° Cet appel doit être interjeté dans les deux mois du prononcé du jugement;
- 3° Devant la Cour d'appel, la cause s'instruit également en chambre du conseil;
- 4° Le jugement et l'arrêt sont prononcés publiquement;
- 5° L'arrêt n'est pas susceptible de pourvoi en cassation.

Was er nu bij het overlijden van de man een echtscheidingsprocedure of een vordering tot scheiding van tafel en bed aanhangig, dan kan de weduwe zich beroepen op een vermoeden « *juris tantum* » van *morele* onmogelijkheid om gemeenschap te hebben gehad met haar echtgenoot. Deze *morele* onmogelijkheid, die dus met *physische* onmogelijkheid gelijkgesteld wordt, gaat in te rekenen van het *bevelschrift*, waarbij aan de echtgenote een afzonderlijke verblijfplaats door de rechter wordt toegewezen, overeenkomstig artikelen 268 van het Burgerlijk Wetboek en 875 van het Burgerlijk Wetboek Rv.

Staat het echter vast dat de echtgenoten, niettegenstaande het vermoeden voortspruitende uit dit bevelschrift, *feitelijk* herenigd zijn geweest, dan zal dit vermoeden van *morele* onmogelijkheid tot gemeenschap vervallen, en het verzoekschrift tot inkorting of opheffing van de termijn afgewezen worden.

Waar elk dergelijk verzoekschrift en de daarbij toegevoegde stavende bescheiden, steeds aan het openbaar ministerie eerst moeten worden medegedeeld, met het oog op advies in raadkamer, vooraleer het hof of de rechtbank in openbare rechtszitting over het verzoekschrift uitspraak doet, behoort het aan het openbaar ministerie het bewijs van deze eventuele hereniging der echtgenoten te leveren. (*Parlementaire bescheiden*. Senaat. Zittijd 1954-1955, n° 310. Verslag van de Senaatscommissie voor Justitie, 6 Juli 1955, blz. 4; *Parlementaire bescheiden*. Kamer. Zittijd 1955-1956, n° 471/2. Verslag Commissie Kamer voor Justitie, 12 Juni 1956, blz. 2.)

Dit bewijs zal doorgaans kunnen blijken uit een opsporingsonderzoek ingesteld door de magistraat van het openbaar ministerie, en waarvan hij de gegevens aan het hof of aan de rechtbank, samen met zijn conclusiën, zal overleggen, na er evenwel voorreerst zorg te hebben voor gedragen deze gegevens, door bemiddeling van de griffie, aan verzoekster en haar raadsman mede te delen, ten einde hen toe te laten ze, in voorkomend geval, te bespreken of te weerleggen, en aldus het verdedigingsrecht stipt te eerbiedigen.

De nieuwe tekst bepaalt ten slotte dat een verzoek afgewezen door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis, naderhand opnieuw kan worden ingediend op grond van nieuwe feiten.

De bepalingen van de alinea's 3 tot 6 van het door artikel 1 der wet van 30 Juni 1956 vervangen artikel 228 van het Burgerlijk Wetboek, luiden derhalve als volgt :

« Bovendien kan, op verzoek van de vrouw, een kortere termijn door de rechtbank van haar woonplaats worden gesteld, indien zij bewijst dat haar man, hetzij uit oorzaak van verwijdering, hetzij tengevolge van enig toeval, *doorlopend* in de *physische onmogelijkheid* is geweest om met haar gemeenschap te hebben. De termijn kan worden opgeheven indien deze onmogelijkheid om gemeenschap te hebben ten minste driehonderd dagen heeft geduurd.

» Met *physische* onmogelijkheid wordt gelijkgesteld, de *morele onmogelijkheid* om gemeenschap te hebben als gevolg van het feit dat de vrouw in de loop van de echtscheidingsprocedure die tot de ontbinding van het huwelijk heeft geleid, of van de procedure tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed, die hangende was bij het overlijden van de man, *rechterlijk gemachtigd* is een afzonderlijke verblijfplaats te hebben. In het laatstgenoemde geval wordt de eis evenwel niet aanvaard, indien vaststaat dat beide echtgenoten *feitelijk* herenigd zijn geweest.

» De rechtbank doet over het verzoekschrift uitspraak, het openbaar ministerie gehoord en de echtgenoot opgeroepen zijnde. De zaak wordt in raadkamer behandeld en de bepalingen van de laatste drie leden van artikel 298 zijn toepasselijk (1).

(1) Dit wil zeggen :

- 1° Hoger beroep is slechts mogelijk door de verzoekster;
- 2° Dit beroep dient te worden ingesteld binnen de twee maanden te rekenen van de uitspraak van het vonnis;
- 3° Voor het Hof van beroep wordt de zaak eveneens in raadkamer behandeld;
- 4° Vonnis en arrest worden in openbare rechtszitting uitgesproken;
- 5° Het arrest is niet vatbaar voor voorziening in verbreking.

» Une demande d'abréviation de délai rejetée par une décision judiciaire non susceptible d'appel peut être représentée en cas de survenance de faits nouveaux. »

Il y a lieu d'attirer l'attention sur les mots « autorisée judiciairement à avoir une résidence distincte », repris à l'alinéa 4 du nouvel article 228. La Commission de la Justice du Sénat a fait remarquer dans son rapport (op. cit., p. 4), que — sans préjudice des causes abrégatives ou de suppression du délai de viduité — la disposition relative à l'impossibilité morale de cohabiter ne peut pas être invoquée en cas de *divorce par consentement mutuel*, parce que, dans une telle procédure en divorce, la résidence de la femme n'est pas fixée par une décision judiciaire mais *par les époux eux-mêmes, de commun accord*, celui-ci devant être constaté par écrit dans une convention particulière (art. 280, 2°, du Code civil).

« La Commission », dit le rapport, « a estimé que cet accord préalable est moins démonstratif d'une impossibilité morale de réunion ultérieure. Le climat moral régnant entre les époux est souvent beaucoup moins tendu qu'entre ceux divorçant pour cause déterminée. »

2° Suppression du délai de trois ans conditionnant le remariage des époux divorcés par consentement mutuel.

L'interdiction, imposée par l'article 297 du Code civil, aux *deux* époux divorcés par consentement mutuel de contracter un nouveau mariage avant l'expiration du délai de trois ans à compter du prononcé du divorce, devait, dans l'esprit du législateur de 1804, rendre le divorce par consentement mutuel le moins attrayant possible et, par là, en minimiser la fréquence en amenant les *deux* époux à réfléchir mûrement avant de recourir à cette procédure en divorce. (*De Page*, tome 1^{er}, n° 1.026, litt. A., p. 1049; *Kluyskens, Personen- en Familierecht*, 2^e édition, n° 242, p. 244, n° 506, pp. 468 et 469.) La pratique a cependant démontré que cette prescription ne décourage plus les intéressés et incite plutôt à éluder la loi, les époux divorcés à la suite de la dite procédure tournant généralement l'interdiction légale en se remariant à l'étranger avant l'expiration du délai. Sans quoi, l'immoralité y trouve un stimulant en portant les époux divorcés à vivre en concubinage pendant la période triennale, situation ayant comme conséquence l'augmentation du nombre des enfants naturels ou la limitation des naissances. La nouvelle loi a mis un terme à ces expédients malsains. L'article 4 de la loi du 30 juin 1956 a *purement et simplement abrogé l'article 297 du Code civil*.

3° Adaptation des autres dispositions du Code civil à l'économie générale de la nouvelle loi.

A. L'article 2 de la loi du 30 juin 1956 a nécessairement dû mettre le *premier alinéa* de l'article 295 en harmonie avec les nouveaux principes consacrés par cette loi.

Dès lors, le *premier alinéa* de l'article 295 du Code civil sera désormais libellé comme suit :

« Les époux divorcés pourront se réunir en faisant célébrer de nouveau leur mariage, sans être tenus d'observer le délai de trois cents jours, prévu par le premier alinéa de l'article 228, si l'épouse n'a pas contracté dans l'intervalle un autre mariage dont la dissolution remonte à moins de trois cents jours, sans préjudice, dans ce dernier cas, de l'application des dispositions des alinéas 2 et suivants du dit article. »

B. L'article 3 de la loi du 30 juin 1956 coordonne l'article 296 du Code civil avec les principes du nouvel article 228, alinéas 3 et 4, en permettant à la femme de demander, dans ses conclusions au fond de l'instance en divorce pour cause déterminée, que le juge connaissant de cette action accorde éventuellement, *en statuant sur celle-ci*, l'abréviation ou la suppression sollicitée par la requérante en matière de délai de viduité.

» Een verzoek tot verkorting van de termijn, afgewezen bij een rechterlijke beslissing die niet vatbaar is voor hoger beroep, kan opnieuw ingediend worden ingeval zich nieuwe feiten voordoen. »

Er dient te worden gewezen op de woorden : « rechterlijk gemachtigd is, een afzonderlijke verblijfplaats te hebben », die voorkomen in lid 4 van het nieuw artikel 228. De Senaatscommissie voor Justitie heeft in haar verslag (op. cit. blz. 4) doen opmerken dat aldus, — ongeacht de oorzaken van verkorting of opheffing van de termijn van weduwschap, — de bepaling betreffende de morele onmogelijkheid om gemeenschap te hebben niet kan worden ingeroepen in geval van *echtscheiding door onderlinge toestemming*, omdat, in dergelijke echtscheidingsprocedure, de verblijfplaats van de vrouw niet door de rechter aangewezen wordt, doch *door de echtgenoten zelf met onderling akkoord*, hetwelk schriftelijk in een bijzondere overeenkomst dient te worden vastgesteld (art. 280, 2°, Burgerlijk Wetboek).

« De Commissie », zo luidt het verslag, « was van mening dat dit voorafgaand akkoord minder overtuigend is wat een latere morele onmogelijkheid van hereniging betreft. Het moreel klimaat dat tussen de echtgenoten heerst, is vaak veel minder gespannen dan tussen degenen die wegens een bepaalde oorzaak scheiden. »

2° Afschaffing van de termijn van drie jaar opgelegd aan de echtgenoten gescheiden door onderlinge toestemming vooraleer een nieuw huwelijk te kunnen aangaan.

Het verbod opgelegd door artikel 297 van het Burgerlijk Wetboek aan *beide* echtgenoten gescheiden door onderlinge toestemming een nieuw huwelijk aan te gaan, tenzij na verloop van drie jaar na de uitspraak van de echtscheiding, had, in de geest van de wetgever van 1804, tot doel de echtscheiding door onderlinge toestemming zo weinig aantrekkelijk en derhalve zo zeldzaam mogelijk te maken, door *beide* echtgenoten aldus ertoe te brengen ernstig na te denken vooraleer met deze echtscheidingsprocedure een aanvang te nemen. (*De Page*, B. I., n° 1026, litt. A., blz. 1049; *Kluyskens. Personen- en Familierecht*, 2° dr., n° 242, blz. 244; n° 506, blz. 468 en 469.) De praktijk heeft echter bewezen dat deze verbodsbepaling de betrokkenen niet afschrikt, en eerder de wetsontduiking in de hand werkt, daar de aldus echtgescheiden echtgenoten het wettelijk verbod doorgaans omzeilen door in het buitenland een nieuw huwelijk aan te gaan vóór het verstrijken van de termijn. Zoniet, wordt de onzedelijkheid bevorderd door de echtgescheiden echtgenoten, gedurende de driejarige termijn, aan te zetten tot het concubinaat, met het gevolg dat het aantal natuurlijke kinderen stijgt of het aantal geboorten daalt. De nieuwe wet heeft aan deze ongezone praktijken een einde gesteld; *artikel 4* van de wet van 30 Juni 1956 heeft het *artikel 297* van het Burgerlijk Wetboek *eenvoudig opgeheven*.

3° Aanpassing van andere bepalingen van het Burgerlijk Wetboek aan de algemene inrichting van de nieuwe wet.

A. *Artikel 2* van de wet van 30 Juni 1956 heeft het *artikel 295*, *alineea 1*, noodzakelijk in overeenstemming moeten brengen met de nieuwe beginselen door deze wet gehuldigd.

Het *eerste lid* van *artikel 295* van het Burgerlijk Wetboek luidt dan ook voortaan als volgt :

« Gescheiden echtgenoten mogen zich opnieuw verenigen door hun huwelijk andermaal te doen voltrekken zonder de termijn van driehonderd dagen, gesteld in het eerste lid van *artikel 228*, in acht te moeten nemen, indien de echtgenote inmiddels niet een ander huwelijk heeft aangegaan, waarvan de ontbinding minder dan driehonderd dagen geleden is, in welk geval echter het bepaalde in de leden twee en volgende van gezegd artikel van toepassing is. »

B. *Artikel 3* van de wet van 30 Juni 1956 coördineert *artikel 296* van het Burgerlijk Wetboek met de beginselen van het nieuw *artikel 228*, *alineas 3 en 4*, door aan de vrouw het recht te verlenen, in haar conclusiën betreffende de vordering tot echtscheiding wegens bepaalde oorzaak, de rechter, die van deze vordering kennis neemt, er om te verzoeken *in zijn beslissing zelf over deze vordering*, de door haar aangevraagde verkorting of opheffing van de termijn van weduwschap eventueel toe te kennen.

Il y a lieu de remarquer que cette demande en abréviation ou en suppression, du délai pourra être introduite pour la première fois en appel, car il se peut que des motifs impérieux requérant un mariage anticipé se soient révélés depuis le jugement attaqué. (Voir rapport, Commission de la Justice du Sénat, op. cit., p. 4.)

L'article 3 règle également les questions de compétence pouvant se poser en la matière.

Le nouvel article 296 du Code civil est, par conséquent, libellé comme suit :

« Dans le cas de divorce pour cause déterminée, si le juge estime réunies les conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article 228, il pourra, dans le jugement ou l'arrêt admettant le divorce, faire droit à la demande de la femme tendant à abréger ou à supprimer le délai de trois cents jours lui imposé par cet article avant tout mariage.

» Au cas où le divorce a été admis sans que le juge ait été saisi de la demande d'abréviation du délai de remariage, le tribunal de première instance, qui a statué sur la demande en divorce, demeure seul compétent pour statuer sur la requête introduite par la femme sur base du troisième ou quatrième alinéa de l'article 228. Si toutefois le divorce a été admis à l'étranger, le tribunal compétent est celui du domicile de la femme. »

Comme auparavant, le nouvel article 296 n'est donc pas applicable à l'épouse divorçant par consentement mutuel. Dans cet ordre d'idées, on a fait remarquer d'ailleurs, au sein de la Commission de la Justice du Sénat, qu'actuellement et dans la pratique la procédure du divorce par consentement mutuel est en général plus rapide, à l'exception toutefois d'un jugement de plano, que celle du divorce pour cause déterminée et que, dans ces conditions, une abréviation du délai de trois cents jours après un divorce par consentement mutuel était moins opportune. (Voir : rapport, Commission de la Justice du Sénat, op. cit., pp. 4 et 5.)

C. L'article 298 (loi du 16 avril 1935) du Code civil enlève à l'époux adultère, durant les trois ans succédant au divorce admis pour cause d'adultère, la possibilité de contracter un nouveau mariage avec son complice. Une procédure avait cependant été prévue et instaurée en vue de permettre néanmoins le mariage pour motif grave.

L'article 5 de la loi du 30 juin 1956 maintient le délai de trois ans ainsi que le principe de la procédure déjà existante. Il se contente de mettre l'article 298 du Code civil en harmonie avec les autres textes de la loi et avec la jurisprudence actuelle en la matière. Cette procédure est cependant soumise à une triple modification :

a) L'appel contre la décision rendue par le tribunal sur la requête en abréviation du délai de trois ans est *uniquement accordé au(x) requérant(s)*, la doctrine admettant que le ministère public et l'ex-époux innocent ne sont point partie dans cette procédure abréviative, laquelle est du domaine de la *juridiction gracieuse*. (De Page, tome I^{er}, n° 970, petits caractères, p. 1012);

b) Alors qu'antérieurement le délai d'appel comportait *quinze jours* à dater de la *signification* du jugement, ce délai est porté à *deux mois*, mais à dater du *prononcé* du jugement, et ce dans le seul intérêt de la partie requérante, qui peut, n'étant pas nécessairement représentée par avoué, avoir ignoré pendant un certain temps le prononcé du jugement la déboutant;

c) Enfin, le *pourvoi en cassation* contre l'arrêt est désormais *exclu*, étant donné qu'il ne s'agit en l'occurrence que du règlement d'une situation de fait qui échappe au contrôle de la Cour de cassation.

Op te merken valt dat deze eis tot verkorting of opheffing van de termijn voor het eerst in beroep kan worden ingediend, omdat er, sedert het aangevochten vonnis, ernstige redenen kunnen gerezen zijn voor een vervroegd huwelijk. (Zie verslag Senaatscommissie voor Justitie, op. cit., blz. 4.)

Verder regelt artikel 3 de kwesties van bevoegdheid die, in dergelijke aangelegenheid, kunnen gesteld worden.

Het *nieuw artikel 296* van het Burgerlijk Wetboek luidt dan ook als volgt :

« In geval van *echtscheiding wegens een bepaalde oorzaak*, kan de rechter, indien hij de voorwaarden, gesteld bij lid 3 en lid 4 van artikel 228, vervuld acht, in het vonnis of het arrest tot echtscheiding het verzoek van de vrouw inwilligen tot verkorting of opheffing van de termijn van driehonderd dagen, die haar voor elk nieuw huwelijk door dit artikel wordt opgelegd.

» In geval de echtscheiding is toegestaan zonder dat de eis tot verkorting van de termijn van hertrouw bij de rechter aanhangig was gemaakt, blijft alleen de rechtbank van eerste aanleg die over de eis tot echtscheiding uitspraak heeft gedaan, bevoegd om te beslissen over het verzoek, door de vrouw ingediend op grond van het derde of vierde lid van artikel 228. Indien de echtscheiding in het buitenland is toegestaan, is evenwel de rechtbank van de woonplaats der vrouw bevoegd. »

Het *nieuw artikel 296* is dus, zoals voorheen, niet van toepassing op de echtgenote die door *onderlinge toestemming* uit de echt scheidt. In dat verband, werd, in de schoot van de Senaatscommissie voor Justitie, trouwens opgemerkt dat de procedure voor de echtscheiding door onderlinge toestemming thans in de praktijk doorgaans sneller verloopt dan voor een echtscheiding wegens een bepaalde oorzaak, met uitzondering evenwel van een toewijzing « de plano », en dat derhalve een verkorting van de termijn van driehonderd dagen na een echtscheiding door onderlinge toestemming als minder gelegen voorkwam. (Zie verslag Senaatscommissie voor Justitie, op. cit. blz. 4 en 5.)

C. Bij artikel 298 (wet van 16 April 1935) van het Burgerlijk Wetboek wordt, gedurende drie jaar na de echtscheiding, ingeval deze toegestaan werd *wegens overspel*, aan de overspelige echtgenoot de mogelijkheid ontzegd met zijn medeplichtige een nieuw huwelijk aan te gaan. Niettemin was er een procedure bepaald en ingericht om het huwelijk toch, om ernstige redenen, mogelijk te maken.

Artikel 5 van de *wet van 30 juni 1956* handhaaft de driejarige termijn alsmede het beginsel van de reeds bestaande procedure. Het beperkt zich ertoe artikel 298-B. W. in overeenstemming te brengen met de andere teksten van de wet en met de huidige rechtspraak ter zake. De *rechtspleging* ondergaat echter een drievoudige wijziging :

a) Het beroep tegen de beslissing van de rechtbank omtrent het verzoekschrift tot verkorting van de driejarige termijn wordt *uitsluitend toegekend aan de verzoeker(s)*, daar de rechtsleer aanneemt dat het openbaar ministerie en de vroegere onschuldige echtgenoot geen partij zijn bij die procedure tot verkorting, welke behoort tot de *oneigenlijke rechtspraak* (*De Page*, boek I, n° 970, kleine druk, blz. 1012);

b) Waar vroeger de termijn van beroep *vijftien dagen* bedroeg te rekenen van de *betekening* van het vonnis, wordt die termijn op *twee maanden* gebracht, doch te rekenen van de *uitspraak* van het vonnis, zulks in het uitsluitend belang van de verzoekende partij(en) aan wie de afwijzende uitspraak niet bekend kan gebleven zijn gedurende een zekere tijdspanne, vermits zij niet noodzakelijk door een pleitbezorger werd(en) vertegenwoordigd;

c) Ten slotte wordt *voorziening in verbreking* tegen het arrest voortaan *uitgesloten*, omdat in zake slechts een feitelijke toestand geregeld wordt, die aan het toezicht van het Hof van verbreking ontsnapt.

Le *nouvel article 298* du Code civil (*art. 5 de la loi du 30 juin 1956*) est dès lors libellé comme suit :

« Dans le cas de *divorce, admis pour cause d'adultère*, l'époux coupable et son complice ne pourront contracter mariage entre eux qu'après un délai de trois ans après le divorce.

» Néanmoins, le juge pourra, lors du jugement admettant le divorce, fixer un délai moindre pour motif grave.

» Les intéressés pourront, après le divorce, également pour motif grave, demander par requête au tribunal qui a statué sur la demande en divorce, que le délai de trois ans soit réduit à une durée moindre.

» Si le divorce est intervenu à l'étranger, le tribunal du domicile du requérant sera compétent.

» Le tribunal statue sur la requête, le ministère public entendu et l'époux au profit duquel le divorce a été prononcé étant appelé. La cause s'instruit en chambre du conseil.

» L'appel ne peut être formé que par le requérant dans les deux mois du prononcé du jugement. Devant la Cour d'appel, la cause s'instruit également en chambre du conseil.

» Le jugement et l'arrêt sont prononcés publiquement.

» L'arrêt n'est pas susceptible de pourvoi en cassation. »

*
* * *

La loi du 30 juin 1956 ne contient aucune disposition concernant son champ d'application dans le temps.

Doit-elle être appliquée aux situations qu'elle prévoit et qui, étant nées *avant son entrée en vigueur, sont toujours existantes, ainsi qu'aux instances pendantes au moment de cette entrée en vigueur*?

En vertu des principes directeurs réglant le fonctionnement des lois dans le temps, il est hors de doute qu'en l'absence d'une dispositions expresse figurant dans la loi elle-même, la *réponse* à cette question doit être *affirmative*.

En effet, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, la nouvelle loi *assouplit* une interdiction imposée par la loi précédente ou consacre, dans ce but, de nouvelles possibilités, tandis qu'elle *supprime* une autre *interdiction* existante et apporte à certaines dispositions de loi en vigueur des accommodations permettant de résoudre dans *des conditions plus favorables* le cas de certains justiciables.

Cette constatation suffirait déjà à justifier la réponse affirmative à la question posée, ainsi que le prévoit précisément le droit pénal (art. 2, 2^e alinéa, du Code pénal. *De Page*, tome I^{er}, n^o 231, litt. A, p. 279, *in fine*).

La nouvelle loi étant, d'autre part, nécessairement *présumée meilleure* que la loi ancienne, elle doit régir *toutes les situations futures*. Sont visées par là non seulement celles qui naîtront *postérieurement* à sa promulgation, *mais également* celles qui étaient nées déjà à cette époque et dont les suites et les effets ultérieurs se développeront sous le régime de la nouvelle loi.

Le principe ainsi exprimé concernant le champ d'application de la loi dans le temps a été reconnu par des auteurs influents (*Colin et Capitant*, tome I^{er}, n^o 45; *Baudry-Lacantinerie*, tome I^{er}, n^{os} 127 et 128; *De Page*, tome I^{er}, n^o 231, litt. B, pp. 280 et 281) et est aujourd'hui appliqué régulièrement par la jurisprudence. (*Cass. fr.*, 13 janvier 1932 (trois arrêts), *D. P.* 1932, 1, 18; *Cassation*, 30 novembre 1933, *Pas.* 1934-I-88; *Cassation*, 27 juin 1935, *Pas.* 1935-I-295; *Cass.* 12 mars 1936, *Pas.* 1936-I-189; *Bruxelles*, 23 octobre 1940, *Pas.* 1941-II-96.)

Het *nieuw artikel 298* van het Burgerlijk Wetboek (*art. 5, wet van 30 Juni 1956*) luidt dus als volgt :

« Ingeval *echtscheiding wegens overspel* is toegestaan, mogen de schuldige echtgenoot en diens medeplichtige eerst na verloop van drie jaar, te rekenen van de echtscheiding, met elkander in het huwelijk treden.

» Bij het vonnis tot echtscheiding kan de rechter evenwel, om ernstige redenen, een kortere termijn stellen.

» De betrokkenen kunnen, na de echtscheiding, eveneens om ernstige redenen, bij de rechtbank die beslist heeft over de eis tot echtscheiding, een verzoekschrift tot verkorting van de driejarige termijn indienen.

» Is de echtscheiding in het buitenland tot stand gekomen, dan is de rechtbank van de woonplaats van de verzoeker bevoegd.

» De rechtbank doet uitspraak over het verzoekschrift, het openbaar ministerie gehoord en de echtgenoot, te wiens voordele de echtscheiding is uitgesproken, zijnde. De zaak wordt in raadkamer behandeld.

» In hoger beroep kan slechts worden gekomen door de verzoeker binnen twee maanden te rekenen van de uitspraak van het vonnis.

» Vóór het Hof van beroep wordt de zaak eveneens in raadkamer behandeld.

» Het vonnis en het arrest worden in openbare terechtzitting uitgesproken.

» Het arrest is niet vatbaar voor voorziening in cassatie. »

*
*
*

De wet van 30 Juni 1956 omvat geen enkele bepaling nopens haar *toepassing in de tijd*.

Dient ze te worden toegepast op de door haar bepalingen voorziene toestanden, die ontstaan zijn *vóór haar inwerkingtreding en thans nog voortduren, alsmede op de rechtsplegingen die op het ogenblik van die inwerkingtreding aanhangig waren?*

Op grond van de leidende beginselen die de werking der wetten, in de tijd regelen, lijdt het geen twijfel dat, bij afwezigheid van uitdrukkelijke bepaling in de wet zelf, het *antwoord* op deze vraag, *bevestigend* moet zijn.

Immers, zoals reeds hierboven aangestipt werd, voert de nieuwe wet bepaalde *verzachtelingen* in, van een door de vroegere wet uitgevaardigd verbod, of huldigt zij daartoe nieuwe mogelijkheden, terwijl zij anderzijds een vroeger bestaande *verbod afschaft*, en aan vroeger bestaande wetsbepalingen aanpassingen brengt, die de oplossing van sommige toestanden eigen aan bepaalde rechtsonderhorigen, onder *meer gunstige voorwaarden stellen*.

Deze vaststelling zou reeds volstaan om, net zoals zulks voorzien wordt in het strafrecht (art. 2, al. 2, S.W.B.), het bevestigend antwoord op de gestelde vraag te rechtvaardigen. (*De Page*, boek I, n° 231, litt. A, blz. 279 *in fine*.)

Bovendien, waar de nieuwe wet noodzakelijk vermoed wordt een *betere regeling* te treffen dan de vroegere wet, dient zij de *ganse toekomst* te beheersen; hierdoor worden niet enkel bedoeld de toestanden die *na* het in werking treden van de wet zullen ontstaan, *maar ook de toestanden die op dat ogenblik reeds ontstaan waren, doch die hun verdere gevolgen of uitwerkselen ontwikkelen onder het stelsel van de nieuwe wet*.

Het aldus uitgedrukte beginsel nopens de toepassing van de wet in de tijd werd door gezaghebbende auteurs erkend (*Colin et Capitant*, boek I, n° 45; *Baudry-Lacantinerie*, boek I, n° 127 en 128; *De Page*, boek I, n° 231, litt. B, blz. 280 en 281), en wordt thans door de rechtspraak regelmatig toegepast. (*Cass. fr.*, 13 Januari 1932 (drie arresten), D. P. 1932, 1, 18; *Verbreking*, 30 November 1933, Pas. 1934-I-88; *Verbreking*, 27 Juni 1935, Pas. 1935-I-295; *Verbreking*, 12 Maart 1936, Pas. 1936-I-189; *Brussel*, 23 October 1940, Pas. 1941-II-96.)

18 août 1956.

Nous constatons enfin que certaines dispositions de la loi du 30 juin 1956 modifient une *procédure* déjà établie antérieurement et qu'elles doivent dès lors être censées apporter aux principes du droit des améliorations dont tous les justiciables doivent pouvoir invoquer le bénéfice (*Cassation*, 20 novembre 1943, Pas. 1944-I-76; *Trib. Courtrai*, 23 mars 1944, Pas. 1945-III-60).

*
* *
*

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien veiller à ce que chaque magistrat de votre parquet et l'officier de l'état civil de chaque commune de votre arrondissement soient mis en possession d'un exemplaire de la présente circulaire.

Le procureur général,
(Signé) HERMANN BEKAERT.

18 Augustus 1956.

319

Weze ten slotte vastgesteld dat sommige bepalingen van de wet van 30 Juni 1956 wijzigingen brengen aan een vroeger reeds geregelde *procedure*, en dat zij dienvolgens moeten geacht worden aan de toestand van het recht *verbeteringen* te brengen, waarvan al de rechtzoekenden het voordeel moeten kunnen invoeren (*Verbreking*, 20 November 1943, Pas. 1944-I-76; *Rb. Kortrijk*, 23 Maart 1944, Pas. 1945-III-60).

*
* *
*

Ik heb de eer u te verzoeken een exemplaar van de onderhavige circulaire in handen te stellen van ieder magistraat van uw parket en over te maken aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van ieder gemeente van uw arrondissement.

De Procureur-Generaal,

HERMANN BEKAERT.

Table alphabétique

SERVICES GENERAUX.

Casier judiciaire.

EXTRAITS. — Délivrance d'extraits de casier judiciaire. — Emploi du nouveau formulaire. (Circ. 13 novembre 1956.)

FALSIFICATION DES DENREES ALIMENTAIRES. — Transmission de bulletins au sujet des condamnations prononcées du chef d'infractions à la loi du 4 août 1890 et aux arrêtés pris en exécution de cette loi. (Circ. 8 mars 1956.)

Comptabilité générale.

BUDGET. — Exercice 1956. (L. 23 avril 1956.)

Frais de justice.

MEMBRES DE LA POLICE JUDICIAIRE. — Déplacements en 1^{re} classe. (Circ. 18 décembre 1956.)

REGLEMENT GENERAL SUR LES FRAIS DE JUSTICE EN MATIERE REPRESSIVE. — Application de l'article 36 de ce règlement aux agents de l'Office national du Lait et de ses Dérivés. (Circ. 7 juin 1956.)

TEMOINS. — Audition de témoins. — Délivrance d'attestations portant l'heure de la convocation et celle à laquelle les prestations ont pris fin. (Circ. 30 novembre 1956.)

Notariat.

CANTONS :

Andenne. — Suppression de résidence. (A. R. 19 mai 1956.)

Celles. — Nombre de notaires. (A. R. 29 décembre 1956.)

Rochefort. — Nombre de notaires. (A. R. 8 mai 1956.)

Sint-Kwintens-Lennik. — Transfert de résidence. (A. R. 9 février 1956.)

ADMINISTRATION DES CULTES, DONNS, LEGS, FONDATIONS.

Culte catholique.

ANNEXES :

- Le quartier dit Park van Genk. Erection. (A. R. 4 janvier 1956.)
- Suppression de l'annexe de Fonds-de-Saint-Servais, à Saint-Servais. (A. R. 4 janvier 1956.)
- Le quartier de Haantjeshoek, à Heule. Erection. (A. R. 4 janvier 1956.)
- Le quartier des Hougnes, à Verviers. Erection. (A. R. 14 janvier 1956.)
- Suppression de l'annexe du Hornay, à Sprimont. (A. R. 24 janvier 1956.)
- Le hameau de Gijmel, à Langdorp. Erection. (A. R. 16 mars 1956.)
- Suppression de l'annexe de Schaarbeek, à Alost. (A. R. 16 mars 1956.)
- Le quartier situé autour de l'ancienne église de la paroisse-succursale Notre-Dame de l'Assomption, à Mariakerke. Erection. (A. R. 9 juillet 1956.)
- Les quartiers réunis dits Ter Heide et Cockerill, à As. Erection. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Le quartier de Belleflamme, à Grivegnée. Erection. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Le quartier de la Station, à Liedekerke. Erection. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Suppression de l'annexe Saint Arnaud au hameau de Plassendale, à Oudenburg. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le hameau de Champles, à Bierges-lez-Wavre. Erection. A. R. 25 septembre 1956.)
- Le quartier de la Frontière, à Athus. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Suppression de l'annexe de Nouveau Tongres, à Tongres. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le hameau de Ginderbuiten, à Mol. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le quartier situé au pont n° 8 au-delà du canal d'Anvers à Turnhout, à Rijkvorsel. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le hameau Molekens, à Herentals. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le quartier dit Brabanthoek, à Poperinge. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le quartier dit Eenbeke-einde, à Destelbergen. Erection. (A. R. 24 décembre 1956.)

CHAPELAINS :

- Création d'une place de chapelain près la chapellenie Saint Joseph, à Courtrai. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Création d'une place de chapelain près la chapellenie Saint Joseph, à Montignies-sur-Sambre. (A. R. 25 septembre 1956.)

CHAPELLENIES :

- Suppression de la chapellenie Notre-Dame, Reine de la Paix, au quartier de la Station, à Kessel. (A. R. 4 janvier 1956.)
- Suppression de la chapellenie de Boekt, à Zolder. (A. R. 4 janvier 1956.)
- Le quartier de l'annexe de Fonds-de-Saint-Servais, à Saint-Servais. Erection. (A. R. 4 janvier 1956.)
- Suppression de la chapellenie Saint Charles au quartier dénommé Hoogstraat, à Ruisbroek. (A. R. 24 janvier 1956.)
- Suppression de la chapellenie de Heikant, à Rotselaar. (A. R. 24 janvier 1956.)
- Suppression de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Hille, à Zwevezele. (A. R. 24 janvier 1956.)
- Suppression de la chapellenie de Tomberg, à Uccle. (A. R. 24 janvier 1956.)
- Suppression de la chapellenie formée par les hameaux d'Heesveld, de Spurk et d'Eyk, à Bilzen. (A. R. 24 janvier 1956.)

Suppression de la chapellenie du Sacré-Cœur de Jésus, formée par les quartiers dénommés Heuvel, Zwarte-Heuvel et Acht-Zaligheden, à Kalmthout. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier de l'annexe du Hornay, à Sprimont. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier situé au nord de la ville de Courtrai. Erection. (A. R. 23 juillet 1956.)

Le quartier de la gare à Diest. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)

L'annexe Saint Arnaud au hameau de Plassendale, à Oudenburg. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)

Le hameau du Roctiau, à Montignies-sur-Sambre. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)

L'annexe Saint Paul au hameau de Gastuche à Grez-Doiceau. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)

Les quartiers réunis de Merbraine, de La Barrière, de la Cité ouvrière et de Saint-Sébastien, à Braine-l'Alleud. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)

Suppression de la chapellenie de Renoupré, à Andrimont. (A. R. 25 septembre 1956.)

Le quartier de l'Oratoire de Weelde-Station, avec les parties contiguës du territoire de la ville de Turnhout. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)

Suppression de la chapellenie Saint Joseph, au hameau de Keiberg, à Zichem. (A. R. 25 septembre 1956.)

Chapellenie de Weelde-Station. Vocabulaire. Modification. (A. R. 21 décembre 1956.)

COMPTABILITE FABRICIENNE. — Budgets et comptes annuels. Justification des recettes et dépenses. (Circ. 27 septembre 1956.)

PAROISSES. — Modification des circonscriptions de la paroisse Saint-Sulpice à Diest. (A. R. 25 septembre 1956.)

PAROISSES-SUCCURSALES :

La chapellenie Notre-Dame, Reine de la Paix, au quartier de la Station, à Kessel. Erection. (A. R. 4 janvier 1956.)

Le quartier de la chapellenie de Boekt, à Zolder. Erection. (A. R. 4 janvier 1956.)

La chapellenie Saint Charles au quartier dénommé Hoogstraat, à Ruisbroek. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Modification aux circonscriptions de la paroisse-succursale Saint Nicolas, à Messines. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier dit « De Paanders », à Meulebeke. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier de la chapellenie de Heikant, à Rotselaar. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier dit Zwijnaardse steenweg, à Gand. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier de la chapellenie Saint-Joseph au hameau de Hille, à Zwevezele, réuni au quartier limitrophe de la commune de Wingene. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le quartier de la chapellenie de Tomberg, à Uccle. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

La chapellenie formée par les hameaux d'Heesveld, de Spurk et d'Eyk, à Bilzen. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Le hameau d'Oostveld, à Eeklo. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

La chapellenie du Sacré-Cœur de Jésus, formée par les quartiers dénommés Heuvel, Zwarte-Heuvel et Acht-Zaligheden, à Kalmthout. Erection. (A. R. 24 janvier 1956.)

Modifications aux circonscriptions des paroisses-succursales Saint Jean-Vianney, à Wilrijk et Saint Nicolas, à Hemiksem. (A. R. 24 janvier 1956.)

L'annexe de Schaarbeek, à Alost. Erection. (A. R. 16 mars 1956.)

Paroisse-succursale de Mariakerke, ville d'Ostende. Vocabulaire. (A. R. 9 juillet 1956.)

La paroisse-succursale Sainte Marguerite, à Knokke. Vocabulaire. (A. R. 13 juillet 1956.)

- Le quartier dit Broekstraat, à Hamme. Erection. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Modifications des circonscriptions de la paroisse-succursale de Blaasveld. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Le quartier de la chapellenie de Renoupré, à Andrimont. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Modifications des circonscriptions de la paroisse-succursale Saint Michel, à Weelde. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le quartier de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Keiberg, à Zichem. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Le quartier de l'annexe de Nouveau Tongres, à Tongres. Erection. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Modification des circonscriptions des paroisses-succursales Saint Amand, à Erps, commune de Erps-Kwerps, et Saint Amand, à Kortenberg. (A. R. 2 octobre 1956.)
- Modification des circonscriptions de la paroisse-succursale de Clabecq. (A. R. 5 novembre 1956.)
- Le faubourg Saint Lazare, à Mons, réuni au quartier Petit-Nimy. Erection. (A. R. 29 novembre 1956.)

VICAIRES :

- Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Julien, à Auderghem. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Amand, à Mont-Saint-Amand. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Pierre, à Woluwe-Saint-Pierre. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame Médiatrice, à Molenbeek-Saint-Jean. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse Saint Nicolas, à La Hulpe. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse Notre-Dame, à Kalmt-hout. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Anne, à Borgerhout. (A. R. 26 juin 1956.)
- Création d'une première place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Joseph (Battel), à Malines. (A. R. 26 juin 1956.)
- Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale de Kester. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Création d'une seconde place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Etienne, à Sint-Pieters-Leeuw. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Martin, à Sint-Martens-Lennik. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Création d'une place de vicaire près la paroisse-succursale du Saint Esprit, à Anderlecht. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse Saint Jacques, à Anvers. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Création d'une quatrième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Catherine, à Anvers. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale d'Espierres. (A. R. 23 juillet 1956.)
- Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale de Gohis-sart, à Jumet. (A. R. 24 juillet 1956.)
- Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Victor, à Fleurus. (A. R. 24 juillet 1956.)
- Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame, à Assent. (A. R. 24 juillet 1956.)

- Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Agathe, à Berchem-Sainte-Agathe. (A. R. 24 juillet 1956.)
- Création d'une première place de vicaire près la paroisse-succursale de Tomberg, à Uccle. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale du Plateau, à Ans. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Création d'une première place de vicaire près la paroisse-succursale Kinrooi. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Remy, à Montignies-sur-Sambre. (A. R. 25 septembre 1956.)
- Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Elisabeth, à Mons. (A. R. 29 novembre 1956.)
- Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale de Baisy-Thy. (A. R. 18 décembre 1956.)
- Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse Notre Dame, à Aarschot. (A. R. 18 décembre 1956.)
- Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Thérèse, à Dilbeek. (A. R. 21 décembre 1956.)
- Création d'une place de vicaire près la paroisse-succursale Notre Dame de l'Assomption, à Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean. (A. R. 21 décembre 1956.)

Culte israélite.

- INDEMNITE. — Suppression de l'indemnité accordée au secrétaire du Consistoire central israélite et remplacement par un traitement annuel à charge de l'Etat. (A. R. 21 décembre 1956.)

Culte protestant.

- PASTEUR-PRESIDENT DU SYNODE. — Création d'une place de pasteur-président du Synode de l'Union des Eglises protestantes-évangéliques de Belgique. (A. R. 15 mai 1956.)

Dons et legs.

- Séminaire (Fondation de bourse d'étude). — Fabrique d'église. — Association sans but lucratif. — Legs. (A. R. 12 mai 1956.)
- Séminaire (Fondation de bourses d'étude). — Association sans but lucratif. — Legs. (A. R. 18 mai 1956.)

Fondation de bourses d'étude.

- Fondation Forthomme (Marie). — Bourses d'étude. — Autorisation. (A. R. 12 mai 1956.)
- Fondation Warsage-Henfling. — Bourses d'étude. — Autorisation. (A. R. 18 mai 1956.)

ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES.

Bureau d'étude.

- CENTRE DE DOCUMENTATION. (Circ. 13 septembre 1956.)
- CENTRE DE PERFECTIONNEMENT du personnel. (Circ. 30 janvier 1956.)
- CITATION. — Loi du 27 février 1956 modifiant le délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels. (Circ. 27 mars 1956.)
- COLIS FAMILIAL pour détenus. (Circ. 26 novembre 1956.)

COMMISSION PERMANENTE DE DEFENSE SOCIALE. — Institution d'une commission permanente de défense sociale. (A. R. 19 février 1956.)

CROIX-ROUGE. — Protection des dénominations, signes et emblèmes de la Croix-Rouge. (Circ. 16 juillet 1956.)

DETENUS :

Famille des détenus à conduire au palais de justice. (Circ. 13 décembre 1956.)

Formation professionnelle des détenus. — Reclassement. (Circ. 9 juin 1956.)

Païement du pécule de vacances aux détenus. (Circ. 23 juin 1956.)

Libération conditionnelle. — Dommages-intérêts. (Circ. 19 août 1956.)

Transfèrement des détenus. (Circ. 27 septembre 1956.)

Transfèrements. — Formulaire n° 115. (Circ. 23 octobre 1956.)

Aide aux détenus libérés. (Circ. 26 octobre 1956.)

DETENUS ISRAELITES. — Repas spéciaux. (Circ. 22 novembre 1956.)

ECROU. — Dossiers d'écrou. (Circ. 6 janvier 1956.)

HEURE D'OUVERTURE de l'établissement. — Incidence sur le calcul de l'heure de libération des détenus. (Circ. 17 janvier 1956.)

MASSE DE SORTIE. — Pour mendiants et vagabonds. (Circ. 14 avril 1956.)

MILITAIRES INCARCERES. — Action de la direction de l'éducation des forces armées auprès des militaires incarcérés. (Circ. 23 janvier 1956.)

MOBILIER de cellule. (Circ. 3 mars 1956.)

PERSONNEL DE SURVEILLANCE. — Régime des congés. (Circ. 31 mars 1956.)

PUBLICATIONS PERIODIQUES. (Circ. 13 janvier 1956.)

RECIDIVISTES ET DELINQUANTS D'HABITUDE. — Calcul de la durée de la mise à la disposition du gouvernement. (Circ. 29 octobre 1956.)

VISITEURS. — Contrôle. (Circ. 5 juin 1956.)

Comptabilité.

AVANCES. — Demande d'avances à l'article 7-2. Exercice 1955. (Circ. 31 janvier 1956.)

BUDGET DES VOIES ET MOYENS. — Exercice 1956. (Circ. 21 janvier 1956.)

BUDGET DES VOIES ET MOYENS. — Circ. 5 juillet 1956.

BULLETIN DE REQUISITION pour la délivrance de billets en débet (Circ. 26 mai 1956.)

CLOTURE DES ECRITURES DE L'EXERCICE 1955. (Circ. 9 mars 1956.)

DEPENSES. — Ventilation des dépenses. (Circ. 16 janvier 1956.)

FRAIS DE SEJOUR de certains fonctionnaires. (Circ. 24 janvier 1956.) — (Circ. 10 mars 1956.)

Matériel.

TROUSSEAUX d'habillement du personnel. (Circ. 30 novembre 1956.)

Personnel.

ECONOMATS. — Loi sur les économats. — Incidence sur la situation du personnel. (Circ. 24 juillet 1956.)

PERSONNEL DE SURVEILLANCE. — Régime des congés. (Circ. 23 avril 1956.)

ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE.**Police des étrangers.**

ARTISTES ETRANGERS. — Inscription dans les registres communaux. (Circ. 27 janvier 1956.)

CERTIFICAT D'INSCRIPTION. — Délivrance du certificat d'inscription au registre des étrangers. (Circ. 23 octobre 1956.)

SEJOUR en Belgique des enfants de nationalité étrangère. (Circ. 8 août 1956.)

Sûreté de l'Etat.

PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE des fonctionnaires et agents des Services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. (L. 9 juillet 1956.)

ADMINISTRATION DE LA LEGISLATION.**Direction de la législation pénale.**

CITATIONS. — Délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels. (L. 27 février 1956.)

COLLECTES à domicile. (Circ. 9 mars 1956.)

CODE PENAL. (L. 19 mars 1956.)

COMMISSIONS ROGATOIRES. — Confrontations à la frontière. (Circ. 29 mars 1956.)

DROIT PENAL. — Circonstances atténuantes. (L. 19 mars 1956.)

ENERGIE NUCLEAIRE. — Exécution de la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire. (A. R. 14 mars 1956.)

EXTRADITIONS. (L. 22 février 1956.)

LEGISLATION. — Vices et lacunes. — Rapports. (Circ. 26 juillet 1956.)

Direction de la législation civile et commerciale.

ACTES D'ETAT CIVIL. — Photocopie des actes de l'état civil dressés pendant l'occupation dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940. (Circ. 23 mai 1956.)

ACTES JUDICIAIRES. — Transmission d'actes judiciaires à des personnes résidant sur le territoire de la République démocratique allemande. (Circ. 7 mars 1956.)

ACTES JURIDIQUES. — Transcription, inscription et radiation dans les registres hypothécaires des actes juridiques. — Arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1953 déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940. (A. R. 14 janvier 1956.)

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Huissiers. — Allocations familiales pour travailleurs non salariés. — Application de la loi du 10 juin 1937. — Recouvrement. (Circ. 24 février 1956.)

ASSURANCE OBLIGATOIRE de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. (L. 1^{er} juillet 1956.)

Compétence donnée à la commission des assurances privées pour donner un avis sur les projets d'arrêtés royaux d'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. (Circ. 24 novembre 1956.)

Arrêté royal fixant l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. (A. R. 22 décembre 1956.)

Désignation de l'autorité compétente aux fins de délivrer l'autorisation prévue par la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, concernant l'organisation de courses ou de concours de vitesse, de régularité ou d'adresse au moyen de véhicules automoteurs. (A. R. 27 décembre 1956.)

BULLETIN DE CONDAMNATIONS. — Envoi de ces bulletins. (Circ. 11 août 1956.)**CANTONS DE JUSTICE DE PAIX.** — Furnes. Nombre des audiences de police. (A. R. 6 juin 1956.)**CHOMEURS CITES A COMPARAITRE.** — Attestations de présence. (Circ. 26 janvier 1956.)**CODE CIVIL.** — Modification au chapitre VIII du titre V du livre 1^{er} du Code civil, relatif aux seconds mariages et le titre VI du livre 1^{er} du même Code, relatif au divorce. (L. 30 juin 1956.)**CODE DE COMMERCE.** — Modification à l'article 472 du Code de commerce. (L. 18 mai 1956.)**CROIX-ROUGE.** — Dénominations, signes et emblèmes. Protection. (L. 4 juillet 1956.)**DROIT CIVIL.** — Suspension des délais en ce qui concerne la responsabilité des conservateurs des hypothèques. (L. 9 juillet 1956.)**ORGANISATION JUDICIAIRE :**

Modification à l'article 216 de la loi sur l'organisation judiciaire. (L. 30 juin 1956.)

Répartition des cantons de justice de paix d'après leur population. (A. R. 13 juillet 1956.)

SOCIETES COMMERCIALES. — Arrêté ministériel d'exécution de l'arrêté royal du 19 octobre 1951 instituant une commission pour la revision des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. (A. M. 24 mars 1956.)**SUCCESSIONS VACANTES.** — Requête et désignation d'un curateur. — Communication à l'administration de l'enregistrement et des domaines. (Circ. 3 décembre 1956.)**TRIBUNAUX.** — Tribunal de police de Bruxelles. — Nombre de juges. (L. 2 juillet 1956.)**OFFICE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE.****Comptabilité.****AVANCES DE FONDS.** — Nouvelle organisation des écritures relatives à l'emploi des avances de fonds. (Circ. 11 septembre 1956.)**BUDGET DES VOIES ET MOYENS** pour l'exercice 1957. (Circ. 18 décembre 1956.)

CHANTRES-ORGANISTES. — Application de l'arrêté royal du 10 décembre 1956 fixant le montant de l'allocation à accorder aux chantres-organistes. (Circ. 20 décembre 1956.)

COMMANDES. — Inscription de la date de commande sur les déclarations de créance émanant des fournisseurs. Application de la retenue pour retard dans la fourniture. (Circ. 4 septembre 1956.)

DEPENSES. — Comptabilisation des dépenses par rubriques du programme budgétaire. (Circ. 28 janvier 1956.)

DOCUMENTS COMPTABLES. — Précautions à prendre lors de l'envoi de documents comptables. (Circ. 11 septembre 1956.)

FORMATION PROFESSIONNELLE de membres du personnel. — Prise en recette, dans la comptabilité, des matières et objets. (Circ. 9 février 1956.)

HONORAIRES, FOURNITURES ET TRAVAUX :

Précisions relatives à la dépêche du 17 mai 1956. (Circ. 30 mai 1956.)

Renseignements à fournir, au début de chaque année, à l'Office de documentation de l'Administration des contributions directes. (Circ. 17 mai 1956.)

LIVRE DE MAGASIN. — Création d'un nouveau compte au livre de magasin, dans les établissements disposant de véhicules automobiles. (Circ. 19 décembre 1956.)

OBJETS MOBILIERS HORS D'USAGE OU DE SERVICE. — Remise au magasin du comptable. (Circ. 23 janvier 1956.)

OPERATIONS « HORS COMPTE ». — Relevé à joindre aux comptes n° 177. (Circ. 3 juillet 1956.)

PECULE DE VACANCES à octroyer aux convoyeurs (convoyeuses). (Circ. 24 mai 1956.)

VALEURS POSTALES. — Relevé à joindre aux comptes n° 177. (Circ. 3 juillet 1956.)

Personnel.

SIGNALEMENT :

Fiche individuelle de signalement. (Circ. 6 février 1956.) (Circ. 7 juin 1956.)

Service économique.

DEPENSES. — Budget ordinaire. — Programme budgétaire : base de comptabilisation de certaines dépenses. (Circ. 1^{er} juin 1956.)

MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE TRANSPORTS. — Application de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports, au nom de l'État. (Circ. 18 mai 1956.)

TROUSSEAUX DES ELEVES. — Nouvelle composition. (Circ. 15 mai 1956.)

Service pédagogique et d'inspection.

MINEURS. — Demande d'acceptation des mineurs dans les établissements. (Circ. 24 août 1956.)

PLACEMENT EN SEMI-LIBERTE. — Procédure. (Circ. 29 décembre 1956.)

CIRCULAIRES ÉMANANT DES PARQUETS GÉNÉRAUX

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

- BULLETIN DE COMPTABILITE MORALE. — Exposé des faits à insérer dans le bulletin de comptabilité morale. (Circ. 22 mai 1956, n° 41/56.)
- CONTRATS DE MARIAGE. — Notaires. — Commerçants. — Contrats de mariage — Extraits à transmettre au greffe. (Circ. 21 septembre 1956, n° 58/56.)
- NATURALISATION. — 1° Certificat du fisc concernant les déclarations de revenus des trois dernières années; 2° Enquête sur l'idonéité. — Eléments de fraude fiscale. — Communication au fisc. (Circ. 12 janvier 1956, n° 4/56.)
- PREVENUS. — Avis de non-lieu. (Circ. 5 octobre 1956, n° 60/56.)
- RAPPORTS JOURNALIERS concernant la tenue des audiences civiles et correctionnelles. — Rédaction. — Transmission. (Circ. 26 octobre 1956, n° 65/56.)
- TUTELLES. — Organisation des tutelles. — Avis à donner par les officiers de l'état civil aux juges de paix en cas de décès, naissances, mariages, adoptions. (Circ. 8 novembre 1956, n° 67/56.)
-

COUR D'APPEL DE GAND.

- CHEQUES POSTAUX. — (Circ. 19 juin 1956. — D. 229/1-2. R. n° 44/56.)
- SECONDS MARIAGES. — Viduité. — Divorce. (Circ. 18 août 1956. - D. 36. - D. 218/1. - D. 411. - R. n° 64/56.)
- NOTAIRES. — Discipline. (Circ. 1^{er} mars 1956. - D. 48.3 - D. 48/4, R. n° 15/56.)
- NATURALISATION. — Etat civil. — Personnes déplacées. — Réfugiés. (Circ. 16 mars 1956. - D. 145. - D. 131/6. - D. 162. - D. 83/14, R. n° 18/56.)
-

Table chronologique

SERVICES GENERAUX.

Casier judiciaire.

- 8 MARS 1956. — Transmission de bulletins au sujet de condamnations prononcées du chef d'infraction à la loi du 4 août 1890 et aux arrêtés pris en exécution de cette loi. (Circ.)
- 13 NOVEMBRE 1956. — Délivrance d'extraits de casier judiciaire. — Emploi du nouveau formulaire. (Circ.)

Comptabilité générale.

- 23 AVRIL 1956. — Budget exercice 1956. (L.)

Frais de justice.

- 7 JUIN 1956. — Application de l'art. 36 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive aux agents de l'Office national du Lait et de ses Dérivés. (Circ.)
- 30 NOVEMBRE 1956. — Témoins. — Audition de témoins. — Délivrance d'attestations portant l'heure de la convocation et celle à laquelle les prestations ont pris fin. (Circ.)
- 18 DECEMBRE 1956. — Déplacements en 1^{re} classe des membres de la police judiciaire. (Circ.)

Notariat.

- 9 FEVRIER 1956. — Canton de Sint-Kwintens-Lennik. — Transfert de résidence. (A. R.)
- 8 MAI 1956. — Canton de justice de paix de Rochefort. — Nombre de notaires. (A. R.)
- 19 MAI 1956. — Canton de justice de paix à Andenne. — Suppression de résidence. (A. R.)
- 29 DECEMBRE 1956. — Canton de Celles. — Nombre de notaires. (A. R.)
-

ADMINISTRATION DES CULTES, DONLS ET LEGS, FONDATIONS.

Culte catholique.

- 4 JANVIER 1956. — Erection en chapellenie du quartier de l'annexe de Fonds-de-Saint-Servais, à Saint-Servais. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie de Boekt, à Zolder. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de la chapellenie de Boekt, à Zolder. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale de la chapellenie Notre-Dame, Reine de la Paix, au quartier de la Station à Kessel. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie Notre-Dame, Reine de la Paix, au quartier de la Station, à Kessel. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Erection en annexe du quartier dit Park van Genk. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Erection en annexe du quartier de Haantjeshoek, à Heule. (A. R.)
- 4 JANVIER 1956. — Suppression de l'annexe de Fonds-de-Saint-Servais, à Saint-Servais. (A. R.)
- 14 JANVIER 1956. — Erection en annexe du quartier des Hougnes, à Verviers. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en chapellenie du quartier de l'annexe du Hornay, à Sprimont. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Suppression de l'annexe du Hornay, à Sprimont. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Modifications aux circonscriptions des paroisses-succursales Saint Jean-Vianney, à Wilrijk, et Saint Nicolas, à Hemiksem. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale de la chapellenie du Sacré-Cœur de Jésus, formée par les quartiers dénommés Heuvel, Zwarte-Heuvel et Acht-Zaligheden, à Kalmthout. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie du Sacré-Cœur de Jésus, formée par les quartiers dénommés Heuvel, Zwarte-Heuvel et Acht-Zaligheden, à Kalmthout. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale de la chapellenie formée par les hameaux d'Heesveld, de Spurk et d'Eyk, à Bilzen. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie formée par les hameaux d'Heesveld, de Spurk et d'Eyk, à Bilzen. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de la chapellenie de Tomberg, à Uccle. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie de Tomberg, à Uccle. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Hille, à Zwevezele, réuni au quartier limitrophe de la commune de Wingene. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Hille, à Zwevezele. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier dit Zwijnaardse steenweg à Gand. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier dit « De Paanders », à Meulebeke. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de la chapellenie de Heikant, à Rotselaar. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie de Heikant, à Rotselaar. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Modification aux circonscriptions de la paroisse-succursale Saint Nicolas, à Messines. (A. R.)
- 24 JANVIER 1956. — Erection en paroisse-succursale de la chapellenie Saint Charles au quartier dénommé Hoogstraat, à Ruisbroek. (A. R.)

- 24 JANVIER 1956. — Suppression de la chapellenie Saint Charles au quartier dénommé Hoogstraat, à Ruisbroek. (A. R.)
- 16 MARS 1956. — Erection en annexe du hameau de Gijmel, à Langdorp. (A. R.)
- 16 MARS 1956. — Erection en paroisse-succursale de l'annexe de Schaarbeek, à Alost. (A. R.)
- 16 MARS 1956. — Suppression de l'annexe de Schaarbeek, à Alost. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse Saint Nicolas, à La Hulpe. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame Médiatrice, à Molenbeek-Saint-Jean. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Pierre, à Woluwe-Saint-Pierre. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Julien, à Auderghem. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Amand, à Mont-Saint-Amand. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une première place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Joseph (Battel), à Malines. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Anne, à Borgerhout. (A. R.)
- 26 JUIN 1956. — Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse Notre-Dame, à Kalmthout. (A. R.)
- 9 JUILLET 1956. — Paroisse-succursale de Mariakerke, ville d'Ostende. — Vocabulaire. (A. R.)
- 9 JUILLET 1956. — Erection en annexe du quartier situé autour de l'ancienne église de la paroisse-succursale Notre-Dame de l'Assomption, à Mariakerke. (A. R.)
- 13 JUILLET 1956. — Paroisse-succursale Sainte Marguerite, à Knokke. Vocabulaire. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale de Kester. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Création d'une seconde place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Etienne, à Sint-Pieters-Leeuw. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Martin, à Sint-Martens-Lennik. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Création d'une place de vicaire près la paroisse-succursale du Saint Esprit, à Anderlecht. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse Saint Jacques, à Anvers. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Création d'une quatrième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Catherine, à Anvers. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier dit Broekstraat, à Hamme. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Erection en annexe des quartiers réunis dits Ter Heide et Cockerill, à As. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Erection en annexe du quartier de Belleflamme, à Grivegnée. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Modification des circonscriptions de la paroisse-succursale de Blaasveld. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Erection en chapellenie du quartier situé au nord de la ville de Courtrai. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Création d'une place de chapelain près la chapellenie Saint Joseph, à Courtrai. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale d'Espierres. (A. R.)
- 23 JUILLET 1956. — Erection en annexe du quartier de la Station, à Liedekerke. (A. R.)

- 24 JUILLET 1956. — Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame, à Assent. (A. R.)
- 24 JUILLET 1956. — Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Agathe, à Berchem-Sainte-Agathe. (A. R.)
- 24 JUILLET 1956. — Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse-succursale de Gohissart, à Jumet. (A. R.)
- 24 JUILLET 1956. — Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Victor, à Fleurus. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en annexe du quartier dit Brabanthoek, à Poperinge. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en annexe du hameau Molekens, à Herentals. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en annexe du quartier situé au pont n° 8 au-delà du canal d'Anvers à Turnhout, à Rijkvorsel. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en annexe du hameau de Ginderbuiten, à Mol. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en chapellenie de l'annexe Saint Paul au hameau de Gastuche, à Grez-Doiceau. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Suppression de l'annexe de Nouveau-Tongres, à Tongres. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de l'annexe de Nouveau-Tongres, à Tongres. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Suppression de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Keiberg, à Zichem. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de la chapellenie Saint Joseph au hameau de Keiberg, à Zichem. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en chapellenie du quartier de l'oratoire de Weelde-Station, avec les parties contiguës du territoire de la ville de Turnhout. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Modification des circonscriptions de la paroisse-succursale Saint Michel, à Weelde. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Suppression de la chapellenie de Renoupré, à Andrimont. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en paroisse-succursale du quartier de la chapellenie de Renoupré, à Andrimont. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en chapellenie des quartiers réunis de Merbraine, de La Barrière, de la Cité ouvrière et de Saint-Sébastien, à Braine-l'Alleud. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en annexe du quartier de la Frontière, à Athus. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en annexe du hameau de Champles, à Bierges-lez-Wavre. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Saint Remy, à Montignies-sur-Sambre. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Création d'une place de chapelain près la chapellenie Saint Joseph, à Montignies-sur-Sambre. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en chapellenie du hameau du Roctiau, à Montignies-sur-Sambre. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Création d'une deuxième place de vicaire près la paroisse-succursale du Plateau, à Ans. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Création d'une première place de vicaire près la paroisse-succursale de Kinrooi. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Création d'une première place de vicaire près la paroisse-succursale de Tomberg, à Uccle. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Suppression de l'annexe Saint Arnaud au hameau de Plassendale, à Oudenburg. (A. R.)

- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en chapellenie de l'annexe Saint Arnaud au hameau de Plassendale, à Oudenburg. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Erection en chapellenie du quartier de la gare, à Diest. (A. R.)
- 25 SEPTEMBRE 1956. — Modification des circonscriptions de la paroisse Saint Sulpice, à Diest. (A. R.)
- 27 SEPTEMBRE 1956. — Comptabilité fabricienne. — Budgets et comptes annuels. — Justification des recettes et dépenses. (Circ.)
- 2 OCTOBRE 1956. — Modification des circonscriptions des paroisses-succursales Saint Armand, à Erps, commune de Erps-Kwerps, et Saint Amand, à Kortenberg. (A. R.)
- 5 NOVEMBRE 1956. — Modification des circonscriptions de la paroisse-succursale de Clabecq. (A. R.)
- 29 NOVEMBRE 1956. — Erection en paroisse-succursale du faubourg Saint-Lazare, à Mons, réunie en quartier Petit-Nimy. (A. R.)
- 29 NOVEMBRE 1956. — Suppression de la troisième place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Elisabeth, à Mons. (A. R.)
- 18 DECEMBRE 1956. — Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale de Baisy-Thy. (A. R.)
- 18 DECEMBRE 1956. — Création d'une troisième place de vicaire près la paroisse Notre-Dame, à Aarschot. (A. R.)
- 21 DECEMBRE 1956. — Chapellenie de Weelde-Station. — Vocabulaire. — Modification. (A. R.)
- 21 DECEMBRE 1956. — Suppression de la place de vicaire près la paroisse-succursale Sainte Thérèse, à Dilbeek. (A. R.)
- 21 DECEMBRE 1956. — Création d'une place de vicaire près la paroisse-succursale Notre-Dame de l'Assomption, à Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean. (A. R.)
- 24 DECEMBRE 1956. — Erection en annexe du quartier dit Eenbeke-Einde, à Destelbergen. (A. R.)

Culte israélite.

- 21 DECEMBRE 1956. — Suppression de l'indemnité accordée au secrétaire du Consistoire central israélite et remplacement par un traitement annuel à charge de l'Etat. (A. R.)

Culte protestant.

- 15 MAI 1956. — Création d'une place de pasteur-président du synode de l'Union des Eglises protestantes-évangéliques de Belgique. (A. R.)

Dons et legs.

- 12 MAI 1956. — Séminaire (Fondation de bourse d'étude). — Fabrique d'église. — Association sans but lucratif. — Legs. (A. R.)
- 18 MAI 1956. — Séminaire. — Fondation de bourses d'étude. — Association sans but lucratif. — Legs. (A. R.)

Fondations de bourses d'étude.

- 12 MAI 1956. — Fondation Forthomme (Marie). — Bourses d'étude. — Autorisation. (A. R.)
- 18 MAI 1956. — Fondation Warsage-Henfling. — Bourses d'étude. — Autorisation. (A. R.)

ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES.**Bureau d'étude.**

- 6 JANVIER 1956. — Dossiers d'écrou. (Circ.)
13 JANVIER 1956. — Publications périodiques. (Circ.)
17 JANVIER 1956. — Heure d'ouverture de l'établissement. — Incidence sur le calcul de l'heure de libération des détenus. (Circ.)
23 JANVIER 1956. — Action de la direction de l'éducation des forces armées auprès des militaires incarcérés. (Circ.)
30 JANVIER 1956. — Centre de perfectionnement du personnel. (Circ.)
19 FEVRIER 1956. — Institution d'une commission permanente de défense sociale. (A. R.)
3 MARS 1956. — Mobilier de cellule. (Circ.)
31 MARS 1956. — Personnel de surveillance. — Régime des congés. (Circ.)
14 AVRIL 1956. — Masse de sortie pour mendiants et vagabonds. (Circ.)
5 JUIN 1956. — Visiteurs. — Contrôle. (Circ.)
9 JUIN 1956. — Formation professionnelle des détenus. — Reclassement. (Circ.)
23 JUIN 1956. — Paiement du pécule de vacances aux détenus. (Circ.)
16 JUILLET 1956. — Protection des dénominations, signes et emblèmes de la Croix-Rouge. (Circ.)
19 AOUT 1956. — Libération conditionnelle. — Dommages-intérêts. (Circ.)
13 SEPTEMBRE 1956. — Centre de documentation. (Circ.)
27 SEPTEMBRE 1956. — Transfèrement des détenus. (Circ.)
23 OCTOBRE 1956. — Détenus. — Transfèvements. — Formulaire n° 115. (Circ.)
26 OCTOBRE 1956. — Aide aux détenus libérés. (Circ.)
29 OCTOBRE 1956. — Récidivistes et délinquants d'habitude. — Calcul de la durée de la mise à la disposition du gouvernement. (Circ.)
22 NOVEMBRE 1956. — Détenus israélites. — Repas spéciaux. (Circ.)
26 NOVEMBRE 1956. — Colis familial pour détenus. (Circ.)
13 DECEMBRE 1956. — Famille des détenus à conduire au Palais de justice. (Circ.)

Comptabilité.

- 16 JANVIER 1956. — Ventilation des dépenses. (Circ.)
21 JANVIER 1956. — Budget des voies et moyens. — Exercice 1956. (Circ.)
24 JANVIER 1956. — Frais de séjour de certains fonctionnaires. (Circ.)
31 JANVIER 1956. — Demande d'avances à l'article 7-2. — Exercice 1955. (Circ.)
9 MARS 1956. — Clôture des écritures de l'exercice 1955. (Circ.)
10 MARS 1956. — Frais de séjour de certains fonctionnaires. (Circ.)
26 MAI 1956. — Bulletins de réquisition pour la délivrance de billets en débet. (Circ.)
5 JUILLET 1956. — Budget des voies et moyens. (Circ.)

Matériel.

- 30 NOVEMBRE 1956. — Trousseau d'habillement du personnel. (Circ.)

Personnel.

- 23 AVRIL 1956. — Personnel de surveillance. — Régime des congés. (Circ.)
24 JUILLET 1956. — Loi sur les éconômats. — Incidence sur la situation du personnel. (Circ.)

ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE.**Police des étrangers.**

- 27 JANVIER 1956. — Inscription dans les registres communaux des artistes étrangers. (A. R.)
8 AOÛT 1956. — Séjour en Belgique des enfants de nationalité étrangère. (Circ.)
23 OCTOBRE 1956. — Délivrance du certificat d'inscription au registre des étrangers. (Circ.)

Sûreté de l'Etat.

- 9 JUILLET 1956. — Pensions de retraite et de survie des fonctionnaires et agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. (L.)

ADMINISTRATION DE LA LEGISLATION.**Direction de la législation pénale.**

- 22 FEVRIER 1956. — Extraditions. (L.)
27 FEVRIER 1956. — Délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels. (L.)
9 MARS 1956. — Collectes à domicile. (Circ.)
14 MARS 1956. — Exécution de la loi du 4 août 1955 concernant la Sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire. (A. R.)
19 MARS 1956. — Circonstances atténuantes. (L.)
19 MARS 1956. — Code pénal. (L.)
29 MARS 1956. — Commissions rogatoires. — Confrontation à la frontière. (Circ.)
26 JUILLET 1956. — Législation. — Vices et lacunes. — Rapports. (Circ.)

Direction de la législation civile et commerciale.

- 14 JANVIER 1956. — Transcription, inscription et radiation dans les registres hypothécaires des actes judiciaires. Arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1953 déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940. (A. R.)
26 JANVIER 1956. — Attestation de présence. (Circ.)
24 FEVRIER 1956. — Allocations familiales pour travailleurs non salariés. — Application de la loi du 10 juin 1937. — Recouvrement. (Circ.)
7 MARS 1956. — Transmission d'actes judiciaires à des personnes résidant sur le territoire de la République démocratique allemande. (Circ.)
24 MARS 1956. — Arrêté ministériel d'exécution de l'arrêté royal du 19 octobre 1951 instituant une commission sur les sociétés commerciales. (A. M.)
18 MAI 1956. — Modifications à l'article 472 du Code de commerce. (L.)
23 MAI 1956. — Photocopie des actes de l'état civil dressés pendant l'occupation dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940. (Circ.)
6 JUIN 1956. — Canton de justice de paix de Furnes. Nombre des audiences de police. (A. R.)
30 JUIN 1956. — Modifications à l'article 216 de la loi sur l'organisation judiciaire. (L.)
30 JUIN 1956. — Code civil. — Modifications au chapitre VIII du titre V du Livre 1^{er} du Code civil relatif aux seconds mariages et le titre VI du Livre 1^{er} du même Code relatif au divorce. (L.)

- 1^{er} JUILLET 1956. — Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. (L.)
- 2 JUILLET 1956. — Tribunal de police de Bruxelles. Nombre de juges. (L.)
- 4 JUILLET 1956. — Croix-Rouge. Dénominations, signes et emblèmes. Protection. (L.)
- 9 JUILLET 1956. — Droit civil. — Suspension des délais en ce qui concerne la responsabilité des conservateurs des hypothèques. (L.)
- 13 JUILLET 1956. — Répartition des cantons de justice de paix d'après leur population. (A. R.)
- 11 AOÛT 1956. — Envoi de bulletins de condamnation. (Circ.)
- 24 NOVEMBRE 1956. — Compétence donnée à la commission des assurances privées pour donner un avis sur les projets d'arrêtés royaux d'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. (Circ.)
- 3 DECEMBRE 1956. — Successions vacantes. — Requête en désignation d'un curateur. — Communication à l'administration de l'enregistrement et des domaines. (Circ.)
- 22 DECEMBRE 1956. — Arrêté royal fixant l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. (A. R.)
- 27 DECEMBRE 1956. — Désignation de l'autorité compétente aux fins de délivrer l'autorisation prévue par la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, concernant l'organisation de courses ou de concours de vitesse, de régularité ou d'adresse au moyen de véhicules automoteurs. (A. R.)

OFFICE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE.

Comptabilité.

- 23 JANVIER 1956. — Remise au magasin du comptable des objets mobiliers hors d'usage ou de service. (Circ.)
- 28 JANVIER 1956. — Comptabilisation des dépenses par rubriques du programme budgétaire. (Circ.)
- 9 FEVRIER 1956. — Prise en recette dans la comptabilité des matières et objets destinés à la formation professionnelle des membres du personnel. (Circ.)
- 17 MAI 1956. — Honoraires, fournitures et travaux. Renseignements à fournir au début de chaque année à l'office de documentation de l'Administration des contributions directes. (Circ.)
- 24 MAI 1956. — Pécule de vacances à octroyer aux convoyeurs (convoyeuses). (Circ.)
- 30 MAI 1956. — Honoraires, fournitures et travaux. Précisions relatives à la dépêche du 17 mai 1956. (Circ.)
- 3 JUILLET 1956. — Opérations « hors compte ». Relevé à joindre aux comptes n° 177. (Circ.)
- 3 JUILLET 1956. — Valeurs postales. Relevé à joindre aux comptes n° 177. (Circ.)
- 4 SEPTEMBRE 1956. — Inscription de la date de commande sur les déclarations de créance émanant des fournisseurs. Application de la retenue pour retard dans la fourniture. (Circ.)
- 11 SEPTEMBRE 1956. — Nouvelle organisation des écritures relatives à l'emploi des avances de fonds. (Circ.)
- 11 SEPTEMBRE 1956. — Précautions à prendre lors de l'envoi de documents comptables. (Circ.)
- 18 DECEMBRE 1956. — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1957. (Circ.)

- 19 DECEMBRE 1956. — Création d'un nouveau compte au livre de magasin dans les établissements disposant de véhicules automobiles. (Circ.)
20 DECEMBRE 1956. — Application de l'arrêté royal du 10 décembre 1956 fixant le montant de l'allocation à accorder aux chantres-organistes. (Circ.)

Personnel.

- 6 FEVRIER 1956. — Fiche individuelle de signalement. (Circ.)
7 JUIN 1956. — Signalement. (Circ.)

Service économique.

- 1^{er} FEVRIER 1956. — Budget ordinaire. — Programme budgétaire. — Base de comptabilisation de certaines dépenses. (Circ.)
15 MAI 1956. — Trousseaux des élèves. Nouvelle composition. (Circ.)
18 MAI 1956. — Application de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'État. (Circ.)

Service pédagogique et d'inspection.

- 24 AOÛT 1956. — Demande d'acceptation des mineurs dans les établissements. (Circ.)
29 DECEMBRE 1956. — Placement en semi-liberté. Procédure. (Circ.)
-

CIRCULAIRES ÉMANANT DES PARQUETS GÉNÉRAUX

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

- 12 JANVIER 1956. — Naturalisation. — 1° Certificat du fisc concernant les déclarations de revenus des trois dernières années; 2° Enquête sur l'idonéité. — Eléments de fraude fiscale. — Communication au fisc. (Circ.)
 - 22 MAI 1956. — Bulletin de comptabilité morale. — Exposé des faits à insérer dans le bulletin de comptabilité morale. (Circ.)
 - 21 SEPTEMBRE 1956. — Notaires. — Commerçants. — Contrats de mariage. — Extraits à transmettre au greffe. (Circ.)
 - 5 OCTOBRE 1956. — Prévenus. Avis de non-lieu. (Circ.)
 - 26 OCTOBRE 1956. — Rapports journaliers concernant la tenue des audiences civiles et correctionnelles. Rédaction. Transmission. (Circ.)
 - 8 NOVEMBRE 1956. — Tutelles. — Organisation des tutelles. — Avis à donner par les officiers de l'état civil aux juges de paix en cas de décès, naissances, mariages, adoptions. (Circ.)
-

COUR D'APPEL DE GAND.

- 1^{er} MARS 1956. — Notaires. — Discipline. (Circ.)
- 16 MARS 1956. — Naturalisation. — Etat civil. — Personnes déplacées. — Réfugiés. (Circ.)
- 19 JUIN 1956. — Chèques postaux. (Circ.)
- 18 AOUT 1956. — Seconds mariages. — Viduité. — Divorce. (Circ.)

Alfabetische lijst

ALGEMENE DIENSTEN.

Algemene comptabiliteit.

BEGROTING. — Dienstjaar 1956. (W. 23 April 1956.)

Gerechtskosten.

ALGEMEEN REGLEMENT OP DE GERECHTSKOSTEN IN STRAFZAKEN. — Toepassing van artikel 36 van dit reglement op de agenten van de Nationale Zuiveldienst. (O. 7 Juni 1956.)

GETUIGEN. — Verhoor van getuigen. — Aflevering van een getuigschrift waarop het uur van de oproeping en het uur waarop de prestaties een einde hebben genomen, voorkomen. (O. 30 November 1956.)

LEDEN VAN GERECHTELIJKE POLITIE. — Verplaatsingen in 1^e klasse. (O. 18 December 1956.)

Strafregister.

LEVENS MIDDELEN. — Vervalsing van levensmiddelen. — Overmaken van bulletins omtrent de veroordelingen uitgesproken wegens overtreding van de wet van 4 Augustus 1890 en van de ter uitvoering van die wet genomen besluiten. (O. 8 Maart 1956.)

UITTREKSELS. — Aflevering van uittreksels uit het strafregister. — Gebruik van het nieuw formulier. (O. 13 November 1956.)

Notariaat.

KANTONS :

Sint-Kwintens-Lennik. — Overbrenging van standplaats. (K. B. 9 Februari 1956.)

Rochefort. — Aantal notarissen. (K. B. 8 Mei 1956.)

Andenne. — Afschaffing van standplaats. (K. B. 19 Mei 1956.)

Celles. — Aantal notarissen. (K. B. 29 December 1956.)

BESTUUR VAN DE EREDIENSTEN, S. L. S.

Eredienst (katholieke).

ANNEXEN :

- De wijk Haantjeshoek, te Heule. Oprichting. (K. B. 4 Januari 1956.)
- Afschaffing der annexe van Fonds-de-Saint-Servais, te Saint-Servais. (K. B. 4 Januari 1956.)
- De wijk Park van Genk, te Houthalen. Oprichting. (K. B. 4 Januari 1956.)
- De wijk genaamd « Les Hougnes », te Verviers. Oprichting. (K. B. 14 Januari 1956.)
- Afschaffing der annexe van Hornay, te Sprimont. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Afschaffing van de annexe van Schaarbeek, te Aalst. (K. B. 16 Maart 1956.)
- Het gehucht Gijmal, te Langdorp. Oprichting. (K. B. 16 Maart 1956.)
- De wijk gelegen rond de vroegere kerk der hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw-Hemelvaart, te Mariakerke, stad Oostende. Oprichting. (K. B. 9 Juli 1956.)
- De wijk van het station te Liedekerke. Oprichting. (K. B. 23 Juli 1956.)
- De wijk genaamd Belleflamme, te Grivegnée. Oprichting. (K. B. 23 Juli 1956.)
- De verenigde wijken Ter Heide en Cockerill, te As. Oprichting. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Afschaffing van de annexe van de Heilige Arnoldus, op het gehucht Plassendale, te Oudenburg. (K. B. 25 September 1956.)
- Het gehucht Champles, te Bierges-bij-Waver. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De grenswijk te Athus. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Afschaffing van de annexe van Nieuw-Tongeren, te Tongeren. (K. B. 25 September 1956.)
- Het gehucht Ginderbuiten, te Mol. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De wijk gelegen aan de brug n° 8 over het kanaal van Antwerpen naar Turnhout, te Rijkevorsel. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- He gehucht Molekens, te Herentals. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De wijk genaamd Brabanthoek, te Poperinge. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De wijk genaamd Eenbeke-Einde, te Destelbergen. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)

BOEKHOUDING DER KERKFABRIEKEN. — Jaarlijkse begrotingen en rekeningen. — Verantwoording der ontvangsten en der uitgaven. (O. 27 September 1956.)

HULPPAROCHIEN :

- De kapelanij van Onze-Lieve-Vrouw, Koningin van de Vrede, op de wijk van het Station, te Kessel. Oprichting. (K. B. 4 Januari 1956.)
- De wijk der kapelanij van Boekt, te Zolder. Oprichting. (K. B. 4 Januari 1956.)
- Het gehucht Oostveld, te Eeklo. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De kapelanij van het Heilig Hart van Jezus, gevormd door de wijken Heuvel, Zwarte-Heuvel en Acht-Zaligheden, te Kalmthout. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Grenswijzigingen van de hulpparochiën van Sint Johannes-Vianney, te Wilrijk, en Sint Niklaas, te Hemiksem. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De kapelanij gevormd door de gehuchten Heesveld, Spurk en Eyk, te Bilzen. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De wijk der kapelanij van Tomberg, te Ukkel. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)

- De wijk der kapelanijs van de Heilige Jozef op het gehucht Hille, te Zwevezele, met de aanpalende wijk der gemeente Wingene. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De wijk Zwijnaarde steenweg, te Gent. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De wijk De Paanders, te Meulebeke. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De wijk der kapelanijs van Heikant, te Rotselaar. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Grenswijzigingen aan de hulpparochie van Sint-Niklaas, te Meseu. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De kapelanijs van de H. Carolus op de wijk genaamd Hoogstraat, te Ruishbroek. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De annexe van Schaarbeek, te Aalst. Oprichting. (K. B. 16 Maart 1956.)
- Hulpparochie te Mariakerke, stad Oostende. Aanroeping. (K. B. 9 Juli 1956.)
- De hulpparochie van de Heilige Margareta, te Knokke. Aanroeping. (K. B. 13 Juli 1956.)
- De wijk Broekstraat, te Hamme. Oprichting. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Wijziging der gebiedsomschrijving van de hulpparochie Blaasveld. (K. B. 23 Juli 1956.)
- De wijk der kapelanijs van Renoupré, te Andrimont. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Grenswijziging van de hulpparochie van Sint Michiel, te Weelde. (K. B. 25 September 1956.)
- De wijk der kapelanijs van de Heilige Jozef op het gehucht Keiberg, te Zichem. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De wijk der annexe van Nieuw Tongeren, te Tongeren. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Wijziging der gebiedsomschrijvingen van de hulpparochiën van de Heilige Amandus, te Erps, gemeente Erps-Kwerps, en van de Heilige Amandus, te Kortenberg. (K. B. 2 October 1956.)
- Wijziging der gebiedsomschrijvingen van de hulpparochie, te Klabeek. (K. B. 5 November 1956.)

KAPELAAN :

- Oprichting van een plaats van kapelaan bij de kapelanijs van de Heilige Jozef, te Kortrijk. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Oprichting van een plaats van kapelaan bij de kapelanijs van de Heilige Jozef, te Montignies-sur-Sambre. (K. B. 25 September 1956.)

KAPELANIEN :

- Afschaffing van de kapelanijs van Onze-Lieve-Vrouw, Koningin van de Vrede, op de wijk van het Station, te Kessel. (K. B. 4 Januari 1956.)
- Afschaffing van de kapelanijs van Bockt, te Zolder. (K. B. 4 Januari 1956.)
- De wijk der annexe van Fonds-de-Saint-Servais, te Saint-Servais. Oprichting. (K. B. 4 Januari 1956.)
- De wijk der annexe van Hornay, te Sprimont. Oprichting. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Afschaffing van de kapelanijs van het Heilig Hart van Jezus, gevormd door de wijken Heuvel, Zwarte-Heuvel en Acht-Zaligheden, te Kalmthout. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Afschaffing van de kapelanijs gevormd door de gehuchten Heesveld, Spurk en Eyk, te Bilzen. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Afschaffing van de kapelanijs van Tomberg, te Ukkel. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Afschaffing van de kapelanijs van de Heilige Jozef op het gehucht Hille, te Zwevezele. (K. B. 24 Januari 1956.)
- Afschaffing van de kapelanijs van Heikant, te Rotselaar. (K. B. 24 Januari 1956.)

- Afschaffing van de kapelanij van de Heilige Carolus op de wijk genaamd Hoogstraat, te Ruisbroek. (K. B. 24 Januari 1956.)
- De wijk aan de noordkant van de stad Kortrijk gelegen. Oprichting. (K. B. 23 Juli 1956.)
- De annexe van de Heilige Arnoldus op het gehucht Plassendale, te Oudenburg. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De Stationswijk te Diest. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Het gehucht Roctiau, te Montignies-sur-Sambre. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- De verenigde wijken Merbraine, La Barrière, Cité ouvrière en Saint-Sébastien, te Eigenbrakel. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Afschaffing van de kapelanij van Renoupré, te Andrimont. (K. B. 25 September 1956.)
- De wijk der bidplaats van Weelde-Station, met de daaraanpalende gedeelten van het grondgebied der stad Turnhout. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Afschaffing van de kapelanij van de Heilige Jozef op het gehucht Keiberg, te Zichem. (K. B. 25 September 1956.)
- De annexe van de Heilige Paulus op het gehucht Gastuche, te Grez-Doiceau. Oprichting. (K. B. 25 September 1956.)
- Kapelanij van Weelde-Station. Aanroeping. Wijziging. (K. B. 21 December 1956.)

ONDERPASTOORS :

- Oprichting van een eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Jozef (Battel), te Mechelen. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Anna, te Borgerhout. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de parochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Kalmthout. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de parochie van de Heilige Niklaas, te Terhulpen. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw Middelaars, te Sint-Jans-Molenbeek. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Petrus, te Sint-Pieters-Woluwe. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Julianus, te Oudergem. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Amandus, te Sint-Amandsberg. (K. B. 26 Juni 1956.)
- Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Spiere. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Oprichting van een vierde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Catharina, te Antwerpen. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Afschaffing van de derde plaats van onderpastoor bij de parochie van de Heilige Jacob, te Antwerpen. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Oprichting van een plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Geest, te Anderlecht. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Afschaffing van een plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Martinus, te Sint-Martens-Lennik. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Stephanus, te Sint-Pieters-Leeuw. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Kester. (K. B. 23 Juli 1956.)
- Afschaffing van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Victor, te Fleurus. (K. B. 24 Juli 1956.)

- Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Gohisart, te Jumet. (K. B. 24 Juli 1956.)
- Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Assent. (K. B. 24 Juli 1956.)
- Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Agatha, te Sint-Agatha-Berchem. (K. B. 24 Juli 1956.)
- Afschaffing van de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Remigius, te Montignies-sur-Sambre. (K. B. 25 September 1956.)
- Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van het Plateau, te Ans. (K. B. 25 September 1956.)
- Oprichting van een eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Tomberg, te Ukkel. (K. B. 25 September 1956.)
- Oprichting van een eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Kinrooi. (K. B. 25 September 1956.)
- Afschaffing van de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Elisabeth, te Bergen. (K. B. 29 November 1956.)
- Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Baisy-Thy. (K. B. 18 December 1956.)
- Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de parochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Aarschot. (K. B. 18 December 1956.)
- Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Theresia, te Dilbeek. (K. B. 21 December 1956.)
- Oprichting van een plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, te Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek. (K. B. 21 December 1956.)

PAROCHIEEN.

- Wijziging van de gebiedsomschrijving van de parochie van de Heilige Sulpitius, te Diest. (K. B. 25 September 1956.)

Eredienst (Israëlitische).

- VERGOEDING. — Afschaffing van de jaarlijkse vergoeding toegestaan aan de secretaris van het Israëlitisch Centraal Consistorie en vervanging door een jaarwedde ten laste van de Staat (K. B. 21 December 1956.)

Eredienst (Protestantse).

- PREDIKANT-VOORZITTER van de Synode. — Oprichting van een plaats van predikant-voorzitter van de Synode van de Vereniging der Protestants-Evangelische Kerken in België. (K. B. 15 Mei 1956.)

Schenken en legaten.

- Seminarie (Studiebeurzenstichting) Kerkfabrieken. Vereniging zonder winstoogmerken. Legaten. (K. B. 12 Mei 1956.)
- Seminarie. Stichting van studiebeurzen. Vereniging zonder winstoogmerken. Legaten. (K. B. 18 Mei 1956.)

Studiebeurzenstichtingen.

- Stichting Forthomme (Marie). Studiebeurzen. Machtiging. (K. B. 12 Mei 1956.)
- Stichting Warsage-Henfling. Studiebeurzen. Machtiging. (K. B. 18 Mei 1956.)

BESTUUR DER STRAFINRICHTINGEN.**Comptabiliteit.**

RIJKSMIDDELENBEGROTING. — Dienstjaar 1956. (O. 21 Januari 1956.)
(O. 5 Juli 1956.)

SCHRIFTUREN. — Afsluiten van de schrifturen van het dienstjaar 1955 (O.
9 Maart 1956.)

VERBLIJFKOSTEN van sommige ambtenaren. (O. 24 Januari 1956.) — (O.
10 Maart 1956.)

VOORSCHOTTEN. — Aanvraag van voorschotten op artikel 7-2. — Dienstjaar
1955. (O. 31 Januari 1956.)

VORDERINGSBULLETINS voor het afleveren van biljetten in debet. (O.
26 Mei 1956.)

UITGAVEN. — Ventilatie der uitgaven. (O. 16 Januari 1956.)

Materieel.

KLEDINGUITZET van het personeel. (O. 30 November 1956.)

Personeel.

BEWAKINGSPERSONEEL. — Regime der verloven. (O. 23 April 1956.)

PERSONEELSZORG. — Wet betreffende de Diensten voor Personeelszorg. —
Terugslag op de toestand van het personeel. (O. 24 Juli 1956.)

Studiebureau.

BEWAARDERSPERSONEEL. — Verlofregeling. (O. 31 Maart 1956.)

BEZOEKERS. — Toezicht. (O. 5 Juni 1956.)

CELMEUBILAIR. — (O. 3 Maart 1956.)

COLLI. — Familiale colli voor de gedetineerden. (O. 23 November 1956.)

COMMISSIE TOT BESCHERMING VAN DE MAATSCHAPPIJ. — Instelling van
een commissie tot bescherming van de maatschappij. (K. B. 19 Februari 1956.)

DOCUMENTATIECENTRUM. (O. 13 September 1956.)

GEDETINEERDEN :

Beroepsopleiding van de gedetineerden. — Reklassering. (O. 9 Juni 1956.)

Betaling van het vacatiegeld aan de gedetineerden. (O. 23 Juni 1956.)

Voorwaardelijke invrijheidstelling. — Schadevergoeding. (O. 29 Augustus 1956.)

Overbrenging van de gedetineerden. (O. 27 September 1956.)

Overbrengingen. — Formulier n° 115. (O. 23 October 1956.)

Hulp aan de ontslagen gedetineerden. (O. 26 October 1956.)

GEDETINEERDEN (Israëlitische). — Bijzondere maaltijden. (O. 22 Novem-
ber 1956.)

GEDETINEERDEN. — Fouilleren van de gedetineerden die naar het gerechtshof
moeten gebracht worden. (O. 13 December 1956.)

MILITAIRES (opgesloten). — Werking van de directie opvoeding van de krijgs-
macht bij de opgesloten militairen. (O. 23 Januari 1956.)

OPENINGSUUR van de inrichting. — Weerslag op de berekening van het uur
waarop de gedetineerden in vrijheid gesteld worden. (O. 17 Januari 1956.)

- OPSLUITING. — Opsluitingsdossiers. (O. 6 Januari 1956.)
- RECIDIVISTEN EN GEWOONTMISDADIGERS. — Berekening van de duur der terbeschikkingstelling van de regering. (O. 29 October 1956.)
- RODE-KRUIS. — Bescherming van de benaming « Rode-Kruis », van de tekens en emblemen van het Rode-Kruis. (O. 16 Juli 1956.)
- TIJDSCHRIFTEN. (O. 13 Januari 1956.)
- UITGANGSMASSA voor bedelaars en landlopers. (O. 14 April 1956.)
- VOLMAKINGSCENTRUM van het personeel. (O. 30 Januari 1956.)
-

BESTUUR DER OPENBARE VEILIGHEID.

Vreemdelingenpolitie.

- ARTISTEN (VREEMDE). — Inschrijving in de gemeenteregisters. (O. 27 Januari 1956.)
- BEWIJS VAN INSCHRIJVING. — Aflevering van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister. (O. 23 October 1956.)
- VERBLIJF in België van de kinderen van vreemde nationaliteit. (O. 8 Augustus 1956.)

Veiligheid van de Staat.

- RUST- EN OVERLEVINGSPENSIOEN van de ambtenaren en agenten der buitendiensten van de veiligheid van de Staat. (W. 9 Juli 1956.)
-

BESTUUR DER WETGEVING.

Bestuur der Strafwetgeving.

- COLLECTEN aan huis. (O. 9 Maart 1956.)
- DAGVAARDING. — Termijn van dagvaarding vóór de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken. (W. 27 Februari 1956.)
- KERNENERGIE. — Uitvoering van de wet van 4 Augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie. (K. B. 14 Maart 1956.)
- ROGATOIRE OPDRACHTEN. — Confrontatie aan de grens. (O. 29 Maart 1956.)
- STRAFRECHT. — Verzachtende omstandigheden. (W. 19 Maart 1956.)
- UITLEVERINGEN. — (W. 22 Februari 1956.)
- WETBOEK VAN STRAFRECHT. — (W. 19 Maart 1956.)
- WETGEVING. — Gebreken en leemten. — Verslagen. (O. 26 Juli 1956.)

Bestuur van de burgerlijke en handelswetgeving.

- AKTEN VAN DE BURGERLIJKE STAND. — Fotokopie van de akten van de burgerlijke stand opgemaakt tijdens de bezetting in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat in Mei 1940 wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd. (O. 23 Mei 1956.)

- BULLETINS VAN VEROORDELING.** — Overmaking van deze bulletins. (O. 11 Augustus 1956.)
- BURGERLIJK RECHT.** — Schorsing der termijnen ten aanzien van de aansprakelijkheid van de hypotheekbewaarders. (W. 9 Juli 1956.)
- BURGERLIJK WETBOEK.** — Wijziging van hoofdstuk VIII van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek betreffende de tweede huwelijken en van titel VI van boek I van hetzelfde Wetboek betreffende de echtscheiding. (W. 30 Juni 1956.)
- GERECHTELIJKE AKTEN.** — Verzending van gerechtelijke akten aan personen die op het grondgebied van de Duitse Democratische Republiek verblijven. (O. 7 Maart 1956.)
- HANDELSVENNOOTSCHAPPEN.** — Ministerieel besluit ter uitvoering van het koninklijk besluit van 19 October 1951 tot instelling van één commissie voor de herziening van de samengeschatelde wetten op de handelsvennootschappen. (M. B. 24 Maart 1956.)
- KINDERTOESLAGEN.** — Deurwaarders. — Kindertoeslagen voor niet-loontrekkenden. Toepassing van de wet van 10 Juni 1937. Invordering. (O. 24 Februari 1956.)
- NALATENSCHAPPEN (ONBEHEERDE).** — Indiening van een verzoek tot aanstelling van een curator. — Kennisgeving aan het bestuur der registratie en domeinen. (O. 3 December 1956.)
- OVERSCHRIJVING, INSCHRIJVING EN DOORHALING IN DE HYPOTHEEK-REGISTERS VAN JURIDISCHE HANDELINGEN.** — Koninklijk besluit genomen ter uitvoering van de wet van 27 Juli 1953 tot bepaling van de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat in Mei 1940 wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd. (K. B. 14 Januari 1956.)
- RECHTBANKEN.** — Politierechtbank te Brussel. Getal rechters. (W. 2 Juli 1956.)
- RECHTERLIJKE INRICHTING :**
 Wijziging van artikel 216 van de wet op de rechterlijke inrichting. (W. 30 Juni 1956.)
 Indeling van de vrederechtskantons volgens hun bevolking. (K. B. 13 Juli 1956.)
- RODE-KRUIS.** — Benaming, tekens en emblemen. — Bescherming. (W. 4 Juli 1956.)
- VERPLICHTE AANSPRAKELIJKHEIDSVERZEKERING** in zake motorrijtuigen. (W. 1 Juli 1956.)
 Bevoegdheid van de commissie voor private verzekeringen om advies uit te brengen aangaande de ontwerpen van koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen. (K. B. 24 November 1956.)
 Aanwijzing van het overheidsorgaan belast met het verlenen van het verlof, voorzien bij de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen aangaande het inrichten van snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsritten of wedstrijden voor motorrijtuigen. (K. B. 27 December 1956.)
 Koninklijk besluit dat de inwerkingtreding bepaalt van de wet van 1 Juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen. (O. 22 December 1956.)
- VREDEGERECHTSKANTONS.** — Veurne. Aantal terechtzittingen in politiezaken. (K. B. 6 Juni 1956.)

- WETBOEK VAN KOOPHANDEL. — Wijziging van artikel 472 van het Wetboek van koophandel. (W. 18 Mei 1956.)
- WERKLOZEN GEDAGVAARD. — Aflevering van een bewijsschrift van tegenwoordigheid. (O. 26 Januari 1956.)

DIENST VOOR KINDERBESCHERMING.

Comptabiliteit.

- BEROEPSOPLEIDING der personeelsleden. — Inontvangstneming in de comptabiliteit, van de stoffen en voorwerpen. (O. 9 Februari 1956.)
- BESTELLINGEN. — Vermelding van de datum van bestelling op de schuldverordeningen van de leverancier. — Toepassing van de korting wegens vertraging bij de levering. (O. 4 September 1956.)
- COMPTABELE STUKKEN. — Voorzorgen te nemen bij het verzenden van comptabele stukken. (O. 11 September 1956.)
- GELDVOORSCHOTTEN. — Nieuwe regeling op het stuk van de geschriften in verband met het gebruik der geldvoorschotten. (O. 11 September 1956.)
- HONORARIA, LEVERINGEN EN WERKEN :
- Inlichtingen die in 't begin van ieder jaar aan de documentatiedienst van de Administratie der directe belastingen moeten verschaft worden. (O. 17 Mei 1956.)
- Ophelderingen in verband met omzendbrief van 17 Mei 1956. (O. 30 Mei 1956.)
- MAGAZIJNBOEK. — Oprichting van een nieuwe rekening in het magazijnboek in de gestichten die over autovoertuigen beschikken. (O. 19 December 1956.)
- MOBILAIR. — Buitengebruik of buitendienst gestelde mobiele voorwerpen. — Afgifte in het magazijn van de rekenplichtige. (O. 23 Januari 1956.)
- POSTWAARDEN. — Opgave te voegen bij de rekeningen n° 177. (O. 3 Juli 1956.)
- RIJKSMIDDELENBEGROTING voor het dienstjaar 1957. (O. 18 December 1956.)
- UITGAVEN. — Comptabilisatie van de uitgaven per rubriek van het begrotingsprogramma. (O. 28 Januari 1956.)
- VACANTIEGELD toe te kennen aan de begeleiders (begeleidsters). (O. 24 Mei 1956.)
- VERRICHTINGEN « BUITEN REKENING » te voegen bij de rekeningen n° 177. (O. 3 Juli 1956.)
- ZANGERS-ORGELISTEN. — Toepassing van het koninklijk besluit van 10 December 1956 waarbij het bedrag van de aan de zangers-orgelisten toe te kennen toelage wordt vastgesteld. (O. 20 December 1956.)

Economische dienst.

- OVEREENKOMSTEN BETREFFENDE DE AANNEMING VAN WERKEN, LEVERINGEN EN TRANSPORTEN VOOR REKENING VAN DE STAAT. — Toepassing van het koninklijk besluit van 5 October 1955. (O. 18 Mei 1956.)
- UITGAVEN. — Gewone begroting. — Begrotingsprogramma : Comptabilisatiebasis van sommige uitgaven. (O. 1 Februari 1956.)
- UITZETTEN DER LEERLINGEN. — Nieuwe samenstelling. (O. 15 Mei 1956.)

Pedagogische dienst en inspectie.

MINDERJARIGEN. — Aanvraag tot opneming van de minderjarigen in de gestichten. (O. 24 Augustus 1956.)

PLAATSING IN BEPERKTE VRIJHEID. — Procedure. (O. 29 December 1956.)

Personeel.

SIGNALEMENT. — Persoonlijke signalementsfiche. (O. 6 Februari 1956.)

SIGNALEMENT. — (O. 7 juni 1956.)

OMZENDBRIEVEN

UITGAANDE VAN DE PARKETTEN-GENERAAL

HOF VAN BEROEP TE BRUSSEL.

- NATURALISATIE. — 1° Getuigschrift van de fiscus betreffende de aangiften van inkomsten voor de drie laatste jaren; 2° onderzoek omtrent de geschiktheid. — Bestanddelen van fiscaal bedrag. — Mededeling aan de fiscus. (O. 12 Januari 1956, n° 4/56.)
- BULLETIN VAN MORELE BOEKHOUDING. — Uiteenzetting der feiten in te lassen in het bulletin van morele boekhouding. (O. 22 Mei 1956, n° 41/56.)
- HUWELIJKSOVEREENKOMSTEN. — Notarissen. — Handelaars. — Huwelijks-overeenkomsten. — Uittreksels aan de griffie over te maken. (O. 21 September 1956, n° 58/56.)
- BETICHTEN. — Berichten van buitenvervolginstelling. (O. 5 October 1956, n° 60/56.)
- VERSLAGEN (Dagelijkse) betreffende het houden der burgerlijke en correctionele rechtszittingen. — Opmaken. — Overmaking. (O. 26 October 1956, n° 65/56.)
- VOOGDIJEN. — Inrichting der voogdijen. — Bericht van de ambtenaren van de burgerlijke stand aan de vrederechters in geval van overlijden, geboorte, huwelijk, aanneming. (O. 8 November 1956, n° 67/56.)
-

HOF VAN BEROEP TE GENT.

- NOTARISSEN. — Tucht. (O. 1 Maart 1956 - D. 48/3 - D. 48/4, R. n° 15/56.)
- NATURALISATIE. — Burgerlijke stand. — Verplaatste personen. — Vluchtelingen. (O. 16 Maart 1956. - D. 145 - D. 131/6 - D. 162 - D. 83/14, R. n° 18/56.)
- TWEEDE HUWELIJKEN. — Weduwschap. — Echtscheiding. (O. 18 Augustus 1956. - D. 36 - D. 218/1 - D. 411, R. n° 64/56.)
- POSTCHECK. (O. 19 Juni 1956. - D. 229/1-2. - R. n° 44/56.)
-

Chronologische lijst

ALGEMENE DIENSTEN.

Algemene comptabiliteit.

23 APRIL 1956. — Begroting. — Dienstjaar 1956. (W.)

Gerechtskosten.

7 JUNI 1956. — Algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken. — Toepassing van artikel 36 van dit reglement op de agenten van de Nationale Zuiveldienst. (O.)

30 NOVEMBER 1956. — Getuigen. — Verhoor van getuigen. Aflevering van een getuigschrift waarop het uur van de oproeping en het uur waarop de prestaties een einde hebben genomen, voorkomen. (O.)

18 DECEMBER 1956. — Leden van de gerechtelijke politie. — Verplaatsingen in 1^e klasse. (O.)

Notariaat.

9 FEBRUARI 1956. — Kanton Sint-Kwintens-Lennik. — Overbrenging van standplaats. (K. B.)

8 MEI 1956. — Kanton Rochefort. — Aantal notarissen. (K. B.)

10 MEI 1956. — Kanton Andenne. — Afschaffing van standplaats. (K. B.)

29 DECEMBER 1956. — Kanton Celles. — Aantal notarissen. (K. B.)

Strafregister.

8 MAART 1956. — Vervalsing van levensmiddelen. — Overmaken van bulletins omtrent de veroordelingen uitgesproken wegens overtreding van de wet van 4 Augustus 1890 en van de ter uitvoering van die wet genomen besluiten. (O.)

13 NOVEMBER 1956. — Aflevering van uittreksels uit het strafregister. — Gebruik van het nieuw formulier. (O.)

**BESTUUR VAN DE EREDIENSTEN.
SCHENKINGEN. — LEGATEN. — STICHTINGEN.**

Eredienst (katholieke).

- 4 JANUARI 1956. — Afschaffing der annexe van Fonds-de-Saint-Servais, te Saint-Servais. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Oprichting tot kapelanijs van de wijk der annexe van Fonds-de-Saint-Servais, te Saint-Servais. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanijs van Boekt, te Zolder. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der kapelanijs van Boekt, te Zolder. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanijs van Onze-Lieve-Vrouw, Koningin van de Vrede, op de wijk van het station, te Kessel. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de kapelanijs van Onze-Lieve-Vrouw, Koningin van de Vrede, op de wijk van het station, te Kessel. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk Park van Genk, te Hout-halen. (K. B.)
- 4 JANUARI 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk Haantjeshoek, te Heule. (K. B.)
- 14 JANUARI 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk genaamd « Les Hougnes », te Verviers. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanijs van de H. Carolus op de wijk genaamd Hoogstraat, te Ruisbroek. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de kapelanijs van de H. Carolus op de wijk genaamd Hoogstraat, te Ruisbroek. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Grenswijzigingen aan de hulpparochie van Sint Niklaas, te Mesen. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanijs van Heikant, te Rotselaar. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der kapelanijs van Heikant, te Rotselaar. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk De Paanders, te Meulebeke. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk Zwijnaardesteenweg, te Gent. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanijs van de Heilige Jozef op het gehucht Hille, te Zwevezele. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der kapelanijs van de Heilige Jozef op het gehucht Hille, te Zwevezele, met de aanpalende wijk der gemeente Wingene. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanijs van Tomberg, te Ukkel. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der kapelanijs van Tomberg, te Ukkel. (K. B.)

- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanij gevormd door de gehuchten Heesveld, Spurk en Eyk, te Bilzen. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de kapelanij gevormd door de gehuchten Heesveld, Spurk en Eyk, te Bilzen. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van het gehucht Oostveld, te Eeklo. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing van de kapelanij van het Heilig Hart van Jezus, gevormd door de wijken Heuvel, Zwarte-Heuvel en Acht Zaligheden, te Kalmthout. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de kapelanij van het Heilig Hart van Jezus, gevormd door de wijken Heuvel, Zwarte-Heuvel en Acht-Zaligheden, te Kalmthout. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Grenswijzigingen van de hulpparochiën van Sint Johannes-Vianney, te Wilrijk, en Sint Niklaas, te Hemiksem. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Afschaffing der annexe van Hornay, te Sprimont. (K. B.)
- 24 JANUARI 1956. — Oprichting tot kapelanij van de wijk der annexe van Hornay, te Sprimont. (K. B.)
- 16 MAART 1956. — Afschaffing van de annexe van Schaarbeek, te Aalst. (K. B.)
- 16 MAART 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de annexe van Schaarbeek, te Aalst. (K. B.)
- 16 MAART 1956. — Oprichting tot annexe van het gehucht Gijmel, te Langdorp. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Amandus, te Sint-Amandsberg. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Julianus, te Ondergem. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Petrus, te Sint-Pieters-Woluwe. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw-Middelares, te Sint-Jans-Molenbeek. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de parochie van de H. Niklaas, te Terhulpen. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de parochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Kalmthout. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Anna, te Borgerhout. (K. B.)
- 26 JUNI 1956. — Oprichting van een eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Jozef (Battel), te Mechelen. (K. B.)
- 9 JULI 1956. — Aanroeping van de hulpparochie te Mariakerke, stad Oostende. (K. B.)
- 9 JULI 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk gelegen rond de vroegere kerk der hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw-Hemelvaart, te Mariakerke, stad Oostende. (K. B.)
- 13 JULI 1956. — Aanroeping van de hulpparochie van de H. Margareta, te Knokke. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk van het station te Liedekerke. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Spiere. (K. B.)

- 23 JULI 1956. — Oprichting van een plaats van kapelaan bij de kapelanij van de H. Jozef, te Kortrijk. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting tot kapelanij van de wijk aan de noordkant van de stad Kortrijk gelegen. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Wijziging der gebiedsomschrijving van de hulpparochie Blaasveld. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk genaamd Belleflamme, te Grivegnée. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting tot annexe van de verenigde wijken Ter Heide en Cockerill, te As. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk Broekstraat, te Hamme. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting van een vierde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Catharina, te Antwerpen. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Afschaffing van de derde plaats van onderpastoor bij de parochie van de H. Jacob, te Antwerpen. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting van een plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Geest, te Anderlecht. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Afschaffing van een plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Martinus, te Sint-Martens-Lennik. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Stephanus, te Sint-Pieters-Leeuw. (K. B.)
- 23 JULI 1956. — Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Kester. (K. B.)
- 24 JULI 1956. — Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Assent. (K. B.)
- 24 JULI 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Gohissart, te Jumet. (K. B.)
- 24 JULI 1956. — Afschaffing van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Victor, te Fleurus. (K. B.)
- 24 JULI 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Agatha, te Sint-Agatha-Berchem. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot kapelanij van de Stationswijk, te Diest. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Wijziging van de gebiedsomschrijving van de parochie van de H. Sulpitius, te Diest. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting van de kapelanij van de Stationswijk, te Diest. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting van een eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Tomberg, te Ukkel. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Afschaffing van de annexe van de H. Arnoldus op het gehucht Plassendale, te Oudenburg. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot kapelanij van de annexe van de H. Arnoldus op het gehucht Plassendale, te Oudenburg. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting van een eerste plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Kinrooi. (K. B.)

- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting van een tweede plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van het Plateau, te Ans. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting van een plaats van kapelaan bij de kapelanij van de H. Jozef, te Montignies-sur-Sambre. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot kapelanij van het gehucht Roctiau, te Montignies-sur-Sambre. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Afschaffing van de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de H. Remigius, te Montignies-sur-Sambre. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van het gehucht Champles, te Bierges-bij-Waver. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van de Grenswijk, te Athus. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der kapelanij van Renoupré, te Andrimont. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot kapelanij van de verenigde wijken Merbraine, La Barrière, Cité ouvrière en Saint Sébastien, te Eigenbrakel. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Afschaffing van de kapelanij van Renoupré, te Andrimont. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Grenswijziging van de hulpparochie van Sint Michiel, te Weelde. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot kapelanij van de wijk der bidplaats van Weelde-Station, met de daaraanpalende gedeelten van het grondgebied der stad Turnhout. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der kapelanij van de Heilige Jozef op het gehucht Keiberg, te Zichem. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Afschaffing van de kapelanij van de Heilige Jozef op het gehucht Keiberg, te Zichem. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot hulpparochie van de wijk der annexe van Nieuw Tongeren, te Tongeren. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Afschaffing van de annexe van Nieuw Tongeren, te Tongeren. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot kapelanij van de annexe van de Heilige Paulus op het gehucht Gastuche, te Grez-Doiceau. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van het gehucht Ginderbuiten, te Mol. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk gelegen aan de brug n° 8 over het kanaal van Antwerpen naar Turnhout, te Rijkevorsel. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van het gehucht Molekens, te Herentals. (K. B.)
- 25 SEPTEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk genaamd Brabanthoek, te Poperinge. (K. B.)
- 27 SEPTEMBER 1956. — Boekhouding der kerkfabrieken. — Jaarlijkse begrotingen, en rekeningen. — Verantwoording der ontvangsten en der uitgaven. (O.)
- 2 OCTOBER 1956. — Wijziging der gebiedsomschrijvingen van de hulpparochiën van de Heilige Amandus te Erps, gemeente Erps-Kwerps, en van de Heilige Amandus, te Kortenberg. (K. B.)

- 5 NOVEMBER 1956. — Wijziging der gebiedsomschrijvingen van de hulpparochie te Klabeek. (K. B.)
- 29 NOVEMBER 1956. — Afschaffing van de derde plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Elisabeth, te Bergen. (K. B.)
- 18 DECEMBER 1956. — Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie Baisy-Thy. (K. B.)
- 18 DECEMBER 1956. — Oprichting van een derde plaats van onderpastoor bij de parochie van Onze-Lieve-Vrouw, te Aarschot. (K. B.)
- 21 DECEMBER 1956. — Kapelanij van Weelde-Station. Aanroeping. Wijziging (K. B.)
- 21 DECEMBER 1956. — Afschaffing van de plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van de Heilige Theresia, te Dilbeek. (K. B.)
- 21 DECEMBER 1956. — Oprichting van een plaats van onderpastoor bij de hulpparochie van Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, te Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek. (K. B.)
- 24 DECEMBER 1956. — Oprichting tot annexe van de wijk genaamd Eenbeke-Einde, te Destelbergen. (K. B.)

Eredienst (israëlitische).

- 21 DECEMBER 1956. — Afschaffing van de jaarlijkse vergoeding toegestaan aan de secretaris van het Israëlitisch Centraal Consistorie en vervanging door een jaarwedde ten laste van de Staat. (K. B.)

Eredienst (protestantse).

- 15 MEI 1956. — Oprichting van een plaats van prédikant-voorzitter van de Synode van de vereniging der Protestantse-Evangelische Kerken in België. (K. B.)

Schenken en legaten.

- 8 MEI 1956. — Seminarie. — Stichting van studiebeurzen. — Vereniging zonder winstoogmerken. — Legaten. (K. B.)
- 12 MEI 1956. — Seminarie (Studiebeurzenstichting). — Kerkfabrieken. — Vereniging zonder winstoogmerken. — Legaten. (K. B.)

Studiebeurzenstichtingen.

- 12 MEI 1956. — Stichting Forthomme (Marie). — Machtiging. (K. B.)
- 18 MEI 1956. — Stichting Warsage-Henfling. — Machtiging. (K. B.)
-

BESTUUR DER STRAFINRICHTINGEN.**Comptabiliteit.**

- 16 JANUARI 1956. — Ventilatie der uitgaven. (O.)
21 JANUARI 1956. — Rijksmiddelenbegroting. — Dienstjaar 1956. (O.)
24 JANUARI 1956. — Verblijfskosten van sommige ambtenaren. (O.)
31 JANUARI 1956. — Aanvraag van voorschotten op artikel 7-2. — Dienstjaar 1955. (O.)
9 MAART 1956. — Afsluiten van schrifturen van het dienstjaar 1955. (O.)
10 MAART 1956. — Verblijfskosten van sommige ambtenaren. (O.)
26 MEI 1956. — Vorderingsbulletins voor het afleveren van biljetten in debet. (O.)
5 JULI 1956. — Rijksmiddelenbegroting. (O.)

Materieel.

- 30 NOVEMBER 1956. — Kledinguitzet van het personeel. (O.)

Personeel.

- 23 APRIL 1956. — Bewakingspersoneel. — Regiem der verloven. (O.)
24 JULI 1956. — Wet betreffende de Diensten voor Personeelszorg. — Terugslag op de toestand van het personeel. (O.)

Studiebureau.

- 6 JANUARI 1956. — Opsluitingsdossier. (O.)
13 JANUARI 1956. — Tijdschriften. (O.)
17 JANUARI 1956. — Openingsuur van de inrichtingen. — Weerslag op de berekening van het uur waarop de gedetineerden in vrijheid gesteld worden. (O.)
23 JANUARI 1956. — Werking van de directie opvoeding van de krijgsmacht bij de opgesloten militairen. (O.)
30 JANUARI 1956. — Volmakingscentrum van het personeel. (O.)
19 FEBRUARI 1956. — Instelling van een commissie tot bescherming van de maatschappij. (K. B.)
3 MAART 1956. — Cefmeubilair. (O.)
31 MAART 1956. — Bewaarderspersoneel. — Verlofregeling. (O.)
14 APRIL 1956. — Uitgangsmassa voor bedelaars en landlopers. (O.)
5 JUNI 1956. — Bezoekers. — Toezicht. (O.)
9 JUNI 1956. — Beroepsopleiding van de gedetineerden. — Reklassering. (O.)
23 JUNI 1956. — Betaling van het vacatiegeld aan de gedetineerden. (O.)
16 JULI 1956. — Bescherming van de benaming « Rode-Kruis », van de tekens en emblemen van het Rode-Kruis. (O.)
29 AUGUSTUS 1956. — Voorwaardelijke invrijheidstelling. — Schadevergoeding. (O.)

- 13 SEPTEMBER 1956. — Documentatiecentrum. (O.)
27 SEPTEMBER 1956. — Overbrenging van de gedetineerden. (O.)
23 OCTOBER 1956. — Gedetineerden. — Overbrengingen. — Formulier n° 115. (O.)
26 OCTOBER 1956. — Hulp aan de ontslagen gedetineerden. (O.)
29 OCTOBER 1956. — Recidivisten en gewoontemisdadigers. — Berekening van de duur der terbeschikkingstelling van de regering. (O.)
22 NOVEMBER 1956. — Israëlitische gedetineerden. — Bijzondere maaltijden. (O.)
23 NOVEMBER 1956. — Familiale colli voor de gedetineerden. (O.)
13 DECEMBER 1956. — Familieleden van de gedetineerden die naar het gerechtshof moeten gebracht worden. (O.)
-

BESTUUR DER OPENBARE VEILIGHEID.

Vreemdelingenpolitie.

- 27 JANUARI 1956. — Inschrijving in de gemeenteregisters van vreemde artiesten. (O.)
8 AUGUSTUS 1956. — Verblijf in België van de kinderen van vreemde nationaliteit. (O.)
23 OCTOBER 1956. — Aflevering van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister. (O.)

Veiligheid van de Staat.

- 9 JULI 1956. — Rust- en overlevingspensioen van de ambtenaren en agenten der buitendiensten. (W.)
-

BESTUUR DER WETGEVING.

Bestuur der strafwetgeving.

- 22 FEBRUARI 1956. — Uitleveringen. (W.)
27 FEBRUARI 1956. — Termijn van dagvaarding voor de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken. (W.)
9 MAART 1956. — Collecten aan huis. (O.)
14 MAART 1956. — Uitvoering van de wet van 4 Augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie. (K. B.)
19 MAART 1956. — Strafrecht. — Verzachtende omstandigheden. (W.)
19 MAART 1956. — Wetboek voor strafrecht. (W.)
29 MAART 1956. — Rogatoire opdrachten. — Confrontatie aan de grens. (O.)
26 JULI 1956. — Wetgeving. — Gebreken en leemten, verslagen. (O.)

Bestuur van de burgerlijke en handelswetgeving.

- 14 JANUARI 1956. — Overschrijving, inschrijving en doorhaling in de hypotheekregisters van juridische handelingen. — Koninklijk besluit genomen ter uitvoering van de wet van 27 Juli 1953 tot bepaling van de gevolgen van de toepassing der Duitse wet in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat in Mei 1940 wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd. (K. B.)

- 26 JANUARI 1956. — Aflevering van een bewijsschrift van tegenwoordigheid aan gedagvaarde werklozen. (O.)
- 24 FEBRUARI 1956. — Deurwaarders. — Kindertoeslagen voor niet-loontrekkenden. — Toepassing van de wet van 10 juni 1937. — Invordering. (O.)
- 7 MAART 1956. — Verzending van de gerechtelijke akten aan personen die op het grondgebied van de Duitse democratische republiek verblijven. (O.)
- 24 MAART 1956. — Ministerieel besluit ter uitvoering van het koninklijk besluit van 19 October 1951 tot instelling van een commissie voor de herziening van de samengeschakelde wetten op de handelsvenootschappen. (M. B.)
- 18 MEI 1956. — Wijziging van artikel 472 van het Wetboek van koophandel. (W.)
- 23 MEI 1956. — Fotokopie van de akten van de burgerlijke stand opgemaakt tijdens de bezetting in het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat in Mei 1940 wederrechtelijk bij Duitsland werd ingelijfd. (O.)
- 6 JUNI 1956. — Vrederechtskanton Veurne. — Aantal terechtzittingen in politiezaken. (K. B.)
- 30 JUNI 1956. — Wijziging van artikel 216 van de wet op de rechterlijke inrichting. (W.)
- 30 JUNI 1956. — Wijziging van hoofdstuk VIII van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek betreffende de tweede huwelijken, en van titel VI van boek I van hetzelfde Wetboek betreffende de echtscheiding. (W.)
- 1 JULI 1956. — Verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen. (W.)
- 2 JULI 1956. — Politierechtbank te Brussel. — Aantal rechters. (W.)
- 4 JULI 1956. — Bescherming van de benaming, tekens en emblemen « Rode-Kruis ». (W.)
- 9 JULI 1956. — Burgerlijk recht. — Schorsing der termijnen ten aanzien van de aansprakelijkheid van de hypotheekbewaarders. (W.)
- 13 JULI 1956. — Indeling van de vrederechtskantons volgens hun bevolking. (K. B.)
- 11 AUGUSTUS 1956. — Overmaking van de bulletins van veroordeling. (O.)
- 24 NOVEMBER 1956. — Bevoegdheid van de commissie voor private verzekeringen om advies uit te brengen aangaande de ontwerpen van koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen. (K. B.)
- 3 DECEMBER 1956. — Nalatenschappen (onbeheerde). Indiening van een verzoek tot aanstelling van een curator. — Kennisgeving aan het bestuur der registratie en domeinen. (O.)
- 22 DECEMBER 1956. — Koninklijk besluit dat de inwerkingtreding bepaalt van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen. (O.)
- 27 DECEMBER 1956. — Aanwijzing van het overheidsorgaan belast met het verlenen van het verlof, voorzien bij de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering in zake motorrijtuigen, aangaande het inrichten van snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsritten, of wedstrijden voor motorrijtuigen. (K. B.)

DIENT VOOR KINDERBESCHERMING.

Comptabiliteit.

- 23 JANUARI 1956. — Afgifte in het magazijn van de rekenplichtige van de buiten gebruik of buiten dienst gestelde mobiele voorwerpen. (O.)
- 28 JANUARI 1956. — Comptabilisatie van de uitgaven per rubriek van het begrotingsprogramma. (O.)

Chronologische lijst.

- 9 FEBRUARI 1956. — Beroepsopleiding der personeelsleden. — Inontvangstneming in de comptabiliteit van de stoffen en voorwerpen. (O.)
- 17 MEI 1956. — Honoraria. — Leveringen en werken. — Inlichtingen die in het begin van ieder jaar aan de documentatiedienst van de administratie der directe belastingen moeten verschaft worden. (O.)
- 24 MEI 1956. — Vacantiegeld toe te kennen aan de begeleiders (begeleidsters). (O.)
- 30 MEI 1956. — Honoraria, leveringen en werken. — Ophelderingen in verband met omzendbrief van 17 Mei 1956. (O.)
- 3 JULI 1956. — Verrichtingen « buiten rekening » te voegen bij de rekeningen n^o 177. (O.)
- 3 JULI 1956. — Postwaarden. — Opgave te voegen bij de rekeningen n^o 177. (O.)
- 4 SEPTEMBER 1956. — Vermelding van de datum van bestelling op de schuldvorderingen van de leverancier. Toepassing van de korting wegens vertraging bij de levering. (O.)
- 11 SEPTEMBER 1956. — Voorzorgen te nemen bij het verzenden van comptabele stukken. (O.)
- 11 SEPTEMBER 1956. — Nieuwe regeling op het stuk van de geschriften in verband met het gebruik der geldvoorschotten. (O.)
- 18 DECEMBER 1956. — Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1957. (O.)
- 19 DECEMBER 1956. — Oprichting van een nieuwe rekening in het magazijnboek in de gestichten die over autovoertuigen beschikken. (O.)
- 20 DECEMBER 1956. — Toepassing van het koninklijk besluit van 10 December 1956 waarbij het bedrag van de aan de zangers-orgelisten toe te kennen toelage wordt vastgesteld. (O.)

Economische dienst.

- 1 FEBRUARI 1956. — Gewone begroting. Begrotingsprogramma. — Comptabilisatiebasis van sommige uitgaven. (O.)
- 15 MEI 1956. — Uitzetten der leerlingen. — Nieuwe samenstelling. (O.)
- 18 MEI 1956. — Overeenkomsten betreffende de aanneming van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat. — Toepassing van het koninklijk besluit van 5 October 1955. (O.)

Paedagogische dienst en inspectie.

- 24 AUGUSTUS 1956. — Aanvraag tot opneming van de minderjarigen in de gestichten. (O.)
- 29 DECEMBER 1956. — Plaatsing in beperkte vrijheid. — Procedure. (O.)

Personeel.

- 6 FEBRUARI 1956. — Persoonlijke signalementsfiche. (O.)
- 7 JUNI 1956. — Signalement. (O.)

OMZENDBRIEVEN UITGAANDE VAN DE PARKETTEN-GENERAAL

HOF VAN BEROEP TE BRUSSEL.

- 12 JANUARI 1956. — Nationalisatie. — 1° Getuigschrift van de fiscus betreffende de aangiften van inkomsten voor de drie laatste jaren; 2° Onderzoek omtrent de geschiktheid. — Bestandsdelen van fiscaal bedrog. — Mededeling aan de fiscus. (O. n° 4/56.)
- 22 MEI 1956. — Bulletin van morele boekhouding. — Uiteenzetting der feiten in te lassen. (O. n° 41/56.)
- 21 SEPTEMBER 1956. — Huwelijksovereenkomsten. — Notarissen. — Handelaars. — Uittreksels aan de griffie over te maken. (O. n° 58/56.)
- 5 OCTOBER 1956. — Berichten van buitenvervolginstelling. (O. n° 60/56.)
- 26 OCTOBER 1956. — Dagelijkse verslagen betreffende het houden der burgerlijke en correctionele rechtszittingen. — Opmaken. — Overmaking. (O. n° 65/56.)
- 8 NOVEMBER 1956. — Voogdijen. — Inrichting der voogdijen. — Bericht aan de ambtenaren van de burgerlijke stand aan de vrederechters in geval van overlijden, geboorte, huwelijk, aanneming. (O. n° 67/56.)
-

HOF VAN BEROEP TE GENT.

- 1 MAART 1956. — Notarissen. — Tucht. (O. D. 48/3-D. 48/4. R. n° 15/56.)
- 16 MAART 1956. — Naturalisatie. — Burgerlijke stand. — Verplaatste personen. — Vluchtelingen. (O. D. 145-D. 131/6-D. 162-D. 83/14. R. n° 18/56.)
- 18 AUGUSTUS 1956. — Tweede huwelijken. — Weduwschap. Echtscheiding. (O. D. 31-D. 218/1. D. 411. R. n° 64/56.)
- 19 JUNI 1956. — Postcheck. (O. D. 229/1-2. R. n° 44/56.)
-